



La voix de l'opposition de gauche

L'émancipation des travailleurs sera l'oeuvre des travailleurs eux-mêmes



Causeries janvier 2019

janvier	février	mars	avril	mai	juin	juillet	août	septembre	octobre	novembre	décembre
---------	---------	------	-------	-----	------	---------	------	-----------	---------	----------	----------

1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13
14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26
27	28	29	30	31								

Le 1er janvier 2019

CAUSERIE ET INFOS

(Le portail a été actualisé une seconde fois ce matin [10h en Inde, 5h30 en France], la causerie du jour figure plus loin.)

- Au format pdf (4 pages)

On commence très fort l'année calendaire !

La concurrence est rude dans le clan de la réaction.

Le 6 mai 2017 *Libération* titrait à la Une : Faites ce que vous voulez mais votez Macron.

Le 28 décembre 2018 *Le Monde* a fait plus fort encore.

France Info posait cette question avant-hier : "Le Monde" s'est-il inspiré de l'"iconographie nazie" pour sa une sur Macron ?

La réponse est oui. J'en ai parlé dans la causerie du 31, mais je crois que j'étais passé à côté de l'essentiel.

Non, cela ne fut pas une faute de mauvais goût, un hasard ou une coïncidence malencontreuse, une méprise, non, plutôt une provocation délibérée, mieux une inspiration motivée, assumée, partisane, idéologique, dont *Le Monde* pensait pouvoir se glorifier, *Le Monde* le journal du nouveau régime nazi établi en France et dirigé par Macron, c'est de la communication parfaitement contrôlée.

Le président de l'Assemblée nationale, le maréchal Ferrand (LREM) s'en est ému, non pas que la Une du Monde lui aurait déplu, non, bien au contraire, il estimait seulement qu'il était trop tôt ou que le moment était mal choisi, on ne vend jamais la peau de l'ours avant de l'avoir tué, la peau des gueux avant de les avoir massacrés.

D'où après coup les explications maladroitement relayées par sa fosse septique, Mediapart, spécialisé dans l'amalgame rouge-brun.

Je pense que *Le Monde* a délibérément choisi d'emprunter l'iconographie nazie après que Macron eut réprimé violemment ceux

qui manifestaient contre sa politique depuis le 17 novembre dans tout le pays, pour l'encourager à poursuivre dans cette voie, Le Monde lui indiquant clairement qu'il pourrait compter sur lui, ce dont personne ne doute. Cela doit correspondre à l'état d'esprit nauséabond qui doit régner au sein de la rédaction de ce torchon cul institutionnel.

Je pense que cette mise au point s'imposait.

Disponible :

- Causeries et infos de 2018 (1563 pages)

La suite aujourd'hui ou plus tard, je suis épuisé et pas très bien, j'ai besoin de beaucoup de repos.

ACTUALITÉ DU JOUR

Qui a dit ?

- Macron n'a "pas entendu la leçon qu'essaient de lui donner les 'gilets jaunes' depuis plusieurs semaines. C'était lui ce soir qui était dans la posture du donneur de leçon alors qu'on aurait pu attendre des mots d'apaisement ou des annonces plus conséquentes que celles qu'il nous a données ces dernières semaines". "Il a choisi de passer un savon à ces Français mobilisés contre sa politique"...

Valet, vous attendiez "des mots d'apaisement ou des annonces plus conséquentes" de la part de votre suzerain, permettez-nous de ne pas partager vos illusions.

- ...pour qui le chef de l'État "a profondément tort de considérer comme une menace ce mouvement des "gilets jaunes" alors que c'est une opportunité pour le pays. C'est une France qu'on disait résignée, qui ne voulait plus se mêler de politique, qui décide finalement de s'en mêler. Il est regrettable qu'il ait choisi cette posture de donneur de leçons plutôt que de saisir une occasion nouvelle de faire des annonces conséquentes". AFP 01.01

Monsieur le commis y tiens à ses "annonces conséquentes" afin d'écarter toute "menace" qui sinon pèserait sur le régime et qu'il partage parce qu'il craint de l'affronter.

Réponse : Le député LFI Adrien Quatennens démasqué par lui-même !

Totalitarisme. En direct du ministère de la Vérité.

- Dans ses voeux pour 2019, Macron fait le pari de la vérité - HuffPost 31.12

- Macron repasse à l'offensive pour rebondir en 2019 - AFP 31.12

Emmanuel Macron a adopté un ton pugnace et offensif lundi pour ses voeux 2019 en appelant à "l'unité retrouvée" des Français après la crise des "gilets jaunes", qui démontre que la France n'est "pas résignée".

Le chef de l'État a également utilisé des termes forts pour dénoncer "les porte-voix d'une foule haineuse" et affirmer, dans une allusion aux débordements des dernières semaines, que "l'ordre républicain sera assuré sans complaisance".

"Je suis au travail (...) Je crois en nous", a conclu le président qui a présenté durant un quart d'heure ses voeux debout, sans pupitre, en agitant beaucoup ses mains. Mais "que certains prennent pour prétexte de parler au nom du peuple (...) et n'étant en fait que les porte-voix d'une foule haineuse, s'en prennent aux élus, aux forces de l'ordre, aux journalistes, aux juifs, aux étrangers, aux homosexuels, c'est tout simplement la négation de la France", a-t-il dénoncé.

Il a également mis en garde contre le "dénî flagrant de réalité" dans lequel "nous nous sommes installés": "On ne peut pas travailler moins, gagner plus, baisser nos impôts et accroître nos dépenses, ne rien changer à nos habitudes et respirer un air plus pur".

Le chef de l'État n'a pas fait de nouvelles annonces sociales, trois semaines après son allocution télévisée du 10 décembre au cours de laquelle il avait annoncé 10 milliards d'euros d'aides en faveur du pouvoir d'achat pour tenter de répondre aux demandes

des "gilets jaunes".

Cette absence de nouveaux gestes a été immédiatement critiquée par certains "gilets jaunes" mobilisés sur de nombreux sites en France. "Il a rallumé le feu, il a décrété qu'il ne ferait rien pour nous aider. S'il veut rien faire, on restera là comme on l'a décidé", a annoncé Marc, 40 ans, qui a regardé l'intervention avec une quinzaine de personnes près du Mans. "Franchement, il est sourd, il ne montre aucun signe d'apaisement. Les gens vont continuer de plus belle", a averti Rabah, 52 ans, qui avait prévu de fêter le réveillon sur le pont d'Aquitaine à Bordeaux.

"Je pense qu'il a toujours pas compris et que de toute façon on tend vers une dictature. Maintenant, c'est officiel: taisez-vous, faites ce que je vous dis", estime de son côté Karine, également mobilisée à Montabon. "Il faudrait plutôt écouter les vœux des gilets jaunes", ironise Étienne.

Un discours que partage Isabelle, enseignante de 36 ans de côté de Strasbourg. "Je suis très en colère face à ce que le président a dit... J'ai l'impression qu'il est totalement sourd à ce qu'il se passe. Il nous a parlé de vérité, de dignité, d'espoir. Sa vérité, ce n'est pas la nôtre. Il nous dit que toutes les réformes qu'il avait prévues, il va les faire en nous disant en plus que c'est pour améliorer les choses. Notre vérité, c'est qu'on n'en peut plus de ne pas pouvoir finir le mois, et je n'ai rien entendu dans ce sens, c'est scandaleux", déplore-t-elle.

Et de renchérir: "Pour la dignité, il a parlé de foule haineuse...ça va faire réagir! On est une foule et tant mieux, ça veut dire qu'on est nombreux. On a la dignité pour beaucoup d'entre nous de travailler, de produire les richesses de la France dont il a parlé. Notre dignité, c'est ce mouvement depuis plusieurs semaines dont il faut qu'on soit fier (sans se la faire confisquer) par quelques personnes qui viennent casser. Le premier qui ne nous respecte pas, c'est lui et ce n'est pas nous qui ne respectons pas les autres. Enfin, l'espoir, c'est que ce mouvement continue et aboutisse, pourquoi pas, à une grève générale, c'est peut-être le seul moyen pour nous de ne plus subir. Il y a un grand vent de démocratie réelle qui souffle sur le pays et je n'ai pas l'impression que les gens veulent arrêter de dire ce qu'ils ont à dire".

Un "gilet jaune" mosellan, Mathieu, n'a pas écouté les vœux du président. "Je compte passer une bonne soirée... C'est dommage, c'est triste d'en arriver là, il pourrait annoncer que le Smic passe à 3000 euros que je ne l'entendrais pas. Je ne l'écoute plus. Quand on passe de déceptions en déceptions, on n'a plus envie de les écouter. La télé, maintenant, c'est juste pour mes enfants", indique-t-il.

Les opposants de droite et gauche ont également critiqué les vœux d'Emmanuel Macron, dont "le ton un peu martial" va "sans doute renforcer la mobilisation" des "gilets jaunes", selon Adrien Quatennens, député LFI.

Il a cependant dénoncé la désinformation, les "manipulations" et les "intoxications" qui sapent selon lui la "confiance démocratique". "On peut débattre de tout" mais "débattre du faux peut nous égarer, surtout lorsque c'est sous l'impulsion d'intérêts particuliers".

Le chef de l'Etat a par ailleurs confirmé qu'il entendait lancer en 2019 les réformes de l'assurance-chômage, des retraites et de la fonction publique.

"Le gouvernement dans les prochains mois devra poursuivre ce travail pour changer en profondeur les règles de l'indemnisation du chômage afin d'inciter davantage à reprendre le travail, l'organisation du secteur public pour le rendre plus efficace, et notre système de retraites pour le rendre plus juste". HuffPost avec AFP et Reuters 31.12

Macron la haine. A bas l'ordre républicain synonyme d'inégalités sociales et d'injustices monstrueuses!
A bas le porte-parole de la minorité haineuse !

- Macron pourfend les "porte-voix d'une foule haineuse" - Reuters 1 janvier 2019

Emmanuel Macron a appelé lundi soir, dans ses vœux aux Français pour l'année 2019, au respect de "l'ordre républicain", fustigeant les "porte-voix d'une foule haineuse" qui s'en prennent à certaines catégories de personnes au prétexte de "parler au nom du peuple."

"Nous ne vivons libres dans notre pays que parce que des générations qui ont précédé se sont battues pour ne subir ni le despotisme, ni aucune tyrannie. (Elles ont courageusement combattu le despotisme et la tyrannie au pouvoir. - LVOG) Et cette liberté, elle requiert un ordre républicain, elle exige le respect de chacun et de toutes les opinions", a dit le président dans un message télévisé enregistré à l'Élysée à l'occasion du Nouvel an. (La démocratie, c'est lorsque la minorité respecte la majorité et non quand la minorité impose sa politique à la majorité. Or vous êtes ultra minoritaire dans le pays, alors respectez la démocratie : Dégagez! - LVOG)

"Que certains prennent pour prétexte de parler au nom du peuple : mais lequel, d'où, comment ? (Pas le vôtre assurément ! -

LVOG) Et n'étant en fait que les porte-voix d'une foule haineuse (Parce que vous transpirez la haine du peuple qui vous le rend bien, c'est la moindre des choses. - LVOG) , s'en prennent aux élus (Corrompus, menteurs, imposteurs! - LVOG), aux forces de l'ordre, aux journalistes, aux juifs, aux étrangers, aux homosexuels, c'est tout simplement la négation de la France", a énuméré le chef de l'Etat.

Visant sans les nommer les partis extrêmes et certaines actions et prises de parole en marge du mouvement des "Gilets jaunes", Emmanuel Macron a rappelé les règles de la démocratie et de l'Etat de droit.

"Le peuple est souverain, il s'exprime lors des élections, il y choisit des représentants qui font la loi. Précisément parce que nous sommes un Etat de droit", a-t-il dit. (Comme à plus de 80% le peuple n'a pas voté pour vous, vous n'êtes pas son souverain, mais un imposteur, un dictateur, vous êtes illégitimes pour gouverner : Dehors tout de suite! - LVOG)

"L'ordre républicain sera assuré sans complaisance car j'attends de chacun ce respect indispensable à la vie en société." Reuters 1 janvier 2019 ("L'ordre républicain" de la matraque et de l'humiliation doit être renversé "sans complaisance " ! - LVOG)

Union nationale contre Macron et LREM.

- Voeux 2019 : la classe politique française vent debout contre Macron - LePoint.fr 1 janvier 2019

"On ne sait pas pourquoi mais tout ce qu'il dit tombe à plat. Et quand on comprend, on préférerait ne pas avoir entendu. Quel lunaire donneur de leçons", n'a pas hésité à lancer Jean-Luc Mélenchon, sur Twitter. Avant d'ajouter : "Le président des riches a fait son rideau de fumée. Le partage des richesses, t'as compris Monsieur Macron ?" (Le pouvoir politique en premier, le "partage des richesses" ensuite monsieur le charlatan. - LVOG)

Chez Les Républicains, on regrette qu'Emmanuel Macron ait décidé de réciter "un texte sans émotion, sans conviction et si loin de la réalité des Français. Un clip de campagne plus que la parole d'un homme d'État", écrit la porte-parole du parti Laurence Sailliet. (L'hypocrisie habituelle... - LVOG)

S'il vous plaît, choisissez du papier hygiénique de qualité!

- Emmanuel Macron va écrire aux Français sur le "grand débat" national - Le HuffPost 1 janvier 2019

Ils osent tout. Féministes : Toutes des prostituées ! L'égalité est respectée ! Parole de mères maquereilles.

- Réalisatrices, elles promeuvent une pornographie alternative - AFP 1 janvier 2019

Du sexe éthique, diversifié et plus égalitaire: des réalisatrices féministes s'emparent de la pornographie avec l'idéal d'en faire un instrument d'émancipation politique et sexuel face aux productions de masse gratuites et stéréotypées sur internet. AFP 1 janvier 2019

"face aux productions de masse gratuites", autant que leurs culs rapportent du fric, merde alors !

[Haut de page ↗](#)

Le 3 janvier 2019

CAUSERIE ET INFOS

Vous avez dit déterminé :

10 ans de causeries et infos en bref : 14664 pages.

Son auteur est au bord de l'épuisement total, je parle physiquement, mais on va trouver la force de continuer.

Que des bonnes nouvelles en 2018 et j'ai terminé en beauté.

Tout d'abord, j'ai renoué des relations avec ma chère fille. Ensuite il y a eu la naissance de sa fille Catarina. Après, les citronniers

et les orangers croulent sous les fruits. Mais encore, on a eu une mousson abondante, le niveau de la nappe phréatique est remontée. Mais encore, ma facture Internet a été divisée par 8 par miracle d'une multinationale (Vodafone) pour le même service. Mais encore, j'ai fini par résoudre le grave problème que j'avais eu avec la CNAV, ma caisse de retraite, la Sécu me devait 5 mois de retraite. Mais encore, grâce à la variation du taux de change entre l'euro et la roupie, ma misérable retraite a augmenté de 6%. Mais encore, j'ai reçu mon visa à vie, me voilà citoyen indien, c'est marqué dessus. Mais encore, j'ai réussi à récupérer le 31 décembre les 50.000 roupies que j'avais versées à un avocat véreux il y a 3 ans, en fait il ne s'était pas du tout occupé de mon affaire ! Et enfin, j'ai des bonnes relations avec mes voisins, ma nouvelle belle-famille, bref, tout le monde, incroyable, un autre miracle, je déconne.

- Au format pdf (15 pages)

Toujours dans le registre des bonnes nouvelles.

Etats-Unis.

- 52% des personnes interrogées ont déclaré soutenir les mesures prises en Syrie et en Afghanistan, mesures qui ont surpris les conseillers à la sécurité nationale du président lors de leur annonce la semaine dernière. Moon of Alabama – Le 29 décembre 2018 (Article publié par le Saker francophone)

LVOG- Moon of Alabama fait partie de la gauche réformatrice américaine

Les fachos, les médias sont bien placés pour les reconnaître.

Les médias-oligarques tirent à boulets rouges sur Mélenchon qui a osé afficher son soutien à un des leaders des gilets jaunes, Eric Drouet, traité de facho, diffamé en fait par ces scélérats de médias de merde.

Si c'était vrai, ce serait une bonne nouvelle...

- Fascination pour Eric Drouet: Mélenchon «a quitté les rives de la gauche», déplore Hamon - Liberation.fr 02.01

La gauche : C'est la réaction !

Tandis qu'au même moment les chefs d'Etat des puissances occidentales et leurs médias célébraient l'investiture du chef de Etat brésilien d'extrême droite, Bolsonaro, un facho notoire, un vrai comme ils les aiment ! La preuve.

L'AFP et tous les médias lui donnent du monsieur le président au facho à la tête du Brésil. La réaction exulte.

- Le président Bolsonaro promet de "rétablir l'ordre" au Brésil - AFP 02.01

Le nouveau président d'extrême droite du Brésil Jair Bolsonaro a promis mardi de "rétablir l'ordre", se lançant dans une croisade contre la criminalité, la corruption et l'idéologie de gauche, au premier jour de son mandat de quatre ans.

"Aujourd'hui est le jour où le peuple commence à se libérer du socialisme et du politiquement correct", a affirmé l'ancien capitaine de l'armée de 63 ans, lors d'un vibrant discours d'investiture devant une foule de partisans qui l'acclamaient aux cris de "Mito" (le mythe, son surnom).

Brandissant un drapeau brésilien, ce farouche anticommuniste a affirmé que "cette bannière ne sera(it) jamais rouge", "sauf si "notre sang doit être versé".

Le président américain Donald Trump a félicité dans un tweet M. Bolsonaro "pour son super discours d'investiture", ajoutant: "Les Etats-Unis sont avec vous". AFP 02.01

Ils osent tout.

Mike Pompeo, qui représentait Donald Trump, a cité le Venezuela, Cuba et le Nicaragua parmi les pays qui ne respectent pas selon lui les valeurs démocratiques.

"Nous avons une occasion de travailler côte à côte contre les régimes autoritaires", a-t-il déclaré. (Source : Reuters 2 janvier 2019)

Tenez, un autre truc au passage, au hasard, les (dés)infos en fourmillent.

Vous ne trouvez pas suspect leur engouement unanime pour les manifestations qui se déroulent en ce moment au Soudan du Nord pour réclamer un changement de régime ? Démocratique, cela va de soi !

En réalisant la partition du Soudan en 2011, ils ont amputé des trois-quarts de ses réserves de pétrole le Soudan du Nord qui assuraient l'essentiel de ses revenus, du coup il est financièrement à l'agonie. Quel autre régime ferait mieux ? Aucun, à moins de réunifier le Soudan, est-ce à l'ordre du jour de l'opposition à Omar el-Béchir ? Pas du tout. Donc le Soudan est destiné au chaos et à la misère dans tous les cas de figure.

Et qui trouve-t-on derrière cette opposition, je vous le donne en mille, les mêmes que ceux qui avaient déclaré la guerre au régime en place en Afghanistan, Irak, Libye, Egypte, Tunisie, Syrie, les Américains et les Israéliens, l'ONU et bien sûr les ONG (Amnesty International), cela ne s'invente pas.

Les infos sont pleines de pièges, faites très attention, même en étant très vigilant on peut se faire manipuler.

Ne prenez surtout pas pour argent comptant les infos qui figurent dans les publications des partis dits ouvriers ou sur leurs pages Facebook ou dans leurs blogs, ils sont truffés de fausses informations ou d'infos déformées parce qu'ils ignorent la situation qui existe réellement dans de nombreux pays et ils ne la vérifient pas, ils se fient aux dépêches des agences de presse. Vous pouvez faire comme moi et le vérifier vous-mêmes.

Personnellement, je ne prends plus aucune info comptant quand elle vient d'une agence de presse ou d'un média institutionnel, absolument jamais, je vérifie tout, quand c'est possible évidemment, simple précaution et non paranoïa, je suis mentalement très équilibré rassurez-vous, je crois même que je ne me suis jamais senti aussi serein, ça doit être la vieillesse ! Mais aussi révolutionnaire qu'à 20 ans !

Tous les jours je tombe sur des infos qui déclenchent chez moi un réflexe de méfiance, et je me dis, tiens, c'est bizarre, pourquoi en parlent-ils, quel intérêt ce truc-là présente-t-il pour eux, car la plupart du temps cela ne présente aucun intérêt pour nous, on s'en tape complètement, on n'en saurait rien que cela ne changerait rien à notre vie, ensuite je m'aperçois que France Info, Libération, Le Monde, Le Parisien, Le Figaro, L'Express, etc. la reprennent, là je me dis qu'ils ont un truc pourri à nous vendre, voyons ce que c'est, et je ne suis jamais déçu ! Ils fabriquent l'actualité ou leur propagande selon le cahier des charges ou l'agenda de ceux qui gouvernent.

C'est pour cela que je parle aussi d'autres choses ou que j'aborde d'autres sujets, je suis mon idée, j'ai autres choses en tête que leurs conneries, heureusement !

[Comment peut-on passer de la social-démocratie au national-socialisme ?](#)

Cette question nous est offerte gratuitement par Mediapart, sous-traitant du journal Le Monde. Pas besoin de souscrire un abonnement à Mediapart ou Le Monde pour lire la réponse, en plus vous faites des économies !

Alors, vous n'avez pas une petite idée ?

A une autre époque qui n'est pas très éloignée, nous affirmions que la social-démocratie était l'antichambre de l'extrême droite, du fascisme, de la guerre. L'actualité politique nous oblige à préciser cette caractérisation parce qu'on part des faits et on s'y tient.

Je vais vous mettre sur la piste en posant une autre question : Qu'ont-ils en commun ?

Formulons-la autrement : Que partagent-ils ?

Réponse : la même idéologie, celle du capitalisme.

En fait, ce ne sont que des variantes de la même idéologie en fonction de la situation économique et politique ainsi que des rapports entre les classes. Ils ont la même nature de classe, le capitalisme. A l'opposé, ce qui définit la nature de classe du socialisme, c'est qu'il est anticapitaliste, il en est l'antithèse, la négation.

Donc il est parfaitement normal que quelqu'un qui a adopté à un moment donné la social-démocratie en arrive à devenir social-libéral, social-néolibéral, social-impérialiste dans tous les cas de figure, le néolibéralisme étant la version économique extrémiste du capitalisme qui amène ses représentants à adopter sur le plan politique certains procédés employés par les régimes fascistes, sur le plan de la propagande, de la police et de la justice, ce qu'on a eu l'occasion d'observer ces dernières semaines en France.

Avant de continuer il faut préciser ce qu'on entend par idéologie pour qu'on se comprenne bien.

Il faut distinguer la définition de l'idéologie de la nature de chaque idéologie. On peut concevoir que chaque classe, chaque parti ou courant politique possède sa propre idéologie, on pourrait aller plus loin et ajouter chaque acteur politique. Mais toujours est-il que chaque idéologie est toujours rattachée à l'une ou l'autre classe indépendante, et comme dans la société il n'existe que deux classes indépendantes, la classe des capitalistes et celle de la classe ouvrière, en conclusion toutes les idéologies ou les variantes idéologiques qui existent incarnent soit les intérêts des capitalistes, soit ceux de la classe ouvrière. C'est dans ce sens-là que j'explique qu'il n'existe que deux idéologies, on mettra de côté celles qui nous renverraient à des régimes antérieurs et qui ne nous concernent pas ici.

Ce n'est pas hasard que j'avais caractérisé le néolibéralisme d'extrême droite, on vient d'en avoir confirmation avec Macron (et ce n'était qu'un début) qui a délibérément piétiné le droit de manifester en empêchant des milliers de travailleurs de monter sur Paris, sans parler de la répression policière préventive digne d'une dictature militaire ou d'un régime dictatorial.

Pourquoi nous sommes-nous acharnés ces dernières années à briser en mille morceaux le mythe de la gauche ? Parce que nous savions sur quel régime la situation allait déboucher : un régime totalitaire, nous avons même évoqué une monarchie absolue, constitutionnel uniquement pour la forme. Qui ou quel parti ou courant politique avait formulé un tel pronostique ? Absolument aucun. La preuve? Ils ont tous continué à participer au jeu institutionnel, on est bien d'accord, n'est-ce pas? Je n'invente rien, alors allons plus loin.

Avant que Sarkozy soit élu, j'avais émis une mise en garde que j'avais formulée ainsi : Il a annoncé le programme, la réaction sur toute la ligne, si le mouvement ouvrier ne se mobilise pas pour l'empêcher de l'appliquer et pour le renverser, le pire sera à venir. A cette époque, souvenez-vous ou relisez mes causeries, j'évoquais "la tentation de la dictature" de plus en plus ouverte, directe. On ne m'a pas pris au sérieux et je fus traité de furieux extrémiste, de gauchiste. Soit.

Quand Hollande fut élu, mon avertissement fut encore plus précis, constatant avec quel mépris il gouvernait, qui l'avait choisi, ce qu'il incarnait et comment il était parvenu au pouvoir, je mis immédiatement l'accent sur l'imposture ou le déni permanence qui lui servirait de mode de gouvernance en précisant que c'était l'apanage des dictateurs, donc je franchis un cran de plus dans ma caractérisation du régime conformément à l'orientation politique adoptée par Hollande et sa manière d'exercer le pouvoir, ni plus ni plus. Là, on me prit pour un fou furieux ! Soit.

Avec l'élection de Macron la boucle du despotisme était bouclée, je l'ai annoncé tel quel sachant ce qu'il incarnait : le pouvoir absolu de l'oligarchie, partant de là, c'était écrit qu'il allait écraser sans merci tous ceux qui se dresseraient sur son chemin, puisqu'il avait été élu pour appliquer jusqu'au bout ou à la lettre la politique néolibérale dictée par l'oligarchie, quitte à recourir à la force si nécessaire, ce qu'il vient d'illustrer.

Dans ces conditions véhiculer la moindre illusion sur la gauche était criminel ou assimilable à une trahison de la classe ouvrière. Pendant ce temps-là, les uns et les autres au sein du mouvement ouvrier continuèrent de tenir les mêmes discours que ceux qu'on avait entendus pendant plus d'un demi-siècle, c'était complètement délirant! J'ai essayé d'alerter les militants, en vain, aucun ne m'apporta son soutien, ce qui est révélateur à plus d'un titre, passons, sinon on va encore se fâcher et le moment ne s'y prête pas, essayons plutôt de comprendre ce qui s'est passé. Pendant plus d'un demi-siècle, on s'est laissé bercer ou bercer par une rhétorique ou plutôt une idéologie qui puait à plein nez la collaboration de classes, le réformisme bourgeois, le révisionnisme du marxisme ou l'antimarxisme, l'antisocialisme, qui était un des masques de la gauche pour tromper les travailleurs et les militants.

Idéologie qui allait être compatible avec le capitalisme pendant toute une période, quand le rapport de forces n'était pas en sa faveur, dont les représentants de cette idéologie allaient se séparer à l'étape suivants, dès lors que la crise du capitalisme allait franchir un nouveau stade, et que les conditions politiques étaient propices à un alignement complet sur les besoins du capitalisme, la classe ouvrière étant solidement amarrée au capitalisme, ainsi que le mouvement ouvrier devenu hostile et étrange au socialisme, conditions idéales pour régler ses comptes estima l'oligarchie, qui n'avait plus réellement d'ennemis de taille à la menacer. Comment ? En utilisant les partis institutionnels de droite et de gauche dans un premier temps, la gauche étant la mieux placée pour faire le sale boulot, puisqu'elle pouvait compter sur le soutien indéfectible ou sans faille des dirigeants du mouvement ouvrier qui serait ainsi neutralisé ou réduit à l'impuissance. Mais en se compromettant ainsi ouvertement, révélant au passage qu'elles partageaient la même idéologie, les mêmes intérêts de classe, ceux des capitalistes, la droite et la gauche allaient se brûler les ailes, de sorte que la prochaine étape devrait se passer de leur service ou se déroulerait sans eux, l'heure d'instaurer un gouvernement oligarchique à caractère totalitaire était enfin arrivée. Cependant, ne pouvant apparaître tel quel aux premiers jours, il fallait lui trouver un adversaire à sa taille, ni de droite ni de gauche puisqu'elles sortiraient laminées, désorganisées, en lambeau ou presque à l'issue de cette expérience, pas d'extrême gauche, impensable, idée totalement saugrenue écartée d'avance, il ne restait plus que l'extrême droite qui ferait parfaitement l'affaire, parce qu'elle permettrait de camoufler la nature d'extrême droite du régime qui allait se mettre en place, il suffirait de proclamer qu'il était démocratique et le tour serait joué, et il en fut ainsi, bravo !

Désigner l'extrême droite comme son principal opposant présentait en réalité de nombreux avantages pour le nouveau monarque et ses courtisans.

Faire monter l'extrême droite dans les sondages ou lors des élections fut un jeu d'enfant auprès des couches les plus arriérées ou décomposées de la société (mais pas seulement) sur les cerveaux desquels agissait efficacement la fabrique du consentement ou le matraque médiatique, et puis ils disposaient d'une longue expérience dans ce domaine, qui, honneur oblige revenait à la gauche depuis les années 80. N'oublions pas que Macron et la plupart de ses conseillers, Attali, Jouyet, etc. sont issus du PS.

L'instrumentalisation de l'extrême droite allait être également un jeu d'enfant, non seulement parce qu'ils partageaient la même idéologie, mais parce que l'extrême droite n'a aucune existence indépendante, elle n'a pour ainsi dire aucune inexistence dès lors qu'elle n'est pas soutenue par le clan dominant du capitalisme, l'oligarchie ou les banquiers, donc évidemment les sionistes d'extrême droite qui sont également néolibéraux, c'est drôle comme le monde des fripouilles est petit. On en veut pour preuve, notamment, que selon les circonstances l'extrême droite est raciste envers les juifs ou les musulmans ; à notre époque dominée par le néolibéralisme elle cible les musulmans, et ce n'est pas un hasard si parmi les conseillers et avocats de Marine Le Pen figure des juifs sionistes d'extrême droite, des dirigeants de RN se rendent discrètement en Israël ou le Crif ménage Marine Le Pen, sans parler du soutien public à Netanyahu par Le Pen, c'est la position officielle du RN que partage LREM, rien de plus normal. Chacun peut vérifier si nécessaire ces faits, ainsi que leurs sources, en consultant les causeries des années précédentes ou en recourant à un moteur de recherche sur Internet, je n'ai pas tous les détails en tête et je n'ai pas le temps de les rechercher.

A partir de là, on comprend qu'on a affaire à de faux ennemis ou adversaires qui conspirent en permanence.

On s'aperçoit que l'oligarchie, la gauche, la droite, l'extrême droite marchent ensemble, sont liés par le même pacte contre la classe ouvrière et les classes moyennes qui n'a rien de secret pour peu qu'on s'en strictement tienne aux faits. Et si on faisait l'inventaire de la lutte des classes depuis que la gauche est passée de l'autre côté de la barricade, c'est-à-dire il y a un siècle, on arriverait à la même conclusion tout au long de cette longue période. Ils sont liés par ce pacte à la vie jusqu'à la mort, ils peuvent même se sacrifier plutôt que le renier. C'est pour dire à quel point leur détermination à vaincre la classe ouvrière est totale, sans faille, quitte à employer les moyens les plus sordides, crapuleux, monstrueux, ce qu'évidemment n'imaginera pas ou très difficilement le commun des mortels mentalement équilibré. Et bien il va falloir que cela rentre dans le cerveau des travailleurs et des militants.

La réalité est cruelle pour tous ceux qui avaient eu une autre idée de la gauche, le PS et le PCF, aujourd'hui davantage LFI, le PG, Générations.s, EELV, bref, leurs satellites, tous partagent la même idéologie des capitalistes, tous combattent le socialisme ou l'idéologie de la classe ouvrière, il va falloir se faire à cette idée avant qu'il ne soit trop tard. Il faut l'expliquer tel quel aux travailleurs, sans tourner autour du pot, sans maquillage, sans chercher à ménager qui que ce soit, tant l'enjeu est capital pour l'avenir de l'humanité, telle est la terrible responsabilité qui pèse sur nos épaules.

Nous devons dénoncer la compromission, la collusion de tous ces partis ou courants politiques avec le régime. Pratiquement chaque fois qu'un de leurs dirigeants ouvre la bouche ou qu'il écrit quelque chose, il confirme les faits que nous venons d'énoncer, le jugement sans appel que nous venons de prononcer, les accusations que nous portons contre eux, donc il ne s'agit pas de paroles en l'air, d'interprétations ou de spéculations oiseuses, non, de faits avérés, vérifiables, bien réels.

Encore faut-il avoir en permanence à l'esprit et en toute circonstance, que les conclusions auxquelles nous sommes parvenus inclues la reconnaissance de la lutte des classes, et ensuite reposent sur un unique constat, l'opposition, l'antagonisme irréconciliable entre les intérêts de la classe des capitalistes et ceux de la classe ouvrière, ce que les penseurs et dirigeants Marx et Engels ont théorisé pour nous permettre de mener notre combat politique et accomplir la tâche historique de libérer l'humanité du règne de l'exploitation de l'homme par l'homme.

On pourrait réduire ces conclusions à un seul et unique principe, non négociable, indivisible, que chaque militant devrait adopter, se graver profondément dans le cerveau : le respect absolu de l'indépendance de classe de la classe ouvrière. Pourquoi ? Parce que si on s'y tient strictement, on ne risque pas de basculer à droite ou à gauche, dans l'opportunisme ou le gauchisme ou pire encore.

Comment expliquer que des militants ayant rejoint des partis comme la LCR ou le NPA, LO ou des syndicats, la CGT par exemple, se retrouvent un jour au FN-RN, comment expliquer que jusqu'à une date relativement récente un dirigeant anarchiste membre du comité central de l'OCI (Aujourd'hui POI et POID) et secrétaire départemental de FO (Loire-Atlantique) soit en même temps lié à la famille Le Pen et se voit citer dans les publications du FN, sinon que tous ces courants politiques liés à cette gauche pourrie étaient dégénérés, n'avaient de trotskyste que le nom, trotskystes en parole, social-démocrates en acte. Et on ne parle pas de tous ceux qui ont rejoint le PS ou le PCF. Comment expliquer que l'un d'entre eux soit devenu Premier ministre sous la Ve République, et je passe sur tous ceux qui ont milité dans tous ces partis et qui sévissent dans les médias aux ordres.

Le PCF a eu aussi son heure de gloire en la matière dans les années 30, quand certains de ses dirigeants allaient rallier les milices fascistes ou le régime de Vichy, tout comme la SFIO, tout ce beau monde ayant adopté la devise "plutôt le fascisme et la guerre que le socialisme", allait se retrouver réuni un peu plus tard au sein du CNR (Conseil national de la résistance). Plus tard encore, ils allaient constituer les piliers de la IVe République et se mettre au travail pour reconstruire la France des capitalistes (les seuls véritables gagnants de cette guerre impérialiste) sur fond de guerres coloniales en Afrique du Nord et en Asie

du Sud-Est ; cela donne une idée assez précise à ceux qui ont la mémoire courte ou sélective sur le contenu de l'infâme supercherie que constituent les prises de position de ces partis (PS, PCF et leurs satellites ou appendice, clones de gauches) 40 ans ou 70 ans plus tard en faveur de l'antifascisme, de l'antiracisme, de l'anticapitalisme, une imposture destinée à tromper les travailleurs et les militants sur leur véritable nature et intention pour mieux aliéner leur indépendance de classe, les empêcher de se dresser contre le régime, chasser Macron, abattre la Ve République.

Voilà ce qu'il faut dire ou rappeler aux travailleurs ou aux militants, voilà ce qu'ils doivent savoir pour chercher une issue politique ailleurs, cesser de s'en remettre à ces imposteurs, charlatans, aventuriers, sous peine peut-être à leur tour de glisser un jour lentement mais sûrement vers l'extrême droite. Il faut qu'ils sachent qu'en refusant de rompre avec ces partis, ils oeuvrent à leur propre perte, ils combattent contre leur camps, ils cautionnent nos ennemis, car ces partis qui légitiment Macron et les institutions de la Ve République, le capitalisme, combattent à leur côté et non au côté de la classe ouvrière, et en combattant au côté de nos ennemis, ils sapent quotidiennement l'indépendance de notre classe, or sans cette indépendance, il sera impossible de vaincre, nous courons à la catastrophe.

Cela dit, il faut distinguer les militants des dirigeants de ces partis, et on peut affirmer que la majorité des militants du POID, du POI, du NPA, de LO et l'intégralité des militants d'autres groupes ou organisations qui en sont issus sont d'authentiques militants socialistes révolutionnaires, même s'ils sont passagèrement sous l'influence de ces dirigeants, et il en existe autant ou plus encore qui en sont issus et qui ne sont plus organisés, qui n'attendent que le signal pour participer à la révolution socialiste, on ne le dit pas assez souvent et c'est sans doute une erreur de ma part, disons que pour moi cela va de soi, j'oublie seulement de le préciser.

Les militants qui sont restés fidèle à notre classe, à notre cause, au socialisme doivent chasser les dirigeants corrompus de leurs partis, refuser de leur obéir plus longtemps, les démettre de leur mandat, les destituer, ne leur accorder aucune confiance, ils ne peuvent bénéficier d'absolument aucune circonstance atténuante pour justifier la politique opportuniste qu'ils ont adoptée depuis des années ou des décennies, ainsi que les méthodes déloyales (ou pire encore) qu'ils ont employées pour les imposer à leurs militants.

Quels rôles ont-ils joué au sein du mouvement insurrectionnel qui a surgi le 17 novembre 2018, aucun pratiquement, quel concours ou soutien lui ont-ils apporté, aucun en dehors pour certains de belles déclarations, mais ce n'est pas avec cela qu'on fait une révolution, mais en participant à son organisation, en mettant tous les moyens dont on dispose à son service...

En complément.

On disait qu'ils partageaient la même idéologie, voici qui le confirme si nécessaire.

- La popularité de Macron ne sera pas remontée en 2018 - L'Express.fr 31 décembre 2018

Emmanuel Macron cède notamment du terrain auprès des proches du PS (-7 points à 33%), de La République en marche (-3 points à 85%) et des Républicains (-2 points à 23%). Il progresse au contraire auprès de ceux de La France insoumise et du PCF (+5 points à 23%) et du Rassemblement national (+2 points à 9%). L'Express.fr 31 décembre 2018

Macron aurait des sympathisants parmi les proches du PS, de LREM, de LR, de LFI, du PCF, de RN, ce qui ne nous surprend pas ou ne nous choque pas, puisque nous savons pourquoi et nous en sommes en mesure de l'expliquer.

[Quand c'est pas la faute à pas de chance, c'est la fatalité !](#)

Voici ce que j'ai lu dans un article ; "*La répression n'est aujourd'hui possible, avec cette intensité, que parce qu'elle est acceptée par les dirigeants du mouvement ouvrier.*"

Avertissement aux lecteurs : Attention ce qui suit n'est pas un jugement, mais un constat.

Serait-ce la seule explication ?

Voici une question qui revient souvent : Pourquoi le mouvement ouvrier ne bouge-t-il pas ou ne s'engage-t-il pas au côté des "gilets jaunes" ?

Vous êtes-vous posés cette question : Pourquoi la majorité des travailleurs ne bougent-ils pas, ne s'engagent-ils pas au côté des "gilets jaunes"? Si vous trouvez la réponse à cette question, vous aurez trouvé la réponse à la précédente.

Je vous en propose une.

Si l'immense majorité des travailleurs ne bougent pas, c'est qu'ils s'accrochent à leur condition qui n'est pas aussi

insupportable que cela, ou tout du moins ils ont toujours les moyens financiers pour faire face à leurs dépenses, ils disposent encore de réserves plus ou moins importantes pour y faire face et économiser un peu d'argent, donc ils sont portés à se dire que leur situation pourrait être pire encore et qu'il est urgent d'attendre des jours meilleurs, plutôt que de se lancer dans une aventure à l'issue incertaine et qui plus est dangereuse, bref, le jeu n'en vaut pas la chandelle, trop risqué, sachant que ce serait pour récupérer des miettes.

Quand je disais que la classe ouvrière s'était embourgeoisée, je ne voulais pas dire autre chose, cela me valu d'être conspué. Soit. Les faits me donnent raison une fois de plus, je ne les compte plus à force.

Et en ce qui concerne le mouvement ouvrier ? Le constat est exactement le même, ce sont des nantis qui sont organisés dans les syndicats pour la plupart d'entre eux, des fonctionnaires, des membres de l'aristocratie ouvrière, des entreprises du CAC40, des grandes entreprises où les profits sont mieux partagés, les salaires plus élevés, où les conventions collectives sont les plus favorables, les Comités d'entreprises les plus généreux, qui plus est la plupart bénéficient de la garantie de l'emploi comme les fonctionnaires, pourquoi voudriez-vous qu'ils aillent se faire matraquer ou gazer pour des cacahuètes ? Ils n'en ont rien à foutre du sort du reste de la classe ouvrière, qui plus est de celui des couches inférieures des classes moyennes.

Les fonctionnaires n'attendent plus que la retraite, même quand ils ont 20 ans, qu'ils se mettent en couple, et ça baigne, dès le mardi ils ne pensent plus qu'à organiser le week-end prochain, et dès la fin de la saison des sports d'hiver, ils ont les yeux rivés sur les grandes vacances de l'été, une bonne partie d'entre eux sont logés en HLM, ils sont prioritaires, sinon ils n'ont pas de problèmes pour se loger dans le privé, ils ont la caution de l'Etat.

Les membres de l'aristocratie ouvrière sont encore mieux lotis puisque leurs salaires sont plus importants, par 13, pas 14, voire davantage, intéressement aux bénéfices de l'entreprise, jours de congés supplémentaires payés et primes à l'ancienneté selon certaines conventions collectives, mutuelle quasi gratuite, une poignée d'euros par mois j'ai été délégué syndicale et j'ai une bonne mémoire pour ce genre de trucs, j'ai eu l'occasion d'en profiter, voyages organisés ou sports d'hiver à prix cassé, environ 1/5e du prix public, j'ai aussi été trésorier-adjoint d'un comité d'entreprise, la plupart sont propriétaire de leur habitation, ils possèdent même une résidence secondaire, je connaissais un ouvrier d'entretien de chez Dassault donc c'était le cas, un ouvrier à la chaîne chez Bic également, ils achetaient une bagnole neuve payée cash tous les trois ans pour ne pas être emmerdés, quand tu rames en vélo ou en mobylette pour aller bosser à plus de dix bornes de chez toi en plein hiver, c'est le genre de trucs que tu n'oublies pas, bref, quand tu n'es pas vraiment dans le besoin et tu tires satisfaction de ta condition, certes, ce n'est pas le paradis, tu fais facilement abstraction du reste, pas de quoi risquer de prendre un mauvais coup ou de perdre son boulot, et puis tu n'as même pas besoin de te justifier, tu peux avoir bonne conscience ou tu n'as pas à culpabiliser ou assumer ton attitude, en te disant tout simplement que, si les autres étaient à ta place, ils réagiraient exactement de la même manière, ce qui est vrai hélas dans la plupart des cas !

On ne leur en veut pas du reste, ils ont été éduqués ainsi, mieux, avec la caution du mouvement ouvrier qui a achevé de les corrompre au capitalisme.

C'est cette réalité ou ce constat que nos braves révolutionnaires ou anticapitalistes refusent de regarder en face. remarquez qu'ils sont d'autant plus portés à adopter ce comportement, qu'ils sont eux-mêmes dans les cas de figure que je viens de décrire, mais ils n'ont pas conscience que cela pourrait influencer leur manière (déformée) d'interpréter la situation ou de percevoir la société, ils prennent leurs désirs pour la réalité ou s'en remettent à leur dogme et pour finir ils ne comprennent pas grand chose à ce qui se passe, simple constat une fois de plus, qu'ils s'emploient à illustrer dès qu'ils prennent la parole, vous en êtes témoins.

La fatalité, cela n'existe pas.

Maintenant, on se répète, excusez-moi, on peut bénéficier de conditions de travail ou d'existence relativement satisfaisantes sans pour autant avoir un mode de vie idéal, loin s'en faut. Dit autrement, en employant un autre registre de langage : tu peux avoir un boulot et du fric, une belle baraque et une jolie bagnole, des économies à la banque, il n'empêche que tu dois te lever à l'aube pour aller gratter et que tu rentres au crépuscule 5 jours sur sept durant 11 mois de l'année, et cela jusqu'à tant que tu sois vieux, usé, diminué, décrépi, sans parler des multiples humiliations, difficultés, emmerdements, souffrances en tout genre que tu auras subis tout au long de ta vie de merde, qui aura été enrobée de tant de choses superflus ou tant de plaisirs éphémères tout juste destinés à te faire oublier qu'en réalité tu n'avais jamais été libre de choisir ton destin, que du premier au dernier jour tu auras subi le sort qu'on t'avait réservé, donc pas de quoi pavoiser, pas vraiment de quoi se sentir heureux.

Cela nous concerne tous pour le coup, sans exception dès lors qu'on a renoncé à notre aspiration légitime à la liberté, à changer de société.

C'est ce discours qu'il faut tenir aux travailleurs, à ces couches de travailleurs privilégiés en particulier, de manière à les éduquer autrement, à les faire réfléchir sur leur condition. On ne s'adresse pas de la même manière à des ventres pleins et à des ventres vides, nous sommes un peu plus qu'un tube digestif, pour le coup c'est leur manquer de respect de ne pas en tenir compte, mes détracteurs devraient y réfléchir car cela s'adresse à eux ou à tous ceux qui n'en avaient pas conscience.

C'est le seul moyen d'aider les travailleurs à rompre avec l'idéologie capitaliste qu'ils ont adoptée, afin que les plus déterminés et évolués d'entre eux rejoignent les militants qui combattent pour le socialisme.

Nos dirigeants rejettent en bloc cette analyse, ils refusent d'examiner les arguments sur lesquels je m'appuie, ils se réfugient dans le déni de la réalité, et ils continuent comme si de n'était de débiter les mêmes discours sur l'unité teintés de réformisme, histoire que l'enrobage dont il fut question plus haut camoufle davantage ou couvre plus efficacement aux yeux des travailleurs la vie misérable qu'ils auront eu. Je vous le demande, en quoi cela a-t-il encore un rapport avec la cause pour laquelle nous combattons? Aucun, c'est un appel à la reddition, nous refusons de nous y soumettre, il n'est pas dit que le socialisme ou la liberté demeure des utopies, nous nous emploierons à combattre jusqu'à notre dernier souffle pour faire en sorte qu'ils deviennent réalité.

C'était bien un soulèvement révolutionnaire.

Il y a quelque mois un militant m'a accusé de ne pas voir que la situation était révolutionnaire, son parti n'a pas cessé de l'affirmer pendant 70 ans, donc j'étais porté à avoir un doute venant de lui. J'étais plutôt porté à penser qu'elle l'était pour certaines couches de travailleurs, mais pas pour la majorité d'entre eux, bref, elle pouvait l'être à condition que...

Et quand éclata le soulèvement du 17 novembre, spontanément son parti le condamna, c'était un coup des fachos

- Le soulèvement des Gilets Jaunes ne s'essouffle pas : il s'enracine ! (Tendance Claire du NPA 30 décembre 2018)

LVOG - Il commence même à s'organiser sérieusement et nous ne pouvons que nous en féliciter, nous appelons tous les militants à s'engager dans ce mouvement en proposant à ses participants une issue politique à la crise du capitalisme qui est à l'origine de la politique résolument antisociale menée par tous les gouvernements depuis près de 40 ans, pour ne pas remonter plus loin.

Par endroit ce mouvement s'est doté d'assemblées populaires élisant leurs délégués pour les représenter, dans un second temps elles ont décidé de préparer une réunion nationale de ses délégués qui constituerait l'Assemblée populaire nationale des assemblées populaires de l'ensemble du pays. Ces délégués sont porteurs d'un mandat, des cahiers de doléances ou de revendications sociales et politiques sont en train d'être rédigés par les participants à ces assemblées populaires, ce qui en fait un processus démocratique contrôlé par les participants à ces assemblées populaires, partant de là nous devons le soutenir inconditionnellement et aider à le développer dans toutes les communes du pays, dans tous les départements.

En tant que militants marxistes, si nous pouvons leur proposer d'examiner les revendications sociales ou les objectifs politiques qui figurent dans notre programme, en aucun cas nous devons tenter de leur imposer, je dirais même qu'il est encore trop pour avancer une grande partie de notre programme, hormis celle politique concernant l'abolition de la Constitution antidémocratique de la Ve République et la nécessité de chasser Macron, d'exiger un gouvernement qui représente et prenne en compte les besoins et aspirations légitimes de la classe ouvrière et des classes moyennes qui ne pourrait être issu que de ses Assemblées populaires démocratiques souveraines.

On s'aperçoit au passage que le mot d'ordre d'Assemblée constituante souveraine est dépassé avant même d'avoir vu le jour, comme quoi il était véritablement opportuniste. Car, en aucun cas une institution politique qui serait le produit d'une élection au suffrage universelle à laquelle participerait l'ensemble des électeurs de toutes les classes sociales et tous les partis qui les représenteraient, y compris celui ou ceux de l'extrême droite, serait indépendante ou pourrait exprimer les intérêts de la classe ouvrière et des classes moyennes puisqu'il y figurerait ceux de la classe des capitalistes.

Seul un organisme politique constitué au cours du soulèvement des travailleurs des différentes classes exploitées et opprimées contre le régime peut incarner ou peut disposer de la légitimité pour représenter les aspirations ou de les besoins de l'ensemble de la classe ouvrière et des classes moyennes, et adopter les tâches politiques qu'ils devront accomplir au préalable pour atteindre cet objectif, autrement dit, ils doivent se fixer comme objectif politique la prise du pouvoir politique sans lequel ils ne pourront jamais s'attaquer aux fondements du capitalisme pour satisfaire leurs revendications sociales. C'est la dialectique ou le principal enseignement de toutes les révolutions qui ont eu lieu dans le passé, des révolutions bourgeoises comme des révolutions socialistes.

2ème appel de Commercy : l'assemblée des assemblées !

Je mets en ligne cet appel que je partage, que je soutiens inconditionnellement et que j'appelle chaque militant à adopter.

Si à ce stade il ne se fixe pas d'objectif politique précis, en soi il en atteint un du fait de l'existence de ces assemblées populaires ou du processus révolutionnaire engagé, qui, s'il parvenait à se développer ou à se généraliser, à gagner tout le pays dans les mois qui viennent, déboucherait sur une situation de double pouvoir en France, mettant à l'ordre du jour le combat pour la prise du pouvoir, la révolution politique, exactement comme je l'avais décrit ou prévu dans une causerie, vous avouerez que j'ai le pif pour sentir ce qui va ou peut se produire dans certaines conditions, peu de dirigeants peuvent en dire autant, n'est-ce pas, citez-

moi en un pour qu'on puisse partager notre analyse de la situation.

J'ai écrit le 3 décembre :

- "Il faut proposer aux travailleurs et aux militants d'avancer sur la voie de l'établissement d'un double pouvoir. Il faut populariser cette perspective politique face à l'intransigeance de Macron et l'ampleur des besoins urgents à satisfaire exprimés par l'ensemble de la population laborieuse et des classes moyennes.

C'est le régime qui est remis en cause, c'est le régime qu'il faut renverser. Assemblée populaire ou constituante souveraine élue par le peuple travailleur... Grève générale jusqu'à la satisfaction de l'ensemble des revendications de toutes les catégories de travailleurs du pays... Faisons table rase du passé..."

Le 7 décembre, je récidivais :

- Priscillia Ludosky soumet 4 revendications au vote des Gilets jaunes, dont celle « pour ou contre la Création d'une Assemblée citoyenne ? » leparisien.fr 06 décembre 2018

Ce n'est pas encore le soviét (comité) ou l'Assemblée constituante, mais l'idée mûrie de la nécessité de se doter d'une représentation nationale des exploités et des opprimés, qui pourrait être appelé à constituer un organisme politique dans le cadre de la situation et pourrait évoluer vers l'instauration de fait d'un double pouvoir en France...

Le 14 décembre 2018 j'ai publié intégralement l'*Appel des Gilets jaunes de Commercy à des Assemblées populaires partout*

A la suite d'un passage de cet appel, j'avais écrit le commentaire suivant : Puis au niveau national pour constituer un organe de contre-pouvoir, un gouvernement ouvrier, ce qui créerait une situation de double pouvoir qui poserait directement la question de la lutte pour le pouvoir politique, dont l'objectif ne pourrait être que le renversement du régime en place ou la défaite.

Quelques jours plus tard, je leur ai envoyé un courriel de 8 pages, dans lequel je me suis présenté brièvement. Dans ce courriel je leur ai proposé une stratégie politique révolutionnaire, qui figure plus haut dans la page d'accueil du portail. Ils ne m'ont pas répondu. Peu importe.

Toujours est-il que j'avais consacré plusieurs pages de mon courriel au RIC ou RIP, en les mettant en garde... je constate que dans leur second appel il n'est plus mentionné, et le processus politique qu'ils ont adopté coïncide avec celui que je leur ai proposé, il peut s'agir d'une simple coïncidence, toujours est-il qu'on en est là, on avance, c'est le principal.

Autre chose.

Apparemment les médias-menteurs-mafieux-corrompus-flics ont décidé de ne plus relayer le mouvement insurrectionnel du 17 novembre ou alors au compte-gouttes. Demain il pourrait comme en RDC avant-hier couper les réseaux (a)sociaux. Comment imaginer un seul instant que Facebook, qui figure parmi les entreprises les plus cotées à Wall Street, pourrait servir de support ou favoriser un processus révolutionnaire mettant à bas le régime en France sans recourir à cette arme ultime si les choses se précisait, impensable. Il faudra donc passer par d'autres instruments, à part ceux dont dispose le mouvement ouvrier, je ne vois pas lesquels, car même les blogs et portails seront inaccessibles, ce sont eux qui possèdent aussi les satellites, les antennes relais.

Propagande du régime pour le RIC.

-Le RIC séduit la grande majorité des Français - Le HuffPost 2 janvier 2019

Selon un sondage Harris Interactive pour RTL et M6 publié ce mercredi 2 janvier, 80% de la population est favorable à un référendum d'initiative citoyenne pour proposer une loi, 72% pour en abroger une et 63% pour mettre fin au mandat d'un élu.

Toutefois, un Français sur deux seulement pense que le gouvernement tiendra au moins partiellement compte des avis émis lors de cette consultation, toujours selon le sondage Harris interactive. Pour 47% en revanche, il n'en tiendra "pas du tout" compte. Et seuls les proches de La République en marche considèrent majoritairement que le gouvernement en tiendra compte (82%), selon ce baromètre annuel. Le HuffPost 2 janvier 2019

Bref, l'immense majorité des travailleurs qui composent la majorité de la population est favorable à la démocratie, et près de la moitié ou plus considèrent qu'elle n'est pas compatible avec l'existence de la Ve République, il faut donc s'en débarrasser, se débarrasser de l'Etat des capitalistes.

2ème appel de Commercy : l'assemblée des assemblées !

Notre deuxième appel s'adresse :

A tous les Gilets Jaunes. A toutes celles et ceux qui ne portent pas encore le gilet mais qui ont quand même la rage au ventre.

Cela fait désormais plus de six semaines que nous occupons les ronds-points, les cabanes, les places publiques, les routes et que nous sommes présents dans tous les esprits et toutes les conversations.

Nous tenons bon !

Cela faisait bien longtemps qu'une lutte n'avait pas été aussi suivie, aussi soutenue, ni aussi encourageante !

- Encourageante car nos gouvernants ont tremblé et tremblent encore sur leur piédestal

- Encourageante car ils commencent à concéder quelques miettes.

- Encourageante car nous ne nous laissons désormais plus avoir par quelques os à ronger.

– Encourageante car nous apprenons toutes et tous ensemble à nous respecter, à nous comprendre, à nous apprécier, dans notre diversité. Des liens sont tissés. Des modes de fonctionnement sont essayés. Et ça, ils ne peuvent plus nous l'enlever.

– Encourageante aussi, car nous avons compris qu'il ne faut plus nous diviser face à l'adversité. Nous avons compris que nos véritables ennemis, ce sont les quelques détenteurs d'une richesse immense qu'ils ne partagent pas : les 500 personnes les plus riches de France ont multiplié par 3 leur fortune depuis la crise financière de 2008, pour atteindre 650 milliards d'€!!! Les cadeaux fiscaux et sociaux faits aux plus grandes sociétés s'élèvent également à plusieurs centaines de milliards par an. C'est intolérable !

– Encourageante enfin, car nous avons compris que nous étions capables de nous représenter nous mêmes, sans tampon entre les puissants et le peuple, sans partis qui canalisent les idées à leur seul profit, sans corps intermédiaires davantage destinés à amortir les chocs, à huiler le système, plutôt qu'à nous défendre.

Nous pleurons aujourd'hui les victimes de la répression, plusieurs morts et des dizaines de blessés graves. Maudits soient ceux qui ont permis cela, mais qu'ils sachent que notre détermination est intacte, bien au contraire !

Nous sommes fiers de ce chemin accompli si vite et de toutes ces prises de conscience qui sont autant de victoires sur leur système écrasant. Et nous sentons très bien que cette fierté est partagée par énormément de gens.

Comment pourrait-il en être autrement, alors que ce système et ce gouvernement qui le représente n'ont cessé de détruire les acquis sociaux, les liens entre les gens, et notre chère planète?

Il nous faut donc continuer, c'est vital. Il nous faut amplifier ces premiers résultats, sans hâte, sans nous épuiser, mais sans nous décourager non plus. Prenons le temps, réfléchissons autant que nous agissons.

Nous appelons donc toutes celles et ceux qui partagent cette rage et ce besoin de changement, soit à continuer à porter fièrement leur gilet jaune, soit à l'enfiler sans crainte.

Il faut désormais nous rassembler partout, former des assemblées citoyennes, populaires, à taille humaine, où la parole et l'écoute sont reines.

Des assemblées dans lesquelles, comme à Commercy, chaque décision est prise collectivement, où des délégués sont désignés pour appliquer et mettre en musique les décisions. Pas l'inverse ! Pas comme dans le système actuel. Ces assemblées porteront nos revendications populaires égalitaires, sociales et écologiques.

Certains s'autoproclament représentants nationaux ou préparent des listes pour les futures élections. Nous pensons que ce n'est pas le bon procédé, tout le monde le sent bien, la parole, notre parole va se perdre dans ce dédale ou être détournée, comme dans le système actuel.

Nous réaffirmons ici une fois de plus l'absolue nécessité de ne nous laisser confisquer notre parole par personne.

Une fois ces assemblées démocratiques créées, dans un maximum d'endroits, elles ouvriront des cahiers de revendications.

Le gouvernement a demandé aux maires de mettre en place des cahiers de doléances dans les mairies. Nous craignons qu'en faisant ainsi nos revendications soient récupérées et arrangées à leur sauce et qu'à la fin, elles ne reflètent plus notre diversité. Nous devons impérativement garder la main sur ces moyens d'expression du peuple ! Pour cela, nous appelons donc à ce qu'ils soient ouverts et tenus par les assemblées populaires ! Qu'ils soient établis par le peuple et pour le peuple !

Depuis Commercy, nous appelons maintenant à une grande réunion nationale des comités populaires locaux.

Fort du succès de notre 1er appel, nous vous proposons de l'organiser démocratiquement, en janvier, ici à Commercy, avec des délégués de toute la France, pour rassembler les cahiers de revendications et les mettre en commun.

Nous vous proposons également, d'y débattre tous ensemble des suites de notre mouvement.

Nous vous proposons enfin de décider d'un mode d'organisation collectif des gilets jaunes, authentiquement démocratique, issu du peuple et respectant les étapes de la délégation.

Ensemble, créons l'assemblée des assemblées, la Commune des communes

C'est le sens de l'Histoire, c'est notre proposition.

VIVE LE POUVOIR AU PEUPLE, PAR LE PEUPLE, ET POUR LE PEUPLE !

LVOG - Attention, si je peux me permettre ce conseil, la Commune est une référence limitée ou à manier avec beaucoup de précautions, car elle n'a duré que 72 jours et elle a été liquidée dans un gigantesque bain de sang, et il aura fallu attendre le milieu des années 30 au XXe siècle, soit plus de 65 ans pour que la classe ouvrière reparte à l'offensive contre le régime...

Si vous ne tenez pas compte des enseignements qu'en avaient tirés Marx et Engels, ce mouvement insurrectionnel n'a aucune chance d'aboutir, à moins bien sûr que vous soyez en mesure de démontrer que vous avez trouvé les moyens de palier les faiblesses de la Commune en procédant autrement. Pourquoi pas, on est prêt à l'admettre, après tout la société et toutes les classes ont connu de gigantesques transformations depuis la fin du XIXe ou le début du XXe siècle.

Sachez tout de même qu'un parti ouvrier socialiste révolutionnaire ne présente pas que des inconvénients ou des contraintes, il présente aussi de nombreux avantages qui peuvent faire la différence au moment décisif d'un processus révolutionnaire...

Et puis, il faut bien avoir à l'esprit que c'est le type d'organisation qui avait été adopté par la Commune qui l'a conduite à la défaite, et non un parti ouvrier puisqu'il n'en existait pas à cette époque, c'est justement l'absence cruelle de ce parti qui est à l'origine de sa fin tragique, réfléchissez bien à cela.

On ne peut pas faire l'impasse sur la principale faiblesse de la Commune, son auto-organisation et l'absence d'un parti ouvrier révolutionnaire qui la conduira à la débâcle, après qu'en eurent été tirés les enseignements qui permettront à la révolution russe de triompher. Comment, lesquels ? En combinant l'auto-organisation des masses dans des assemblées populaires, dont les délégués élus représentaient l'ensemble de la classe ouvrière et de la paysannerie incluant les différents courants du mouvement ouvrier qui étaient engagés dans le processus révolutionnaire, et qui furent dénommés soviets en russe, et second facteur, l'existence d'un parti ouvrier socialiste révolutionnaire concentrant l'expérience de la lutte de classe du prolétariat mondial. Et c'est seulement parce que ce parti parvint à acquérir démocratiquement la confiance de la majorité des travailleurs, qu'il fut en mesure d'orienter ces assemblées populaires et le cours de la révolution dans la bonne direction, sans ce parti, sans ses dirigeants, elle était vouée à la défaite. C'est la combinaison gagnante, les masses organisées et le parti de la révolution, à notre connaissance il n'en existe pas d'autres.

Précisons qu'une direction ouvrière révolutionnaire présente l'avantage d'être consciente du processus dialectique ayant mené à cette situation ou à cette insurrection, et qu'elle est en principe en mesure de définir une orientation politique conforme aux tâches et aux objectifs que la révolution doit accomplir ou se fixer à chaque étape du processus révolutionnaire en fonction de l'évolution du rapport de forces entre les classes et l'Etat, ce qui évidemment ne s'improvise pas. On ne peut pas se consacrer à acquérir les enseignements de deux siècles de lutte de classe dans le feu de l'action, on a autres choses de plus urgent à faire, il est trop tard, il faut l'admettre une fois pour toute.

Tout cela pour en arriver à la conclusion que le processus révolutionnaire que vous avez engagé est extraordinaire et qu'il doit être soutenu inconditionnellement, ce qui ne doit nous empêcher d'en signaler les faiblesses pour qu'il se renforce et conquiert la confiance de la majorité des travailleurs, les conduise à y participer, ce qui n'est pas le cas aujourd'hui.

Aussi doit-il inclure les courants politiques du mouvement ouvrier qui souhaitent sincèrement y participer, s'y intégrer, qui le soutiennent déjà, vous devriez donc vous adresser à eux, les inviter à vous rejoindre, leur adresser vos appels. Cela permettrait d'enclencher une dynamique à l'échelle nationale qui ferait progresser à pas de géants cette insurrection. Il faut seulement exiger que chaque participant aux assemblées populaires décline publiquement à quel courant ou parti politique il est affilié quand c'est le cas, ensuite seulement il faut leur accorder le droit de se présenter lors des élections des délégués de ces assemblées populaires, de manière à éviter toute manipulation, tout participant qui aurait camouflé son affiliation politique serait radié définitivement des listes des délégués, et il se verrait interdire tout droit de parole.

- Des gilets jaunes appellent les chômeurs à les rejoindre face au durcissement des sanctions - Le HuffPost 2 janvier 2019

"Soit il est vraiment con soit il nous cherche." Alors que l'exécutif s'échine à reprendre la main dans la crise des gilets jaunes, un décret sur le contrôle des chômeurs pourrait venir brouiller le message d'apaisement et apporter un nouveau souffle à la contestation.

Publié dimanche 30 décembre au Journal officiel, soit entre Noël et le jour de l'An, le texte durcit les sanctions à l'encontre des chômeurs en cas de manquement à leurs obligations. Certaines dispositions vont même plus loin que ce qu'avait initialement annoncé le gouvernement, notamment sur la suppression de l'allocation dès le premier manquement et la durée de la radiation des listes en cas d'absence à un rendez-vous.

Un "coup en douce" dénoncé par bon nombre de syndicats tout comme les oppositions de gauche et les inévitables gilets jaunes. Sur Facebook, là où le mouvement a débuté et où il perdure encore, ces Français en colère s'indignent du "cadeau de Noël" empoisonné offert par Emmanuel Macron aux chômeurs. Certains déplorent le fait que ces mesures viennent une nouvelle fois frapper les plus faibles quand d'autres exigent les mêmes sanctions pour les députés absentéistes. Le HuffPost 2 janvier 2019

En macronnerie.

Prestation télévisuelle médiocre d'un psychopathe au regard halluciné, illuminé.

Voeux de Macron : «Brillant sur la forme, mais inaudible sur le fond» - LeParisien.fr 02.01

Parole de dictateur.

- L'opposition bouge encore. - Le Parisien 02.01

La militarisation des consciences attendra.

- Nouvel An: les militaires engagés contre Daech à l'honneur - L'Express.fr 02.01

Ils ne sont plus à un mensonge près.

- La présidence avait assuré ne plus entretenir aucun contact avec l'ancien chargé de mission depuis son licenciement cet été après sa mise en cause pour des violences le 1er mai. AFP 31 décembre 2018

Deux jours plus tard.

- Macron admet avoir échangé avec Benalla depuis l'été - L'Express.fr 02.01

Le chef de l'État a reconnu avoir répondu "deux fois" aux messages... L'Express.fr 02.01

Ce ne serait pas une fois et demie ou un quart par hasard ?

Ces instruments de la propagande du régime...

- La «lettre aux Français» de Macron diffusée mi-janvier par la presse et les réseaux sociaux - LeParisien.fr 02.01

Raison de plus pour les boycotter ! Quand on dispose d'un blog ou d'un portail, d'un journal, on n'a pas besoin des réseaux sociaux pour communiquer.

... et piège à cons, un référendum le même jour que les élections européennes pour contrer l'abstention massive. Boycott !

L'exécutif envisage un référendum à questions multiples sur les institutions, selon des parlementaires LREM - francetvinfo.fr 02.01

Le chef de file des sénateurs LREM, François Patriat, soutient également cette idée de référendum sur les institutions, qu'il aimerait voir organisé le jour des élections européennes, le 26 mai, a précisé l'élu de Côte d'Or, confirmant une information du Canard enchaîné. francetvinfo.fr 02.01

Une manière comme une autre de cautionner les institutions antidémocratiques de la Ve République.

Macron l'insignifiant.

- Syrie: Macron a évoqué la protection des Kurdes avec Poutine - Reuters 2 janvier 2019

Emmanuel Macron a insisté mercredi sur la nécessité de préserver les forces alliées de la coalition en Syrie, notamment kurdes, lors d'un entretien avec le président russe Vladimir Poutine. Reuters 2 janvier 2019

Message du roitelet reçu 5/5 :

- Syrie: Les combattants kurdes se retirent de Manbij, selon Damas - Reuters 2 janvier 2019

Macron n'en loupe pas une pour se ridiculiser. Cela donne aussi une idée assez précise sur la médiocrité de ses conseillers.

Macron et LREM : La haine du peuple. Acharnement sur les chômeurs tandis que la corruption des riches bat tous les records.

- Contrôle des chômeurs: Bergé (LREM) assume des sanctions plus dures dans une "logique de justice" - AFP 2 janvier 2019

Le fait de ne pas se rendre à un rendez-vous avec un conseiller, par exemple, devait être sanctionné de 15 jours de radiation des listes au lieu des deux mois actuellement en vigueur. Finalement, ce sera un mois de radiation selon le texte du décret, deux mois au bout de deux manquements et quatre mois au "troisième manquement" constaté.

S'agissant des sanctions concernant l'insuffisance de recherche d'emploi (refus à deux reprises de deux offres raisonnables d'emploi par exemple), le gouvernement avait évoqué des sanctions graduelles: suspension de l'allocation d'un mois la première fois, de deux mois la deuxième fois et quatre mois la troisième fois. Il avait alors précisé que l'allocation serait amputée à partir de la deuxième fois.

D'après le décret, l'allocation est "supprimée" dès le premier manquement et non "suspendue", ce qui permettait de conserver ses droits. AFP 2 janvier 2019

[Leur vieux monde pourri](#)

- Danemark : les causes de l'accident se précisent - euronews 02.01

Six personnes ont été tuées et seize autres blessées dans l'accident ferroviaire qui a frappé le Danemark ce mercredi matin. Le drame s'est produit lorsque un train de passager a percuté un objet tombé d'un train de marchandises qui circulait en sens inverse. euronews 02.01

- Un navire perd près de 300 conteneurs en mer - L'Express.fr 02.01

Certains renfermaient des substances dangereuses. Le MSC Zoe est l'un des plus gros porte-conteneurs au monde. Battant pavillon du Panama, le MSC Zoe mesure 396m de long et 59m de large, précise-t-il dans un communiqué. L'Express.fr 02.01

- Netflix retire une émission critique envers "MbS" à la demande de Ryad - Reuters 02.01

Netflix a annoncé mercredi avoir retiré de son service de vidéo à la demande en Arabie saoudite une émission satirique critique envers le prince héritier Mohamed ben Salman, confirmant une information du Financial Times. Reuters 02.01

Occupez-vous de votre cul ou trempez-le dans votre bénitier !

- Malgré le combat des femmes, l'excision persiste au Kurdistan irakien - la-croix.com 02.01

En fait, un article de l'Agence Française de propagande reproduit tel quel par La Croix et d'autres médias.

De quoi je me mêle. Dites à vos curés d'arrêter de picoler du pinard, c'est notre religion qui l'exige ! Arrêtez de piller les richesses de notre pays et de le détruire, dehors les prédateurs, les envahisseurs, les colons !

[Haut de page ↗](#)

Le 8 janvier 2019

CAUSERIE ET INFOS

Si vous pouvez m'envoyer les appels adoptés par les Assemblées populaires qui existent dans le pays, je les publierai aussitôt, car plus il y en aura, et plus il sera facile pour les personnes qui se connectent à Internet d'y accéder. Idem, pour toute section syndical d'entreprise ou d'administration, union locale, départementale, fédération de syndicat, toute prise de position de formations politiques issues du mouvement ouvrier. Je met le portail à leur disposition.

Désolé de ne pas pouvoir faire davantage. Ici, il est 17h31 et la nuit tombe déjà, j'ai commencé à bosser à 9h ce matin, je suis épuisé !

Bonne continuation à tous, bon courage, bon moral, rassemblons-nous, faisons comme nos ennemis, gardons le cap vers le socialisme et on les vaincra !

PS : Ne m'envoyez plus de courriels ou de documents à mon ancienne adresse électronique (milarepa13), utilisez la nouvelle adresse jctardieu@outlook.fr. Merci.

● Au format pdf (32 pages)

Quelques infos personnelles.

- Je n'ai pas actualisé le portail plus tôt parce que je partage la vie des travailleurs indiens et de leurs familles, et comme ici on travaille 6 jours sur 7, je fais de même, même parfois ou souvent le dimanche qui est consacré à tout ce qu'on n'a pas eu le temps de faire durant la semaine, s'occuper de ses propres affaires ou rendre service à tel ou tel membre de la famille en difficulté. C'est ainsi que ma compagne est souvent absente, donc derrière il faut bien que j'assume, je ne peux pas dire que j'ai quelque chose de plus important ou d'urgent à faire. Et puis, ma contribution politique ne présente pas un caractère indispensable, donc cela peut bien attendre.

- J'ai dû remplacer l'écran de l'ordinateur qui était foutu. Le nouveau est plus grand (Dell), 24" au lieu de 19", mais au lieu d'être carré, il est au format 16/9, il va falloir que je m'y adapte.

- Mon épouse m'a dit que j'avais envoyé 19 courriels à la Caf de Marseille avec laquelle elle a un problème depuis 2013. Ils ont finalement accepté de réduire sa "dette" après qu'ils l'eurent accusée d'avoir fraudé la Sécu. En réalité, ce qui s'est passé, c'est qu'on pensait qu'elle avait le droit de s'absenter du territoire français durant 6 mois par an calendaire, alors qu'eux ils comptaient 12 mois à partir de la date de sa sortie du territoire, par exemple de mars 2018 à mars 2019, donc si elle avait passé 5 mois en Inde entre mars 2018 et juillet 2018 et 2 mois en Inde entre février et mars 2019, elle s'était absentée de France 7 mois au lieu de 6, sauf qu'ils ne lui ont jamais dit et que je l'ignorais. Il lui réclame encore environ 3700 euros et ils lui retiennent chaque mois 85 euros sur son allocation adulte handicapée. Je vous passe les détails, car ils ont également commis une erreur que j'ai repérée et je dois encore leur écrire. Cette pauvre femme hait les agents de la Caf, cela vous étonne? Moi, non.

Toujours est-il que pour me remercier de l'avoir aidée, alors que nous sommes séparés, elle m'a donné 5.000 euros, 400.000 roupies, j'ai refusé cet argent qui lui appartient évidemment. Elle m'a dit qu'elle ne voulait pas que sa famille en profite si elle venait à mourir subitement (elle vit avec deux valves métalliques cardiaques), comme elle insista lourdement après avoir déposé cette somme dans mon sac, je lui ai répondu que je la déposerais à la banque, et que si un jour elle en avait besoin, il serait toujours à sa disposition, correct, non ? J'en ai profité pour aller m'acheter une nouvelle paire de sandales, et là je ne déconne pas !

Sur l'argent que j'ai récupéré de mon ex-avocat véreux, je précise. J'ai horreur des histoires d'argent. Je n'ai pas de bol, car chez les pauvres il en est très souvent question, c'est même un sujet récurrent, que dis-je, quotidien, mais ils n'y sont pour rien, vous comprenez, n'est-ce pas ?

- Même dans le journal local de Pondichéry il y a des photos et des articles sur le mouvement populaire qui s'est développé depuis le 17 novembre, mon épouse me les a montrés.

- Aujourd'hui il y a une grève générale à Pondichéry, et demain au Tamil Nadu, j'ignore ce qu'il en est dans le reste de l'Inde. Pourquoi ? Contre la décision du gouvernement central de Delhi d'interdire les sacs plastiques. Je vois d'ici la gueule enfarinée des petits bourgeois écologistes occidentaux qui vont maudire ces abrutis d'Indiens et leur faire la leçon, qu'ils la gardent pour eux et qu'ils se joignent aux travailleurs qui participent à ce mouvement populaire en France ! Finissez-en avec le capitalisme pour cesser de nous envoyer vos déchets industriels !

- On n'aborde pas la lutte de classe en France de la même manière qu'en Inde où je vis depuis plus de 22 ans, et il serait aberrant à bien des égards de vouloir l'aborder de la même manière qu'autrefois en France. C'est la réflexion que je me suis faite hier soir en relisant un texte de Lénine. Bien que cette observation soit banale, cette lecture le confirmait en partant du constat que la condition des travailleurs en Inde était plus proche de celle qu'avaient connue autrefois les travailleurs en France, plutôt que celle qu'ils vivent un siècle plus tard.

Car ici, on est plus proche de l'époque de Zola, où la précarité sociale est le lot quotidien des travailleurs, ainsi que tous les rapports détestables qui en sont la conséquence au sein de la société, qui font que la vie est une lutte quotidienne pour survivre sur fond d'angoisse et de souffrance, dont les travailleurs indiens doivent trouver la force de faire abstraction pour se procurer quelques instants de répit et de bonheur artificiel, une nécessité absolue pour tout bonnement pouvoir continuer à vivre, sans laquelle il ne pourrait pas supporter un jour de plus la rude condition qu'on leur impose.

J'avoue que c'est quelque chose que j'ai eu beaucoup du mal à cerner en tant qu'occidental privilégié, dont la mentalité ou le mode de pensée a été formatée à partir d'une matrice totalement différente, et qui par conséquent aura des réactions et des rapports à la société et à l'existence même complètement différents des leurs. C'est tellement frappant qu'on est obligé de s'interroger sur la signification de leur comportement que l'on ne comprend pas au premier abord, qui éveille irrésistiblement chez nous un sentiment d'émerveillement teinté de compassion et de pitié, car de haine envers le régime politique qui est responsable de leur condition, tout en ayant bien conscience qu'on est impuissant face à ce drame, à cette cruelle injustice, sans espoir. Cela explique pourquoi ils s'en remettent à la fatalité en dernier ressort ou ils se réfugient dans le mysticisme, la religion qui a un côté magique, celui de faire abstraction de toutes ces abominations terrestres, et à défaut de rendre l'espoir d'une vie meilleure puisqu'on sait que c'est impossible dans l'immédiat, entretenir cette idée totalement déconnectée de la réalité pour que la sève de la vie continue de couler dans notre tête et notre coeur, un monde meilleur et plus juste, utopique, aux secrets insondables et qui le demeurera pour la plupart, mais qui peut cesser de l'être pour peu qu'on parvienne à en découvrir les origines...

[Quelques mots sur la situation politique en France.](#)

1- Désinformation systématique, accusations calomnieuses, provocations policières, répression violente de manifestants pacifiques, assassinats, simulacres de procès, détentions arbitraires, menaces, etc. en quelques semaines c'est l'ensemble de la rhétorique des imposteurs au pouvoir en faveur de la démocratie qui a volé en éclats en dévoilant la véritable nature oppressive du régime.

Ceux qui minoritaires n'avaient plus de doutes sur celle-ci et qui participent à ce mouvement populaire révolutionnaire, se voient conforter dans leurs convictions, ceux qui en avaient encore et qui hésitaient à y participer, disposent désormais d'arguments ou motivations solides pour le rejoindre, et quant à ceux qui se posent encore questions sur les intentions du régime ou de ses représentants, leurs dernières illusions ne tarderont pas à s'envoler. Ainsi une des conditions subjectives déterminantes pour que la crise politique se transforme en crise révolutionnaire est en train de se réaliser, il ne restera plus que la seconde soit réunie pour que la révolution politique passe de l'utopie à la réalité, l'organisation des masses populaires engagées dans le processus révolutionnaire, encore faut-il qu'elles parviennent à se doter d'une direction qui ait conscience de l'ensemble de ce processus dialectique et des objectifs politiques qu'il doit de fixer, sans quoi il leur sera impossible de vaincre leurs ennemis et elles seront défaites, et là ce n'est pas gagné d'avance car elles partent à l'assaut du régime avec un lourd handicap, l'inexistence d'un parti ouvrier révolutionnaire qui les guide ou leur montre la voie à suivre.

Nous avons affirmé qu'il fallait tout au long des décennies antérieures (et avant) subordonner tous nos combats à la construction de ce parti. On nous a rétorqué que cet axe politique était erroné, que cet objectif ne correspondait pas à la situation ou que les rapports entre les classes ne s'y prêtaient pas, bref, que c'était impossible et qu'on verrait le moment venu pour s'atteler à cette tâche politique, qu'il ne serait jamais trop tard, chaque chose en son temps, etc. autant d'arguments fallacieux qui ne servait

qu'à justifier ou camoufler l'abandon du combat politique pour atteindre cet objectif.

Un sage dicton populaire dit qu'on ne doit pas reporter à demain ou plus tard ce qu'on peut faire le jour même, car peut-être que demain ou plus tard on n'en aura pas le temps non plus et ainsi de suite, sous peine de crouler un jour sous le poids de tâches innombrables qu'on n'a jamais accomplies et d'en payer les fâcheuses conséquences, on y est hélas !

Nos détracteurs opposèrent la lutte sur les revendications sociales immédiates au combat politique pour construire le parti, ils se comportèrent en vulgaires trade-unionistes. Et on put constater au fil du temps qu'ils en arrivèrent à abandonner les revendications sociales collectives telle par exemple la retraite à 60 ans, âge trop avancé selon moi, 50 ou 55 ans serait préférable accompagné d'une réduction du temps de travail sans diminution de salaire, la gratuité de la scolarité (collège et université), l'accès gratuit à tous au droit à la santé, la gratuité des transports en commun, la fixation du smic entre 1800 et 2000 euros nets, ainsi que l'allocation chômage, le minimum retraite, l'allocation adulte handicapée, l'expropriation sans indemnité des capitalistes du CAC40, pour ne conserver dans certains cas que l'interdiction des licenciements qui ne concernait pas la majorité des travailleurs employés dans des petites ou moyennes entreprises ou la défense des services publics sans remettre en cause la participation des syndicats à leur gestion, autrement dit ce mot d'ordre en direction des salariés ou agents des grandes entreprises et des services publics qui représentent le fond de commerce des syndicats (et des partis ouvriers), où sont concentrés plus de 90 ou 95% des syndiqués, était uniquement destiné à leurs troupes, à leurs propres militants qui en sont issus principalement et ne s'adressaient pas vraiment aux travailleurs, c'était un mot d'ordre purement corporatiste qui n'avait aucune valeur politique, et ce n'est pas un hasard si ces secteurs d'activité qui aujourd'hui coïncident avec le mouvement ouvrier ne se sont pas engagés au côté du mouvement populaire initié depuis le 17 novembre.

Les partis ouvriers ne représentent pas les intérêts de l'ensemble des travailleurs, c'est la conclusion à laquelle on arrive sur la base de ce constat. Et contrairement aux apparences, l'issue politique que certains proposent, ne peut masquer qu'en réalité ils sont déconnectés de l'immense majorité de la classe ouvrière et de leurs besoins sociaux ou de leurs aspirations démocratiques. Et le plus navrant, c'est que lorsque vous critiquez leurs stratégies politiques, ils vous sortent que vous ne pouvez pas la comprendre parce que vous êtes coupés des masses contrairement à eux, argument que vous devez être nombreux à avoir déjà entendu, n'est-ce pas ? A suivre.

2- L'immense masse des travailleurs qui sont entrés progressivement en léthargie vont-ils passer à l'action, quand, comment, à quelle occasion, c'est la question que nous sommes nombreux à nous poser et à laquelle il nous est impossible de répondre.

Quelle que soit leur condition, elle n'est guère enviable tant la société dégénère à grande vitesse depuis des décennies et laisse guère d'espoir de s'améliorer dans le futur, toute rémission apparaissant utopique sans un changement radical d'orientation, et ne parlons pas de la jeunesse qui ne doit se faire aucune illusion sur son destin, tant il est compromis sur l'autel de la dette qui l'a déjà largement hypothéqué, il est pour ainsi dire scellé si elle renonçait à son idéal de justice et de liberté, qui pour se réaliser doit briser le joug qui l'opprime.

Tant que le carcan de l'exploitation et de l'oppression se situent à des niveaux supportables, personne ou peu sont disposés à les secouer pour les faire tomber. On se résigne à cette vie médiocre qu'on n'a pas choisie. On se fait une raison. On se résigne quelque part à la subir en se disant qu'elle pourrait être pire encore, en n'imaginant même plus qu'elle pourrait être meilleure aussi. Cette magnifique et légitime idée nous est totalement sortie de l'esprit sans qu'on sache réellement ni pourquoi ni comment. On préfère ne plus y penser, à quoi bon tourner le couteau dans la plaie et se torturer inutilement puisque c'est sans espoir, tout du moins c'est la conclusion à laquelle nous sommes parvenus ou qu'on nous avait fortement suggérée et qu'on a adoptée sans que nous offrions beaucoup de résistance il faut bien l'admettre, parce qu'elle était relativement confortable, apaisante, réconfortante, disons qu'elle était dans la mesure de nos moyens ou à notre portée. Alors qu'un idéal, imaginez un peu les efforts qu'on devrait produire pour s'en rapprocher sans avoir la garantie de l'atteindre un jour ou d'en profiter. Maintenant quand le carcan de l'exploitation et de l'oppression se resserre, la menace se fait plus pressante, quand partout dans notre entourage il fait des victimes innocentes, brise des vies qui jusque là semblaient harmonieuses, on est davantage disposé à repenser notre condition, à en parler, parfois sans même l'avouer, on en arrive à être envahi par un affreux doute qui va se transformer progressivement en angoisse persistante à en faire des cauchemars et nous rendre d'humeur taciturne. On va se forcer à affecter un air heureux, mais le cœur n'y est plus, l'enchantement a disparu. Il y a quelque chose qui s'est brisée quelque part chez nous au point de ne plus croire en rien ni en personne, et il va falloir du temps pour sortir de cet état de prostration et de vide qui nous submerge.

Et soudain, en passant à l'action, en décidant de prendre notre sort en mains, ce malheur qui nous accablait se dissipe plus vite encore qu'il était apparu, on revit, on reprend espoir, on gagne en confiance, on prend conscience que pour peu qu'on s'en donne les moyens il existe une issue à la crise du capitalisme et que changer la société est tout à fait réalisable...

Parole d'internaute. Le pouvoir en place : "Tenir par la répression ou partir" !

1- "Si les mouvements protestataires se poursuivent, on pourra penser que la France entre dans une période révolutionnaire :

ça commence toujours comme ça dans l'Histoire progressivement. Le pouvoir le sent et a décidé d'accélérer les mesures autoritaires, mais il sent aussi qu'il risque de mettre le doigt dans un engrenage. (...) C'est d'ailleurs presque logique, le pouvoir n'a qu'un seul choix – tenir par la répression ou partir. Les Français sentent bien d'ailleurs qu'au fond cette histoire de "Grand Débat" est une arnaque, puisque le président actuel a dit qu'il ne reviendrait pas sur toutes les réformes qu'il veut faire..."

2- "La vérité se trouve dans les faits et le peuple français à désormais compris que la non-possibilité de vivre dignement découle directement des décisions prises dans l'ombre des conseils d'administration des entreprises internationales apatrides (finances, industrie..) qui + ou – indirectement dictent ce qui se décide dans l'ombre toujours, de chaque conseil des ministres, jusque dans l'ombre du cabinet élyséen pour lequel ils ont eux-mêmes choisi le porte-parole en chef.

Les français n'étant pas des veaux ont fini par comprendre que tout cela n'était qu'une grande pièce de théâtre des plus mauvais goûts, et la conscience comme les idées ne seront jamais arrêtées par des textes de lois et autres mesures sécuritaires et répressives..."

Au passage.

- Lénine évoquait en 1912 " l'énorme majorité des « sans-droit »", c'est-à-dire l'ensemble des travailleurs...

- L'histoire ne se répète pas (Léon Trotsky - Bilan et Perspectives)

Avis à ceux qui veulent à tout prix reproduire telle quelle telle ou telle révolution...

Défense du marxisme ou quelques enseignements de notre histoire.

LVOG - Changer les consciences pour changer la société et la vie, ou agir pour changer les conditions objectives dans lesquelles se forment les consciences pour changer la société et la vie.

Dans le premier cas cela prendrait des siècles et des siècles ou une durée indéterminée, car il faudrait pratiquement tout reprendre à zéro avec chaque génération et ainsi de suite, de telle sorte qu'on n'en verrait jamais le bout ou cet objectif se perdrait dans la nuit des limbes. Et sachant qu'on ne pourra réellement éradiquer le capitalisme qu'à l'échelle mondiale, s'il fallait attendre que les 3 ou 4 milliards d'adultes soient parvenus à prendre conscience de leur condition pour atteindre cet objectif, autant dire qu'il faudrait attendre éternellement, ce qui ne peut qu'encourager à l'abandonner et nous conduire à se résigner à notre sort !

Dans le second, il suffirait que l'action des hommes parviennent à modifier les rapports sociaux sur lesquels repose la société pour que les consciences réalisent plus de progrès en un jour qu'en vingt ans ou davantage encore, car ils seraient amenés à faire l'expérience de rapports sociaux incarnant un niveau de conscience supérieur (et un mode de production supérieur) et à les comparer avec ceux de l'ancien régime, dit autrement au contact de rapports sociaux incarnant un niveau de conscience supérieur, ils seraient amenés à l'adopter après avoir constaté ses bienfaits...

Bilan et Perspectives - Léon Trotsky 1916

Extraits.

Il serait stupide, à l'heure actuelle, de nier la nécessité pour le prolétariat de se préparer à une telle tâche (conquérir, dans une lutte ouverte, le pouvoir politique. Trotsky - LVOG) . Les vieux blanquistes pouvaient espérer le salut de l'initiative d'organisations conspiratives structurées indépendamment des masses; seuls, au pôle opposé, les anarchistes peuvent escompter une explosion spontanée, élémentaire, des masses, une explosion dont nul ne puisse dire le but. Les social-démocrates, eux, parlent de la conquête du pouvoir en tant qu'action consciente d'une classe révolutionnaire. (...)

Mais bien des idéologues socialistes (idéologues dans le pire sens du terme : celui d'hommes qui mettent toute chose la tête en bas) parlent de préparer le prolétariat pour le socialisme dans le sens de le régénérer moralement. Le prolétariat, et même "l'humanité" en général devraient tout d'abord se dépouiller de leur vieille nature égoïste, l'altruisme devrait dominer la vie sociale, etc. Comme nous sommes encore très loin d'un tel état de choses, et que la "nature humaine" change très lentement, voilà le socialisme différé de plusieurs siècles. Un tel point de vue semble probablement très réaliste et évolutionniste, etc., mais il n'est, en réalité, que le fruit de plates considérations moralisantes. On admet qu'une psychologie socialiste doit se développer avant l'avènement du socialisme; en d'autres termes, qu'il est possible, pour les masses, d'acquérir une psychologie socialiste sur la base des rapports capitalistes. Il ne faut pas ici confondre l'effort conscient vers le socialisme avec une psychologie socialiste. Cette dernière suppose l'absence de motivations égoïstes dans la vie économique; cependant que, si le prolétariat aspire au socialisme et lutte pour le socialisme, cela résulte de sa psychologie de classe. Quel que soit le nombre de points communs qu'il puisse y avoir entre la psychologie de classe du prolétariat et la psychologie socialiste sans classe, un gouffre profond ne les en sépare pas moins. (...)

Si le socialisme voulait créer une nouvelle nature humaine dans les limites de l'ancienne société, il ne serait rien d'autre qu'une nouvelle édition des vieilles utopies moralisantes. Le socialisme n'a pas pour but de créer une psychologie socialiste comme prémisse du socialisme, mais de créer des conditions de vie socialiste comme prémisses d'une psychologie socialiste.

LVOG - Voilà le compte réglé à ceux qui veulent s'attaquer aux préjugés archaïques de larges couches des masses, qui voudraient changer leur mentalité dans le cadre du régime capitaliste, et qui en fait emboîtent le pas à ses représentants qui se servent de ces préjugés pour mener leur guerre psychologique contre les masses afin de les diviser pour affaiblir leur résistance à leur politique antisociale.

Oui, ce seront des travailleurs bourrés d'illusions et de préjugés qui feront la révolution, ils s'en débarrasseront au cours du processus révolutionnaire pour certains ou plus tard pour d'autres, beaucoup plus tard pour d'autres encore.

La dialectique de la révolution russe de 1905

- 1905 - L. Trotsky.

Extraits.

- “ Souverain, nous, les ouvriers, nos enfants, nos femmes et nos vieillards débiles, nos parents, nous sommes venus vers toi, souverain, pour demander justice et protection. Nous sommes réduits à la misère, on nous opprime, on nous accable de travail au-dessus de nos forces, on nous injurie, on ne veut point reconnaître en nous des hommes, on nous traite comme des esclaves qui doivent endurer leur sort et se taire. Nous avons patienté, mais on nous précipite de plus en plus dans l'abîme de l'indigence, de l'asservissement et de l'ignorance.

Le despotisme et l'arbitraire nous écrasent, nous étouffons. Les forces nous manquent, souverain ! La limite de la patience est atteinte ; pour nous, voici venu le terrible moment où la, mort vaut mieux que le prolongement d'insupportables tourments. ”

Tels sont les accents solennels dans lesquels la menace des prolétaires gronde à travers la supplique des sujets ; tel est le début de la fameuse pétition des ouvriers de Pétersbourg. Elle dépeignait toutes les persécutions et toutes les injures que le peuple subissait. Elle énumérait tout : depuis les courants d'air qui traversaient les fabriques jusqu'à la servitude politique du pays. Elle demandait l'amnistie, les libertés publiques, la séparation de l'Eglise et de l'Etat, la journée de huit heures, le salaire normal et l'abandon progressif de la terre au peuple. Mais, avant tout, elle exigeait la convocation d'une assemblée constituante, élue par le suffrage universel non censitaire.

“ Voilà, souverain, disait enfin la pétition, les principaux besoins que nous te soumettons. Ordonne et jure de les satisfaire, et tu rendras la Russie puissante et glorieuse, tu imprimeras ton nom dans nos coeurs, dans les coeurs de nos enfants et petits - enfants, à tout jamais. Si tu refuses d'entendre notre supplication, nous mourrons ici, sur cette place, devant ton palais. Il n'y a point d'autre issue pour nous, nous n'avons aucun motif d'aller ailleurs. Devant nous, il ne reste que deux voies : celle qui mène à la liberté et au bonheur, celle qui mène à la tombe. Indique-nous, souverain, celle que nous devons choisir, nous la suivrons sans répliquer, quand bien même ce serait le chemin du trépas. Que notre vie soit sacrifiée pour la Russie épuisée par les tourments. Nous ne regretterons point ce sacrifice, nous l'offrirons volontiers. ”

Et ils l'offrirent en effet.

La pétition des ouvriers opposait à la phraséologie confuse des résolutions libérales les termes précis de la démocratie politique ; de plus, elle y introduisait l'esprit de classe en exigeant le droit de grève et la journée de huit heures. Sa signification politique n'est cependant pas dans le texte, mais dans le fait. La pétition servait de prologue à une action qui unirait les masses ouvrières en face du fantôme d'une monarchie idéalisée, et cela pour dresser immédiatement l'un contre l'autre le prolétariat et la monarchie réelle, comme deux mortels ennemis.

A la tête du mouvement se trouve la “ Société des ouvriers des fabriques et usines ”, organisation d'origine policière. Les radicaux, que leur politique de banquets a acculés dans une impasse, brûlent d'impatience. Ils sont mécontents du caractère purement économique de la grève et poussent en avant le meneur du mouvement, Gapone. Celui-ci s'engage dans la voie de la politique et trouve, dans les masses ouvrières, un tel débordement de mécontentement, d'irritation et d'énergie révolutionnaire que les plans de ses inspirateurs libéraux s'y perdent et s'y noient. La social-démocratie passe au premier plan. Elle est accueillie par des manifestations hostiles, mais bientôt elle s'adapte à son auditoire et le subjugue. Ses mots d'ordre deviennent ceux de la masse et sont fixés dans la pétition.

- Le véritable acteur, c'était le prolétariat. Il commence par une grève, s'unifie, formule des exigences politiques, descend dans la rue, attire à lui toutes les sympathies, tout l'enthousiasme de la population, se heurte à la force armée et ouvre la révolution russe.

- ...le soviet de Pétersbourg fut un exemple et un modèle pour Moscou, Odessa et plusieurs autres villes. Mais il faut dire surtout

que cette organisation, qui était vraiment l'émanation de la classe des prolétaires, fut l'organisation type de la révolution. Tous les événements pivotèrent autour du soviétique, tous les fils se rattachèrent à lui, tous les appels vinrent de lui.

- Qu'était-ce donc que le soviétique ?

Le conseil des députés ouvriers fut formé pour répondre à un besoin pratique, suscité par les conjonctures d'alors : il fallait avoir une organisation jouissant d'une autorité indiscutable, libre de toute tradition, qui grouperait du premier coup les multitudes disséminées et dépourvues de liaison ; cette organisation devait être un confluent pour tous les courants révolutionnaires à l'intérieur du prolétariat ; elle devait être capable d'initiative et se contrôler elle-même d'une manière automatique ; l'essentiel enfin, c'était de pouvoir la faire surgir dans les vingt-quatre heures. Le parti social-démocrate qui unissait étroitement, dans ses retraites clandestines, plusieurs centaines, et, par la circulation des idées, plusieurs milliers d'ouvriers à Pétersbourg, était en mesure de donner aux masses un mot d'ordre qui éclairerait leur expérience naturelle à la lumière fulgurante de la pensée politique ; mais ce parti n'aurait pas été capable d'unifier par un lien vivant, dans une seule organisation, les milliers et les milliers d'hommes dont se composait la masse : en effet, il avait toujours accompli l'essentiel de son travail dans des laboratoires secrets, dans les antres de la conspiration que les masses ignoraient. Le parti des socialistes-révolutionnaires souffrait des mêmes maladies de la vie souterraine, aggravées encore par son impuissance et son instabilité.

Les difficultés qui existaient entre les deux fractions également fortes de la social-démocratie d'une part, et leur lutte avec les socialistes-révolutionnaires de l'autre, rendaient absolument indispensable la création d'une organisation impartiale. Pour avoir de l'autorité sur les masses, le lendemain même de sa formation, elle devait être instituée sur la base d'une très large représentation. Quel principe devait-on adopter ? La réponse venait toute seule. Comme le seul lien qui existât entre les masses prolétaires, dépourvues d'organisation, était le processus de la production, il ne restait qu'à attribuer le droit de représentations aux entreprises et aux usines.

LVOG - Il fallait y ajouter les masses non prolétariennes ou semi-prolétariennes, ce qu'on appelle de nos jours les couches inférieures des classes moyennes amenées à se paupériser ou disparaître sous le néolibéralisme.

A ceux qui s'offusquent parce que le mouvement des gilets jaunes ne correspondrait aux stéréotypes d'organisations du mouvement ouvrier, imaginez un peu le hurlement qu'ils pousseraient si c'était une "organisation d'origine policière" qui en était à la tête !

Pire, bien pire encore, c'est que la réaction le sait, elle sait à quel point l'extrême gauche est décomposée, dogmatique et gauchiste à ses heures, et elle en profite pour agiter le spectre de l'extrême droite qui serait à la tête du mouvement initié par les gilets jaunes de telle qu'il apparaisse infréquentable ou de maintenir le mouvement ouvrier à l'écart au lieu de s'y associer, elle leur donne des arguments pour justifier leur gauchisme. Il faut préciser que cela ne concerne pas tous les dirigeants ou tous les partis de l'extrême gauche, ils se reconnaîtront.

Au lieu de rejoindre ou de participer à ce mouvement populaire et de mener un combat loyal pour en prendre la direction et l'orienter dans la bonne direction, ils le dénigrent ou le méprisent, ils font le jeu de la réaction, bref, ils manquent à tous leurs devoirs.

La dialectique de la révolution russe de 1917.

- Une leçon dure, mais nécessaire - Lénine 25 février 1918

Extrait. Le 27 février 1917, le prolétariat russe a renversé la monarchie en agissant en commun avec une partie de la paysannerie, réveillée par le cours des événements militaires, et avec la bourgeoisie. Le 21 avril 1917, il a renversé le pouvoir absolu de la bourgeoisie impérialiste et fait passer le pouvoir entre les mains des partisans petits-bourgeois de la conciliation avec la bourgeoisie. Le 3 juillet, le prolétariat urbain, soulevé en une manifestation spontanée, a porté un coup au gouvernement conciliateur. Le 25 octobre, il l'a jeté bas et a instauré la dictature de la classe ouvrière et de la paysannerie pauvre.

LVOG - On appelle aussi ce processus dialectique, la révolution permanente, qui se développe naturellement jusqu'à son objectif final, la prise du pouvoir par les masses exploitées et opprimées sous la direction de la classe ouvrière ou l'accomplissement de ses tâches historiques. La théorie de la révolution permanente s'oppose à celle de la révolution par étape, dans la mesure où seule l'objectif final exprime consciemment ou concentre l'ensemble du processus dialectique, il consacre son achèvement.

L'évolution des rapports des classes et couches de ces classes qui participent au processus révolutionnaire en déterminent les différentes étapes et les objectifs politiques, dès lors seule la classe indépendante peut incarner consciemment son degré le plus élevé et doit en prendre la direction, fixer son objectif final, la classe ouvrière et les partis ou courants politiques qui luttent à ces côtés...

A la conquête de la majorité des masses exploitées et opprimées.

- Une des questions fondamentales de la révolution - Lénine 14 septembre 1917

Extrait. Pendant une révolution populaire, c'est-à-dire une révolution qui a appelé à la vie les masses, la majorité des ouvriers et des paysans, seul un pouvoir s'appuyant ouvertement et sans réserve sur la majorité de la population peut être stable.

LVOG - De nos jours, ce sont les ouvriers et les employés, les masses semi-prolétariennes des villes et des campagnes, les couches inférieures de la petite bourgeoisie qui en partagent en partie les conditions ou dont le sort dépend de la classe ouvrière qui constituent la majorité de la population.

La conquête de la majorité de la population par le prolétariat ne peut pas passer par le bulletin de vote ou la dialectique de la conquête du pouvoir par les masses exploitées et opprimées.

Le prolétariat ne peut pas vaincre sans avoir conquis la majorité de la population. (Lénine)

- Les élections à l'assemblée constituante et la dictature du prolétariat - V. Lénine, 1919.

Extraits. Cette dialectique, les représentants de la 2e Internationale n'ont jamais pu la comprendre : le prolétariat ne peut pas vaincre sans avoir conquis la majorité de la population. Mais limiter ou conditionner cette conquête à l'acquisition électorale, sous la domination bourgeoise, témoigne d'une inguérissable indigence intellectuelle ou tout bonnement, du désir de tromper les travailleurs. Pour mettre de son côté la majorité de la population le prolétariat doit, tout d'abord, renverser la bourgeoisie et s'emparer du pouvoir gouvernemental, introduire ensuite le système des Soviets, après avoir brisé l'ancien appareil de l'État, — ce qui anéantit instantanément la domination, l'autorité de la bourgeoisie et des petits-bourgeois conciliateurs sur les masses laborieuses non-prolétariennes. Il doit enfin, en troisième lieu, achever de détruire l'influence de la bourgeoisie et des conciliateurs petits-bourgeois sur la majorité des masses laborieuses non prolétariennes en réalisant révolutionnairement leurs desiderata économiques, aux dépens des exploités.

La possibilité de ces faits est naturellement conditionnée par un certain degré d'évolution capitaliste. Sans cette condition fondamentale il ne peut y avoir ni formation du prolétariat en une classe distincte, ni succès de sa longue préparation, de son éducation, de son aguerrissement par des années de grèves, de manifestations, de lutte contre les opportunistes chassés et déshonorés. Sans cette condition fondamentale on ne peut concevoir le rôle économique et politique des centres, dont la conquête équivaut pour le prolétariat à celle de tout le pouvoir politique, ou plus exactement de son noeud vital, de son nerf essentiel. Sans cette condition fondamentale, cette proximité, cette parenté de situation du prolétariat et des classes laborieuses non prolétariennes qui est indispensable à l'influence du prolétariat sur ces masses, un succès de son action à leur égard ne peut exister. (...)

Seules les illusions des petits bourgeois démocrates, des « socialistes » et des « social-démocrates » de même que de leurs leaders actuels les plus marquants, peuvent faire croire qu'en régime capitaliste les masses laborieuses peuvent atteindre un degré de conscience assez élevé, une fermeté de caractère, une perspicacité, une largeur de vues politiques suffisante pour avoir la possibilité de décider à l'avance par le seul vote, ou, d'une façon générale, pour décider de quelque manière que ce soit, sans une longue expérience de lutte, de suivre telle classe, tel parti défini. (...) (La révolution "par les urnes" ou "citoyens" est un leurre, une supercherie politique, ce que nous n'avons cessé d'affirmer, et toujours combattu.

Bien entendu pour qu'un processus révolutionnaire ait une chance de se développer et d'aboutir il faut au départ que les masses laborieuses aient atteint un minimum de conscience politique, qui ensuite se nourrira de leur propre expérience et pourra s'élever à un niveau supérieur. Si maintenant leur niveau de conscience était trop faible au début de ce processus, il ne pourrait pas en prendre conscience par la suite et le processus révolutionnaire serait amené à avorter ou à d'interrompre rapidement, à échouer avant même d'avoir pu se développer au niveau national.

D'où le combat politique acharné qu'on a mené sur tous les plans pour déblayer le terrain aux masses, saper les bases régimes avant que ce processus commence, de manière à ce que leur niveau de conscience soit suffisamment élevé pour qu'il puisse se développer dès le début de l'offensive contre le régime, sans autre prétention, de telle sorte que lorsque sonnerait l'heure de l'affrontement direct avec le régime les masses y soient préparées ou abordent cette étape de la lutte de classes dans les meilleures conditions possibles, stratégie qui n'a pratiquement trouvé aucun relais ou écho au sein du mouvement ouvrier il faut bien l'avouer.

Ce travail a davantage été réalisé par des membres des classes moyennes ou extérieurs à la classe ouvrière, et qui pour cette raison était incapable de l'armer théoriquement ou de définir les objectifs politiques qu'un mouvement révolutionnaire devrait adopter.

De mon côté, j'ai sous-estimé les conditions de la classe ouvrière et des couches inférieures des classes moyennes rurales. Je n'ai pas perçu que leur situation était devenue quasi désespérée et les amènerait à se soulever, pour avoir concentré exclusivement mon attention sur le reste de la classe ouvrière et le mouvement ouvrier. Ne vivant plus en France depuis plus de 22 ans et en étant isolé, je suis passé à côté de ce facteur. Et il semble que j'aie pas été le seul dans ce cas-là, apparemment il a surpris tous les partis ouvriers qui pourtant sont plus ou moins implantés dans tout le pays, un comble, à croire qu'ils étaient

tous sourds et aveugles ! Il était d'autant plus difficile à cerner que le prolétariat rural est atomisé, peu ou pas organisé. On y reviendra plus tard. - LVOG)

Le capitalisme ne serait pas le capitalisme s'il ne condamnait d'une part les masses à un état d'abrutissement, d'intimidation, d'éparpillement (voyez la campagne !), d'ignorance, — et si d'autre part, il ne mettait à la disposition de la bourgeoisie un gigantesque appareil de mensonge et de duperie, pour tromper et abrutir les masses ouvrières et paysannes. (Fonction des médias, de leurs instituts de sondages, leurs réseaux (a)sociaux de nos jours. - LVOG)

C'est pourquoi le prolétariat seul peut conduire les travailleurs du capitalisme au communisme. Que les masses laborieuses petites-bourgeoises ou à demi petites-bourgeoises puissent résoudre à l'avance le plus grave des problèmes historiques : « être avec la classe ouvrière ou avec la bourgeoisie » - il n'y faut pas penser. Les hésitations des masses laborieuses non prolétariennes sont inévitables ; il est inévitable aussi qu'elles aient besoin de leur propre expérience pratique afin de comparer le gouvernement de la bourgeoisie et celui du prolétariat.

Les adorateurs de la « démocratie conséquente » qui s'imaginent que les questions politiques les plus importantes peuvent être tranchées par des votes perdent constamment cette circonstance de vue. En fait, ces questions, si la lutte les rend très aiguës et tarés à l'arrière, sont tranchées par la guerre civile et dans cette guerre civile, l'expérience des masses laborieuses non prolétariennes (celle des paysans en premier lieu) joue un rôle énorme : elles ont à comparer le pouvoir du prolétariat et celui de la bourgeoisie.

LVOG - Ce texte qui date de 1919, donc deux ans après le renversement de l'ancien régime en Russie, contient des enseignements qui s'appliquent avant la révolution

Actuellement en France, les masses laborieuses non prolétariennes ne peuvent pas encore "comparer le pouvoir du prolétariat et celui de la bourgeoisie", en revanche elle peuvent comparer l'attitude des représentants de la réaction avec celui du mouvement ouvrier qui dans l'ensemble est similaire et épouvantable, puisque les syndicats refusent de s'associer au mouvement populaire insurrectionnel qui a démarré le 17 novembre 2018. A ma connaissance, il n'existe pas de convergence entre ce mouvement et les sections syndicales d'entreprises (privé) ou d'administrations (public) qui n'y sont pas représentées. C'est aux militants syndicaux de prendre cette initiative puisque leurs dirigeants y sont hostiles. Ils doivent y associer les travailleurs de leurs entreprises en constituant des comités ou des sections de ce mouvement...

La fuite en avant est entamée.

- Avec les choix de Macron, on entre dans l'aventure par Michel Pinault - 5 janvier. 2019

Michel Pinault - Historien, membre du Groupe d'histoire sociale (GHS), recherches sur l'histoire des sciences et des milieux scientifiques.

Après le président Macron qui qualifiait les gilets jaunes, dans ses « vœux » du 31 décembre, de « foule haineuse », mais après Castaner qui avait parlé de « factieux », voici Griveaux qui voit, dans ceux qui poursuivent le mouvement, des « agitateurs qui veulent l'insurrection et, au fond, renverser le gouvernement ». Au-delà des mensonges, le ton est à l'aggravation de la répression avec l'intention d'en finir avec le mouvement, dans la suite logique des propos de Macron qui avait appelé au « rétablissement de l'ordre républicain qui sera assuré sans complaisance ». Après le mépris puis les miettes distribuées sans répondre aux principales demandes et doléances, voici venir la reprise en main.

Au lieu de miser sur une baisse de la tension, sur un dialogue sincère et sans conditions préalables, sur la réponse à ceux qui ne voient pas une prise en compte des demandes des gilets jaunes dans les concessions faites jusque-là, arque bouté sur son projet de réforme libérale à la hussarde de la société française, le gouvernement choisit la confrontation.

Le pouvoir qui avait déjà exercé la pire des violences policières et provoqué ainsi de multiples blessures, parfois invalidantes, chez les manifestants et qui avait appelé les juges à prononcer « les peines les plus sévères » contre ceux qui avaient été capturés, très souvent sans motif valable, veut une solution policière et autoritaire à la crise de crédibilité et d'autorité qui l'atteint. Voilà qu'on pressent un retour possible à une situation que la France n'avait même pas vécue lors de la crise de mai-juin 68 et qu'elle n'avait plus connue depuis la répression des manifestations contre la guerre d'Algérie voire depuis la répression des grandes grèves ouvrières de 1947.

L'homme qu'on avait vu au départ comme un courtisan vaniteux, arriviste et sans scrupules, comme un bonimenteur fatigué, un dissimulateur maladroit, un attrape-tout menteur et cynique, et finalement comme un aventurier à la vocation autoritaire non dissimulée auquel les « élites » avaient décidé de livrer le pays (voir à ce sujet notre post de blog d'avril 2017 intitulé « Une aventure », sur ce site), révèle, après un peu moins de deux ans de ce mandat présidentiel obtenu à l'esbroufe, sa tentation de se mouler dans ce que la droite - qu'on appelait « le parti de l'Ordre » - a produit de plus insupportable au cours des deux siècles qui ont suivi la Révolution ; on pense à l'exemple de Louis Napoléon Bonaparte, ce premier président de la République élu au suffrage universel devenu l'homme du coup d'État sanglant du 2 décembre 1851 que Victor Hugo traitait de « Napoléon-le-petit »

et qu'il dénonça sans relâche depuis l'exil, en particulier dans Les Châtiments**, et à l'exemple d'Adolphe Thiers, l'homme qui fut le massacreur de la Commune de Paris de 1871 (25 000 assassinés, sans doute) et que Karl Marx qualifiait de « nabot monstrueux (qui) a tenu sous le charme la bourgeoisie française pendant plus d'un demi-siècle parce qu'il est l'expression intellectuelle la plus achevée de sa propre corruption de classe ».

Le choix de la surdité, de la manipulation mensongère, de la menace et de la violence répressive, la promesse d'un « retour à l'ordre », via les bras de la police et de la justice, face aux demandes et doléances exprimées pacifiquement par les gilets jaunes et où se mêlent des aspirations à plus de liberté, d'égalité et de fraternité - considération et respect, justice fiscale et sociale, expression citoyenne et réformes démocratiques, moins d'égoïsme et plus d'« en commun » -, ce choix est lourd de menaces pour la paix et le lien civiques. Il ne peut être analysé que comme un choix de caste, hautain et aveugle, de maintenir à tout prix ses privilèges et ses prérogatives.

Le gouvernement met en scène sa proposition de soi-disant « grand débat national » pour se présenter comme ouvert au dialogue mais dans le même temps il ne dissimule pas qu'il s'agira d'un dialogue sourd - comme l'avaient déjà été les « concertations » autour de la loi Travail ou de la loi SNCF - et il affirme que « le cap sera maintenu », que les « réformes » (libérales) prévues seront menées à leur terme et que les principales demandes des gilets jaunes seront donc rejetées. Il s'agit donc d'un simple habillage. Aucune solution institutionnelle démocratique n'est envisagée à ce stade : le pouvoir est décidé à s'appuyer sur sa « majorité » fictive parmi les députés pour passer en force au Parlement. Ne peut s'ensuivre qu'une nouvelle fracture entre « le pays légal et le pays réel ». La fuite en avant est entamée.

Dans cette situation, tous les démocrates ne peuvent qu'être très inquiets. Ils doivent se rassembler pour arrêter les apprentis-sorciers qui détiennent le pouvoir, les appeler à la retenue et à l'ouverture, appeler à une issue politique respectueuse de l'esprit républicain. Et appeler à une réponse qui soit à la hauteur de toutes les doléances qui montent du pays.

LVOG - Même la chute de Macron et de son gouvernement ne suffirait plus maintenant, elle ne ferait que pousser les masses à profiter de cette victoire pour exiger davantage, le jugement des responsables d'hier et d'aujourd'hui de la situation actuelle, de la répression, la fin du régime, des institutions de la Ve République, ce qui déclencherait une guerre civile, puisque la classe dominante s'accrocherait au pouvoir les armes à la main, dont personne à cet instant ne peut prédire l'issue.

Tout dépendrait de la capacité de la classe ouvrière et des classes moyennes engagées dans ce processus révolutionnaire à s'organiser et à s'adresser à l'ensemble des travailleurs du pays pour que la majorité les rejoignent dans leur combat politique, le ralliement du mouvement ouvrier étant acquis et ses dirigeants traîtres chassés, il ne resterait plus qu'à neutraliser l'appareil policier et militaire de l'Etat ou à l'affronter, ce qui nécessiterait au préalable que la révolution se dote

[Tribune libre de la lutte des classes.](#)

Editorial de la Tribune des Travailleurs (POID) - Contre la marche au chaos, l'issue démocratique par Daniel Gluckstein - 3 janvier 2019

Un président de la République pris en flagrant délit de mensonges ; un sommet de l'État où on ne sait qui... distribue des passeports diplomatiques pour servir on ne sait quels intérêts privés ; une commission d'enquête parlementaire que sa présidente refuse de réunir pour couvrir les uns et les autres ; qui osera appeler cela une démocratie ?

La Ve République se meurt comme elle est née : un régime de coups tordus, de services secrets, d'officines parallèles, dont le président concentre tous les pouvoirs et bénéficie de toutes les impunités.

Jamais président n'avait été à ce point méprisé et rejeté par l'immense majorité.

Ce régime agonise... et pourtant il survit. Il est vrai que personne dans l'opposition politique n'appelle à le chasser ; et que du côté des organisations syndicales on continue à s'asseoir à la table de la concertation qui prépare les contre-réformes.

Personne, surtout, n'ose avancer l'exigence qu'appelle toute la situation : rompre avec la politique menée depuis des décennies contre les travailleurs et les jeunes.

La situation de chaos et de crise dans laquelle Macron entraîne le pays exige en effet des mesures radicales qui ne sauraient se limiter à un changement de Premier ministre ou à une réformette constitutionnelle (une dose de référendum, une autre de proportionnelle...). La démocratie exige la rupture avec la dictature de la classe capitaliste.

Car c'est de cela qu'il s'agit. Les mesures gouvernementales du 1er janvier visent à écraser encore plus chômeurs, salariés et retraités au motif des économies nécessaires. Et pourtant, de l'argent, le gouvernement en a pour transférer chaque année 40 milliards d'euros de fonds publics à l'armée, 41 milliards aux grandes banques (intérêts de la dette) et 40 milliards aux patrons (CICE). Quant aux entreprises du CAC 40, elles versent en un an 66 milliards de dividendes à leurs actionnaires. Total :

187 milliards pour les militaires, les capitalistes, banquiers et actionnaires ! À quoi s'ajoutent les centaines de milliards de profits des entreprises hors CAC 40 et des multinationales étrangères en France, les exonérations de cotisations sociales et l'évasion fiscale...

La seule vocation de la Ve République et de l'Union européenne, c'est de permettre à une poignée de profiteurs d'extorquer toujours plus de profits en spoliant l'immense majorité des travailleurs, jeunes, chômeurs, retraités, mères de famille, petits paysans, petits artisans.

La solution démocratique exige d'inverser l'ordre des choses : prendre à la minorité de capitalistes et d'accapareurs pour satisfaire les besoins de l'immense majorité.

Et, pour cela, balayer la Ve République et l'Union européenne, convoquer l'Assemblée constituante souveraine qui établira une authentique démocratie, forme politique inséparable de son contenu social : le gouvernement de la majorité, gouvernement ouvrier. Cette voie, la classe ouvrière a la capacité de l'ouvrir en réalisant son unité dans la grève générale avec ses organisations.

Telle est l'issue démocratique à laquelle travaillent les adhérents du POID préparant leur IIIe Congrès.

LVOG - Gluckstein est très fort, il a réussi à faire disparaître le mouvement populaire insurrectionnel du 17 novembre 2018 ! Il le méprise, et les travailleurs engagés dans ce combat lui rendent bien, dommage.

Si on devait attendre la grève générale pour ouvrir la voie qui permettrait d'atteindre ces objectifs politiques, compte tenu de l'atomisation de la classe ouvrière, de son extrême hétérogénéité par rapport au passé, le fait que les syndicats organisent moins de 5% des travailleurs du secteur privé, la moitié si on retire les syndicats jaunes et des cadres, le fait que le mouvement ouvrier est devenu dans une large proportion corporatiste ou que son orientation est corporatiste, qu'il n'organise plus que les couches privilégiées de la classe ouvrière, les plus corrompues par le capitalisme ou qui ont le moins intérêt à combattre pour un changement de régime, que le mouvement ouvrier demeure contrôlé par des agents du régime ou acquis au capitalisme, bref, on pourrait attendre longtemps, et si c'était ses organisations qui devraient prendre l'initiative, organiser ou contrôler la grève générale, l'éternité ou elle se terminerait comme chaque fois par une trahison ou l'enterrement de la révolution politique.

On aurait pu partager cet éditorial, à une réserve près que l'on formulera sous la forme d'une question : Cela veut dire quoi "convoquer l'Assemblée constituante souveraine", qui, quoi, comment ? Mystère, comme d'habitude.

Pourquoi ne pas faire référence à l'Appel de l'Assemblée populaire de Commercy qui montre la voie à suivre pour parvenir à la convocation d'une Assemblée constituante souveraine ?

Pourquoi se détourner ou ne pas s'inspirer des enseignements de la lutte de classe du passé, notamment ceux des révolutions russes de 1905 et 1917 ?

Quelle forme spécifique avaient-elles prise ? En 1905 spontanément les masses ont adopté les instruments qui étaient à leur disposition, puis elles se sont constituées en assemblées populaires, elles ont constitué dans la langue russe des soviets (conseil ou comité) sans attendre l'appel d'aucun parti ouvrier, le mouvement ouvrier russe, partis et syndicats s'y intégreront pratiquement immédiatement, les bolcheviks n'ayant pris aucune part à la fondation de ces soviets, y compris Lénine en 1905, en exil à Londres je crois, qui avait manifesté sa méfiance envers cette forme d'auto-organisation des masses avant de l'adopter et d'en devenir le plus fervent partisan.

Sur le terrain ou en contact quotidien avec les masses, les militants du POSDR adopteront cette forme d'organisation politique, s'y intégreront, ils conquièrent la confiance des masses et y devinrent majoritaires, ils définirent son orientation politique qui fut démocratiquement approuvée par les masses, pour finir, en 1905 et 1917 ils menèrent la révolution prolétarienne aussi loin qu'elle pouvait aller sans jamais la trahir, et après le coup d'essai de 1905, en 1917 ils remportèrent la victoire finale.

Pour revenir à l'insurrection populaire actuelle en France, force est de constater que l'immense majorité des travailleurs n'y pas ou pas encore. Pourquoi ? Apparemment cette question n'intéresse personne. Pourquoi ? Il est dit que la majorité des travailleurs la soutient passivement. Leur condition ne se sont pas suffisamment dégradée pour qu'elle franchisse le pas. On ne peut évidemment pas se contenter de cette explication, car dans ce cas-là, là aussi on risquerait d'attendre fort longtemps.

Si elle conserve encore le moral ou un brin d'optimisme dans le futur sous ce régime, il faut leur pourrir, leur casser, leur montrer à quel point il est illusoire d'espérer que la société s'améliorera sans un changement de régime, ce qui est juste mais qu'elle ignore, d'où la stratégie que j'ai développée dans sa direction qui repose sur la situation nauséabonde, l'atmosphère délétère qui règne désormais en France et qui empeste un peu plus chaque jour tous les rapports, phénomène à laquelle elle ne peut pas échapper, personne ne peut échapper, ne se monnaie pas, mais se traite à la racine, qu'il faut trancher, car c'est là que cela pue, les fondements du capitalisme entrés en putréfaction.

Pour certains ce mouvement populaire a déjà pris la forme d'une insurrection et pourrait être les prémices d'une révolution sans que personne n'ose la caractériser, hormis les petits bourgeois de droite qui y participent ou la soutiennent et qui rêvent d'une révolution nationale, qui dans ce cas-là aurait le contenu d'une révolution nationale-socialiste, de type fasciste, à laquelle l'oligarchie et ses représentants s'associeraient, d'où notamment les amalgames rouge-brun qui envahissent ses médias.

Il y a urgence à ce que les Assemblées populaires, qui ont commencé à éclore dans tout le pays, se dotent de quelques mots d'ordre de nature social et politique dans lesquels l'ensemble de la classe ouvrière et des classes moyennes pourraient se reconnaître, comme par exemple l'interdiction des licenciements déclarés illégaux, l'expropriation sans rachat des capitalistes du CAC40, l'annulation de la dette des particuliers et des petites entreprises, la retraites à 50 ou 55 ans, le smic, la retraite minimum, l'allocation adulte handicapée, l'allocation chômage à 1800 euros nets, la gratuité totale de l'école, de l'université, des transports en commun, des traitements et des frais médicaux, la convocation d'une assemblée constituante souveraine ou qui détiendrait le pouvoir politique, l'abolition de la Constitution de la Ve République. Les autres qui ne figurent pas dans cette liste et qui sont tout aussi déterminants suivraient, disons naturellement.

Pour revenir au passage de Lénine et à la révolution de 1905.

- Elle a commencé par des pétitions au souverain...
- A l'initiative d'une organisation extérieure à la classe ouvrière, mais dont elle s'était saisie avant de l'abandonner...
- Dont le principal dirigeant était un agent provocateur...
- Les grèves se multipliaient dans tout le pays de manière désordonnée...
- Puis les grévistes s'organisèrent pour unifier leur lutte et formèrent des soviets ou conseils ouvriers qui succéda à l'organisation d'origine policière...
- Aux mots d'ordre à caractère social étaient associés des revendications politiques...
- Les militants du principal parti ouvrier, le POSDR (Parti ouvrier social-démocrate de Russie), prirent le relais des libéraux radicaux...
- Ces conseils ou soviets rassemblaient désormais l'ensemble des classes exploitées et leurs représentants, dont des délégués syndicaux d'entreprises, d'universités, des militants des différents courants politiques du mouvement ouvrier. Ils formèrent en quelque sorte le gouvernement de la révolution...

En 2019 qu'avons-nous ?

- Un mouvement quasi insurrectionnel non-organisé qui n'a pour seul support que Facebook, dont les références vont de 1789 au coup d'Etat de l'Otan et des milices néonazis à Kiev (Maïdan) en Ukraine, précisons que ceux qui s'en réclament ne semblent pas avoir conscience de la nature de ce coup d'Etat, ce sont de dangereux aventuriers. Ce mouvement est traversé par de nombreux courants poursuivant des objectifs politiques contradictoires, on peut dire que tous les courants politiques y sont présents...
- Des représentants de ce mouvement plus ou moins auto-proclamés et extérieur au mouvement ouvrier, qui n'ont acquis ni l'expérience ni les connaissances pour diriger une révolution. Ce sont eux qui ont appelé aux acte I à 9 à Paris depuis le 17 novembre 2018...
- Des Assemblées populaires dans un certain nombre de ville qui rassemblent des centaines de travailleurs de toute condition, voire des milliers. Combien existe-t-il d'assemblées dans ce genre, je l'ignore à l'heure actuelle. Elles tentent de se fédérer à l'échelon nationale...
- Deux mouvements en fait coupés du mouvement ouvrier et dont les objectifs politiques ne sont semble-t-il pas les mêmes...

Le premier viserait plutôt, au pire à une révolution nationale ou de type nationale-socialiste, au mieux à une réforme démocratique (illusoires, impossibles) des institutions, tandis que l'autre viserait une révolution politique ou démocratique. Aucun ne vise une révolution socialiste, même si le second fait référence à la Commune de 1871. Le premier pourrait être instrumentalisé ou noyauté par l'extrême droite, donc au conditionnel car je manque d'éléments pour en juger définitivement, certains éléments ou meneurs auto-proclamés qui se disent apolitiques, pourraient en fait être manipulés par l'extrême droite, à moins que leur confusion soit le produit de leur ignorance ou les deux à la fois, je n'en sais rien...

- Un prolétariat urbain qui se révolte ainsi que certaines couches inférieures des classes moyennes rurales...
- Un mouvement soutenu en parole par des dirigeants de certains partis ouvriers incapables de mobiliser leurs troupes ou leurs électeurs, de sorte que seule une minorité d'entre eux y participent... Rappelons que Mélenchon avait obtenu plus de 8 millions de voix, où sont-ils passés ? Pas dans la rue en tout cas...
- Des partis ou formations d'extrême gauche dont les effectifs sont très faibles, qui pour la plupart participent à ce mouvement sans en comprendre réellement la nature...
- Des syndicats qui au sommet y sont hostiles, tandis qu'à la base de plus en plus de militants s'y investissent.

- Des dizaines de mouvements sociaux ou grèves dans tout le pays dont les revendications visent des objectifs immédiats, ils sont de nature alimentaire et aucune coordination n'existe entre eux...

- Une agitation dans les collèges et les universités qui ne parvient pas à se généraliser...

- Un président de la République littéralement haï par l'immense majorité, incapable de saisir la situation et qui croit qu'en distribuant quelques miettes et en recourant à une féroce répression ce mouvement pourrait cesser, en vain. Un président de la République qui affiche son mépris des masses laborieuses et qui affirme qu'il gardera le "cap", qu'il ne changera pas de politique, annonçant son intention d'appliquer son programme ultra réactionnaire quoi qu'il arrive...

- Des partis de droite qui volent au secours du régime, normal, ils sont totalement inaudibles, y compris chez leurs partisans débousolés par le développement de la situation...

- Une extrême droite qui se pose en dernier rempart des institutions ou du régime, et qui après avoir tenté d'infiltrer ce mouvement en a été (en partie) expulsée, maintenant elle ne cherche plus qu'à le récupérer sur le plan électoral...

- Des forces de polices divisées, de même que l'armée, mais qui demeurent fidèles au régime...

- Une crise économique qui s'aggrave provoquant la démission hier (7 janvier 2019) du président de la Banque mondiale...

Lu dans le blog de la tendance Claire du NPA.

- *"Sans le soutien des chefs syndicaux comme Berger (CFDT), Martinez (CGT), Veyrier (FO), Beynel (Solidaires) et Groison (FSU), Macron ne pourrait pas continuer ses réformes, ni réprimer avec une telle brutalité la mobilisation. Il devrait céder. Alors, c'est essentiel de se battre pour faire basculer nos organisations dans la lutte contre Macron et son monde. C'est à nous de décider, car c'est à nous qu'elles appartiennent, pas aux bureaucrates !"*

Qu'attendez-vous pour réunir votre section syndicale et la faire adhérer à l'Assemblée populaire la plus proche de votre lieu de travail ou pour créer un comité du mouvement du 17 novembre ? Qu'attendez-vous pour adresser cette exigence à votre union locale, départementale, à votre fédération, au bureau confédéral de votre syndicat ? Qu'attendez-vous pour lancer un appel en direction des salariés de votre boîte ou des agents de votre administration, lycée, université, pour qu'ils participent à ce mouvement populaire ?

Et puis, on va vous dire un truc, s'ils soutiennent Macron après avoir appelé à voter pour lui ou refusé d'appeler au boycott du second tour de la présidentielle en 2017, ce n'est peut-être pas uniquement parce que ce sont des agents (avérés) du régime, c'est peut-être aussi parce que les secteurs d'activité où ils sont implantés partagent majoritairement leur position. Vous êtes-vous au moins posés la question un jour ? Pour bien vous connaître, je répondrai non à votre place, avec une marge d'erreur de 0,1% je vous l'accorde volontiers. Maintenant, l'état d'esprit de ces travailleurs peut encore évoluer.

Si on n'a pas les dirigeants syndicaux qu'on mérite, on est tout de même en droit de se demander qu'est-ce qu'ils foutent là, qui les a mis en place et pourquoi, non ? Cette question est tabou, je le sais et c'est la raison pour laquelle je la pose parce que moi je n'en ai pas. Si les travailleurs étaient révolutionnaires, croyez-vous que ces dirigeants pourris pourraient se maintenir un jour de plus ? Non, évidemment, comme Macron ils les dégageraient. S'ils ne sont pas révolutionnaires, ils sont quoi alors ? Allez, répondez.

- *"Nous savons que nous sommes nombreux à porter ce combat à la base. Mais pour lui donner bien plus de la force, nous devons nous regrouper à tous les niveaux pour peser dans la situation et faire basculer nos syndicats nationaux, nos fédérations, nos confédérations."*

L'intention est bonne, mais je crains que cela soit insuffisant. Que disait Lénine, il faut commencer par conquérir la majorité des masses, la majorité, cela vous dit-il quelque chose ? Aujourd'hui la majorité des travailleurs ne bougent pas, pourquoi, on a fourni plusieurs explications qui permettent de répondre à cette question, je vous y renvoie.

Au fait, une précision, ils avaient écrit *"nous sommes nombreux/ses"*, donc j'ai rectifié, je ne publierai jamais un document ou un passage d'un texte rédigé en recourant à l'écriture inclusive, nous sommes là pour aider les travailleurs à progresser et non à régresser. Il n'y a que des désoeuvrés ou décérébrés et la gauche libérale-libertaire pour l'employer, la plus réactionnaire.

Qui a dit ?

- *"Il faut que le gouvernement entende raison."*

Qui colporte l'illusion criminelle qu'il pourrait satisfaire les exigences sociales et politiques du mouvement populaire du 17 novembre ?

Réponse : Le député LFI du Nord Adrien Quatennens, dimanche sur franceinfo.

Au moment même où se développe un mouvement populaire insurrectionnel qui manifeste que les masses sont en train de rompre avec le régime et cherche la voie pour l'abattre, ce discours est contre-révolutionnaire.

Les besoins sociaux et les aspirations démocratiques des travailleurs sont incompatibles avec l'existence du capitalisme en crise et des institutions de la Ve République, donc il faut les abolir en commençant par s'emparer du pouvoir politique pour immédiatement après s'attaquer aux fondements du capitalisme, tâche historique qui revient à la classe ouvrière à laquelle doivent s'allier les couches moyennes qui n'ont aucun intérêt à la survie du capitalisme et ses institutions antidémocratique, telle est la dialectique du processus révolutionnaire.

En macronnie.

A valeur d'exemple pour la France : Macron dégage !

- Pour la première fois, un roi abdique en Malaisie - Liberation.fr 07.01

La légitimité de Muhammad V, 49 ans, était contestée depuis les rumeurs de son mariage avec une Miss russe de 25 ans. Liberation.fr 07.01

Les psychopathes osent tout, la preuve. Cynisme assumé.

- Emmanuel et Brigitte Macron à l'hôpital : ce cliché qui choque les internautes - voici.fr 05.01

Emmanuel Macron et sa femme ont rendu visite aux patients du centre de lutte contre le cancer Gustave Roussy.

En colère, ils ont crié leur mécontentement sur la page Facebook de l'hôpital, qui a partagé vendredi 4 janvier un cliché d'Emmanuel et Brigitte Macron, entourés d'une partie du personnel soignant. Sur cette photo, on peut voir le sourire du chef de l'Etat, accroupi avec sa compagne au premier plan. Cette apparition du couple n'a pas du tout plu à de nombreux anonymes, qui ont expliqué dans les commentaires de la publication pourquoi ce cliché d'Emmanuel Macron ne passait pas.

Une utilisatrice de Facebook a fermement critiqué les sourires affichés par le président et par le personnel : « Quand on pense que son gouvernement vient de refuser d'aider la recherche contre le cancer chez les enfants... Mais quels hypocrites, il aurait mérité un mépris total ou au moins d'être interpellé sur toute sa politique qui tue la santé ». La réaction de cette internaute a fait réagir beaucoup de monde, mais ce n'est pas la seule. Une autre, qui a malheureusement perdu son enfant, se dit « choquée » par la sortie d'Emmanuel Macron : « Et ils osent se pavaner comme ça... J'en pleure... » Un dernier n'hésite pas à écrire : « Il aurait mieux valu un clown. » voici.fr 05.01

Macron est isolé, achevons-le !

- Sondage : 75% des Français sont mécontents de l'action du gouvernement, sa cote de popularité en baisse - franceinfo 03.01

Les trois quarts (75%) des Français sont mécontents de l'action du gouvernement, selon le sondage Odoxa-Dentsu Consulting pour franceinfo et Le Figaro publié jeudi 3 janvier.

Neuf sympathisants socialiste sur dix (90%) désapprouvent le gouvernement, tout comme les proches de La France insoumise (89%).

Selon le sondage, le gouvernement mécontente non seulement les Français les moins aisés (87%) et les ouvriers (82%), mais aussi les cadres (54%) et les CSP+ (67%), ainsi que la France rurale et périurbaine (77 à 79%), et les citadins (70% à 74%).

Pour certains membres du gouvernement, les niveaux de popularité sont d'une étonnante faiblesse : 12% de bonnes opinions seulement pour François de Rugy et 13% à 16% pour Nicole Belloubet, Benjamin Griveaux, Muriel Penicaud et Gérald Darmanin. franceinfo 03.01

Acte VIII

- Des gilets jaunes annoncent un "acte VIII" avec une lettre ouverte à Macron - Le HuffPost 4 janvier 2019

Le groupe de gilets jaunes "La France en colère" appelle à une nouvelle journée de mobilisation ce 5 janvier, en publiant une lettre ouverte adressée au président de la République et diffusée sur les réseaux sociaux ce jeudi 3 janvier.

"Nous ne sommes pas résignés, nous irons plus loin", dit la lettre partagée sur Twitter par l'une des porte-paroles du mouvement, Priscillia Ludosky, qui ajoute dans son tweet qu'un rassemblement aura lieu à l'Hôtel de Ville de Paris samedi.

À Paris, la marche (déclarée auprès de la Préfecture de police) devrait partir de l'Hôtel de Ville à 14 heures pour passer par l'Île de la Cité, Notre-Dame, le Musée d'Orsay et finir devant l'Assemblée nationale. Le groupe "La France en colère", également géré par le médiatique Éric Drouet, interpellé pour la deuxième fois mercredi soir et placé en garde à vue après une manifestation place de la Concorde, annonce par ailleurs des rassemblements "en région".

La mobilisation a nettement décliné ces dernières semaines, mais de nouveaux appels à manifester samedi ont été lancés à Lyon, Bordeaux, Toulouse, Strasbourg, Besançon, Clermont-Ferrand ou Nice.

Dans sa lettre ouverte "en réponse aux allocutions télévisées de monsieur Emmanuel Macron", "La France en colère" exprime de nouveau sa défiance envers le président et demande un dialogue. Refusant de participer au grand débat national annoncé par Emmanuel Macron, le groupe demande la nomination d'une "personnalité respectable" pour "commencer les discussions (...) autour de la reprise de souveraineté du peuple".

"Trouvez donc une personnalité respectable qui n'ait pas été visée par des enquêtes judiciaires, qui n'ait été politisée en aucune façon, qui n'ait pas été l'objet de polémiques et qui soit sans reproches et non corrompue par le système financier", détaille le collectif.

"Nous nous défions de la mise en place de votre plan de consultation nationale. Nous le considérons comme un piège politique pour tenter de noyer le sujet qui vous terrifie : redonner la souveraineté au peuple de France par la mise en place du Référendum d'initiative citoyenne en toute matière, mais aussi dans la mise en place d'une baisse significative de toutes les taxes et impôts sur les produits de première nécessité, et enfin, une baisse significative de toutes les rentes, salaires, privilèges et retraites courantes et futures des élus et hauts fonctionnaires d'État."

- "Nous irons plus loin" : les "gilets jaunes" écrivent à Emmanuel Macron et annoncent un acte 8 - Franceinfo 4 janvier 2019

Le ton est très virulent. Dans une lettre de quatre pages, diffusée, jeudi 3 janvier, sur la page Facebook "La France en colère" qui réunit près de 300 000 personnes, les "gilets jaunes" s'adressent à Emmanuel Macron. "La colère va se transformer en haine si vous continuez, de votre piédestal, vous et vos semblables, à considérer le petit peuple comme des gueux, des sans dents, des gens qui ne sont rien", préviennent-ils. Cette lettre se veut une réponse aux vœux du président de la République du 31 décembre. Le chef de l'État avait notamment ciblé ceux qui "prennent pour prétexte de parler au nom du peuple" mais qui ne sont "que les porte-voix d'une foule haineuse".

"Vous dénoncez maintenant, lors de vos vœux, des excès, des débordements ? Vous parlez sans nul doute des exactions de vos forces de l'ordre à l'égard des citoyens", ironisent les "gilets jaunes" dans cette lettre. Franceinfo 4 janvier 2019

- Un «porte-parole» de Gilets jaunes prédit «un soulèvement national avec des armes» - sputniknews.com 03.01

Presque deux mois après le lancement du mouvement des Gilets jaunes, Maxime Nicolle, alias Fly Rider, l'un des leaders des manifestants, a fait un direct sur Facebook mardi pour réaffirmer son intention de poursuivre la lutte. Selon lui, en 2019, des «gens préparent un soulèvement national avec des armes».

«Beaucoup de gens dans ce mouvement sont prêts à perdre la vie pour que notre futur soit meilleur. Des gens préparent un soulèvement national avec des armes», a déclaré Maxime Nicolle lors d'une diffusion en direct sur Facebook dans un groupe comptant plus de 150.000 membres.

Et d'ajouter: «Il y a des gens qui se préparent à être beaucoup moins pacifiques, voire plus du tout être pacifiques».

Dénonçant la politique d'Emmanuel Macron, il s'est adressé directement au Président français en le tutoyant.

«Tout ce qui se passe, c'est de la faute des gouvernements qui sont vendus par le fric. Aujourd'hui, il y a des gens qui ne lâcheront pas. Dans le pacifisme, en étant présent, en manifestant, etc... et d'autres qui ne veulent plus du tout être pacifiques parce qu'ils ont vu que tu as envoyé des flics taper leurs gosses, leurs grands-mères, leurs grands-pères, leurs frères, leurs sœurs, des femmes, des enfants», a-t-il ainsi lancé dans sa harangue. sputniknews.com 03.01

Essoufflement ou étouffement par les médias aux ordres.

- Ce que préparent les gilets jaunes pour leur "acte 8" samedi - huffingtonpost.fr 04.01

Ce samedi 5 janvier, des gilets jaunes entendent à nouveau se mobiliser malgré l'essoufflement du mouvement les semaines passées.

On peut recenser une dizaine d'autres événements pour la seule capitale sur Facebook

L'une des manifestations, déclarée auprès de la préfecture de Paris selon BFMTV, partira ainsi des Champs-Élysées en direction de la place de la Bourse (...) un autre événement invite à "continuer de faire le siège des médias".

Le dimanche 6 janvier, une marche des femmes gilets jaunes est aussi prévue à 11 heures, à Paris.

Quid de la mobilisation dans d'autres villes en France? Des événements Facebook ont été créés, appelant notamment à des manifestations à Lyon, à Toulouse, à Bordeaux, à Laval, Rennes, Brest, ou encore à Rouen. Cette dernière a été marquée par de nombreux débordements, lors du septième samedi de mobilisation.

À Firminy, dans la Loire, une marche solidaire est organisée afin de rendre hommage aux personnes décédées en France, depuis le 17 novembre, indique Le Progrès. Dans le sud de la France, la préfecture du Gard a décidé d'anticiper tout rassemblement, interdisant les manifestations sur plusieurs axes routiers dans le secteur de Nîmes et d'Alès...

L'acte 9 a, lui aussi, été d'ores et déjà programmé, à Bourges, le samedi 12 janvier. huffingtonpost.fr 04.01

Ils désespèrent : "Regain partout en France" ! "Le calme est donc loin d'être revenu" !

- Les "Gilets jaunes" maintiennent la pression - Reuters 5 janvier 2019

Des contestataires du mouvement des "Gilets jaunes" ont de nouveau manifesté samedi, le huitième d'affilée, à Paris et en province, où des heurts ont éclaté en marge de défilés visant à interpeller un pouvoir aux réponses jugées insuffisantes.

50 000 personnes étaient mobilisées ce samedi pour l'acte 8 du mouvement des "gilets jaunes", a annoncé ce samedi soir le ministre de l'Intérieur, Christophe Castaner, soit bien plus que les 32 000 mobilisées une semaine plus tôt.

À Paris, la préfecture de Police a recensé 3500 manifestants contre 800 la semaine dernière. Le chiffre est même plus élevé que pour les mobilisations du 15 et du 22 décembre qui avaient respectivement réuni 2200 et 2000 personnes dans les rues de la capitale.

Quelques heurts entre des manifestants et les forces de l'ordre ont éclaté non loin du musée d'Orsay, où une péniche a été incendiée. Des dégâts ont aussi été constatés par des journalistes de Reuters sur le boulevard Saint-Germain où des voitures, des scooters et du mobilier urbain ont été vandalisés et incendiés. La tension montait à la tombée de la nuit sur l'avenue des Champs-Élysées.

3 500 manifestants ont défilé dans les rues de Paris. La situation s'est tendue sur le boulevard Saint-Germain, où des incendies ont été allumés sur une voiture, sur des scooters, sur des trottinettes et des scooters en libre-service, sur du mobilier urbain. Des projectiles ont été lancés et un drapeau européen a été brûlé devant le ministère de la Transition écologique. Un gendarme a été blessé, molesté alors qu'il était à terre. Les locaux du porte-parole du gouvernement, Benjamin Griveaux, situés rue de Grenelle à Paris, ont été évacués ce samedi en fin d'après-midi après une intrusion violente à l'aide d'un engin de chantier dans la cour. La RATP a fermé plusieurs stations de métro. 24 personnes ont été interpellées.

Pour cette première journée d'action après les fêtes de fin d'année, de nombreux défilés ont aussi eu lieu en province.

À Beauvais les forces de l'ordre ont tiré samedi à midi des grenades de gaz lacrymogène pour empêcher environ 600 gilets jaunes d'entrer dans le centre de Beauvais, selon des images diffusées sur les réseaux sociaux et confirmées par la préfecture. Selon la préfecture, qui n'a pas pris d'arrêté interdisant les manifestations, il s'agit d'un rassemblement non-déclaré et certains manifestants auraient jeté des projectiles en direction des forces de l'ordre. Environ 350 à 400 personnes sont d'abord allées dans la matinée aux abords de l'aéroport de Beauvais, sans entrer dans les terminaux ni importuner les passagers, a précisé à l'AFP l'aéroport.

À Bordeaux, plus de 5 000 "gilets jaunes" se sont mobilisés, selon la préfecture, rapporte la préfecture du département, retrouvant leur niveau de mobilisation d'avant les fêtes de fin d'année et consacrant la capitale de Nouvelle-Aquitaine comme l'un des bastions du mouvement. Précédés d'une grande banderole proclamant «Unis, le changement est possible», les manifestants défilaient dans le calme en milieu d'après-midi, alors que ces rassemblements se sont toujours terminés jusqu'à présent par des heurts avec

les forces de l'ordre à la tombée de la nuit.

Un des orateurs en début de parcours a énuméré les revendications que les gilets jaunes souhaiteraient voir soumises au référendum d'initiative citoyenne, le RIC qu'ils réclament: «moralisation de la vie politique, réévaluation des salaires et du minimum vieillesse, remise en place de l'ISF, indexation sur l'inflation des allocations familiales et des retraites»... Parmi les pancartes, certaines réclamaient le «Frexit», c'est-à-dire la sortie de la France de l'Union européenne. une autre proclamait «vive la VIe république».

A Bayonne, plus d'un millier de "gilets jaunes" ont marché dans les rues de la ville.

A Pau, près de 600 "gilets jaunes" ont fait une halte devant le commissariat.

A Limoges, une centaine de manifestants se sont présentés devant la gare et ont décidé de faire visiter pacifiquement sept lieux de la ville pour déposer les vœux des "gilets jaunes", et notamment à l'Urssaf. La circulation a été ralentie au niveau de Grossereix où une centaine de "gilets jaunes" ont participé à un "banquet gaulois".

À Périgueux, un peu plus de 50 "gilets jaunes" se sont rassemblés sur le rond-point Yves-Guéna. En Dordogne, pas de manifestation unitaire : les "gilets jaunes" ont décidé d'occuper les ronds-points et de marcher en ordre dispersé à Mussidan, Ribérac, Trélissac, Bergerac, Terrasson et Sarlat.

A La Rochelle, un rassemblement départemental place de Verdun était prévu à 14 heures. Les "gilets jaunes" avaient également prévu une opération péage gratuit devant le péage de l'île de Ré.

À Lyon (Rhône), des manifestants ont défilé sur les voies de l'autoroute A7 à l'entrée sud de la ville. Les forces de l'ordre sont intervenues et la circulation a été perturbée pendant une heure. Elle est revenue à la normale depuis 16h30 selon la préfecture.

À Besançon, les "gilets jaunes" se sont retrouvés à 14 heures en centre-ville. Des mobilisations sur les ronds-points étaient aussi programmées dans le Jura.

À Belfort, des centaines de manifestants ont défilé dans le calme.

À Clermont-Ferrand, un millier de "gilets jaunes" étaient rassemblés.

À Dijon (Côte-d'Or), plus de 2 500 personnes ont manifesté samedi 5 janvier et des affrontements ont eu lieu devant la caserne de gendarmerie et place de la République. Deux policiers ont été blessés, dont l'un a reçu une barre de fer en plein visage et a quelques dents cassées, selon une source chez les gendarmes à francinfo. Il y a au moins six blessés parmi les manifestants, indique France Bleu Bourgogne, notamment par des tirs de Flash-Ball.

À Sedan, à la gare des gilets jaunes se sont introduits sur les voies ferrées, interrompant le trafic moins d'une demi-heure samedi matin aux alentours de 8 heures, a appris l'AFP auprès de la préfecture des Ardennes.

Au Mans, 300 "gilets jaunes" environ se sont mobilisés devant la préfecture. Ils se sont mis à genoux, en référence aux lycéens arrêtés à Mantes-la-Jolie, puis la situation a dégénéré quand ils ont voulu mettre des cadenas sur les grilles de la préfecture. Des affrontements ont eu lieu entre manifestants, qui ont lancé des projectiles, et forces de l'ordre, qui ont répliqué avec des grenades lacrymogènes, a indiqué le journaliste de France Bleu Maine sur place. Une personne a été interpellée.

A Laval, une cinquantaine de "gilets jaunes" de Mayenne sont arrivés peu avant 12h devant la gendarmerie. Ils devaient porter plainte contre le gouvernement (notamment le ministre de l'Intérieur, Christophe Castaner) pour usage abusif de forces de police lors des manifestations.

À Tarbes (Hautes-Pyrénées), 1.300 personnes réunies place Verdun ont fait un "die-in" - les manifestants s'allongent à terre comme des morts - pour rendre hommage aux victimes du mouvement, a indiqué la préfecture.

À Grenoble (Isère), environ 400 personnes sont parties à 8h30 du parc Paul-Mistral pour une "marche citoyenne". L'objectif de la journée était de manifester devant les rédactions dont le traitement du mouvement des "gilets jaunes" est jugé incorrect. Devant les locaux de France 3, ils ont discuté une quinzaine de minutes avec le rédacteur en chef. Les "gilets jaunes" ont tenté de bloquer les trains en descendant sur les voies mais ils ont été dispersés par les forces de l'ordre à l'aide de gaz lacrymogène.

A Saint-Etienne. La situation s'est tendue avec les forces de l'ordre, qui ont essuyé des jets de projectiles et ont chargé au flashball et usé de gaz lacrymogène. Les affrontements ont eu lieu devant la préfecture.

Vinci Autoroutes avait signalé à la mi-journée la présence de manifestants à Montbrison (Loire) sur l'A72.

Des manifestants étaient présents sur l'A7 à Montélimar Sud.

À Valence (Drôme), les manifestants étaient entre 2 500 et 3 000, soit deux à trois fois plus que samedi 29 décembre, indique France Bleu Drôme Ardèche.

A Montoir-de-Bretagne. Entre 200 et 300 "gilets jaunes" se sont retrouvés ce matin sur le rond-point du restaurant "L'Air Bleu", à proximité du pont de Saint-Nazaire (Loire-Atlantique). Après un face-à-face quelque peu tendu avec les forces de l'ordre, qui ont utilisé de gaz lacrymogènes à plusieurs reprises pour empêcher les manifestants d'aller sur le pont, des voitures ont recommencé à circuler au compte-gouttes. Les ralentissements sont restés importants. Hormis les ambulances et véhicules de secours, la circulation a été totalement coupée en fin de matinée, provoquant de très importants embouteillages sur le pont de Saint-Nazaire, mais également sur les routes d'accès.

À Brest (Finistère), une manifestation était prévue à 13h30 au départ de la place de Strasbourg.

À Rennes (Ille-et-Vilaine), près de 200 "gilets jaunes" se sont rassemblés devant la mairie, et certains ont forcé la porte d'accès. Ils ont finalement tous été refoulés et le cortège a ensuite paisiblement dans le reste du centre-ville. Quelques palettes et cartons ont brûlé place de la mairie, rue Jean Jaurès et boulevard de la Liberté notamment, mais les feux ont rapidement été éteints.

À Saint-Malo, des heurts ont éclaté devant le commissariat, avec des dégradations de mobilier urbain de la part de certains gilets jaunes. Trois hommes ont été interpellés.

A Nantes, au moins 2 000 personnes, dont beaucoup de femmes, ont défilé dans le centre-ville. La manifestation, partie en début d'après-midi, a aussitôt dégénéré, a constaté un photographe de l'AFP. Des heurts ont éclaté et des grenades ont été tirées. Au moins une personne a été blessée. Les gilets jaunes nantais ont mis le feu à un tas de sapins sur la place de la cathédrale. Certains arboraient un drapeau tricolore, un bonnet phrygien ou une banderole «RIC», le référendum d'initiative citoyenne. «Il y a des affrontements sporadiques», a indiqué à l'AFP le sous-préfet de permanence à la préfecture de Loire-Atlantique. Autre point de tension dans le département: Saint-Nazaire, dont le pont a été bloqué plusieurs heures dans la matinée par plus d'une centaine de personnes. Des échauffourées ont éclaté entre forces de l'ordre et manifestants. «Ils continuent de circuler dans la ville et ont mis le feu aux grilles de la sous-préfecture», a indiqué le sous-préfet de permanence. Des manifestants s'en sont également pris à une banque. Le pont de Saint-Nazaire a rouvert en milieu d'après-midi dans les deux sens.

A Tours, le cortège a rassemblé environ un millier de manifestants dans les rues du centre-ville et la tension est montée d'un cran vers 15h30, quand les "gilets jaunes" ont fait face aux policiers au niveau du commissariat. Des barricades ont été dressées et des poubelles incendiées.

À Châteauroux (Indre), 350 "gilets jaunes" ont formé une chaîne humaine autour de la place Lafayette. Une minute de silence a été observée devant la préfecture en hommage aux manifestants morts depuis le début du mouvement.

Vinci autoroutes a signalé des manifestations sur l'A10 à Meung-sur-Loire (Loiret, n°15), à Château-Renault (Indre-et-Loire, n°18), Châtelleraut Nord (Vienne, n°26) et Futuroscope (n°28), Poitiers Nord (n°29) et Poitiers Sud (n°30) ; sur l'A11 à Chartres (Eure-et-Loir, n°2) et Illiers-Combray (Eure-et-Loir, n°3). Grand Est

À Reims (Marne), une centaine de "gilets jaunes" ont investi l'autoroute urbaine à hauteur du stade Auguste-Delaune. La traversée urbaine de Reims a été coupée dans les deux sens jusqu'à la mi-journée.

A Colmar, les "gilets jaunes" ont manifesté dans le calme. Plus d'un millier de personnes se sont réunies selon la préfecture, le double selon les organisateurs. Ils ont observé une minute de silence devant la cour d'appel en mémoire des blessés et des morts depuis le début du mouvement.

A Épinal (Vosges), une manifestation régionale était prévue sur le Champ-de-Mars. La préfecture a écrit aux commerçants pour leur demander de protéger leurs boutiques et de ranger leurs terrasses. Hauts-de-France

A Lille (Nord), un millier de personnes se sont rassemblées, dans une ambiance plutôt calme .

À Amiens (Somme), une soixantaine de "gilets jaunes" s'est élancée du parc de la Hotoie en début d'après-midi. D'autres mobilisations étaient prévues dans la Somme où la préfecture a pris des arrêtés pour interdire officiellement le port de masques à gaz ou de lunettes de protections.

A Rouen, où 2 000 manifestants, selon la police, ont défilé dès le milieu de la matinée dans les rues du centre-ville, des tensions ont éclaté vers midi. Ils ont marché jusqu'à la place du vieux marché, où ils ont allumé un feu qu'ils alimentent avec des barrières, du matériel de chantier, des poubelles. La vitrine d'une boutique a été brisée. L'entrée de la cité administrative a été dégradée, indique France Bleu Normandie. En fin de matinée, les magasins de la rue du Gros Horloge ont fermé en urgence pour éviter des dégradations. Du matériel de chantier a été balancé par des manifestants, au moins un feu a été allumé. Des jets de pavés ont entraîné la réplique des forces de l'ordre qui ont tiré des grenades lacrymogènes ainsi que des balles de lanceurs de balles de défense (LBD), atteignant un manifestant à l'arrière de la tête, a constaté un correspondant de l'AFP.

À Caen (Calvados), 3 000 manifestants des "gilets jaunes" se sont rassemblés et la mobilisation était "plus forte qu'il y a quelques semaines", selon France Bleu Normandie. La manifestation s'est tendue lorsque les manifestants sont passés près du commissariat de police mais il n'y a eu ni jets de projectiles ni utilisation de gaz lacrymogène. Les manifestants ont ensuite terminé leur marche devant la préfecture, où ils ont planté un olivier.

Dans les Deux-Sèvres, la préfecture avait interdit les actions sur les ronds-points de la Crèche à l'est de Niort, ainsi que la vente et le transport d'objets pouvant servir à déclencher des incendies.

En Dordogne, pas de manifestation unitaire : les "gilets jaunes" ont décidé d'occuper les ronds-points et de marcher en ordre dispersé à Mussidan, Ribérac, Trélissac, Bergerac, Terrasson et Sarlat.

Vinci Autoroutes avait signalé la présence de manifestants à St Maixent-Lusignan et à Chatelleraut-Nord et Sud sur l'A10. Occitanie À Toulouse (Haute-Garonne), 2 000 manifestants sont rassemblés, selon la préfecture. La situation s'est tendue un peu avant 17h, des bouteilles de verre ont été lancées, des affrontements ont eu lieu entre manifestants et forces de l'ordre.

Vinci Autoroutes avait signalé des manifestants sur l'A20 à la hauteur d'Aussonne (Haute-Garonne).

L'autoroute A61 a été coupée à hauteur de Carcassonne (Aude) dans les deux sens de circulation.

A Montpellier (Hérault), un millier de manifestants ont défilé dans les rues de la ville et des "gilets jaunes" ont forcé les grilles de la gare. La police est intervenue et la gare Saint-Roch a été évacuée, rapporte France Bleu Hérault. Des vitrines de banques et des distributeurs automatiques ont été cassés. La situation est revenue au calme en fin d'après-midi. Quatre CRS ont été blessés et quatre manifestants interpellés. Contrairement à ce qu'indiquait une source policière, il n'y a pas eu d'intrusion à la préfecture de l'Hérault.

Dans le Gard, la préfecture avait interdit les manifestations sur plusieurs axes routiers jusqu'à lundi 7 janvier, 8 heures. Pays de la Loire

À Marseille (Bouches-du-Rhône), une centaine de "gilets jaunes" se sont réunis dans les locaux du journal La Provence, sur invitation du patron Bernard Tapie. Objectif : créer une association à vocation politique appelée "Gilets Jaunes le Mouvement."

À Avignon, 400 manifestants se sont rassemblés dans le calme. Il n'y a pas eu de débordement.

À Nice, environ 150 "gilets jaunes" se sont réunis sur la place Massena. Reuters 5 janvier 2019 Reuters, Franceinfo et Libération 5 janvier 2019

O désespoir, ils sont toujours là!

- Gilets jaunes : un avenir politique en suspens - LeParisien.fr 05.01

Le soufflé jaune n'est pas retombé. Ceux qui tablaient sur les dix milliards d'euros lâchés par Emmanuel Macron, et sur la simple usure d'une mobilisation sur les ronds-points dans le froid et pendant les fêtes peuvent être déçus. La journée de ce samedi, acte 8 des Gilets jaunes, a encore rassemblé à travers la France quelque 50 000 manifestants - selon l'Intérieur. Et a, à nouveau, connu son lot de violences à côté des marches pacifiques.

À Paris, nouvelles images chocs avec ces CRS tabassés par un casseur boxeur au bonnet noir, et l'évacuation du porte-parole du gouvernement, Benjamin Griveaux, dont le portail du ministère a été défoncé par un engin de chantier ! Une première sidérante, redoutée depuis les samedis d'ultra-violence de décembre.

La grande leçon, cependant, c'est que les Gilets jaunes, deux mois après leur apparition, sont toujours là. Et avec eux la plus grave crise politique depuis très longtemps. Mais maintenant, que vont-ils faire ? La vraie question pour ce mouvement disparate, tant par les gens qui le portent que par ses revendications, reste de trouver comment durer. Et marquer de son empreinte le paysage politique. LeParisien.fr 05.01

"Nous sommes le peuple, nous sommes l'État"

- "L'union fera la force, donc il ne faut pas qu'on se lâche" : les "gilets jaunes" toujours mobilisés dans le Loiret - franceinfo 05.01

"Et on tient et on ne lâchera pas. Il y a de moins en moins de ronds-points aujourd'hui en France tenus par des 'gilets jaunes', mais c'est parce que Monsieur Castaner a décidé de démanteler les ronds-points mais nous, tant qu'on n'aura pas obtenu ce qu'on demande, on ne lâchera rien". "Normalement les policiers n'ont pas le droit de nous taper dessus, mais nous, on a décidé de tout filmer"

"On ne lâchera pas l'affaire parce qu'on nous a donné des miettes, des pommes pourries, du pain moisi, on n'en veut pas, nous on veut des choses correctes".

"Je pense que Monsieur Macron, il a vraiment du souci à se faire, puisque nous sommes le peuple, nous sommes l'État et on représente la France". franceinfo 05.01

[La jaunisse. Ils n'avaient même plus besoin de porter un gilet jaune, on les aurait reconnus !](#)

Les patrons et l'UE ont leur parti jaune.

- Gilets jaunes : à Marseille, l'embryon d'un mouvement - LeParisien.fr 6 janvier 2019

Gilets jaunes contre Gilets jaunes ! Devant le siège marseillais du quotidien La Provence, une centaine de Gilets jaunes marseillais ont manifesté ce samedi contre la réunion qui se tenait dans un local proche des rotatives à l'invitation de Bernard Tapie. Ils ont hué ceux qui y participaient. Venus de toute la France, des délégués y ont annoncé après six heures de discussion la création d'une coordination nationale, « Gilets Jaunes - Le mouvement ».

« Nous n'avons pas parlé des européennes, il n'a pas été question de valider quelque liste que ce soit, nous ne sommes pas des candidats à des élections mais des citoyens », précise Hayk Shahinyan, un Gilet jaune de Lyon. « Nous sommes un mouvement à partisan, nous ne voulons être récupérés par personne, mais nous faisons de la politique au sens noble, pour créer un vrai projet de société ».

Refusant le grand débat national du gouvernement, cette coordination devrait proposer dans les prochains jours une plateforme Internet pour recueillir et traiter les revendications venues de tout le territoire avant de les présenter d'ici deux mois.

« Peu importe le parti, peu importe le syndicat, peu importe ce qui s'est passé en France, on n'a jamais obtenu un tel rassemblement sur un temps si long », se réjouit Ingrid Levavasseur, aide soignante de l'Eure. « Nous nous sommes rassemblés et on ne va plus se quitter ». LeParisien.fr 6 janvier 2019

Et même que BFMTV voulait en être, c'est pour dire !

Ingrid Levavasseur annonce finalement avoir refusé d'être chroniqueuse sur BFMTV - Le HuffPost 6 janvier 2019

Finalement, c'est non. L'une des figures du mouvement des gilets jaunes, Ingrid Levavasseur, dont BFMTV avait annoncé qu'elle participerait à une émission en vue d'y être intégrée par la suite comme chroniqueuse, a annoncé sur Facebook samedi 5 janvier avoir "refusé cette offre". Le HuffPost 6 janvier 2019

La social-démocratie de droite se dote aussi de son parti jaune.

- "Gilets jaunes": Jacline Mouraud va créer un parti baptisé "Les Emergents" - AFP 8 janvier 2019

"Que les "gilets jaunes" disent "rien ne m'intéresse dans le paysage politique, mais moi je veux participer au débat politique, bravo, bienvenue !", a réagi lundi soir à Lille le fondateur du mouvement Générations, Benoît Hamon, lors d'une conférence de presse organisée juste avant une réunion publique.

"Je me réjouis que ce débat-là existe et j'encourage même les "gilets jaunes+ à faire ce pas-là, qu'ils rejoignent des formations existantes, qu'ils en créent des nouvelles, plus on sera dans le débat et plus ça durera, plus on aura la garantie de ne pas revenir au bon vieux train-train des débats tels qu'on les connaissait", a-t-il ajouté.

Se démarquant désormais du mouvement des "gilets jaunes", Mme Mouraud avait déjà annoncé à l'AFP qu'elle présenterait fin janvier "un parti du bon sens", "sans étiquette" avec "des idées nouvelles et constructives pour le pays, en harmonie avec les

enjeux du changement climatique" et qui "arrête de nourrir le culte de la société de consommation". AFP 8 janvier 2019

Acte IX

- Les gilets jaunes annoncent déjà un acte 9, "au centre de la France" - Le HuffPost 6 janvier 2019

L'acte VIII n'avait pas encore commencé qu'ils étaient déjà prêts. Les gilets jaunes ont annoncé sur les réseaux sociaux l'organisation d'un "Acte 9" le 12 janvier, pour le neuvième samedi consécutif de leur mobilisation pour le pouvoir d'achat.

Sur Facebook, un événement pour un "acte 9" était déjà visible dans la nuit de vendredi à samedi, avant même la huitième journée de mobilisation qui a eu lieu ce 5 janvier. L'événement a été créé par le groupe "La France en colère", géré notamment par Éric Drouet, interpellé à deux reprises dans des manifestations, et Priscillia Ludosky. Près de 1400 personnes étaient inscrites comme "participantes" dimanche matin, et plus de 7700 personnes se disaient "intéressées".

La page propose aux manifestants de se retrouver "au centre de la France", "pour confirmer notre unité et permettre à tous d'être à distance égale en partance des grands villes". Pour l'heure, le lieu défini pour l'événement est donc la ville de Bourges, dans le Cher.

D'autres événements ont aussi été créés pour appeler à manifester de nouveau le 12 janvier. Le HuffPost 6 janvier 2019

Calomnies, menaces, répression, l'attirail de l'Etat policier aux abois.

Quand ils revendiquent le droit de calomnier et quand ceux qui prétendent lutter contre les fausses infos en sont les champions.

- Le journaliste Jean-Michel Apathie a mis le feu aux poudres sur les opinions politiques d'Éric Drouet en un seul tweet. - L'Express 03.01

Selon le journaliste et éditorialiste, l'une des figures du mouvement des gilets jaunes, Éric Drouet, aurait voté aux dernières élections présidentielles pour Marine Le Pen. "[Il] ne s'en cache pas, il a voté pour Marine Le Pen lors des deux tours de l'élection présidentielle 2017. Ceci ne paraît pas un obstacle aujourd'hui à Jean-Luc Mélenchon. Quelles conclusions tirer de ce constat ?", se demande-t-il le 1er janvier sur le réseau social.

Le même jour, le 2 janvier, voilà que Libération, La Dépêche du Midi ou encore BFMTV enchaînent (comme le souligne Check News) et font référence au supposé vote d'Éric Drouet pour Marine Le Pen.

Or, Éric Drouet, confondu par le passé avec un autre gilet jaune (il était accusé d'être un membre du Conseil national de transition, lié au mouvement du 14 juillet 2015) n'a jamais affirmé où que ce soit avoir voté pour Marine Le Pen.

Lors d'une interview donnée à La Croix, le 5 décembre 2018, Éric Drouet dit seulement avoir dû faire face à un dilemme lors des dernières élections. "La faille du système démocratique, c'est que 18 % des Français [des électeurs inscrits au premier tour] ont voté pour lui. Il s'est trouvé face au FN. C'est sûr que pour plein de gens, même s'ils voulaient voter contre Macron, ils ne pouvaient pas non plus voter Le Pen. C'est un problème qui s'est posé pour moi." Un discours qu'on ne peut pas qualifier de pro-Marine Le Pen.

Éric Drouet finit par démentir lui-même avoir voté pour la présidente du Rassemblement National, le 2 janvier. D'abord dans une vidéo publiée sur YouTube. "Est-ce vrai que tu as voté Marine Le Pen aux deux tours", lui demande un internaute. "Ah non, pas du tout, non", répond-t-il.

Puis dans un message écrit sur Facebook. "Non je n'ai pas voté Le Pen, et même si je l'avais fait, ce n'est pas la question du jour", estime-t-il.

Alors que Jean-Michel Apathie est désormais accusé d'avoir propagé des "fake news", notamment par Aude Lancelin, directrice du Média, celui-ci, joint par L'Express, dément être à l'origine de cette information et ironise. "La France a beaucoup de chance d'avoir cet immense révolutionnaire qu'est Éric Drouet, il ne faudrait absolument pas le calomnier." L'Express 03.01

"Gilets jaunes": Éric Drouet dénonce une interpellation "politique" avant de nouvelles manifestations - AFP 4 janvier 2019

Le médiatique et controversé "gilet jaune" Éric Drouet a dénoncé une interpellation "politique", en sortant jeudi d'une garde à vue qui a provoqué l'indignation, à deux jours d'un huitième samedi de manifestations en France.

Interpellé mercredi soir près des Champs-Élysées pour "organisation d'une manifestation sans déclaration préalable", il affirme qu'il devait juste rencontrer d'autres "gilets jaunes" pour un "rendez-vous au restaurant".

"On cherche à nous mettre des responsabilités sur le dos, alors qu'il y en a pas du tout", a déclaré le chauffeur routier de Seine-et-Marne, 33 ans.

La garde à vue de trois autres personnes interpellées avec lui mercredi soir a été levée jeudi matin, selon une source proche du dossier.

"Éric Drouet est libre aujourd'hui, dans une opération purement et basement politique, qui n'a rien de juridique", a commenté son avocat, Me Kheops Lara. À Lille, une cinquantaine de personnes s'étaient rassemblées pour réclamer sa "libération".

"Abus de pouvoir. Une Police politique cible et harcèle désormais les animateurs du mouvement gilet jaune", avait tweeté Jean-Luc Mélenchon (La France insoumise), juste après l'arrestation de celui pour lequel il avoue sa "fascination".

"Drouet s'est fait arrêter pour rien", a affirmé à l'AFP Fabrice, un fonctionnaire "gilet jaune" lyonnais de 46 ans. "On ne lâche rien, les "gilets jaunes" sont encore là. On est remontés après les vœux de Macron, qui pour nous ont été une déclaration de guerre. Il croit qu'on est une poignée, mais il ne voit pas qu'il parle au peuple", dit-il.

Le syndicat Unité SGP police-FO a dénoncé jeudi 3 janvier "les propos de certains responsables politiques à l'égard de policiers" lors de l'interpellation d'Éric Drouet et réclame "des excuses publiques" à l'égard des fonctionnaires de police.

"Comment des personnages dits "publics", dont des élus, peuvent-ils se comporter de la sorte et tenir de tels propos à l'encontre des policiers?", s'interroge Yves Lefebvre, Secrétaire général du syndicat dans un communiqué.

Il reproche notamment à LFI d'avoir parlé de "police politique" et à "d'autres, comme Maxime Nicolle", autre figure des "gilets jaunes", d'essayer "de se trouver une légitimité" et d'appeler "quasiment à l'insurrection".

"Unité SGP Police-FO ne peut accepter ces comportements et demande que des enquêtes soient ouvertes à l'encontre de ces personnes et que, dans un premier temps, des excuses publiques soient faites à l'endroit des fonctionnaires de police qui, tous les jours, exercent un métier de plus en plus difficile et doivent faire face à de plus en plus de violences à leur encontre", affirme le syndicat.

Une majorité de Français (55%, +1) souhaite que le mouvement des "gilets jaunes" se poursuive et l'amélioration du pouvoir d'achat est désormais en tête des attentes pour 2019, selon un sondage Odoxa Dentsu consulting publié jeudi. AFP 4 janvier 2019

Manipulation et amalgame. Fausse nouvelle en titre, démentie dans le même article, du grand art de l'amalgame policier rouge-brun !

- "Le désaveu est massif à gauche comme à l'extrême droite." - France Info

- Gilets jaunes: L'abrogation du mariage pour tous, revendication N°1 de la consultation en ligne - Le HuffPost 05.01

En tout, quelque 9000 contributions avaient été déposées vendredi soir sur cette plateforme censée recueillir les inquiétudes des citoyens, "gilets jaunes ou non", et lister les thématiques ayant émergé avec la crise et sur lesquelles des débats pourraient être ouverts.

Chacun a pu "donner son avis" sur six sujets: "inégalités sociales", "justice fiscale", "inégalités territoriales", "pouvoir d'achat", "participation des citoyens" et "transition écologique". Chaque "contribution" est une proposition faite sur l'un de ces sujets et pouvant être "votée" par chacun pour être soutenue.

Des propositions issues de réseaux militants

À la clôture de la consultation, les contributions les plus votées étaient souvent celles issues de réseaux militants très marqués à droite comme celles de l'Institut pour la justice ou de collectifs opposés au mariage pour tous ou à la PMA.

C'est d'ailleurs une contribution pour l'abrogation de la "loi Taubira" qui a recueilli le plus de voix, avec près de 5900 votes sur un total de 260.879 votes exprimés, tous sujets confondus. La contribution a été formulée par le collectif "On ne lâche rien", opposé à la loi pour le Mariage pour tous votée en 2013. Sur son site internet, le groupe appelait d'ailleurs à voter sur le site du Cese pour peser dans le débat sur le mariage homosexuel.

Comme le souligne le journaliste de Libération Vincent Glad, le mariage pour tous ne figure pas parmi les revendications affichées par les gilets jaunes. Difficile, donc, de considérer que les résultats de cette consultation traduisent les inquiétudes des manifestants qui se revendiquent comme gilets jaunes. Le HuffPost 05.01

On retiendra : cela "*ne figure pas parmi les revendications affichées par les gilets jaunes*", mais ils le montent en épingle pour les besoins de leur amalgame rouge-brun. Vous cherchez où elle est l'extrême droite, dans les salles de rédaction des médias dominants, pas seulement...

En complément.

La question du pouvoir d'achat arrive en tête des préoccupations exprimées dans les cahiers de doléances ouverts dans des mairies. AFP8 janvier 2019

Et puis ça marche à fond, et aussi, il fallait bien que cela serve à quelqu'un, la preuve.

Où va la CGT ? - "Les contradictions du mouvement, fascisme, racisme, homophobie"

- Les revendications réactionnaires anti-immigrés restent forte dans le mouvement, on l'a vu avec la polémique complotiste autour du Pacte de Marrakech, et l'extrême-droite est à la manœuvre. D'ailleurs peut-être plus dans les manifestations que sur les ronds-points, mais bel et bien là.

Ces " véritables syndicalistes" sont en réalité des porte-parole de l'ONU et de l'oligarchie...

Le stalinisme ou la promotion de la médiocrité partagée...

La migration, c'est le bonheur ! Qui tient ce discours délirant ? Le Pacte de Marrakech et le Forum économique mondial (Davos).

- L'accord de Marrakech est né à Davos - ruptures-presse.fr le 30 décembre 2018

Le « Pacte global pour des migrations sûres, ordonnées et régulières » est le fruit de négociations entre près de 190 pays depuis 2013. Rappelant le principe de souveraineté des Etats, le texte se veut « non contraignant ».

Mais derrière l'apparence rassurante se profile un contenu explosif, plus idéologique que juridique. En substance : les migrations sont une composante nécessaire et bienvenue d'une mondialisation heureuse... Et dans la quarantaine de pages du document, il est à peine question des causes qui poussent aux mouvements collectifs de populations : la misère est peu évoquée, les guerres, jamais. A fortiori leurs responsables.

Au contraire, l'introduction affirme d'emblée que « les migrations font partie intégrante de l'histoire humaine et (... sont) source de prospérité, d'innovation, et de développement durable dans notre monde globalisé ». Conséquence : les impacts positifs « doivent être optimisés en améliorant la gouvernance des migrations ».

L'accord prévoit donc de « créer les conditions pour que les migrants enrichissent les sociétés par leurs capacités humaines, économiques et sociales, et de faciliter ainsi leur contribution au développement durable aux niveaux local, national, régional et global ».

Parmi les vingt-trois objectifs énoncés figurent « le renforcement de la disponibilité et de la flexibilité des routes pour les migrations régulières », « l'investissement dans la reconnaissance mutuelle des qualifications et compétences », ainsi que « la promotion des transferts d'argent sûrs et rapides et de l'inclusion financière des migrants ».

« Subventionnement du Nord par le Sud »

L'économiste allemand Norbert Häring s'est attaché à décortiquer le Pacte, ainsi que l'influence de ceux qui ont, très en amont, déterminé son contenu. Il s'appuie notamment sur les analyses d'un des meilleurs spécialistes du sud en matière migratoire, l'économiste Raoul Delgado Wise. Cet universitaire mexicain antilibéral résume ainsi l'une de ses conclusions : « la migration est fondamentalement un subventionnement du Nord par le Sud ».

L'affirmation est fondée sur un constat, confirmé entre autres par une étude de la grande banque américaine Citi, qui se réjouit : « les migrants arrivent avec une éducation et une formation qu'a financées leur pays d'origine ».

Le Pacte évoque peu le problème de la « traite des cerveaux », regrette Norbert Häring. A peine est-il noté que « le départ des jeunes qualifiés a des conséquences importantes tant financières que sociales pour les pays d'origine ». Pourtant, cette fuite des mieux formés représente entre le cinquième et la moitié des jeunes qualifiés en Afrique et en Amérique centrale. Une saignée d'autant plus dramatique que, par exemple en Afrique sub-saharienne, seulement 4% des jeunes accèdent à l'université.

Plus globalement, l'expert mexicain conclut que « le scénario soi-disant gagnant-gagnant (notamment martelé par la Banque mondiale) ne bénéficie en réalité qu'aux pays d'accueil, et plus précisément aux employeurs dans ceux-ci ». Quant au souhait, exprimé dans le Pacte, de promouvoir une migration sur la seule base volontaire, Raoul Delgado Wise n'y croit pas un instant : « les migrations du Sud vers le Nord sont par essence des migrations forcées par le fossé de niveau de vie ».

Cela ne concerne du reste pas seulement les rapports Nord-Sud. Norbert Häring cite ainsi une étude de la Banque centrale allemande de janvier 2018 pointant en particulier l'arrivée en Allemagne de travailleurs de l'Est de l'UE : « l'immigration nette en provenance des Etats membres a été, ces dernières années, un facteur qui a fortement ralenti la hausse des salaires ».

Brochette de patrons

Ce n'est donc pas un hasard si les idées clé du Pacte migratoire trouvent leur origine dans le cénacle de Davos. Au sein dudit Forum économique mondial, un réseau, nommé Conseil de l'agenda global sur les migrations, est particulièrement actif. Entre 2011 et 2013 en particulier, une brochette de patrons de grandes multinationales et de responsables politiques a élaboré un document très complet qui a largement inspiré les organes des Nations Unies s'occupant des migrations.

Les têtes de chapitres de ce discret document sont édifiantes : « migrants et compétition mondiale pour les talents », « migration et compétitivité », « la migration engendre des opportunités de business », « démographie, migration et business »...

Outre le mantra selon lequel les migrations seraient bonnes pour tout le monde, on y lit notamment que les partis politiques s'opposant à celles-ci représentent un problème pour le monde des affaires ; et que les entrepreneurs ne s'engagent pas assez sur ce terrain, par peur d'impopularité.

Plus important encore : les auteurs soulignent que les migrations ne devraient pas mettre en jeu les rapports entre les individus et les Etats, mais bien entre les individus et les employeurs, par l'intermédiaire des Etats.

L'économiste allemand livre en outre les notes prises lors de la présentation orale de ce document dans le cénacle helvétique. Selon celles-ci, les travailleurs migrants, toutes qualifications confondues, sont devenus des « forces motrices » pour l'économie mondiale. Et les responsables politiques qui promettent de restreindre les migrations constituent « un grave danger pour les entreprises ». D'où la nécessité que ces dernières travaillent main dans la main avec les responsables politiques et les ONG.

Bref, de plus en plus de pays auraient besoin d'une immigration forte pour des raisons démographiques, de forces de travail, mais aussi fiscales et de « diversité ». Par ailleurs, les migrants représentent non seulement de la main d'œuvre, mais potentiellement un marché de consommateurs avec d'énormes potentialités de business ».

A ce titre, le groupe de Davos considère constituer « un microcosme idéal pour la formation d'une coalition en faveur des migrations ». Et martèle : « le secteur privé a intérêt à attirer les talents du monde entier. Pour leur part, les gouvernements, dans l'intérêt de la compétitivité des entreprises, doivent changer le ton des débats en s'engageant pour les migrations. Pour sa part, la société civile (y compris les syndicats) comme garante de conditions de travail décente, (...) doit se considérer comme partenaire du secteur privé ».

Hôte du sommet de Marrakech, le ministre marocain des Affaires étrangères décrivait récemment les migrations comme des « phénomènes naturels ». Force est de constater que certains entendent bien encourager la « nature »... ruptures-presse.fr le 30 décembre 2018

Quand l'Etat se réduit à un appareil policier...

- Castaner veut la "libération définitive" des ronds-points - L'Express.fr 04.01

- "Gilets jaunes": le gouvernement veut une nouvelle loi "anticasseurs" - AFP 08.01

- Edouard Philippe dégage l'arsenal «ultra-sévérité» - Liberation.fr 08.01

- Gilets jaunes : les mesures d'Edouard Philippe pour mettre un terme aux violences - Le Parisien 07 janvier 2019

Ferme, sur le fond comme sur la forme. Invité sur le plateau du journal de 20 heures de TF1, ce lundi soir, Édouard Philippe a ébauché les mesures du gouvernement pour mettre un terme aux violences commises en marge des manifestations des Gilets jaunes, comme cela a été de nouveau le cas, ce week-end, lors de « l'acte 8 ».

80 000 gendarmes et policiers déployés ce week-end

Le Premier ministre a d'abord affirmé que le gouvernement apporterait une « réponse opérationnelle » aux casseurs. « Ils n'auront pas le dernier mot », a-t-il tonné. Et d'évoquer « une mobilisation considérable des forces de l'ordre », avec « 80 000 » gendarmes et policiers déployés lors du week-end à venir, dont « 5000 » à Paris.

Arguant que « ceux qui profitent des manifestations pour casser changent de méthodes », le locataire de Matignon a demandé à ce que soit opérée « une actualisation du schéma national d'ordre public » afin que les forces de l'ordre, « plus mobiles », « ne soient plus dépassées ». « J'ai demandé aux ministères de l'Intérieur et de la Justice à ce que, de façon systématique, dès que l'on constate des actes délictueux, on procède à des interpellations », a-t-il également appuyé.

Vers un durcissement législatif

Le Premier ministre estime par ailleurs qu'il faut « sanctionner ceux qui veulent enfreindre » le cadre législatif entourant « la liberté de manifester », qu'il faut « préserver ». Une loi devrait donc être adoptée, qui permettra notamment de punir les manifestants n'ayant pas déclaré au préalable leur rassemblement en préfecture.

Cette loi comportera d'autres volets, comme le fait de considérer comme un délit le port d'une cagoule lors d'une manifestation, actuellement sanctionné d'une simple contravention.

Un fichier de casseurs à l'étude ?

Édouard Philippe a aussi laissé entendre qu'un fichier recensant les casseurs pourrait être mis en place afin de les interdire de manifester. Évoquant un « dispositif » à l'étude, le Premier ministre a notamment pris en exemple les mesures adoptées, « dans les années 2000 », afin d'interdire aux « hooligans » de se rendre dans les stades de football, justement basées sur des fichiers de personnes à risque.

« Ce dispositif a bien fonctionné, a-t-il fait valoir. Si on veut défendre la liberté de manifester, il faut faire évoluer notre droit ». Interrogé par Gilles Bouleau sur le calendrier entourant cette nouvelle loi, le chef du gouvernement a assuré qu'elle pourrait être « déposée et discutée à l'Assemblée nationale dès le mois de février ».

Plus de « 1000 condamnations »

Le Premier ministre a enfin donné un bilan des condamnations prononcées en marge des rassemblements de Gilets jaunes jusqu'à présent. « Au total », le gouvernement recense à ce jour « plus de 1000 condamnations » sur « 5600 gardes à vue ».

Édouard Philippe a évoqué plusieurs scènes concrètes ayant marqué l'opinion. Il a ainsi mentionné une interpellation, suivie d'un placement en détention provisoire, pour un homme suspecté d'avoir participé à la tentative de lynchage de policiers à moto, près des Champs-Élysées. Ou encore « 13 personnes identifiées et interpellées », suspectées d'avoir commis des dégradations sur l'Arc de Triomphe. Deux de ces personnes ont été placées en détention provisoire. Le Parisien 07 janvier 2019

La loi destinée aux hooligans qui date de 2010, à l'époque de Sarkozy.

Article 222-14-2 du Code pénal.

Créé par loi n°2010-201 du 2 mars 2010 - art. 1 (V)

Le fait pour une personne de participer sciemment à un groupement, même formé de façon temporaire, en vue de la préparation, caractérisée par un ou plusieurs faits matériels, de violences volontaires contre les personnes ou de destructions ou dégradations de biens est puni d'un an d'emprisonnement et de 15 000 € d'amende.

A quoi devaient servir les "attentats" et autres "attaques terroristes" commis en France et couverts ou commandés par la DGSI depuis l'affaire Mehra jusqu'à celui de Strasbourg en passant par Charlie Hebdo ? A renforcer l'arsenal judiciaire liberticide, qui le moment venu servirait à mater l'insurrection des masses. Avez-vous été Charlie par hasard, si oui, bien mal vous en a pris ! Au moins ces attaques ou actes terroristes ont permis de faire passer ces lois comme une lettre à la poste, bravo, avec évidemment les compliments du mouvement ouvrier qui en chœur fut Charlie, vous vous en souvenez, n'est-ce pas ?

- Toulon : un commandant de police filmé en train de frapper deux personnes en marge d'une manifestation de "gilets jaunes" - franceinfo 06.01

- Sur une des vidéos en question, on voit le commandant divisionnaire Didier Andrieux, en tenue mais tête nue, donner plusieurs coups de poing au visage d'un homme plaqué contre un mur, avant que d'autres fonctionnaires ne s'interposent.

Il a été décoré le 1er janvier dernier de la Légion d'honneur.

Le parquet n'envisage pour l'instant pas de saisir l'IGPN. Les policiers auraient agi en état de légitime défense. franceinfo 06.01

J'ai vu les images, elles montraient un manifestant collé contre un mur et entravé, donc dans l'impossibilité de bouger, maintenu par deux policiers tandis qu'un troisième cognait dessus.

LREM : Le parti policier.

- Le fichier recensant les casseurs réclamé par la police est plébiscité par LREM - Le HuffPost 08.01

Stanislas Guerini, nouveau délégué général de La République en marche, a plaidé ce lundi 7 janvier pour la création d'un fichier recensant les casseurs... Le HuffPost 08.01

Ceci explique cela.

Olivier Dussopt, secrétaire d'État auprès du ministre de l'Action et des Comptes publics.

- Gilets jaunes: «S'il y a un danger, je n'ai aucune difficulté à l'idée d'interdire» une manifestation, affirme Olivier - Dussopt L'Opinion 08.01

- Impôt dès le premier euro: «Cela renforcerait le lien entre le fait d'être contribuable et citoyen», juge Olivier Dussopt - L'Opinion 08.01

Le syndicat jaune... est policier, sans surprise !

Commentant les violences, le secrétaire général de la CFDT Laurent Berger a appelé à "arrêter d'être naïfs" face à "des gens qui veulent renverser la démocratie".

Le syndicat de police Alliance a de son côté réitéré dimanche sa demande de création d'"un fichier" de manifestants violents.

Le gouvernement n'a pas fermé la porte à une évolution, le secrétaire d'Etat à l'Intérieur Laurent Nuñez évoquant un possible "durcissement de la législation pénale". AFP 7 janvier 2018

- Gilets jaunes: Interpellations après des tentatives de blocage de dépôts pétroliers - Reuters 04.01

Les forces de l'ordre sont intervenues dans la nuit de jeudi à vendredi pour déjouer des tentatives de blocage des deux dépôts pétroliers de l'agglomération toulousaine et ont procédé à cinq interpellations, conformément aux instructions du gouvernement, a annoncé vendredi la préfecture de Haute-Garonne.

Vers 23h, dans la nuit de jeudi à vendredi, entre 50 et 70 "Gilets jaunes" ont allumé un feu de palettes et de pneus sur la voie d'accès au dépôt pétrolier de Lespinasse, au nord de Toulouse, relate la préfecture dans un communiqué.

Ils ont quitté les lieux à l'arrivée des gendarmes et se sont dirigés vers le dépôt de Fondeyre, sur la commune de Toulouse. Aux environs de minuit, ces mêmes individus, aux visages dissimulés, ont mis le feu à des palettes devant le site pétrolier, érigé des barricades et dégradé des clôtures.

"Ils ont violemment pris à partie les policiers arrivés sur place pour rétablir la liberté de circulation et ont été dispersés après l'emploi de gaz lacrymogène", indiquent les services de l'Etat.

L'intervention a donné lieu à l'interpellation de cinq personnes et à leur placement en garde à vue après la découverte "d'armes blanches et de stupéfiants" dans leurs véhicules, précise la préfecture. Reuters 04.01

- Des "gilets jaunes" saisissent le Défenseur des droits pour "atteintes à la liberté" de manifester -

franceinfo 05.01

"L'atteinte à la liberté d'aller et venir de l'ensemble de ces personnes parfaitement pacifiques, pour la plupart en mouvement au moment des interpellations, ne fait pas le moindre doute", écrivent les avocats William Bourdon, Vincent Brengarth et Céline Mokrane dans ce courrier envoyé vendredi au Défenseur des droits Jacques Toubon. "Nous nous inquiétons de telles mesures qui (...) semblent poursuivre une finalité dissuasive."

"Un nouveau palier semble désormais avoir été franchi" avec le recours par les autorités à l'infraction de "participation à un attroupement", considéré "comme un délit politique" par la Cour de cassation, rappellent les avocats. Selon eux, "le droit pénal n'a pas à servir d'instrument pour bâillonner ce qui relève de droits démocratiques et en particulier le droit de manifester".

franceinfo 05.01

Leur vieux monde : Une poubelle à brûler.

- France. Pollution : le fléau des dépôts sauvages - francetvinfo.fr 06.01

314 000 tonnes de déchets dans la nature. francetvinfo.fr 06.01

- Italie. Rome croule sous les ordures - euronews 6 janvier 2019

Des déchets qui s'accumulent dans la capitale italienne depuis l'incendie qui a ravagé à la mi-décembre le principal incinérateur de la ville. Des sacs poubelles abandonnés dans la rue qui provoquent la colère des riverains. Certains ont même brûlé des dizaines de bennes à ordures : ils ne supportent plus les odeurs pestilentielles. euronews 6 janvier 2019

Ils osent tout.

- Espagne : la droite choque dans un tweet souhaitant la mort du Premier ministre - LeParisien.fr

- GB/Brexit: Les partisans du maintien et d'un second référendum majoritaires - Reuters

- Les Gafa vont-ils payer «leur juste part d'impôt» en France en 2019 ? - Liberation.fr

- Donald Trump répond à une élue démocrate qui promet de "destituer cet enfoiré" - Le HuffPost

- Venezuela: les pays du Groupe de Lima accentuent la pression sur Maduro -

Les pays du Groupe de Lima, à l'exception du Mexique, ont accentué la pression sur Nicolas Maduro, indiquant à l'issue d'une réunion vendredi qu'ils ne reconnaîtraient pas le deuxième mandat du président vénézuélien qui doit débiter le 10 janvier. AFP

- Une vidéo du «New York Times» montre comment l'Europe laisse les migrants mourir en mer - Liberation.fr

- Le drapeau trans a désormais sa place dans les bureaux du Congrès américain - Slate.fr

Venezuela: le Parlement déclare illégitime le nouveau mandat de Maduro - AFP

Le Parlement vénézuélien, contrôlé par l'opposition, a déclaré samedi illégitime le nouveau mandat du président Nicolas Maduro qui doit débiter le 10 janvier, promettant d'encourager un "gouvernement de transition" et des "élections libres". AFP

- Hongrie : menaces de grève générale - euronews

Une nouvelle vague de manifestations en Hongrie... et le ton monte doucement. Désormais les contestataires de la politique du président Viktor Orban menacent d'une grève générale si les dernières lois votées par le parlement ne sont pas abrogées ou modifiées. euronews

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Syrie

- Syrie: un accord avec le régime est "inévitabile" selon un commandant kurde - AFP 05.01

Un accord avec le pouvoir en Syrie sur l'avenir de l'administration autonome kurde de régions du nord est "inévitabile", a déclaré samedi à l'AFP un haut responsable militaire kurde, en plaidant pour un maintien de ses combattants sur place. AFP 05.01

- Le conseiller de Trump parle de "conditions" préalables avant le retrait de Syrie - AFP 6 janvier 2019

Des conditions doivent être réunies avant le retrait des troupes américaines de Syrie, telle que la sécurité de leurs alliés kurdes, a affirmé dimanche John Bolton, le conseiller à la sécurité nationale du président américain Donald Trump. AFP 6 janvier 2019

- Trump n'a pas changé de position sur le retrait de Syrie, selon la Maison blanche - Reuters 8 janvier 2019

Algérie

- L'Algérie accuse des capitales arabes d'infiltrer des terroristes pour déstabiliser le Maghreb - Franceinfo 4 janvier 2019

La décision du gouvernement d'interdire l'accès à l'Algérie aux migrants arabes arrivant par le Niger et le Mali est irrévocable", a déclaré au site algérien en ligne TSA Arabi Hacène Kacimi, le directeur en charge de la migration au ministère de l'Intérieur.

Rappelant que son pays avait accueilli jusqu'à présent plus de 50 000 Syriens pour des raisons humanitaires, le responsable a révélé que l'Algérie faisait face désormais à un nouveau phénomène. L'infiltration de migrants arabes venus de Syrie, du Yémen et de Palestine "par des canaux sous contrôle de groupes armés".

Et "quand certains de ces migrants deviennent un danger pour la stabilité nationale et une menace pour la sécurité, alors l'Algérie doit bouger", a-t-il ajouté.

Selon lui, ces migrants arabes traversent plusieurs pays tels que l'Egypte, la Turquie, le Soudan et la Mauritanie jusqu'au Niger et au Mali sans demander l'asile politique, "alors qu'une personne menacée demande l'asile au premier pays dans lequel il arrive", a-t-il commenté.

Indiquant ne pas vouloir porter d'accusations a priori, Hacène Kacimi a expliqué que son pays était en droit de s'interroger sur le fait de savoir s'il s'agissait véritablement de migrants ou "de terroristes pénétrant en Algérie sous couverture humanitaire". Pour lui, "il y a sûrement des parties occultes qui financent de telles norias terroristes".

Corroborant ces propos, TSA Arabi rapporte également, de source sécuritaire, que "l'armée algérienne est confrontée à un nouveau défi, celui de l'infiltration de terroristes âgés de 20 à 30 ans, la plupart de nationalité syrienne ainsi que quelques éléments yéménites".

Porteurs de faux papiers soudanais, "ces infiltrés viennent de la ville d'Alep, en Syrie, et ils sont poussés par des capitales arabes qui les encouragent à se déployer en Algérie dans le but de la déstabiliser", a précisé cette source, soulignant que ces terroristes syriens transitaient par le Niger depuis que ce pays est devenu un couloir pour les migrants clandestins.

A l'appui de cette thèse, TSA Arabi rappelle l'arraisonnement il y a quinze jours d'un navire chargé de munitions turques, 45 millions de balles pour être précis, au large de la Libye.

Un chiffre "colossal", selon la source de TSA, au regard d'une population de quatre millions de Libyens. "On peut en conclure que cette énorme quantité d'armes n'était pas destinée à la Libye mais à armer les combattants venus de Syrie et d'autres régions", a-t-elle dit.

[Haut de page ↗](#)

Le 9 janvier 2019

[CAUSERIE ET INFOS](#)

Comme ma compagne est absente les trois premiers jours de la semaine, j'en profite pour bosser tranquillement, non-stop, il n'y a personne pour interrompre mes pensées, donc je peux davantage me concentrer sur mon sujet. Vous savez tout !

Sa mère, qui a environ 75 ans, a balancé à la poubelle et brûlé le sac plastique qui contenait les 7 chemisiers tout neufs que je lui avais fait faire sur mesure et que je lui avais offerts pour Diwali ! C'était la connerie du jour ! Sur le coup, j'ai fait celui qui était en colère parce que personne ne s'occupe d'elle, puis je me suis marré, j'y suis tellement habitué !

Non mais sans déconner, je plains ceux qui ne supportent pas les préjugés des masses arriérées, moi je n'y fais pas attention, car ici en Inde ce serait à devenir fou !

Tenez, hier soir j'ai regardé un film français en noir et blanc des années 50 je crois, Raboliot, l'histoire se déroulait en Sologne, un journalier à la campagne, braconnier à ses heures injustement poursuivi, refusant de purger une peine de prison dérisoire (un mois) qui n'aurait rien changé à sa vie, il choisira la fuite et la rébellion pour défendre son honneur, erreur d'appréciation fatale puisqu'elle le conduira à commettre un meurtre sur la personne du garde forestier qui le harcelait, et qui non seulement avait monté son épouse contre lui pendant son absence, mais était parvenu à la séduire, fin dramatique et injuste.

En écoutant les dialogues et en observant les rapports qu'avaient entre eux les différents personnages, je me suis dit que les gens étaient beaucoup plus libres et plus heureux à cette époque par rapport à maintenant. Comme le dit l'auteur d'un article que j'ai reproduit plus loin "*Aujourd'hui, en France, il est interdit de plaisanter, de rire, de faire de l'humour, de pratiquer l'auto dérision traditionnelle ou même la satire*" sous peine d'être mis au ban de la société ou d'être "*condamnés devant les tribunaux*", quel horreur ce pays est devenu! Cela fait réfléchir.

Je n'ai jamais été un adepte de propos grivois, et quand j'en entends, je m'en fous éperdument. Je n'ai pas l'état d'esprit d'un policier de la pensée comme cela s'est beaucoup trop répandu également dans le mouvement ouvrier, hélas ! Ceux qui les condamnent sont en réalité coupés de la classe ouvrière, ils ne la connaissent pas, ils ne méritent pas de la représenter, ils la méprisent. Comme cela doit être difficile de supporter ces procureurs généraux, et pourtant on n'a pas le choix, quelle bien triste compagnie ! Bref, ici la vie du prolétariat est très dure, tout est pourri, mais au moins on se marre bien, entre nous, en public, n'importe où, on a au moins cette liberté, vous, vous n'avez même plus cela et c'est bien triste.

Tenez, vaut mieux moins mais meilleur, que plus mais pire ! Ce sera l'aphorisme du jour dans la bonne humeur, que j'espère avoir pu transmettre à certains, quant aux autres, ils riront jaune, sans gilet ! (Rire !)

● Au format pdf (16 pages)

[On se répète, mais c'est inévitable !](#)

(Et puis comme je ne fais pas partie des perroquets qui reproduisent les discours de leurs dirigeants, cela me permet de vérifier que je n'ai pas dit des conneries précédemment ou de les corriger !)

Toute discussion sur la situation politique, les institutions, la Constitution, la République, la démocratie, etc. ne servent à rien ou à pas grand chose si elles font l'impasse sur la situation économique qui est à l'origine de la lutte des classes, et encore faut-il cesser d'imaginer que le capitalisme n'aurait pas évolué depuis son passage à l'impérialisme au début du XXe siècle.

Car depuis que les oligarques se sont octroyés le pouvoir politique de se transformer en faux monnayeurs en toute impunité, penser la situation économique uniquement en terme de crise dans le cadre du capitalisme est insuffisant, dépassé, dérisoire, voire obsolète, et ne permet pas de comprendre ce qui se passe, encore moins de le prévoir, puisqu'ils recourent dorénavant à des facteurs ou des règles qui sont déconnectés du fonctionnement du capitalisme, qui pour ainsi dire n'ont plus rien à voir avec l'économie, mais dépendent uniquement de la nature et de leur volonté à préserver à long terme les privilèges de leur caste, leur survie au détriment de celle du reste de l'humanité qui est devenu son ennemi. Leur stratégie politique est dictée par cet unique objectif, et non celui de continuer à exercer leur hégémonie de classe dans le cadre du capitalisme, ce qu'ils ne cessent de démontrer et qu'on s'emploie à ignorer, d'où notre incapacité à définir une stratégie pour préparer les masses à les affronter pour les vaincre.

Ce n'est pas seulement l'évolution à venir du capitalisme et le développement de la lutte de classes qui les condamne à disparaître en supposant que le prolétariat parvienne à s'emparer du pouvoir politique, mais la démographie mondiale exponentielle, qui ne cesse de croître pour atteindre bientôt 10 milliards d'habitants, puis 12, 15, plus encore, et qui dans ces conditions sape leur propre survie si leurs besoins devaient être satisfaits, j'entends leurs besoins les plus élémentaires, alimentation, eau, santé, logement, espace vital, énergie, qui s'accompagnent de défis gigantesques, impossible à maîtriser, sans oublier leurs inévitables conséquences, violence, insécurité, pollution, déchet, etc. le tout rendant la société et le monde quasiment invivable, y compris pour eux.

Qu'on partage ou non cette analyse, peu importe ici, toujours est-il que contrairement à nous ils ont parfaitement conscience de

la direction dans laquelle s'oriente le monde et qu'elle est incompatible avec l'idée même de civilisation humaine, ce n'est évidemment pas cela qui les choque, mais qu'ils en soient victimes eux-mêmes et ils s'y refusent. Du coup, ils entendent dessiner l'avenir ou le sort de l'espèce humaine uniquement en fonction de leurs besoins pour perpétuer leur propre espèce. Oui, on peut affirmer qu'à présent ils considèrent globalement l'espèce humaine comme leur ennemi, ce qui peut paraître incroyable quand on n'a pas en tête leur détermination sans faille et leur cynisme sans fond.

Les discours que tiennent les uns et les autres sont inconsistants, parce qu'ils ne tiennent pas compte de la dimension historique de cette stratégie qui conduit à la disparition de la civilisation humaine. On nous dit que les Etats ne pourront jamais rembourser leurs gigantesques dettes à l'oligarchie, on nous dit qu'elle continue de s'enrichir encore et encore, on observe qu'elle continue de fabriquer des milliers de milliards de dollars, euros, yen, livre qu'elle se distribue par l'intermédiaire des banques centrales, on veut bien admettre qu'elle n'a plus d'autre recours que la fuite en avant, mais quand il s'agit de se demander pourquoi, d'essayer de comprendre ce qui se passe réellement, on ne nous fournit aucune explication cohérente ou sérieuse. On devrait se contenter d'un constat, c'est à croire qu'il s'agirait encore d'un sujet tabou parce que les sacro-saintes lois du capitalisme sont violées, et personne ne veut admettre que c'est possible et c'est pourtant le cas. Les actifs de la banque américaine Goldman Sachs se montent à 700 milliards de dollars, autrement dit selon le ratio en vigueur, elle dispose auprès de la Fed de 7.000 milliards de dollars pour spéculer sur le marché mondial ou faire tranquillement ses affaires, et toutes les autres grandes banques bénéficient des mêmes facilités, Citi, JP Morgan, Chase Manhattan Bank, etc. ce qui leur donne un pouvoir supérieur à n'importe quel Etat dans le monde. Et ces sommes phénoménales d'argent ne figurent nulle part au bilan de la Fed, pourquoi faire puisqu'elle figurerait à la fois dans la colonne des actifs et des passifs, les deux s'équilibrant égal à zéro et le tour est joué, circulez il n'y a rien à voir ! Mais qui donne ce pouvoir à la Fed ? Question stupide puisque la Fed, c'est eux, ce sont eux qui détiennent la planche à billets ! En fait, c'est tellement rudimentaire que tout le monde ou presque passe à côté.

Le capitalisme est virtuellement en faillite, et ils le maintiennent artificiellement en survie en recourant à des procédés financiers mafieux, ils ont même été jusqu'à hypothéquer la plus-value qu'il dégagerait au cours des prochaines décennies, de sorte que réduit à l'état de banqueroute, paradoxalement ils en viennent à devoir le financer pour éviter qu'il ne tombe en ruine, car ils craignent que sur ses ruines le prolétariat bâtisse une autre société d'où ils seraient exclus. Ils ne volent pas à son secours pour le sauver mais pour en conserver le contrôle, y compris de son effondrement qui ne peut être que programmé, qui n'interviendra ni n'importe quand ou dans n'importe quelle circonstance, ni n'importe où, il interviendra quand ils l'auront décidé, ni avant ni après, de toutes manières ils ont les moyens de l'empêcher avec la puissance financière dont ils disposent, pour ainsi dire illimitée.

Il faut être bien naïf ou complètement ignorant pour ne pas avoir compris que depuis 1929 toutes les crises économiques ou financières qui se sont produites dans le monde ont été planifiées, il faut ne pas avoir à l'esprit que 24h/24 ils ont le pouvoir de la déclencher, de la laisser se développer, de la stopper, bref de siffler la fin de la partie et de rafler la mise au passage, après avoir ruiné des Etats, les avoir conduits à la guerre, avoir dépouillé des centaines de milliers de petits actionnaires, avoir mis la main sur des pans de l'économie d'un pays ou certains secteurs économiques qui leur échappaient encore ou dans lesquels ils voulaient renforcer leur présence, etc. Ne dites pas que vous n'en croyez pas un mot, vérifiez-le vous-mêmes, faites comme moi, lisez les documents qui figurent sur le Net et vous en aurez confirmation. Je vais vous dire un truc, tant que je n'avais pas lu de mes propres yeux, je ne le croyais pas, et je ne me suis pas contenté d'un seul document, j'ai continué mes recherches, j'ai recoupé les informations que j'avais obtenues, j'ai vérifié les sources.

Vous vous demanderez peut-être pourquoi ils n'arrosent pas le monde entier de millions de milliards de dollars pour que l'humanité toute entière partage leur bonheur puisqu'ils en ont le pouvoir, au lieu de les haïr ils seraient vénérés, mais parce que ce n'est pas leur objectif, car même dans ce cas-là les besoins de la population mondiale entreraient en concurrence avec les leurs qui seraient relativement modestes compte tenu qu'ils représentent moins d'1% de la population mondiale, du coup ils ne peuvent que la considérer que comme leur ennemi pour les raisons que j'ai indiquées plus haut. Cela sous-entend un certain nombre de choses que nous n'avons fait qu'effleurer, dont la réduction de la population mondiale. Comment ils comptent s'y prendre pour y parvenir, je l'ignore et je crois bien qu'ils l'ignorent eux-mêmes, parce qu'ils n'ont aucune idée du rythme et du délai dans lesquels cela pourrait se réaliser ou ils sont divisés sur les moyens à appliquer pour atteindre cet objectif pour le moment hypothétique, puisque la population mondiale continue d'augmenter, et encore faudrait-il qu'ils soient sans risque pour eux, on ne s'avancera pas au-delà sur ce sujet, car ce serait de la pure spéculation. Et n'oublions jamais qu'ils ont de la suite dans les idées !

On vient de voir très rapidement que notre ennemi disposait d'importants moyens pour mener à bien sa politique ou sa stratégie, il dispose en fait de tous les pouvoirs, économique, politique, judiciaire, médiatique, et il s'en sert pour mener sa lutte de classe contre les exploités et les opprimés...

Nous de notre côté, nous disposons du mouvement ouvrier, de sa longue expérience, de sa tradition révolutionnaire, des enseignements de la lutte de classe que nous ont légués les marxistes principalement, de nos propres forces, de notre volonté intacte à refuser de se résigner à vivre en esclavage, nous disposons de la légitimité puisque nous sommes l'immense majorité de la population et que nous partageons les mêmes besoins ou aspirations à la justice sociale, au bien-être, à l'épanouissement individuel, à vivre en harmonie avec tous les peuples, en paix, et surtout nous disposons du droit politique de nous organiser pour décider librement qui doit détenir la pouvoir, qui doit gouverner, sur quelle base sociale doit reposer la société, son orientation, de sorte que l'humanité puisse relayer au musée de la préhistoire l'exploitation de l'homme par l'homme, toute forme d'oppression ou de servitude exercée par des hommes sur d'autres hommes.

Notre ennemi ne s'embarrasse pas de ce qu'on pense de lui ou de sa stratégie, il suit sa route, et bien faisons de même, tenons-nous en résolument, strictement à notre terrain de classe, nous sommes le nombre, nous sommes la force, la légitimité est de notre côté, faisons en sorte que la prochaine étape du processus dialectique matérialiste et historique soit en notre faveur, et rira bien qui rira le dernier !

Car oui, même la mafia, la mafia financière en fait partie !

Qu'est-ce que c'est que l'« **extrême centre** », le centrisme, le "**ni de droite ni de gauche**" dont se réclame Macron ?

Dans la rubrique ils osent tout. Comment les médias dominants manipulent les consciences en faisant passer pour démocrates des "*experts*" travaillant dans un magazine britannique de l'oligarchie financière, détenu par la famille Agnelli et Rothschild, voué à la propagation du néolibéralisme.

Et en quoi consiste exactement son "*indice de démocratie*" ? Tenez-vous bien : Le libéralisme économique, le libre-échange, la dérégulation financière, le libéralisme sociétal, mais encore : Margaret Thatcher, Ronald Reagan, John Kerry, Barack Obama, Bill Clinton, Nicolas Sarkozy, mais encore : le général Pinochet !

Délirant, incroyable, mais vrai !

Dans un article du 9 janvier Le HuffPost relate un "*classement annuel des démocraties*" établi par "*un groupe d'experts*" de "*The Economist Intelligence Unit*".

La cible : L'Italie ou plutôt le gouvernement italien. (Ce pourrait être le gouvernement vénézuélien ou bolivien. - LVOG)

En cause: sa position anti-immigration, il a "fermé les ports italiens aux navires ayant secouru des migrants".

Conclusion : "De nouveaux dangers potentiels pour réduire les libertés des citoyens."

Qu'est ce que c'est The Economist Intelligence Unit ?

(Sur leur site Internet.)

- "We are the research and analysis division of The Economist Group, the sister company to The Economist newspaper."

Donc un département de The Economist.

(Sur Wikipédia)

Qu'est ce que c'est The Economist ?

The Economist est un magazine d'actualité hebdomadaire britannique. Il est l'un des hebdomadaires de référence à l'échelle mondiale, ciblant une population hautement éduquée.

L'Obs et Le Monde diplomatique le citent comme l'hebdomadaire « le plus influent du monde ».

The Economist est l'une des marques de The Economist Group, qui possède également l' Economist Intelligence Unit, proposant des recherches et des analyses pour conseiller ses clients et connue pour son indice de démocratie. Il détient également l' Economist Intelligence Unit.

Le groupe était possédé à hauteur de 50 % par Pearson de 1928 à 2015. En août 2015, Pearson, après avoir vendu le Financial Times, annonce la vente pour 469 millions de livres de sa participation dans The Economist Group, au groupe italien Exor (la famille Agnelli) et à la famille Rothschild.

Les États-Unis sont le pays étranger comportant le plus de journalistes.

À l'inverse de la majorité des journaux actuels, aucun journaliste ne signe ses articles, même le nom rédacteur en chef n'est pas mentionné dans un signat. The Economist justifie cet anonymat par la volonté de ne s'exprimer que par une seule voix commune, définie lors de réunions hebdomadaires, plutôt que par une multitude de voix aux opinions diverses : dans une sorte de « centralisme démocratique », chaque article devient une « œuvre collective ». (C'est en réalité l'inverse du « centralisme démocratique », puisqu'ici le directeur de la rédaction ou le rédacteur en chef fait un briefing à son troupeau de

moutons de rédacteurs ou il leur dicte la ligne politique adoptée par la direction politique du journal qu'ils doivent suivre à la lettre. Le véritable centralisme démocratique, c'est quand l'ensemble des participants à une réunion peuvent s'exprimer et soumettre librement leur position sur une question, ensuite ils votent et la position qui a obtenue la majorité des voix est adoptée, et tous s'engagent à la défendre loyalement. - LVOG)

The Economist est fondé par James Wilson en 1843 et paraît pour la première fois en septembre de la même année. Il est créé pour soutenir la campagne demandant l'abrogation des Corn Laws, lois protectionnistes sur les céréales, et pour promouvoir le libre-échange. Son titre reflète alors cette orientation politique marquée, le terme « économisme » désignant à l'époque principalement le libéralisme économique (On dirait l'ultra libéralisme ou le néolibéralisme, le néoconservatisme de nos jours. - LVOG). Bien que les Corn Laws soient abolies en 1846, le journal perdure, restant fidèle aux idées libérales de Wilson. Karl Marx décrit en ce temps le journal comme « l'organe européen » de « l'aristocratie des finances ».

Le magazine est tiré à 1,3 million d'exemplaires en 2007 puis 1,6 million en 2015.

Selon l'étude de 2006 de l'Audit Bureau of Circulations, l'organisme de mesure anglais, 53 % des lecteurs sont nord-américains, 14 % britanniques et 19 % d'Europe continentale. 40 000 exemplaires sont vendus en France chaque semaine.

Le revenu annuel moyen des lecteurs du journal est de 200 000 dollars ; la publication est largement bénéficiaire avec 411 millions de chiffre d'affaires en 2015 dont 75 millions de bénéfice opérationnel.

The Economist se considère comme d' « extrême-centre » et comme partisan d'un libéralisme inspiré d'Adam Smith, de John Stuart Mill et de William Ewart Gladstone, s'opposant à toute limitation injustifiée des libertés individuelles, qu'elles soient économiques ou personnelles. (Qui décide qu'elle est "injustifiée" ou la limite à ne pas dépasser ? Le législateur au service de l'oligarchie ! - LVOG) Il prend ainsi position en faveur à la fois d'un libéralisme économique, notamment le libre-échange et la dérégulation, et d'un libéralisme sociétal, en défendant par exemple la légalisation des drogues et le mariage homosexuel. (Intéressant n'est-ce pas ? Vous avez là la confirmation que c'est bien l'oligarchie financière qui est à l'origine de toutes ces campagnes identitaires ou communautaristes. - LVOG)

Il a soutenu des dirigeants politiques conservateurs comme Margaret Thatcher ou Ronald Reagan comme des travaillistes (Tony Blair) ou des démocrates (John Kerry, Barack Obama et Bill Clinton). Le journal a pris parti dans l'élection présidentielle française en soutenant Nicolas Sarkozy. (D'où vient leur amalgame rouge-brun ? De la confusion des rôles entre la droite et la gauche, des républicains et des démocrates qu'ils ont camouflée si longtemps avec le soutien de nos dirigeants. - LVOG)

Partisan de l'intervention américaine au Viêt Nam. Le journal donne une couverture plutôt favorable au putsch du général Pinochet en 1973.

Sur l'échiquier politique anglais, The Economist se définit lui-même comme proche des radicaux, voyant dans l' « extrême centre » sa position historique. (Source : Wikipedia.org)

[Ce ne serait pas plutôt l'inverse, faisons notre révolution pour écrire une nouvelle Constitution ?](#)

Mais notez bien que nous devrions rédiger un projet de Constitution. D'ailleurs, vous ne vous êtes jamais demandés pourquoi tous ces partis (POID, POI, NPA, LO) partisans de la rupture avec la Ve République ne s'y sont jamais attelés, tout du moins à ma connaissance ? Quel formidable outil de propagande il aurait été depuis...1958 !

"Nous devons réécrire la Constitution pour la faire respecter et cela provoquera une Révolution"

- Les Gilets-Jaunes provoquent la restauration de la Constitution par Jean-Yves Jézéquel - Mondialisation.ca, 31 décembre 2018

LVOG - Ce texte était bourré d'illusions dans le régime que je n'ai pas reproduites, celles qui restent et que je n'ai pas pu couper sont inoffensives. Il y est fait également références à quelques personnes que l'on jugera plus ou moins infréquentables, François Asselineau, Etienne Chouard, Natacha Polony, Dieudonné, Michel Onfray, et je vous en ai évité d'autres bien pire encore ! C'est malheureusement inévitable dans ce genre d'articles destinés à un large public.

On retiendra son côté pédagogique à la portée de tous, l'auteur va à l'essentiel et on voit qu'il maîtrise son sujet, et on peut penser qu'au terme de sa lecture le lecteur aura appris ou retenu quelque chose, c'est l'essentiel, ce qui est rarement le cas des articles publiés dans les hebdomadaires des partis ouvriers, énoncer leurs défauts serait trop long ici.

Extraits.

Le premier ennemi du peuple c'est un État qui se croit tout permis parce qu'il pense qu'il détient un pouvoir qu'il s'est attribué mais

que jamais personne ne lui a donné. Le second ennemi du peuple c'est le même État qui veut faire croire qu'il est innocent. Le troisième ennemi du peuple, c'est l'État qui, se croyant ou se considérant innocent, pense que le peuple ne peut en aucun cas se permettre une incroyance en cette innocence. C'est ainsi qu'il fait passer la conscience d'une volonté démocratique du peuple à la croyance théocratique qui lui liera les mains. Si l'État se fait passer pour innocent, c'est parce qu'il se réfère à un principe supérieur à celui de la souveraineté constituante du peuple : le principe pontificaliste théocratique qui fait de l'État le Pontife de la société laïque. Voilà pourquoi le premier terroriste menaçant le peuple c'est l'État. Il n'est donc nullement étonnant que l'État réprime abusivement le peuple et organise l'oppression du peuple en gérant son management de la terreur.

Si les « élites » se sont attribuées un pouvoir, c'est parce que le peuple a été dépossédé de sa souveraineté qui aurait naturellement organisé un contre-pouvoir contrôlant tout abus de pouvoir. Nous allons voir comment ce tour de passe-passe s'est réalisé.

Une Constitution c'est l'expression de la souveraineté du peuple. Ensuite, les parlementaires sont des législateurs qui vont mettre au service du peuple leur compétence pour élaborer des lois qui ne seront que le reflet de ce qui est exprimé dans la Constitution. La référence au socle constitutionnel est primordiale. La Constitution qui exprime la volonté souveraine et démocratique du peuple, n'est une Constitution qu'à la condition d'avoir été écrite par le peuple. Seul le peuple peut donc modifier la Constitution. Aucun Parlement, aucun Sénat, aucun Gouvernement ni aucun Président de la République ne peut modifier une virgule de la Constitution. La Constitution écrite par le peuple constituant définit le cadre dans lequel le service de la représentation doit s'exercer. Aucun pouvoir n'est donné à personne. Le Président et tous les représentants du peuple sont au service exclusif des intérêts réels du bien commun du peuple. La liberté, la sécurité, les intérêts du bien commun sont assurés par les lois qui explicitent la Constitution en étant compatibles avec elle.

Le peuple accepte d'être gouverné par un Gouvernement dans la mesure où l'exercice de son service est encadré, limité, par la Constitution que le peuple lui-même a rédigée et que lui seul peut modifier.

Etienne Chouard, logiquement très critiqué par les chiens de garde du système, dit que « Le problème qui nous concerne, c'est notre dépossession du politique par des Constitutions qui n'en sont pas. Nous devrions refuser d'appeler « Constitution », des textes qui, au lieu d'être des protections, sont des prisons. » (Cf., Etienne Chouard, invité par Natacha Polony sur Polony.tv, le 02 décembre 2017, « Nous ne sommes pas en démocratie » ; visionner également la vidéo Etienne Chouard, le 04 août 2017, entretien chez Thinkerview)

Dès qu'une représentation se permet de toucher ou de modifier, une Constitution, il n'est plus une représentation mais une usurpation, un délit de pouvoir, une forme de putschisme politique, un coup d'État juridique illégal.

James Madison (1751-1836, quatrième président des États-Unis d'Amérique, de 1809 à 1817), écrivait : « Là où règne un excès de pouvoir, aucune propriété n'est dûment respectée. Personne n'est en sécurité dans ses opinions, sa personne, ses facultés ou ses biens. » (Cf., The Founders' Constitution Volume 1, Ch 16, Document 23)

En France, la liberté d'expression n'est plus qu'une belle idée ancienne. Les dernières lois (Cf., article du 19 novembre 2018, dans mondialisation.ca : l'avalanche liberticide appelle à la résistance) posent répétitivement les limites de ce qu'elle représente aujourd'hui.

Ouvrons cette parenthèse. Depuis la loi Gayssot du 13 juillet 1990, jusqu'aux dernières sur les « fakes news » de Macron en novembre 2018, la liberté d'expression est devenue dérisoire en France. Les citoyens peuvent être sévèrement condamnés pour un oui ou pour un non, au nom d'un soi-disant « discours de haine » ou « d'incitations à la haine raciale » ou « d'antisémitisme », alors que la Constitution garantit la liberté d'expression.

Aujourd'hui, en France, il est interdit de plaisanter, de rire, de faire de l'humour, de pratiquer l'auto-dérision traditionnelle ou même la satire. Les Coluche ou Desproges sont inimaginables aujourd'hui : ils seraient condamnés devant les tribunaux ! Un Dieudonné, quelles que soient ses opinions, est condamné par les tribunaux et harcelé par la police de la dictature française pour interdire aux sympathisants la participation à ses spectacles, car de toute évidence, la liberté de pensée et d'expression n'existe plus en France, Patrie des Droits de l'homme ! Frédéric Taddei a été viré de France Télévision pour avoir dit la vérité sur l'engagement criminel de l'Etat Français dans la coalition illégale de Doha au service des intérêts d'Israël en Syrie et ce journaliste travaille désormais sur RT France ; Natacha Polony a, elle aussi, été virée de partout. Elle a été obligée d'organiser son indépendance. Elle anime entre autres choses les activités du Comité Orwell. Michel Onfray s'est fait virer des TV et des Radios de France et de Navarre pour avoir osé publier un écrit satyrique sur Macron et critiquer les partisans du pacte de Maastricht. Des pressions venant de l'Etat terroriste français ont été organisées pour l'empêcher de continuer son Université populaire. Le but était d'étouffer la voix du philosophe qui a été jugé, par la macronie, dissident et véhiculant des idées incompatibles avec la vision dictatoriale de la politique fasciste ultra libérale qu'elle pratique. D'autres journalistes avaient déjà été censurés avant eux, comme Jean-Loup Izambert sur la Syrie en 2015 ou Paul Moreira sur l'Ukraine en 2016...

Dans les « élites » politiques, il n'y a plus personne aujourd'hui en France qui pourrait prononcer cette parole attribuée traditionnellement à Voltaire : « Je ne suis pas d'accord avec ce que vous dites, mais je me battrai pour que vous puissiez

le dire librement. » Cette liberté est devenue impensable en France! Comment en est-on arrivé là?

Les chiens de garde habituels que l'on entend dans les médias collabo du système, nous sidèrent par leur pratique d'un psittacisme journalistique déconcertant ou des paralogismes informels en continu à travers lesquels ils prennent constamment les gens pour des idiots. Ils finissent par nous gaver avec leurs fixations et nous rappellent bien souvent Simone de Beauvoir qui disait si justement dans « Les Mandarins » (1954) : «Ces gens ont l'air de croire que le vide de leur cerveau leur meuble les couilles!»

Ces « gens » en question sont, en vrac, les Jean-Michel Apathie, les Christophe Barbier, les Hervé Gattegno, les Patrick Cohen et autres BHL, bref, la cohorte des abrutis du même acabit que l'on subit à longueur de temps sur les ondes et qui polluent la vie publique française, et en particulier lorsqu'ils délirent sur les Gilets-jaunes...

Fermons la parenthèse.

Des lois qui ne sont pas compatibles avec la Constitution, sont illégitimes et sans valeur. Si un citoyen peut être condamné à de la prison ferme alors qu'il dit une vérité historique avérée, vérifiée, ou parce qu'il plaisante, simplement parce qu'une représentation législative s'est emparée d'un pouvoir qu'elle n'a pas et qu'elle n'a jamais eu, mais qu'elle s'est arbitrairement attribué, nous ne pouvons plus parler de démocratie mais de dictature. Une loi qui n'est pas compatible avec la Constitution écrite par le peuple n'a aucune légitimité et le citoyen a le devoir de s'opposer à cette loi qui n'a aucune valeur. Il est même tenu à la désobéissance civique, puisqu'il est tenu de respecter la Constitution.

Nous pouvons tous constater à quel point nous sommes dans une dérive totalitaire en France, puisque ce qui est naturel et inscrit dans la Constitution est foncièrement contesté par un pouvoir qui s'est attribué le droit de contredire la Constitution en la niant quasi intégralement!

Georges Orwell écrit dans 1984 : «Pour que les grands gardent perpétuellement leurs places, la condition mentale dominante doit être la folie dirigée.» (P.307) (...)

Une Constitution n'a de sens que si elle est respectée. Autrement dit, toute Constitution qui n'est pas respectée cesse d'en être une.

En France la Constitution, en plus d'avoir été modifiée à maintes reprises, sans le consentement du peuple français, a été ouvertement ignorée à de très nombreuses occasions par le Président de la République, notamment par Emmanuel Macron. Les exemples sont pléthore.

François Asselineau, président de l'UPR, a pointé 13 violations de la Constitution française par le Président de la République actuel. Or, selon l'article 68 de la Constitution, une procédure de destitution devrait avoir lieu alors qu'elle ne se fait pas! (Cf., François Asselineau, le 27 décembre 2018, interview BFM TV sur les Gilets-jaunes et sur la destitution d'Emmanuel Macron) (...)

Une Constitution doit protéger de tout abus de pouvoir. Une Constitution doit régler la question du contrôle des élus, de la révocation des élus à n'importe quel moment si ceux-ci ne sont plus dans le respect de leur mission ; une Constitution doit être respectée pour être une Constitution. Une Constitution doit être écrite par le peuple si nous voulons parler de démocratie et installer une démocratie. Seul le peuple est habilité à écrire la Constitution, à amender la Constitution, à modifier la Constitution et à faire respecter la Constitution par le referendum d'Initiative Citoyenne, révocatoire ou autre, si quelqu'un, en cours de mandat, voulait s'emparer d'un pouvoir échappant au contrôle du peuple.

La Constitution est là pour protéger le peuple des législateurs. Les législateurs sont là uniquement pour nous rendre service : détailler les règles qui impérativement doivent être absolument compatibles avec la Constitution écrite par le peuple et qui reste la vraie et fondamentale volonté du peuple et souveraineté du peuple supérieure à toute autre loi ne pouvant que venir confirmer ce que dit la Constitution. Toute loi qui viendrait contredire la Constitution est d'office illégitime et non valide : elle doit être abrogée immédiatement et aucun citoyen ne peut ni ne doit respecter une loi qui contredit la Constitution ou qui s'oppose au respect de la Constitution. Ce ne sont pas les « représentants » du peuple qui sont habilités à écrire les règles de leur propre « représentation ». C'est au peuple d'écrire les règles qui définissent le travail de ses représentants.

Tous ceux qui considèrent qu'ils ont un « pouvoir », ne peuvent évidemment pas se mettre à écrire les règles qui vont contrôler leur propre « pouvoir ». Pourtant c'est ce qui se fait continuellement depuis longtemps en France. Le peuple doit abroger cette perversion et définir dans la Constitution ce qu'est le rôle du « représentant serviteur du peuple » et non pas « détenteur d'un pouvoir sur le peuple ».

Le problème qui est celui du peuple, c'est la dépossession du politique par des Constitutions qui n'en sont pas. Les marchands, les financiers, les spéculateurs se sont emparés du pouvoir en écrivant les lois à la place du peuple. Ils ont donc rédigés les lois en vertu de leurs intérêts marchands, contre ceux du peuple dépossédé de sa souveraineté constitutionnelle. De fausses constitutions ont remplacé la Constitution.

Dès qu'on lit, par exemple, l'Article 3 de la Constitution française actuelle on trouve cette affirmation illégitime: « La souveraineté appartient au peuple qui l'exerce par ses représentants... » Autant dire qu'on se moque ouvertement du peuple. Cela veut dire que les « représentants » détiennent le pouvoir qu'ils exercent au nom du peuple et le peuple accepte implicitement d'être dépossédé habituellement de son pouvoir par le fait même. Dire ensuite que le referendum est également prévu par cet article n'a plus beaucoup de sens puisque ce sont les « représentants » qui vont décider à quel moment un referendum doit avoir lieu et en définissant ses modalités.

La seule façon d'organiser une démocratie représentative qui n'aille pas dans ce type de falsification, c'est de la penser à partir du plus petit échelon : la commune. Les représentants locaux sont choisis par la population locale. On les connaît, on les voit faire leur travail, on les contrôle en direct et on se donne le droit de pouvoir les révoquer si leur travail n'est pas satisfaisant ou s'il va dans le sens contraire des intérêts du bien commun.

Ensuite, nous déléguons au niveau départemental les décisions que nous ne pouvons pas prendre au niveau local. Par une fédération pensée d'en bas, s'organise le processus de la délégation et non pas à partir d'en haut. Une fédération pensée depuis le haut est une caricature de démocratie.

C'est l'exemple de l'Union Européenne qui veut organiser une fédération de pays mais à partir de Bruxelles, à partir de « représentants » que personne n'a élus et qui ne représentent donc personne, mais qui nous imposent en revanche leur « Constitution » et les traités, sans que les peuples ne se soient en rien prononcés. On se rappelle que même les consultations par referendum sur la Constitution européenne, ayant donné un résultat négatif pour plusieurs pays, ont été ignorées et imposées à tous par les « représentants » détenant un pouvoir qui, par conséquent, ne venait pas des peuples!

Le fait que le citoyen devienne un citoyen constituant, lui permet d'écrire lui-même le fondement du droit dans la Constitution, parce qu'il est le souverain.

Les voleurs de pouvoir, les oligarques, les « élites » politiques, ont absolument intérêt à placer la sphère des prises de décisions le plus haut possible : pour eux un pouvoir exercé par un Gouvernement mondial constitue ce qu'il y a de plus souhaitable. Le communal est balayé depuis longtemps, puis même le national a été balayé à son tour. Actuellement c'est la gouvernance supra nationale de l'Union Européenne qui logiquement a été pensée par des « élites » pour nous conduire tout droit vers la gouvernance mondiale! Le processus est évident. C'est aussi la raison pour laquelle les peuples se rendent parfaitement compte qu'ils ont été dépouillés de toute souveraineté. Ils ont été trompés, abusés, volés, arnaqués. On les a dépossédés de leur volonté démocratique : ils n'ont plus rien en mains et ne peuvent plus rien réclamer. Ils n'ont aucune souveraineté mais seulement un devoir de soumission radicale. (...)

C'est aussi la raison pour laquelle les peuples se remettent à voter en Europe pour les candidats des partis nationalistes. Ce réflexe est bien entendu erroné, puisque faire appel à des candidats nationalistes ne redonnera pas la souveraineté au peuple. Il s'agirait plutôt de redevenir citoyens constituants, afin de retrouver la démocratie qui redonne la souveraineté au peuple, qui permet au « démos » d'exercer le « cratos » (Du grec Demos, le peuple, Cratie le pouvoir - LVOG).

Les « élites » de Bruxelles, plus exactement les « juges européens » ont décidé en 1964 que « le Droit européen serait désormais supérieur au droit constitutionnel de chaque nation »! Aucune Constitution nationale ne serait supérieure à la Constitution européenne, qui pourtant n'est pas une Constitution puisqu'elle n'a pas été écrite par les peuples européens. Ce qui fait que tous les peuples européens ont été, déjà à cette époque-là, dépossédés ipso facto de leur souveraineté. Ces juges européens n'avaient aucun mandat électoral pour faire ce coup d'État juridique: ils ont pratiqué le « putsch juridique ».

Les « élites » politiques nous trahissent en permanence depuis tout ce temps, car ils vendent nos richesses et ils les donnent même, puisqu'en réalité ils en vivent très grassement. Toutes ces « élites » politiques s'enrichissent sur le bradage de nos richesses, de nos acquis, de nos biens... sans jamais nous demander notre avis sur rien. Les élus ne vendent pas seulement les richesses des peuples, mais aussi leur souveraineté aux plus offrants pour eux-mêmes. Or, les élus ne sont pas propriétaires de la souveraineté. Au nom de quoi et de quoi se permettent-ils de vendre quelque chose qui ne leur appartient pas?

Le comportement des élus au niveau européen, comme actuellement au niveau de chaque pays européen, est à l'image d'un locataire qui déciderait arbitrairement de vendre l'appartement dans lequel il vit, en croyant que par le simple fait d'y vivre il en serait devenu le propriétaire!

Le principe du vote tel qu'il est imaginé actuellement dans tous les pays occidentaux, est foncièrement infantilisant : les citoyens sont, par le vote, tenus à l'écart de toute responsabilité. Le citoyen fait de l'élu, un homme de pouvoir ayant le droit de le tyranniser durant toute la période d'exercice de son mandat. C'est l'élu qui détient toute la responsabilité du politique pendant que le citoyen en est dépouillé. L'institution du vote telle qu'elle existe chez nous, infantilise le citoyen, le déresponsabilise, et donc le décourage de toute implication politique. (...)

L'élection telle qu'elle existe actuellement est une véritable incitation au mensonge, avant d'être élu, pendant le mandat et après le mandat pour être réélu! L'élection fabrique nécessairement des maîtres dominants, croyant détenir un pouvoir sur leurs

concitoyens, alors que le tirage au sort construit des serveurs nécessairement contrôlés, puisque non élus sur une confiance a priori, et par obligation attentifs au bien commun. La professionnalisation de la politique et le cumul des mandats fabriquent des tyrans et empêchent la rotation dans l'exercice du service du bien commun, de la « res publica ». C'est le principe de l'élection qui a créé les partis. Les partis n'ont de raison d'être que pour les élections. Ce qui veut dire que la démocratie n'est pas envisageable tant qu'il y a des partis ou des mouvements politiques qui sont plus ou moins des partis déguisés. (...)

Le système actuel de la « représentation nationale » est plutôt un système de domination parlementaire qui est une authentique imposture, une tricherie, une supercherie, un abus. (...)

Enfin, il n'y a pas de souveraineté politique sans souveraineté monétaire en même temps. Le coup de la monnaie unique gérée par une banque centrale européenne interdisant aux banques nationales de jouer leur rôle naturel auprès de chaque État nation, était un enchaînement radical imposé à tous les citoyens de tous les pays de l'Union Européenne et une manière absolument perverse d'écraser toute souveraineté possible des peuples.

Nous ne disposons plus d'aucune souveraineté politique à partir du moment où nous avons accepté de perdre la souveraineté monétaire. En France, cette capacité à fabriquer sa propre monnaie a été abandonnée le jour où l'Union Européenne a décidé de créer la monnaie unique et de passer à la fondation de la BCE. Le 1er juin 1998, la Banque centrale européenne prenait la place de l'Institut monétaire européen. Six mois plus tard, le 1er janvier 1999, onze États membres (sur les 15 qui composaient alors l'Union européenne) intégraient la troisième phase de ce projet de monnaie unique et acceptaient la fixation irrévocable des taux de conversion de leurs monnaies. La zone euro était en place et la souveraineté des peuples irrévocablement perdue.

Dès lors, demander aux Français en 2005, s'ils acceptaient par referendum la « Constitution européenne » qui n'en était pas une, puisque non écrite par les peuples européens, était une gageure, une farce de mauvais goût. Tout le système était sidéré en apprenant que les Français avaient voté « non », croyant toujours qu'ils avaient leur souveraineté. Très vite, ils allaient découvrir que cette souveraineté avait disparu et que ce referendum était une farce, un simulacre de « démocratie », une manière ultime de vouloir faire dire aux Français qu'ils avaient librement choisi leur enchaînement volontaire! En réalité, il était tout à fait naturel que Sarkozy ait modifié la Constitution française à Versailles et que le « non » des Français sur la Constitution européenne fut transformé en « oui » des Français, le 4 février 2008. Ce « non » des français était anachronique et inimaginable dans ce contexte Maastrichtien dominant qui avait d'office volé la souveraineté du peuple ayant procédé à un referendum n'ayant plus de « légitimité » légale. C'était comme si l'on demandait aux Français, à travers ce referendum, de viser une cible avec un fusil dont on avait supprimé et la balle et le percuteur! Une véritable farce et une injure suprême.

Aujourd'hui, 10 ans plus tard, nous voyons le résultat spectaculaire obtenu par cette moquerie d'une arrogance extrême et hautement injurieuse. Le peuple a compris qu'il s'était fait abuser et qu'il devait se réapproprier sa souveraineté.

En fonction de ce que l'on vient de dire, il est donc évident que tout le système est farouchement sur le pied de guerre contre ce peuple récalcitrant qui n'accepte pas de continuer à se faire voler sa souveraineté.

Ce qui anime les Gilets-jaunes aujourd'hui, constitue une menace extrême pour ce pouvoir des dominants de l'oligarchie européenne. La revendication du RIC est pire que le FREXIT lui-même. Car c'est toute la mécanique souterraine de la fabrication de l'UE telle qu'elle est qui est fondamentalement remise en cause par cette volonté de réappropriation de la souveraineté du peuple et de la politique... Voilà le cauchemar absolu pour les prédateurs de l'UE au pouvoir partout en Europe. Macron est un pion de ce système et il n'est là que pour servir ce système. Il se trouve que les Français lui disent stop! On ne va pas plus loin. Mais, cet homme a été placé là où il se trouve par la volonté du capitalisme ultra libéral au pouvoir en Europe: il a donc des obligations vis-à-vis de ses parrains. Ce qui veut dire qu'il ne peut pas faire autrement que de pratiquer la répression à haute dose ou trouver le moyen de s'enfuir, de s'échapper de ce piège dans lequel il a accepté de se laisser prendre. Il en est à « la fuite de Varenne », en espérant pour lui qu'il passera la frontière, ou à la décapitation politique.

Pour le peuple, il est temps de reprendre la légitimité là où elle est. Et là où elle est n'est pas l'UE. L'UE est diamétralement opposée à la revendication des Gilets-jaunes et ne peut tolérer la revendication des Gilets-jaunes. Elle va donc déclencher une répression spectaculaire en Europe, puisque les Gilets-jaunes font des émules dans toute l'Union. Cette répression est logique, Bruxelles sera obligée d'en arriver là.

C'est la raison pour laquelle nous avons toutes les « chances » de voir « fleurir » le terrorisme partout dans l'UE, car il faut maintenir par la peur tous ceux qui veulent s'opposer à ce vol de la souveraineté des peuples. Les Français seront sévèrement punis. Les agents dormants ou les mercenaires de l'OTAN/CIA seront réactivés partout en Europe. La menace de guerre sera exaspérée. L'UE tentera de trouver un ennemi extérieur (déjà tout trouvé : la Russie) pour y détourner les tensions internes exaspérées. Déjà la macronie a ouvertement accusé la Russie d'être derrière la révolte des Gilets-jaunes! La manipulation des peurs sera accentuée via les medias aux ordres. Il est hors de question pour ce système que le peuple puisse sortir de cet enfermement qu'il a si bien construit au bénéfice exclusif de la caste des oligarques et des financiers au pouvoir.

Les européens sont là pour enrichir ce monde des privilégiés et ce monde des privilégiés est tout à fait prêt à exterminer les récalcitrants. Qu'on se le dise clairement sans avoir peur des cris d'orfraie que les gardiens de la dictature européenne

vont pousser assurément avec l'hypocrisie dont elle a le secret, en écoutant ce type de discours qui sera aussitôt qualifié de « complotiste » ou de « populiste » ou de « radicalisé »...

Dans un premier temps, le plus grand bouleversement à opérer désormais, c'est celui d'une restauration du « citoyen constituant ». A partir de là, il est possible de penser le RIC (referendum d'initiative citoyenne) en imaginant une démocratie directe ou une démocratie représentative à condition qu'elle le soit depuis l'échelon le plus petit et toujours selon l'initiative venant d'en bas. Il s'agit pour les citoyens de réécrire la Constitution et de la faire rigoureusement respecter : ce qui entraîne avant tout l'abolition de la 5^e République, mais aussi que la Constitution de Lisbonne (le Traité de Maastricht) ne puisse pas être supérieure à la Constitution française, jusqu'au moment où tous les peuples européens auront décidé de réécrire ensemble une nouvelle Constitution de l'Union Européenne.

On peut déjà là se rendre compte à quel point la situation est beaucoup plus dangereuse qu'elle n'en a l'air. La revendication des Gilets-jaunes est totalement grotesque, absolument anachronique pour Bruxelles et ubuesque pour les « élites » qui ont clairement opté, comme Jacques Attali, pour le modèle dictatorial actuel de l'UE. Ce qui est inacceptable et qui est un véritable désastre pour la majorité des modestes maltraitée par l'injustice sociale et l'injustice fiscale, est un succès pour les « élites » au pouvoir à Bruxelles, car elles ont planifié volontairement ce désastre pour les « sans-dents », puisqu'il fallait abolir la démocratie, tout ce qui donnait la souveraineté aux peuples, tout ce qui pouvait rendre fort les États afin de faire triompher un Nouvel Ordre Mondial. Ce nouveau monde en construction est celui de l'idéologie fasciste d'un ultra libéralisme ne servant que les riches, les nantis, les privilégiés du système, grâce aux masses laborieuses dépouillées de toute volonté démocratique par l'abolition des Constitution en les échangeant par une Constitution qui n'en serait pas une, puisque écrite par la caste de l'oligarchie au pouvoir.

La Révolution française dès ses débuts a exigé l'écriture de la Déclaration des Droits de l'homme et du citoyen pour qu'elle puisse aller de l'avant. Aujourd'hui, nous devons réécrire la Constitution pour la faire respecter et cela provoquera une Révolution. Mondialisation.ca, 31 décembre 2018

Rappel. Quelques chiffres sur la syndicalisation.

LVOG - J'ai commis une erreur dans une ou plusieurs causeries. J'ai confondu le pourcentage de travailleurs dans les secteurs privé et public et celui des syndiqués dans ces deux secteurs, mes excuses. Bon à quelques pourcents près cela ne changeait rien à mes conclusions.

- Etabli à 30,1% des salariés en 1949, il est passé à 17% en 1967, avant de remonter légèrement à 20% l'année suivant les événements de mai 1968. Il a ensuite chuté tout au long des années 1980, atteignant même 9,4% des salariés en 1993. Stagnant autour de 10,7% entre 1996 et 2005, il est par la suite légèrement remonté à 11% des salariés en 2013, avant d'atteindre son niveau actuel.

En 1950, 30 % des salariés adhéraient à un syndicat, contre 11 % aujourd'hui. Un chiffre désormais stable, mais avec une grosse différence entre le public et le privé. Dans la fonction publique, 20 % des salariés sont syndiqués, alors qu'ils sont seulement 9 % dans le privé, énumère notre journaliste Jean-Paul Chapel. Aujourd'hui, le nombre d'adhérents revendiqués par les syndicats est d'environ 2,3 millions. C'est peu, mais ça reste plus que les adhérents des partis politiques ; il y en a à peine un million, soit moins de 2 % des électeurs inscrits". (Quand on soustrait les syndicats jaunes, de cadres, les retraités, le chiffre tombe sous la barre des 1 million. Et il faut diviser par 8 à 10 celui des effectifs des partis ouvriers. - LVOG)

Dans l'ensemble, le rapport (du Ministère du Travail - ndlr) montre quatre grandes disparités. La première concerne le type de structure: en effet, la fonction publique conserve un taux deux fois plus élevé, à 19,1% (contre 19,8% en 2013), à comparer aux 8,4% des secteurs privés (8,7% trois ans plus tôt). La baisse du premier secteur est toutefois plus notable en trois ans.

Le taux de syndicalisation augmente avec l'âge du salarié: 14,9% des 50 ans et plus sont adhérents, contre 3,7% seulement des moins de 30 ans.

Si 12,3% des professions intermédiaires sont syndiquées, ce chiffre tombe à 11,2% chez les cadres, 10,8% chez les employés et même à 9,7% chez les ouvriers.

«la syndicalisation est associée à la stabilité de l'emploi»: moins la situation du salarié est pérenne, moins celui-ci sera engagé dans un syndicat. Ainsi, 1% seulement des salariés en intérim appartenaient à une structure, et 2% chez les salariés en CDD.

4,1% seulement des salariés étaient syndiqués dans le secteur de l'hôtellerie et de la restauration, contre 9,6% dans l'enseignement, la santé et le social, et jusqu'à 18%, soit près d'un salarié sur cinq, dans les transports. FranceInfo 24.05.2018 et Le Figaro 09.10.2018

"Des critiques, des accusations, des humiliations" : Macron est bien un pervers narcissique !

LVOG - Apparemment, la "*marionnette*" fait subir au peuple, ce qu'il subit de la part de sa Barbie toute fripée.

- Comment les pervers narcissiques font de l'insulte un instrument de pouvoir - Le HuffPost 8 janvier 2019

Il s'agit, comme expliqué dans cet article du HuffPost américain, d'une forme de violence morale, qui peut aussi s'exercer à travers des critiques, des accusations, des humiliations. Elle peut aussi se caractériser par des tentatives de destruction psychologique en rabaisant la personne et en donnant de l'affection au compte-gouttes pour garder le contrôle de la relation.

Ces insultes sont une manière pour le pervers narcissique de prendre sa victime au piège. Constamment rabaisée par des réflexions blessantes, la victime finit par être persuadée qu'elle ne vaut rien sans lui. "Il me fait un lavage de cerveau. Je ne suis plus qu'une marionnette dont il manie les ficelles à sa guise. Je n'ai plus de pensées propres. Je subis sans consentir", racontait ainsi auprès du Monde une victime de pervers narcissique. Le HuffPost 8 janvier 2019

Le documentaire portait sur "*l'emprise psychologique et la violence verbale exercée par les pervers narcissiques sur leur conjoint*".

Macron non plus n'a "*plus de pensées propres*" ! En a-t-il eu un jour? Il est permis d'en douter fortement, après avoir été pris en charge par sa mémé à l'âge de 15 ans, plus tard, c'est Attali, Minc, Jouyet et Cie. qui prendront le relais, un pur décérébré !

Révélateur. Macron, Philippe, Castaner, etc. des cas qui relèvent de la psychiatrie.

- «Il faut réfléchir à une psychiatrie plus humaine, moins axée sur la sécurité» - Liberation.fr 8 janvier 2019

Contrôleuse générale des lieux de liberté depuis plus de quatre ans, Adeline Hazan alerte sur la baisse des effectifs e sur les dérives en cours dans certains établissements. Liberation.fr 8 janvier 2019

Macron n'en souffrira pas plus tard !

[Même la fabrication du consentement est enrayée !](#)

- La popularité de Macron et de Philippe repart à la hausse - Franceinfo 8 janvier 2019

Plus de sept Français sur dix (72%, -4) jugent toutefois négativement l'action du président de la république. Franceinfo 8 janvier 2019

Ca c'est con, ils ne peuvent plus le camoufler.

[Le régime craque de partout, achevons-le !](#)

Macron est "**le chef des armées**", mais pas du peuple insurgé ! On se fait passer pour le chef de ce qu'on peut !

LeParisien.fr - Emmanuel Macron supprime ses traditionnels rendez-vous des vœux - LeParisien.fr 8 janvier 2019 Fini les habituelles cérémonies au monde rural, aux corps constitués, aux bureaux des assemblées, ou encore à la presse. L'an passé, en janvier 2018, pas moins d'une vingtaine de vœux de ce genre avaient ainsi été adressés par le président de la République. Selon nos informations, il fera néanmoins une exception, « et une seule », précise l'Elysée, celle des vœux aux armées qu'il tiendra le 17 janvier sur la base du 1er Régiment du Train Parachutiste, à Cugnaux, près de Toulouse. « Il est le chef des armées, donc c'était naturel de maintenir au moins cette cérémonie », précise-t-on. LeParisien.fr 8 janvier 2019

Je n'ai pas titré *on est le chef de ce qu'on peut*, puisque Macron est le chef de rien du tout !

-Mariani claque la porte des Républicains au nez de Wauquiez - Le HuffPost 8 janvier 2019

-Chantal Jouanno annonce qu'elle se retire du "grand débat national" - AFP 8 janvier 2019

-Nouveau couac du gouvernement sur la taxe d'habitation - LeParisien.fr 8 janvier 2019

LaRem a son syndicat jaune.

- Berger invité du séminaire de rentrée des députés LaRem - Reuters 8 janvier 2019

- Annonces du gouvernement : des policiers déplorent une stratégie « purement sécuritaire » - RT 8 janvier 2019

Après les annonces du gouvernement prônant la fermeté à l'encontre des manifestations des Gilets jaunes, les syndicats et les associations de police s'inquiètent de la stratégie adoptée par l'exécutif et déplorent un manque de dialogue.

Contacté par RT France, le porte-parole de l'association policière Union des policiers nationaux indépendants (UPNI), Jean-Pierre Colombies, a pour sa part vu dans ces déclarations une certaine redondance : « Edouard Philippe dit n'importe quoi. Quand il annonce des sanctions accrues pour les personnes participant à des manifestations non-déclarées, je rappelle que les dispositions existent déjà dans le code pénal, à l'article 431. Il s'agit d'un délit déjà puni par un an d'emprisonnement. Mais le pire est peut-être le message politique que ces déclarations envoient : nous nous trouvons dans une situation où le Premier ministre de notre pays prévoit déjà qu'il y aura des manifestations violentes à l'avenir. A aucun moment, il ne semble se poser la question d'une sortie de crise et il ne parle que du bras de fer. La réponse est purement sécuritaire. C'est un peu court ! »

L'ancien gradé en retraite s'interroge : « C'est à se demander si le gouvernement ne cherche pas la confrontation ! Par ailleurs, sur le principe annoncé du "casseur-payeur", Philippe ne fait qu'annoncer des choses qui existent déjà... Il veut faire payer les casseurs ? Je rappelle que c'est déjà prévu à l'article 222-13 alinéa 4 du code pénal. C'est puni de trois ans d'emprisonnement et de 45 000 euros d'amende et ça va jusqu'à cinq ans en cas de violences physiques. Je ne sais pas qui est son conseiller justice, mais ce que fait le gouvernement actuellement, ça me rappelle les années Sarkozy. On montre les muscles, mais on n'est pas dans la réflexion, on ne cherche pas à savoir où tout cela va mener. »

Jean-Pierre Colombies déplore également l'idée consistant à constituer un nouveau fichier : « Cette idée vient des syndicats. On veut dupliquer la loi anti-hooligans. Mais ce qui est applicable dans ce contexte particulier ne l'est pas forcément dans celui des Gilets jaunes. Les supporters de football sont très identifiables, ils soutiennent toujours la même équipe et se rendent dans les espaces fermés que sont les stades. Par contre, comment va-t-on s'assurer que tel ou tel manifestant violent va participer à telle ou telle manifestation ? A laquelle va-t-on leur interdire de venir ? Cette mesure me paraît inapplicable et du point de vue des données personnelles, j'imagine qu'elle sera au moins questionnée par la Commission nationale informatique et libertés (CNIL) ou retoquée par le conseil d'Etat. De plus, des fichiers existent déjà, les manifestations sont filmées par les forces de l'ordre. Ces personnes violentes ne sont-elles pas déjà connues des services de renseignement ? Bien sûr que si ! Tout cela n'est que gesticulation ! »

Concernant les effectifs impressionnants qui sont annoncés par le Premier ministre, l'ancien policier n'est pas plus optimiste : « On va dire aux policiers qu'ils doivent poser le doigt sur la couture et retourner au combat, mais les flics sont déjà sur-sollicités ! Je pense qu'avec cette logique, on va vers une configuration d'accident. Il y a actuellement une polarisation des images et des actes de la part du gouvernement. C'est trop facile et dangereux. Les gens attendent de vrais actes politiques, pas des mesurette et surtout pas une invitation à remettre ça ! Le gouvernement se lance dans une stratégie binaire : il y aurait d'un côté les citoyens et de l'autre les forces de l'ordre. Mais la police, ce n'est pas une équipe de gros bras qui serait là pour protéger le gouvernement. La police n'est pas partisane, elle est là pour défendre l'intérêt général. Ce n'est pas "Venez me chercher !" »

Dans un tweet, le syndicat des commissaires de police SCPN a eu une analyse similaire le 7 janvier : « Le dernier mot à la crise doit être politique, issu du dialogue et de la concertation. Ce n'est pas un match Police-GiletsJaunes. »

Jean-Pierre Colombies rappelle également que les policiers montraient des signes de fatigue, voire d'exaspération dans leurs relations avec le ministère de l'Intérieur : « Cette institution était déjà en plein mal-être et épuisée. Edouard Philippe assure : "Nous répondrons présents", mais ce ne sera pas eux sur le terrain, ce seront les policiers ! Ce gouvernement ne peut pas se contenter d'une opposition police-citoyenneté, c'est très dangereux. D'ailleurs, vous remarquerez que l'exécutif ne parle plus des mesures économiques qu'attendait le public, on ne parle plus de la TVA, des taxes sur le carburant, ni surtout de la répartition des richesses, tout cela est totalement noyé dans un discours sécuritaire. »

Répondant aux propos de Christophe Castaner, le syndicat de police VIGI a également considéré que le ministre de l'Intérieur en demandait trop à ses forces de l'ordre et a déclaré sur Twitter : « Apportez des réponses politiques pour que nous ne soyons plus insultés à votre place, que nous n'ayons plus à prendre des coups à votre place. Ce n'est pas la République qu'ils veulent outrager, mais le gouvernement. Par contre honte à eux de s'en prendre aux mauvaises personnes. » RT 8 janvier 2019

[L'oppression, la répression, le matraquage, le gazage, le flicage, l'arrestation préventive : C'est la liberté !](#)

- Les libertés passent par la casse fichier - Liberation.fr 8 janvier 2019

[Parole de nervi ou pousse au crime.](#)

- « Qu'ils se servent de leurs armes » : un ex-ministre appelle à tirer sur les manifestants - sputniknews.com 08.01

Interrogé sur les violences contre les forces de l'ordre lors de manifestations des Gilets jaunes, Luc Ferry, philosophe et ancien ministre de l'Education nationale, a estimé que les forces de l'ordre devraient avoir le droit d'ouvrir le feu et a également appelé à faire intervenir l'armée.

«On ne donne pas les moyens aux policiers de mettre fin aux violences», a-t-il affirmé.

«Quand on voit des types qui tabassent à coups de pieds un malheureux policier [...] Qu'ils se servent de leurs armes une bonne fois. Ça suffit!»

«On a, je crois, la quatrième armée du monde, elle est capable de mettre fin à ces saloperies.»

Toutefois, mardi après-midi, Luc Ferry est revenu sur ses propos et a assuré que les armes dont il parlait était l'équipement non-létal des forces de l'ordre et qu'il ne voulait pas que les policiers tirent à balles réelles sur les manifestants.

Je n'ai évidemment jamais appelé à tirer sur les gilets jaunes dont je défends le mouvement depuis l'origine. Je demande simplement que les policiers puissent se servir comme ils le demandent de leurs armes non létales quand certains cherchent carrément à les tuer. Clair? sputniknews.com 08.01

Il fait dans son froc, tu as peur de prendre une balle ?

La confrontation est inévitable et Mélenchon l'apprenti sorcier la craint.

- "Gilets jaunes": Mélenchon fustige Luc Ferry, pour qui les policiers doivent "se servir de leurs armes" - AFP 9 janvier 2019

"Quand on voit des types qui tabassent à coup de pied un malheureux policier par terre, que (les policiers) se servent de leurs armes une bonne fois! Ca suffit, ces nervis d'extrême droite et extrême gauche ou des quartiers qui viennent taper des policiers. (...) On a la quatrième armée du monde, elle est capable de mettre fin à ces saloperies", a tranché lundi l'ex-ministre de l'Education (2002-2004) sur Radio Classique.

De quoi suscité la colère de plusieurs personnalités de gauche. "Avez-vous entendu quelqu'un de la majorité parlementaire, du gouvernement ou de LREM condamner de tels propos? Ils m'inquiètent au plus au point", s'est insurgé dans une vidéo postée sur les réseaux sociaux Jean-Luc Mélenchon, dénonçant des "excès".

Le patron des députés LFI lance un appel à des "casques blancs, c'est-à-dire des personnes respectées, tranquilles, dont la présence ferait baisser les tensions". "Ne laissez pas ces violents qui sont au gouvernement manipuler l'opinion, et surtout vous mêmes, en vous poussant à aller là où je sais que vous ne voulez pas aller, dans la violence", a-t-il poursuivi.

"Nous n'avons aucun intérêt à faire croire que la violence serait du côté du peuple", a dit M. Mélenchon. "C'est en y venant de plus en plus largement en famille qu'on arrivera à augmenter la pression sur ce gouvernement et à faire baisser la tension." (Ne l'écoutez pas, je vous déconseille absolument d'y aller avec vos enfants, il est dingue, quel irresponsable, pauvre type ! - LVOG)

Le leader de LFI s'est dit "inquiet" de "la détermination irresponsable d'un gouvernement à aller de plus en plus loin dans une confrontation avec le peuple français". AFP 9 janvier 2019

Il « **se croit à la guerre** »

- Une enquête ouverte contre le masque de tête de mort d'un policier à Toulouse - sputniknews.com 08.01

D'après la préfecture de la Haute-Garonne, citée par franceinfo, il s'agit d'un agent «intégré au dispositif de sécurisation de la manifestation». Une source policière contactée par France 3 affirme que ce dernier portait la cagoule «sans arrière-pensée» et l'a retirée après un rappel à l'ordre d'un membre de sa hiérarchie.

Dans le même temps, une enquête administrative s'est ouverte pour identifier le policier et les motivations qui l'ont poussé à porter ce masque, assure la préfecture qui estime que le port de ce type d'équipement est «inapproprié et inadmissible». Elle rappelle en outre que les policiers «ne sont anonymisés sur la voie publique que s'ils font partie de services spécialisés dans la lutte antiterroriste ou le renseignement».

Pour le secrétaire général de la Ligue des droits de l'Homme (LDH) François Mignard cité également par franceinfo, lorsqu'un membre des forces de l'ordre «se balade avec ce genre de choses», il «se croit à la guerre». «Il y a une espèce de fossé qui se crée» ainsi entre policiers et manifestants, «vus comme des ennemis», insiste-t-il. sputniknews.com 08.01

Édouard Philippe : "**Un discours de guerre civile**".

- "Gilets jaunes" : "Le gouvernement calomnie le mouvement", estime Coquerel (LFI) - francetvinfo 08.01

Éric Coquerel revient dans les 4 Vérités de France 2, mardi 8 janvier, sur les annonces du Premier ministre la veille au soir. L'exécutif souhaite notamment identifier les casseurs, créer un fichier et les empêcher en amont, s'il le faut, de venir dans les manifestations. "Comme beaucoup de français j'ai été un peu effaré, figurez-vous, parce que l'on nous annonçait depuis plusieurs jours des grandes annonces du Premier ministre (...) il n'a pas parlé depuis le 6 décembre, et on voit Édouard Philippe arriver et nous faire un discours uniquement sur la question de la sécurité. Il n'a pas eu une réponse sur les revendications politiques des " gilets jaunes", critique le député La France insoumise et co-coordonateur du Parti de gauche.

Coquerel prône la dissolution de l'Assemblée

"Le peuple français n'est pas un peuple à qui on peut faire ingurgiter toujours plus d'injustice sociale à coups de bâton. Ceux qui ont tenté cela dans l'histoire, cela s'est toujours mal terminé pour eux. Il y a de la part du gouvernement une escalade verbale, de calomnie du mouvement, d'utilisation répressive des forces de police, qui me fait dire que ce n'est pas avec un discours de guerre civile qu'on va régler les problématiques déposées par les Français qui veulent une vie plus tranquille et plus juste", tonne le député de Seine-Saint-Denis.

Le gouvernement a lancé un grand débat national qui doit démarrer à la mi-janvier. Mais Éric Coquerel ne fait pas grand cas de l'initiative. "C'est eux qui le disent : on discutera de tout sauf de politique ! On a un peuple qui fait un mouvement très politique dans le sens pur du terme, qui conteste la politique d'injustice fiscale gouvernementale". Pour sortir du blocage, Éric Coquerel évoque des solutions politiques, notamment la mise en place d'une assemblée constituante et une dissolution de l'Assemblée nationale. francetvinfo 08.01

Une réaction salubre et courageuse.

- Christophe Dettinger: une gilet jaune affirme qu'il lui a "sauvé la vie" - Le HuffPost 9 janvier 2019

Ce témoignage sera-t-il de nature à arranger le sort de Christophe Dettinger, placé en garde à vue lundi 7 janvier après avoir été filmé lors de l'acte 8 des gilets jaunes en train de frapper des policiers? C'est ce que veut croire cette manifestante qui a livré ce mardi 8 janvier sa version des faits au micro de RTL.

"J'étais déjà au sol en boule, et Christophe Dettinger est venu et a pris le CRS qui était en train de me frapper et l'a enlevé", affirme-t-elle, assurant que c'est grâce à l'intervention du boxeur qu'elle peut témoigner aujourd'hui. "Il m'a sauvé la vie", assure la jeune femme auprès de la radio, précisant avoir porté plainte au commissariat du XIIe arrondissement de Paris pour violences volontaires.

Lorsqu'il avait expliqué ses gestes dans une vidéo, l'ancien champion de boxe avait justifié ses coups par "la répression" qu'il avait observée tout au long de la mobilisation des gilets jaunes. "J'ai vu la répression qu'il y a eu. J'ai vu la police faire mal à des gens avec des flashballs, j'ai vu des blessés, j'ai vu des retraités se faire gazer", avait-il énuméré.

Selon RTL, "sur les vidéos de l'incident, on peut voir la jeune femme, qui arborait un bonnet phrygien, prise dans un affrontement entre les forces de l'ordre et les manifestants". Le HuffPost 9 janvier 2019

[Ils osent tout.](#)

- L'ex-directeur de campagne de Trump a partagé des données internes avec un Russe - Le HuffPost

- L'Italie plonge dans un classement des démocraties - Le HuffPost

- L'UE impose des sanctions à un service de renseignement iranien - Reuters

[Haut de page ↗](#)

Le 11 janvier 2019

[CAUSERIE ET INFOS](#)

La nuit tombe et j'ai encore un plat à cuisiner, en principe on mange dans une heure, il est 18h15, 13h45 en France. Hier soir j'ai téléchargé une vingtaine de documents rédigés par Marx, Lénine ou Trotsky que je n'ai jamais lus, dont certains assez volumineux. J'en ai lu un de Lénine (de 1916) jusqu'à minuit et j'ai noté quelques passages qui pourraient alimenter notre réflexion.

Quand on lit de vieux textes, on peut rarement en tirer des enseignements systématiques sans avoir à les adapter à notre époque, et il vaut mieux connaître ou avoir à l'esprit le contexte qui prévalait lorsque l'auteur s'est exprimé, sinon on peut commettre de graves erreurs politiques ou des contresens qui peuvent avoir des conséquences catastrophiques. Il vaut mieux y réfléchir à deux fois ou à tête reposée avant d'en tirer la moindre conclusion théorique ou pratique.

Je crois qu'on s'est mépris sur un tas de choses qu'on a transposées telles quelles, ce qui explique le marasme épouvantable dans lequel nous nous retrouvons. On devrait pouvoir rediscuter tranquillement d'absolument tout, sans se balancer des invectives. On devrait décortiquer chaque argument, chaque position, etc. et réfléchir ensemble, éliminer ce qui ne tient visiblement pas la route, retenir ce qui a été validé par les faits et vérifier que c'est toujours valable, on ne doit transposer dans le présent absolument rien qui appartient au passé, seule la situation économique et/ou politique du présent détermine qu'un mot d'ordre, une position, un principe est correcte ou non ou correspond aux besoins de notre combat politique.

Il existe une multitude de facteurs et de rapports qu'on ne peut plus, qu'on ne doit plus aborder comme autrefois, il y a un siècle ou un siècle et demi. Il faut être un furieux dogmatique pour imaginer le contraire ou refuser cette évidence. Bref, il y a du boulot sur la planche ! Avant de faire table rase du passé, on devrait commencer par se débarrasser du fatras dogmatique qui s'est emparé de bien des militants, cadres ou dirigeants. Comment gagner les masses (ses éléments les plus avancés ou déterminés) au socialisme devrait être notre obsession de tous les instants, le reste apparaîtrait secondaire si on s'en tenait à ce principe. Saper les bases du régime, lutter contre sa propagande, démasquer ses réelles intentions, etc.

● Au format pdf (20 pages)

Parole d'internaute.

Wanted mort ou vif. Sa tête ne valait déjà pas grand chose, maintenant elle ne vaut plus rien !

1- *"On attend toujours l'arrestation de Luc Ferry pour incitation au meurtre."*

2- *"Je me demande pourquoi aucune association n'a fait de dépôt de plainte avec constitution de partie civile pour provoquer l'ouverture d'une information à la suite de cette déclaration publique, qui en plus évoque clairement le fait qu'un 1er ministre confirmerait ce crime, sans l'avoir lui-même dénoncé à l'autorité judiciaire."*

L'affrontement entre les classes est inévitable, la lutte des classes s'en porte garante !

- Macron 2019 :

La vérité c'est l'enfumage
La dignité c'est la répression sanglante
L'espoir c'est une dictature implacable

GJ 2019 :

La vérité c'est la vérité
La dignité c'est pouvoir vivre dignement
L'espoir c'est la démission de Macron, la réduction des inégalités et le RIC.

Dilemme 2019 :

1e dictature ou 1e démocratie ?
Par instauration de la loi martiale ou par un soulèvement de plusieurs millions de personnes dans les rues ?

Où sont donc passés les citoyens fachos avec ou sans gilets jaunes ?

Nîmes (Gard).

Dans un cahier mis à disposition par la mairie, les citoyens ont compilé leurs exigences. Plus souvent nationales que locales. Le cahier de doléances est déjà plein.

- RIC,
- rétablissement de l'ISF,
- lutte contre l'évasion fiscale,
- revalorisation du smic et des retraites,
- réduction des taxes sur les produits de première nécessité.
- destitution de M. Macron
- contrôle citoyen sur les médias
- mise au smic de tous les représentants de l'Etat
- abolir le franc CFA

Le passage aux 80 km/h sur les routes secondaires n'est évoqué qu'à deux reprises, tout comme les questions liées à l'immigration. Rien sur le mariage pour tous. (Source : Libération 9 janvier 2019)

- Grand débat : brief des griefs dans les cahiers du Morbihan - Libération 10 janvier 2019

«Libération» a parcouru les doléances des citoyens émises ces dernières semaines dans les petites communes du département breton. Les réclamations des gilets jaunes y figurent souvent, mais également les appels à l'aide de personnes à bout.

...on retrouve de manière récurrente des demandes liées au pouvoir d'achat et au coût de la vie, des mots d'ordre comme la restauration de l'ISF, la suppression de la CSG sur les retraites ou l'instauration du référendum d'initiative citoyenne. Mais aussi des témoignages qui trahissent des détresses individuelles ou de nombreux appels à davantage de solidarité, dont n'est pas absente la préoccupation écologique.

- «Mesdames, Messieurs les dirigeants ! Un toit pour tous ! De la nourriture de proximité pour tous ! Des salaires augmentés, le partage des richesses, le développement des transports en commun et leur gratuité, le respect des citoyens les plus fragiles. Si vos réflexions partent de ces quelques critères, l'écologie s'installera comme une évidence pour tout le monde»
- «L'argent, on sait où on peut en trouver mais les GROS on ose pas y toucher, de la solidarité de leur part serait exemplaire»
- «Stop à la politique de l'individualisme, de la performance, fin de la marchandisation à tout-va, aide aux économies d'énergie, grand plan d'isolation de l'habitat, accès à la culture pour l'épanouissement de chacun.»
- «Un gros dirigeant qui gagne des millions d'euros est amoral. La fiscalité en France, gros problème ! Pourquoi ceux qui gagnent le plus arrivent avec toutes sortes de procédés à ne pas payer d'impôts ?»
- «Taxe sur le kérosène, taxe sur les transactions financières, des aides pour les agriculteurs en transition bio, les impôts pour plus et de meilleurs services publics, pas pour renflouer les banquiers»
- «l'arrêt des avantages aux présidents de la République et leur famille, la suppression des frais d'obsèques aux sénateurs, le non-paiement des sénateurs et députés qui dorment durant leur représentation au Sénat et à l'Assemblée nationale».
«Monsieur Macron se plaint que le social appliqué aux pauvres coûte un "pognon de dingue". Il y a autre chose qui coûte un "pognon de dingue" : ce sont nos élus et anciens élus»

Désertification, éloignement des services publics, déserts médicaux, fracture numérique... Les maux de la ruralité, dans des cahiers de doléances essentiellement ouverts dans des petites communes, sont bien sûr très prégnants.

- «Transports en commun inexistant ; classes menacées de fermeture; Internet qui ne passe pas ; il faut grimper sur un mur pour capter le téléphone portable. [...] Merci de prendre en considération ce moment démocratique et de le transmettre.»
- «Travaillant dans le milieu médical les jours fériés, les week-ends, en horaires décalés, je ne m'en sors plus financièrement.

Que faire ?»

- «Nous sommes tous courageux mais nous ne comprenons plus ce système français qui nous étouffe.»

- une «politique au service du peuple et non l'inverse» (Source : Libération 10 janvier 2019)

La fabrication du consentement ne fonctionne plus.

- "Gilets jaunes" : le soutien des Français pour le mouvement baisse, mais reste majoritaire - Franceinfo 09.01

Environ 6 Français sur dix disent "soutenir" le mouvement ou avoir de la "sympathie" pour lui. Franceinfo 09.01

Toutes les bonnes (ou plutôt mauvaises) choses ont une fin ! Cause toujours tu m'intéresses !
L'enfumage : C'est terminé !

- Grand débat national : les Français sont sceptiques - LeFigaro.fr 11 janvier 2019

Sept Français sur dix estiment que la consultation ne sera pas utile pour le pays, selon le sondage Odoxa-Dentsu Consulting pour Le Figaro et France Info. LeFigaro.fr 11 janvier 2019

Même cela n'a pas eu le "succès escompté !"

Totalitarisme. Militarisation des esprits. J'ignorais que France Télévisions vous avait offert un Noël dans une caserne... à vos frais !

Le 25 décembre dernier, la deuxième chaîne du poste diffusait « Un Noël avec nos soldats », animée par Michel Drucker et Marie-Sophie Lacarrau. Tournée à la base de Port-Bouët à Abidjan (Côte d'Ivoire), cette dernière avait pour but d'immerger les téléspectateurs dans le quotidien des forces armées.

Seulement voilà : l'émission n'a pas rencontré le succès escompté.

Estimée à un million d'euros, l'émission devait pourtant être partiellement financée par les grands groupes industriels français. Tim Newman, producteur du show, avait rencontré la délégation à l'information et à la communication de la défense (DICO) le 12 septembre dernier, affirme La Tribune. Se prévalant d'un accord de l'Élysée – afin de promouvoir l'armée française -, il avait demandé à être co-financé à hauteur de 450 000 euros. Une demande finalement déboutée par Airbus, Dassault Aviation, MBDA, Nexter ou encore Naval Group.

Résultat, c'est France Télévisions qui a dû mettre la main à la poche?! Alors que le groupe ne devait financer l'événement qu'à hauteur de 450 000 euros, il a dû injecter 200 000 euros supplémentaires... voici.fr 09.01

Ils ont la haine du prolétariat chevillée au corps. Les belliqueux se vengent sur nos gosses !

- Suppression des allocations pour les parents d'élèves violents : Blanquer hérisse les Marcheurs - LeParisien.fr 11 janvier 2019

En confirmant qu'il songeait à sanctionner les parents d'enfants violents, le ministre de l'Éducation, Jean-Michel Blanquer, s'est immédiatement attiré des critiques chez les députés LREM.

La majorité n'a pas tardé à sortir les herses ! Et avec une vivacité rarement vue. La possibilité, sérieusement étudiée par le ministre de l'Éducation, Jean-Michel Blanquer, - comme nous l'avons révélé ce mercredi - de priver d'allocations les parents « complices d'une évolution violente » de leur enfant a été accueillie par une salve de réactions résolument hostiles, via Twitter notamment.

« Ajouter de la misère et de la précarité aux difficultés parentales ne peut constituer une mesure éducative appropriée », prévient ainsi Marie-Pierre Rixain, députée LREM de l'Essonne.

Comment imaginer une seconde qu'une famille dépassée par un adolescent violent, pourra mieux y faire face une fois privée de ces allocations ? Ce serait une double peine insupportable.

« On touche au cœur de ce qu'on porte, c'est pour cela que ça réagit très fort », observe Martin Bohmert, délégué général des Jeunes avec Macron, qui se dit lui-même « tout à fait opposé » à une telle mesure. LeParisien.fr 11 janvier 2019

Instrumentalisation de l'extrême droite.

- Gilets jaunes : Le Rassemblement National sort grand gagnant dans un sondage - publicsenat.fr 09.01 Selon un sondage Ifop-Fiducial, le Rassemblement National est le parti qui incarne le mieux l'opposition. Une première depuis mai 2017. Jusqu'au mois dernier, cette position était dévolue à La France Insoumise.

- Marine Le Pen voit des "convergences" avec Mélenchon - Reuters 09.01

Le lendemain, elle a fait savoir que tout "rapprochement" avec LFI était impossible à envisager.

On se marre, parce que cette "convergence" avait dû lui être soufflée par un de ses conseillers bien inspiré, et dès la parution de cette info son entourage qui doit avoir un niveau intellectuel supérieur au sien, sans difficulté ou mérite, a dû lui dire que c'était une grosse connerie, une de plus !

Les amalgames rouge-brun ne doivent pas dépasser le stade de la propagande, c'est bon pour les médias de merde, au-delà ce n'est pas sérieux ou les intentions de leurs auteurs seraient démasquées !

Boycott ! Qui participe au "grand débat national" cautionne la politique antisocial de Macron et le régime, c'est un jaune, un traître !

- Grand débat: CGT et Solidaires n'iront pas à Matignon - AFP 10 janvier 2019

"Non", Philippe Martinez, le secrétaire général de la CGT, n'ira pas vendredi à Matignon pour discuter du grand débat national à venir organisé par l'exécutif en réponse au mouvement des "gilets jaunes", a-t-il dit jeudi, de même que Solidaires.

De leur côté, Laurent Berger (CFDT), Yves Veyrier (Force ouvrière), François Hommeril (CFE-CGC), Philippe Louis (CFTC) et Luc Bérille (Unsa) se rendront à ce rendez-vous prévu à 09H00, ont dit leurs services respectifs à l'AFP.

Matignon a convié vendredi les responsables syndicaux à une "consultation" sur le débat national.

Philippe Martinez n'appelle pas à rejoindre le mouvement des "gilets jaunes", alors que fin décembre, il avait donné des signaux de rapprochement.

"Ce mouvement n'a pas de coordination nationale. Quel interlocuteur on a au niveau national pour discuter? Aucun, d'ailleurs ils n'en veulent pas", a-t-il dit.

Solidaires a appelé mercredi à manifester sur l'ensemble du territoire samedi prochain lors de l'acte 9 de la mobilisation des "gilets jaunes", de même que les samedis suivants. AFP 10 janvier 2019

Collaboration de classes (dialogue social). Yves Veyrier (FO) se sent frustré, on l'a empêché de faire le sale boulot au côté de Macron!

"Ce qui a manqué depuis longtemps, c'est l'écoute des syndicats, la place et la prise en compte du dialogue social" estime ce mercredi sur franceinfo Yves Veyrier, secrétaire général du syndicat Force Ouvrière

"Cela fait longtemps par exemple qu'on alerte sur la présence des services publics, sur la fermeture de classes, d'hôpitaux, de bureaux de poste, d'agences du trésor, etc", rappelle Yves Veyrier. "On va ré-alerter encore et encore, argumenter, etc. Ensuite il revient aux politiques d'arbitrer sur l'intérêt général".

Yves Veyrier s'interroge également sur l'après-débat : "Comment le grand débat sera-t-il pris en compte et de quelle manière ? C'est effectivement la question qui se pose pour nous. Quand est-ce qu'on va répondre à ce que nous avons déjà pu dire ?" franceinfo 09.01

Rappel : Sept Français sur dix estiment que la consultation ne sera pas utile pour le pays, selon le sondage Odoxa-Dentsu Consulting pour Le Figaro et France Info. LeFigaro.fr 11 janvier 2019

Infos et derniers développements du mouvement populaire lancé le 17 novembre 2018

Légitime défense. Les agresseurs étaient les CRS.

- L'ex-boxeur suspecté d'avoir agressé deux gendarmes placé en détention provisoire - BFMTV 09.01

Christophe Dettinger, l'ancien boxeur professionnel filmé en train d'agresser des forces de l'ordre samedi à Paris dans le cadre de la mobilisation des "gilets jaunes" a été placé en détention provisoire, au terme de sa comparution immédiate ce mercredi. Le procès est reporté au 13 février, puisque l'ex-boxeur suspecté a demandé un délai supplémentaire afin de pouvoir préparer sa défense.

"On considère que rien ne justifiait ce placement en détention" a regretté son avocat Me Vigier à la sortie de l'audience. "La motivation retenue est pour nous une motivation d'habillage mais qui n'est pas conforme à ce qu'un juge doit dire" a-t-il expliqué.

"Je regrette, j'aurais pas dû le taper", s'est exclamé le prévenu dans la salle d'audience juste avant le délibéré. "C'était un moment de panique, on s'est fait gazer. Je vois des CRS matraquer des gens et là j'ai perdu le contrôle", a déclaré Christophe Dettinger.

"Cette réaction je l'aurais eue comme si j'avais vu une dame se faire taper dans le métro", a poursuivi l'ancien-boxeur... BFMTV 09.01

Commentaires d'internautes.

1- Tout est filmé, finalement, on voit un "force de l'ordre tabasser et mettre à terre une femme puis lui mettre des coups de pieds ensuite seulement le boxeur et un autre gilet jaune l'arrête en l'arrachant et devant la lâcheté de cet homme lui fait subir le même sort qu'il faisait à la dame !

Ca n'excuse pas la violence, mais il est clair que le "bleu" n'avait certainement aucune justification de donner des coups de pieds à une femme au sol...

<https://twitter.com/LinePress/status/1081554081922064386/video/1> mettre en grand à 7' et regardez à gauche, la femme c'est la boule rouge au sol.

2- Puisque vous en parlez je tiens à vous montrer la vidéo de ce qu'il s'est passé avant, on le voit se faire gazer en plein visage à au moins 2 reprises ce qui d'expérience est très désagréable. On y voit aussi nos chers CRS lancer des GLI-F4 en arc de cercle, ce qui est complètement illégal bien entendu. Donc à mon sens sa réaction est normale et d'ailleurs elle n'est pas préméditée car il n'a pas le visage masqué. <https://www.youtube.com/watch?v=-NTwurUqUwo>

3- La friction commence en aval de la passerelle. Les CRS stoppe la manifestation avant qu'elle n'atteigne son point de dispersion prévu en face de l'Assemblée Nationale. De ce fait, ceux qui sont à hauteur de la passerelle et tout ceux devant eux ne savent plus avancer.

4- J'ai vu ailleurs qu'ils ont été bloqué sur le parcours qui devait se terminer devant l'assemblée. ils se sont donc fait rouler dans la farine (ou plutôt embrumé dans le gaz en fait. ils ont négocié pour passer par d'autres côtés, sans résultats

<https://youtu.be/JMG3Lqupeds?t=1506>

Je viens de regarder quelques vues, apparemment technique de blocage, encerclement, et ensuite infiltration gazeuse et grenade.

Franchement, il faut être courageux pour aller manifester à Paris, les Gilets Jaunes risquent littéralement leur tronche.

5- Si Christophe Dettinger est devenu si populaire depuis samedi, c'est parce qu'il apparaît comme le poing vengeur du Peuple contre les RoboCops de l'État policier, qui se croient tout permis depuis Sarkozy.

Après tout, il a réussi à repousser les pandores sur la passerelle. Sans matraque, sans flashball, sans grenade de défigurement (euh, de "désencerclement").

6- "Et en même temps" ce boxeur courageux, traité de lâche, est mis en garde à vue, alors qu'un commissaire voyou, fraîchement décoré de la Légion d'honneur, tabasse des GJ en toute impunité.

7- Je ne comprends pas l'accusation de violence faite au boxeur Dettinger. La boxe est un 'art martial' qui canalise la violence. Ce que les images montrent parfaitement: il frappe non pas un policier mais le bouclier que celui-ci tient; comme un sac de sable à l'entraînement. Le policier n'est pas frappé ni au visage ni sur le corps; le boxeur n'a pas de gants. ce déséquilibre des forces permet de dire qu'il fait "reculer" son adversaire, sans le frapper directement. Le policier le sait parfaitement d'ailleurs, qui encaisse les coups sans souffrir, mais qui recule. Plutôt qu'une menace "menaçante" avec un pavé ou un cocktail Molotov, l'homme est parfaitement "transparent", visage découvert, mains nues, son innocuité est manifeste. Comment les journalistes arrivent-ils

à totalement renverser les faits?

8- L'itinéraire était déclaré et a été empêché ce qui a amené les participants à prendre cette passerelle très pacifiquement.

9- Ce reportage d'un blogueur sur la journée du 15 Dec, confirme votre témoignage et celui bien nombreux des GJ sur ces brigades spécialisées dans la provocation d'émeutes. En outre de façon pondérée, il démontre par ce reportage, qu'un ensemble d'appareil d'état est mis en œuvre de concert afin de délégitimer toutes revendications populaire.

https://www.youtube.com/watch?v=H_WKBqhDggY

10 - La police organise une nasse. Elle provoque les violences pour que les journaux fassent des images et que les commentateurs habituels des JT fassent leur numéro au 20H.

11- Ce n'est pas tant la violence physique qui lui est reprochée, que le fait d'avoir tenu en respect des agents des forces de l'ordre, même plus, de les avoir contraint à reculer.

C'est symboliquement, d'avoir indirectement défié le pouvoir en place, au travers des forces de l'ordre qui exécutent les ordres donnés par ce pouvoir.

La violence brute exercée par ces forces de l'ordre a causé chez de nombreux manifestants des dégâts physiques bien plus graves, surtout quand ils sont irréversibles, que ceux infligés par le "gj boxeur". Mais les commentateurs des "médiats mainstream" n'ont rien à redire, car les forces de l'ordre ont le monopole de la violence légale, et défendent en exécutant les ordres du pouvoir en place, un ordre social qu'ils ne souhaitent pas voir remis en question.

L'ordre policier doit régner !

- La gilet jaune qui dit avoir été sauvée par Christophe Dettinger raconte - Le HuffPost 10 janvier 2019

Elle a défendu Christophe Dettinger, l'homme qui lui a "sauvé la vie" pendant l'acte VIII de la manifestation des gilets jaunes, devant le tribunal de Paris le 8 janvier. L'ancien boxeur professionnel, accusé d'avoir roué de coups deux gendarmes, aurait ainsi sorti la manifestante, de son prénom Gwenaëlle, d'une situation qui mettait sa vie en danger (découvrez son témoignage en tête de cet article).

"Je me suis retrouvée par terre, en boule" explique-t-elle, alors qu'elle était matraquée par un policier. Ce dernier la frappait à la poitrine: atteinte d'un cancer du sein, elle n'arrivait pas à reprendre son souffle. C'est alors que Christian Dettinger serait arrivé : "Il a enlevé le policier qui était sur moi [...] j'ai pu enfin me sortir de là, il m'a sauvé la vie" Le HuffPost 10 janvier 2019

Nous soutenons Christophe Dettinger, évidemment et cette jeune femme sauvagement agressée par les CRS.

Quand on entrave la liberté de manifester, ce sont les libertés politiques qui définissent la république qui sont trahies, piétinées.

- Denormandie reproche à Mélenchon d'avoir "trahi la République" - AFP 09.01

Le ministre du Logement Julien Denormandie a reproché mercredi à Jean-Luc Mélenchon d'avoir "trahi la République", le chef de file de La France Insoumise ayant condamné la fermeture de la cagnotte de soutien pour l'ex-boxeur soupçonné d'avoir agressé deux gendarmes. AFP 09.01

Lénine - À propos de l'"économie impérialiste" - Août – Octobre 1916 - Tome 23

Et comment l'impérialisme « concilie »-t-il son économie avec la république ?

Nous lui rappellerons les paroles suivantes d'Engels.

Il s'agit de la république démocratique. La question posée est la suivante : la richesse peut-elle dominer sous cette forme de gouvernement ? C'est-à-dire la question porte précisément sur la « contradiction » entre l'économie et la politique. Engels répond : « La république démocratique ne reconnaît pas officiellement les différences de fortune » (entre les citoyens). « La richesse y exerce son pouvoir d'une façon indirecte, mais d'autant plus sûre. D'une part, sous forme de corruption directe des fonctionnaires » (ce dont « l'Amérique offre un exemple classique ») ; « d'autre part, sous forme d'alliance entre le gouvernement et la Bourse » (14) (...)

La république démocratique contredit « logiquement » le capitalisme, car elle met « officiellement » sur le même plan le riche et le pauvre. C'est là une contradiction entre le régime économique et la superstructure politique. La même contradiction oppose la république à l'impérialisme, et elle est approfondie ou aggravée du fait que le remplacement de la libre concurrence par le monopole rend encore plus « difficile » la réalisation de toutes les libertés politiques.

Comment le capitalisme se concilie-t-il avec la démocratie ? Par la réalisation indirecte, dans la pratique, de la toute-puissance du capital ! Il existe deux moyens économiques à cet effet :

1) la corruption directe ;

2) l'alliance du gouvernement avec la Bourse. (Pour exprimer cette vérité nos thèses portent qu'en régime bourgeois, le capital financier « achètera et corrompra librement tout gouvernement et ses fonctionnaires ».)

Avec la domination de la production marchande, de la bourgeoisie, du pouvoir de l'argent, la corruption (directe ou par la Bourse) est « réalisable » sous toute forme de gouvernement, sous toute démocratie.

Qu'y a-t-il de changé sous ce rapport lorsque le capitalisme est remplacé par l'impérialisme, c'est-à-dire lorsque le capitalisme pré monopoliste fait place au capitalisme monopoliste ?

Le seul changement est que le pouvoir de la Bourse s'accroît ! Car le capital financier est le très grand capital industriel, arrivé au stade du monopole et fusionné avec le capital bancaire. Les grandes banques fusionnent avec la Bourse en l'absorbant. (Dans les publications sur l'impérialisme, on parle d'une diminution du rôle de la Bourse, mais seulement en ce sens que toute banque géante est elle-même une Bourse.)

Note

14 - Voir F. Engels, L'origine de la famille, de la propriété privée et de l'État, Éditions Sociales, Paris 1954, p. 158.- P. 49

L'alliance du sabre et de la banque.

- "Gilets jaunes" : la cagnotte en soutien aux forces de l'ordre blessées dépasse le million d'euros - Franceinfo 10 janvier 2019

Hystérie. Qui sont les complotistes, devinez.

- Cagnottes: Schiappa s'interroge sur une ingérence étrangère - L'Express.fr 10.01

Interrogée au sujet de la cagnotte pour Christophe Dettinger, Marlène Schiappa a évoqué la possibilité d'une ingérence étrangère. L'Express.fr 10.01

Que tous les opprimés s'unissent et se soulèvent pour renverser le régime et instaurer une République sociale!

- Après l'arrestation de Dettinger, les appels de gitans à se mobiliser enflamment les gilets jaunes - Le HuffPost 10 janvier 2019

Tout est parti de vidéos publiées lundi 7 janvier sur des pages Facebook dédiées aux gilets jaunes. Deux hommes, présentés comme membres de la communauté gitane, appellent leurs proches à se mobiliser en soutien à l'ancien boxeur Christophe Dettinger.

L'un des deux protagonistes des vidéos alerte même le gouvernement sur le caractère inextinguible que prendrait la colère si jamais le "garçon" venait à être incarcéré. "Si vous voulez la Révolution, prenez ce garçon là et on vous fera une guerre, tous, dans toute la France. Et à tout le peuple gitan de la France: il faut qu'on se rejoigne samedi prochain et on va voir si on va pas casser nous", alerte l'homme sur la page "Gilet Jaune Pour le Peuple par le Peuple". Une vidéo visionnée à 200.000 reprises et partagée par près de 10.000 internautes en trois jours.

Depuis, les appels à la mobilisation gitane se multiplient. Et ils témoignent -presque- toujours de la volonté jusqu'au-boutiste de se faire entendre par la violence et le chaos face à la surdité du gouvernement et les violences policières.

"À ta place j'aurais fait la même chose. T'as agi comme il le fallait. Ce sont des forces de l'ordre, ils n'ont pas à être au dessus des lois", explique par exemple un jeune homme dans une vidéo publiée sur la page Facebook "La France en colère - Carte des rassemblements" (une des plus populaires du mouvement), avant d'ajouter: "Macron, je vais te dire quelque chose. Les gitans c'est comme les braises. Quand tu as une braise qui est bouillante et que tu souffles dessus, ça ravive une flamme. Et

cette flamme-là, c'est le peuple voyageur. (...) C'est tout le peuple gitan qui va se réveiller. Du haut de ton piédestal, on va te faire redescendre." Et de conclure sur cette note tranchée: "ce gouvernement il va tomber, je vous le dis moi."

Cet appel à faire des "dégâts" et du "grabuge" à Paris "pour plusieurs jours" est relayé cette fois ci par plus de 40.000 internautes.

Deux autres personnes évoquent même la mise en branle d'une organisation discrète voire secrète pour préparer l'acte IX de samedi et leur "entrée" dans la contestation. "Castaner, ici c'est les gens du voyage. (...) On est tous en train de se parler à l'heure qu'il est", lance par exemple un gilet jaune dans une vidéo publiée mercredi et visionnée 200.000 fois en une trentaine d'heures.

"Jusqu'à maintenant on s'est fait tout petit. Faire les manifestations pacifiquement c'est très dur pour nous, on n'y arrive pas. Partout où on va en manifestation y'a du dégât", ajoute-t-il avant de menacer le président de la République entre deux condamnations de violences policières: "le gitan de Massy, s'il n'est pas dehors vendredi, samedi tu vas avoir affaire à nous. Nous, on va pas venir huit semaines pour prendre des coups gratuits. On va aller chercher directement tes CRS et tes policiers. Et après on viendra te chercher."

De nombreux autres appels de ce type font mouche sur les pages Facebook dédiées aux gilets jaunes. Et tous se rejoignent dans la volonté affichée de faire basculer le mouvement pacifique dans une lutte armée. "Regarde ce qui arrive samedi. On est déjà une bonne centaine, une bonne centaine de camions et de campings", prévient un autre membre de la communauté gitane dans une vidéo adressée, là aussi, à Emmanuel Macron.

Celui qui parle de "groupe privé spécial" dédié à l'organisation de l'Acte IX -et interdit aux médias- promet lui aussi un renversement du gouvernement: "on va essayer de rentrer à l'Élysée samedi (...) Nous aussi on est armé, nous aussi on a ce qu'il faut Macron."

Face à la violence des propos tenus dans ce genre d'extraits, le Préfet de Police a fait, selon BFMTV, des signalements au parquet de Paris pour "trois vidéos" circulant sur les réseaux sociaux, sans préciser lesquels.

Très partagés, ces messages, aussi radicaux et violents soient-ils, suscitent énormément d'espoir parmi les gilets jaunes. Depuis quelques jours, ce sujet monopolise une grande partie des échanges sur les pages Facebook dédiées au mouvement, là où la mobilisation a démarré et où elle perdure aujourd'hui. Qu'elles soient écrites ou simplement des partages de vidéos existantes, les publications sur ce thème y sont largement commentées, approuvées et partagées.

L'écrasante majorité des internautes qui réagit à l'entrée probable d'une partie de la communauté des gens du voyage dans la lutte se dit ravie de voir ces jeunes hommes à la réputation quelque peu bagarreuse se joindre à eux.

Même son de cloche du côté de "la France en colère." "Macron veut une sanction exemplaire pour notre boxeur. Il vient de déclarer la guerre aux gitans. Ils sont chaud patate (sic)", se félicite un autre gilet jaune avec un smiley qui semble dire sa joie de voir potentiellement le mouvement se durcir.

Cet appétit pour le "tsunami gitan", comme certains le désignent sur Facebook, témoigne d'une radicalisation du noyau dur du mouvement alors que le contexte sécuritaire s'alourdit face à un gouvernement prônant "l'ultra fermeté face à l'ultra violence". Ils sont en réalité très peu à dénoncer la violence encouragée et élevée en valeur morale dans ces vidéos partagées, commentées et approuvées avec ardeur au sein des pages "gilets jaunes."

Les rares internautes sceptiques le sont uniquement en raison du caractère imprévisible de ces appels à manifester et de leurs conséquences impossibles à anticiper. Ils craignent, entre autres, de voir les gens du voyage se défilier comme ils le font, selon eux, depuis le début de la mobilisation.

D'autres, membres de la communauté gitane ou non, pointent les contradictions du mouvement contestataire. "C'est marrant les gens toute l'année nous crachent sur la gueule et maintenant tout le monde et content de notre venu dans le mouvement (sic)", s'indigne par exemple une internaute, avant d'interroger les principaux intéressés via cette publication sur une de leurs pages Facebook favorite: "enfin venu le temp de nous respecter? D'arrêter de nous montrer du doigt? De nous intégrer?"

"Tous unis", lui répondent les gilets jaunes. Le HuffPost 10 janvier 2019

Totalitarisme. "Tout manifestant peut être un jour soupçonné d'être un mauvais manifestant".

Fichier de casseurs : "Cela devient extrêmement dangereux pour les libertés publiques", prévient l'ex-bâtonnier de Seine-Saint-Denis - franceinfo 08.01

Stéphane Campana : Encore un fichier ! Il y a une boulimie de fichiers, de fichages, au ministère de l'Intérieur depuis des années, au point qu'entre les recoupements des différents fichiers on est arrivé à 19,8 millions personnes fichées en France, c'est un chiffre

de la commission d'enquête parlementaire. Le problème c'est aussi la gestion du fichier, sa permanence, quelle va être la durée, l'étendue, le contrôle. Est-ce que vous y serez toute votre vie sous prétexte que personne n'aura pris la peine de nettoyer ces fichiers, malgré la nouvelle loi sur le régime des données personnelles ?

Que pensez-vous du parallèle avec les hooligans ?

On n'est plus du tout sur une niche de population de supporters, on est sur une liberté publique, celle de manifester, d'aller et venir. Si on applique la réglementation en matière de répression contre le hooliganisme, cela devient extrêmement dangereux pour les libertés publiques. Cela a toujours été la contradiction entre les mesures nécessaires pour maintenir l'ordre et le maintien des libertés publiques. Tout supporter peut être soupçonné d'être un mauvais supporter. Ce qui m'inquiète c'est que tout manifestant peut être un jour soupçonné d'être un mauvais manifestant. C'est là le problème. franceinfo 08.01

Totalitarisme. Même à la longue-vue, la simple "**présence de manifestants hostiles**" à sa majesté doit être réprimée.

- Pour la visite de Macron à Créteil, tensions entre gilets jaunes et forces de l'ordre - HuffPost 09.01

Le chef de l'État a vu sa première sortie de l'année 2019 quelque peu mouvementée. Emmanuel Macron devait inaugurer la maison du Handball à Créteil, dans le Val-de-Marne ce mercredi 9 janvier. Sa visite a été marquée par la présence de manifestants hostiles à sa venue, entraînant des heurts avec les forces de l'ordre.

Dans le détail, environ 150 gilets jaunes et stylos rouges - des professeurs en colère -, se sont rassemblés à proximité de la sortie du métro 8 Créteil-Pointe du Lac, à l'appel des syndicats, notamment, expliquait Le Parisien, la veille, le mardi 8 janvier.

Un vaste périmètre de sécurité avait été mis en place autour de la Maison du handball, et la centaine de manifestants était cantonnée à environ 900 mètres. "Police nationale, milice du capital" ou "Macron t'es foutu, les travailleurs sont dans la rue", ont scandé les manifestants. Afin d'empêcher les manifestants d'atteindre le gymnase, les forces de l'ordre sont intervenues, des heurts ont éclaté.

Elles ont eu recours à du gaz lacrymogène afin de les disperser. HuffPost 09.01

Totalitarisme. Appel à la délation. "Il y a pire que celui qui tabasse", celui qui souhaite "un climat insurrectionnel", qui ose souhaiter la chute du régime. Donc, toute opposition au régime doit être interdite, réprimée.

- Aurore Bergé signale les propos de cadres LFI à la justice - L'Express.fr 09.01

La députée LREM leur reproche d'encourager les gilets jaunes à poursuivre leurs actions violentes, y compris contre les élus.

La République en marche a choisi de répondre à La France insoumise dans les tribunaux. Aurore Bergé, la porte-parole des députés LREM, a signalé ce mercredi à la justice les propos tenus par deux "cadres de LFI", Thomas Guénolé et Juan Branco, en soutien aux gilets jaunes. Ils relèvent, selon elle, de la "provocation aux crimes et délits".

"En tant qu'élus de la République, quand on a connaissance de crimes ou de délits, c'est notre devoir, notre responsabilité de les signaler et on a des propos qui, aujourd'hui, clairement, invitent à commettre des délits ou des crimes", a expliqué la députée sur France 2. Son domicile "a été placé sous protection parce qu'il y a des menaces sur mon domicile privé", a-t-elle expliqué.

Dans ces propos, a-t-elle résumé sur France 2, ils "ont dit clairement qu'ils souhaitaient que la violence se poursuive, qu'ils souhaitaient un climat insurrectionnel, qu'ils souhaitaient que nous tremblions, nous, élus de la République, dans notre chair ; qu'ils souhaitaient que nous ayons peur, qu'ils se félicitaient des violences, qu'on ne pouvait pas caractériser de violence le fait d'avoir balancé des pavés, je cite, ou renversé des bagnoles".

"Il y a pire que celui qui menace, que celui qui tabasse, que celui qui intimide, il y a ceux qui arment les esprits pour légitimer ces violences dans notre pays", a dénoncé la députée des Yvelines.

Elle a également critiqué l'attitude de Jean-Luc Mélenchon qui, "depuis des mois, se félicite et se gargarise de ces violences".

"Quand a-t-il condamné les menaces contre les élus de la République en marche ? Quand a-t-il condamné les violences contre les journalistes ? Quand a-t-il condamné les violences contre les forces de l'ordre ?", a-t-elle demandé. L'Express.fr 09.01

Quand Macron et son gouvernement, LREM, Aurore Bergé ont-ils condamné les provocations policières, les insultes, les violences des forces de l'ordre contre des manifestants pacifiques ou parfois de simples passants ?

Quand on méprise le peuple, il vous répond à sa manière, c'est tout !

- "Gilets jaunes" : insultée sur les réseaux sociaux, Marlène Schiappa porte plainte - Franceinfo 09.01

"Sur la page Facebook de la ministre, il y a des milliers de commentaires d'insulte, de menaces de mort, de viol, d'appel au suicide, des montages photo orduriers", décrit son cabinet à franceinfo. Franceinfo 09.01

Qui est à l'origine des violences ? Les auteurs du coup d'Etat de mai 2017 qui sont minoritaires et illégitimes pour décider l'orientation de la société.

- Le Gendre dénonce le "silence" des "extrêmes" face aux violences anti-députés - Reuters 09.01

Le président du groupe La République en marche à l'Assemblée nationale, Gilles Le Gendre, dénonce le "silence assourdissant" du Rassemblement national et de La France insoumise face aux violences subies par des députés de la majorité en marge du mouvement des "Gilets Jaunes"... Reuters 09.01

Totalitarisme. De la présomption d'innocence, à la présomption de culpabilité.

- ArcelorMittal : le lanceur d'alerte Karim Ben Ali placé en garde à vue à Thionville - Franceinfo 09.01

Selon le parquet, l'ancien chauffeur intérimaire a proféré des menaces à l'encontre d'un responsable d'ArcelorMittal. Franceinfo 09.01

Parole du parti de Vichy ou du fascisme.

- Le climat social "rappelle des choses terrifiantes" à Juppé - Reuters 09.01

L'ancien Premier ministre Alain Juppé a tiré mercredi la sonnette d'alarme à propos de la crise des "Gilets jaunes", qui menace selon lui les libertés et rappelle "des choses un peu terrifiantes en termes historiques". Reuters 09.01 Reuters 09.01

On rappellera que la majorité des personnalités qui figuraient dans l'entourage de de Gaulle après la fin de la Second Guerre mondiale avaient collaboré avec le régime de Vichy. C'est vérifiable sur le Net.

Totalitarisme. Interdit de réunion.

- La justice nantaise ordonne l'évacuation de "Gilets jaunes" - Reuters10 janvier 2019

Le juge des référés du tribunal administratif de Nantes a ordonné jeudi l'expulsion des "Gilets jaunes" qui occupent un terrain près du périphérique nantais et deux ronds-points de Donges, près de Saint-Nazaire (Loire-Atlantique).

Même si cette occupation a été jusqu'à présent "sans violence et sans gêne particulière pour la circulation des personnes et des biens", cela "ne saurait exclure à tout moment, dans un climat d'exaspération, des réactions particulièrement inappropriées de conducteurs de véhicules ou même de manifestants", considère le magistrat.

L'évacuation du terrain n'est donc "pas constitutive (...) d'une atteinte disproportionnée à la liberté de réunion" et présente "un caractère utile et urgent", conclut le juge.

L'avocat des occupants avait pourtant rappelé à l'audience que les gendarmes eux-mêmes avaient fait état de distributions "ponctuelles" de tracts au niveau de la porte de Grand-Lieu, près du périphérique nantais, et que les Gilets jaunes y "veillaient à ne pas gêner la circulation".

"Ils n'en distribuent que quand il y a des bouchons en direction de l'aéroport", avait-il dit.

Me Pierre Huriet estimait également que l'expulsion de ses clients serait contraire à la "liberté de réunion", alors que les Gilets jaunes peinent à obtenir des salles municipales. Reuters10 janvier 2019

Il ne leur restera plus qu'à prendre d'assaut la préfecture ou la mairie et à s'y installer pour tenir leur Assemblée populaire...

"J'ai été agressée alors que j'utilisais mon droit de manifester"

- Nantes : six personnes portent plainte et dénoncent des violences policières lors de manifestations de "gilets jaunes" - franceinfo 10.01

À Nantes, six personnes blessées au cours de manifestations de "gilets jaunes" ont déposé plainte contre X, jeudi 10 janvier, pour des faits de violences volontaires avec arme par des personnes dépositaires de l'autorité publique, rapporte France Bleu Loire Océan. Deux femmes et quatre hommes ont déposé plainte. Des blessures à la tête ou à la cuisse

"Cela ne devrait pas être un danger de manifester. Nous continuerons de faire des actions pour dénoncer ce qui ne va pas dans notre pays et qui touche le monde entier" a expliqué à France Bleu, sur le parvis du palais de justice de Nantes, la belle-mère d'un manifestant blessé à la tête dans le cortège du 29 décembre, l'"acte 7 des gilets jaunes". Adrien, 22 ans, est sorti de l'hôpital le 7 janvier. Les médecins lui ont posé pas moins de 50 agrafes, explique encore France Bleu, et est encore très affaibli. La police des polices avait été saisie.

Autre blessée et plaignante : Agnès, "gilet jaune" du Pays de Retz (au sud-ouest du département de la Loire-Atlantique, autour de Pornic). Elle est touchée à la cuisse : "J'ai été blessée par un éclat de grenade de désencerclement alors que je marchais et qu'on allait se disperser" explique-t-elle. "Je n'ai rien commis d'illégal. J'ai été agressée alors que j'utilisais mon droit de manifester" témoigne-t-elle au micro de France Bleu Loire Océan. franceinfo 10.01

La Bourse ou la vie ?

- Les Gilets jaunes appellent à retirer l'argent des banques : est-ce dangereux ? - Capital 9 janvier 2019

Maxime Nicolle, alias "Fly Rider" du mouvement des Gilets jaunes, incite à retirer l'épargne des banques pour faire plier le gouvernement. Ce phénomène économique bien connu s'appelle un "bank run" ou une "panique bancaire". Il est très dangereux mais reste improbable.

"On va retourner aux urnes mais en passant par le distributeur", annonce sur Facebook le 7 janvier Maxime Nicolle, alias "Fly Rider", l'une des figures les plus médiatiques des Gilets jaunes. Cet appel n'a rien d'anodin et commence à faire tache d'huile sur les réseaux sociaux. L'opération est intitulée le "référendum des percepteurs" et consiste à se rendre simultanément aux distributeurs de billets pour retirer le maximum selon son patrimoine. "Beaucoup de gens vont retirer leur argent des banques. Beaucoup, beaucoup, beaucoup", prévient-il. L'objectif est clair : déclencher une panique bancaire et contraindre le gouvernement à céder à leurs revendications.

L'initiative a en réalité été lancée la veille par un autre internaute se revendiquant des Gilets jaunes. Toujours sur Facebook, un certain Tahz San déclare : "Pour l'Acte 9, nous allons faire peur à cet État en toute légalité et sans la moindre violence. (...) Nous savons tous que les pouvoirs du pays ne sont pas entre les mains du gouvernement mais dans celles des banques. Si les banques faiblissent, l'État faiblit aussitôt. (...) Samedi nous allons tous voter en retirant notre argent pour lui imposer le RIC (Référendum d'initiative citoyenne) en urgence". L'opération est prévue samedi 12 janvier à 8 heures. Elle est amenée à être reproduite le mois suivant en cas d'échec.

Les conséquences sont potentiellement très importantes : aucun établissement ne détient les liquidités correspondant aux dépôts de ses clients. Une banque incapable de faire face aux demandes de retraits (qui augmenteraient à mesure que les distributeurs s'assèchent) s'expose à l'impossibilité de payer ses frais de fonctionnement. Le schéma est ensuite classique : si une banque s'écroule, c'est l'ensemble du secteur qui vacille.

Il faut souligner que la perspective de retirer des grosses sommes est également conditionnée au type de carte bancaire. Les plafonds dépendent des banques, mais ils tournent la plupart du temps entre 300 et 500 euros par jour. Les titulaires de carte premium peuvent espérer retirer autour de 1.500 euros. Ces contraintes limitent les risques, néanmoins les participants au mouvement peuvent augmenter les tensions plus facilement s'ils s'en prennent aux agences du même réseau bancaire.

Il est donc très improbable que l'appel des Gilets jaunes entraîne suffisamment de retraits. Toutefois, il ne faut pas sous-estimer la peur engendrée chez les épargnants exposés à la rumeur. On constate ce type de comportement chez certains automobilistes lorsqu'ils anticipent une pénurie de carburant avant que celle-ci aie lieu. Ils sont alors nombreux à se ruer dans les stations-service et génèrent eux-mêmes la pénurie tant redoutée.

En dernier recours, les autorités financières disposent d'une panoplie d'outils afin d'éviter la panique totale. "Le plus simple est de limiter le montant de retrait par jour et par compte, comme cela a déjà été fait en Grèce par exemple. Éventuellement cela peut s'accompagner d'un contrôle des capitaux. C'est très efficace pour éviter que les banques ne fassent faillite", souligne Christopher Dembik de Saxo Bank. Capital 9 janvier 2019

Accusation infondée.

"80 % des radars de Seine-et-Marne sont estimés hors service (or) ce n'est pas dans ce département que les gilets jaunes ont été les plus nombreux, les plus visibles et les plus mobilisés."

- Radars : comment un outil efficace pour la sécurité routière est devenu une des cibles de la colère des "gilets jaunes" - francetvinfo. fr 09.01 LVOG - On devrait aussi pouvoir élire et révoquer les enseignant-chercheur en sciences politiques à l'université...

Fabrice Hamelin, auteur de cet article, est enseignant-chercheur en sciences politiques à l'université Paris-Est Créteil Val de Marne (Upec).

Depuis plusieurs semaines, la vindicte s'abat sur les radars automatiques fixes. Recouverts de sacs-poubelle, repeints, dégradés ou même incendiés, plus de la moitié des 3 200 radars fixes installés au bord des routes de France auraient été rendus inopérants depuis le début du mouvement des "gilets jaunes".

Le bilan des radars automatiques est connu. Ce bon bilan est aujourd'hui largement relayé par les médias : les radars installés au bord des routes ont permis une nette diminution des vitesses moyennes de circulation, la quasi-fin des grands excès de vitesse et la multiplication des infractions constatées.

Pour leurs défenseurs, cette technologie aurait sauvé 40 000 vies sur les routes de France et, depuis 2017, les recettes annuelles dépassent le milliard d'euros. Elles sont à plus de 90 % consacrées à la sécurité routière et à l'entretien des infrastructures. Et d'autres vertus pourraient lui être imputées : la rapidité de la sanction – qui a valeur éducative –, une meilleure équité dans le traitement des contrevenants – par la fin des indulgences – et une sanction qui n'est pas que pécuniaire.

Aujourd'hui, la perte d'efficacité des radars automatiques fixes ne fait plus de doutes. Le nombre de flashes est en baisse, tout comme l'est la transformation de ces flashes en contraventions. Les évolutions successives du dispositif de contrôle automatisé (les radars mobiles, les radars embarqués dans des voitures banalisées et privatisées) l'attestent mieux encore que les simples données enregistrées.

L'outil reste cependant essentiel à la réussite de la politique nationale de sécurité routière.

Pour autant, l'évaluation de l'action du gouvernement n'est plus perçue qu'à travers la réussite ou l'échec supposé de ce seul outil. Pour ces raisons, les radars détruits devront être réparés et/ou remplacés, y compris par les voitures banalisées comme le demandent des associations. La réduction de la vitesse à 80 km/h n'aura les résultats attendus qu'à la condition d'un contrôle sanction sans faille. Les coûts humains et économiques seront payés par la collectivité.

Il y a dans la dégradation des radars une forme singulière, extrême et visible de résistance aux outils de gouvernement de la sécurité routière. N'oublions pas qu'il s'agit d'actes de vandalisme. La dégradation d'un radar est un délit !

Les dégradations se sont accentuées avec le passage au 80 km/h. Elles se sont amplifiées avec le mouvement des « gilets jaunes ». Le gilet de sécurité, les ronds points, le coût du carburant, l'automobilité renvoient directement à l'exercice et à la régulation du droit à la mobilité. Même si le mouvement évolue dans sa composition comme dans ses revendications, il faut envisager cette délinquance – comme la violence routière d'ailleurs – à l'aune des pratiques de résistance à la politique de sécurité routière de l'État.

Les atteintes aux radars automatiques restent l'expression colérique d'une minorité délinquante. Ces actes sont le plus souvent individuels. En cela, ils témoignent d'abord de l'échec de la mobilisation des groupes organisés à faire entendre la parole des protestataires. Ce fut le cas pour les opposants au 80 km/h dont l'action collective n'a pas fait reculer le gouvernement en juillet dernier. Cette délinquance individuelle apparaît alors comme le geste un peu désespéré de ceux qui n'acceptent pas de n'avoir pu se faire entendre.

Ce type d'acte témoigne aussi autant de l'inorganisation d'un mouvement contestataire que de l'incapacité du gouvernement à lui apporter des réponses. Ces actions prennent aussi des formes plus collectives, à l'exemple des actions coup-de-poing menées sur un même territoire.

Ces actes délictueux sont aussi facilités par le fait qu'il s'agit d'objets technologiques, inanimés, et d'une grande fragilité pour certains. Lorsqu'ils sont signalés, facilement accessibles, non surveillés, ils sont particulièrement vulnérables aux dégradations. De ce fait, il faut aussi reconnaître que s'en prendre aux instruments du pouvoir plutôt qu'aux individus qui l'incarnent ou l'exercent reste une violence contestataire à niveau modéré et en voie de banalisation dans les sociétés démocratiques.

Les atteintes aux radars peuvent aussi être interprétées comme une réponse à la violence politique et sociale des gouvernants. La violence contre l'État et ses symboles répondrait à celle de l'État. La répression alimenterait l'indignation et la protestation.

Pour autant, il est bien difficile d'y avoir l'empreinte d'une quelconque stratégie politique. Quand 80 % des radars de Seine-et-

Marne sont estimés hors service, il faut garder en tête que ce n'est pas dans ce département que les gilets jaunes ont été les plus nombreux, les plus visibles et les plus mobilisés. Les appels à s'attaquer aux radars « pompe à fric » et le déploiement de haine sur les réseaux sociaux suggèrent aussi qu'on a peu affaire à une violence instrumentale. francetvinfo.fr 09.01

Ils osent tout. Novlangue et lobotomie. France Info ou le formatage des esprits à la résignation, à l'esclavage. Ce n'est pas de l'info, mais de la propagande idéologique.

Grille de lecture.

- Pour France Info se sont de bonnes nouvelles ou tout du moins leurs objets sont légitimes.

- Ils dénaturent systématiquement la réalité pour imposer la leur. En bons dictateurs, ils ne supportent pas que la réalité ne soit pas conforme à celle qu'ils avaient imaginée et qui devait servir leurs intérêts ou ceux de leurs mentors.

Comment France Info le cautionne : "**Les montants conséquents (sic!) (...) s'expliquent...**". Exorbitant !

Prédateurs. Les trusts pharmaceutiques sont des vautours.

- Les prix provisoires de deux anticancéreux innovants fixés à plus de 300 000 euros par patient - Franceinfo 09.01

Le prix unitaire du Yescarta, traitement du laboratoire américain Gilead, a été fixé à 350 000 euros par patient en France, tandis que celui du Kymriah, développé par le géant biopharmaceutique suisse Novartis, atteint 320 000 euros.

Les montants conséquents demandés par les deux laboratoires s'expliquent en partie par la grande complexité de ces thérapies. Elles consistent à prélever des cellules immunitaires (les lymphocytes T) chez un patient, puis à les modifier génétiquement in vitro pour les rendre capables, une fois réinjectées dans l'organisme, de détecter et tuer des cellules cancéreuses. France Info 09.01

Vous allez vous retrouver au chômage : C'est "**une bonne chose**"!

- La Tunisie va accueillir une partie des productions Bic délocalisées de Bretagne - France Info 09.01

Si la délocalisation de la production de crayons Bic est une mauvaise nouvelle pour les ouvriers de l'usine vannetaise, c'est une bonne chose pour l'économie tunisienne qui a du mal à décoller et à créer des emplois. France Info 09.01

L'AFP s'offusque, il a osé demeurer "**inébranlable face aux manifestations contestant son régime**".

Emmanuel Macron ? Mais non, le président soudanais Omar el-Béchir !

- Le président Béchir, inébranlable face aux manifestations au Soudan - AFP 10.01

Défiant depuis des années la justice internationale qui l'accuse de génocide, le président soudanais Omar el-Béchir se montre aussi inébranlable face aux manifestations contestant son régime.

A 75 ans, malgré le mouvement de protestation qui agite le Soudan depuis le 19 décembre, M. Béchir est déterminé à conserver le pouvoir saisi en 1989 après un coup d'Etat soutenu par les islamistes.

Au moins 19 personnes ont été tuées et des centaines blessées, depuis le début du mouvement provoqué par la hausse du prix du pain, dans une économie dévastée par la crise.

Crâne dégarni, large moustache et silhouette enrobée, M. Béchir doit sa longévité aux liens étroits qu'il a su conserver avec l'armée.

Malgré les nombreux défis qu'il a su relever, les analystes s'interrogent sur les capacités de M. Béchir à relever le défi des protestations actuelles au Soudan. AFP 10.01

Le nouvel ordre mondial ou la gouvernance mondiale. Plus vous serez nombreux et plus vous serez pauvres ou la paupérisation mondiale comme perspective.

- Quelles pourraient être les 10 premières économies mondiales en 2030 ? - LePoint.fr 9 janvier 2019

Dans les prochaines années, les pays émergents vont progressivement s'imposer dans le classement des 10 plus grandes

économies du monde, selon la banque britannique Standard Chartered.

Les économies émergentes vont progressivement s'imposer, selon les prévisions pour l'année 2030 de la banque britannique Standard Chartered.

Dans les prochaines années, les pays émergents vont progressivement s'imposer dans le classement des 10 plus grandes économies du monde, selon la banque britannique Standard Chartered. Cette dernière a fait évoluer ses prévisions à long terme et propose un classement des 10 premiers pays, en termes de PIB, pour l'année 2030, a relevé Bloomberg.

Selon ces nouvelles prévisions, la Chine occupera la première place du podium, suivie de l'Inde et des États-Unis à la troisième place. L'Indonésie s'installera en quatrième position, talonnée par la Turquie à la cinquième place.

« Nos prévisions de croissance à long terme reposent sur un principe fondamental : la part des pays dans le PIB mondial devrait finalement converger avec leur part dans la population mondiale, tirée par la convergence du PIB par habitant entre les économies avancées et les économies émergentes », expliquent dans une note les économistes de Standard Chartered.

L'Allemagne, seul pays d'Europe dans le classement

Selon Standard Chartered, la croissance de l'Inde devrait s'accélérer à 7,8 % d'ici à 2020, alors que celle de la Chine se réfrènerait à 5 % d'ici à 2030. La part de l'Asie dans le PIB mondial, qui atteignait 20 % en 2010, puis 28 % en 2018, atteindrait 35 % en 2030. Un chiffre comparable à celui de la zone euro et des États-Unis. LePoint.fr 9 janvier 2019

(Suite de la dernière causerie) Italie. Intox ou propagande du ministère de la Vérité.

- L'Italie chute dans un classement des démocraties, la France se maintient au 29e rang - franceinfo avec AFP 10.01

L'Italie a plongé au classement annuel des démocraties établi par The Economist Intelligence Unit (en anglais), publié mercredi 9 janvier. Le pays arrive en 33e position en 2018... franceinfo 10.01

- "Cette chute est en grande partie liée..."

- A "4 places de la France", mais la position de la France est enviable pour France Info, une "démocratie imparfaite" !

- "L'Italie souffre..." Tous les peuples souffrent, suffoquent !

- "The Economist Intelligence Unit, une société britannique." Pour un peu ne société anonyme. Qui ? The Economist détenue par la famille Agnelli et Rothschild ! (Lire l'article d'avant-hier plus détaillé et révélateur.)

Félicitation, la Grèce est entrée dans une "**nouvelle ère**"... ou la régression sociale généralisée!

- La Grèce est entrée dans une "nouvelle ère", se félicite Merkel à Athènes - Reuters11 janvier 2019

La Grèce est entrée dans une "nouvelle ère", mais doit poursuivre sur la voie des réformes, a estimé jeudi Angela Merkel, en visite à Athènes six mois après la fin du troisième plan de sauvetage financier.

"Aujourd'hui, vous arrivez dans une Grèce différente", a déclaré le chef du gouvernement. "Nous avons tous les deux traversé des moments difficiles (...) mais nous avons réussi à trouver (...) des solutions pour les surmonter", a déclaré le Premier ministre Alexis Tsipras.

Quelques centaines de personnes se sont rassemblées pour protester contre la visite de la chancelière et les forces de l'ordre ont fait usage de gaz lacrymogène pour les disperser, selon un journaliste de Reuters sur place. Reuters11 janvier 2019

Quand Jean-Yves Le Drian (PS) rejette les résultats d'une élection parce que son candidat n'a pas été élu. Où, en France ? Mais non voyons, son candidat a été élu en France et il en est le ministre des Affaires étrangères, en République démocratique du Congo. Mais il a hurlé à l'ingérence dans les élections présidentielles française (ou américaine) quand des chefs d'Etat ou de gouvernement étrangers ont osé exprimer des critiques envers son candidat, Macron (ou Clinton).

- RDC: l'opposant Tshisekedi proclamé vainqueur d'un scrutin contesté - AFP11 janvier 2019

La République démocratique du Congo semble s'engager jeudi dans la voie d'une alternance historique avec l'annonce de la victoire à la présidentielle d'un opposant, Félix Tshisekedi, cependant aussitôt contestée par une partie de l'opposition et par l'Eglise, et déjà marquée par le sang.

Actant la première transition démocratique depuis l'indépendance du pays en 1960, la Commission électorale nationale indépendante (Céni) a déclaré Felix Tshisekedi, 55 ans, vainqueur de la présidentielle avec 38,57% des voix, devant l'autre candidat de l'opposition divisée, Martin Fayulu (34,8%) selon des résultats provisoires.

La France elle est étonnamment montée au créneau.

"Il semble bien que les résultats proclamés (?) ne soient pas conformes aux résultats" réels et que M. Fayulu est "a priori" le vainqueur du scrutin du 30 décembre, a déclaré son ministre des Affaires étrangères Jean-Yves Le Drian à la télévision CNews, assurant s'appuyer sur les chiffres de la mission d'observation de l'Eglise catholique.

La RDC, plus grand pays d'Afrique sub-saharienne, vit une double situation historique. C'est la première fois qu'un opposant est proclamé vainqueur d'une élection présidentielle. C'est aussi la première fois que le président sortant accepte de se retirer, conformément à la Constitution, qui interdisait à Joseph Kabila de briguer un troisième mandat d'affilée.

Félix Antoine Tshisekedi Tshilombo, dit "Fatshi", haute taille et carrure massive, hérite du nom de son père Etienne, figure historique de l'opposition en RDC décédé le 1er février 2017, et de la machine de guerre laissée en héritage, l'Union pour la démocratie et le progrès social (UDPS), fondée dans les années 80 contre la dictature du maréchal Mobutu et au sein de laquelle il a gravi tous les échelons.

Il faisait équipe pour ce scrutin avec un "ticket", l'ex-président de l'Assemblée Vital Kamerhe. Mais c'est à Joseph Kabila qu'il a dédié ses premières paroles après avoir été "provisoirement élu" selon les termes officiels. "Aujourd'hui, nous ne devons plus le considérer comme un adversaire mais plutôt comme un partenaire de l'alternance démocratique dans notre pays."

La Cour constitutionnelle doit publier les résultats définitifs, qui peuvent encore faire l'objet de recours, dans les dix jours. Une possibilité évoquée par la coalition au pouvoir même si celle-ci a "pris acte" des résultats provisoires.

Son candidat, l'ex-ministre de l'Intérieur sous sanctions de l'Union européenne Emmanuel Ramazani Shadary, n'est arrivé qu'en troisième position avec 23,8%. Les 18 autres candidats font des scores anecdotiques.

Ce sont désormais les résultats des élections législatives, qui ont eu lieu le même jour que la présidentielle, qui sont attendus et qui permettront de déterminer les capacités de M. Tshisekedi à diriger le pays - s'il est confirmé.

Ces derniers jours, son camp avait tendu la main au président Kabila.

Avant même la proclamation des résultats "une rencontre" entre MM. Tshisekedi et Kabila avait été évoquée par l'UDPS "pour préparer la passation pacifique et civilisée du pouvoir". A quoi le gouvernement avait répondu qu'il n'allait "pas rejeter la main tendue parce qu'il y a un temps pour tout, un temps pour s'opposer et se disputer l'électorat mais aussi un temps pour s'unir".

Pour le centre de recherche EXXAfrica si la victoire de Tshisekedi est "très surprenante" elle prend cependant sens dans le contexte actuel où le président sortant pourra "user de son influence sur Tshisekedi qui doit désormais son ascension au contrôle de Kabila sur la commission électorale". AFP11 janvier 2019

Aucun de ceux qui contestent l'élection de Maduro n'a été élu avec un pourcentage de voix équivalent. Si on tient compte de leurs critères, ils sont tous illégitimes !

- Venezuela : Nicolas Maduro est-il illégitime ? [À vrai dire] - Franceinfo 10.01

Ce jeudi 10 janvier, le président vénézuélien entame un deuxième mandat contesté. Plus de cinquante pays ne reconnaissent pas ce mandat, à l'issue d'un scrutin controversé. L'Assemblée nationale vénézuélienne considère sans ambages Nicolas Maduro "illégitime".

Ces accusations remontent à l'élection présidentielle du 20 mai 2018. Nicolas Maduro est réélu avec 68 % des voix, mais les grands partis d'opposition jugent cette victoire truquée. Que signifie la légitimité ?

Au total, 51 pays ne reconnaissent pas la réélection de Nicolas Maduro, l'héritier de Hugo Chavez : les États-Unis, mais aussi l'Union européenne, ou l'Organisation des États américains. Franceinfo 10.01

Cela signifie que sur les quelques 200 pays qui siègent à l'ONU, les trois quarts estiment son élection légitime.

[Voilà qui devrait exciter un peu plus ces réactionnaires fanatiques.](#)

- Le plafonnement des indemnités de licenciement «viole le droit international» - Liberation.fr 10 janvier 2019

Trois conseils de prud'hommes ont choisi de passer outre le plafonnement des indemnités versées en cas de licenciement sans cause réelle et sérieuse. Liberation.fr 10 janvier 2019

- Dialogue entre Damas et les Kurdes, un ministre syrien optimiste - Reuters 9 janvier 2019

Le vice-ministre syrien des Affaires étrangères, Fayçal Mekdad, s'est déclaré mercredi optimiste sur l'issue du dialogue politique entre Damas et les groupes kurdes, entamé grâce à une médiation russe.

Sous la menace d'une offensive de la Turquie qui les considère comme des terroristes, les groupes kurdes du nord de la Syrie ont repris contact avec le gouvernement de Bachar al Assad après la décision de Donald Trump de retirer les forces américaines du pays.

Interrogé par des journalistes sur l'avancée des discussions, Fayçal Mekdad a répondu: "Je pense que nous devons toujours être optimistes. Les précédentes tentatives n'ont guère été encourageantes mais, actuellement, les choses avancent bien".

Il a rappelé les récentes déclarations des groupes kurdes affirmant clairement qu'ils appartenaient à la nation syrienne. De tels propos, a-t-il poursuivi, montrent que "les conditions" semblent favorables à une réconciliation.

"Par conséquent, je suis toujours optimiste (...) Nous incitons ces groupes politiques à être sincères dans le dialogue actuel avec l'Etat syrien, sachant qu'il n'y a pas d'autre solution", a souligné Fayçal Mekdad. Reuters 9 janvier 2019

[Quelques bonnes nouvelles quand même pour eux.](#)

- Jaguar Land Rover va supprimer des milliers d'emplois au Royaume-Uni - euronews 10 janvier 2019

Le constructeur automobile, propriété de l'indien Tata Motors, va supprimer 4500 emplois, essentiellement au Royaume-Uni, dans le cadre d'un vaste plan d'économies de 2,8 milliards d'euros. Le groupe emploie dans ce pays plus de 95% de ses 44 000 salariés. euronews 10 janvier 2019

- CAC 40 : par ici les dividendes - Libération 9 janvier 2019

LVOG - Ils osent tout. A ne pas louper dans cet article :

- "*Le versement d'un dividende ne vous enrichit pas...*"

- "*Aucune recherche scientifique n'a montré que les actionnaires s'enrichissaient significativement*".

Libération - Les 40 premières entreprises françaises ont battu leur record de 2007 en reversant 57 milliards d'euros à leurs actionnaires en 2018.

Publiée chaque année, l'étude de la lettre professionnelle Vernimmen révèle que les versements de dividendes et rachats d'actions des quarante premières capitalisations de la place boursière parisienne ont augmenté de plus de 12 % l'an dernier. Il faut remonter à 2007, c'est-à-dire juste avant la grande déflagration financière de 2008, pour retrouver un tel niveau de rémunération du capital. Cette année-là, le CAC 40 avait reversé 57 milliards d'euros en dividendes et rachats d'actions contre 57,4 milliards en 2018. Record battu donc.

«Ce n'est pas surprenant, compte tenu de leurs très bons résultats (à l'exception des banques) à ce point du cycle», notent Pascal Quiry et Yann Le Fur, les deux auteurs de la lettre, professeurs à HEC. Ces derniers anticipent d'ailleurs que le meilleur est encore à venir pour les actionnaires : ces versements de dividendes devraient continuer à augmenter l'an prochain, pronostiquent-ils.

Basés sur leurs bénéfices de 2017 qui s'élèvent à 92 milliards d'euros, les dividendes versés en 2018 représentent 46% du résultat généré (59% en incluant les rachats d'actions et les dividendes extraordinaires). Un «taux de distribution» en recul dans le partage des richesses, souligne néanmoins l'étude, qui note qu'il était de 48% en 2017 et de 50% en 2015. Au total, le montant des dividendes versés n'a ainsi augmenté «que» de 4,96% alors que dans le même temps, le résultat net courant de ces sociétés a globalement bondi de 18%. En revanche, la valeur boursière des 40 premières entreprises françaises aura globalement diminué de 10,95% l'an dernier, après une hausse de 9% en 2017.

Nouveauté qui illustre la santé insolente du CAC 40, l'intégralité de ces multinationales, dont l'immense majorité des revenus proviennent désormais de l'étranger, ont versé un dividende l'an dernier. Pour trois d'entre elles seulement (Engie, Carrefour, TechnipFMC), il est en baisse. A elles seules, trois entreprises représentent un tiers des capitaux redistribués. Première capitalisation boursière française, Total en a reversé pour 10,1 milliards d'euros l'an dernier, le laboratoire pharmaceutique Sanofi pour 4,8 milliards et BNP Paribas pour 3,8 milliards. Et si l'on inclue LVMH, Axa, L'Oréal et Schneider, cette part grimpe à plus de 50% des versements du CAC 40 tandis que les 20 dernières entreprises du CAC représentent 18% des versements.

Interrogé dans les Echos, Pascal Quiry juge évidemment qu'il n'y a pas lieu de se scandaliser de ces versements records. «Le versement d'un dividende ne vous enrichit pas plus que le retrait de billets à un distributeur ne vous enrichit, dit-il, vous avez simplement transformé en liquide une partie de votre patrimoine. Ce qui compte, c'est que les entreprises françaises se portent bien.»

Certains groupes comme Total ou Danone ont préféré verser une partie de ces dividendes sous forme de distribution d'actions (3,8 milliards au total en 2018) afin de préserver leurs marges financières en vue de futures acquisitions.

Les auteurs jugent enfin qu'il est «plus sain» de reverser ces sommes à ses actionnaires, «plutôt que de les gaspiller en surinvestissements ou en placements oisifs de trésorerie et de priver ainsi de capitaux propres d'autres groupes qui en auront besoin pour se développer». Un raisonnement qui part de l'idée que ces dividendes seraient forcément réinvestis ailleurs, ce qui n'a rien d'évident au vu de la sous-capitalisation de nombre de PME en France dont la situation ne ressemble en rien à celle du CAC 40. Plus que jamais, l'indice phare de la place financière parisienne ressemble à une bulle au regard de la situation de la plupart des entreprises françaises.

Last but not least, Vernimmen défend également le principe du rachat d'actions (10,90 milliards d'euros en 2018) qui permet de soutenir les cours de bourse. «C'est une façon de rendre du cash de façon discrétionnaire et transitoire, explique encore Pascal Quiry dans les Echos. Aucune recherche scientifique n'a montré que les actionnaires s'enrichissent significativement par un rachat d'actions.»

Une chose est sûre, la priorité donnée à la création de valeur au profit de l'actionariat et au détriment du travail ne semble guère être remise en cause dans le sérail feutré des grandes entreprises françaises. De nombreuses voix se sont pourtant récemment élevées pour réclamer une évolution de cette doctrine qui doit beaucoup à l'économiste néo-libéral Milton Friedman : c'est le cas du rapport Notat-Senard sur «l'entreprise, objet d'intérêt collectif», celui de l'ONG Oxfam sur les profits du CAC 40, de l'économiste Patrick Artus dans son dernier ouvrage Et si les salariés se révoltaient ? (Fayard, 2018), ou encore du rapport sur «l'entreprise post-RSE à la recherche de nouveaux équilibres» de l'Institut de l'entreprise... Mais pour l'heure, les cadors du CAC 40 font manifestement la sourde oreille face à cette demande de rééquilibrage en faveur des salaires et de plus d'investissement. Libération 9 janvier 2019

[Haut de page ↗](#)

Le 13 janvier 2019

CAUSERIE ET INFOS

J'ai quand même pris le temps de fêter le 38^e anniversaire à ma fille. Bon dimanche.

● Au format pdf (23 pages)

Boycott du "*grand débat national*", combat politique classe contre classe ! A bas Macron : démission !

ACTUALITÉ DU JOUR

Acte IX des gilets jaunes

84.000 gilets jaunes dans toute la France contre 50.000 samedi 5 janvier. C'est même plus que le 15 décembre, après l'allocation du président de la République. A Paris, la préfecture a recensé 8000 manifestants, contre 3500 sur la toute la journée du 5.

A Bourges près de 7000 personnes ont défilé dans le périmètre que la préfecture du Cher.

À Rouen, plus de 3 000 manifestants ont été décomptés par France Bleu Normandie. La préfecture a elle-même estimé qu'ils étaient 2 500. Des heurts entre manifestants et forces de l'ordre ont émaillé la mobilisation.

Les gilets jaunes se sont comptés en milliers à Toulouse (5000, contre 2000 la semaine passée), Rouen (2500 personnes parmi lesquelles les agresseurs d'une équipe de LCI), Bordeaux (5000 contre 4600), Perpignan (2000). Preuve que les attentes restent fortes et que les 10 milliards d'euros mis sur la table en décembre par Emmanuel Macron ne suffiront pas. AFP 12.01

La suite demain si plus de chiffres étaient disponibles. (Dimanche à 13h en Inde, 8h30 en France)

Pays basque

- Plus de 80 000 manifestants au Pays basque en faveur du rapprochement des prisonniers d'ETA - Franceinfo 12 janvier 2019

Deux marches ont eu lieu à Bilbao, au Pays basque espagnol, et à Bayonne, au Pays basque français. Franceinfo 12 janvier 2019

Hamon ou l'extrême centre néoconservateur masqué.

Quand l'UDR-RPR-UMP-LR était le parti de l'ordre officiel, la SFIO-PS était le parti de l'ordre officieux. Maintenant que LREM est devenu le parti de l'ordre officiel, et comme le PS n'est plus en position pour assumer le rôle du parti de l'ordre officieux, c'est à Génération.s que revient cet honneur.

- "Quand Mélenchon parle, Le Pen récolte", accuse Benoît Hamon - Franceinfo 12.01

- Pour Hamon, "Mélenchon ne se dit plus de gauche, il est populiste" - Le HuffPost 12.01

- Benoît Hamon s'en prend directement à Jean-Luc Mélenchon dans un long entretien accordé au Point, samedi 12 janvier. - franceinfo 12.01

Benoît Hamon va plus loin en affirmant que Jean-Luc Mélenchon "considère désormais que sa stratégie est populiste et que le mot gauche ne l'intéresse plus". Un désaveu, juge-t-il, pour le député des Bouches-du-Rhône qui "s'est longtemps réclamé de François Mitterrand" mais abandonne aujourd'hui l'idée d'unité de la gauche comme "référence pertinente". Une erreur de stratégie, aux yeux de Benoît Hamon, qui prend pour exemple la formation espagnole Podemos. Celle-ci "n'a jamais entretenu la confusion [avec l'extrême droite] et a assumé un dialogue avec un certain nombre de composantes de la gauche afin de gouverner."

"Moi je ne suis pas dans une stratégie qui considère que ce mouvement [des "gilets jaunes"] est insurrectionnel"

Conséquence, selon Benoît Hamon ? Cet "agenda populiste" au sein de La France insoumise "est devenu prioritaire et amène cette confusion entre Jean-Luc Mélenchon et Marine Le Pen (...). Par ses choix, ses mots et ses fascinations, Jean-Luc Mélenchon entretient une zone grise. C'est préjudiciable pour la France."

"La responsabilité d'un dirigeant comme Jean-Luc Mélenchon, c'est de ne pas participer à la confusion en passant sous silence les errements d'Éric Drouot ou de Maxime Nicolle sur le pacte de Marrakech par exemple." au "Point". franceinfo 12.01

Rappel.

La causerie du 10 mars 2012

- Benoît Hamon: «A gauche, on aime les riches» ... - 20minutes.fr

La causerie du 24 septembre 2012

- «Parier aujourd'hui sur l'échec de François Hollande, c'est se tirer une balle dans le pied. Je suis favorable à ce que le débat vive à gauche mais la situation est trop grave pour qu'on se divise artificiellement», poursuit-il. (20minutes.fr 23.08)

La causerie du 9 avril 2013

- "La gauche doit être collective (...) appeler à une manifestation coup de balai contre la gauche, ça rompt avec toutes les

traditions, toute l'histoire de la gauche", a souligné le ministre interrogé sur RTL.

La causerie du 16 septembre 2013

- Hamon : «Hollande président des patrons ? C'est absurde» - LeParisien.fr

La causerie du 3 avril 2014

- Benoît Hamon, la caution de gauche du gouvernement Valls - AFP

La causerie du 5 octobre 2014

- Benoît Hamon n'est "pas dans l'opposition" au gouvernement - AFP

La causerie du 11 juillet 2015

- Benoît Hamon sur la Grèce : « Aujourd'hui madame Merkel et la politique austéritaire ont perdu et je m'en réjouis » - Public Sénat

La causerie du 3 novembre 2016

- Benoît Hamon : « Hollande doit être candidat » - LeParisien.fr

La causerie du 2 février 2017

- M. Hamon, le candidat qui prend les terroristes pour des démocrates par Bruno Guigue 31.01.2017

- De 2004 à 2009, Benoît Hamon était député européen. Extrait de sa fiche dans les archives en lignes du Parlement européen. Alors que George Bush et Ariel Sharon étaient au pouvoir, Benoît Hamon avait néanmoins choisi de rejoindre -dès son élection en 2004- les groupes parlementaires dénommés "délégation pour les relations avec les États-Unis" et "délégation pour les relations avec Israël". Il assumait la vice-présidence du groupe connecté à Washington. Invité en 2011 par l'UPJF (Union des patrons juifs de France qui se qualifie elle-même de "lobby juif"), Benoît Hamon avait présenté Israël comme une "démocratie" et manifesté son refus de toute forme de "boycott" envers ce régime colonial et ségrégationniste. (source : Panamza)

- Benoît Hamon et Manuel Valls (...) semblent partager la même volonté de museler la diffusion de l'information indépendante sur Internet.

Le 12 novembre, invité sur Franceinfo, Benoît Hamon a ainsi dénoncé les « médias et hébergeurs » -tels Facebook et Twitter qui seraient « co-responsables » de la victoire de Donald Trump et, plus généralement, de l'apparition de « contre-sociétés » dans lesquelles « chacun se construit une théorie, une vérité qui est très loin de la réalité » {<https://twitter.com/franceinfo/status/797356249381818368>}.

Le 8 janvier, interviewé par France Inter, Benoît Hamon a surenchéri en affirmant que la lutte contre la « déradicalisation islamiste » devait d'abord passer par un combat contre « le complotisme, cet écosystème extrêmement violent » {<https://youtu.be/DPcDZMKWkLM>}.

À l'instar de la mouvance sioniste et de Rudy Reichstadt, principal référent politico-médiatique de l'imposture intellectuelle du "conspirationnisme", Benoît Hamon établit clairement un lien -inquiétant pour les libertés individuelles- entre "complotisme" (attitude qu'il ne définit précisément pas), djihadisme et terrorisme (id)

A lire - M. Hamon, le candidat qui prend les terroristes pour des démocrates par Bruno Guigue . 31.01.2017

La causerie du 11 février 2017

- "...il n'y a aucune solution politique ou aucun avenir envisageable avec Bachar al-Assad pour la Syrie derrière." Europe1. fr 09.12.2016

- Benoit Hamon ou la gauche rêvée - lesechos.fr 29.01.2017

Benoit Hamon "apparatchik du PS depuis trente ans"

- Ancien président du Mouvement des jeunes socialistes (MJS), de 1993 à 1995, il fut longtemps celui qui organisait la claque pour les ténors, le leader d'une force d'appoint pour les congrès du parti. Celui qui oeuvrait en coulisses pour Michel Rocard (son premier engagement), Henri Emmanuelli, Lionel Jospin, Martine Aubry... Il était lieutenant, il aspirait à plus depuis longtemps.

Mais un tel leader, qui aide Manuel Valls à accéder à Matignon en avril 2014 avant de devoir quitter quatre mois plus tard le gouvernement, est-il autre chose qu'un apparatchik opportuniste. (...)

Ces idées sont travaillées par des chercheurs et en vogue chez des patrons de la Silicon Valley. (...)

Sa compagne mi-danoise mi-catalane, Gabrielle Guallar (cadre dirigeante de LVMH, propriétaire des « Echos »)

Rappel : Benoit Hamon « a voté l'état d'urgence », rappelle son porte-parole...

La causerie du 21 février 2017

- Benoît Hamon veut "une nouvelle loi Travail" et non plus son abrogation. - Franceinfo

- Comment Hamon reprend les arguments de l'extrême droite selon lequel le wahhabisme serait un produit de l'islam. - Hamon en famille avec l'oligarque Bill Gates. - Présidentielle : le point commun inattendu de Benoît Hamon et Bill Gates - LePoint.fr

Le fondateur de Microsoft et le vainqueur de la primaire de la gauche partagent une vision similaire de l'avenir du monde du travail. (LePoint.fr)

- M. Hamon, le candidat qui prend les terroristes pour des démocrates par Bruno Guigue 31.01.2017

En décembre 2016, Benoît Hamon voulait voler au secours des populations d'Alep bombardées par le méchant Poutine. Il a même déclaré que s'il était président de la République, il y serait allé, comme Mitterrand à Sarajevo. Lors des primaires qui l'ont désigné comme candidat du PS, il s'est opposé à toute aide financière destinée au peuple syrien. « Arroser les zones contrôlées par Bachar al-Assad, je ne vois pas bien en quoi cela doit être une priorité de l'Union européenne quand il existe tout une autre Syrie avec d'autres partenaires possibles, comme les villes quasi autonomes autogérées ».

La causerie du 25 février 2017

- Hamon vient de participer au dernier dîner de l'organisation d'extrême droite sioniste le Crif, en famille, en compagnie de Hollande et Macron.

- Hamon, le frondeur, les cocus et les arrivistes par Bruno Adrie - arretsurinfo.ch 20.02.2017

- Benoît Hamon, voiture-balai d'un PS vermoulu par Bruno Guigue - Mondialisation.ca, 20 février

La causerie du 18 mars 2017

- Présidentielle 2017 : aux Antilles, Benoît Hamon loue le bilan du quinquennat - Franceinfo

La causerie du 22 mars 2017

- Hamon à Bruxelles reçoit l'appui de Moscovici - AFP

La causerie du 28 mars 2017

- Fillon est "indigne de la fonction présidentielle" déclare Hamon - AFP

- Présidentielle : Marine Le Pen est "soumise" à Vladimir Poutine, selon Benoît Hamon - Franceinfo

La causerie du 7 avril 2017

- Syrie: Hamon s'en prend à Le Pen, Fillon, Mélenchon, "inféodés" à Poutine - AFP

La causerie du 17 septembre 2017

- Quand Mélenchon estime qu'il aurait dû être président et Hamon son Premier ministre - LeParisien.fr

[L'idéologie du totalitarisme. L'extrême centre néoconservateur sans masque.](#)

LVOG - Si je trouve le temps, j'analyserai plus tard en détail le discours de Raffarin, le même que Macron, Attali, Minc, etc. Son modèle de société démocratique : le "*modèle israélien*" !

- Jean-Pierre Raffarin : «La réforme permanente, voilà la solution» - LeParisien.fr 12 janvier 2019

L'ancien Premier ministre et actuel président de l'ONG Leaders pour la paix estime qu'il faudrait modifier la méthode pour mieux réformer. Mais aujourd'hui, avec la crise des Gilets jaunes, il s'inquiète d'une remise en cause de la démocratie.

On répète souvent que la France n'est pas réformable. Cette crise des Gilets jaunes en est-elle l'illustration ?

JEAN-PIERRE RAFFARIN. Cette crise est révélatrice d'une chose : on a plus de difficulté avec la démocratie qu'avec la réforme. On accepte volontiers les principes de la République, mais on n'adhère pas forcément aux valeurs de la démocratie. Elle ne nous est pas si naturelle. La France est un des rares pays où on fait des manifestations après le vote de la loi. La loi votée, l'appareil démocratique, pour beaucoup, c'est plus un système qu'une valeur.

D'où la difficulté à réformer ?

Pas de complexes ! Notre pays a fait beaucoup de réformes. Giscard avait réussi des réformes importantes, puis la décentralisation, en deux actes, a été une réforme essentielle, ainsi que la professionnalisation de nos armées, le mariage pour tous, ou la réforme des universités...

Comment sortir de cette perpétuelle remise en cause ?

Je crois qu'on ne pratique pas suffisamment la réforme permanente. Le dossier des retraites est à peu près le seul pour lequel chaque quinquennat a apporté sa pierre. Il faut concevoir une nouvelle ingénierie de la réforme. Des réformes à mener en gérant le temps, avec le minimum de brutalité...

Certains Gilets jaunes prônent un régime militaire...

On assiste à la remise en cause de trois points essentiels de la pratique démocratique : la règle majoritaire, la force de la loi -c'est-à-dire la force du vote- et la représentation politique. Notre vrai enjeu porte plus sur le nouveau système démocratique à inventer que sur un pessimisme quant à la réforme.

Un nouveau système démocratique ?

Il existe de nombreux modèles démocratiques, jusqu'au modèle israélien...

Le système français repose, lui, sur l'alternance : pendant cinq ans on donne des pouvoirs forts, au bout du quinquennat on peut changer. Les Gilets jaunes contestent un vote démocratique qui a donné cinq ans à l'actuel exécutif. Pour eux, l'objectif est la représentativité de l'instant. La société française est traversée par ces deux grandes forces paradoxales : le besoin de participation et le besoin d'autorité. Notre vivre ensemble doit trouver le bon équilibre entre ces forces.

La Ve République peut être mise en question ?

C'est le vrai débat, il faut clarifier nos règles du jeu et les partager, si on veut une démocratie apaisée. C'est le respect des règles qui protège la démocratie du désordre.

Il y a trop d'autorité ?

La Ve République donne au chef de l'État un vrai pouvoir, il dispose des outils de l'autorité. Ce n'est pas en affaiblissant cette autorité qu'on corrigera l'impuissance de la politique. Mais il faut limiter l'autorité à « l'essentiel ». Les autres sujets doivent être confiés à la subsidiarité.

Comment aérer ce système ?

Par la décentralisation ! Le référendum devrait être une pratique courante au niveau régional. (...) Hélas pour le référendum, la jurisprudence Notre-Dame-des-Landes a été une tragédie démocratique.

Comment inciter les Français à voir les réformes sous un jour plus positif ?

En faisant des réformes par marches plutôt que par étages. La réforme permanente, pas à pas, dans un monde toujours en mouvement, voilà la solution. La grande réforme, le grand soir, génère le blocage. Le besoin de cohésion sociale est essentiel.

Vous reprenez la formule de Chirac...

Jacques Chirac était, plus que tous, conscient de cela. Par exemple, en tant que Premier ministre, j'étais interdit de Davos. Je pouvais envoyer un ministre à Porto Alegre, avec les altermondialistes, mais pas à Davos...

Cette cohésion sociale, comment la retisser ?

Il faut rechercher un nouveau pacte social, en remettant tous les acteurs sociaux autour de la table. La démocratie politique représentative ne peut pas ignorer la démocratie sociale représentative. Le nouveau pacte social doit s'appuyer sur l'ensemble des partenaires, Gilets jaunes compris.

La lettre d'Emmanuel Macron aux Français sur le grand débat national doit proposer ce pacte social ?

L'initiative est bonne. Il va devoir préciser ce qu'il va faire du débat. Indiquer clairement que le débat doit être fertile, qu'il tiendra compte des propositions, comment et sur quel calendrier. Notre devoir est de nous impliquer dans cet exercice démocratique. Quel est notre choix ? L'exercice démocratique ou l'aventure politique !

La République est en danger ?

Je suis inquiet. La violence est le nouveau paramètre de la contestation, ce n'est plus le nombre de protestataires. Ce principe me paraît être incompatible avec le respect démocratique. La température sur les réseaux sociaux et dans la rue grimpe rapidement. Le temps qui passe ne sert pas la sagesse.

Une dissolution de l'Assemblée nationale pourrait être une solution ?

L'exécutif a des cartes à jouer, encore faut-il les jouer au bon moment. Pour moi, ce n'est pas le moment de dissoudre. Le scénario à l'italienne n'est pas impossible, les convergences entre l'extrême droite et l'extrême gauche sont en train de se construire.

Une haine contre Macron s'exprime dans cette crise...

C'est injuste. Mais le système politique du président manque de puissance. Il faut aujourd'hui que les démocrates se fassent entendre. La majorité ne protège pas assez son leader. En réalité, la Ve République est peu compatible avec la surexposition du président.

Il a les moyens de mener ses réformes ?

Tout dépend du geste politique. Le geste politique, c'est le débat. Il faut lui donner du sens. À mon avis, deux objectifs sont prioritaires : inventons la règle démocratique que nous voulons respecter et proposons le pacte social qui consolidera la République. LeParisien.fr 12 janvier 2019

[Propagande. Le totalitarisme ou "l'extrême centre", c'est la démocratie. Parole d'oligarques suppôts \(Rothschild-Agnelli\) de Thatcher, Reagan et Pinochet. \(Suite - 2\)](#)

Ce sujet a été abordé en détail dans les deux précédentes causeries.

- L'Europe de l'Ouest victime d'un «malaise démocratique», selon The Economist - Le Figaro 11.01

À sa tête figurent la Norvège, l'Islande, la Suède, la Nouvelle-Zélande et le Danemark. Trois monarchies (Norvège, Suède, Danemark) où les syndicats sont entièrement intégrés à l'Etat, où il fait bon vivre sous le corporatisme, et un autre de leurs alliés (Nouvelle-Zélande) parmi les plus réactionnaire, et pour finir, l'Islande qui ressemble aux trois premiers et de

taille microscopique.

Dans le collimateur des néocons anglo-saxons, trois États ont chuté: l'Italie (de la 21e place à la 33e place), l'Autriche (de la 15e à la 16e place), et la Turquie (de la 100 à la 110e),

Quand les banquiers faiseurs de guerre, de guerres civiles, de coups d'Etat sanglants, de génocides, de famines, de réfugiés ou de déplacés à travers le monde condamnent la «rhétorique anti-étrangers» ou prennent position en faveur de l'immigration illégales, des migrants, etc. cela ne vous interpelle-t-il pas ?

Croyez-vous qu'en tenant le même discours qu'eux vous défendez la cause des peuples dominés ? N'avez-vous pas l'impression d'être manipulés ? Ne voyez-vous pas qu'en instrumentalisant ce facteur, ils s'en servent pour affaiblir la résistance des peuples des pays dominants qui sont les seuls à pouvoir renverser le capitalisme? Ne voyez-vous pas qu'ils s'en servent pour nous diviser et nous détourner de la lutte contre leur régime ?

En cause, la «*rhétorique anti-étrangers*» de l'Italie et de l'Autriche, la Turquie d'Erdogan pour son double jeu avec la Russie et l'Iran. Bien entendu, il n'est nullement question pour nous de soutenir les gouvernements de ces pays-là qui de leur côté tiennent un discours aussi démagogique ou nauséabond, réactionnaire. Notre démarche consiste uniquement à montrer la démagogie de ceux qui les attaquent pour que les travailleurs ne leur accordent aucune vertu, aucun soutien, dans aucun domaine. Ils sont tous aussi pourris les uns que les autres, c'est juste ce que l'on tient à leur montrer.

Les États-Unis, mieux positionnés que la France avec la 25e place

Leurs "*ennemis*" en bas du classement.

La Chine au 130e rang.

Du côté de l'Amérique latine, deux pays ont vu leur réputation d'état possiblement démocratique s'écrouler le Nicaragua (à la 122e place) et le Venezuela.

Ce classement est bouclé par des régimes dictatoriaux dont le Tchad, la République Centrafricaine, la République Démocratique du Congo, la Syrie et la lanterne rouge du classement: le régime autoritaire de Corée du Nord qui finit 167e. (Source : Le Figaro 11.01)

Hier je ne l'ai pas relevé mais d'autres médias avaient relayé cette propagande du ministère de la Vérité. Donc finalement, comme on peut le vérifier ici, leur ligne politique est bien alignée sur l'idéologie de la branche de l'oligarchie partisane de l'instauration d'une gouvernance mondiale.

Commentaires d'abonnés du Figaro qu'on ne soupçonnera pas d'être des opposants virulents au capitalisme !

1- Résumons: les serviteurs de l'OTAN sont les meilleures démocraties. Venant de The Economist, on ne s'attendait pas à autre chose...

2- Mondialisme, oligarchie, financiarisation, le trio gagnant.

3- Les néocons ça ose tout, c'est même à ça qu'on les reconnaît.

4- Au XXI ème siècle qui sera analogue au XVII ème ce sera un siècle de remise à l'ordre. La démocratie telle que nous la connaissons n'est plus adaptée. Le système d'avenir sera le despotisme (qui n'est pas la tyrannie) éclairé. Pour le peuple et la Nation comme Pierre le Grand, Frederic II etc ...

5- Autrement dit, l'Italie et l'Autriche sont des démocraties imparfaites parce que leur gouvernement suit leur peuple qui veut limiter l'immigration plutôt que de suivre les groupes de pression de Soros qui veulent l'accélérer.

Ça disqualifie complètement ce classement.

6- Leurs critères sont hautement contestables. On voit bien que pour eux démocratie = idéologie mondialiste avec ouverture des frontières, idéologie sociale unitaire, etc... Critères idéologiques qui n'ont rien à voir avec la définition politique de ce qu'est une démocratie, à savoir un peuple qui décide librement de son avenir, comme de son présent.

7- Une politique anti-immigration peut bien entendu être contestée. Est-ce-que ça la rend anti-démocratique pour autant?

Que je sache les élections n'ont pas été truquées en Autriche.

8- En gros The Economist confond démocratie et idéologie du parti démocrate. Il est inique de tenter de décrédibiliser un adversaire politique en expliquant sans fondement qu'il n'est pas bien démocratique. Qui sont-ils pour en juger?

9- Le classement des démocraties par l' " Economiste" ou comment faire main basse sur le vocabulaire politique: la démocratie est démocratique si et seulement si elle est conforme à l'idée que l'"Economiste" s'en a fait (de la démocratie).

10- De toute façon, ce n'est pas à des journalistes économiques de dire qui est une démocratie de qui ne l'est pas, c'est juste du marketing.

11- Que les anglo-saxons se mêlent de leurs affaires. La conception des anglo-saxons de ce qu'est une démocratie ne correspond pas nécessairement à la nôtre. Et tous ces classements et ces ONG ont pour finalité d'anglo-saxonniser le monde.

12- Le malaise démocratique est justement dû à de tels journaux qui font des procès d'intention aux gouvernements comme ceux d'Autriche et d'Italie et qui jugent antidémocratiques les mesures prises alors qu'elles sont soutenues par les citoyens.

Etonnant que la Suisse, modèle de pays démocratique, n'apparaisse pas en haut de l'échelle.

En quoi le fait d'être opposé à l'immigration est-il antidémocratique ?

Le Traité de Lisbonne est l'exemple parfait de décision autoritaire qui s'assoit sur la volonté démocratique exprimée lors du referendum de 2005. Et plus récemment, le TAFTA et le traité avec le Canada.

LVOG - Normal, la Suisse leur appartient, c'est leur coffre-fort, un paradis fiscal, le siège de la banque centrale des banques centrales, la BRI! Moins elle fait parler d'elle, et mieux ça vaut.

Même parmi les partisans du régime, ils sont de plus en plus nombreux à se poser des questions sur l'avenir qu'il leur réserve, c'est révélateur...

Ils sont à l'origine de la stratégie de la tension et du chaos au Venezuela et en RDC.

- Venezuela: appel à une mobilisation pour un "gouvernement de transition" - AFP 11 janvier 2019

Le Parlement vénézuélien, seule institution contrôlée par l'opposition, a appelé vendredi à une mobilisation le 23 janvier en faveur d'un "gouvernement de transition", au lendemain de l'investiture du président Nicolas Maduro pour un deuxième mandat contesté. AFP 11 janvier 2019

- Élections RDC: Fayulu contre-attaque, les résultats des législatives se font attendre - AFP 11 janvier 2019

Bras de fer au RD Congo après l'annonce contestée de l'élection à la présidentielle de l'opposant Félix Tshisekedi: Martin Fayulu, autre candidat de l'opposition donné perdant, revendique la victoire et contre-attaque en justice, et l'Eglise en appelle à l'ONU... AFP 11 janvier 2019

[Stop ou encore ? Le capitalisme pollue et rend "bête".](#)

- En plus de nous rendre malades, la pollution de l'air va-t-elle nous rendre bêtes ? - Franceinfo 12 janvier 2019

Selon une récente étude, la pollution de l'air aurait aussi des conséquences sur le cerveau.

Une étude récente publiée en 2018 dans la revue PNAS a révélé que chez des personnes âgées vivant en Chine, une exposition de long terme à la pollution de l'air pouvait entraver les performances cognitives – comme la capacité à prêter attention, à se remémorer des connaissances passées ou à générer de nouvelles informations – dans le cadre de tests verbaux et mathématiques.

À mesure que les personnes vieillissent, le lien entre pollution de l'air et déclin mental se renforce. L'étude a également montré que les hommes et les personnes les moins éduquées étaient particulièrement exposés, pour des raisons que l'on ne connaît pas encore.

Nous avons aussi prouvé de manière convaincante que la pollution de l'air – et spécialement les particules les plus petites, invisibles

à l'œil nu – endommagent le cerveau à la fois des humains et des animaux. La pollution liée à la circulation des véhicules est ainsi associée à la démence, au comportement délinquant chez les adolescents, et à un retard de développement du cerveau chez les enfants fréquentant des écoles très polluées.

Une détérioration du cerveau

Chez les animaux, les souris exposées à une pollution de l'air urbain pendant quatre mois ont montré un fonctionnement du cerveau réduit et des réponses inflammatoires dans les principales régions du cerveau. Cela signifie que les tissus de cette zone ont changé en réponse aux stimulations nocives induites par la pollution.

Nous ne savons pas encore quels aspects de ce « cocktail » de particules polluantes – comme la taille, le nombre ou la composition des particules – contribuent le plus à cette détérioration du cerveau. On estime toutefois que les particules nanométriques seraient en cause.

Ces particules présentent une taille 2 000 fois plus petite que le diamètre d'un cheveu humain et peuvent se déplacer dans le corps par le flux sanguin après avoir été inhalées. Elles pourraient même atteindre le cerveau directement via les nerfs olfactifs qui transmettent au cerveau des informations sur l'odeur. Cela laisserait les particules contourner la barrière hématoencéphalique, qui protège normalement le cerveau des éléments nocifs circulant dans le flux sanguin.

Des symptômes typiques d'Alzheimer

Des échantillons de cerveau prélevés post mortem sur des personnes exposées à des niveaux élevés de pollution de l'air, qui vivaient à Mexico City et à Manchester, affichent les symptômes typiques de la maladie d'Alzheimer. Cela inclut des amas de fragments de protéines anormales entre les cellules nerveuses, des inflammations, et une abondance de nanoparticules riches en métal (incluant fer, cuivre, nickel, platine et cobalt) dans le cerveau.

Les nanoparticules riches en métal identifiées dans ces échantillons de cerveau sont similaires à celles que l'on trouve en général dans la pollution de l'air ambiant en ville ; celle-ci se forme lors de la combustion du pétrole et d'autres carburants, associée aux particules d'usure des freins et pneus. Ces nanoparticules toxiques sont souvent accompagnées d'autres composés dangereux, comme des hydrocarbures polycycliques aromatiques qui se produisent naturellement dans les carburants fossiles et peuvent endommager les reins et le foie ou provoquer des cancers.

Cellules endommagées

Inhaler des nanoparticules de façon répétée pourrait avoir une série d'effets négatifs sur le cerveau, y compris une inflammation chronique des cellules nerveuses. Lorsque nous inhalons la pollution de l'air, cela peut activer les cellules immunitaires du cerveau.

Respirer un air ambiant pollué pourrait ainsi activer de façon continue une réponse de destruction au sein des cellules immunitaires, entraînant la création plus fréquente de molécules dangereuses. Des niveaux élevés de telles molécules pourraient provoquer le dommage et la mort de cellules.

La présence de fer trouvé dans la pollution de l'air pourrait accélérer ce processus. Des nanoparticules riches en fer (magnétite) peuvent augmenter la toxicité des protéines anormales trouvées dans la zone cérébrale. L'analyse post mortem de cerveaux issus de patients malades d'Alzheimer et de Parkinson montre ainsi que l'activation microgliale est commune aux maladies neurodégénératives.

LVOG - Tout cela pour nous balancer leur propagande habituelle...

En dehors de la preuve que nous détenons déjà du lien entre pollution de l'air et démence, la dernière étude sur le lien entre pollution de l'air et intelligence en déclin démontre encore plus la nécessité de combattre la pollution de l'air. La combinaison de changements en termes de technologie de véhicules, régulation et politique fournirait des instruments pratiques pour diminuer de manière globale le fardeau que représente la pollution de l'air en matière de santé. Changer ses habitudes

Toutefois, il existe des moyens de se protéger. Moins conduire, marcher davantage et faire du vélo peut avoir un impact positif sur la pollution. Si vous devez utiliser une voiture, conduire doucement sans accélérer ou freiner brutalement, et éviter de voyager pendant les heures de rush, peut diminuer les émissions. Garder les fenêtres fermées et recycler l'air dans la voiture pourrait également contribuer à diminuer l'exposition à la pollution pendant les embouteillages.

LVOG - Non sans cynisme...

Les jeunes enfants comptent parmi les plus vulnérables car leurs cerveaux se développent encore. Beaucoup d'écoles se situent près de routes principales, réduire la pollution de l'air s'avère donc nécessaire. Planter certaines espèces d'arbres spécifiques qui capturent efficacement les particules le long des routes et autour des écoles pourrait aider.

LVOG - Et les conseils aux bobos et autres petits bourgeois qui ont le droit de profiter de la vie et de rester en bonne santé.

En fin de compte, ce qui est bénéfique à votre cœur l'est aussi pour votre cerveau. Stimuler son activité cérébrale, opter pour un bon régime alimentaire riche en antioxydants, et se maintenir actif et en bonne santé favorise la résilience de l'organisme.

Puisque nous ne connaissons pas encore exactement les mécanismes par lesquels la pollution endommage nos cerveaux – ni comment ses effets pourraient être contrés – nous protéger exige de réduire ou d'éviter l'exposition à la pollution autant que possible. Franceinfo 12 janvier 2019

Défense du marxisme et enseignements de notre histoire.

A l'adresse de ceux qui fustigent l'emploi du terme "**peuple**".

Lénine - Seuls les « économistes » de triste mémoire pensaient que les « mots d'ordre d'un parti ouvrier » étaient proclamés exclusivement à l'intention des ouvriers. Non, ces mots d'ordre sont proclamés pour l'ensemble de la population laborieuse, pour le peuple tout entier. (Lénine - Août – Octobre 1916 - Tome 23)

LVOG - A l'exception des bourgeois, des capitalistes du CAC40, de l'oligarchie, cela va de soi.

Nous n'avons donc pas le droit de soutenir n'importe quelle lutte contre l'impérialisme.

Lénine - L'impérialisme est notre ennemi tout aussi « mortel » que le capitalisme. C'est juste. Toutefois, aucun marxiste n'oubliera que le capitalisme est un progrès par rapport au féodalisme, et l'impérialisme par rapport au capitalisme pré monopoliste. Nous n'avons donc pas le droit de soutenir n'importe quelle lutte contre l'impérialisme. Nous ne soutiendrons pas la lutte des classes réactionnaires contre l'impérialisme, nous ne soutiendrons pas l'insurrection des classes réactionnaires contre l'impérialisme et le capitalisme. (id)

LVOG - "*Nous ne soutiendrons pas l'insurrection des classes réactionnaires contre l'impérialisme et le capitalisme*", question : Macron et le clan des ultra néoconservateurs qui s'attaquent à Trump, n'incarnent-ils pas cette "*classes réactionnaires*" ? Je n'ai pas attendu après Lénine ou je n'ai pas eu besoin de recourir à lui pour justifier ma position vis-à-vis de Trump ou la différence de traitement que je lui ai accordée et à Clinton ou Obama, au clan qui combat Trump et qui est la pire réaction.

Très modestement parce qu'il m'arrive encore de sortir des conneries, n'est pas marxiste qui veut ou celui qu'on croit !

Sur l'impérialisme et la démocratie.

Au point de vue économique, l'impérialisme (ou « l'époque » du capital financier, la question n'est pas dans le terme) est le stade suprême du développement du capitalisme, celui où la grande production a atteint des proportions telles que la libre concurrence fait place au monopole. C'est là l'essence économique de l'impérialisme.

Le monopole se manifeste à la fois dans les trusts, les cartels, etc., dans la toute puissance des banques géantes, dans l'accaparement des sources de matières premières, etc., dans la concentration du capital bancaire, etc. Le monopole économique, tout est là.

La superstructure politique qui coiffe la nouvelle économie, le capitalisme monopoliste (l'impérialisme est le capitalisme monopoliste), c'est le tournant à partir de la démocratie vers la réaction politique.

À la libre concurrence correspond la démocratie.

Au monopole correspond la réaction politique.

« Le capital financier tend à l'hégémonie et non à la liberté », dit très justement R. Hilferding dans son livre Le Capital financier.

Séparer la « politique extérieure » de la politique en général ou, à plus forte raison, opposer la politique extérieure à la politique intérieure est une idée radicalement fautive, non marxiste, antiscientifique. En politique extérieure tout comme en politique intérieure, l'impérialisme tend à enfreindre la démocratie, à instaurer la réaction. En ce sens, il est incontestable

que l'impérialisme est la « négation » de la démocratie en général, de toute la démocratie, et nullement d'une seule des revendications de la démocratie, à savoir : la libre disposition des nations.

Étant la « négation » de la démocratie, l'impérialisme est également la « négation » de la démocratie dans la question nationale (c'est-à-dire en ce qui concerne la libre disposition des nations) : « également », c'est-à-dire qu'il s'efforce de l'enfreindre (...)

...la contradiction entre l'impérialisme et la république est la contradiction entre l'économie du capitalisme le plus récent (plus précisément du capitalisme monopoliste) et la démocratie politique en général. (id)

LVOG - On doit se demander quel niveau a atteint cette "*contradiction entre l'impérialisme et la république* depuis que le "*capitalisme monopoliste*" a été supplanté par l'introduction d'instruments financiers de type mafieux ou sans rapport avec l'économie réelle ou productive, qui ont permis à l'oligarchie d'accroître sa fortune et son pouvoir dans des proportions phénoménales et tentaculaires sur l'économie mondiale, de telle sorte qu'elle est parvenue à étouffer littéralement la démocratie politique. Cela signifie que, ce qui n'était qu'une tendance autrefois ou il y a un siècle (l'impérialisme tend à enfreindre la démocratie, à instaurer la réaction.), est devenue une réalité ou s'est pleinement réalisée. Et cela ne date pas de janvier 2019, mais d'au moins quatre ou cinq décennies en arrière, depuis beaucoup plus longtemps s'agissant des Etats-Unis, sans qu'on en ait tiré tous les enseignements politiques, puisqu'on a continué à considérer les différents régimes des puissances occidentales comme des démocraties ou des républiques démocratiques bourgeoises, ce qui manifestement ne correspondait plus à la réalité, autrement dit aux rapports entre les classes.

On n'avancera pas le mot d'ordre du retour à la démocratie politique, puisque nous n'avons pas l'intention de faire tourner les roues de l'histoire à l'envers, ce qui serait d'ailleurs peine perdue, constatant qu'elle est incompatible avec l'existence du capitalisme rendu au stade de l'impérialisme qui ne peut survivre qu'en instaurant un régime bureaucratique centralisé totalitaire à l'échelle de la planète.

Maintenant la putréfaction du capitalisme ne peut se traduire que par une régression sociale généralisée à l'échelle mondiale, l'accroissement des inégalités sociales et des injustices, de l'exploitation et de l'oppression, une baisse ou une détérioration du niveau de vie de tous les peuples, la destruction de tous les progrès réalisés par la civilisation humaine au cours des derniers millénaires dans absolument tous les domaines, et évidemment le saccage de la planète, ce qui implique qu'on défende tous nos acquis ou toutes nos conquêtes sociales, que chaque peuple défende sa culture, sa langue, sa propre histoire, ce qui fonde son identité, son unité, sa souveraineté, mais comme on sait après l'avoir observé depuis des décennies qu'il est inefficace de lutter pour obtenir des réformes sociales collectives ou qui bénéficie à l'ensemble des exploités (dans les pays les plus développés, la situation est différente dans les autres pays...) car aucune ne sera adoptée du fait que la majorité des travailleurs ne se mobiliseront pas pour obtenir de nouveaux droits sociaux. Pourquoi ? Parce qu'ils s'accrochent à leur condition ou parce que leur niveau de vie n'est pas menacé ou encore, ils ont encore les moyens d'encaisser les coups qui leur sont portés, ils disposent encore de réserves. A quel prix ? Au prix de quels sacrifices, d'importantes concessions ou frustrations portant sur leurs aspirations. Ils ne comprennent pas le danger fatal et immédiat qui les menace en se résignant ainsi, car c'est le meilleur moyen pour qu'ils soient les prochaines victimes innocentes, les prochains sur la liste de la précarité généralisée qui guette l'ensemble des travailleurs, sans parler qu'ils devront se résoudre à vivre dans une société détestable ou tous les rapports seront exécrables, un véritable cauchemar dont ils n'ont pas idée.

C'est le discours qu'il faut leur tenir, afin qu'ils prennent conscience que l'orientation politique qu'on leur propose, et dont l'objectif est de se débarrasser du capitalisme et ses institutions, correspond aux tâches politiques qu'ils doivent accomplir pour conquérir la démocratie, le pouvoir politique, pouvoir changer de société (ou réaliser le socialisme, c'est la même chose), pour que leurs aspirations légitimes puissent être satisfaites, et qu'il n'existe pas d'autre issue politique, se résigner et attendre que le pire arrive inexorablement et alors il sera trop tard pour réagir ou prendre leur destin en mains, tout de suite, sans attendre un jour de plus.

Ca ne prend plus !

- Le grand débat est encore très flou pour 82% des Français - Le HuffPost

La question qui va être fatale à Macron.

- Grand débat : «Tu crois qu'ils vont nous écouter ?» - Liberation.fr 11 janvier 2019

Question posée par un manifestant.

Clonage. Après "*moi je*", "*Moi le premier*"

- Macron s'engage à ce que le grand débat national soit suivi d'effets - Reuters 11 janvier 2019

"Ce n'est pas un débat dont on connaît les termes et l'aboutissement, c'est un débat sur lequel je souhaite que nous nous

engagions tous et moi le premier." Reuters 11 janvier 2019

Enfumage, mascarade, démagogie, il le dit lui-même : Macron affirme qu'il ne changera pas de cap et déclare simultanément que "ce n'est pas un débat dont on connaît les termes et l'aboutissement", il prend donc les citoyens pour des abrutis ou il les méprise.

En macronnie.

Mimétisme. Comment échapper à une conférence de presse ?

- Trump annule sa venue à Davos "à cause des démocrates" - Le HuffPost 11.01

- Gilets jaunes : Macron n'ira pas au Forum de Davos - LeParisien.fr 11.01

Un peuple de fainéants, de nantis, de profiteurs, d'irresponsables, de salauds !

- Macron s'offre une nouvelle polémique avec sa petite phrase sur «le sens de l'effort» - LeParisien.fr 12 janvier 2019

Emmanuel Macron a loué ce vendredi 11 janvier "le sens de l'effort" en estimant que "les troubles que notre société traverse sont parfois dus au fait que beaucoup trop de nos concitoyens pensent qu'on peut obtenir quelque chose "sans que cet effort soit apporté. Parfois, on a trop souvent oublié qu'à côté des droits de chacun dans la République - et notre République n'a rien à envier à beaucoup d'autres - il y a des devoirs. "

Guère opportun, dans le contexte. Sa sortie de ce vendredi sur le « sens de l'effort » n'est pas pour apaiser les esprits. LeParisien.fr 12 janvier 2019

"Le sens de l'effort", cela peut payer...chez les aristocrates du régime.

- Macron : 13 884 euros net par mois

- Le gouverneur de la Banque de France : 285 538 euros brut par an auxquels s'ajoutent une indemnité de logement de 5 653 euros par mois, une enveloppe annuelle de 46 500 euros qui lui est versée en tant qu'administrateur de la Banque des règlements internationaux (BRI). Au total, son salaire culmine à 37 580 euros brut mensuels.

- L'ambassadeur à Kaboul : 30 000 euros net par mois.

- Le vice-président du Conseil d'Etat : 16 170 euros net mensuels.

- Le président du directoire de la Société du Grand Paris : 300 000 euros brut par an plus une part variable sur objectifs, pouvant aller jusqu'à 60 000 euros par an.

- Le président du conseil d'administration de l'Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie : 130 000 euros brut mensuel, plus un variable de 26 000 euros maximum par an.

- Le président de l'Etablissement public de la réunion des musées nationaux et du Grand Palais : 120 000 euros brut, et un «complément personnel» de 42 000 euros et une part variable de 30 000 euros maximum par an. (Source : Libération 10 janvier 2019)

Le modèle de société de Macron : Partir tôt le matin bosser et rentrer tard pour un salaire de misère !

Le chef de l'État a aussi fait l'éloge de l'apprentissage, qui "permet à chaque jeune de trouver sa place dans la société". Il enseigne "l'engagement des matins tôt et le soir tard, pour arriver à l'excellence", à une époque "où on pense qu'on peut tout apprendre en quelques jours".

"Notre jeunesse a besoin qu'on lui enseigne un métier et le sens de cet engagement qui fait qu'on n'a rien dans la vie si on n'a pas cet effort", a-t-il ajouté. AFP 11.01

La jeunesse, elle n'aura aucun avenir tant que le capitalisme n'aura pas été renversé, voilà ce qu'il faut dire aux jeunes.

Macron le néocon anglo-saxon.

- Emmanuel Macron moqué par les handballeurs : cette bourde qui n'est pas passée inaperçue - Gala.fr 10 janvier 2019

Il a fait une grosse faute de prononciation, en disant « hand-baule », au lieu de « hand-ball ». Une erreur qui n'a pas manqué de faire réagir. A commencer par l'équipe de France des moins de 21 ans qui était installée derrière le président. Entre ceux qui ont affiché un sourire moqueur et ceux qui ont été bouche-bée. Gala.fr 10 janvier 2019

Il l'a prononcé en anglais, ce qui a échappé à Gala dont le niveau n'atteint même pas le niveau du caniveau de la rue du Faubourg Saint-Honoré !

Ce n'est qu'un début continuons le combat... jusqu'à la chute du régime !

- 67% des Français les plus modestes veulent que le mouvement des Gilets jaunes se poursuive - RT 11 janv. 2019

Le mouvement des Gilets jaunes s'essouffle-t-il ? Alors qu'un sondage semble pointer un effet de ras-le-bol de la part des Français les plus aisés, ils sont plus des deux tiers des plus modestes à souhaiter que les manifestations continuent.

Le soutien au mouvement des Gilets jaunes est-il en déclin ? C'est ce que semble montrer un sondage Odoxa-Dentsu Consulting pour franceinfo et Le Figaro publié le 10 janvier qui annonce que «près d'un Français sur deux souhaite désormais l'arrêt du mouvement».

Cependant, les chiffres avancés par ce sondage montrent également plus des deux tiers des Français aux revenus les plus modestes (67%) veulent pour leur part une poursuite du mouvement. Inversement, un peu moins des deux tiers des sondés les plus aisés (62%) souhaitent qu'il prenne fin.

Le clivage social semble se répercuter sur l'échiquier politique : les soutiens de la France insoumise (LFI) sont à 78% pour la poursuite de la mobilisation et ce chiffre monte à 84% chez les électeurs du Rassemblement national (RN). Fait notable : ce chiffre est en hausse, puisqu'il était à 77% la semaine précédente.

Sept Français sur dix (70%) jugent que le gouvernement porte «une grande responsabilité des violences» qui ont eu cours lors des dernières manifestations. Mais l'opposition n'est pas non plus épargnée, puisque, dans le même temps, 63% des sondés estiment qu'elle est responsable des violences. Quant aux forces de l'ordre, 51% des Français pensent qu'elles sont responsables des violences.

Selon les tendances politiques, ces chiffres varient très amplement : 86% des sympathisants LFI jugent que le gouvernement est responsable de ces violences. Idem pour les sympathisants RN. Au contraire, les sympathisants LREM mettent en cause les Gilets jaunes qui sont responsables selon 95% d'entre eux. RT 11 janv. 2019

Totalitarisme. Amalgame, intimidation, menace d'un ministre de l'Intérieur d'un Etat policier.

- Pour Christophe Castaner, "ceux qui manifestent là où il y a de la casse annoncée savent qu'ils seront complices" - Le HuffPost 12.01

Où le ministre de l'Intérieur place-t-il la frontière entre manifestants et casseurs? Christophe Castaner a estimé ce vendredi 11 janvier que les personnes appelant à manifester samedi pour "l'acte IX" des gilets jaunes "savent qu'il y aura de la violence" et ont donc "leur part de responsabilité" dans ces événements.

"Ceux qui appellent aux manifestations demain savent qu'il y aura de la violence et donc ils ont leur part de responsabilité. Que les choses soient claires", a dit Christophe Castaner, interrogé depuis la place Beauvau. "C'est assez facile de dire je vais descendre dans un quartier, je vais tout casser", a-t-il continué, "on est en France, dans un pays où il y a des droits, il y a des devoirs, et notamment celui de la responsabilité".

"On peut appeler à la révolte, on peut appeler à la casse, certains le font, mais alors qu'ils assument leurs responsabilités", a-t-il expliqué, fustigeant ceux qui "se cachent". "Ils se cachent derrière l'anonymat, ils se cachent derrière les attaques nocturnes qu'on a régulièrement sur les institutions, sur la mise en cause des journalistes de façon systématique mais toujours dans l'anonymat, moi je suis pour le courage, le courage d'assumer sa responsabilité", a-t-il ajouté.

Refusant pour autant de faire un quelconque "amalgame" entre manifestants et casseurs, prônant "la fin de la violence", le ministre a dit "regretter (...) que ceux qui appellent à se mobiliser à gauche n'aient pas le courage d'assumer leurs choix jusqu'au bout et juste de faire un mail au préfet de passer un coup de fil à la sous-préfecture du coin et dire 'voilà je veux manifester'".

Il a par ailleurs rappelé que si une manifestation est "déclarée, elle n'a même pas à être autorisée". "Le droit français est simple: vous déclarez et automatiquement, vous avez le droit d'aller manifester", a-t-il expliqué.

"Ceux qui pensent que, à quelques milliers de personnes, on peut mettre en cause nos institutions, se trompent", a également déclaré Christophe Castaner un peu plus tard vendredi, lors d'une rencontre avec des CRS dans une caserne dans le Val-de-Marne.

Devant eux, il a évoqué "des méthodes différentes de présence de mobilité" samedi, avec "un effet de sidération par votre capacité

à être présent, à intervenir et à faire en sorte que ceux qui viendront vous provoquer soient immédiatement interpellés". Le HuffPost 12.01

En cas de récidive, vont-ils la brûler vive en place publique ?

- Une infirmière condamnée pour avoir peint des coquelicots sur les marches de la mairie de Reims - RT 11 janv. 2019

Le tribunal de Reims vient de condamner une femme à une amende de 500 euros pour quelques dessins de fleurs à la peinture à l'eau sur les marches de l'Hotel de Ville réalisés pour se plaindre de utilisation des pesticides en France.

Une infirmière de 38 ans, mère célibataire officiant dans un service de réanimation, s'est vu infliger une lourde amende de 500 euros par le tribunal de Reims. Son forfait ? Avoir dessiné, le 2 novembre, des coquelicots à la peinture à eau sur les marches de l'hôtel de ville rémois, et avoir inscrit «Stop pesticides».

Officiellement, l'infirmière a commis une «dégradation». Elle a pourtant fait valoir qu'il ne s'agissait que des marches d'un bâtiment, qui étaient de plus en travaux : la peinture à l'eau n'avait donc même pas été apposée sur le revêtement définitif.

Katia Lock s'est aussi vu imposer un stage de citoyenneté de 250 euros, à ses frais. La trentenaire avait déjà averti qu'elle refuserait ce stage. «Je suis suffisamment citoyenne pour savoir comment œuvrer pour le bien commun», avait-elle rétorqué.

Katia Lock a été soutenue par la Ligue des droits de l'homme, Artisans du monde ou encore Attac Reims. Les milieux de gauche, syndicalistes et des collectifs de gilets jaunes ont exprimé leur soutien à l'infirmière condamnée. La sanction n'a pas entamé l'enthousiasme des Coquelicots qui selon France 3 continueront à se regrouper une fois par mois devant la mairie.

Totalitarisme. Ils ont déclaré la guerre au peuple ! Si le peuple réagit au même niveau, c'est légitime.

- Intervention musclée du RAID pour interpellier un Gilet jaune en Lorraine - RT 11 janv. 2019

Soupçonné d'avoir participé à des violences lors d'un rassemblement de Gilets jaunes, un homme a été interpellé à Pont-à-Mousson par une unité du RAID, dont la spécialité est la lutte contre le terrorisme et les arrestations à haut risque.

La manière forte. Le 10 janvier à l'aube, une dizaine d'hommes du groupe d'intervention du RAID s'est rendu à Pont-à-Mousson, au domicile d'un homme soupçonné d'avoir participé à des violences lors du dernier rassemblement des Gilets jaunes à Epinal, selon des informations de L'Est Républicain. A cette occasion, une voiture de police avait notamment été retournée.

Cagoulés, casqués et lourdement armés, l'unité du RAID de Nancy – dont la spécialité est la lutte contre le terrorisme et les arrestations à haut risque – est arrivé peu avant 6 heures du matin pour procéder à son interpellation. Rejoignant un tireur d'élite déjà en position, les hommes du RAID ont enfoncé la porte du domicile du suspect, qui se trouvait encore au lit avec sa compagne. En une poignée de secondes, lui laissant à peine le temps d'échapper quelques cris de surprise, l'homme a été interpellé puis menotté.

Une fois sa tâche accomplie, l'unité du RAID a remis le Gilet jaune entre les mains des enquêteurs du SRPJ de Nancy et de la BSU d'Epinal qui ont procédé à la perquisition de son domicile. Le suspect a ensuite été conduit au commissariat d'Epinal et placé en garde à vue, selon L'Est Républicain qui précise qu'il sera présenté au parquet le 11 janvier, lequel devrait demander son placement en détention. RT 11 janv. 2019

- Etat de guerre civile déclenché par le gouvernement et blessures de guerre.

- Gilets jaunes : éclats de grenades, brûlures, membres arrachés... retour sur 82 blessures graves - Libération 11 janvier 2019

«Libération» a épluché et vérifié des centaines de photos, vidéos ou déclarations, notamment à partir du recensement du site Désarmons-les, un collectif «contre les violences d'Etat», afin de dresser un profil des manifestants blessés gravement lors des huit week-ends de mobilisation des gilets jaunes.

Ils s'appellent Patrick, Franck, Cédric, Ayhan ou Fiorina. Leur nom, les photos de leur visage et surtout leurs mutilations sont connus des gilets jaunes. Avec des dizaines d'autres blessés, ils font partie du «mur de la honte», une liste partagée massivement sur Facebook, dans de nombreux groupes de soutien au mouvement. Parce qu'il est arrivé que, parfois, des clichés de blessés antérieurs au mouvement se glissent dans les diaporamas des victimes, Libération a analysé des centaines de photographies, de vidéos et de déclarations afin d'en détacher une liste, non exhaustive, de 82 manifestants blessés gravement - et d'une femme morte à cause d'une grenade lacrymogène.

Blessures retenues : les membres arrachés, les organes ayant perdu leur fonction principale, les os fracturés, les pieds et jambes incrustés de bouts de grenades, les brûlures graves, mais aussi toutes plaies ouvertes au niveau de la tête. Ainsi, les hématomes, parfois exceptionnellement vastes, causés par des tirs de lanceur de balles de défense (LBD) ou des coups de matraques n'ont pas été comptabilisés. Enfin, nous n'avons gardé que les cas où nous pouvions identifier la victime, soit par son prénom ou parce que nous avons suffisamment d'images d'elle.

De ces 82 blessés graves, dont l'âge varie entre 15 et 80 ans, on remarque que la très grande majorité sont des hommes. Dix femmes, toutes touchées à la tête, ont été recensées. Parmi elles, on compte Zineb, l'octogénaire morte, ainsi que Fiorina, une étudiante de 20 ans éborgnée par un tir de lanceur de balles de défense (LBD), selon ses proches, en plein visage. Cette arme - fortement critiquée pour les dégâts qu'elle peut causer et dont le Défenseur des droits, Jacques Toubon, préconise l'interdiction pour le maintien de l'ordre - est celle à l'origine des coupures et fractures de quelque 60 victimes.

Le ministère de l'Intérieur, de son côté, a été incapable de donner un nombre précis et circonstancié des blessés. Estimant qu'ils étaient, au lendemain de l'acte VIII, «une cinquantaine» de manifestants blessés gravement. Son porte-parole justifie cette indistinction par le caractère évolutif de la gravité. «Parfois les pompiers vont catégoriser une personne en urgence absolue mais elle sera finalement traitée, après diagnostic, comme une urgence relative», explique Beauvau, avant d'énumérer de manière générale «environ 1 700 blessés du côté des manifestants et environ 1 000 pour les forces de l'ordre».

Concernant le nombre de morts, le ministère rappelle que 11 personnes ont été tuées pendant le mouvement des gilets jaunes : à l'exception de l'octogénaire touchée par une grenade lacrymogène alors qu'elle fermait ses volets pendant une manifestation à Marseille, les autres victimes ont été renversées à proximité des ronds-points.

Si la liste du «mur de la honte» ainsi qu'une photo compilant une vingtaine de blessés avec leurs prénoms font partie des sources les plus partagées sur les réseaux sociaux au sujet des gilets jaunes, il s'avère que leurs auteurs ne sont pas directement liés au mouvement. A l'origine de cette liste, on trouve ainsi le site Désarmons-les, un collectif «contre les violences d'Etat» actif depuis 2012. A la veille des manifestations de ce samedi, son recensement comptait 81 blessés.

Pour notre recensement, nous nous sommes appuyés sur leur liste et leurs photos, ainsi que sur les nombreux signalements du journaliste David Dufresne sur Twitter, afin de reconnaître les victimes, identifiant parfois plusieurs photos d'une seule et même personne, comme Thomas, un étudiant originaire de Nîmes, dont les différents clichés à divers moments de ses pansements pouvaient laisser penser qu'il s'agissait de plusieurs personnes. Lors de nos vérifications, il nous est aussi arrivé de ne pas trouver traces de certaines victimes sur les réseaux sociaux. Résultat : elles ne font pas partie de notre décompte.

Contacté par Libération, Ian, un des membres fondateurs de cet observatoire des violences policières, explique la genèse de cette liste de blessures «sans précédent», créée «dans les jours qui ont suivi la manifestation du 24 novembre», alors que Jérôme, avec qui l'association va entrer en contact, a perdu un œil. Pour établir ce recensement, le collectif compte sur plusieurs éléments : sa participation aux manifestations, principalement à Paris, une veille des réseaux sociaux, ainsi que des contacts d'avocats ou de street medics (soignants volontaires dans les manifestations) dans plusieurs villes de France.

A ceux-là s'ajoutent des témoignages directs de victimes ou de leurs proches, que Désarmons-les vérifie. En effet, toutes les victimes ne figurent pas dans ce recensement non exhaustif, explique Ian : «S'il n'y a qu'une photo, on n'en fait rien. Soit on retrouve la personne et on la contacte. Soit la personne ou ses proches se manifestent et on vérifie auprès d'eux, en leur demandant de nous fournir des preuves de leur récit. Comme on bosse avec des medics, on sait distinguer si une blessure a été causée par une grenade ou un lanceur de balles de défense.» Le collectif ne compte pas les bleus ou les blessures légères.

Priorisant la gravité des blessures comme critère pour ce décompte, Libération n'a pour l'instant pas noté toutes les intentions de plaintes qui devraient être déposées pour ces 82 blessés. Au micro de la matinale de France Inter, Eric Morvan, le patron de la Direction générale de la police nationale, indiquait vendredi que «l'IGPN a reçu sur sa plateforme 200 signalements et elle est aujourd'hui saisie par l'autorité judiciaire de 78 dossiers».

Une procédure qui n'est pas toujours envisagée par les victimes. A l'image d'Alexandre, coupé au-dessous de l'œil par un projectile lancé par la police en fin de manifestation à Lyon samedi dernier. «J'y ai pensé, mais si je le fais, je pense que je passerai par un avocat. Je n'ai pas envie de me retrouver face à quelqu'un qui ne prendra pas ma plainte», confie-t-il à Libération. Pourtant, il n'est pas nécessaire d'être assis face à un policier pour signaler un abus à la police des polices. «On a une plateforme en ligne de l'IGPN, où tout citoyen peut faire un signalement», rappelle Beauvau. Libération 11 janvier 2019

Présumés, les violences policières : des centaines de vidéos sont autant de preuves matérielles irréfutables.

- L'IGPN saisie de 78 cas présumés de violences policières - Reuters 11 janvier 2019

L'Inspection générale de la police nationale (IGPN) a reçu depuis le début du mouvement des "Gilets jaunes", à la mi-novembre, 200 signalements pour violences policières présumés et a été saisi de 78 dossiers par l'autorité judiciaire, a déclaré vendredi le directeur général de la police nationale (DGPN).

Eric Morvan a précisé à France Inter qu'aucun policier n'avait été suspendu pour l'instant dans le cadre de ces dossiers mais a assuré qu'il n'y aurait aucune complaisance à l'égard de tels actes s'ils étaient avérés.

"Il n'y a pas de mois où je ne sois amené à signer des sanctions extrêmement fortes contre des policiers. Donc l'idée selon laquelle il y aurait une permissivité vis-à-vis des forces de police est totalement fautive", a-t-il déclaré.

Il a également rejeté l'idée qu'on puisse mettre sur le même plan des manifestants violents et des policiers chargés du maintien ou du rétablissement de l'ordre.

"Il n'est pas normal (...) qu'on puisse mettre sur le même pied d'égalité des manifestants, qui sont en fait des émeutiers quand on arrive à ce degré de violence, et puis de l'autre côté des agents de la force publique, qui ont pour mission, encadrée par la loi, le maintien de l'ordre public", a-t-il déclaré.

"Le maintien de l'ordre public, voire son rétablissement, ça ne se fait pas sans moyens", a-t-il poursuivi. "Rétablir l'ordre public c'est utiliser (...) des armes intermédiaires qui peuvent provoquer des blessures."

Eric Morvan a toutefois souligné que les "flash balls" dénoncés par des manifestants n'étaient plus utilisés.

"On utilise ce qu'on appelle des lanceurs de balles de défense, qui ont une visée, et donc il y a moins d'accidents qu'avec les flash balls, qui n'en disposaient pas", a expliqué le patron de la police nationale. Il est convenu que cela pouvait tout de même occasionner des blessures involontaires. Reuters 11 janvier 2019

Mais ils n'aiment pas Macron. La démocratie, c'est l'avenir, ni le passé ni le présent.

- Las et moroses, les Français aiment la démocratie et les Gilets jaunes - Reuters 11.01 Las, moroses et méfiants pour l'avenir, les Français se disent néanmoins très attachés à la démocratie. Reuters 11.01

Totalitarisme. Quand la "start-up France" devient une dictature. Vivre en permanence en liberté surveillée.

- A Nice, levée de boucliers contre un projet de vidéosurveillance des émotions - Liberation.fr 11 janvier 2019

La mairie a été approchée par une start-up capable d'analyser les visages des passagers.

[A bas les institutions de la Ve République, vive la République sociale !](#)

- Enquête Cevipof : flambée de défiance contre les institutions politiques - Liberation.fr 11 janvier 2019

Dans la dixième vague de son baromètre annuel, la cote de confiance en Emmanuel Macron s'érode un peu plus.

Un séisme démocratique. De mémoire de sondeur du Centre d'étude de la vie politique (Cevipof), la défiance des Français envers leur classe politique n'a jamais été aussi forte depuis le lancement de l'enquête, en 2009. «Nous n'avions jamais vu un tel sentiment de dégoût, de morosité mais aussi de colère», relève Bruno Cautrès, le coordinateur du baromètre annuel de l'institut, publié par le Figaro. Réalisée par Opinionway du 13 au 24 décembre, cette dixième vague confirme la progression spectaculaire des trois sentiments, les plus représentatifs de «l'état d'esprit actuel des Français» sur un an : +7 points pour la lassitude, +8 pour la morosité et +4 pour la méfiance. Une tendance qui trouve à s'exprimer au travers de la crise des gilets jaunes, qu'une majorité de l'opinion continue de soutenir. Plus inquiétant encore est le regard que portent les Français sur la politique : pour 32% d'entre eux, c'est le «dégoût» qui l'emporte, un score en hausse de 7 points par rapport à 2017...

Dix-huit mois après l'élection d'Emmanuel Macron, et du léger regain d'optimisme qu'avait traduit le baromètre fin 2017, le désenchantement est général. «Tout le terrain gagné a été intégralement perdu et c'est encore pire», souligne Bruno Cautrès. La fonction comme la personne du chef de l'Etat est à l'épicentre du mécontentement. Lequel s'exprime d'autant plus que le nom des titulaires des mandats est cité. Ainsi, les Français sont seulement 23% (-13 points) à faire confiance au «président de la République actuel» et moins encore (20%, -16 points) à «Emmanuel Macron».

Depuis 2009, l'écart entre ceux qui considèrent que la «démocratie fonctionne bien ou assez bien» et ceux qui pensent qu'elle ne fonctionne «pas bien ou pas bien du tout» n'a cessé de croître. Mais sur un an, il augmente de manière spectaculaire : 18 points. Ainsi, le vote aux élections est de moins en moins perçu comme un bon moyen pour peser sur les décisions prises en France (55%, -6 points), tandis que manifester dans la rue est perçu comme un moyen d'action autrement plus efficace (42%, +16 points). Dans la même veine, le sentiment que les responsables politiques se désintéressent de l'opinion de leurs administrés progresse (85%, +2 points). Liberation.fr 11 janvier 2019

Ils désespèrent, la majorité est du côté de la démocratie, pas du régime antisocial et policier.

- Avant l'acte IX, le soutien aux gilets jaunes reste (très) majoritaire - Le HuffPost 11 janvier 2019

Il faiblit un peu mais se maintient à un niveau très largement au dessus de 50%. Près de deux mois après le début de la mobilisation et alors que se profile l'acte IX, on compte toujours 62% des Français pour soutenir les gilets jaunes, selon le baromètre mensuel YouGov pour Le HuffPost et CNews réalisé entre vendredi 4 et lundi 7 janvier.

Il est toujours "justifié" pour 74% des personnes interrogées même si la baisse est légèrement plus importante (-9 points). Seulement 22% trouve la mobilisation "injustifiée".

S'il n'est pas surprenant que 87% des sympathisants LREM appellent à l'arrêt du mouvement, ça peut davantage surprendre chez Les Républicains (53%) et chez les Socialistes (46%). Le HuffPost 11 janvier 2019

Le Quai d'Orsay, la DGSI et le patronat complices des barbares issus d'Al-Qaïda, des terroristes.

- Affaire Lafarge en Syrie : révélations sur les liens entre la DGSI et Lafarge - RT 11 janv. 2019

Le JDD a eu accès à des documents et mails échangés entre le cimentier Lafarge et les services secrets français de 2012 à 2014, révélant une collaboration officieuse, alors que ceux-ci et le Quai d'Orsay avaient jusqu'ici minimisé leur implication.

Rebondissements dans l'affaire Lafarge, en Syrie. Une enquête du Journal du dimanche (JDD) qui a pu consulter des documents inédits, a révélé les collusions entre la DGSI et l'usine Lafarge de Jalabiya, soulignant en filigrane l'implication du Quai d'Orsay. Les services secrets français, par l'entremise du directeur de la sécurité du cimentier, Jean-Claude Veillard, auraient recueilli des informations sur la situation en Syrie glanées sur le terrain par les salariés de Lafarge.

Les journalistes ont dévoilé des e-mails échangés entre deux agents et le directeur. Jean-Claude Veillard s'y voit demander de confier des missions en Syrie à ses « contacts », à savoir le réseau Lafarge. « Je ne vous fais pas l'affront de vous expliquer. Ça marche comme le renseignement », a expliqué l'homme de la DGSI dans son mail. Les agents vont jusqu'à transmettre des photos de deux islamistes et chargent Jean-Claude Veillard de les faire repérer par ses contacts.

La direction de la sécurité envoie à une autre occasion un fichier excel répertoriant une dizaine de milices en activité dans la région, avec une foule de détails comme leur nom et des numéros de portable. La hiérarchie de ces deux agents est informée en juin 2013 de l'existence de ce fichier et du fait que Lafarge était à la barre pour le constituer.

Difficile après toutes ces révélations d'imaginer que le Quai d'Orsay n'ait pas eu vent de toutes les tractations opérées par Lafarge. Pourtant, en juillet 2018, l'ancien ministre des Affaires étrangères, Laurent Fabius, entendu en qualité de témoin dans l'enquête, a tenté d'exonérer la France de toute responsabilité. Il a assuré ne pas avoir été informé des activités de l'entreprise affirmant qu'« aucun élément d'information » ne lui était parvenu concernant le maintien en Syrie de l'entreprise au prix de présumés arrangements financiers avec des groupes armés dont l'organisation terroriste Daesh.

Mais en octobre 2018, l'avocat du cimentier a demandé aux juges en charge de l'enquête sur les soupçons de financement du terrorisme en Syrie d'interroger deux agents de la DGSI, qui auraient assisté à une réunion du comité exécutif de Lafarge le 6 avril 2012, selon l'Express. Ce sont les divers échanges entre le directeur de la sécurité de l'usine et ces agents que le JDD a pu consulter. Il s'avère que la DGSI elle-même avait fourni des documents à la justice, qui avaient été purgés des mails que ces trois personnes s'envoyaient.

Le JDD a aussi réussi à s'entretenir à Dubaï avec Firas Tlass, un personnage clé du dossier, intermédiaire pour payer en bakchichs les groupes armés concernés pour le compte de Lafarge – bakchichs qui valent à l'entreprise sa mise en examen pour complicité de crimes contre l'humanité. En exil depuis 2012, il vit actuellement aux Emirats arabes unis. Bien que son témoignage soit primordial, il n'a pas été entendu dans le cadre de l'enquête. Après son départ de Syrie, cet homme issu d'une famille riche et influente a conservé un rôle dans la gestion de l'usine Lafarge, qu'il avait lui-même vendue au groupe en 2008. Firas Tlass insiste sur un point : « Quand un groupe rejoignait Daesh, on arrêta de le financer. » Selon le JDD, l'homme d'affaires syrien estimerait que la « France ne [méconnaissait] pas » les « réalités » des bakchichs donnés aux groupes rebelles ou islamistes opposés à Bachar el-Assad, dont elle souhaitait ardemment le départ. Les manœuvres françaises en coulisses pour contrer le pouvoir syrien seront-elles le prochain volet des révélations sur l'affaire Lafarge ? RT 11 janv. 2019

Venezuela. Nouveau coup d'Etat en préparation pour renverser Maduro ?

- Venezuela: Le chef du Parlement se dit prêt à assurer la présidence du pays - Reuters 11 janv. 2019

- Venezuela : l'opposition se mobilise contre «l'usurpateur» Maduro - LeFigaro.fr 11 janv. 2019

Le président de l'Assemblée nationale a annoncé qu'il allait désormais assumer avec les parlementaires les charges de la présidence de la République. LeFigaro.fr 11 janv. 2019

Ils osent tout.

- Aucun compromis face à la corruption, dit Juncker à la Roumanie - Reuters

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Syrie

- La coalition confirme le début d'un retrait d'équipements de Syrie - Reuters 11 janvier 2019

La coalition formée à l'initiative des Etats-Unis pour combattre les djihadistes de l'Etat islamique a ajouté vendredi de la confusion autour du retrait annoncé des forces américaines de Syrie, annonçant d'abord qu'elle avait entamé son retrait avant que des responsables américains précisent qu'il s'agit de matériels, et non de troupes.

Dans un premier temps, le colonel Sean Ryan, porte-parole de la coalition, a déclaré que "le processus de retrait volontaire de Syrie" avait débuté. "Pour des raisons de sécurité opérationnelle, nous ne détaillerons pas le calendrier, les localisations ou les mouvements de troupes", ajoutait-il.

Des responsables américains ont par la suite clarifié les choses: le retrait ne concerne pour l'heure aucun soldat et la bataille contre l'EI continue dans les derniers réduits où les djihadistes sont retranchés en Syrie.

S'exprimant sous couvert de l'anonymat, ces trois responsables ont confirmé en revanche que des équipements étaient actuellement en cours de transfert hors de Syrie.

Pour le gouvernement russe, cité vendredi par l'agence de presse, RIA, les Etats-Unis n'ont pas vraiment envie de quitter la Syrie.

Pour le ministre français des Affaires étrangères, Washington a bel et bien décidé de temporiser, ce dont il s'est félicité.

"Aujourd'hui, il (Trump) annonce que le retrait se fera de manière plus lente, sans doute grâce aux pressions diverses qu'il a pu avoir, y compris de la France", a déclaré Jean-Yves Le Drian sur CNews. "Le président Macron s'en est entretenu avec lui à plusieurs reprises et il semble qu'il y ait une inflexion que je trouve positive", a-t-il ajouté.

Le ministre turc de la Défense a quant à lui réitéré les menaces d'Ankara à l'encontre des YPG, lors d'une visite à la frontière syrienne. "Le moment venu, les terroristes seront ensevelis dans les fossés qu'ils ont creusés, comme lors des opérations précédentes", a promis Ulusi Akar, évoquant deux autres interventions turques en Syrie.

"Des préparatifs et une planification importants ont été réalisés. Ils se poursuivent de façon intensive", a-t-il ajouté. Reuters 11 janvier 2019

- Huit missiles israéliens interceptés à l'ouest de Damas - presstv.com 12.01

L'aviation israélienne a tenté une nouvelle fois hier, vendredi, vers 23 heures (heure locale) de frapper des localités dans l'ouest de la capitale. Citant un communiqué de l'armée syrienne, l'agence d'informations syrienne SANA affirme que huit missiles ont été interceptés et détruits. « Les dégâts sont limités et ne concernent qu'un hangar de l'aéroport où les vols se poursuivent normalement », a précisé SANA.

Une vidéo publiée par SANA dans les heures suivant la frappe met en scène plusieurs explosions dans le ciel de la capitale, provoquées par les missiles de la DCA syrienne. Quelques heures avant la frappe israélienne, trois chasseurs israéliens survolaient le ciel libanais, mais les missiles semblent avoir été tirés depuis le ciel de la Galilée, au nord de la Palestine occupée. presstv.com 12.01

- Kurdes de Syrie: "optimiste", Pompeo minimise les divergences avec Ankara - AFP 13 janvier 2019

Washington a minimisé samedi ses divergences avec Ankara sur le sort des Kurdes de Syrie, assurant pouvoir garantir leur protection malgré le retrait américain, présenté par le secrétaire d'Etat américain Mike Pompeo comme une décision purement "tactique".

"Beaucoup de détails restent à régler mais je suis optimiste quant à la possibilité de parvenir à un bon résultat", a déclaré à la presse le chef de la diplomatie américaine juste après s'être entretenu au téléphone, depuis Abou Dhabi où fait étape sa tournée régionale, avec son homologue turc Mevlut Cavusoglu.

"Les directives du président sont incroyablement claires", a toutefois assuré Mike Pompeo dans un entretien à la chaîne américaine CBS. AFP 13 janvier 2019

Suède

En famille.

- Suède : enfin un accord de gouvernement - euronews 12 janvier 2019

Pour la première fois depuis les législatives de septembre dernier et leur résultat absolument pas tranché, les partis du gouvernement sortant, sociaux-démocrates et Verts, ont présenté un projet d'accord avec le Centre et les Libéraux pour constituer une coalition minoritaire.

Au total, la nouvelle coalition dispose de 167 sièges sur 349, soit huit de moins que la majorité requise au Riksdag, la chambre unique du Parlement. euronews 12 janvier 2019

ECONOMIE

Inde

- L'Inde porte un coup inattendu à l'économie américaine - sputniknews.com 12.01

L'Inde appliquera une taxe de 30% sur les produits agricoles US à compter du 31 janvier. La mesure portera sur 857 millions de dollars de produits, soit plus d'un tiers des importations agricoles en provenance des USA. Pourquoi les autorités indiennes ont-elles pris une telle décision et pourquoi les experts y perçoivent-ils une «trace chinoise»?

Bien que la Chine reste le front principal de la guerre commerciale menée par Washington, Donald Trump a déjà réussi à irriter sérieusement le Premier ministre indien Narendra Modi.

Tout a commencé en mars 2018 quand Donald Trump a annoncé des taxes de 10% sur l'aluminium et de 25% sur l'acier, ce qui a affecté le secteur métallurgique de la Russie, de la Chine, de l'UE, du Japon et d'autres pays tels que l'Inde.

Cette dernière a également souffert à cause de sa coopération militaro-technique avec Moscou. En avril, la Maison-Blanche a inscrit l'agence russe Rosoboronexport sur la liste des sanctions dans le cadre de la loi «sur la lutte contre les adversaires de l'Amérique par les sanctions» (CAATSA), et les banques indiennes ont été contraintes de geler une tranche de 2 milliards de dollars prévue pour payer les réparations du sous-marin nucléaire Chakra (projet 971 Chtchouka-B) loué à la Russie. Dans le cas contraire, elles risquaient d'être privées de la possibilité d'effectuer des opérations en dollars.

Début mai, le chef de l'État américain a annoncé le retrait de l'accord nucléaire avec l'Iran et a promis de rétablir les sanctions contre Téhéran et tous ceux qui coopéreraient avec les autorités iraniennes. Cela s'adressait notamment à la Chine et à l'Inde — les deux principaux acheteurs de pétrole iranien.

Toutefois, le locataire de la Maison-Blanche a accordé à Pékin et à New Delhi un délai de 180 jours pour trouver de nouveaux fournisseurs. Selon le département d'État américain, les paiements devaient transiter par un compte fiduciaire spécial ouvert par le pays acheteur, et les fonds transférés ne pouvaient être utilisés par l'Iran que pour se procurer des produits humanitaires dont l'achat était autorisé par Washington.

Donald Trump n'a pas accepté d'accorder ce délai par bonté de cœur, mais après des négociations qui avaient duré six mois. C'est ce qu'a déclaré début novembre une source du ministère des Affaires étrangères de l'Inde.

De par l'ampleur de son économie, l'Inde ne peut pas répondre symétriquement aux taxes américaines et entrer en confrontation ouverte avec Washington comme le fait la Chine (selon la Banque mondiale, le PIB de l'Inde s'élevait en 2017 à 2.600 milliards de dollars, et celui de la Chine à 12.200 milliards de dollars).

Mais face à l'agressivité de Washington, pour la première fois depuis longtemps, Pékin et New Delhi sont passés d'une confrontation économique aux mesures coordonnées contre la pression américaine — même si au fond l'Inde et la Chine sont des rivaux stratégiques en Asie-Pacifique.

Pendant ce temps, New Delhi et Téhéran sont convenus de renoncer au dollar dans les achats de pétrole pour passer aux roupies à partir de janvier. C'est ce qu'a annoncé à l'agence Reuters le directeur exécutif de la banque publique indienne UCO Charan Singh.

Plus tôt, un accord similaire avait été conclu avec la Russie. Début novembre, le vice-premier ministre russe Iouri Borissov avait annoncé que l'Inde paierait les systèmes antimissiles russes S-400 en roubles. A terme, il est prévu d'élargir les échanges en monnaies nationales aux produits civils.

En pratique, cela signifie que l'Inde ne dépend plus de la monnaie américaine pour échanger les principaux produits de son commerce extérieur.

Le 21 décembre, les chefs de diplomatie de l'Inde et de la Chine Sushma Swaraj et Wang Yi se sont rencontrés à New Delhi. Les médias en ont peu parlé, mais ce n'est certainement pas une coïncidence si deux semaines plus tard l'Inde a annoncé de nouvelles taxes sur les pommes, les amandes, les noix, les lentilles et les pois chiches américains. Sachant que New Delhi a averti qu'à terme les restrictions pourraient s'étendre à plusieurs produits d'acier et de fer, l'acide borique, ainsi que les pièces pour les tuyaux et les motos.

L'automne dernier, Pékin avait également décrété des taxes de 25% sur des produits agricoles américains. Cela avait sérieusement affecté les fermiers fournissant du blé, du maïs, des produits laitiers et du porc à la Chine. Le plus touché a été le marché du soja, dont les exportations en Chine ont chuté de 98%, ce qui a provoqué une crise de surproduction (le soja représentait près de 60% de toutes les fournitures agricoles américaines en Chine).

Il n'y avait tout simplement pas de place pour le stocker. Même quand le prix de location des entrepôts a grimpé de 40% par rapport à l'année précédente, ils se sont tous remplis de soja dont personne n'avait besoin. Il ne restait plus aux fermiers qu'à détruire les récoltes en les enterrant.

A présent, la même perspective peu réjouissante se profile à cause des taxes indiennes, alors même que les États agricoles constituaient l'appui électoral principal de Donald Trump lors de la présidentielle de 2016. En 2020, il ne pourra manifestement plus compter sur leur soutien.

Afin de remédier à la situation, la Maison-Blanche a mis en place un programme d'aide aux fermiers à hauteur de 15 milliards de dollars. Mais suite aux litiges avec le président au sujet de la construction du mur à la frontière mexicaine, les sénateurs ont refusé de valider le budget 2019 et à présent toutes les dépenses publiques sont gelées pour une durée indéterminée. Y compris le programme de soutien aux fermiers.

Il est évident que ce n'est pas par hasard que l'Inde et la Chine se sont rapprochées l'an dernier en organisant plusieurs réunions (hormis celle du 21 décembre à New Delhi) après de nombreuses années d'hostilité et de litiges territoriaux.

Désormais, les deux plus grandes puissances économiques de l'Asie-Pacifique, qui représentent près de 20% des importations et 12% des exportations des USA, affrontent Washington en tandem. Cette année, il ne sera donc certainement pas plus facile pour Donald Trump d'améliorer la balance du commerce extérieur. sputniknews.com 12.01

[Haut de page ↗](#)

Le 15 janvier 2019

[CAUSERIE ET INFOS](#)

● [Au format pdf \(20 pages\)](#)

Le pire, cela aurait été "de s'arrêter à mi-chemin".

LVOG - En guise de soutien au mouvement populaire engagé le 17 novembre 2018.

Souvenirs sur Lénine de N.K. Kroupskaïa (la compagne de Lénine pendant près de trente années) de 1893 à 1905.

Extrait. Vladimir Ilitch se distinguait par une intuition particulière, une compréhension profonde de ce que sentait la classe ouvrière.

S'orientant sur la bourgeoisie libérale qui n'était pas encore en branle, les menchéviks déclaraient qu'il fallait « déchaîner » la révolution. Ilitch savait que les ouvriers étaient bien résolus à lutter jusqu'au bout. Et il était avec eux. Il savait qu'il était impossible de s'arrêter à mi-chemin, car il en fût résulté une telle démoralisation, une telle dépression dans la classe ouvrière, un tel préjudice pour la cause qu'il ne fallait y songer à aucun prix. Et l'histoire a montré que, si la classe ouvrière a subi une défaite pendant la révolution de 1905, elle n'a pas été brisée et a conservé intacte sa volonté de lutte. Cela, ils ne le comprenaient pas, tous ceux qui reprochaient à Lénine son « manque de souplesse », ou qui, après la défaite, ne savaient que dire : « Il ne fallait pas prendre les armes ». Pour demeurer fidèle à sa classe, il fallait prendre les armes, l'avant-garde n'avait pas le droit de faire défection pendant la lutte.

Et Ilitch ne cessait d'appeler le Parti, avant-garde de la classe ouvrière, à la lutte, à l'organisation, à l'armement des masses. Il en parlait dans le Vpériod, dans ses lettres en Russie.

« Le neuf janvier 1905 a montré la gigantesque réserve d'énergie révolutionnaire accumulée par le prolétariat et toute l'insuffisance de l'organisation des social-démocrates », écrivait-il au début de février dans son article : « Devons-nous organiser la révolution ? » dont chaque ligne réclame le passage des paroles à l'action. Ilitch n'avait pas seulement lu et très minutieusement étudié, médité tout ce que Marx et Engels avaient écrit sur la révolution et l'insurrection, il avait lu également un grand nombre de livres sur l'art militaire, étudiant sous toutes leurs faces la technique et l'organisation de l'insurrection armée. Cela l'occupait bien plus qu'on ne se l'imagine généralement, et ses vues sur les équipes de choc pendant la guerre de partisans, « sur les groupes de cinq et de dix » n'étaient nullement un verbiage de profane, mais le fruit de longues réflexions. Fin de l'extrait.

LVOG - J'ai dévoré ces 48 pages et j'attends avec impatience la suite. En comparant la mentalité et le mode de vie de Lénine et de ses compagnons de lutte avec ceux de nos dirigeants, je me suis dit que ceux de ces derniers ressemblaient davantage à celles des petits bourgeois !

Les vertus que l'on prête au capitalisme sont usurpées

Note figurant dans **Le programme du Parti ouvrier** rédigé en 1883 pendant les six mois de prison auxquels Guesde et Lafargue avaient été condamnés à la suite de conférences dans le bassin houiller du Centre.

C'est "*leur propre intérêt (aux capitalistes - ndlr) qui commande aux propriétaires de contribuer à répandre l'instruction dans tous les rangs de la société.*", et non l'intention de les sortir de l'ignorance qui profite aux exploités.

- « *Le travail de l'homme est d'autant plus productif que son intelligence est plus cultivée. Le travail d'un homme ignorant n'a guère plus de valeur que celui d'un animal de force égale. La propriété a le plus grand intérêt à ce que l'instruction soit répandue. Il n'est pas une ferme, pas une manufacture, pas une boutique, dont le revenu ne soit plus grand si elle est située dans une localité où la population est instruite ; c'est donc leur propre intérêt qui commande aux propriétaires de contribuer à répandre l'instruction dans tous les rangs de la société.* » (Horace Greeley)

Horace Greeley (3 février 1811-29 novembre 1872) est éditeur d'un important journal américain, l'un des fondateurs du Parti républicain, un réformateur et un homme politique.

Greeley s'est glorifié en prenant des positions radicales sur toutes sortes de questions sociales; peu de lecteurs ont suivi ses suggestions. Utopia le fascine ; influencé par Albert Brisbane, il promeut le fouriérisme. Il préconise toutes sortes de réformes agraires, y compris des lois sur le fermage.

Champion de l'ouvrier, il attaque les monopoles de toutes sortes et rejette les concessions de terre aux chemins de fer.

Quand le nouveau Parti républicain est fondé en 1854, Greeley fait du Tribune son organe abolitionniste national officieux, qui combat l'extension de l'esclavage et du pouvoir esclavagiste dans chacune de ses parutions. (Wikipédia.org)

Pourquoi avoir reproduite cette note? Pour montrer que les capitalistes ne peuvent en aucune manière s'attribuer le mérite d'avoir contribué au progrès social ou de la civilisation humaine ou que l'on ne doit accorder aucune vertu au capitalisme, pas même celle d'avoir participé au développement des forces productives, puisqu'à aucun moment ils n'eurent pleinement conscience ou ils ne furent à l'origine du processus dialectique dans lequel il s'inscrivait et que finalement ils ont subi comme le reste de la société ou les autres classes.

Chaque fois qu'ils promulguèrent une réforme progressiste, ce fut par cupidité, par intérêt, par nécessité pour accroître leur richesse et rien d'autre, toujours à contrecœur de devoir accorder des concessions aux masses exploitées qu'ils haïssaient, qu'on imagine une seconde quelle devait être la condition des ouvriers qui travaillaient jusqu'à 16 heures par jours sept jours sur sept, de leurs enfants voués au même sort cruel, barbare, voilà la vérité sur le capitalisme.

J'ai l'avantage en vivant en Inde depuis plus de 22 ans, de partager le sort des ouvriers qui travaillent six jours sur sept, certes 8 heures au lieu de 16, mais dont les conditions demeurent plus proches de celles du prolétariat de la fin du XIXe siècle que des vôtres en France. Pourquoi ? Parce que quand on travaille six jours sur sept, on vit pour travailler et on ne travaille pas pour vivre, on dispose de peu de temps libre, quand on prend son travail le matin les commerces et les administrations sont fermés, et quand on arrête de travailler en fin de journée ils sont également fermés, pas tout à fait pour les commerces, qui pour les plus petits doivent ouvrir très tôt le matin et fermer très tard le soir, et sont souvent ouverts sept jours sur sept, ce qui transforme en véritables forçats leurs propriétaires et leurs employés quand ils en ont.

Quand je suis arrivé en Inde la première fois en décembre 90, je constatai qu'un grand nombre d'adultes ne travaillaient pas sans connaître le taux de chômage à l'époque, j'estimai qu'il devait être considérable, le travail était rare et les besoins des masses n'étaient pas développés comme aujourd'hui, elles disposaient de beaucoup de temps libre ou elles pouvaient profiter de la vie, ce qui n'est plus le cas de nos jours. Tout changea en 1991 quand le gouvernement décida de favoriser le développement économique en ouvrant l'économie aux investisseurs étrangers et en facilitant l'accès au crédit, ce qui se traduit par l'explosion de nouvelles entreprises et des classes moyennes, la création de dizaines de millions d'emplois, par le nivellement par le haut du niveau de vie de toutes les classes. Pour dissuader les paysans et les couches de la petite bourgeoisie des villes qui avaient d'importantes économies de continuer à les déposer en banque (ou sous forme d'or), les banques baissèrent progressivement leur rémunération, de 16% l'an en 1990 elle est passée à 6,70% en 2019, c'est ainsi que des millions de petits commerces ou entreprises artisanales, petites entreprises, maisons, immeubles, écoles privées, etc. virent le jour, ce qui allait enrichir certains et en ruiner d'autres ou tout du moins les appauvrir. On m'a souvent sollicité pour que je m'associe à leurs affaires ou que je les imite, j'ai toujours refusé, je ne partage pas l'idéal du petit bourgeois qui veut s'enrichir à n'importe quel prix.

L'époque des déplacements à pied ou en vélo, du transport en rickshaw ou en char à boeuf était définitivement révolue. L'économie de survie agrémentée de liberté en compensation cédait la place à l'économie de marché, du crédit, de l'endettement agrémentée de la suppression de cette liberté sans autre compensation que le fardeau de nouvelles et multiples charges incompressibles toujours plus lourdes à supporter (Essence, facture élevée d'électricité, téléphone, achat à crédit et entretien d'un deux roues à moteur et assurance, frais scolaire, etc.), qui si elles correspondaient à la satisfaction de nouveaux besoins ont été imposées aux masses, obligeant les femmes à travailler et à partager le cauchemar de celles en occident qui ont des enfants à charge.

S'ils ont refait les routes, électrifier les villages, moderniser ou réaliser de nombreuses infrastructures dans le pays, ce n'était pas pour rendre service à la population mais pour permettre aux capitalistes, aux multinationales, aux oligarques, aux banquiers de s'enrichir. Si l'état des routes était demeuré tel qu'il était en 1990, l'industrie automobile n'aurait jamais pu se développer. le transport du fret et la demande de marchandises en tout genre qui avait explosée, le cycle du capital auraient été ralentis. S'ils n'avaient pas considérablement augmenté (parfois doublé d'un coup, par exemple au milieu des années 2000.) le salaire des fonctionnaires, ils n'auraient jamais pu les motiver pour qu'ils prennent au sérieux leur travail, dont celui des enseignants pour rehausser le niveau d'instruction des écoles publics qui était misérable, etc.

Tandis que j'allais m'endormir hier soir après avoir passé la soirée à lire ces documents, il me vint une idée à l'esprit. Allongé sur le lit les fenêtres ouvertes, respirant l'air des champs recouverts d'épicéas, de tamariniers et d'eucalyptus, par une nuit noire, je me mis à écouter le profond silence qui régnait, imposant, majestueux, quelle tranquillité, quelle paix, quelle sérénité, quel bonheur ! Au lieu d'être propice au sommeil, ce bref moment suffit à me régénérer, alors que quelques instants auparavant j'étais complètement épuisé, minuit était déjà passé, j'en vins à me dire que la ville était littéralement abrutissante et que ce bruit permanent empêchait de penser, de se concentrer pour penser, de penser en profondeur, qui plus est si on y ajoute la télévision, la radio, l'autoradio, le son des haut-parleurs de l'ordinateur (les miens sont toujours éteints), la musique, le brouhaha ambiant qui règne dans les foyers, et que c'était le sort réservé au prolétariat et aux classes moyennes urbaines, contrairement au prolétariat et aux classes moyennes rurales, ce qui expliquait peut-être aussi pourquoi les uns se soulèvent et les autres non, sans que ce soit la seule explication, mais disons que cela peut jouer un rôle important dans la manière d'aborder leur condition, j'y reviens plus loin et ajoutant d'autres éléments qui permettent de les distinguer.

Toujours est-il que le bruit est une source de nuisance pour le bon fonctionnement du cerveau. J'avais lu cette remarque dans les souvenirs de la compagne de Lénine, où elle racontait qu'il avait besoin d'être seul et au calme pour réfléchir à fond sur une question, et c'est vrai. Moi-même, je pense et je travaille davantage quand ma compagne est absente, trois jours par semaine, une bénédiction !

Si on ne peut pas vivre loin du bruit en permanence, il suffit de profiter d'un moment de silence, de préférence en pleine nature, pour que nos idées deviennent soudainement plus claires, pour venir à bout en un éclair d'un problème qu'on s'était acharné à résoudre en vain pendant des heures ou des jours, pour qu'on bénéficie d'un instant de lucidité ou de conscience extraordinaire, ce qui montre au passage que le reste du temps on vit dans un état d'inconscience, ce qui est inévitable et force à la modestie quand on en a conscience.

C'est comme si le cerveau était trop plein, fatigué, pas forcément à force de penser, mais parce qu'il a été trop sollicité par le monde extérieur, tous les sens qui y sont reliés, il a besoin de repos et de sérénité pour se régénérer, pour que toutes ses facultés soient à nouveau disponibles ou en bon état de marche, condition incompatible avec le bruit infernal des villes, à moins de s'enfermer seul dans une pièce comportant des doubles vitrages, des murs et des portes épaisses !

Je plains ceux qui ont fait le choix d'aller vivre en ville quand ils pouvaient vivre en dehors. Et quant à ceux qui n'ont pas eu le choix, on leur conseillera de lutter pour mettre fin au régime le plus tôt possible pour changer de fond en comble la société, sachant que la nouvelle société devra complètement revoir les rapports existant entre la ville et la campagne, modifier ou supprimer les infrastructures existantes, en créer de nouvelles qui soient compatibles avec la réorganisation de la production, et conforme à un mode de vie qui favorise le développement harmonieux des hommes dans le respect de la nature, de leur nature.

Comment procèdent les idéologues de l'extrême-centre ou du totalitarisme ?

Par l'inversion de la réalité dans tous les domaines ou chaque fois que c'est possible. La victime devient l'accusé, l'agresseur, la victime, l'opprimé, l'opresseur, l'exploité, le profiteur, le rentier, l'exploité, le mensonge, la vérité, l'ignorance, la connaissance, la guerre, la paix, etc.

Cette technique de manipulation des consciences relève du déni de la réalité poussé à l'extrême, car sans se soucier du fait que ce discours soit grotesque ou irrationnel et apparaisse tel quel ouvertement, elle déstabilise, choque, paralyse, empêche toute réaction, rend dérisoire toute réponse, elle est faite uniquement pour susciter une émotion et non pour convaincre, pour détruire les convictions ou les connaissances qu'on a pu acquérir, de sorte que celui qui recourt à cette méthode demeure seul maître de la situation, son interlocuteur reste interloqué.

Privé des instruments de la logique et de la discrimination, du discernement, il ne dispose plus de points de repère pour penser, construire son argumentation, sa pensée est annihilée, mais aussi de la morale puisque son antagoniste recourt à des procédés manifestement déloyaux dignes des procès en sorcellerie employés sous le règne de l'inquisition, il agit en despote...

Editorial de la Tribune des Travailleurs (TT), (POID) Que cela plaise ou non...par Daniel Gluckstein, publié le 10 janvier 2019

LVOG - En gros, il vous dit d'aller vous faire foutre ailleurs si vous n'êtes pas d'accord avec lui ! Message reçu 5/5 !

TT- Quand ils ne se réfugient pas dans l'anonymat, leurs auteurs ont un point commun : naguère partisans de la lutte de classe, du mouvement ouvrier et de la démocratie politique, ces convertis au « gilet-jaunisme » proclament aujourd'hui que partis et syndicats appartiennent à un monde définitivement disparu. C'est évidemment leur droit. Mais en démocratie, est-on autorisé à ne pas les suivre ?

TT - "Quand ils ne se réfugient pas dans l'anonymat.

LVOG - . Il ne citera aucun nom, aucune formation politique, bref, il ne fait pas mieux ! Tout comme il citera jamais les sources des données qu'il rapporte et qu'il a été glaner sur les portails tels que le Réseau Voltaire, Le centre de recherche sur la mondialisation et d'autres, à ses yeux Les Echos, Le Monde ou Le Figaro sont plus fréquentables.

TT- Mais en démocratie, est-on autorisé à ne pas les suivre ?

LVOG - Ceux qui proclament avec Macron que la France est une démocratie auront apprécié, pas nous qui pensons le contraire. Le régime en France n'est pas une démocratie, mais une dictature démocratique de la bourgeoisie qui au stade l'impérialiste tend de plus en plus vers la dictature pure et s'éloigne de la démocratie, qui pour autant n'a jamais réellement existé, ce que Lénine précisait, mais pas les opportunistes. Quand on fait l'impasse sur sa nature de classe, après on peut tenir un double langage sur tous les rapports qui existent entre les classes et leurs représentations idéologiques ou leur faire dire ce que l'on veut sans que personne ne s'en aperçoive, sauf pour les marxistes.

Faites ce que voulez, cela n'intéresse pratiquement personne !

TT- "N'en déplaise à nos critiques, les travailleurs ne confondent pas les syndicats construits par eux dans leur lutte de classe avec la politique de leurs directions."

LVOG - "*Les syndicats construits par eux dans leur lutte de classe*", on veut bien, ce genre de discours était valable il y a un siècle en arrière, depuis on a eu le temps de s'interroger sur leur orientation politique, non ? A ma connaissance, elle a beaucoup changé en un siècle, non ? Ne serait-elle pas devenue la négation de ce qu'elle était à cette époque ? Comme on nous prend pour des demeurés ou des amnésiques, on fait les idiots en posant des questions stupides dont tout le monde connaît la réponse, mais beaucoup de monde aussi se fout, et Gluckstein le sait, sinon il ne pourrait pas tenir ce discours.

Et puis, il faut distinguer les sections syndicales d'entreprises qui sont animées par des militants sincères (admettons-le quand ils ne se laissent pas corrompre) qui défendent les intérêts des travailleurs, des directions nationales qui défendent les intérêts du patronat ou se positionnent au côté du gouvernement. Mais il faut reconnaître qu'ils sont une minorité, tout du moins à l'heure actuelle. Ceci explique aussi cela.

TT- " La politique de leurs directions. Laquelle peut légitimement être discutée, approuvée ou contestée par les syndiqués"

LVOG - Pour un peu, c'est comme s'il nous disait qu'en démocratie on peut légitimement discuter, approuver ou contester la politique de Macron, par exemple en participant à son "*grand débat national*" attrape-nigauds ou que les travailleurs seraient en droit d'en attendre quelque chose de bon. Si on y participait, ce serait uniquement pour démontrer le contraire et expliquer pourquoi. Depuis que les syndicats ont été pourris par le stalinisme, la social-démocratie dégénérée et l'anarcho-syndicalisme, soit pas loin d'un siècle, quand les syndiqués ont-ils pu virer les bureaucrates corrompus des syndicats, quand ont-ils pu donner une orientation de classe indépendante ou révolutionnaire à leur syndicat, jamais ! Braves gens, soyez heureux, on vous octroie le droit de vous exprimer et nous on s'autorise à ne pas vous écouter, c'est du pareil au même !

TT- "Mais cela n'empêche nullement les travailleurs, dans les grèves et autres mouvements de classe (et dans les élections professionnelles), de manifester leur attachement aux syndicats."

LVOG - Ultras minoritaires dans tous les cas de figure, et l'abstention aux élections professionnelles n'a jamais été aussi élevée. Ils y sont tellement attachés que plus de 95% ne sont pas syndiqués, si on soustrait les retraités et les cadres des 11% de syndiqués en France, ceux qui prennent une carte syndicale comme on prend un billet de loto ou pour se conformer à une tradition, sans réelles convictions ou sans avoir développé la moindre conscience de classe, je me réfère à mon expérience d'employé administratif au GAN en observant les adhérents de la CGT au milieu des années 70 ; 10 ans plus tard, en présence d'une génération plus jeune et n'ayant pas de lien avec le mouvement ouvrier, en tant que technicien chez Konica (ex-U-Bix) et délégué syndical FO, je constaterai que c'était plus difficile de réaliser des adhésions à un syndicat sur une véritable base de classe. Des secteurs économiques, des pans entiers ou des couches entières de la classe ouvrière ne sont pas syndiqués.

TT- "appendices des gilets jaunes ou d'autres groupements de ce type"

LVOG - Il ne peut contenir plus longtemps son mépris des masses qui tentent de se soulever hors du contrôle du mouvement ouvrier. Ce sont les fossoyeurs du socialisme qui en portent la responsabilité, pourquoi ne pas le dire, pourquoi les ménager ?

TT- "Encore une fois, c'est le droit de chacun en démocratie de mettre en cause l'indépendance syndicale, donc la démocratie."

LVOG - On s'étrangle en lisant cela, quel déni de la réalité. Comment pourrait-on remettre en cause quelque chose qui n'existe pas, quelle entourloupe ! L'indépendance syndicale consiste à défendre des droits sociaux compatibles avec l'existence du régime, et quand ses représentants estiment qu'elle serait menacée, ils sifflent la fin de la partie et les dirigeants se mettent à table pour signer leur capitulation, en 36, en 68, à l'occasion d'une multitude de mobilisations de masse qui étaient en train de prendre de l'ampleur et qui furent ainsi étouffées, trahies. Voilà pour l'indépendance syndicale vis-à-vis de l'Etat ou du capitalisme.

TT- "Mais de grâce, messieurs, ne venez pas donner des leçons à ceux qui se réclament de la lutte de classe, du mouvement ouvrier et de ses organisations."

J'ignore de qui parle monseigneur, vous pouvez vous réclamer de ce que vous voulez, cela n'engage que vous et ceux qui sont assez naïfs pour vous croire, vous avez fait vos preuves et votre bilan est désastreux, le reste importe peu. Et de nous sortir ensuite de son chapeau d'illusionniste un syllogisme qui tient du lieu commun en guise de leçons, décidément tel maître tel disciple ! Et de se gargariser du fait que le POID gagnerait des adhérents, le PCF stalinisé en avait compté jusqu'à un million et la CGT aussi stalinisée 5 millions, aurait-on dû s'en féliciter pour autant ?

Monsieur, l'état de grâce des héritiers autoproclamés de Trotsky appartient définitivement au passé, comment faut-il lui dire pour qu'il le comprenne ?

[De la tendance Claire du NPA.](#)

- Le gouvernement n'est pas parvenu à venir à bout du mouvement des gilets jaunes. Le mouvement a montré sa force et

sa détermination. Des voix s'élèvent et se font de plus en plus entendre contre les violences policières et pour l'amnistie des gilets jaunes. Le mouvement va se poursuivre. Mais il faudra franchir un nouveau seuil pour vaincre Macron et sa politique. Des gilets jaunes interpellent les directions syndicales pour qu'elles cessent de protéger Macron et pour qu'elles appellent à la grève. C'est aujourd'hui la question clé : il faut se battre pour imposer la rupture du dialogue social aux directions syndicales et pour imposer un véritable plan de mobilisation. C'est la question de l'appel à la grève générale qui doit être posée face à un gouvernement qui liquide nos acquis sociaux et qui s'attaque à nos libertés fondamentales.

Sur tous nos lieux de travail, nous devons poser dès lundi la question de la convergence avec les gilets jaunes. Il faut amplifier encore la mobilisation pour l'Acte 10 des la mobilisation samedi prochain. Et surtout, il faut poser la question de la grève et du blocage du pays. C'est le moment !

(A Paris) Notre parti, le NPA, a été la seule organisation de la gauche politique et syndicale à former un cortège au cœur de la manifestation, drapeaux déployés.

LVOG - Hélas !

Brève réflexion sur les rapports entre les classes.

Certaines couches de la classe ouvrière et inférieures des classes moyennes sont prêtes à affronter le régime, dont celles du prolétariat rural, mais pas la majorité. Celles des banlieues et des quartiers ouvriers des grandes villes bénéficient de davantage d'infrastructures et de services publics, du soutien matériel et moral d'associations, de salaires plus élevés, de distractions, de sorte qu'elles supportent relativement mieux leur condition d'existence.

L'isolement des premières les pousse au désespoir, elles ont l'impression d'être complètement abandonnées, d'être injustement sacrifiées sur l'autel de la mondialisation, elles n'ont plus d'autre issue que se résigner à périr à petit feu ou se soulever contre le régime.

Elles sont généralement endettées, comme l'ensemble des travailleurs, aussi l'une des premières revendications sociales devrait être avancée devrait être l'annulation de leurs dettes, cela vaut pour les artisans, les patrons des petites entreprises, des petites exploitations agricoles, etc. qu'on pourrait ainsi gagner au socialisme. A suivre.

Il abdique ou on le chasse !

En "**République, le roi n'a plus sa place ni sur le trône, ni dans une galette**", nulle part : Dehors, place à la République social !

- « Qui a eu la fève ? ». Emmanuel Macron : ce moment embarrassant lors de la galette des rois de l'Elysée - gala.fr 13 janvier 2019

Alors que tout le monde dégustait la frangipane, le président s'est alors lancé dans une drôle d'investigation : « Il cherchait la fève dans la galette géante qui a été servie » raconte un convive au JDD avant de préciser : « On ne lui a manifestement pas expliqué qu'il n'y en a jamais dans les galettes présentée à la présidence depuis 1975 »

Ce rendez-vous du 6 janvier à l'Elysée fut lancé par Valéry Giscard d'Estaing. Et effectivement cette galette de l'Elysée se démarque de toutes les autres par un détail d'importance : elle n'a pas de fève! Le Parisien rappelle qu'il s'agit d'« un héritage de la Révolution, qui tenta de remplacer l'Epiphanie par une Fête des sans-culottes et la galette des Rois par la galette de l'Egalité ». Pour résumé en République, le roi n'a plus sa place ni sur le trône, ni dans une galette. Une tradition qui aura échappé à Emmanuel Macron. gala.fr 13 janvier 2019

A propos du "grand débat national".

Ils ne craignent pas les "*gilets jaunes*", ils craignent par dessus tout les Assemblées populaires qui se développent à travers le pays, ils craignent que les masses s'organisent, constituent des organes politiques indépendants qui intégreraient le mouvement ouvrier. Comment cautionner le régime illégitime, comment justifier qu'une infime minorité continue de concentrer tous les pouvoirs entre ses mains, de gouverner, de décider du sort de tout un peuple.

Un "grand débat" pourquoi ? Devinez.

- Un grand débat pour remettre Macron en marche - Liberation.fr 14.01

La consultation voulue par l'Elysée en réponse au mouvement de colère qui dure depuis deux mois débute ce mardi. Le chef de l'Etat y voit l'occasion de relancer son quinquennat et de renouer avec l'esprit du mouvement qu'il a lancé en 2016. Liberation.fr 14.01

On pourrait presque croire qu'ils ignorent que les masses haïssent Macron...

Déjà clos !

- Macron : une lettre pour ouvrir le grand débat - LeParisien.fr 14.01

Deux jours enfermés dans son bureau élyséen. Et prière de ne pas déranger. « Il travaille sa lettre, peaufine le moindre détail. Chaque mot compte », explique en plein cœur du week-end un proche d'Emmanuel Macron. LeParisien.fr 14.01

Ils veulent nous faire croire que ce minable produit de marketing lancé par l'oligarchie à grand renfort médiatico-financier disposait du pouvoir et de la capacité de concevoir une telle lettre : une pure imposture !

On nous assure que ce n'est "*ni une élection, ni un référendum*" un exercice d'autosatisfaction, un plébiscite! Sous le joug, nous refuserons d'abdiquer nos aspirations légitimes.

- Macron fixe le cadre du grand débat, qui n'est "*ni une élection, ni un référendum*" - AFP 14.01

Le grand débat qui sera lancé mardi n'est "*ni une élection, ni un référendum*", a affirmé Emmanuel Macron dans sa "lettre aux Français", en appelant "le plus grand nombre" à y participer. AFP 14.01

Totalitarisme. Fabrication du consentement à l'asservissement de tout un peuple.

Que propose Macron ? Un exercice d'union nationale, de corporatisme, associer tous les citoyens sans distinction de classe à la réalisation de son programme électoral néolibéral entièrement tourné contre les exploités et les opprimés.

Ils sont impayables, ils en avaient perdu leur latin, maintenant ils ne savent plus lire ou compter : 32, 33, 34...

- Franceinfo - les 32 questions qu'Emmanuel Macron pose aux Français dans sa lettre...
- Le Parisien - 33 questions pour débattre...
- Le HuffPost - Les 34 questions autour desquelles Macron souhaite orienter la consultation...

Les jeux sont faits, circulez, il n'y a rien à voir !

Libération - "2335 mots précisément, pour justifier son projet présidentiel, réaffirmer sa capacité à réformer."

- "En guise de conclusion, Emmanuel Macron ne prend aucun engagement sur la manière dont il tiendra compte de ces deux mois de débat"

Esbroufe pour gagner du temps, en espérant que le mouvement populaire s'essouffle ou se disloque. Ils le disent eux-mêmes à leur manière.

Problème, l'exécutif a déjà fait savoir qu'il ne comptait pas revenir sur des mesures qu'il a prises depuis 18 mois alors qu'elles sont dénoncées par les gilets jaunes.

Quand le "**préambule**" de sa lettre... sert de conclusion.

France Info : "S'il veut un débat libre, y compris sur la question de la fiscalité, Emmanuel Macron n'est pas prêt à tous les revirements. "Je n'ai pas oublié que j'ai été élu sur un projet, sur de grandes orientations auxquelles je demeure fidèle", écrit-il dans un préambule général".

Il a fait les questions et les réponses, ils le disent eux-mêmes.

- Libération - Le Président pose (...) plus d'une trentaine de questions, allant parfois jusqu'à suggérer des réponses.

C'est clair, non ?

Vraiment ? Macron : « Pas de sujet tabou, on n'a peur d'aucun sujet »

- Aucune question sur l'UE, l'euro, l'OTAN, l'ONU, les opérations militaires à l'étranger, etc...

Libération - ISF. Sur ce point, le chef de l'Etat leur adresse très formellement une fin de non-recevoir.

- Aucune question sur les médias, l'armée, la police, la justice qui constituent avec les institutions politiques les piliers du régime...

Les conditions objectives finissent toujours par l'emporter.

Le HuffPost - Il y a un doute: 77% des sondés par Odoxa pour Franceinfo et Le Figaro pensent que le débat ne sera pas mené "de façon indépendante du pouvoir".

Un "**enfumage**" de plus.

- La lettre de Macron aux Français a mis les gilets jaunes d'accord - huffingtonpost.fr 14.01 Avant le grand débat national, cette missive est vertement critiquée sur Facebook, les gilets jaunes y voyant un "enfumage" de plus. huffingtonpost.fr 14.01

Quand les agresseurs hurlent à l'agression.

Macron - "Si tout le monde agresse tout le monde, la société se défait". (Cela correspond à ce que nous avons écrit au début de cette causerie.

Qui est l'agresseur, celui qui travaille et perçoit un salaire qui ne lui permet pas de vivre décemment ou celui qui l'exploite et empoche des milliards ?

Qui est l'agresseur, celui qui distribue des centaines de milliards aux plus riches ou le pauvre réduit à l'indigence qui se révolte contre sa condition misérable ?

Qui est l'agresseur, celui qui se gave ou celui qui doit subir le chômage et qui a faim?

Qui est l'agresseur, celui qui licencie ou celui qui est licencié ?

Qui est l'agresseur, celui qui vit dans une demeure spacieuse ou celui qui est réduit à vivre dans la rue ou dans des immeubles insalubres dont le loyer est exorbitant ?

Qui est l'agresseur, celui qui vous jette à la rue ou celui qui travaille et ne peut pas payer son loyer ?

Qui est l'agresseur, ceux qui manifestent paisiblement ou ceux qui les matraquent, les gazent, les mutilent, les assassinent?

Qui est l'agresseur, celui qui est attaché aux services publics ou celui qui s'emploie à les détruire ?

Qui est l'agresseur, celui qui promet un avenir meilleur au peuple, ou le peuple qui se révolte parce qu'il constate qu'en réalité son existence est pire de jour en jour ?

Qui est l'agresseur, celui qui fait la guerre à des Etats et des peuples qui ne lui ont jamais déclaré la guerre ou ceux qui exigent le respect du principe de l'autodétermination des peuples et des nations ?

La situation leur échappe, ils le disent eux-mêmes.

Libération - "Emmanuel Macron veut reprendre la main."

Ils n'y croient pas eux-mêmes.

- "Une longue missive, et beaucoup de points d'interrogation."

L'espoir fait vivre... jusqu'à quand, le compte à rebours est lancé

- "Pour moi, il n'y a pas de questions interdites. Nous ne serons pas d'accord sur tout, c'est normal, c'est la démocratie. Mais au moins montrerons-nous que nous sommes un peuple qui n'a pas peur de parler, d'échanger, de débattre", espère le président de la République.

LVOG - Notre réponse : Pour nous non plus, il n'y a pas de questions interdites, nous refusons de consentir à la classe des capitalistes que vous représentez et qui est ultra minoritaire dans la société de détenir le moindre pouvoir. Nous ne serons pas d'accord sur l'essentiel, c'est inévitable, c'est la démocratie. Le peuple n'a pas peur de parler, d'échanger, de débattre, quand il est souverain et que ses décisions sont appliquées sous son contrôle.

Echec et mat. Le projet de Macron : un changement de société ou l'adoption du modèle néolibéral anglo-saxon.

Libération - Le Président pose (...) plus d'une trentaine de questions, allant parfois jusqu'à suggérer des réponses.

Le questionnement du chef de l'Etat est toutefois limité par quelques invariants : il entend demeurer fidèle aux «grandes orientations» de son projet présidentiel

L'exécutif espère que cette publication permettra d'apaiser les gilets jaunes en donnant à leur colère la possibilité de s'exprimer ailleurs que dans les rues, dans le cadre d'un débat censé mobiliser la nation tout entière. Dans la majorité, certains n'hésitent pas à dramatiser. Macron serait là en train de jouer «sa dernière carte». Il n'en aurait d'ailleurs pas d'autres.

En cas d'échec, il ne lui resterait que la dissolution de l'Assemblée nationale, dont chacun s'accorde à considérer qu'elle pourrait déboucher un raz de marée populiste.

...cette lettre et le débat qu'elle prétend instaurer seraient une entreprise historique dont la portée pourrait dépasser les frontières. «Plus qu'une sortie de crise, ce grand débat sera, s'il réussit, un tournant dans la manière dont les gouvernements [...] associent les citoyens à des projets de transformation», assure Gilles Le Gendre, chef de file des députés de la majorité.

Au même moment, sur Europe 1, le secrétaire d'Etat chargé du numérique, Mounir Mahjoubi, assurait que plus «rien ne serait pareil» après le grand débat. Selon lui, cette consultation «obligera à changer la façon de faire de la politique en France». C'est «le fonctionnement de la démocratie» qui s'en trouverait modifié : «Nous allons changer profondément notre façon de faire la loi, notre façon de gouverner le pays», a assuré Mahjoubi. Libération 14.01

Bienvenue en régime totalitaire.

La marque déposées **Les jaunes** vole à son secours. Plutôt "**Grenelle**" qu'un référendum trop risqué.

- Grand débat: Berger (CFDT) rejette l'idée d'un référendum à l'issue - AFP 15.01

Le secrétaire général de la CFDT Laurent Berger a rejeté lundi soir l'idée évoquée par certains élus de la majorité d'organiser un référendum à l'issue du grand débat, préférant l'organisation d'un "Grenelle du pouvoir de vivre". AFP 15.01

Matignon, Grenelle de la trahison...

Bonne chance, il ne faut "**surtout pas**" souhaiter que le "**grand débat**" tourne mal, Macron appréciera.

M. Quatennens (LFI) pense donc que ce débat "fera pschitt" et "craint que, peut-être même parfois, il tourne mal". "Mais il ne faut pas le souhaiter", a-t-il aussitôt ajouté. AFP 15 janvier 2019

Voici la liste exhaustive de ses 32 questions posées aux Français. - franceinfo 13.01

LVOG - Je n'ai pas le temps de peaufiner des réponses à chaque question.

Sur les impôts et les services publics

1. Comment pourrait-on rendre notre fiscalité plus juste et plus efficace ?

Réponse : En rendant l'impôt plus progressif, en faisant payer les riches...

2. Quels impôts faut-il à vos yeux baisser en priorité ?

Réponse : Supprimer la TVA...

3. Quelles sont les économies qui vous semblent prioritaires à faire ?

Réponse : Supprimer les subventions aux médias et au-delà abolir le capitalisme...

4. Faut-il supprimer certains services publics qui seraient dépassés ou trop chers par rapport à leur utilité ?

Réponse : Au contraire, il faut rétablir l'ensemble des services publics tels qu'ils existaient il y a 50 ans...

5. A l'inverse, voyez-vous des besoins nouveaux de services publics et comment les financer ?

Réponse : Annulation de la dette au marché et confiscation des biens et des avoirs de l'oligarchie...

6. Comment mieux organiser notre pacte social ? Quels objectifs définir en priorité ? Sur l'organisation de l'Etat et des collectivités publiques

Réponse : L'Etat tel qu'il existe doit disparaître. En inversant les rapports sociaux au profit de la majorité qui produit les richesses...

7. Y a-t-il trop d'échelons administratifs ou de niveaux de collectivités locales ?

Réponse : L'Etat tel qu'il existe doit disparaître...

8. Faut-il renforcer la décentralisation et donner plus de pouvoir de décision et d'action au plus près des citoyens ? A quels niveaux et pour quels services ?

Réponse : L'Etat tel qu'il existe doit disparaître... 9. Comment voudriez-vous que l'Etat soit organisé et comment peut-il améliorer son action ? Réponse : L'Etat tel qu'il existe doit disparaître...

10. Faut-il revoir le fonctionnement de l'administration et comment ?

Réponse : L'Etat tel qu'il existe doit disparaître...

11. Comment l'Etat et les collectivités locales peuvent-ils s'améliorer pour mieux répondre aux défis de nos territoires les plus en difficulté et que proposez-vous ?

Réponse : L'Etat tel qu'il existe doit disparaître...

Sur la transition écologique

12. Comment finance-t-on la transition écologique : par l'impôt, par les taxes et qui doit être concerné en priorité ?

Réponse : En expropriant les patrons et actionnaires du CAC40...

13. Comment rend-on les solutions concrètes accessibles à tous, par exemple pour remplacer sa vieille chaudière ou sa vieille voiture ?

Réponse : En rompant avec l'euro et la BCE, en rétablissant la souveraineté en matière monétaire et en rendant le crédit gratuit. En annulant la dette de tous les ménages, à l'exception des riches...

14. Quelles sont les solutions les plus simples et les plus supportables sur un plan financier ? Réponse : La rupture avec le capitalisme...

15. Quelles sont les solutions pour se déplacer, se loger, se chauffer, se nourrir qui doivent être conçues plutôt au niveau local que national ?

Réponse : C'est à chaque citoyen d'en décider librement...

16. Quelles propositions concrètes feriez-vous pour accélérer notre transition environnementale ?

Réponse : Rompre avec le capitalisme...

17. Comment devons-nous garantir scientifiquement les choix que nous devons faire à l'égard de la biodiversité ?

Réponse : Ces choix devront être établis par l'Assemblée constituante souveraine...

18. Comment faire partager ces choix à l'échelon européen et international pour que nos producteurs ne soient pas pénalisés par rapport à leurs concurrents étrangers ?

Réponse : Instaurer les Etats-Unis des Républiques sociales d'Europe.

Sur les institutions, la démocratie et la citoyenneté

19. Faut-il reconnaître le vote blanc ?

Réponse : Pas concerné. Si les institutions étaient réellement démocratiques chaque citoyen saurait s'il doit approuver ou rejeter une proposition de loi ou une mesure. Ce qui ne peut pas être le cas en régime capitaliste.

20. Faut-il rendre le vote obligatoire ?

Réponse : Non.

21. Quelle est la bonne dose de proportionnelle aux élections législatives pour une représentation plus juste de tous les projets politiques ?

Réponse : Aucune, la Constitution antidémocratique de la Ve République doit être abrogée...

22. Faut-il, et dans quelles proportions, limiter le nombre de parlementaires ou autres catégories d'élus ?

Réponse : Les institutions antidémocratiques de la Ve République doivent être abolies...

23. Quel rôle nos assemblées, dont le Sénat et le Conseil économique, social et environnemental (Cese), doivent-ils jouer pour représenter nos territoires et la société civile ?

Réponse : Aucun. Les institutions antidémocratiques de la Ve République doivent être abolies...

24. Faut-il les transformer et comment ?

Réponse : Les institutions antidémocratiques de la Ve République doivent être abolies...

25. Quelles évolutions souhaitez-vous pour rendre la participation citoyenne plus active, la démocratie plus participative ?

Réponse : Instaurer une Assemblée constituante souveraine dont tous les élus seraient révocables à tout moment...

26. Faut-il associer davantage et directement des citoyens non élus, par exemple tirés au sort, à la décision publique ?

Réponse : Non, seule l'Assemblée constituante souveraine dont tous les élus seraient révocables à tout moment détiendrait le pouvoir...

27. Faut-il accroître le recours aux référendums et qui doit en avoir l'initiative ?

Réponse : Non, la Constitution de la Ve République doit être abrogée...

28. Que proposez-vous pour améliorer l'intégration dans notre Nation ?

Réponse : Instaurer les Etats-Unis des Républiques sociales d'Europe.

29. En matière d'immigration, une fois nos obligations d'asile remplies, souhaitez-vous que nous puissions nous fixer des objectifs annuels définis par le Parlement ?

Réponse : Nous ne reconnaissons aucune légitimité au Parlement. Les institutions antidémocratiques de la Ve République doivent être abolies

30. Que proposez-vous afin de répondre à ce défi qui va durer ?

Réponse : Abolir le capitalisme et les institutions antidémocratiques de la Ve République...

31. Comment renforcer les principes de la laïcité française, dans le rapport entre l'Etat et les religions de notre pays ?

Réponse : Instaurer une République sociale, laïque et démocratique débarrassée du capitalisme...

32. Comment garantir le respect par tous de la compréhension réciproque et des valeurs intangibles de la République ?

Réponse : Abolir le capitalisme et les institutions antidémocratiques de la Ve République. Instaurer une République sociale, laïque et démocratique débarrassée du capitalisme...

Le "**grand débat national**" ou le négation de Assemblée populaire ou constituante souveraine.

- L'organisation du grand débat national un peu plus détaillée dans une lettre aux préfets - Le HuffPost13 janvier 2019

"Le Président de la République et le Gouvernement portent une attention forte au bon déroulement du Grand Débat National, sur l'ensemble de notre territoire national." À deux jours du début de la consultation qui débutera partout en France le 15 janvier, on en connaît un peu plus de détails.

Dans un courrier que révèle France info, le directeur de cabinet du ministère de l'Intérieur, Stéphane Bouillon, explique ainsi aux préfets comment va se dérouler le débat au niveau local. Et il leur demande "une implication forte pour le lancement du processus".

L'une des principales requêtes formulées par l'énarque et ancien préfet du Rhône est la désignation d'un référent dans chaque département. Ses missions: s'assurer que "les réunions d'initiative locale pourront bien se tenir, dès le 15 janvier dans un lieu mis à disposition de préférence par une collectivité locale ou une structure associative, et dans des conditions de sécurité" et être en relation avec les élus afin d'organiser au mieux ces réunions.

Stéphane Bouillon ajoute que les préfets n'ont pas pour vocation d'organiser ni d'animer ces débats, mais que leur engagement est souhaitable dans les premiers temps du processus, par exemple pour susciter la prise d'initiative tant chez les élus locaux que chez des militants, des associatifs et autres acteurs. Le HuffPost13 janvier 2019

S'il faut appeler au boycott des rencontres au sommet entre Macron ou ses ministres avec les syndicats ou les partis ouvriers qui ont pour vocation de lier le sort de notre classe à celui du régime, en revanche, en revanche il faut participer à toutes les réunions publiques ou assemblées populaires des "gilets jaunes" pour exposer notre analyse de la situation et développer nos propositions, etc. c'est une formidable tribune pour les faire connaître aux travailleurs.

Quant à la farce et attrape-nigaud du "*grand débat national*", j'attends d'en savoir davantage sur son déroulement pour me prononcer. Au premier abord j'étais évidemment pour le boycotter, mais maintenant je suis curieux de savoir qui va y participer, si des centaines de milliers de travailleurs vont y aller, si c'était le cas, il faudrait les suivre pour leur exposer notre politique, si au contraire tout indiquait qu'ils le boycotteraient on les imiterait. Tout dépendrait aussi si on pourrait s'exprimer ou non, on peut envisager aussi de tracter massivement à l'entrée de ces réunions. Je ne suis ni un opportuniste ni un gauchiste, j'attends de voir l'attitude des travailleurs avant de me prononcer.

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Syrie

- Syrie: Trump menace de "dévaster" l'économie de la Turquie si elle s'en prend aux Kurdes - AFP 14 janvier 2019

Le président américain Donald Trump a menacé dimanche la Turquie d'une catastrophe économique, en cas d'attaque contre les Kurdes après le prochain retrait des troupes américaines de Syrie, tout en appelant les Kurdes à ne pas "provoquer" Ankara. AFP 14 janvier 2019

- La France ne quittera la Syrie qu'après "l'éradication de Daech" - Le HuffPost 14 janvier 2019

Voilà qui est dit. Le chef de la diplomatie française Jean-Yves Le Drian a réaffirmé dimanche 13 janvier à Amman que la guerre contre le groupe Etat islamique n'était pas achevée en Syrie ajoutant que ceux qui pensent que les jihadistes ont été vaincus

"se trompent".

"Il y a deux guerres croisées. Il y a une guerre contre Daech (acronyme arabe de l'EI) qui n'est pas achevée, et ceux qui considèrent que Daech a été éradiqué se trompent. Et puis il y a une guerre civile interne, et parfois les deux guerres ont des liens", a-t-il ajouté. Le HuffPost 14 janvier 2019

Macron et Le Drian, le camp de la guerre perpétuelle. Même politique à l'intérieur et à l'extérieur, la marque de l'impérialisme... Retrait des troupes françaises intervenant en Syrie !

- Trump vante le potentiel de développement économique avec la Turquie - Reuters 15 janvier 2019

Donald Trump, qui menaçait dimanche de "dévaster" l'économie turque si Ankara s'en prenait aux milices kurdes de Syrie, s'est entretenu lundi par téléphone avec son homologue turc, Recep Tayyip Erdogan, avant de souligner "le formidable potentiel" de développement économique entre les Etats-Unis et la Turquie.

"J'ai parlé avec le président Erdogan de Turquie pour aviser où nous en sommes sur tous les dossiers, y compris nos deux dernières semaines de succès dans le combat contre les vestiges de l'EI et une zone de sécurité de 20 miles (ndlr, 32 km, dans le nord de la Syrie)", a tweeté le président des Etats-Unis.

"Nous avons aussi parlé du développement économique entre les Etats-Unis et la Turquie - formidable potentiel de l'enrichir considérablement !", ajoute-t-il.

Dans son compte rendu de leur entretien, la présidence turque a elle aussi noté que les deux dirigeants avaient évoqué la création d'une "zone de sécurité" dans le nord de la Syrie, d'où les groupes armés devraient se retirer, a annoncé la présidence turque. Reuters 15 janvier 2019

Bolivie

- Cesare Battisti, expulsé de Bolivie, attendu lundi en Italie - AFP 14 janvier 2019

Cesare Battisti, ex-activiste d'extrême gauche italien condamné à perpétuité en Italie pour quatre meurtres, est attendu lundi midi à Rome où il doit être emprisonné, après avoir été expulsé par la Bolivie.

"Il rentrera directement de la Bolivie. De cette façon, l'ex-terroriste purgera la peine prononcée par la justice italienne : la perpétuité!", a précisé le ministre italien de la Justice Alfonso Bonafede sur son compte Twitter.

Cesare Battisti avait été condamné une première fois au tournant des années 80 à 13 ans de prison pour appartenance à un "groupe armé", les PAC (Prolétaires armés pour le communisme), un groupuscule d'extrême gauche particulièrement actif à la fin des années 70 et considéré comme "terroriste" par Rome.

Dès 1981, Battisti est exfiltré de prison au terme d'un raid éclair mené par des membres présumés des PAC. Fuyant l'Italie, il est condamné par contumace à la réclusion à perpétuité pour quatre homicides et complicité de meurtres dans les années 1970 - les "années de plomb" en Italie.

La justice italienne l'a condamné notamment pour son rôle dans les meurtres d'un boucher et d'un joaillier, abattus froidement par balles.

Cesare Battisti, qui clame son innocence, vivait en exil au Brésil depuis 2004, après avoir passé près de 15 ans en France.

L'homme aujourd'hui âgé de 64 ans avait refait sa vie dans ce pays où il a un jeune fils mineur de mère brésilienne, une paternité sur laquelle il comptait d'ailleurs pour le protéger légalement d'une extradition du Brésil.

Il a toujours clamé son innocence.

Le président brésilien Jair Bolsonaro a félicité dimanche sur Twitter "les responsables de la capture du terroriste Cesare Battisti".

En 2010, ce dernier avait bénéficié d'une décision du président de gauche Luiz Inacio Lula da Silva, du Parti des Travailleurs, qui avait bloqué son extradition vers l'Italie pourtant autorisée par la Cour suprême.

Le 13 décembre, un juge de la Cour suprême du Brésil avait ordonné l'arrestation de Cesare Battisti "en vue d'une extradition".

L'acte d'extradition avait été signé le lendemain par le président conservateur Michel Temer, auquel Jair Bolsonaro a succédé le 1er janvier. Mais les autorités brésiliennes avaient ensuite perdu sa trace. Selon une source gouvernementale bolivienne, il est entré "de manière illégale dans le pays".

Le fils du président brésilien, le député Eduardo Bolsonaro, a commenté l'arrestation en italien sur Twitter: "le Brésil n'est plus une terre de bandits. Matteo Salvini, le "petit cadeau" va arriver".

Le chef de La Ligue (extrême droite), homme fort de l'Italie, n'a pas manqué aussi d'adresser des remerciements à Jair Bolsonaro, son nouvel allié.

Cesare Battisti avait été repéré "avec certitude" en Bolivie, la semaine dernière à Santa Cruz, où une opération avait été préparée avec la police bolivienne, a-t-on appris auprès du gouvernement italien.

"Battisti a été arrêté dans la rue, il n'était pas armé et n'a pas opposé de résistance. Il a répondu à la police en portugais et montré un document brésilien qui confirmait son identité.

Il avait demandé le statut de réfugié politique à la Bolivie mais La Paz n'avait pas donné suite à sa requête. AFP14 janvier 2019

- "Contre-révolutionnaire" ou stratégique: l'expulsion de Battisti divise en Bolivie - AFP15 janvier 2019

Raul Garcia Linera, le frère du vice-président Alvaro Garcia Linera, a qualifié de "contre-révolutionnaire" la décision d'expulser l'Italien, un choix "injuste, lâche et réactionnaire".

"Les intérêts de l'Etat se sont placés au-dessus de la morale révolutionnaire, de la praxis révolutionnaire. Nous avons livré un prisonnier qui avait demandé l'asile, comme une simple marchandise, un acte contraire aux règles", a-t-il déclaré.

L'ex-ministre de l'Intérieur, Hugo Moldiz, a estimé que les droits de Cesare Battisti n'avaient pas été respectés et que le "coût politique pour le gouvernement bolivien serait élevé".

"C'est comme si on avait attrapé (Ernesto) Che Guevara et qu'on l'avait livré à la droite", s'est indigné de son côté Rolando Cuellar, chef des jeunes du parti du président Morales, le Mouvement vers le socialisme (MAS), qui a qualifié le ministre de l'Intérieur, Carlos Romero, de "Judas".

Pour le sociologue Carlos Borth, la décision du président bolivien, en campagne pour un quatrième mandat, se veut un message en direction de l'Union européenne (UE). "Cette décision vise à ne pas ouvrir d'autres fronts de tension sur la scène internationale, en particulier avec l'Union européenne", estime le chercheur.

Ces dernières années, la Bolivie et l'UE entretiennent des relations plutôt tendues. En mars 2017, notamment, la décision de La Paz de doubler la surface de culture légale de la feuille de coca, de 12.000 à 22.000 hectares, avait fait grincer des dents à Bruxelles.

Selon une étude financée par l'Union européenne en 2013, quelque 14.700 hectares de coca sont suffisants pour couvrir la demande légale.

Ne pas avoir expulsé Battisti "aurait eu des conséquences imprévisibles pour la Bolivie", a ajouté Carlos Borth.

"Le régime de gauche d'Evo Morales a accepté de livrer Battisti en raison de ses intérêts stratégiques", juge pour sa part Gaspard Estrada, spécialiste de l'Amérique latine à Sciences Po.

"Il y aura une présidentielle en Bolivie en 2019, la Bolivie va mieux que le reste de l'Amérique du Sud (si on prend en compte) ses indicateurs économiques, elle a besoin d'un contexte régional pacifié", a-t-il ajouté. Evo Morales était un des seuls présidents d'Amérique latine de gauche à participer à la cérémonie d'investiture du président d'extrême droite brésilien Jair Bolsonaro et "la Bolivie fait face à des négociations importantes, en ce qui concerne le gaz, dans ses relations bilatérales avec le Brésil", rappelle le chercheur.

Le Brésil est le principal marché pour le gaz bolivien.

"Cette arrestation permet à la Bolivie d'envoyer un signal vis-à-vis du gouvernement brésilien", a ajouté M. Estrada. AFP15 janvier 2019

C'est ce que les fossoyeurs du socialisme appellent "*le socialisme du XXIe siècle*".

Brésil

- Le gouvernement Bolsonaro veut durcir la répression face aux paysans "sans terres" - Reuters 15 janvier 2019

Le nouveau gouvernement brésilien souhaite modifier le droit pour que les envahissements de terrains agricoles par des paysans "sans terres" soient considérés comme du terrorisme, a déclaré lundi un responsable du ministère de l'Agriculture.

Nabhan Garcia, chargé des questions foncières à la tête d'un secrétariat nouvellement créé au sein du ministère, a précisé que le gouvernement du président Jair Bolsonaro allait devoir convaincre les parlementaires de réformer la loi et d'octroyer plus d'autonomie aux forces de police pour qu'elles agissent face à ces envahissements.

"C'est le défi de notre gouvernement de faire la démonstration au Congrès qu'il s'agit d'un fait très proche du terrorisme, voire que cela peut être considéré dans certaines circonstances comme du terrorisme, et d'avoir une application plus sévère de la loi", a-t-il dit à la presse.

Le secteur agro-industriel a fourni au président issu de l'extrême droite un fort soutien lors de la campagne électorale.

A l'inverse, le Mouvement des sans terres (MST) était une des bases majeures de l'ancien président Luiz Inacio Lula da Silva. Reuters 15 janvier 2019

Venezuela

LVOG - Venezuela. La dernière provocation en date.

- Venezuela : le président du Parlement brièvement détenu - AFP 14 janvier 2019

Juan Guaido, le président du Parlement vénézuélien, la seule institution contrôlée par l'opposition, a été arrêté dimanche pendant près d'une heure par les services de renseignement, et le gouvernement s'est défendu de toute responsabilité dans cette arrestation.

Juan Guaido, 35 ans, a été arrêté par des hommes du Service bolivarien de renseignement national (Sebin), alors qu'il circulait sur l'autoroute pour se rendre à une réunion publique à Caraballeda, à 40 km de la capitale.

Le gouvernement vénézuélien s'est défendu de toute responsabilité dans cette arrestation, l'imputant à une décision "unilatérale" de fonctionnaires des services de renseignement.

"Nous avons appris qu'un événement illégal s'est produit, au cours duquel un groupe de fonctionnaires agissant unilatéralement a mené une procédure irrégulière contre le député Juan Guaido", a déclaré le ministre de la Communication, Jorge Rodríguez, dans une déclaration diffusée à la télévision gouvernementale.

"Ces fonctionnaires qui se sont prêtés à cette mise en scène contre le déroulement normal de vie de la République sont en train d'être démis et soumis à une procédure disciplinaire la plus stricte afin d'établir s'ils se sont bien prêtés à ce type d'événement".

"Si Jorge Rodriguez dit qu'il s'agit d'une opération spontanée, cela veut dire que (le président Nicolas) Maduro ne contrôle plus l'armée, qu'un maillon s'est rompu dans la chaîne de commandement", a réagi M. Guaido.

Le secrétaire d'Etat américain Mike Pompeo a dénoncé quant à lui une arrestation "arbitraire". "Nous appelons les forces de sécurité à défendre la Constitution et les droits des Vénézuéliens. Les Etats-Unis et le monde regardent", a-t-il commenté sur Twitter. AFP 14 janvier 2019

- Venezuela: Maduro qualifie de "show" l'arrestation du président du Parlement - AFP 15 janvier 2019

Le président vénézuélien Nicolas Maduro a qualifié lundi de "show médiatique" l'arrestation la veille pendant près d'une heure du président du Parlement, l'opposant Juan Guaido, l'attribuant à des agents des services de renseignements souhaitant déstabiliser le gouvernement.

Pour Nicolas Maduro, qui s'exprimait devant l'Assemblée constituante, composée uniquement de ses partisans, cet incident s'est produit à cause de la "participation d'un groupe de fonctionnaires" du Sebin, qualifiés de "corrompus" et de "traîtres".

"Quelle coïncidence! Une caméra professionnelle qui cadre parfaitement (...), qui filme le moment où le député (...) est arrêté", a déclaré le président socialiste, parlant de "faits étranges".

Le chef de l'Etat, qui a été investi le 10 janvier pour un deuxième mandat de six ans contesté par l'opposition et non reconnu par une bonne partie de la communauté internationale, a assuré qu'en apprenant cette arrestation, il avait ordonné la destitution de ces agents qui s'étaient "prêtés à un show médiatique".

"J'agirai de cette façon contre n'importe quel fonctionnaire qui trahira son serment (...) Main de fer contre la corruption ! Main de fer contre la trahison ! Ma main ne tremblera devant personne (...). Nous sortirons plus fort de chaque show", a-t-il prévenu. AFP 15 janvier 2019

- Affaire ExxonMobil : Nicolas Maduro publie les preuves - Réseau Voltaire 9 janvier 2019

Selon la transnationale états-unienne ExxonMobil, la marine du Venezuela a expulsé deux navires explorant les fonds des eaux territoriales de la zone contestée entre le Venezuela et le Guyana, le 22 décembre 2018. Sur la foi de ce communiqué, le Guyana, puis les États-Unis, et enfin le Groupe de Lima ont condamné le militarisme vénézuélien.

Au paragraphe 9 de la Déclaration du Groupe de Lima en date du 4 janvier 2019, les 13 États restant de cette organisation ont dénoncé la provocation militaire du Venezuela qui menace la paix et la sécurité de la région [1].

Or, le 9 janvier, le président vénézuélien Nicolas Maduro, à l'occasion d'une conférence à la presse internationale, a présenté les preuves de la machination contre son pays.

Il a diffusé des vidéos et des enregistrements des conversations entre le capitaine d'un des deux navires en cause et l'armée vénézuélienne. Le capitaine donne sa position exacte, il admet être dans les eaux internationalement reconnues du Venezuela et ne disposer que d'une autorisation du gouvernement du Guyana qui venait de chuter la veille. L'armée lui ordonne alors de quitter le territoire.

La révélation de cette supercherie médiatique dément la communication d'ExxonMobil, principal fournisseur de pétrole du Pentagone et société anciennement dirigée par Rex Tillerson (précédent secrétaire d'État US) [2]. Elle fait perdre au Royaume-Uni la justification de sa proposition d'installation d'une base militaire au Guyana. Et elle retarde la préparation de la guerre entre Latino-américains que le Pentagone prépare [3].

Le Venezuela a donné deux jours au Groupe de Lima pour retirer le paragraphe 9 de sa déclaration. Réseau Voltaire 9 janvier 2019

- Le Groupe de Lima reconnaît la manipulation belliqueuse états-unienne - Réseau Voltaire 14 janvier 2019

Suite à la révélation des preuves de l'affaire ExxonMobil par le président vénézuélien Nicolas Maduro, les États membres du Groupe de Lima ont retiré l'article 9 de leur communiqué commun. Ce texte dénonçait une provocation du Venezuela mettant en danger la sécurité collective.

Cependant, deux États n'ont pas apporté leur correction : le Canada et le Paraguay. Pour eux la version d'ExxonMobil et du département d'État US est toujours valide : malgré les preuves qui la démentissent, l'armée vénézuélienne aurait chassé un bateau de prospection pétrolière (photo) des eaux contestées avec le Guyana.

Au contraire, les enregistrements attestent que l'incident a eu lieu à l'embouchure de l'Orénoque, donc dans les eaux internationalement reconnues du Venezuela.

Il n'échappe à personne que le gouvernement du Guyana avait été renversé la veille de l'incident par un député de son propre parti, Charrandas Persaud, qui s'est enfui de son pays pour se réfugier au Canada.

Cette polémique illustre de manière indubitable qu'ExxonMobil et le département d'État US ont eu recours au mensonge pour fomenter une guerre entre Latino-américains.

Par ailleurs, alors que le Groupe de Lima n'a pas reconnu le second mandat du président élu Nicolas Maduro, le Guyana et Santa Lucia ont accepté les lettres de créance des nouveaux ambassadeurs vénézuéliens. Réseau Voltaire 14 janvier 2019

[Honduras](#)

- Une nouvelle caravane de migrants se forme au Honduras - AFP 15 janvier 2019

Des dizaines de candidats au départ se rassemblaient lundi dans la ville de San Pedro Sula, au Honduras, en vue de former mardi une "caravane" à destination des États-Unis, ont constaté des journalistes de l'AFP. AFP 15 janvier 2019

SOCIAL ET SOCIÉTÉ

Zimbabwe

- Zimbabwe: les manifestations contre la hausse des prix du pétrole font des morts - AFP 14 janvier 2019

Plusieurs personnes ont été tuées lundi au Zimbabwe lors de violentes manifestations contre la forte hausse des prix du carburant décrétée par le président Emmerson Mnangagwa, dans un pays au bord de l'explosion sociale pour cause de crise économique et financière.

Au premier jour d'une grève générale de trois jours, la police est intervenue pour disperser des centaines de personnes qui ont bloqué les routes et pillé des commerces dans les deux plus grandes villes du pays, Harare et Bulawayo (sud), paralysant largement l'activité.

D'importants effectifs de l'armée ont été déployés en fin de journée dans plusieurs quartiers de Harare et Bulawayo.

Depuis près de vingt ans, l'économie zimbabwéenne n'en finit pas de dégringoler, étranglée financièrement par un manque criant de liquidités et une inflation galopante.

Sa situation s'est encore aggravée ces derniers mois. De nombreux produits de base manquent, à commencer par le pétrole. Des kilomètres de queue de véhicules se sont formés devant les stations-service du pays.

Samedi soir, M. Mnangagwa a annoncé la multiplication par deux et demi des prix de l'essence, dans l'espoir de réduire la consommation et les trafics liés à la dévaluation de la quasi-devise locale, les "bond notes".

Cette hausse a mis le feu aux poudres. De nombreux Zimbabwéens redoutent qu'elle provoque une flambée généralisée des prix.

La Confédération syndicale du Zimbabwe (ZCTU) a dénoncé une "folie" et appelé la population à arrêter le travail jusqu'à mercredi.

En visite lundi en Russie, le président Mnangagwa a répété devant la presse que sa décision était "nécessaire".

"Il faut du temps pour que tout soit en place et les résultats apparaissent, l'économie commence à croître et le bien-être des personnes s'améliore", a-t-il plaidé.

Dans les quartiers pauvres de Harare, les manifestants ont déversé lundi leur colère contre le gouvernement en bloquant les routes menant au centre-ville.

"Nos perspectives de carrière sont mortes, tous ceux qui ont plus de 18 ans sont condamnés à rester chez eux sans travail", a vociféré l'un d'eux, Elisha Sukunyudzai. "Le gouvernement doit faire quelque chose car nous avons voté pour lui".

A Bulawayo, un fief de l'opposition, des centaines de manifestants ont également érigé des barricades, attaqué des minibus, pillé des magasins et détruit ou incendié des véhicules, selon un correspondant de l'AFP.

"Le gouvernement sait désormais que nous sommes en colère contre la décision stupide d'augmenter les prix de l'essence", a justifié un protestataire, Philani Nyoni. AFP 14 janvier 2019

Vous aurez constaté que nulle part l'AFP ne condamne la répression sanglante des manifestants, et les puissances occidentales dont l'AFP est le porte-parole sont muettes, normal, elles avaient salué la "*transition démocratique*" au Zimbabwe... à la mitrailleuse !

Au Zimbabwe comme en France ou au Bangladesh : même combat pour en finir avec les inégalités et les injustices qui frappent les masses exploitées...

Bangladesh

- Bangladesh: grève des ouvriers du textile pour de meilleurs salaires - AFP 13 janvier 2019

Des milliers d'ouvriers du textile au Bangladesh qui confectionnent des vêtements pour les grandes chaînes d'habillement mondiales ont débrayé dimanche et manifesté pour demander de meilleurs salaires, dans le cadre d'un mouvement entamé il y a une semaine.

La police a indiqué avoir utilisé des canons à eau et du gaz lacrymogène pour disperser la foule d'ouvriers en grève à Savar, un faubourg de la capitale Dacca où s'était produit l'effondrement du complexe textile du Rana Plaza, l'une des pires catastrophes industrielles, qui avait tué au moins 1.130 personnes le 24 avril 2013.

Mardi, un ouvrier avait été tué et 50 blessés au cours de manifestations qui avaient rassemblé quelque 5.000 personnes à Dacca et sa banlieue, lorsque la police avait fait usage de balles en caoutchouc et de gaz lacrymogène.

Depuis sept jours, les ouvriers du textile manifestent pour réclamer une hausse des salaires. Ce mouvement émaillé de violences a contraint des usines à fermer.

Dimanche, "les ouvriers ont dressé des barricades sur l'autoroute, nous avons dû les faire partir pour faciliter la circulation", a indiqué à l'AFP un responsable de la police, Sana Shaminur Rahman.

"Jusqu'à présent 52 usines, certaines importantes, ont cessé leur activité à causes des manifestations", a-t-il dit.

Le dirigeant syndical Aminul Islam a accusé les propriétaires des usines de recourir à la violence contre les grévistes.

Mais ces derniers "sont plus unis que jamais", a-t-il dit à l'AFP. "Apparemment, ils ne quitteront pas la rue tant que leurs revendications ne seront pas satisfaites".

Les salaires minimum pour les ouvriers les plus mal payés ont augmenté d'un peu plus de 50% ce mois-ci, pour atteindre 8.000 taka (83 euros, 95 dollars) par mois.

Mais les travailleurs intermédiaires indiquent avoir eu une augmentation dérisoire, au regard de l'augmentation du coût de la vie, notamment celui du logement.

Le mouvement de protestation est le premier test d'ampleur pour la Première ministre Sheikh Hasina depuis sa victoire aux élections du 30 décembre marquées par des violences et des accusations de fraudes, pour un quatrième mandat.

L'économie du Bangladesh, pays de 165 millions d'habitants, repose largement sur les millions d'ouvriers employés dans des ateliers de confection à des salaires très bas.

La vente de vêtements représente quelque 80% des exportations du pays, avec de gros clients comme H&M, Primark, Walmart, Tesco, Carrefour et Aldi.

Les 4.500 usines de textile et d'habillement du Bangladesh ont produit pour plus de 30 milliards de dollars (environ 26 milliards d'euros) de vêtements en 2018.

Le Bangladesh a été l'an dernier le deuxième exportateur de vêtements après la Chine et ambitionne de développer encore ce secteur pour en faire une industrie pesant 50 milliards de dollars par an d'ici 2023. AFP 13 janvier 2019

[Haut de page ↗](#)

Le 17 janvier 2019

[CAUSERIE ET INFOS](#)

● [Au format pdf \(10 pages\)](#)

[La ligne politique révolutionnaire que nous vous proposons pour les mois à venir.](#)

La manière dont les différents acteurs engagés ont été amenés à poser un certain nombre de revendications sociales ou politiques depuis le début de la mobilisation populaire du 17 novembre 2018, la condamne à l'impasse ou est vouée à l'échec, non pas à cause de l'obstination affichée de Macron de ne rien céder ou de la violente répression qu'il a déclenché en réponse aux manifestations des masses laborieuses, mais tout simplement parce leur satisfaction est incompatible avec l'existence du régime capitaliste et ses institutions en crises. Aussi, la seule manière d'inverser le rapport de forces consiste à inscrire cette mobilisation dans une perspective révolutionnaire dont les prémisses sont apparus de plus en plus clairement au cours du développement de la situation des deux derniers mois, et poser directement la question du pouvoir politique ou qui doit gouverner, l'infime minorité de privilégiés dont le pouvoir et les prétentions sont illégitimes ou l'immense majorité des travailleurs dont les aspirations et besoins sont légitimes, question à laquelle on doit répondre en se fixant pour tâche et objectif de préparer les conditions de l'insurrection des masses laborieuses pour renverser le régime en place et s'emparer du pouvoir politique.

Dans ces conditions, nous confirmons notre appel à boycotter le "grand débat national" initié par Macron puisqu'il doit uniquement servir à cautionner sa politique ultra réactionnaire ou faciliter l'application de son programme électoral entièrement tourné contre les intérêts des travailleurs. En revanche, nous appelons les travailleurs et les militants à participer à toutes les réunions ou assemblées générales, assemblées populaires initiés par des travailleurs ou leurs organisations ou partis dans la perspective de la grève générale insurrectionnelle contre le régime.

Attention, si cette stratégie s'inscrit dans la perspective d'une mobilisation insurrectionnelle des masses exploitées et opprimées, cela ne signifie nullement que toutes les conditions soient réunies pour qu'elle se produise, encore moins pour la déclencher demain matin. Elle doit s'inscrire dans le cadre d'un processus conscient auquel les travailleurs doivent participer pour ne pas relever de l'aventurisme ou du gauchisme. Si nous constatons que ce n'était pas le cas, la réalisation de cet objectif serait retardé ou renvoyé à plus tard. Nous partons du constat que les premiers signes pour que de telles conditions soient réunies ont commencé à se manifester, reste à voir dans les semaines ou mois qui suivent s'ils seront confirmés ou amplifiés ou au contraire s'ils se seront atténués ou auront disparu.

Cela implique évidemment que l'ensemble des militants du mouvement ouvrier oeuvrant pour l'émancipation du capital ou pour le socialisme y participent sans sectarisme ou dogmatisme, car ce mouvement populaire aura besoin de l'expérience acquise par chaque militant pour mener ce combat jusqu'au bout et vaincre notre ennemi. C'est possible si nous partageons ces objectifs et si nous faisons en sorte que le plus grand nombre possible de travailleurs s'en emparent. Et au cours du développement du processus révolutionnaire les travailleurs se doteront d'une direction politique qui les guidera jusqu'à la victoire.

[La machine à fabriquer le consentement à la peine.](#)

Les Français et le grand débat national / Sondage ELABE pour BFMTV

(https://elabe.fr/wp-content/uploads/2019/01/20190115_elabe_bfmtv_les-francais-et-le-grand-debat-national-1.pdf)

LVOG - Sondage à lire en ayant à l'esprit qu'il a été conçu comme tous les sondages en fonction des résultats attendus ou souhaités par celui qui l'a commandé, ici BFMTV que l'on ne présente plus.

ELABE - Auprès des personnes se définissant « gilets jaunes », les quatre thèmes les plus cités sont : pouvoir d'achat (65%), impôts/taxes (47%), puis plus loin les retraites (35%) et les inégalités/injustices sociales (24%).

Auprès des personnes se définissant « gilets jaunes », les quatre propositions les plus citées sont : la suppression des avantages des élus (54%), le rétablissement de l'ISF (52%) et la diminution du nombre de députés et de sénateurs (45%), une baisse de la TVA sur les produits de première nécessité (42%).

Dans toutes les catégories de la population, une large majorité des Français estime que ce « grand débat national » ne va pas marquer un changement de style et de méthode dans le quinquennat d'Emmanuel Macron.

C'est surtout chez les catégories sociales populaires (72%) et parmi les habitants de commune rurale (72%) que cette opinion est la plus marquée.

Gilets jaunes : après un recul à 60%, l'approbation (soutien et sympathie) de la mobilisation rebondit de 7 points (67%). Dans le détail, c'est le soutien qui est notamment en hausse de 5 points (36%).

54% des Français estiment que la mobilisation doit se poursuivre (+3 points en une semaine) pendant la tenue du « grand débat national »

LVOG - Certains pourcentages doivent être volontairement réduits, on se contentera de la tendance qu'ils indiquent ou on n'en tiendra pas compte en cas de doute.

Tribune libre de la lutte de classe.

À bas Macron ! Manifestation centrale de la classe ouvrière et de la jeunesse à l'Élysée ! Grève générale !
- Groupe marxiste internationaliste (GMI) 5 décembre 2018

Les syndicats des travailleurs salariés doivent rompre leurs négociations des plans de Macron contre les retraites, contre les chômeurs, contre les fonctionnaires. Avec les partis d'origine ouvrière, ils doivent convoquer des assemblées générales, appeler à la grève générale, à manifester massivement ensemble au palais de l'Élysée.

- Contre l'appauvrissement, il faut arracher l'augmentation du salaire minimum, de tous les salaires, l'augmentation des allocations pour les petits revenus, l'indexation des salaires et des pensions.

- Contre l'inégalité, il faut supprimer les impôts qui frappent la consommation populaire, supprimer les cotisations sociales des travailleurs salariés, instaurer un impôt progressif sur les revenus et un véritable impôt sur le patrimoine (l'ancien ISF était de portée réduite), donner des moyens à la santé publique et à l'école publique, garantir un logement décent pour tous.

- Contre le réchauffement climatique, il faut exproprier Total, les sociétés d'autoroute, les banques, toutes les multinationales dont la production pollue massivement la planète, il faut développer les transports en commun (dont les petites lignes de chemin de fer et les RER) et le fret ferroviaire,

- Contre l'État bourgeois, les fascistes et les pilleurs, il faut organiser l'autodéfense, dissoudre les corps de répression, supprimer la présidence et le Sénat, rétribuer les élus au niveau des travailleurs, les rendre révocables.

- Pour que les travailleurs contrôlent leur propre mouvement et instaurent une forme de démocratie supérieure : assemblées générales dans les villes, dans les quartiers, dans les entreprises, dans les lieux de formation, les administrations) ; élections par les AG de comités, centralisation des comités dans une coordination nationale.

Le mouvement doit s'ancrer dans les entreprises et être contrôlé par les travailleurs eux-mêmes. Alors, le drapeau rouge remplacera le drapeau tricolore de l'écrasement des communards de 1871, des guerres coloniales et mondiales.

Le prolétariat doit diriger l'ensemble des opprimés et des exploités vers le pouvoir des travailleurs, pour un gouvernement ouvrier seul à même d'unir la masse des travailleurs et de la petite bourgeoisie contre leur ennemi commun, le capital. Pour y parvenir, il faut construire au plus vite un parti ouvrier révolutionnaire du type du Parti bolchevik qui a mené les masses russes à la victoire en octobre 1917. *Le prolétariat avancé, qui exprimera cette vérité objective d'une lutte de masse disparate, discordante, bigarrée, à première vue sans unité, pourra l'unir et l'orienter, conquérir le pouvoir, s'emparer des banques, exproprier les groupes capitalistes haïs de tous.* (Lénine, juillet 1916)

Macron président ou la guerre civile est déclarée aux masses laborieuses.

Etat de siège proclamé à Bourgtheroulde.

LePoint.fr - Ce mardi 15 janvier, le patelin de 3 700 âmes s'est transformé en forteresse. Une imprenable citadelle défendue par une dizaine d'escadrons de gendarmerie mobile, sept compagnies de CRS et près de 300 gendarmes des unités territoriales.
LePoint.fr 16 janvier 2019

Reuters - Dans l'Eure, en prévention de potentielles actions des "Gilets jaunes", le dispositif de sécurité a été renforcé. La préfecture du département avait notamment pris deux arrêtés.

Un important dispositif de sécurité a été déployé autour de la commune avec des barrages filtrants. Les forces de l'ordre ont fait usage de gaz lacrymogène à deux reprises dans l'après-midi contre des manifestants rassemblés sur la place de la mairie, selon un journaliste de Reuters présent sur place.

Un important dispositif de sécurité a été déployé autour de la commune avec des barrages filtrants. Les forces de l'ordre ont fait usage de gaz lacrymogène à deux reprises dans l'après-midi contre des manifestants rassemblés sur la place de la mairie, selon un journaliste de Reuters présent sur place. Reuters 16 janvier 2019

Gilets jaunes hors la loi.

- Lancement du grand débat national : des manifestants vêtus de "gilets jaunes" menacés d'une amende de 135 euros - francetvinfo.
fr 15.01

Des gendarmes ont demandé à des "gilets jaunes", présents à Grand Bourgtheroulde (Eure) pour la venue d'Emmanuel Macron, mardi 15 janvier, d'enlever leurs vestes fluo "sous peine de 135 euros d'amende". Les manifestants ont été contrôlés aux abords de la commune normande, où vient d'être lancé le grand débat national, comme l'a constaté une journaliste du Monde.

La préfecture dit ne pas avoir donné de consigne

"Cette mesure n'est applicable que ce mardi dans le cadre de la visite du président de la République", a indiqué la brigade de gendarmerie de Grand Bourgtheroulde à France Soir. Une interdiction de manifester dans le périmètre autour du gymnase où se rendait le président a d'ailleurs été mise en place. Néanmoins, contactée par franceinfo, la préfecture affirme qu'il n'y a pas eu de consigne spécifique quant à l'amende de 135 euros. "Ce n'est pas une demande préfectorale", insiste la préfecture. De son côté, la mairie assure à franceinfo n'être au courant de rien.

Dans tous les cas, même si l'amende paraît liée à l'interdiction de manifester, son montant ne semble pas correspondre à la législation. En effet, organiser une manifestation interdite est passible d'une sanction de "six mois d'emprisonnement et 7 500 euros d'amende", comme le stipule l'article 431-9 du Code pénal. En revanche, participer à une manifestation interdite est seulement punie d'une contravention de 1re classe, soit une amende maximum de 38 euros. francetvinfo.fr 15.01

CRS assassins.

- Des images d'une vieille dame touchée par un flashball à Nîmes secouent la Toile - Sputnik 15.01

Une vieille dame aurait reçu un tir de flashball en pleine tête en marge de l'acte 9 des Gilets jaunes à Nîmes. Une vidéo choc montrant des secouristes improvisés en train d'apporter les premiers soins à une femme atteinte par un tir de flashball en marge d'une manifestation des Gilets jaunes a fait le tour des réseaux sociaux.

Les images en question auraient été prises en marge de l'acte 9 des Gilets jaunes à Nîmes. Sur l'enregistrement, on voit une femme ensanglantée aux cheveux gris qui ne bouge pratiquement pas tandis que les personnes venues à son secours lui nettoient le visage et tentent d'arrêter l'effusion de sang.

Début décembre 2018, une femme de 80 ans était morte à Marseille en marge des incidents ayant émaillé la manifestation des Gilets jaunes. L'octogénaire a reçu une grenade lacrymogène en pleine tête en allant fermer le volet de sa fenêtre avant de succomber à ses blessures à l'hôpital. Sputnik 15.01

Macron a déclenché la guerre civile.

Lanceurs de balles de défense : "Le choix qui a été fait depuis une dizaine d'années, c'est de viser la foule" - franceinfo 16.01

"Le choix qui a été fait depuis une dizaine d'années, c'est le durcissement, d'aller au contact, de viser la foule" a dénoncé mercredi 16 janvier sur franceinfo, David Dufresne, journaliste indépendant qui recense les cas de violences policières contre les "gilets jaunes". Ce même jour, le préfet Éric Morvan, directeur de la police nationale, rappelait aux policiers que l'utilisation des lanceurs de balles de défense (LBD) devait être proportionnée et le tir "exclusivement" dirigé vers le corps. (Tirez en direction du corps sans viseur, c'est prendre le risque de toucher la tête, le cœur d'un cardiaque et de le tuer, ce sont bien des tueurs. - LVOG)

franceinfo : Depuis près de deux mois, vous relayez des cas de violences dénoncées par des manifestants. Vous en dénombrez combien ?

David Dufresne : Je dénombre plus de 200 blessés et 300 signalements en tout, de ce qu'on pourrait appeler des manquements à la doctrine, à la déontologie. Ce recensement, c'est pour être une sorte de lanceur d'alerte, de dire 'qu'est-ce qui se passe ?'. Pourquoi aujourd'hui on dénombre quatre personnes qui ont perdu une main, un peu plus de quinze qui ont perdu un œil, parce qu'ils ont manifesté ?

On est à plusieurs dizaines - pas loin de la centaine - de personnes qui ont été visées à la tête, ce qui est parfaitement interdit dans les manuels d'instruction des armes type LBD, flashball, etc. Certains perdent un œil, d'autres c'est la mâchoire, le nez, la tempe, la joue, il faut que cela cesse !

Le directeur de la police nationale a fait un rappel à l'ordre mercredi 16 janvier sur les LBD. C'est un aveu ?

Enfin, on sort du déni politique et policier qui entoure ces agissements depuis deux mois. En même temps, c'est totalement désolant : expliquer à des gens, qui sont censés être formés, qu'ils ne suivent pas la formation, ça pose quand même énormément de questions. Evidemment que c'est un désaveu, c'est une façon de reconnaître qu'il y a eu un problème.

La police ne peut pas faire autrement, elle est acculée, elle n'a pas le choix. Il y a 78 ouvertures d'enquêtes judiciaires par l'IGPN, la police des polices ! Quand on connaît les réticences de l'IGPN - et ses difficultés d'ailleurs - à travailler au sein même de la police, c'est considérable. Ça devient trop énorme pour être passé sous silence.

Mais ce qui me désole encore plus, c'est que d'un côté, vous avez le patron des policiers qui alerte ses troupes et qui leur dit 'arrêtez de viser la tête' et de l'autre, le ministre de l'Intérieur qui annonce la veille à Carcassonne, qu'il n'avait connaissance d'aucune attaque de policiers envers des "gilets jaunes". Moi j'en suis à 300 signalements...

Est-ce que depuis le début de la crise des "gilets jaunes", il n'y a pas eu un engrenage de la violence de part et d'autre ?

L'engrenage est plus ancien. Le maintien de l'ordre à la française se croit toujours supérieur aux autres. Il l'a été. En France, pays de contestation, la police était plutôt aguerrie. Mais le choix qui a été fait depuis une dizaine d'années, c'est le durcissement, d'aller au contact, de viser la foule - ce qui ne se faisait plus depuis la Deuxième Guerre mondiale - c'est une stratégie, on le voit chaque samedi : on voit des policiers qui arrivent dès le matin, avec des tenues de combat. Cela veut dire quelque chose, c'est un signal envoyé à la foule. Dans la doctrine, vous avez un tas d'étapes avant d'arriver à l'armure.

En Angleterre, en Allemagne, où vous avez des manifestations autrement plus difficiles, avec des néonazis, qui ne sont pas des rigolos, il n'y a pas de blessés, parce qu'en Allemagne, le maintien de l'ordre est basé sur la désescalade. Là, en France, il y a une fuite en avant de l'État, car le maintien de l'ordre, c'est une police qui obéit aux ordres politiques. La preuve, c'est qu'on verra monsieur Castaner ou monsieur Philippe nous annoncer, à la veille du prochain samedi de manifestation, le nombre de policiers mobilisés. franceinfo 16.01

A quoi le "**grand débat**" doit-il servir ? A légitimer Macron, il le dit lui-même.

Macron : "*quand on a la légitimité c'est bon, ça y est, on peut y aller. (Mais) même avec cette légitimité il faut continuer, associer, partager, le grand débat doit servir à ça*".

Les néocons, c'est à cela qu'on les reconnaît, ils osent tout.

Macron estime que certaines personnes en difficulté "**déconnent**" - Reuters 16.01

Macron : Les gens en situation de difficulté, on va davantage les responsabiliser parce qu'il y en a qui font bien et il y en a qui déconnent. Reuters 16.01

Si tu es pauvre, si tu as un salaire misérable, si tu ne t'en sors pas, si tu es au chômage, à la rue, c'est que tu l'as bien voulu, en fait tu as ce que tu mérites pauvre con ! Après ils s'étonnent qu'on veuille leur faire la peau, c'est ce qu'ils méritent.

Il faut avoir en permanence à l'esprit que les forces productives sont suffisamment développées pour satisfaire l'ensemble des besoins des 7,6 milliards d'habitants de notre planète. Donc ceux qui nous pourrissent la vie ne peuvent faire prévaloir aucun argument pour s'y opposer, hormis leur soif insatiable de pouvoir et de richesse que rien ni personne ne peut justifier ou légitimer. Leur ôter tout pouvoir de nuisance est une nécessité de salut public !

[Une supercherie peut en cacher une autre.](#)

- Grand débat national : Mélenchon dénonce "une supercherie" - Franceinfo 17 janvier 2019

Mélenchon : "*Il faut à tout prix se mettre à la transition écologique.*" Macron ne demande pas mieux ! Ils tiennent le même discours, puisque ni l'un ni l'autre ne l'envisage dans la perspective d'un changement de régime, de la part de Macron, c'est normal, de celle de Mélenchon aussi puisqu'il y est opposé. L'avez-vous entendu déclarer qu'il fallait éradiquer le capitalisme de la surface de la terre pour soulager notre planète de ses méfaits ?

Une fois servi... commence "**l'équité fiscale**" ou partagez entre vous l'addition.

Emmanuelle Wargon a bénéficié de la suppression de l'ISF, mais "souhaite que le grand débat permette d'avancer sur l'équité fiscale" - franceinfo.fr 16.01

Celle qui est en charge d'animer le grand débat national "souhaite" justement que ce rendez-vous avec les Français "permette d'avancer sur l'équité fiscale".

Cette énarque, diplômée de la même promotion que le Premier ministre Edouard Philippe, a débuté une carrière de haut fonctionnaire avant de rejoindre le privé. A partir de septembre 2015, elle a ainsi été la directrice générale responsabilité

d'entreprise, affaires publiques et communication de Danone. en 2018 elle a perçu 470 000 euros. franceinfo.fr 16.01

Dépakine : l'Etat seul est responsable de ce scandale sanitaire contrairement aux affirmations de l'Office national d'indemnisation des accidents médicaux (Oniam) et de la ministre de la Santé Agnès Buzyn.

Pourquoi France Info relaie-t-il cette info et charge-t-il Sanofi ? Pour épargner les gouvernements (et tous les partis qui y participaient) qui se sont succédés depuis 1980.

France Info - Le laboratoire Sanofi se défend en affirmant, notamment, qu'il a "informé les autorités en toute transparence" sur les risques de la Dépakine pour les femmes enceintes, au fur et à mesure de l'avancée des connaissances scientifiques. Depuis la fin des années 1980, les autorités de santé auraient même plusieurs fois "rejeté les demandes de Sanofi qui visaient, en fonction de l'évolution des connaissances scientifiques, à mentionner dans la notice patient les risques pour le fœtus pouvant être liés à la prescription de ce médicament dans le cadre d'une grossesse". Une mention que Sanofi ne pouvait apposer sans les autorités, dont l'approbation est indispensable pour modifier les informations relatives à un médicament.

La Dépakine et ses dérivés ont provoqué depuis 1967 des malformations congénitales graves chez 2.150 à 4.100 enfants, selon une évaluation de 2017 de l'agence du médicament et de l'Assurance maladie. En prenant en compte les enfants souffrant de retard de développement (troubles autistiques, psychomoteurs, etc.), il pourrait y avoir 14.000 victimes, selon l'épidémiologiste Catherine Hill. francetvinfo.fr 16.01

Le statut ne fait pas le bonheur. (confirmation)

- Comment les profs dégringolent l'échelle sociale - Challenges 15.01.2019

Une sévère et douloureuse désillusion. C'est le mal dont est atteint une grande partie des 880.000 enseignants français. Ils ont fait de longues études, travaillent plus de 40 heures par semaine en moyenne, exercent leurs fonctions dans des conditions dégradées et voient depuis plusieurs années leur pouvoir d'achat fondre.

En choisissant de devenir profs, ils ont toujours su qu'ils ne gagneraient pas des mille et des cents. Mais ils pensaient avoir gagné l'assurance de finir les mois sans angoisse. Depuis bien des années déjà, beaucoup d'enseignants ont pourtant l'impression d'avoir sombré dans la catégorie "survie", celle de l'euro près et de l'imprévu qui vient casser des mois de gestion rigoureuse.

Les difficultés de recrutement le montrent: fini le temps où les étudiants envisageaient le professorat comme une sinécure, considérant que les vacances et l'emploi à vie compensaient finalement une gratification modeste. Les professeurs subissent de plein fouet la stagnation de leurs salaires et les prix galopants de l'immobilier dans les métropoles. Certes, leur salaire moyen (2.380 euros nets en 2016) est légèrement au-dessus du revenu moyen français (2.250 nets en 2015), mais leur niveau de vie doit aussi être analysé au regard de leur niveau d'étude élevé (bac + 5, fonctionnaire catégorie A) et des conditions de travail qui se dégradent d'année en année. D'autant que les chiffres cachent de nombreuses disparités. Car entre le professeur des écoles avec 10 ans d'expérience (1.894 euros nets) et l'agrégé tout juste passé "hors classe" (3.514 brut), il existe un gouffre. "Même mon grand frère gagne plus que toi"

"Je ne m'en sors pas", raconte Vanessa, mère divorcée de 43 ans, qui exerce dans un collège près de Lille. Ancienne chef de produit en commerce internationale, elle a passé le CAPES de lettres modernes il y a deux ans pour pouvoir consacrer plus de temps à sa fille de 9 ans. "Dans mon entourage, on m'a dit 'allez, fais prof, c'est la stabilité et la sécurité'. Sauf que c'était les conseils de proches de 70 ans, qui ont connu l'âge d'or du professorat", regrette-t-elle. Avec ses 1.650 euros nets, cette fraîche reconvertie déplore un découvert de 300 euros tous les mois. Elle énumère ses dépenses contraintes avec découragement: un prêt immobilier de 650 euros, 180 euros d'eau et d'électricité, 150 euros de cantine et de garderie, à quoi s'ajoutent différents abonnements et assurances... L'essence de sa voiture représente également un poste de dépense important, car comme bon nombre de jeunes professeurs elle est "titulaire sur zone de remplacement" (TZR). Elle sillonne les académies pour effectuer de plus ou moins longs remplacements, là où son rectorat l'envoie.

"Les conditions de travail sont mauvaises et ça n'échappe pas aux élèves. Inconsciemment, ils ont compris qu'on appartenait à une profession reléguée et notre autorité s'en ressent. Des réflexions méprisantes comme 'même mon grand frère, gagne plus que toi', ce sont des choses qu'on entend régulièrement", explique-t-elle. (...)

"Les seuls qui s'en sortent, c'est les conjoints de cadre"

Le contexte social a renforcé l'amertume des profs. Prime pour les policiers, pour les personnels d'Ehpad, pour les agents du fisc, augmentation du smic... Les professeurs, dont le point d'indice est gelé depuis 2010 (brièvement revalorisé entre 2016 et 2017), se sentent lésés et se regroupent sous la bannière des "Stylos rouges", un groupe asyndical et apolitique créé pour faire entendre leur exaspération. "Je sais très bien qu'on a un problème de pouvoir d'achat des professeurs, depuis le début

des années 90, a rapidement réagi Jean-Michel Blanquer, sentant le mécontentement monter. Mais augmenter le point d'indice n'est pas l'alpha et l'omega de ce qu'il y a dire", a-t-il tranché, rappelant plutôt les mesures prises depuis son arrivée, telles que la reprise du Protocole sur les carrières et les rémunérations et l'accélération de l'avancement, soit 1,75 milliard d'euros en plus sur le quinquennat pour mieux rémunérer les professeurs, selon le ministère. "Nous sommes obligés de faire la différenciation: il serait absurde de saupoudrer sans prendre compte l'engagement qualitatif du système", a-t-il expliqué, prenant en exemple la prime créée pour les professeurs d'éducation prioritaire.

Martin fait partie de ceux qui bénéficient de cette nouvelle prime, réservée aux enseignants des zones sensibles. Il exerce en maternelle depuis 14 ans dans les Hauts-de-Seine. Grâce à un bonus de 190 euros mensuel REP +, il touche 2.350 euros par mois net. Malgré cette somme, il est obligé de prendre un petit job, 7 heures d'étude surveillée par mois pour augmenter ses revenus de 200 euros. Sa vie en région parisienne lui coûte cher. Son loyer, pourtant social, de 750 euros et sa pension alimentaire grèvent son pouvoir d'achat "Les seuls qui s'en sortent à Paris c'est ceux qui sont mariés à des cadres", grincant certains "Stylos rouges" sur le groupe Facebook qui leur sert de forum. Agrégée, mais chassée par le prix des loyers

Violaine, prof de musique agrégée, fait partie des profs forcés de quitter la capitale. Les loyers d'un deux-pièces pour vivre avec sa fille y étaient trop élevés pour son salaire de 2.100 euros. "Après une agrégation, à 37 ans, je trouve ça lamentable de ne pas pouvoir choisir l'endroit où je voudrais vivre", souffle-t-elle. Mais il n'y a pas qu'à Paris que les profs galèrent. Valérie, prof à Nancy, donne, elle, 6 heures de cours particuliers par semaine, en plus de son travail soir et week-end pour préparer ses cours et corriger ses copies. Cette deuxième activité lui rapporte environ 500 euros par mois. "C'est grâce à ces 500 euros que je pars en vacances, peux aller au cinéma... Bref, avoir enfin une vie normale", raconte cette mère célibataire de deux enfants qui gagne 2.200 euros par mois.

Le ministre de l'Education nationale a annoncé la création d'un observatoire du pouvoir d'achat des professeurs, qui sera mis en place dans quelques semaines. Une mesure raillée par les "Stylos Rouges", qui déplorent que Jean-Michel Blanquer ait besoin d'un observatoire pour réaliser à quel point leur profession s'est paupérisée. En attendant, les conclusions de l'observatoire, et les éventuelles leçons que le ministère pourrait en tirer, le collectif s'organise. Les premiers rassemblements ont eu lieu cette semaine à Lorient et devant le lycée Henri IV à Paris. Mercredi dernier, à Lille, des professeurs ont manifesté devant le rectorat. Une mobilisation qui ne devrait que s'amplifier. Les "Stylos rouges" promettent des actions jusqu'à ce que, à l'image des Gilets jaunes, leur parole soit "enfin entendue" par le gouvernement. Challenges 15.01.2019

[On ne tentera pas de mesurer la taille de leur cerveau ni même de le passer au scanner !](#)

- Pour le bernard-l'ermite, la taille du pénis ça compte ! - Franceinfo 16 janvier 2019

- Royaume-Uni: une loi va interdire les photos sous les jupes - L'Express.fr 16 janvier 2019

Je suis peut-être arriéré, je me demande comment peut-on prendre de telles photos ?

- "Sex Education" ose enfin montrer des femmes qui se masturbent sur le ventre - Le HuffPost

Ouf, cela nous manquait, quelle connerie ! C'est le niveau du HuffPost.

- Sexe : selon une étude, les filles et garçons perdent leur virginité trop tôt - Glamour

[Guerre psychologique contre les déviations à l'idéologie totalitaire.](#)

- «Humour et injures sexistes bénéficient d'une grande tolérance sociale» - Liberation.fr 16.01

C'est un mal sournois qui semble solidement implanté, sans que l'on sache précisément dans quelle mesure.

Libération - Sur une centaine de pages, le HCE (Haut Conseil à l'égalité) livre un bilan peu reluisant, qui commence par une mise au point : non, le sexisme n'est pas une simple «attitude discriminatoire fondée sur le sexe», comme le définit le Larousse, mais bien une «idéologie qui repose sur le postulat de l'infériorité des femmes par rapport aux hommes» et se manifeste par des «gestes, propos ou comportements», des plus anodins (remarques) aux plus graves (viols, meurtres).

LVOG - "L'infériorité des femmes par rapport aux hommes" qui fait le bonheur des exploités partout à travers le monde.

Libération regrette que la répression ne soit pas plus féroce.

Libération - En matière de violences conjugales par exemple, l'instance souligne le «décalage important entre le nombre de plaintes enregistrées et le nombre de condamnations» : en 2017, 81 080 plaintes ont été enregistrées, qui n'ont abouti qu'à 15

418 condamnations, soit 19 % des cas... Signe s'il en fallait de la grande «tolérance sociale dont bénéficie le sexisme par rapport à d'autres systèmes d'oppression».

LVOG - Quant à la "grande tolérance" envers le "système d'oppression" de l'homme par l'homme pratiqué par le capitalisme elle est la bienvenue.

Quand un trait d'humour devient un délit, c'est que le régime est devenu tyrannique.

Libération - Pour illustrer son propos, le Haut Conseil a mis l'accent sur deux manifestations quotidiennes largement banalisées de ce fléau : l'humour et les injures. Tout au long du mois de novembre, la très sérieuse institution a passé au crible près de 70 contenus humoristiques diffusés dans des matinales radio, des vidéos YouTube, ou ailleurs sur Internet. Résultat ? Dans plus de la moitié des cas, au moins un ressort sexiste est mobilisé.

LVOG - Des chiffres invérifiables qui relèvent de l'invention pure et simple.

Libération - Autre pandémie sexiste : l'injure. En 2017, 1,2 million de femmes ont subi une injure sexiste, complètement gratuite, cela va sans dire, puisque 70 % d'entre elles ne connaissent pas l'auteur de ces invectives. Seules 6 % se sont rendues dans un commissariat, et quatre condamnations ont été prononcées.

LVOG - Quel délire, passer de 1,2 million à 4 ! Ce sont bien des psychopathes, des éléments nuisibles à l'espèce humaine qu'il faut éliminer.

Et c'est bien un état permanent chez eux, et non une pathologie passagère.

Libération - Face à ce constat, le HCE appelle de ses vœux au lancement d'un vaste plan d'action contre le sexisme en France, qui pourrait être étalé de 2019 à 2022 et, pourquoi pas, reprendre une partie des préconisations contenues dans le rapport.

C'est la guerre permanente contre l'ensemble de la société, tous les peuples, à tous les niveaux, dans tous les domaines, quoi ! Un geste, un sourire, une grimace, une mimique, une parole, etc. et ils vous dénoncent, vous harcèlent, vous persécutent, vous jugent, vous condamnent, vous excommunient, vous censurent, vous torturent, vous brûlent en place public ou vous mitraillent.

Dans son dernier courriel, ma fille, 38 ans et institutrice, m'a écrit à propos des femmes "*Nous sommes très primaires!*, pour se marrer je lui ai répondu "*Je ne te le fais pas dire !*". Il existe des traits dominants de caractère chez les femmes ou chez les hommes qui sont à leur avantage ou leur désavantage, qui proviennent des rapports sociaux établis de dominant à dominé, qui sont à l'origine de tous les rapports dans la société, on ne peut pas les nier ou les faire disparaître tant que le capitalisme existera...

1984. Basez-vous sur vos propres expériences de la vie.

Nos propres expériences nous renvoient en permanence à la réalité, aux conditions objectives, c'est le message que voulait transmettre Orwell pour pouvoir résister au totalitarisme. C'est d'actualité.

Quelques extraits des Chroniques orwelliennes par Jean-Jacques Rosat consacrées au roman 1984 de George Orwell. Roman que je vous conseille de lire (téléchargement gratuit sur le Net) attentivement et d'étudier, ces chroniques peuvent en faciliter l'étude indépendante.

- Il (le roman - ndlr) nous met en présence d'une société d'où la vérité objective a disparu, d'un monde où l'accès à la vérité est devenu impossible ; et il nous montre, expérimentalement pourrait-on dire, tout ce qui s'ensuit : dans un tel univers sans vérité, il n'y aurait plus non plus, par voie de conséquence, ni sentiments sincères, ni liberté, ni communauté. Il n'y aurait plus que des individus atomisés, emplis de croyances et de sentiments que leur insuffle le pouvoir et que celui-ci peut leur faire modifier à tout moment.

- 1984 raconte l'histoire d'un homme qui refuse d'adopter les stratégies intellectuelles et psychologiques qu'exige de lui le pouvoir totalitaire ; il sait qu'il n'aura jamais aucune liberté d'expression ni d'action ; mais il cherche à préserver sa liberté intérieure, c'est-à-dire la continuité de ses souvenirs, l'authenticité de ses sentiments et la capacité de former ses convictions à partir de son expérience et de sa raison. Dans les premières pages, Winston contemple une pièce de monnaie sur laquelle est gravé le visage de Big Brother : « Toujours ces yeux qui vous observaient et cette voix qui vous enveloppait. Dans le sommeil ou la veille, au travail ou à table, au-dedans ou au-dehors, au bain ou au lit, pas d'évasion. Rien ne vous appartenait sauf les quelques centimètres cubes de l'intérieur de votre crâne.20 » À la fin du roman, le lecteur apprendra que même l'intérieur de son propre crâne n'appartient pas à Winston. Comme le lui dit O'Brien, « nous allons vous presser jusqu'à ce que vous soyez vide, puis nous vous remplissons de nous-mêmes ». Et c'est ce qui arrive en effet.

- Le conflit entre l'intellectuel d'État, qui s'identifie au pouvoir et manie en virtuose la novlangue et la double pensée, et l'homme ordinaire, qui s'accroche désespérément aux exigences de vérité et de liberté, constituera la trame de 1984

- La capacité pour tout un chacun de se constituer une expérience à partir de ses observations et de ses raisonnements, et à en faire le socle de ses jugements et de ses actions est pour Orwell un enjeu politique décisif. Ce qui est décrit et dénoncé dans 1984, ce ne sont pas tant les mécanismes de contrainte physique du totalitarisme que les moyens psychologiques et intellectuels (autocensure, double pensée, novlangue, etc.) par lesquels celui-ci détruit la relation de tout un chacun avec sa propre expérience et s'assure ainsi le contrôle sur les esprits. Parmi ces moyens, il y a un certain nombre d'idées philosophiques qui, au sens où Orwell emploie ce mot, sont totalitaires. Ce qui rend une idée totalitaire, ce n'est pas son contenu particulier – rien n'est plus opposé quant à leurs contenus respectifs que les idées fascistes et les idées communistes – mais son fonctionnement ou, plus exactement, sa capacité à fonctionner comme une arme pour détruire l'homme ordinaire.

En quoi consiste la pratique de la double pensée ?

- une sorte d'autocontrôle psychologique qui fait qu'on croit réellement ce que le pouvoir ordonne de croire, même si on a la preuve par ailleurs que c'est faux.

[Les médias ou sous-officine de l'AFP sont le fer de lance de la réaction sur toute la ligne, on vient d'en avoir un nouvel exemple. En voici un autre.](#)

A quelques heures d'intervalle.

Les procureurs refusent de reconnaître un verdict des juges qui ne correspond pas à celui des besoins de la caste extrême-centriste de l'oligarchie dont ils sont les porte-parole et exécutants.

- L'ex-président ivoirien Laurent Gbagbo doit être libéré, disent les juges de la CPI - AFP 16 janvier 2019

Les juges de la Cour pénale internationale (CPI) ont rejeté mercredi la demande du procureur de maintenir l'ancien président ivoirien Laurent Gbagbo en détention, après avoir annoncé mardi son acquittement pour crimes contre l'humanité.

Les procureurs de la Cour basée à La Haye ont exprimé leur intention de faire appel de l'acquittement retentissant de l'ancien président ivoirien. AFP 16 janvier 2019

Pour Libération, ce verdict est logiquement une "défaite".

- CPI : l'affaire Gbagbo est «une immense défaite de l'accusation» - Libération 16 janvier 2019

Libération - La grande faiblesse de la CPI ne réside-t-elle pas dans les actes d'accusation et dans le travail du procureur ?

Libération - Mais comment s'explique cette faiblesse de l'enquête et de l'acte d'accusation ?

Libération - Il y a un problème de casting ?

Libération - Les trois juges de première instance se sont divisés. Celle qui était en minorité, Olga Herrera Carbuccia, estime qu'il y avait suffisamment d'éléments de preuve pour condamner les accusés.

Libération - Certains proches de victimes ont regretté cette décision...

Vous aurez constaté que Libération privilégiait la juge "qui était en minorité", c'est sa conception de la démocratie, du totalitarisme en fait.

Quelques heures plus tard, les procureurs de la CPI fidèles à l'idéologie totalitaire qu'ils incarnent suspendent le verdict des juges. L'AFP sur un ton laconique s'en félicite ou exprime son soulagement.

- La CPI suspend la remise en liberté de Laurent Gbagbo - AFP16 janvier 2019

La Cour pénale internationale (CPI) a suspendu mercredi soir la remise en liberté de l'ancien président ivoirien Laurent Gbagbo, après un nouvel appel déposé par le procureur au lendemain de son acquittement retentissant.

Les juges avaient ordonné plus tôt sa remise en liberté, ainsi que celle de son bras droit Charles Blé Goudé (ex-chef du

mouvement des Jeunes patriotes), après leur acquittement d'accusations de crimes contre l'humanité.

Mais, selon la CPI, les deux hommes doivent maintenant "rester sous la garde de la CPI" jusqu'à ce que l'appel du parquet contre leur libération soit entendu. AFP16 janvier 2019

Des articles comme ceux-là, les médias en sont pleins quotidiennement. Ce n'est pas l'unique raison pour laquelle j'appelle à les boycotter, à cesser de les acheter et de les lire tellement ils sont nocifs ou toxiques, mais parce que c'est une perte d'argent et de temps qui nous font tant défaut et qu'on devrait s'épargner, pour se consacrer exclusivement à nos propres intérêts de classe, à nos aspirations ou besoins légitimes, à chercher les moyens pour mener le combat politique qui permettrait de les imposer. Autrement dit, il vaut mieux encore lire les articles publiés par d'autres médias (dits alternatifs ou indépendants), de formations politiques issues du mouvement ouvrier ou étudier des ouvrages consacrés aux enseignements de la lutte des classes, à l'économie, aux sciences sociales, etc.

[Haut de page ↗](#)

Le 19 janvier 2019

CAUSERIE ET INFOS

● Au format pdf (22 pages)

Quelques réflexions politiques.

1- La lutte des classes est une lutte à mort, vous ne trouvez pas étrange qu'on ait eu tendance à l'oublier ?

2- Comment se fait-il qu'une manifestation parisienne contre la politique de Macron qui se déroule un samedi ne mobilise que 10.000 travailleurs, soit moins de 1% en comptant uniquement les adultes ? Où sont donc passés la classe ouvrière et les étudiants, les classes moyennes, le mouvement ouvrier ? A croire qu'ils sont mieux encadrés qu'en province et bénéficient de plus de distractions pour en oublier leur propre sort. Quand se décideront-ils à passer à l'action, que faut-il, plus de morts et de blessés parmi les manifestants à Paris et en province, d'handicapés à vie, plus de travailleurs embastillés ou accusés injustement ?

Honte aux militants, aux cadres et aux dirigeants qui suivent les évènements tranquillement assis au chaud devant leurs écrans et qui se permettent de juger les victimes de la répression policière, et de donner des leçons aux autres militants ou aux travailleurs !

3- Je n'ai jamais fait la promotion des gilets jaunes, vous êtes témoin. J'ai même mis 5 jours avant de rendre compte de leur première mobilisation. Non seulement je ne les ai calomniés, mais depuis je n'ai cessé de les soutenir, même si j'estime que l'issue de la crise révolutionnaire ouverte ne peut passer que par les Assemblées populaires incluant le mouvement ouvrier décidant de préparer l'insurrection pour chasser Macron et abattre le régime.

J'ai lu dans un article sur lequel je n'arrive pas à remettre la main, qu'au départ ce mouvement des gilets jaunes était de tendance fasciste ou d'extrême droite, et qu'à peine avait-il démarré qu'il avait été submergé par les masses populaires qui avaient mis en avant leurs propres revendications sociales, salaire, retraite, etc. pendant que les discours racistes ou xénophobes devenaient ultra minoritaires et leurs auteurs expulsés des ronds-points où les travailleurs se rassemblaient.

Il n'en fallut pas davantage pour que les médias les présentent comme des rouge-brun, formule chère à l'idéologie de l'extrême centre dont se revendique Macron et le clan de l'oligarchie qui l'a porté au pouvoir. Les dirigeants du mouvement ouvrier furent tentés de leur emboîter le pas, mais quand ils virent la réaction de la base, très vite ils se ravisèrent à l'exception de quelques irréductibles parmi les plus sclérosés pour ne pas dire pire, qui osent se réclamer du trotskysme, ce qui n'engage qu'un, mais on ne comprend toujours pas comment des militants peuvent s'en accommoder.

Il était d'autant plus facile d'éviter cette interprétation scabreuse ou malintentionnée que l'extrême droite ne s'est pas remise de son échec électoral de 2017, elle a même éclaté, elle n'était donc pas en mesure de mobiliser des centaines de milliers de partisans le 17 novembre. De la même manière que Mélenchon n'est jamais parvenu à mobiliser les 9 millions d'électeurs qui avaient pour lui, ni même les centaines de milliers d'adhérents de LFI qui sont plus hypothétiques que réels, cela vaut évidemment dans un autre registre pour Macron et ceux de LREM, la petite souris ne fait des miracles que le temps d'un clic... ou clique ! On peut même prévoir qu'ils vont tous perdre des millions de voix lors des élections européennes, en prenant en compte le taux d'abstention de la présidentielle et non des européennes qui est traditionnellement beaucoup plus élevé, plus du double, à ce jour RN (ex-FN) donné à 20% par les instituts de sondages perdrait plus de 3 millions de voix.

En attendant, ce sont de simples travailleurs qui ont fait le boulot à la place de ces dirigeants faillis et cyniques donneurs de leçons, qui plus est dans les pires conditions et au péril de leur vie ou de leur mode de vie, et le plus extraordinaire c'est que la plupart à l'issue de cette expérience parfois dramatique sont plus déterminés que jamais à continuer le combat contre le régime. Raison de plus pour saluer leur courage exemplaire au lieu de les assimiler à des fachos, quelle honte !

Au passage, on notera que leur détermination ne s'est pas forgée du jour au lendemain ou ne datait pas de la veille du 17 novembre 2018, c'est quelques choses qui a mûri et qui était déjà parvenu à maturité depuis des années et des années, sans que ce soit des cas isolés. Car depuis des décennies ou même toujours des millions de travailleurs ne supportent plus leur condition ou la trouvent profondément injuste ou encore ne sont pas satisfaits du mode de vie que leur impose la société soumise au joug du capitaliste. Ils n'étaient pas plus résignés qu'aujourd'hui à la subir, toujours est-il que personne n'a su leur proposer un discours dans lequel ils auraient pu se reconnaître. C'est d'ailleurs ce qu'ils affirment eux-mêmes en tournant le dos au mouvement ouvrier qui les a littéralement abandonnés ou trahis, ce qui devrait interpeller chaque militant ouvrier, même quand on a toujours eu l'impression d'être resté fidèle à ses engagements politiques, l'errance en politique cela existe aussi, surtout avec de tels dirigeants qui n'ont rien fait pour les aider à élever leur niveau de conscience politique, à les former au marxisme et au socialisme.

Je ne vais pas revenir sur ma propre expérience, toujours est-il que si je suis parvenu à progresser, c'est uniquement parce que j'ai réussi à rompre avec le conditionnement politique dont j'avais fait l'objet durant mes courtes années de militantisme et qui s'était traduit par un épouvantable dogmatisme, véritable obstacle à toute progression et sclérose garantie à terme, qui devait se traduire par des errements entre opportunisme et gauchisme, maladie dont je ne suis peut-être pas totalement guéri, car il est très difficile de se débarrasser de cette plaie.

La manière de procéder la plus efficace ne fut pas difficile à trouver. Au lieu de se dire qu'on avait été victime d'un lavage de cerveau et qu'il fallait tout balancer, j'ai préféré vérifier chaque interprétation que j'avais adoptée, puisqu'à l'époque j'avais été incapable de les élaborer par moi-même, un peu comme si on vérifiait le contenu d'un manuel scolaire d'histoire ou d'économie, ce qui allait se traduire par l'émergence de centaines et centaines de questions auxquelles il allait falloir trouver des réponses, qui pour certaines devaient être correctes ou correspondre absolument à la réalité, et pour d'autres se contenter d'être cohérentes et sérieuses quand elles étaient sujettes à une certaine dose d'interprétation ou de subjectivité. On en vient à examiner le rôle et la fonction précise de chaque facteur, dont certains ont été sous-évalués ou surévalués ou encore complètement occultés, ce qui nous amène à revoir certains rapports et aboutit à une toute autre interprétation de pans entiers de la lutte des classes et de l'évolution du capitalisme. Cela revient si vous voulez à évaluer après coup une théorie ou une stratégie, à partir des faits et de leur enchaînement tels qu'ils se sont réellement produits, les conclusions qu'on en tire est une autre affaire, elles peuvent être justes ou erronées, comme toute analyse quand on ne s'en tient pas strictement à la réalité.

Tenez, récemment j'ai évoqué l'extrême-centre à propos de The Economist et Macron, la caractérisation politique du néoconservatisme ou néolibéralisme. J'ai découvert cette caractérisation en lisant un article publié par un blog extérieur au mouvement ouvrier. Vous serez d'accord avec moi que cette caractérisation politique est de la première importance au regard du rôle que remplit cette idéologie depuis de nombreuses années, en réalité depuis bien plus longtemps.

Bien qu'ayant lu des centaines ou des milliers d'articles depuis 2001 sur Internet dans les différents portails des formations politiques qui se réclament de l'avant-garde du mouvement ouvrier, jamais elle ne fut mentionnée. J'ai découvert hier que l'Humanité y avait consacré plusieurs articles au cours des dernières années. De mon côté, j'en étais arrivé à la conclusion que l'idéologie néolibérale ou de Macron devait être caractérisée d'extrême droite, qu'elle était pire ou plus dangereuse encore, donc finalement sur la base des faits je suis parvenu à caractériser correctement le centrisme ou l'extrême-centre, ce qui démontre que ma méthode était valable ou que j'ai atteint un niveau politique qui me permet d'analyser la situation en toute indépendance, ce qui n'exclut pas les erreurs évidemment. D'où proviennent ces erreurs ? Pour l'essentiel, d'un manque d'informations précises et de temps pour réfléchir en étant totalement isolé et en vivant à 10.000 kms de la France depuis plus de 22 ans.

Parfois, je ne suis pas très fixé sur certaines notions ou concepts ou je n'y prête pas trop d'attention, par exemple il m'est arrivé de confondre agitation et propagande, j'ai reproché à nos dirigeants de ne faire que de la propagande, alors qu'en réalité c'était de l'agitation qu'il s'agissait, peu importe, chacun avait compris qu'ils ne faisaient rien pour populariser le socialisme, d'ailleurs je l'avais mentionné. Je ne suis pas un intellectuel à la base, je suis un ouvrier, je n'ai pas dans mon cerveau des petites boîtes qu'il suffirait d'ouvrir pour en sortir les informations ou les connaissances bien rangées et prêtes à l'emploi, je ne dispose pas de cette facilité, qui du reste n'est pas infaillible, car c'est l'emploi qu'on en fait qui est l'essentiel, c'est ainsi que je comble cette lacune, à l'aide du pragmatisme ouvrier.

On reviendra sur l'extrême-centrisme dans une prochaine causerie, parce que cela a un lien direct avec la stratégie et le régime totalitaire que l'oligarchie est résolue à nous imposer dans le cadre de la gouvernance mondiale. Cela a également un lien avec le tournant idéologique adopté par une partie de la social-démocratie, et qui finira par l'emporter au sein du PS, du PSOE, du Pasek, etc., ce lien remonte aux milieux des années 70, après que le candidat du centre ou de l'UDF eut été élu président de la République en France, Valérie Giscard d'Estaing, les conditions n'étant pas encore réunies et manquant de temps pour opposer au sein de PS un candidat acquis à l'extrême-centre, et c'est à ce moment que seront mise en scène les BHL, Bernard Kouchner et Harlem Désir, mais aussi Rocard et Delors, plus tard Hollande et Valls et bien d'autres dirigeants du PS, qui en deviendront tous de farouches idéologues ainsi que de l'UE, dont l'orientation mérite la même caractérisation politique totalitaire. Tous préparent

le terrain à l'avènement de Macron et de LREM qui devaient en être le point culminant ou l'achèvement, donc cette facteur ne date pas de 2016.

Question, pourquoi l'avons-nous ignoré ou sous-estimé si longtemps ? Pourquoi nos dirigeants n'ont-ils rien vu venir, je ne parle pas de leurs discours ou ils ont pu tout dire et son contraire, je parle en pratique, pourquoi dès le début des années 70 n'ont-ils pas modifié leurs rapports avec le PS, leur stratégie ? L'arrivée au pouvoir de Giscard d'Estaing en 74 fut la réponse de l'oligarchie à la crise économique et politique mondiale de la fin des années 60, sauf qu'ils ont été incapables d'en tirer les enseignements politiques qui s'imposaient. En conséquence le prolétariat britannique écopera de Thatcher et le prolétariat américain de Reagan...

Je pense qu'il faut reprendre cette analyse en la situant dans le contexte économique de cette époque pour comprendre comment l'oligarchie allait finir par imposer cette idéologie dans chaque pays en Europe, notamment en se servant de l'UE, le bastion de l'oligarchie à abattre. Si cela prit autant de temps, c'est parce qu'il fallait finir de pourrir de l'intérieur le mouvement ouvrier, tâche qui reviendra au PS et au PCF principalement, qui une fois pour ainsi dire totalement gangrené, corrompu, discrédité, serait neutralisé, réduit à l'impuissance pour résister à l'offensive de l'extrême-centrisme contre la classe ouvrière et les classes moyennes, forme politique du néolibéralisme, au contenu extrémiste dans la mesure où elle était destinée à ne satisfaire que les besoins de l'oligarchie qui trône au sommet du capitalisme.

Autant vous dire que je n'ai jamais lu ce type d'analyses quand je militais à la fin des années 70 et au début des années 80, ni par la suite. A suivre.

L'extrême-centrisme, c'est la caractérisation politique de l'idéologie totalitaire de l'oligarchie.

L'extrême-centrisme, c'est le régime totalitaire de l'oligarchie, des banquiers, du 10 thermidor de l'An II (28 juillet 1794), date de l'exécution de Robespierre et ses partisans à l'élection de Macron en mai 2018 en passant par le 18 brumaire de l'An VIII (9 novembre 1799), le coup d'Etat de Bonaparte.

- Les centristes sont les plus hostiles à la démocratie, pas les extrémistes (Mis à part l'extrême droite) par David Adler 1 Juin 2018

David Adler est un chercheur en sciences politiques.

Mes recherches suggèrent qu'en Europe et en Amérique du Nord, les centristes sont les moins favorables à la démocratie, les moins attachés à ses institutions et les plus favorables à l'autoritarisme.

J'ai examiné les données de la plus récente Enquête Mondiale des Valeurs (World Values Survey, 2010 à 2014) et European Values Survey (2008), deux études parmi les plus exhaustives concernant l'opinion publique, menées dans plus de 100 pays. L'enquête demande aux personnes interrogées de se placer sur un spectre allant de l'extrême gauche à l'extrême droite en passant par le centre. J'ai ensuite pointé le soutien porté par chaque groupe aux principales institutions démocratiques.

Les centristes sont les plus sceptiques envers la démocratie

Les personnes interrogées se plaçant au centre du spectre politique sont les moins favorables à la démocratie, selon plusieurs critères d'évaluation, faisant référence à la démocratie comme « meilleur système politique », ou à la politique de façon plus générale. Dans tous les cas, les personnes au centre ont les opinions les plus critiques sur la démocratie.

Les centristes ont le moins tendance à soutenir la tenue d'élections libres et justes

Certaines des données les plus frappantes reflètent le point de vue des personnes interrogées sur les élections. Le taux de soutien à des élections « libres et équitables » chute chez les centristes, dans chaque pays de l'échantillon. L'amplitude de l'écart chez les centristes est frappante. Dans le cas des États-Unis, moins de la moitié des personnes au centre considèrent les élections comme essentielles.

Les centristes ont moins tendance à soutenir les institutions libérales

Bien sûr, le concept de « soutien à la démocratie » est quelque peu abstrait et les personnes interrogées peuvent interpréter la question de différentes façons. Qu'en est-il du soutien aux droits civils, si essentiel au maintien de l'ordre démocratique libéral ? Dans presque tous les cas, le soutien aux droits civils diminue au centre. Aux États-Unis, seulement 25% des centristes s'accordent à dire que les droits civils sont une caractéristique essentielle de la démocratie.

Les centristes sont les plus grands soutiens de l'autoritarisme (Mis à part l'extrême droite)

L'un des signes avant-coureurs les plus forts d'un danger pour la démocratie a été la montée de leaders populistes aux tendances autoritaires. Mais bien que ces chefs politiques aient gagné en popularité, il n'est pas certain que les citoyens soutiennent explicitement des modes de gouvernement plus autoritaires. J'ai trouvé, cependant, des preuves d'un soutien considérable au concept du « chef fort » qui ignore la législation de son pays, en particulier chez les centristes. Aux États-Unis, le soutien des centristes à un chef politique de type fort dépasse de loin celui de la droite et de la gauche.

Qu'est-ce que cela signifie ?

L'un des signes avant-coureurs les plus forts d'un danger pour la démocratie a été la montée de leaders populistes aux tendances autoritaires. Mais bien que ces chefs politiques aient gagné en popularité, il n'est pas certain que les citoyens soutiennent explicitement des modes de gouvernement plus autoritaires. J'ai trouvé, cependant, des preuves d'un soutien considérable au concept du « chef fort » qui ignore la législation de son pays, en particulier chez les centristes. Aux États-Unis, le soutien des centristes à un chef politique de type fort dépasse de loin celui de la droite et de la gauche.

Qu'est-ce que cela signifie ?

En Europe et en Amérique du Nord, le soutien à la démocratie est en déclin. Pour expliquer cette tendance, la sagesse conventionnelle pointe vers les extrêmes politiques. À la fois l'extrême gauche et l'extrême droite sont, selon ce point de vue, prêtes à contourner les institutions démocratiques pour parvenir à un changement radical. Les modérés, au contraire, sont censés défendre la démocratie libérale, ses principes et ses institutions.

Les chiffres indiquent que ce n'est pas le cas. Alors que les démocraties occidentales tombent dans le dysfonctionnement, aucun groupe n'est à l'abri de l'attrait de l'autoritarisme – et encore moins les centristes, qui semblent préférer un gouvernement fort et efficace à une politique démocratique désordonnée.

Dans le monde en développement, les hommes forts ont trouvé un soutien au centre : du Brésil et de l'Argentine à Singapour et l'Indonésie, les modérés de la classe moyenne ont encouragé les transitions autoritaires pour obtenir la stabilité et assurer la croissance. La même chose pourrait-elle se produire dans les démocraties établies comme celles de la Grande-Bretagne, de la France et des États-Unis ?

En complément. Vous avez dit les pires ennemis de la démocratie.

- "Destination Eurovision": le plateau investi en direct par des opposants à la tenue de l'émission en Israël - Le HuffPost 20 janvier 2019

Boycott de l'Etat sioniste !

[L'importation d'esclaves est "une opportunité et non une charge"](#)

Étude sur l'impact économique des migrants en Europe : "Les flux migratoires sont une opportunité et non une charge" - franceinfo 19.01

LVOG - Une opportunité pour qui ? Une charge pour qui ? Une opportunité pour les exploiters, une charge pour les exploités.

Selon une étude du CNRS, les migrants ne sont pas une charge économique pour l'Europe. L'augmentation du flux de migrants permanent produit même des effets positifs. C'est ce que démontre Ekrame Boubtane, économiste, maître de conférence à l'Université Clermont Auvergne, co-auteur de l'étude sur l'impact positif de la migration sur l'économie européenne.

Les flux migratoires sont une source de main d'oeuvre flexible et mobile. (Ce que rejette à raison les travailleurs en France. - LVOG) L'Allemagne comme la France ont toujours eu un discours plutôt rationnel et un peu dépassionné de la question migratoire. Je pense à une initiative intéressante en Bretagne où le secteur agroalimentaire avait des difficultés pour pourvoir une centaine de postes. Le pôle emploi local n'a pas trouvé les travailleurs compétents pour ces tâches-là. Le Conseil régional Bretagne et Pôle Emploi ont donc investi dans la formation de migrants, principalement des Afghans qui venaient d'avoir la protection de l'Ofpra [Office français de protection des réfugiés et apatrides]. Ils les ont formés, et notamment à la maîtrise de la langue, pour pourvoir ces postes.

LVOG - Ce qu'on raconte ici, c'est que des négriers des temps modernes préféraient produire moins plutôt que de proposer des salaires et des conditions de travail décentes, parce qu'automatiquement c'est l'ensemble de l'échelle des salaires qu'ils auraient dû revoir à la hausse, s'ils avaient dû rémunérer davantage des emplois non qualifiés, de la même manière qu'Amazon préfère détruire trois millions de produits invendus...

Ils utilisent bien l'immigration illégale qu'ils ont encouragée uniquement à des fins mercantiles.

franceinfo - Les flux migratoires peuvent donc être une chance pour les économies européennes ?

C'est ce que démontrent tous les travaux de recherches scientifiques.

LVOG - Quelle chance, quelle aubaine pour les capitalistes ou les patrons !

On oublie souvent que les migrants - en proportion de la population - permettent de réduire les dépenses de retraite donc ils permettent de les financer. Généralement on se focalise sur les dépenses et on ne regarde pas ce qui se passe du côté des recettes, alors que du côté des recettes on établit clairement que les migrants contribuent aussi aux recettes des administrations publiques et donc, finalement, on a une implication des flux migratoires sur le solde budgétaire des administrations publiques qui est positif et clairement identifié dans les données. franceinfo 19.01

Ils osent tout ou ils font preuve d'un cynisme sans borne. Ce qu'ils ne disent pas, c'est que même les chômeurs cotisent aux caisses de retraite quand ils perçoivent des allocations chômage, de plus ces migrants qui disposent d'un emploi déclaré payé au smic représentent moins de 1% des cotisants, à côté la fraude fiscale des nantis se chiffre chaque année entre 80 et 100 milliards d'euros, mais là comme dirait Macron à propos de l'ISF notamment, c'est "une opportunité et non une charge" car c'est pour conserver des emplois destinés aux esclaves des temps modernes.

Ce qui décidément ne passe pas et ne passera jamais.

Parmi les exclus ou les démunis "*il y en a qui déconnent*", des propos qui font écho à des déclarations antérieures sur le «*pognon de dingue*» des minima sociaux, les chômeurs auxquels il suffit de «*traverser la rue*» pour trouver du travail, ou encore les gens qui «*ne sont rien*».

- 30 000 euros par mois : Jacques Toubon «ne comprend pas que ça choque» - LeParisien.fr 17 janvier 2019

« Je touche un salaire qui est fixé dans le budget, qui a été fixé en 2011 (...) et d'autres parts depuis 2006 je touche une pension de fonctionnaire, de parlementaire et une pension de conseiller de Paris pendant 25 ans. Je ne comprends pas que ça choque, car ce que je fais c'est un travail à temps plein, rémunéré conformément aux règles », a déclaré Jacques Toubon. LeParisien.fr 17 janvier 2019

Acte X du samedi 19 janvier 2019

- Vers un "acte X" des gilets jaunes aux couleurs des victimes du mouvement? - Le HuffPost 18 janvier 2019

Seront-ils un million à Paris? Sans doute pas, mais leurs initiatives pourraient bien faire parler. Lancé il y a quelques heures sur Facebook, là où est née et perdue la fronde, un événement consacré à l'Acte X des gilets jaunes prévoit de rendre hommage en largeur aux victimes de la mobilisation, qu'elles aient été blessées par des forces de l'ordre où tuées dans un accident de la route consécutif à une action du mouvement.

Pour cela, les organisateurs de la manifestation demandent à ceux qui entendent y participer d'amener des bougies, photos et autres fleurs pour afficher leur soutien aux familles de "ceux qui se sont sacrifiés et ont perdu la vie pour [leur] cause".

Seulement, comme toujours lorsqu'il s'agit de prévoir une journée de mobilisation, les gilets jaunes seront en ordre dispersé ce samedi 19 janvier.

Au total, une petite dizaine d'"événements" Facebook créés spécialement pour l'occasion recueillent au moins 1000 personnes "intéressées" chacun. Si les mots d'ordre et les lieux de rassemblement divergent, beaucoup s'accordent au moins pour regagner la capitale en ce dixième samedi de mobilisation, sorte de journée anniversaire du mouvement. Un rassemblement baptisé "De retour à Paris!" est d'ailleurs particulièrement populaire au sein de ces communautés virtuelles.

Mais au jeu du "likomètre", c'est l'initiative de la page "Mai 68 - Novembre 2018" baptisée "Acte 10 Les Gilets Jaunes Triompheront" qui remporte le plus de succès sur les réseaux sociaux. 27.000 personnes ont déjà manifesté leur intérêt tandis que près de 4000 personnes ont prévu de descendre dans les rues. Pas question toutefois d'en dire plus sur l'organisation de la journée. La description de l'événement est un condensé des principales revendications des contestataires. À savoir: le RIC, le retour de l'ISF, le Smic à 1300 euros net ou encore, inévitablement, la démission d'Emmanuel Macron.

Une autre page baptisée "Acte 10: Fini l'échauffement" connaît également son petit succès auprès des gilets jaunes. Dans la description de l'événement, l'organisateur n'hésite pas à avancer que cette journée de mobilisation signera "la fin de

ce gouvernement".

Aucun de ces événements ne mentionnent un quelconque hommage aux citoyens morts ou blessés durant ces derniers mois. Une petite désunion qui pourrait avoir raison de l'effet de foule voulu par les organisateurs de l'action baptisée "le million à Paris". Si jamais un tel scénario se produit, les protestataires pourront compter sur le 26 janvier prochain pour saluer la mémoire de leurs compagnons. Une "Marche Blanche pour les blessés et disparus Gilets Jaunes" devrait parcourir les rues de Paris. Le HuffPost 18 janvier 2019

Ils osent tout. "**Malgré les efforts de l'exécutif**"... pour enfumer et réprimer les travailleurs mobilisés, mais ce ne prend plus.

- Mobilisation stable des "gilets jaunes" : "C'est le statut quo, malgré les efforts de l'exécutif" - Franceinfo 19.01

"C'est assez statique en termes de mobilisation et de soutien", analyse le politologue Jérôme Sainte-Marie, après une nouvelle mobilisation des "gilets jaunes" partout en France samedi. Franceinfo 19.01

Le monarque et sa cour se sont adressés à leurs sujets, et malgré tout ils ne veulent rien entendre, c'est désolant ! On comprend, on comprend votre angoisse, pourvu qu'elle se transforme en cauchemar.

Ils peinent à contenir leur désarroi.

- Les "gilets jaunes" restent mobilisés après le lancement du débat national - AFP 20 janvier 2019

Les "gilets jaunes" sont restés mobilisés samedi partout en France après le lancement par Emmanuel Macron d'un débat national censé canaliser deux mois de colère sociale, lors d'une dixième journée d'action marquée par une participation record à Toulouse et des heurts dans plusieurs villes.

Le ministère de l'Intérieur a recensé 84.000 manifestants en France, comme samedi dernier. Ce chiffre est chaque semaine contesté par les manifestants et certains ont mis en place leur propre système de comptage baptisé "le nombre jaune", au résultat plus élevé.

A Lille, Pierre, retraité, résumait: "Ce qui est proposé n'est pas acceptable pour l'instant, le gouvernement semble ne pas comprendre ce que demandent les "gilets jaunes", c'est surprenant... Il noie le poisson avec des concertations, mais on n'y croit absolument pas". La mobilisation a atteint un record à Toulouse, avec 10.000 manifestants selon la préfecture, loin devant la capitale (7.000) et Bordeaux (4.000), selon les autorités.

A Bordeaux, des heurts ont éclaté dans le centre-ville à la tombée de la nuit, une ville où 200 "individus radicaux" ont été recensés, selon une source policière.

Des journalistes de l'AFP ont vu de très jeunes hommes casqués, masqués, en tenue de camouflage, utiliser disques et marteaux pour déterrer et transporter des pavés, se relayant pour les amener face aux forces de l'ordre, qui ont fait usage de gaz lacrymogènes et de canons à eau. La gendarmerie a déployé ses blindés à roues et les manifestants commençaient à se disperser vers 18H30.

Ailleurs, les manifestations ont parfois été émaillées d'échauffourées ou ont dégénéré lors de leur dispersion comme à Nancy, Angers, Toulon ou Rennes.

A Toulon, des affrontements ont ainsi éclaté aux abords du stade Mayol, où le RC Toulon affrontait les Écossais d'Edimbourg en coupe d'Europe de rugby. Quatre personnes ont été interpellées et un manifestant blessé à l'œil par un lanceur de balles de défense.

A Angers, où des barricades ont été érigées, la préfecture a fait état d'une tentative d'incendie contre la Banque de France et des dégradations sur le chantier du tramway.

Pour la première fois depuis le début du mouvement social, la manifestation parisienne s'est, elle, déroulée sans débordements et avec un parcours pré-établi.

Les slogans "Macron démission" ou "Tes hauts et débats, on n'en veut pas, Macron dégage" ont donné le ton, affichant le scepticisme général vis à vis du grand débat national lancé cette semaine par le chef de l'Etat.

"Je veux juste plus de démocratie", "Macron, ton compte est bon", "RIC!" ont répondu les pancartes dans les rues.

Dans la capitale comme en région, la colère était toujours intacte face à la violence policière, dénoncée ses derniers jours, et à l'injustice sociale. Depuis le début du mouvement le 17 novembre, plus de 1.800 "gilets jaunes" ont été blessés, selon une source policière samedi soir.

"Stop aux massacres" affichait une pancarte à Dijon ; "Castaner le boucher, France mutilée", a crié la foule à Toulouse, visant le ministre de l'Intérieur qui a défendu vendredi l'utilisation par les forces de l'ordre du lanceur de balles de défense controversé LBD.

"Bienvenue en lacrymocratie", pouvait-on lire à Tours. A Dijon, une cinquantaine de "gilets jaunes" ont brièvement pénétré dans le périmètre de la prison pour demander la "libération de leurs camarades" arrêtés lors de précédentes mobilisations.

En fin de journée, Christophe Castaner a salué dans un tweet "l'action des forces de l'ordre à nouveau mobilisées partout en France" et a condamné "sans réserve des dégradations commises à Rennes, Bordeaux, Toulouse... et des violences à nouveau perpétrées contre des journalistes".

Plusieurs dizaines de personnes ont été interpellées en France, selon les préfectures: 42 à Paris (dont 36 gardes à vue selon le parquet à l'AFP), 49 à Bordeaux, 24 à Toulouse où les façades de l'hôtel de ville ont été taguées et des vitrines d'agences bancaires détériorées.

La mobilisation doit se poursuivre dimanche dans plusieurs villes. Des femmes "gilets jaunes" appellent à une manifestation à Paris, inspiré par l'événement pacifique qu'elles avaient déjà organisé le 6 janvier. AFP 20 janvier 2019

A Toulouse, le "ras le bol" a nourri une mobilisation record - AFP 20 janvier 2019

"Pourquoi on est de plus en plus nombreux ? Parce qu'on en a ras le bol": pour Brown, 32 ans, le record de mobilisation des "gilets jaunes" battu samedi à Toulouse, avec un pic d'au moins 10.000 manifestants, n'a rien d'étonnant, car "le peuple se réveille".

"On en a plein le cul, ras le bol des taxes", martèle ce Toulousain qui a inscrit sur le dos de son gilet jaune une phrase du rappeur engagé Kery James: "Le peuple se réveille, vous allez prendre cher".

"On demande à vivre, avoir de quoi acheter à manger du 1er au 30 du mois", autant de revendications restées pour lui et le groupe qui l'accompagne en suspens, alors que le gouvernement cherche une sortie de crise via le grand débat lancé cette semaine.

Replié près de la Garonne, échappant ainsi au nuage de gaz lacrymogènes planant sur le centre historique après des affrontements entre manifestants et forces de l'ordre, Alexandre est aussi là pour le "peuple", pour qu'il "retrouve le pouvoir".

"A Toulouse, plus ça va, plus il y a de monde parce qu'on se motive les uns les autres pour obtenir la démission de Macron et du gouvernement", affirme ce trentenaire, casque de scooter sur la tête "pour ne pas être défiguré" par les tirs de grenades des forces de l'ordre.

- "Prête à recommencer" -

Avant que la manifestation ne dégénère en heurts et actes de vandalisme, notamment contre deux banques, faisant rapidement fuir une partie de la foule, les violences policières ont alimenté nombre de slogans: "Castaner le boucher, France mutilée", ou "Police partout, justice nulle part".

Une trentaine de manifestants se sont aussi allongés sur la place centrale du Capitole, au son d'une chanson appelant à la non-violence, tandis que d'autres se sont interposés à plusieurs reprises pour éloigner des casseurs, chiffrés à quelque 500 par la préfecture.

Pour le rendez-vous, les "gilets jaunes" avaient appelé à un grand rassemblement régional, selon le maire LR de Toulouse Jean-Luc Moudenc, qui avait une nouvelle fois demandé "un renforcement des effectifs des forces de l'ordre". Un renforcement pour faire face à des manifestations devenues à ses yeux "le prétexte à des dégradations et à un mouvement extrêmement inquiétant dont le but est de renverser la République et de bousculer le système économique et social".

Sur les réseaux sociaux, des appels avaient circulé pour un afflux battant en nombre les précédentes manifestations. Outre la CGT, le parti communiste a aussi grossi les rangs des manifestants, selon sa fédération départementale.

Mais pour Laetitia, lunettes de plongée remontées sur le front, l'enjeu était ailleurs. Avec "trois personnes à charge" pour un salaire de 1.400 euros net, elle est venue "pour montrer que ça ne suffit pas qu'ils annoncent le grand débat".

"Moi j'ai fait huit manif et je suis prête à recommencer tant que je n'aurai pas de quoi nourrir mes enfants", dit cette Toulousaine employée dans la restauration.

Sur leur page Facebook, des "gilets jaunes" toulousains appelaient déjà samedi soir à un acte 11, la semaine prochaine.

"La douleur, la pauvreté, la misère, étaient là, elles explosent et ça tombe sur Macron. A lui de prouver que ce débat, c'est chiche", analyse Stéphane, 33 ans, qui travaille dans l'aéronautique.

S'il en est à sa "quatrième manif, pour montrer sa solidarité avec ce mouvement", il entend, lui, participer au grand débat.

Mais il redoute "qu'il ne dure trop longtemps" et "se méfie un peu" de nouvelles revendications "ressemblant à s'y méprendre, parfois, au programme des extrêmes de droite ou de gauche".

"On dirait que c'est un chaos cette situation, comme un mur qui s'effondre, peut-être faut-il attendre qu'il s'effondre totalement pour reconstruire quelque chose", s'interroge-t-il. AFP 20 janvier 2019

- Gilets jaunes : à Bordeaux, une mobilisation toujours à vif - Liberation.fr 20 janvier 2019

Commencée dans le calme, la manifestation s'est tendue aux abords de l'hôtel de ville, avant d'être dispersée par les CRS dans des nuages de gaz lacrymogènes.

A sa hampe, ce chauffeur routier a accroché une large pancarte. On peut y lire «Olivier, marié, 3 enfants et pompier volontaire». Le nom de la victime du tir de LBD et de la grenade assourdissante est inscrit sur de nombreux panneaux. «Lorsque Castaner nous dit qu'il n'y a pas de violence policière, excusez-moi, mais ça me fait bien rire», affirme Daniel. Les déclarations du ministre de l'Intérieur résonnent encore dans les têtes de nombreuses personnes croisées. Sur le chemin, on retrouve de nombreux slogans et affiches contre la BAC, la brigade anticriminalité, soupçonnée d'être responsable du tir de LBD contre le pompier volontaire lors du rassemblement du 12 janvier.

Malgré la pluie, le nombre des gilets jaunes ne cesse de grossir. Arrivé place Pey-Berland, le défilé s'arrête. Le gros de la foule reste bloqué dans une rue. Masqués et cagoulés, de nombreux Black Blocs sortent alors des rangs et se dirigent vers la mairie, gardée par les CRS. Organisés et mobiles, les petits groupes allument des feux de poubelles, tandis que d'autres s'attaquent aux palissades de chantier qui protègent la tour Pey-Berland.

Quelques gilets jaunes sont montés sur le toit de l'entrée du parking souterrain et guettent l'avancée des CRS. «On est complètement pris en étau», constate désespéré un retraité venu de Dax. Malgré la cohue, Hélène, militante à Lutte ouvrière continue de distribuer ses tracts. Imperturbable. «On viendra tous les week-ends, jusqu'à ce que Macron daigne nous entendre, soutient-elle. On s'appelle "Lutte ouvrière", pas "causerie ouvrière". Alors il va falloir se battre.» Plusieurs fronts se forment, l'un près de la mairie, l'autre dans les rues piétonnes du centre : jets de pavés contre LBD, les affrontements de la fin d'après-midi sont violents.

Dans un déluge de grenades lacrymogènes, la place Pey-Berland qui comprenait plusieurs milliers de personnes se vide très rapidement. Face aux canons à eau, le cortège est forcé de reculer. Sous les applaudissements, Philippe Poutou s'éloigne des échauffourées. Il rejoint un petit groupe d'ouvriers de l'usine Ford de Blanquefort. Un des leurs tient dans sa main une balle de LBD. «Les gaz lacrymos ça va encore, c'est quand ils tirent au "Flash-Ball" que ça devient dangereux», déclare l'ouvrier syndicaliste et ancien candidat à la présidentielle. Sur la place, les CRS procèdent à des interpellations sous les lazzis des gilets jaunes obligés de fuir. Ce samedi, 49 personnes ont été interpellées par les forces de l'ordre.

Alors que la nuit tombe, le gros de la manifestation s'est dispersé. Cours Pasteur et cours Victor-Hugo, des feux sporadiques sont allumés. Devant les voies du tramway, des casseurs, armés de marteaux et de pieds de biche, s'en prennent aux vitrines des banques non protégées. Face à cela, de nombreux gilets jaunes aident les garçons de café à ranger leur terrasse pendant que les commerçants se dépêchent de baisser leur rideau de fer. Les petits groupes restants se dirigent vers la place de la Bourse. Une centaine de gilets jaunes et de jeunes se rassemblent sur le miroir d'eau, là où la journée avait commencé. De leur enceinte portative jaillit la voix de Bob Marley : «Get up stand up, stand up for your rights», reprennent en chœur les manifestants. Liberation.fr 20 janvier 2019

- A Nantes, gilets jaunes et antifas défilent côte à côte - Liberation.fr 19 janvier 2019

A Nantes, les gilets jaunes qui n'ont pu rejoindre la manifestation régionale du mouvement à Angers (Maine-et-Loire) ont été contraints de faire cause commune avec une manifestation d'antifas mobilisés contre un spectacle de Dieudonné. Un mélange hétéroclite de plusieurs centaines de personnes s'est ainsi élancé vers 13h45 de la place du Bouffay, une place piétonne de l'hypercentre de Nantes : à 13h54, résonne le premier «Macron démission», et à 14h07 le premier «La police mutile, la police assassine», quand le cortège passe devant son premier cordon de forces de l'ordre.

«Nous on n'a rien à voir avec eux, on les trouve très intolérants», peste Gilbert, un fonctionnaire de 56 ans, qui se tient bien à distance des antifas. L'un d'eux a ainsi demandé à sa collègue Dalila, 52 ans, de plier son drapeau tricolore et son bonnet phrygien. Elle les a finalement gardés, tout au long du parcours. «C'est trop connoté... Ça peut être mal interprété», explique Stéphane, 50 ans, dont le fils est en tête du cortège des antifas.

Un «hyper-émotif», «comme beaucoup de manifestants», surtout depuis qu'il a fait son stage chez ATD Quart-Monde. «Il a vu la misère des gens, la réalité des gens... Ça m'a beaucoup secoué», explique son père. Ce quinquagénaire des Herbiers (Vendée), lui, veut démissionner de l'hôpital où il travaille comme aide-soignant de nuit depuis quinze ans. «Dégoûté» par le manque de moyens du système hospitalier, il réfléchit à se lancer «dans la permaculture». Mais il redoute de «ne pas avoir les moyens» de mener son idée à terme : la pension alimentaire qu'il verse à son ex-femme, pour leurs trois enfants, lui coûte cher.

Dalila, elle, n'a «pas capté tout de suite» le problème posé aux antifas par son drapeau et son bonnet rouge : elle y voit d'abord «un symbole de liberté». La fonctionnaire est ainsi venue militer «pour le RIC» et «pour qu'ils nous enlèvent toutes ces maudites taxes de partout». Même si elle n'est pas imposable, en raison de son salaire à 1 400 euros, cette mère de famille veut donc «défendre (son) pognon mais aussi les gens qui sont dans la galère».

La manifestation, qui s'était jusqu'alors déroulée plutôt tranquillement, a finalement dégénéré en fin de journée. Après un premier tour du centre-ville, le cortège avait dû rebrousser chemin au niveau de la préfecture après de premiers tirs de gaz lacrymogènes. Un manifestant a été «blessé à la tête par un tir de lacrymo alors que la situation était calme», a ainsi rapporté sur Twitter le photographe Jérémie Lusseau, image à l'appui. Selon la préfecture de Loire-Atlantique, la mobilisation a attiré entre 800 et 900 personnes et huit manifestants y ont été interpellés. Liberation.fr 19 janvier 2019

Exercice de démagogie. La haine du peuple par les élites. Des cyniques et des profiteurs du système dans chaque "camp"?

- La défiance envers les élites exige une défiance réciproque envers le peuple - Le HuffPost 17 janvier 2019

Vincent Lamkin, président d'Opinion Valley, co-fondateur du cabinet Confluence.

S'il faut soumettre les élites à la critique, ne le faisons pas à partir d'une contestation populaire idéalisée qui serait la référence du vrai et du bien.

Le dernier baromètre du Cevipof, réalisé par l'institut OpinionWay, révèle ce qui ne sera une surprise pour personne: la défiance envers les élites se durcit dans l'opinion publique française. Comprenons: l'exécutif politique, les parlementaires, les médias, les syndicats, les partis politiques, les dirigeants des grandes entreprises...

Mais s'il faut soumettre les élites à la critique, ne le faisons pas à partir d'une contestation populaire idéalisée ou d'un peuple magnifié qui serait la référence du vrai et du bien, sauf à tomber dans le pire des populismes.

Y-a-t-il plus d'intégrité ici ou là? Ne trouve-t-on pas, certes à des échelles différentes, des cyniques et des profiteurs du système dans chaque "camp"? Le HuffPost 17 janvier 2019

"Dans chaque "camp", c'est à ce genre d'arguments qu'on reconnaît les idéologues de l'extrême-centrisme. L'amalgame peuple et élites, mouvement ouvrier et médias, les institutions de la Ve République ou encore les "dirigeants des grandes entreprises", rouge-brun, etc.

A quoi doit servir le "grand débat national" ? A "tourner la page de deux mois de crise".

- "Macron (...) mise sur la grande concertation nationale qui se terminera le 15 mars pour tourner la page de deux mois de crise"
- Reuters 19.01

- Grand débat : Macron, le long chemin de la reconquête - LeParisien.fr

Mais encore ?

- Macron prévient qu'il ne répondra pas à toutes les demandes - Reuters

- Pour le maire (LR) de Toulouse, la poursuite des manifestations de "gilets jaunes" est un "réflexe anti-démocratique" - AFP

Quand il n'est plus possible de gouverner comme avant, c'est le signe que la crise politique va prendre une tournure révolutionnaire ou totalitaire.

- Débats versus Gilets jaunes - LeParisien.fr 19.01

"Ce débat doit avoir pour vocation de recréer par la délibération cette part de consensus dont nous avons besoin"

Il a estimé qu'il n'était plus possible pour le monde politique de "décider comme avant, sans aller chercher de la délibération et de consensus". LeParisien.fr 19.01

Pour le moment l'issue est incertaine, reste à savoir si la majorité des masses vont rallier les couches du prolétariat et des classes moyennes qui ont commencé à se soulever, et si elles vont trouver la voie de l'organisation pour se fixer comme objectif d'abattre la Ve République pour s'emparer du pouvoir politique...

Le roi et sa cour débattent entre eux.

Quelque 360 débats, à partir de samedi, sont actuellement référencés sur la plateforme, a précisé M. Lecornu: 40% organisés par des élus locaux, des collectivités territoriales, 40% par des citoyens et 20% par des associations. AFP 19 janvier 2019

Applaudi debout à l'issue d'un nouveau débat-marathon de plus de six heures, Emmanuel Macron n'a toutefois pas convaincu tout le monde à Souillac, où il a rencontré ce vendredi 600 maires d'Occitanie. Maire France insoumise de la commune de Grabels dans l'Hérault, René Revol avait fait le déplacement dans le Lot afin d'interpeller le chef de l'État sur la situation sociale du pays et relayer les revendications des gilets jaunes.

Maire France insoumise de la commune de Grabels dans l'Hérault, René Revol avait fait le déplacement à Souillac dans le Lot afin d'interpeller le chef de l'État sur la situation sociale du pays et relayer les revendications des gilets jaunes.

"À quoi a-t-on assisté? À un soi-disant débat. Le président Macron a eu l'audace de dire que c'était un débat sans filtre. Or il n'y a eu que des filtres", a déploré l'élu dans une vidéo mise en ligne sur un blog.

"Aucun citoyen présent, des barrages à plus de 10 kilomètres, des contrôles d'identité dans tous les sens... [...] Qui présidait le débat? Un ministre [Sébastien Lecornu, NDLR]. [...] Qui choisissait les intervenants par département? Les préfets du département. Vous imaginez un débat présidé par un ministre avec les préfets qui choisissent ceux qui doivent intervenir?", a détaillé René Revol, accablant, à quelques exceptions près, des maires "cireurs de pompes" n'ayant pas fait remonter les demandes des gilets jaunes et du peuple. Le HuffPost 19.01

Christian Venries, maire de Saint-Cirgues et président de l'association des maires ruraux du Lot a commencé son intervention en plaisantant sur le fait qu'il venait de Saint-Cirgues et pas de Saint-Cyr, Christian Venriues a annoncé la couleur: "Je ne suis pas titulaire d'un master option langue de bois et je n'ai pas l'intention de le passer". Avant de prononcer un sévère réquisitoire contre le président et ses prédécesseurs.

Ce grand débat, est-ce "une opération de com', une mascarade, de l'enfumage?", s'est-il interrogé, en fustigeant les "lois complètement déconnectées", qui sont "pondues dans les bureaux parisiens".

"J'espère que vous n'êtes pas dans la posture du 'dites-moi de quoi vous avez besoin, je vous expliquerai comment vous en passer'". "Il faut arrêter de jeter en pâture les plus faibles", a-t-il notamment lancé au chef de l'Etat, qui prenait des notes, assis au premier rang.

Pendant 13 minutes, Christian Venries a vivement critiqué les postures d'Emmanuel Macron, lui reprochant aussi certaines de ses expressions qui ont fait polémique, comme celle sur les "fainéants". Le HuffPost 19.01

Cela ne dépasse pas le niveau de l'indignation qui ne coûte rien noyé dans une nuée d'interventions de courtisans.

"Il fallait trouver une cinquantaine de maires en 24 heures", déplore auprès du Midi Libre l'association des maires de l'Hérault qui dit n'en avoir trouvé qu'une vingtaine. Idem dans le Gard, ajoute le quotidien local. Le HuffPost 18 janvier 2019

Messieurs René Revol et Christian Venries ont été invités pour garnir la salle..

Etat de siège.

- Macron à Souillac pour la suite du grand débat, une visite sous tension - Le HuffPost 18 janvier 2019

Manifestations interdites, centre bouclé, marché annulé... La localité de Souillac (Lot) est placée sous haute surveillance ce vendredi 18 janvier pour accueillir Emmanuel Macron venu rencontrer 600 maires d'Occitanie dans le cadre du débat national lancé par l'exécutif. Ce bourg de 3750 habitants en plein cœur du Quercy doit se réveiller sous un dispositif important de sécurité, "à l'échelle d'un déplacement présidentiel" a indiqué la préfecture du Lot.

Pour entrer dans la ville, les habitants doivent présenter aux forces de l'ordre carte d'identité et justificatif de domicile et, pour les commerçants, leur affiliation au registre du commerce.

Un arrêté préfectoral interdit "toute manifestation, notamment dans le cadre du mouvement dit des gilets jaunes", de 8 heures à 23 heures. En l'absence dans l'immédiat d'appels à la mobilisation de ce mouvement, la CGT avec des associations, dont ATTAC, ou des partis politiques - France Insoumise, Parti de Gauche, PC - a fixé un rendez-vous en fin de matinée au lieu-dit "Les cuisines", proche de Souillac. "Notre objectif: pouvoir manifester et faire part de nos revendications", portant sur "un revenu minimum décent, le développement des services publics en milieu rural, une fiscalité plus juste", a indiqué à l'AFP Jérôme Delmas, secrétaire départemental de la CGT du Lot.

Dans la matinée, une cinquantaine de "Gilets jaunes" ont réussi à pénétrer dans la ville mais ont été repoussés par les forces de l'ordre qui ont procédé à au moins une interpellation après quelques heurts. Les manifestants ont été cantonnés sur une petite place du centre-ville.

Des manifestants venus de l'Aveyron ont déroulé la banderole "Manu arrête tes macroneries, tu ne vas pas réussir à nous endormir avec ton Grand débat" tout en scandant "Macron démission" et en chantant La Marseillaise.

Le matin, des heurts ont opposé les manifestants aux forces de l'ordre, qui les ont repoussés, parfois à coups de matraque, et procédé à deux interpellations, ont constaté des journalistes de l'AFP. Le HuffPost 18 janvier et Reuters 19.01

Circulez, il n'y a rien à voir:

- Des gilets jaunes ont forcé l'entrée d'un débat avec le patron de LREM - Le HuffPost 19 janvier 2019

Ce vendredi 19 janvier, le délégué général de La République En Marche (LREM) Stanislas Guérini participait à son premier grand débat à Besançon. Un rendez-vous qui a failli mal tourner lorsqu'une cinquantaine de gilets jaunes ont forcé l'entrée de la salle avant de s'en prendre vertement au patron du parti présidentiel.

Alors que le lieu s'était rapidement rempli, empêchant de faire entrer plus de participants, les gilets jaunes affirmaient avoir été interdits de réunion, les organisateurs prétextant que les contestataires avaient refusé la fouille de leurs sacs, selon les témoignages recueillis par France-Bleu Besançon.

Finalement, les gilets jaunes ont choisi de passer en force, avant d'adresser leurs reproches au patron de LREM dans un climat de tension. "Il y a une colère et vous n'ouvrez même pas la porte à la classe ouvrière, aux gens qui se battent et qui travaillent tous les jours!", a crié au micro l'un des contestataires sous les applaudissements de ses camarades. Le HuffPost 19 janvier 2019

Ils n'ont pas compris que c'était la réaction qui était conviée à ce "grand débat" en présence du délégué général de LREM... Qu'avaient-ils à se dire ? Rien.

Les "gilets jaunes" s'organisent sur le long terme.

- Une application "gilets jaunes" disponible - Le HuffPost 19 janvier 2019

Le mouvement des gilets jaunes investit encore un peu plus le champ numérique. Vendredi 18 janvier, Priscillia Ludosky, l'une des figures de cette révolte née sur les réseaux sociaux, a annoncé sur la page Facebook "La France En Colère" (source de tensions avec Éric Drouet) le lancement d'une application baptisée "GJ-France".

Une "surprise" disponible uniquement sur Android, en attendant que la version iOS sorte "sous peu", promet la militante. Cette initiative a par ailleurs ravi Maxime Nicolle, alias Fly Rider, qui a appelé les gilets jaunes à s'en emparer dans une courte vidéo.

"Cette application est conçue PAR des bénévoles gilets jaunes et POUR des gilets jaunes. Elle va devenir votre compagnon idéal lors de tous les rassemblements", promet la description de cette appli, qui est censée remplir plusieurs missions: le recensement des militants "actifs sur le terrain", le comptage des "soutiens" du mouvement ainsi qu'un suivi des chiffres de la mobilisation.

À en croire ses concepteurs, ce n'est qu'un début. Dans ses "fonctionnalités à venir", l'application promet la mise en place d'outils permettant aux gilets jaunes de trouver des solutions d'hébergement et de covoiturage les jours de manifestations, ainsi que des "solutions en cas d'urgence sur un événement". Autre promesse, la création d'un cahier de doléances "avec un système de vote". Le HuffPost19 janvier 2019

"Il est temps que le peuple se constitue lui-même en adoptant une nouvelle Constitution".

- Mélenchon veut poursuivre la fronde des «gilets jaunes» - Le Figaro 18.01

Lors de ses vœux à Marseille, le leader des Insoumis s'en est pris directement à Emmanuel Macron et à son grand débat.

«Ceux qui écoutent Macron depuis deux heures peuvent s'interrompre s'ils veulent entendre une autre musique. Nous voyons 600 personnes, nos élus locaux, des braves gens, en écharpe. Au milieu, un type qui répond aux questions. Et tout autour, 1200 policiers. Je récusé le fondamental de ce qu'a dit le président de la République. Il ne changerait pas de cap? C'est le problème! Ça ne sert à rien de bavarder si c'est pour ne rien changer.»

Le leader des Insoumis passe ensuite à la fronde des «gilets jaunes»: «Vous aviez cru effacer de la France le souvenir du Front Populaire, des jours heureux, de la Résistance, le souvenir de 1968 et de 1981. Mais voici qu'arrive le mouvement des "gilets jaunes". Je vous appelle, Insoumises et Insoumis, à être sur les ronds-points, à porter des "gilets jaunes", en respectant l'autonomie d'action du mouvement. Merci les "gilets jaunes"!» Avant d'élargir son propos à la défiance des électeurs vis-à-vis des politiques: «Si les gens veulent des référendums d'initiative citoyenne, c'est parce qu'ils n'ont plus confiance dans ceux qui gouvernent et qu'ils veulent prendre eux-mêmes les décisions. Il est temps que le peuple se constitue lui-même en adoptant une nouvelle Constitution.» Le Figaro 18.01

En complément.

Mélenchon - "Ce qui serait décisif, me semble-t-il, ce serait que les confédérations syndicales appellent aux mobilisations du samedi avec les gilets jaunes" Le HuffPost 18 janvier 2019

Pas certain. Personne n'a besoin de cet appel pour se mobiliser, pas un travailleur en France n'ignore la situation à présent. S'ils ne se mobilisent pas, il faut en chercher la cause ailleurs... Je ne vais pas me répéter pour la énième fois !

[Totalitarisme. La France est devenue un Etat policier.](#)

Macron où le ferment de la guerre civile.

- «On n'a jamais entendu Emmanuel Macron dire que les riches déconnent» - Libération 18.01

Florent Guéguen, directeur général d'une fédération qui regroupe les associations de lutte contre la pauvreté, déplore des propos qui montent les Français les uns contre les autres.

Quelle est votre réaction après cette déclaration du chef de l'Etat qui pointe les gens en difficulté «qui déconnent» ?

Les 8,8 millions de personnes touchées par la pauvreté dans notre pays, ce qui fait quand même 14 % de la population, se trouvent une nouvelle fois pointées du doigt. Au-delà de l'aspect blessant du propos, cette déclaration du président de la République traduit une vision politique – réaffirmée à plusieurs reprises – selon laquelle les pauvres seraient responsables de leur sort. En creux, il laisse entendre que les démunis se complaisent dans leur situation, ne font aucun effort pour s'en sortir. Comme si la pauvreté était un choix, une sinécure.

La déclaration du président de la République est totalement déconnectée de la vie quotidienne des personnes en difficulté. L'immense majorité d'entre elles se bougent pour s'en sortir et rament au jour le jour pour tenir le coup avec des ressources extrêmement limitées. Mais elles se heurtent à de nombreux obstacles : pénurie d'emplois disponibles, problèmes de formation et de qualification qui ne se résolvent pas en quelques semaines d'apprentissages. Sans compter les problèmes liés à la santé, à la mobilité ou à des configurations familiales complexes. Je rappelle aussi que le nombre d'emplois aidés dont l'objectif est de favoriser l'entrée dans l'emploi des personnes en difficulté a été considérablement réduit.

La déclaration de Gasny sème la discorde et la division. On monte les moins pauvres contre les très pauvres. Et les actifs contre les gens qui sont au chômage, en sachant que la plupart des chômeurs d'aujourd'hui travaillaient hier. Ils ont eu la malchance de perdre leur emploi, souvent parce qu'il y a eu un plan social dans leur entreprise ou parce que leur entreprise a carrément mis la clé sous la porte.

Les pauvres sont-ils irresponsables comme le laisse entendre sa déclaration ?

Quand on touche 550 euros de RSA, et qu'il faut vivre tout le mois avec cette somme modique, on développe une stratégie de survie qui amène à gérer son budget au plus juste. A l'euro près. Les dépenses ciblent à l'extrême l'indispensable : le logement et l'alimentation. Il n'y a aucune marge. Les responsables politiques qui vont déclarer sur les plateaux télé que les démunis gèrent mal leur argent méconnaissent totalement la vie quotidienne des pauvres et l'expertise qu'ils ont acquise pour vivre avec très peu. Ce dont nous serions bien incapables. Libération 18.01

- Face aux gilets jaunes, le pouvoir exécutif ne respecte pas l'Etat de droit - Le HuffPost 19.01

Sophia Salmeron-Albert, avocate au barreau d'Avignon

Je suis active au sein du mouvement des Gilets Jaunes depuis le début du mouvement et actuellement administratrice ce jour de "Gilets Jaunes of the World" sur Facebook.

Le jour de mon intervention à Avignon Nord, je venais de prendre mes congés de fin d'années (c'était mon premier jour).

Je me suis connectée sur Facebook et comme je suis adhérente sur "Gilets Jaunes Avignon Nord", j'ai vu le live où les gendarmes démontaient la cabane édifiée par les GJ sur un terrain privé.

J'ai immédiatement compris que l'ordre reçu par les gendarmes était manifestement illégal.

Me trouvant à 5 minutes du site, sans réfléchir, j'ai immédiatement pris mon véhicule pour m'y rendre afin de solliciter des forces de l'ordre, soit une plainte de Monsieur le Procureur (au cas où le propriétaire aurait porté plainte), soit un arrêté préfectoral ou communal ou tout au moins une mise en demeure indiquant les motifs de cette expulsion, afin que les GJ puissent contester cette décision par devant le Tribunal administratif de Nîmes le cas échéant.

Il y a de nombreuses situations identiques sur le territoire actuellement (Orange, et Drôme-Ardèche notamment) mais qui n'ont pas eu la chance d'avoir à faire à des gendarmes qui respectent la loi comme à Avignon Nord (car en définitive, eux ont respecté la loi après notre entretien, ce qui n'est pas le cas d'autres).

Nous sommes donc bien en présence de forces de l'ordre qui ne respectent pas le Droit où qui reçoivent des ordres manifestement illégaux et les gilets jaunes sont privés de leur possibilité de former tout recours (en l'absence de décisions non écrites et non notifiées) ou qui voient leur expulsion prendre effet alors même qu'ils ont formé un recours qui est suspensif.

En ma qualité d'avocat, il est évident que ces comportements expéditifs sont inacceptables et qu'on ne peut demander au peuple de respecter le droit (par exemple en déclarant leur manifestation) lorsque le pouvoir exécutif lui-même ne le respecte pas.

Je suis extrêmement inquiète car face à de tels événements et comportements, j'estime ne plus être dans un État de droit et en conséquence, les avocats ne peuvent assurer la défense de leurs clients dans ces conditions.

Il y a une multiplication des gardes à vue aboutissant à des comparutions immédiates, audiences auxquelles, très souvent, le Ministère public requiert la détention provisoire (dans le cas où l'affaire n'est pas immédiatement jugée) ou des peines d'emprisonnement fermes avec mandats de dépôt alors qu'il s'agit de primo-délinquants ayant une situation stable, pères ou mères de famille qui travaillent et qui ne représentent aucun danger pour la société pour des faits qui habituellement font l'objet d'une composition pénale ou CRPC.

S'agissant des violences policières, j'ai vu des vidéos où la riposte des forces de l'ordre n'était absolument pas proportionnée et pire encore, où elle n'était absolument ni justifiée ni nécessaire, renforçant ainsi le sentiment d'injustice et d'impunité à l'égard de certains et attisant malheureusement mais légitimement la colère des Français.

Alors oui, les Français s'interrogent à bon droit sur le sort d'Alexandre Benalla, sort qui est aux antipodes de celui réservé à certains manifestants interpellés et/ou inquiétés.

Enfin, lors de ma dernière audience correctionnelle et où dans ce type d'affaires il n'y a jamais de demande de détention de la part du Ministère public, j'avais simplement plaidé que "d'une magistrature debout, on était passé d'une magistrature à genoux".

Suite à cela, Monsieur le Procureur a interpellé mon Bâtonnier en exercice sur mes propos tenus à l'audience, alors même que la parole de l'avocat à l'audience est libre et qu'il ne lui est interdit ni de critiquer les réquisitions du Ministère public (c'est même sa qualité et rôle essentiels) ni les décisions rendues par les magistrats.

Cela en dit long et j'espère qu'à présent, il n'y aura pas une volonté de museler les avocats. Si c'est le cas, je quitterai bien entendu la profession! Le HuffPost 19.01

- Violences policières. Les armes du déni - Liberation.fr 18 janvier 2019

Malgré l'ampleur historique des blessures infligées par des armes dites «intermédiaires» contre des gilets jaunes, le gouvernement persiste à nier l'évidence. Du côté des forces de l'ordre, la multiplication des dérives commence à inquiéter. Liberation.fr 18 janvier 2019

- "Gilets jaunes": Castaner "sidéré" par les accusations de violences policières - AFP 18 janvier 2019

Le ministre de l'Intérieur, Christophe Castaner, s'est dit vendredi "sidéré" par les accusations de violences policières commises lors de manifestations de "gilets jaunes". AFP 18 janvier 2019

- Castaner défend le lanceur de balles de défense, sans lequel il y aurait "beaucoup plus de blessés"
- Franceinfo 18 janvier 2019

* Violences contres les gilets jaunes : « Toutes les chairs étaient brûlées, J'ai été amputé au niveau du poignet » - Libération 17 janvier 2019

Blessés par les forces de l'ordre, les manifestants témoignent de leurs séquelles.

- Antoine, 26 ans (Paris) : « J'avais les mains trempées de sang, je ne sentais plus une partie de mon visage »

« J'étais chez moi, tranquille. C'était le 8 décembre. J'habite près de la place de la République. Entre la marche pour le climat et les gilets jaunes, elle était blindée. J'ai voulu aller voir. Mais quand je suis sorti, la nuit était tombée, c'était plus du tout la même ambiance : ça chauffait un peu, des mecs étaient en train de casser un magasin de sport. Ça sentait la gazeuse partout. J'ai voulu rentrer. Il était un peu plus de 20 heures. En marchant boulevard Saint-Martin, j'ai entendu des bruits derrière moi. J'ai tourné la tête. D'un coup, j'ai reçu un impact. La balle de défense m'a tapé sec. C'était vraiment puissant. Je me suis retrouvé couché direct.

« Autour de moi, les gens répétaient : "Il a été touché, il a été touché." J'avais les mains trempées de sang, je ne sentais plus la partie gauche de mon visage, mais je me suis vite relevé. Un mec m'a aidé, il criait «médec, médecin». J'ai été transféré à l'hôpital Cochin. Sur le moment, j'ai pas trop réalisé. J'étais trop sonné, même si je ne voyais plus rien. Vers 1 heure, j'ai été opéré. Les médecins m'ont dit que mon œil avait été gravement touché. Puis, j'ai été opéré de nouveau pour une fracture du plancher orbital. On m'a fait comprendre que retrouver la vue allait être chaud. Un miracle. Ça m'a mis une claque.

« Je commence à m'habituer à vivre d'un œil. Je ne suis pas du genre à déprimer. Je vais me battre en justice, j'ai porté plainte. Le matin, il arrive que je me cache l'œil droit pour voir si ça revient. Quand je marche dans la rue aussi, je me sens différent. Je ne me sens plus comme les autres. On n'est pas prêt pour des trucs comme ça. »

- Frédéric Roy, 35 ans (Gironde) : « Toutes les chairs étaient brûlées, J'ai été amputé au niveau du poignet »

« Ça s'est passé le 1er décembre au pied de l'Arc de triomphe, à Paris. J'étais là pour la première fois, à vrai dire c'était même ma première manifestation. J'avais décidé de venir pour mes deux enfants, pour le monde qu'on leur laisse et aussi pour mes parents qui peinent à boucler leurs fins de mois. C'est d'ailleurs ce que j'avais écrit sur mon gilet jaune : "Pour mes enfants et pour mes parents." Je travaillais dans la logistique, parfois il m'arrivait de ne pas manger le midi. J'arrivais tout juste à payer mes factures.

« Ce 1er décembre, je voyais plein de gens se faire gazer autour de moi, des femmes qui tombaient au sol, même des personnes âgées. A un moment, une rondelle de gaz lacrymogène est arrivée dans ma direction, j'ai mis un coup de pied dedans. Et puis j'ai senti un choc violent sur mon visage, ça venait de la droite du camion de jet d'eau. Heureusement que je portais un masque de ski pour me protéger quand je vois dans quel état il est... Après l'impact, je suis tombé au sol et j'ai senti qu'on me tirait pour me mettre en sécurité. La balle de défense m'a enfoncé le coin de l'œil et cassé le nez. Aujourd'hui, je vois moins bien. Cela fait quatre mois que je suis au chômage, je me demande ce que je vais faire car c'est difficile de continuer dans la logistique sans pouvoir lire correctement les étiquettes.

« Ce n'est pas normal ce qui s'est passé, il y a beaucoup trop de blessés. Il y en a de plus graves que moi. Mais quand je me regarde dans un miroir, je ne vois plus la même personne, avec toutes ces cicatrices. »

- Franck, 44 ans (Meurthe-et-Moselle) : « La balle m'a enfoncé le coin de l'œil et cassé le nez »

«Je vis à 35 kilomètres de Bordeaux, où je suis lamaneur - j'amarre et largue les bateaux qui accostent au port. Chaque mois, je dépense 200 euros de carburant pour aller au travail. C'est comme ça que je suis devenu gilet jaune. Le 1er décembre, c'était la première grande mobilisation dans le coin. J'y suis allé avec un ami rencontré sur un rond-point. Tout juste arrivés place Pey-Berland, les forces de l'ordre ont commencé à gazer dans tous les sens. Il n'y avait pourtant aucune violence. Très vite, je suis tombé au sol. J'allais me relever quand j'ai vu cette grenade tomber à côté de moi. Mon premier réflexe a été de vouloir la repousser : j'avais peur qu'elle m'explose au visage. J'ai senti un énorme souffle. Quand j'ai vu ma main droite, j'ai compris... Toutes les chairs étaient brûlées, ça saignait à peine. On m'a fait un garrot, mis sous une couverture de survie. J'ai été amputé au niveau du poignet ; j'attends maintenant d'être appareillé. J'ai réussi à expliquer à mes enfants de 9 et 12 ans ce qui s'était passé.

«Aujourd'hui, ils me coupent ma viande, me disent : "Papa, je serai ta deuxième main." Les nuits aussi sont difficiles. J'ai des douleurs en permanence, c'est horrible pour trouver le sommeil. La morphine est le seul truc qui me calme. Tout a changé dans ma vie. Avant, j'étais vachement bricoleur... aujourd'hui, je suis devenu tributaire des autres pour le moindre geste . J'ai une perte de salaire conséquente : comment vivre avec 700 euros mensuels ? J'ai un crédit immobilier, deux enfants à nourrir. Je vais essayer de leur proposer des solutions, mais j'ai peur de perdre mon boulot. J'ai de la colère, je me sens désemparé - même si des gilets jaunes me soutiennent.» Libération 17 janvier 2019

- Gilets jaunes : le décompte des blessés graves - Libération 15 janvier 2019

- Après l'acte IX : 94 blessés graves parmi les gilets jaunes et les journalistes, dont 69 par des tirs de lanceur de balle de défense. Au moins quatorze victimes ont perdu un oeil. Libération 15 janvier 2019

- «Les violences policières masquent la violence du gouvernement» - Libération 15 janvier 2019

- Un collectif d'universitaires réclame la révision de la doctrine française du «maintien de l'ordre», l'arrêt de l'utilisation des lanceurs de balle-défense (LBD) et l'amnistie pour les Gilets jaunes condamnés. Libération 15 janvier 2019

- Gilets jaunes : les CRS ont bien reçu l'ordre de déployer des agents armés de fusils d'assaut HK G36 - RT 16 janvier 2019

Le Canard enchaîné confirme que l'ordre de porter des fusils d'assaut et de «prééquiper un binôme observateur tireur» en cas de besoin a bel et bien été donné aux commandants des CRS avant l'acte 9 des Gilets jaunes, le 12 janvier dernier.

L'édition du 16 janvier du Canard enchaîné lève le mystère sur la présence de ces armes létales entre les mains des policiers antiémeute. Il s'agit en réalité d'un ordre du ministère de l'Intérieur émis le 10 janvier à destination des commandants de CRS, leur demandant de déployer systématiquement «2 HK G36» lors d'«opérations de maintien de l'ordre».

Interrogé sur l'utilité d'un tel étalage de force par l'hebdomadaire, Philippe Klayman, le directeur central des CRS, a donné une explication pour le moins surprenante. Il s'agirait en effet d'éviter les vols de ces armes dans les véhicules de police par des émeutiers, comme cela s'est produit lors de l'acte 3 de la mobilisation.

Autre ordre transmis par le ministère de l'Intérieur à chaque commandant de CRS : celui de «prééquiper un binôme observateur tireur» (BOT), comprenant un tireur équipé d'un fusil à lunette et un observateur, en capacité de se déployer rapidement sur des «points hauts» en cas de besoin. Sur cet aspect, l'hebdomadaire évoque une raison antiterroriste pour expliquer la présence de ces «BOT» dans des manifestations. RT 16 janvier 2019

- Gilets jaunes: "Je n'ai jamais vu autant de blessés graves" - L'Express.fr 19 janvier 2019

Antoine et Frédéric ont chacun eu une main arrachée à Bordeaux. Jérôme, Fiorina, Patrick et Alexandre ont tous les quatre perdu un oeil. Quant à Florent et Geoffrey, ils sont désormais défigurés. Leur point commun, au-delà des sutures et des bandages : tous ont été blessés ces dernières semaines lors des manifestations des gilets jaunes. L'IGPN - la police des polices - a reçu 200 signalements sur sa plate-forme et a été saisie par la justice à 78 reprises.

Sur les réseaux sociaux, les vidéos de CRS en action se multiplient, tout comme les photos et témoignages de blessés. Aux premières loges de ce triste spectacle, les soignants, qui chaque week-end de manifestation pansent les plaies de dizaines de victimes. Les passages aux urgences s'intensifient régulièrement les samedis, jours de rassemblement de ce mouvement social inédit. Témoins d'une situation sans précédent, ils craignent, non pas d'être débordés, mais bien de devoir faire face à de plus en plus de cas graves.

Une centaine de blessés graves

Mi-décembre, Amnesty international alertait déjà contre un "usage excessif de la force lors des manifestations des gilets jaunes". Selon l'Intérieur, 1800 manifestants et 1000 membres des forces de l'ordre ont été blessés au cours des neuf premiers actes de la révolte populaire. Le ministère ne distingue pas les cas graves des autres car "il est impossible de qualifier la nature des blessures", assure-t-on à Beauvau.

Du côté des militants, une comptabilité non officielle est mise à jour. Sur sa page Twitter, le documentariste engagé David Dufresne relaie le signalement de plus de 300 blessés graves. Dans cet hospice 2.0, il répertorie mains arrachées, mâchoires brisées et yeux crevés. Sur les réseaux sociaux, des pontes de la médecine comme le Professeur Lantieri -spécialiste de la greffe de visage- dénoncent aussi cette vague de mutilation hors norme, toujours difficile à quantifier.

Selon le collectif "Désarmons-Les", les forces de l'ordre auraient grièvement blessé 98 personnes ces deux derniers mois. Un ordre de grandeur proche de ce que constatent, sur le terrain ou dans les hôpitaux, les services d'urgence amenés à soigner ces manifestants. Le résultat "n'est pas beau à voir"

"Certaines journées ont provoqué un nombre de passages aux urgences supérieur à la moyenne, en particulier à Paris, notamment lors de l'acte IV [le 8 décembre 2018]", souligne Christophe Prudhomme, urgentiste au SAMU 93. Pour faire face à l'afflux de blessés, l'hôpital Cochin, dans le 14e arrondissement, a ainsi mis en place des mesures d'exception, afin de permettre aux urgences de continuer à tourner malgré les épidémies et le manque de personnel. "Il y a des lieux prévus pour manifester, avec des parcours protégés. Les rassemblements spontanés, eux, sont beaucoup plus violents", observe François Lecomte. Mutilations, blessures à la tête, lésions fonctionnelles importantes - notamment intracrâniennes, comme à Bordeaux où un gilet jaune a été placé en coma artificiel la semaine dernière - et séquelles permanentes... Face à la gravité des cas, il est temps d'alerter sur les moyens de défense utilisés par la police, inappropriés selon lui. "En termes de santé publique, nous constatons un usage disproportionné de la force. La police doit s'adapter si on ne veut pas encore voir le nombre de blessés graves augmenter."

Le Flash-Ball au coeur des préoccupations

Selon Libération, les tirs de Flash-Ball (ou "lanceur de balles de défense" dans leur dernière version) sont impliqués dans 60 des cas graves répertoriés au 11 janvier. Les grenades de désencerclement (9 cas) et les grenades lacrymogènes (2 cas), complétant le tableau. Face à "l'évidence" de la dangerosité des tirs de Flash-Ball, le Défenseur des droits, Jacques Toubon, réclame que le gouvernement prenne des dispositions et suspende son utilisation. Avant lui, dès 2016, des médecins du CHU Pellegrin de Bordeaux alertaient déjà sur la dangerosité de cette arme dite "non-létale". Mais pour le ministre de l'Intérieur, Christophe Castaner, il y aurait "beaucoup plus de blessés" si elle n'était pas utilisée.

D'autant que la tête est par ailleurs touchée - les enquêtes détermineront si elle était réellement visée - dans la majeure partie des cas (67 personnes) contre 8 personnes blessées à la main et une au pied. "La tête est tout de même quelque chose de très fragile. Au niveau de la face, des projectiles à haute vitesse ne peuvent que provoquer des dégâts", confirme l'urgentiste Christophe Prudhomme. Les policiers ciblent-ils volontairement le visage des manifestants - ce qui est interdit - ou ne maîtrisent-ils que partiellement ces armes ? "Que ce soit volontaire ou un signe d'incompétence, ça pose problème", tranche le médecin, qui voit défiler "des citoyens lambda, pas des délinquants" dans sa salle d'attente.

Pour lui, l'ampleur des dégâts physiques est inédite. "Je travaille depuis les années 1980 dans ce secteur et c'est la première fois que je vois autant de blessés graves lors d'un mouvement social." Sur ce point, ni la loi Travail, pourtant perçue comme particulièrement violente à l'époque, ni les manifestations étudiantes de ces quarante dernières années n'égaleraient celles des gilets jaunes.

Doit-on s'attendre à une aggravation de la situation ? Pour Patrick Pelloux, le plus inquiétant, ce ne sont pas les prochaines manifestations des gilets jaunes, mais la potentielle tenue d'une marche en soutien à Emmanuel Macron - annoncée fin décembre pour le 27 janvier. "Cela risque de rameuter ses opposants, les gilets jaunes notamment. Et si les gens commencent à se taper dessus, entre eux, là on risque d'être réellement débordés. L'Express.fr 19 janvier 2019

De vrais jaunes.

- Attaqués sur Facebook, ces gilets jaunes décident de jeter l'éponge - Le HuffPost 18 janvier 2019

- Fabrice Schlegel, ancien candidat DVD aux élections départementales de 2015...

- Jacline Mouraud a finalement décidé d'engager des poursuites en justice, avant d'annoncer la création de son propre parti politique.

Et ceux qui se planquent...

- Céline Roy, porte-parole du mouvement (A Vesoul) pendant des semaines, a aussi jeté l'éponge. "J'ai donné une interview et

raconté qu'on m'avait proposé une place en politique. Sur les réseaux sociaux, on m'a dit que j'étais une corrompue", dit-elle, désabusée et annonçant son intention de rejoindre La France Insoumise. Le HuffPost 18 janvier 2019

[En donnant l'autorisation de la vente d'Alstom énergie, Macron a-t-il passé un pacte de corruption avec General Electric?](#)

- Alstom-GE : le député Marleix (LR) saisit le parquet de Paris et met en cause Macron - RT 18 janvier 2019

Le député Olivier Marleix (LR) a saisi la justice afin d'enquêter sur les circonstances de la vente du pôle énergie d'Alstom à l'américain General Electric en 2014. Il s'interroge sur le rôle joué par Emmanuel Macron, alors ministre de l'Economie.

Dans une lettre au procureur de la République de Paris, l'ex-président de la commission d'enquête à l'Assemblée sur la politique industrielle de la France s'étonne que les autorités judiciaires françaises n'aient «jamais ouvert d'enquête» sur Alstom alors que l'entreprise a notamment versé une amende à la justice américaine en 2014 pour des faits de corruption.

Dans cette lettre datée du 14 janvier, révélée par Le Monde et que l'AFP a pu consulter, l'élu d'Eure-et-Loir s'appuie sur les travaux de la commission d'enquête qui «ont mis en évidence» la façon dont la procédure de contrôle des investissements étrangers en France «a été détournée».

Olivier Marleix note qu'Emmanuel Macron, alors ministre de l'Economie a «formellement donné l'autorisation» de la vente d'Alstom énergie et a «également autorisé» d'autres cessions d'actifs «d'entreprises stratégiques françaises», citant celles d'Alcatel-Lucent au groupe finlandais Nokia ou de Technip à l'entreprise américaine FMC Technologies.

Il note que le candidat Macron a bénéficié d'un «montant de dons records pour sa campagne» et estime que «le fait que l'on puisse retrouver dans la liste des donateurs ou des organisateurs de dîners de levée de fonds des personnes qui auraient été intéressées aux ventes précitées ne peut qu'interroger».

Le député LR émet l'hypothèse que le «système» mis en place dans le cadre de ces cessions aurait pu bénéficier à l'actuel président de la République pendant sa campagne. «S'il était vérifié, un tel système pourrait être interprété comme un pacte de corruption», affirme le document. «Puisqu'une enquête préliminaire a été ouverte en novembre dernier sur les dons reçus par le parti En Marche pendant la campagne (présidentielle) il m'a paru nécessaire de vous signaler ces éléments», ajoute le député.

Quelque jours avant que Le Monde révèle le signalement d'Olivier Marleix auprès du parquet de Paris, un ex-dirigeant d'Alstom avait livré un témoignage sur les dessous du rachat d'Alstom par General Electric dans un ouvrage, Le piège américain, publié chez l'éditeur JC Lattès. RT 18 janvier 2019

[Après Trump et Macron. Davos ou la fosse septique du mondialisme se vide.](#)

- Avec le Brexit, Theresa May annule son voyage à Davos - Le HuffPost 18.01

[Quand ils osent tout et vont trop loin. Qui complotte ? Devinez.](#)

- Le procureur Mueller qualifie d'"inexactes" des allégations explosives contre Trump - AFP 18.01

Dans une déclaration extrêmement rare, le procureur spécial Robert Mueller en charge de l'enquête russe a qualifié vendredi d'"inexactes" des informations de presse selon lesquelles Donald Trump aurait ordonné à son ancien avocat personnel de mentir au Congrès. AFP 18.01

Fake news, les masques tombent.

LVOG - Délibérément, parce que terriblement compromettante pour Trump leur ennemi, ils n'ont pas pris la précaution de prendre le temps de vérifier une info ou ils se sont démasqués eux-mêmes. Vous avez dit les médias tous pourris. Vous aviez raison. La preuve.

- Trump aurait demandé à Michael Cohen de mentir au Congrès - Reuters

- Trump aurait demandé à son avocat de mentir - Liberation.fr

- Trump aurait ordonné à son ex-avocat de mentir devant le Congrès - Liberation.fr

- Trump-Cohen-Russie: mensonges sur commande au Congrès? - Liberation.fr

- Donald Trump a-t-il demandé à son ex-avocat de mentir au Congrès ? Quatre questions sur les révélations de BuzzFeed - Franceinfo

- Affaire russe : Donald Trump dans le viseur des démocrates après de nouvelles révélations - LeFigaro.fr

- Donald Trump aurait ordonné à son ex-avocat de mentir devant le Congrès - LePoint.fr

- Donald Trump aurait ordonné à son ex-avocat de mentir ... - Boursorama -
- Donald Trump aurait poussé son ex-avocat à mentir devant le ... - JDD
- Trump aurait demandé à son ex-avocat de mentir au Congrès, et si c ... - 20minutes.fr
- Enquête russe : Trump aurait ordonné à son avocat de mentir au ... - lesechos.fr
- Le scénario d'une destitution de Donald Trump relancé après un aveu ... - huffingtonpost.fr
- Donald Trump a demandé à son ex-avocat de mentir au Congrès, selon BuzzFeed - RFI
- Donald Trump et la Russie : de nouvelles accusations relancent l'hypothèse d'une destitution - LCI
- Trump aurait ordonné à son ex-avocat de mentir devant le Congrès - L'Obs
- Donald Trump aurait demandé à son avocat de mentir, ce qui pourrait lui coûter très cher - RTL.fr

Etc. Etc. Etc.

Effectivement, les médias ne peuvent qu'inspirer la méfiance, c'est un euphémisme. Quant à la question de leur indépendance, ils viennent d'en fournir la réponse, sans appel ! Qui complot ? Pourquoi posent-ils la question ? Vous venez d'avoir la réponse également.

[Grève massive dans le secteur public en Tunisie - AFP 17 janvier 2019](#)

Transports, écoles et administrations sont paralysés jeudi en Tunisie par une grève générale massive dans les services publics à l'appel de la puissante centrale syndicale UGTT, dans un contexte politique tendu en ce début d'année électorale.

"Dégage, gouvernement du FMI", ou encore "Chahed, ô lâche, le peuple tunisien n'accepte pas l'humiliation", ont scandé des manifestants, reprochant au Premier ministre Youssef Chahed de céder aux directives du Fonds monétaire international (FMI).

Certains ont arboré des portraits de la directrice du Fonds, Christine Lagarde, barrés d'une croix rouge, tandis que le journal de l'UGTT arborait en Une un photomontage montrant M. Chahed en marionnette de Mme Lagarde.

Le pays, lourdement endetté auprès de bailleurs étrangers, a obtenu en 2016 du FMI un nouveau prêt de 2,4 milliards d'euros sur quatre ans, en promettant de mener de vastes réformes, et de diminuer le poids de la fonction publique dans le PIB -- les gouvernements successifs ont massivement recruté après la révolution pour tenter d'apaiser la colère sociale.

A travers le pays, écoles et universités étaient fermées, les transports en commun paralysés et l'aéroport de Tunis quasiment à l'arrêt, en dépit d'un décret gouvernemental publié in extremis mercredi exigeant un service minimum.

De nombreux vols ont également été annulés ou repoussés dans d'autres aéroports du pays, à Monastir (est) et Djerba (sud-est) notamment.

- Un quart de la population active -

L'UGTT a appelé à une grève de 24 heures des 677.000 fonctionnaires et 350.000 employés des entreprises publiques, soit un million de personnes, représentant près d'un quart de la population active tunisienne.

A Sfax, deuxième ville du pays, des manifestants ont également défilé par milliers, a constaté un correspondant de l'AFP.

Dans un discours devant la foule rassemblée au siège de l'Union générale des travailleurs tunisiens (UGTT) à Tunis, le secrétaire général Nouredine Taboubi s'est montré très offensif envers le gouvernement.

"L'UGTT s'opposera à l'échec des choix libéraux de ces dirigeants", a-t-il lancé, assurant "nous (leur) couperons les ongles" afin de les rendre impuissants.

Le syndicat réclame des augmentations de salaires plus importantes que les 130 à 180 dinars (40 à 55 euros) étalés sur deux ans proposés par le gouvernement, pour contrer la baisse du pouvoir d'achat due à l'inflation, qui a atteint 7,5% en 2018.

Le salaire brut moyen d'un fonctionnaire est de 1.580 dinars (500 euros) selon le dernier rapport officiel pour 2016.

- "Course-poursuite" -

Le Premier ministre a assuré, dans un discours télévisé mercredi soir, que les finances publiques ne permettraient pas d'accepter les demandes de l'UGTT, ajoutant que le dialogue se poursuivrait après la grève.

"Ce sont les augmentations salariales concédées après la révolution en l'absence de croissance réelle qui ont entraîné l'inflation, l'endettement et la baisse du pouvoir d'achat", a-t-il argué.

Pour l'économiste Ezzedine Saïdane, la situation résulte d'une "absence de vision globale" à long terme et de réformes économiques.

"Les négociations auraient dû débiter avant le vote du budget 2019", dont "aucun article ne prévoit une augmentation" des salaires, a-t-il déploré.

Au lieu d'une "course-poursuite au salaire, qui risque d'augmenter la dette et l'inflation, il faudrait un programme de réformes structurelles de l'économie, pour limiter l'inflation, relancer une croissance créatrice d'emploi", a-t-il déclaré à l'AFP.

La grève de jeudi est la première à rassembler la fonction publique et les entreprises publiques.

Une grève des fonctionnaires avait été très suivie en novembre dernier, d'une ampleur inédite depuis deux grèves générales en 2013 en réaction aux assassinats de deux opposants.

Ces mobilisations interviennent alors que le débat politique s'est crispé ces derniers mois à l'approche des élections législatives et présidentielle prévues fin 2019, à l'issue incertaine et dans lesquelles l'UGTT souhaite peser.

Malgré les avancées de la transition démocratique après la chute du régime de Zine el Abidine Ben Ali en 2011, et une reprise fragile de la croissance après des années de marasme, la Tunisie peine à répondre aux attentes sociales.

Le chômage se maintient au-dessus de 15%, selon les chiffres officiels, et la dévaluation du dinar s'est traduite par une inflation désastreuse dans un pays où le salaire minimum est en deçà de 400 dinars (120 euros). AFP 17 janvier 2019

[Haut de page ↗](#)

Le 21 janvier 2019

CAUSERIE ET INFOS

J'ai rectifié la mise en page de la causerie d'hier à deux endroits, j'avais oublié deux balises <> pour formater deux paragraphes ou effectuer un renvoi à la ligne, les yeux fatiguent !

Je vous rappelle que je rédige la causerie sur un bloc-notes, et ensuite je dois à l'aide de balises (<...>) formater chaque paragraphe, chaque mot en caractère gras ou en italique, en couleur, souligné, etc. Quand ce travail est terminé je dois faire un copier/coller de la causerie du jour dans Word, ensuite je corrige les fautes dans Word et dans le bloc-notes de la page d'accueil du portail, et pour finir je convertis le texte sous Word en pdf. Quel boulot de dingue !

● Au format pdf (17 pages)

Rien ne se crée, rien ne se perd, tout se transforme, nos ennemis le savent bien, nous, nous sommes en train de le découvrir ou d'en prendre conscience après l'avoir ignoré pendant plus d'un demi-siècle ou devoir payer le prix fort de 78 ans d'opportunisme. Eh oui, plus c'est long et plus la note va être amère et difficile à digérer ! En attendant les oligarques continuent de se gaver, pourvu qu'ils en crèvent !

La classe cherche une issue politique, elle essaie de s'organiser, aidons-la de toutes nos forces à y parvenir, mobilisation générale pour abattre le régime, prendre le pouvoir. La grève générale et les assemblées populaires souveraines sont les seuls instruments dont nous disposons aujourd'hui, puisque les syndicats et les partis ouvriers ont été confisqués par des agents du régime, ce qui ne veut pas dire pour autant qu'il faudrait les ignorer ou ne pas s'en servir.

Cependant nous leur refusons toute légitimité pour parler en notre nom. Seuls les travailleurs ou les représentants qu'ils ont élus au sein d'assemblées générales ou d'assemblées populaires peuvent légitimement détenir un mandat pour s'exprimer au nom de l'ensemble des travailleurs. Si les dirigeants syndicaux n'appellent pas à la grève générale illimitée dans la situation actuelle, c'est uniquement parce qu'ils y sont opposés et soutiennent Macron, le régime. Par conséquent, en cas de grève générale à laquelle ils auraient été obligés d'appeler à un moment donné ou de soulèvement insurrectionnel spontané auquel ils n'auraient pas appelé évidemment, nous leur interdirions de les contrôler, seuls les délégués élus par les grévistes ou le peuple entré en insurrection seraient habilités à en être les porte-parole. On ne doit croire aucun dirigeant sur parole compte tenu de leurs errements théoriques ou de leurs compromissions passées, de l'opportunisme ou des trahisons dont ils firent preuve.

Pour bien faire, les délégués qui se voient confier la responsabilité de représenter les intérêts des travailleurs à l'échelon national, doivent non seulement pouvoir être révoqués à tout moment, leur mandat ne doit pas excéder la durée correspondant à la tâche précise qu'il avait à accomplir, ce qui signifie qu'au-delà de cette période qui peut être très brève, la représentation des travailleurs (ou la direction) est assurée par un collectif national de délégués élus par les délégués de l'ensemble des Assemblées populaires. La durée de leur mandat peut être fixée et variée en fonction du nombre de participants aux Assemblées populaires, ainsi que le nombre de délégués élus. Aucun délégué ne doit pouvoir s'arroger un droit supérieur aux autres délégués ou se prévaloir de privilèges particuliers. Si tous les délégués sont élus et révocables à tout moment, il ne doit exister aucune restriction au droit de chaque délégué de proposer sa candidature lors de chaque élection des délégués, sauf avis contraire prononcé par l'Assemblée populaire après avoir enfreint son mandat.

En écrivant ces lignes, je n'ai pas pu ne pas repenser aux tentatives infructueuses de certains d'organiser les travailleurs dans des comités depuis les années 70, alors que la situation n'était pas plus fleurissante qu'aujourd'hui, disons qu'elle était meilleure dans certains domaines et pire dans d'autres. Je pense qu'on n'a jamais été capable de tenir un discours aux travailleurs qui tenaient compte de leurs aspirations, parce qu'on n'a jamais eu la patience ou on ne s'est jamais donné la peine de les écouter réellement.

Pour parler vulgairement, je me souviens que cela nous faisait chier d'entendre leurs histoires, on leur parlait de politique, et eux ils nous débattaient leurs difficultés quotidiennes, ils nous racontaient leur vie, dont on n'avait rien à foutre, on n'était pas là pour cela, on devait vendre un journal, faire signer une pétition et ramasser du fric (Objectif/résultat), on était les VRP d'une SARL iront jusqu'à dire certains vieux militants ! On commit l'erreur d'oublier que rien ne remplaçait l'école de la vie à laquelle était soumis chaque travailleur avec lesquels on discutait, et que chacun d'entre eux l'abordait différemment, et que si on voulait y jouer un rôle, il fallait commencer par tisser des liens avec eux à partir de ce qu'ils vivaient ou de leurs propres expériences, et non à partir du discours politique qu'on leur tenait, et que c'était seulement en procédant ainsi qu'on pourrait gagner leur confiance ou les faire participer à notre combat politique. Quand les travailleurs affirment que personne ne les écoute, ils ont raison, ils ne parlent pas uniquement de Macron ou du gouvernement.

Pour savoir dans quelle condition ils vivent, comment ils la vivent, eux seuls peuvent nous le dire. On dispose bien d'un certain nombre d'éléments qui nous permettent de la savoir, mais on ignore ce qu'ils pensent et pourquoi ils ne pensent pas autrement, qu'est-ce qui les a amenés à penser ainsi, et quand bien même on le devinerait ou on en aurait une petite idée, cela ne nous servirait pas à grand chose, puisque c'est à eux de le dire, d'en prendre conscience, et c'est seulement à partir de là qu'on peut les aider à progresser, sinon tous nos beaux discours peuvent être les justes du monde, ils ne serviront strictement à rien. Les travailleurs accordent volontiers leur confiance à un énarque, à quelqu'un qui incarne le pouvoir, à tort évidemment, mais nous, petits militants de base, nous sommes que dal, nous ne représentons rien à leurs yeux, tout au plus nous leur ressemblons et nous n'avons rien à leur apporter, c'est ainsi qu'ils nous perçoivent, sauf qu'on a tendance à l'ignorer. Bref, nous fûmes de bien piètres dialecticiens en vérité ! Une grande partie des critiques que vous avez pu lire dans mes causeries s'adressaient également à moi.

Les vases communicants. Plus les hyper riches deviennent ultra riches, plus il y a de pauvres dans le monde, normal, non ?

N'est-ce pas normal dès lors que l'on considère que l'existence de riches et de pauvres serait normal, n'est-ce qu'on a enseigné à l'école, à l'université, à l'église, à la télévision, on finit par s'accommoder de tout, même des pires injustices ou crimes, sauf évidemment quand on en commence à en être aussi les victimes.

Là on commence enfin à se poser des questions, dans les pires conditions parce qu'on est accaparé par celles que l'on a à résoudre quotidiennement pour survivre. Certes on en vient à se poser des questions quand il est trop tard pour les autres, car en attendant votre condition ou bien pire encore était déjà le lot de milliards d'autres travailleurs et leurs familles. On le savait, mais on s'en foutait parce qu'on n'était pas directement concerné ou c'était ce qu'on croyait en se disant qu'on en était pas responsable, attitude renforcée par les ouvriéristes qui affirmaient que finalement vous n'étiez responsables de rien. Et quand votre voisin qui dispose encore de réserve en vient à tenir le même discours que celui que vous teniez hier encore, vous le blâmer, vous l'insultez, vous trouvez son indifférence détestable. Vous tombez dans le même travers au lieu d'essayer de comprendre pourquoi il pense ainsi, lui aussi il a été conditionné, donc il ne mérite pas plus que vous qu'on le juge.

Cela devrait vous faire réfléchir, demandez-vous si par hasard tout au long de ces années ou de votre vie pour certains, vous ne seriez pas passés à côté de l'essentiel, peut-être que si vous vous étiez mobilisés et organisés, si vous aviez pris votre sort en mains, vous auriez pu agir sur l'orientation de la société ou empêcher d'en arriver à cette situation quasi insupportable. Car il n'existe pas de fatalité, c'est la pire explication qui soit ou qui n'en est pas une pour justifier le traitement que le capitalisme vous inflige ainsi qu'aux milliards de travailleurs qui partagent votre sort d'exploité et d'opprimé.

Ne cherchez pas ailleurs, seule l'existence du capitalisme est responsable de votre condition épouvantable, c'est la raison pour laquelle vous devez engager le combat politique pour l'éradiquer de la surface de la terre.

[La voie à suivre.](#)

Plus de 50 Assemblées de Gilets Jaunes ont déjà répondu à l'appel de l'Assemblée des Assemblées de Commercy des 26 et 27 janvier! Cette coordination peut être un premier pas dans la structuration démocratique du mouvement à l'échelle nationale. (Tendance Claire du NPA)

[Acte X \(suite\)](#)

- Comptage des manifestants par le "Nombre jaune": 147.500 gilets jaunes pour l'acte 10 - tendanceclaire.org 21.01

Un comptage précieux et minutieux, qui arrive à un total de 147.365 manifestants au minimum (contre 84.000 selon Castaner). <https://www.facebook.com/lenombrejaune> ou le blog de la tendance Claire du NPA.

Personnellement, ayant observé que le ministère de l'Intérieur avait tendance à diviser par deux, voir parfois par trois le nombre de manifestants, j'avais retenu le chiffre de 160.000 pour l'acte 10, j'avais systématiquement multiplié par deux le nombre de travailleurs mobilisés dans toute la France.

[Le "grand débat national" ou quand les maquereaux font la retape pour sauver la marionnette de l'oligarchie et son programme destructeur de tous nos acquis sociaux.](#)

Faites tomber les masques. Le "**grand débat national**" : Du mépris à l'insanité du populisme ou quand une farce péruilse verse dans la pire crasse médiocrité.

- Marlène Schiappa va animer avec Cyril Hanouna une émission sur le grand débat national et se défend sur Twitter - Franceinfo 21 janvier 2019

Libération - Entre thérapie de groupe citoyenne, assemblées locales et séances de remobilisation de la majorité : le grand débat se décline depuis une semaine sur tout le territoire. Libération 21 janvier 2019

LVOG - La "thérapie", c'est pour ceux qui se mobilisent contre la politique de Macron, parce qu'ils sont malades, et ce sont les "référénts" de LREM ou de LR qui vont les soigner !

Une caricature grotesque de démocratie, l'entre-soi en macronnie.

Libération - A La Colle-Sur-Loup (Alpes-Maritimes), une commune de 7 000 habitants située à une vingtaine de kilomètres de Nice, l'invitation n'a été diffusée que sur les pages Facebook et le site de LREM, les gilets jaunes n'ayant pas été spécifiquement conviés. Chantal Maimon est bien référente de LREM. Au plus fort de la matinée, seize personnes s'assieront face à Chantal. Certaines sont encartées LREM, toutes ont voté Macron et soutiennent encore ce président si peu populaire. Libération 21 janvier 2019

A Arras, c'est le maire centriste, Frédéric Leturque, qui est le référent : "c'est une affaire de citoyens, avec tout le monde sur un pied d'égalité". Egalité entre 26 et 3,8 milliards ?

A Palaiseau c'est le maire LR, Grégoire de Lasteyrie, dans assure le rôle de tartuffe. A la fin des deux heures d'échanges, un militant macroniste engagé n'est pas tout à fait rassuré : «Je regarde la salle, je connais les trois quarts des gens.» Pour les trois prochains débats d'ici mi-mars, il invite chacun à revenir «accompagné de personnes qu'on n'entend jamais». Pour lui, le chef de l'Etat a pris un «gros risque» avec ce grand débat. Il «craint le pire» si cet exercice ne devait pas avoir de débouchés concrets.

A Morestel (Isère), 4 500 habitants, la députée LREM du cru, Cendra Motin, a invité ses concitoyens à un pique-nique-débat, d'où la présence d'une centaine de personnes (pour le pique-nique! - LVOG), dont seize gilets jaunes et sept gendarmes, tous les gilets jaunes quitteront la pièce assez vite, sauf une. Moyenne d'âge : la cinquantaine. (Source : Libération 21 janvier 2019)

[L'extrême-centre et l'extrême droite "**tête d'affiche**" de Davos avec ou sans Trump et Macron.](#)

- Davos : Jair Bolsonaro en tête d'affiche - euronews 21 janvier 2019

- Espagne : le parfum persan de Vox - Libération 21 janvier 2019

Selon de nouvelles révélations d'El País, c'est grâce à de généreux donateurs que la formation d'extrême droite Vox est née en 2013. Des mécènes non pas espagnols, mais iraniens. Le journal, qui assure avoir eu accès à un listing de ces donations, écrit

qu'au moins 1 million d'euros a été versé par des membres de l'opposition iranienne en exil. Les fonds recueillis auraient permis de louer le siège de Vox à Madrid, de salarier son secrétaire général et de financer la campagne des européennes de 2014.

El País ne dévoile ni le nombre ni l'identité des contributeurs, mais affirme qu'ils sont liés au Conseil national de la résistance en Iran (CNRI), un des groupes d'opposition au régime de Téhéran, basé à Auvers-sur-Oise (Val-d'Oise). Quel rapport entre le CNRI et la frange la plus radicale de la droite espagnole qui a fait irruption en décembre dans le paysage politique en faisant élire 12 de ses membres au parlement d'Andalousie ? La réponse tient en un seul nom : Alejo Vidal-Quadras, ex-vice-président du Parlement européen.

Chef de file du Partido Popular (droite catholique) en Catalogne, ce féroce détracteur de l'indépendance de sa région est élu eurodéputé en 1999 puis devient une figure de la droite à Strasbourg. Il noue alors des liens avec le CNRI, qui rassemble plusieurs tendances de l'opposition au régime des mollahs. Dont un secteur marxiste et armé, les Moujahiddines du Peuple.

A Strasbourg, le CNRI a déployé une intense activité de lobbying pour obtenir le retrait des Moudjahiddines de la liste noire des organisations terroristes. Qu'il obtient en 2009. Croyant tenir en Vidal-Quadras un appui fidèle, ou peut-être pour lui renvoyer l'ascenseur, les hommes d'affaires de la diaspora persane lui auraient donné un coup de pouce financier pour lui permettre de retrouver un fauteuil au Parlement européen. Il avait en effet quitté le PP et devait faire campagne avec le nouveau-né Vox. Le scénario n'a pas abouti : 1,56 % des voix. La diaspora iranienne a alors arrêté les frais. Libération 21 janvier 2019

- Vox (Andalousie) est financé par les Moujahiddines du Peuple - Réseau Voltaire 19 janvier 2019

Selon une enquête d'El País, la campagne électorale du parti andalou, Vox, aux élections européennes de 2014 a été financée par les Moujahiddines du Peuple (MEK) à hauteur de 800 000 euros [1].

Le quotidien socialiste a établi la filière utilisée pour le transfert d'argent, mais n'est pas parvenu à éclairer sa signification.

Les Moujahiddines du Peuple étaient une organisation marxiste iranienne à la fin de la dictature du Shah Reza Pahlevi. Ils ont progressivement dérivés en une secte travaillant pour le compte d'Israël et des États-Unis contre le régime anti-impérialiste des révolutionnaires islamiques.

Le fondateur de la secte, Massoud Rajavi, s'enfuit en France après avoir organisé le carnage du gouvernement islamique, le 28 juin 1981. Il obtient la protection du président François Mitterrand (qui bombardait secrètement l'Iran) avant d'être expulsé par le Premier ministre Jacques Chirac. La secte se replie en Iraq (en pleine guerre lancée par le président Saddam Hussein contre l'Iran). Elle devient l'exécutrice des basses œuvres de l'administration Hussein, acceptant de faire ce que la Garde présidentielle refuse. Lorsque les États-Unis renversent le président Saddam Hussein, la CIA hésite à la recycler. Elle se spécialise dans des attentats contre des civils en Iran et participe à la campagne d'assassinat des scientifiques iraniens.

Finalement, en 2013, l'Albanie accepte de créer une ville pour 3 à 4 000 d'entre eux, près de Tirana. Ils y mènent aujourd'hui des actions de cyber-attaque contre les intérêts iraniens. Selon la presse locale, la police albanaise n'a pas accès à ce camp où les membres de la secte vivent en situation d'esclavage.

L'investissement des Moujahiddines du Peuple pour soutenir Vox doit probablement être compris dans le contexte de l'investissement d'Israël dans les partis politiques qualifiés d'extrême-droite en Europe. Il s'agissait d'orienter leur vindicte non plus contre les juifs, mais contre les musulmans.

Alejo Vidal-Quadras (à gauche de la photo), qui créa Vox en 2013, s'était rendu en 2009, en tant que parlementaire européen, au camp Ashraf (Iraq) des Moujahiddines du Peuple, sous la présidence de Maryam Radjavi (à droite de la photo). Il a participé à au moins dix des rassemblements annuels de la secte à Villepinte (France). Il s'y est trouvé une fois aux côtés de l'ex-Premier ministre socialiste José Luis Rodríguez Zapatero. Plus récemment, il y a côtoyé Ruddy Giuliani et John Bolton.

Selon El País, le transfert d'argent a été organisé par Alejo Vidal-Quadras, alors président de Vox, qui démissionna après son échec aux élections européennes de 2014. Il en avait informé son successeur, Santiago Abascal. Il n'est pas établi que ce financement ait perduré au-delà. Réseau Voltaire 19 janvier 2019

Note.

[1] « El exilio iraní financió el 80% de la campaña de Vox de 2014 », Joaquín Gil y José María Irujo, El País, 13 de enero de 2019. (https://elpais.com/politica/2019/01/11/actualidad/1547224673_461197.html)

LVOG - Cela ne vous étonnera pas, si je vous dis que parmi nous certains continuent de considérer les Moujahiddines du Peuple comme une organisation marxiste iranienne... Tous les partis de droite en France dont le PS n'ont cessé de les soutenir, mais là c'était normal en tant qu'alliés de l'Etat sioniste et de l'impérialisme américain.

Splendeur et décadence d'un régime. A Versailles, le roitelet va donner "des gages" aux oligarques.

LOVG - Etait-ce vraiment nécessaire ? Pas en ce qui concerne la loyauté de Macron évidemment, mais peut-être s'inquiètent-ils de la tournure de la situation sociale et politique en France, va-t-il réussir à en conserver le contrôle ou va-t-il être obligé d'abdiquer?

- A Versailles, Macron veut rassurer les grands patrons du monde - Le HuffPost 21 janvier 2019

Son entourage ne voit vraiment pas où est le problème. Qu'Emmanuel Macron accueille au château de Versailles -pour le sommet Choose France- 150 patrons des plus grandes entreprises mondiales (Microsoft, Uber, Coca, HSBC, Heineken, BMW, Nokia, Samsung...) au surlendemain de l'acte X des gilets jaunes et alors que le grand débat national vient de débiter ne provoque aucune inquiétude dans ses équipes sur le décalage que cela pourrait créer dans l'opinion publique.

Malgré le mouvement des gilets jaunes, il n'a jamais été envisagé de reporter cette deuxième édition du sommet à laquelle 25 ministres (dont le premier d'entre eux, Édouard Philippe) participeront. Il n'a même pas été question de changer le lieu, même si le symbole peut faire débat. "L'an passé, nous avons fait le choix de Versailles pour attirer les personnalités dans un lieu emblématique du patrimoine français dont on sait qu'il donne envie. Comme nous sommes à la recherche d'une certaine récurrence, il nous paraissait logique de recommencer ici. Peut-être changerons-nous dans le futur", indique prudemment un conseiller du chef de l'Etat.

Macron va donner "des gages" aux entreprises

Emmanuel Macron se rassure par des études économiques. L'une réalisée tout début 2019 par Kantar pour Business France auprès "de 600 leaders d'opinion" tend à prouver que le mouvement des gilets jaunes n'a pas d'impact décisif, six cadres dirigeants étrangers sur dix considérant toujours que l'attractivité de la France s'est améliorée depuis 18 mois.

"L'image et l'attractivité d'un pays sont des notions complexes qui ne s'apprécient ou ne se déprécient pas au gré d'événements circonscrits", tente-t-on de se rassurer dans l'entourage présidentiel. Contrairement à l'image du chef de l'Etat qui, elle, s'est considérablement dégradée depuis un an. Le HuffPost 21 janvier 2019

Avec leurs condoléances, c'est le minimum. Il semblerait que le régent soit sur le point de succomber précocement !

- Décès du comte de Paris, prétendant au trône de France - Reuters 21.01

Le comte de Paris, Henri d'Orléans, prétendant au trône de France, est mort lundi à l'âge de 85 ans, a annoncé son fils aîné, Jean de France. Reuters 21.01

- Monarchie : le prétendant est mort, vive le prétendant ! - Liberation.fr 21.01

La réaction En Marche doit être brisée !

- «Foulards rouges», «gilets bleus» : en marche pour l'ordre - Liberation.fr 21.01

Si peu d'élus de la majorité semblent vouloir y participer, la mobilisation de dimanche, qui réclame la fin des troubles publics, a initialement été organisée en soutien au Président. Trois groupes Facebook mènent la danse. Liberation.fr 21.01

Lutter exclusivement contre les inégalités et la pauvreté ou également pour en finir avec le capitalisme ?

- En 2018, 26 personnes possèdent autant de richesses que la moitié la plus pauvre de l'humanité - Libération 20 janvier 2019

- Bruno Le Maire souligne "un refus croissant des inégalités" - AFP 21.01

Le ministre français de l'Économie Bruno Le Maire a souligné lundi "un refus croissant des inégalités lié au capitalisme", souhaitant que la crise actuelle soit l'occasion d'"apporter des réponses nouvelles". AFP 21.01

Si les inégalités croissantes sont liées à la survie du capitalisme, il faut l'abolir et non s'en accommoder. La monstrueuse concentration des richesses entre les mains de 26 oligarques démontre suffisamment l'échec ou l'impossibilité de toutes les politiques qui s'étaient données pour objectif de réformer le capitalisme ou tenter de lui donner un visage plus humain. En revanche, cela vérifie ou confirme l'analyse de l'évolution du capitalisme par le marxisme ainsi que ses conclusions.

LVOG - Mes critiques s'adressent principalement au POID et aux militants qui traitent avec mépris les travailleurs qui se mobilisent depuis le 17 novembre 2018 revêtus d'un gilet jaune ou manifestants à leur côté. Je brocarde aussi ces saloperies d'ONG qui tiennent un discours politique destiné à détourner les travailleurs et les militants de la lutte contre le capitalisme, dont la survie est la cause de toutes les difficultés et souffrances que subit la classe ouvrière.

Quel gauchiste ce Tardieu, quel con ! Votre lutte qui se borne à combattre contre les inégalités et la pauvreté, en voici le résultat, ça va vous êtes satisfait, êtes-vous concernés au moins, non mais on en arrive à se le demander en présence d'une telle mauvaise foi, le refus de reconnaître que vous n'avez adopté que des théories foireuses émis par des dirigeants faillis, incapables ou corrompus, est insupportable au regard de la situation à laquelle nous sommes arrivés.

Quand Mélenchon, que je ne ménage jamais, a fait campagne sur le thème on les dégage tous, je me suis dit que cela devait être en écho à ce qu'il avait entendu un peu partout en France, je ne pas été con au point de lui reprocher ce mot d'ordre, je me suis borné à mettre en doute sa volonté de le réaliser, ce qui n'est pas pareil. Et j'ai eu raison, je vais finir par en être gêné !

Il y a des travailleurs qui se contenteraient bien d'une simple amélioration de leur condition, parce que finalement la leur est loin d'être la pire qui soit, et il y en existe d'autres qui sont à bout, qui n'en peuvent plus, que rien ne pourrait apaiser tellement ils cumulent les difficultés ou ils estiment leurs aspirations bafouées, à juste titre.

En principe, un parti ouvrier, un militant ouvrier devrait s'inspirer du discours du second au lieu de s'aligner sur celui du premier qui se contenterait bien de quelques miettes en se foutant bien du sort des autres travailleurs moins bien loti que lui, qui de préférence ne se mobilisera pas, mais attendra que d'autres se mobilisent à sa place pour profiter par la suite des concessions qu'ils auraient pu obtenir.

Ils sont tellement embourbés dans la collaboration de classes qu'ils passent à côté de l'essentiel ou pire encore.

Que fait Macron, ce qu'on n'a pas été foutu de faire, profiter de cette occasion pour appeler dans tout le pays les travailleurs et jeunes à se mobiliser, à s'organiser en Assemblée populaire souveraine, à poser la question du pouvoir et de l'Etat, qui produit les richesses, qui fait fonctionner les services publics, qui doit gouverner : Rothschild, Bouygue, Arnault , Pinault, Pigasse, Drahi, Dassault, Lagardère, Niel, etc. ou les 35 à 40 millions de travailleurs de la classe ouvrière et des classes moyennes ?

La société détestable dans laquelle nous vivons désormais, c'est celle qu'ont produite les Rothschild, Bouygue, Arnault , Pinault, Pigasse, Drahi, Dassaut, Lagardère, Bettencourt, etc. le CAC40 dont les représentants n'ont pas cessé de se succéder au pouvoir pendant des décennies et des décennies. Peut-on faire pire, n'est-on pas capable de faire mieux, si on le pensait, c'est qu'on aurait (avec Macron, Philippe, Castaner, etc.) les dirigeants qu'on mérite pour sûr, mais pas un travailleur ne le pense. Tous depuis 1958 ont tenu le même discours dans le cadre des institutions de la Ve République, tous ont œuvré pour l'intérêt général en démocratie, alors qu'ils n'ont fait que servir les besoins du capitalisme, donc en piétinant la démocratie.

Nous avons vécu en permanence sous une dictature, qui parce qu'elle était masquée pour présenter les apparences d'une démocratie, ne devait pas être dénoncée comme telle, gravissime erreur, c'était paraît-il pour ne pas effrayer le petit-bourgeois qui sommeillait chez chaque travailleurs, foutaise, baratin de capitulards qui craignaient par dessus tout d'affronter le régime, ceux qui aujourd'hui conspuent les travailleurs qui se mobilisent hors du cadre du mouvement ouvrier parce qu'il est devenu trop pourri ou tout simplement parce qu'il les a abandonnés à leur triste sort. Il y a ceux qui ont balancé la dictature du prolétariat préférant celle du capitalisme ou de l'oligarchie, puis à la première occasion, il y a eu ceux qui ont balancé le type de parti qui avait permis de porter le prolétariat russe au pouvoir en 1917, pendant des décennies à les entendre nous vivions l'époque merveilleuse de "l'imminence de la révolution" qui n'est jamais venue, et quand elle frappe à la porte, ils répondent aux abonnés absents, franchement comment voulez-vous qu'on s'en sorte avec de tels dirigeants, il faut arrêter de déconner, franchement, un peu de sérieux.

De Pompidou ancien directeur général de la Banque Rothschild à Macron banquier d'affaires de la Banque Rothschild, on a l'impression qu'hormis l'UE et l'euro il ne s'est rien passé de spécial en France, rien ne se dessinait à l'horizon, de quoi justifier la routine quoi, le train-train de la lutte des classes et de la crise du capitalisme.

Le crise du capitalisme, qui prit une tournure plus aiguë à la fin des années 60, servit de prétexte pour accentuer celle à laquelle était au prise la bureaucratie du Kremlin, qui combinée quelque temps plus tard à l'aventure afghane, ne s'en remettra pas et précipitera sa chute. Au même moment l'accession de Mitterrand au pouvoir ainsi qu'une majorité PS-PCF à l'Assemblée nationale allait se traduire par la poursuite de la politique appliquée par Giscard d'Estaing que la cohabitation en 1986 devait confirmer, de telle sorte que la distinction entre la droite et la gauche allait finir par s'estomper préparant ainsi le terrain à l'émergence du centrisme ou de l'extrême-centre qu'incarnerait plus tard Macron. Sarkozy et Hollande ne servirent qu'à préparer cette transition qui ne pouvait pas se réaliser du jour au lendemain, de la même manière que la dérégulation de la finance et le recours à des instruments financiers de types mafieux, le noyautage ou la prise de contrôle des institutions financières et des gouvernements en Europe par l'oligarchie réclamaient un certain délai et des conditions favorables.

On notera au passage qu'avec Pompidou, Giscard d'Estaing (marié à la fille d'un comte romain, donc comtesse, leurs trois filles sont également devenues comtesses par mariage) puis Macron, on retrouve les deux branches financière et monarchique de l'extrême-centre qui sont représentés au sein du groupe Bilderberg depuis 1952. Giscard d'Estaing présentera aussi la particularité d'avoir été inspecteur, puis ministre des Finances avant de devenir président de la République en 1974, et d'avoir toujours été un fervent partisan de l'Union européenne, et corédacteur du projet de Traité de Constitution européenne, c'est d'ailleurs davantage ici qu'il exercera ses talents de centriste, puisque les conditions n'étaient pas encore mûres en 1974 pour que le centrisme exerce son pouvoir, il faudra attendre 43 ans avant que les oligarques réalisent enfin leur rêve... qui est en train de tourner au cauchemar, y compris pour eux !

Ils n'ont semble-t-il pas réalisé ou ils ont sous-estimé la résistance de pans entiers du capitalisme au néolibéralisme et à la gouvernance mondiale qui tend à les broyer, au-delà de celle de la classe ouvrière et des classes moyennes, pans du capitalisme dont la production est destinée au marché local ou national plutôt qu'à l'exportation, et qui subit de plein fouet la paupérisation de la classe ouvrière et des classes moyennes, ainsi que la concurrence des pays pratiquant le dumping social, de sorte qu'ils se retrouvent littéralement étranglés de toutes parts ou en situation de survie.

Cette résistance s'exprime sur le plan politique. J'ai lu quelque part que plus de 70% des patrons, commerçants et artisans étaient favorables au mouvement des gilets jaunes, ce qui n'a rien d'étonnant puisqu'ils comptent dessus pour les envoyer au front à leur place afin de monnayer des concessions auprès de Macron en échange de leur soutien à sa politique si elle se cantonnait à attaquer la classe ouvrière. Ce qu'ils semblent ne pas avoir compris, c'est que cette politique était dictée par les besoins de la finance internationale, et qu'elle n'avait absolument rien à voir avec des considérations d'ordre national ou avec l'intérêt général qui se réduisait à celui de l'oligarchie. Dès lors ils sont condamnés à faire cause commune avec la classe ouvrière et les classes moyennes jusqu'à la chute de Macron, ce qui est guère probable et déboucherait sur une situation incertaine ou encore plus instable, qui pourrait être favorable à l'établissement d'un régime d'extrême droite ou au contraire social et révolutionnaire, soit ils doivent se résigner à disparaître pour certains d'entre eux ou à devenir de simples commis des banquiers ou encore des sous-traitants des multinationales.

Si on doit dénoncer et combattre chacune de leurs attaques contre les services publics ou les acquis sociaux des travailleurs, chaque fois que cela est possible, il vaut mieux s'en faire des alliés en leur expliquant qu'avec ce régime leur sort est scellé d'avance et qu'ils n'ont rien de bon à en attendre dans le futur, contrairement à un gouvernement ouvrier qui annulerait leurs dettes, leur permettrait d'emprunter à des taux très bas ou pratiquement sans intérêts, qui manifesterait la ferme résolution de pérenniser leurs activités dès lors qu'elles correspondraient aux besoins de la population, et qu'ils s'engageraient à respecter la nouvelle législation du travail adoptée par le gouvernement ou à ne pas combattre sa politique.

Quel gauchiste ce Tardieu, quel con ! Vraiment ?

C'est marrant, il y a même des organisations qui ont fait de la dette leur fond de commerce, le CADTM par exemple, nombreux sont ceux aux discours qui se veulent radicaux qui évoquent la dette de l'Etat qu'ils estiment en tout ou partie illégale, mais jamais aucun ne pense à annuler celle des travailleurs, non mais sans blague, cela doit être un regrettable oubli ! Cela devrait être un de nos principaux mots d'ordre. De la même manière, ils veulent bien soulager la condition des travailleurs, mais tout de même pas au point de mettre un terme au règne de l'exploitation de l'homme par l'homme ou du capitalisme, leur générosité ne va pas jusque là ! Entre nous, autrement dit, ils n'ont rien compris ! Cela me fait marrer, cela doit être nerveux, car c'est pitoyable en réalité.

Le nombre de milliardaires a doublé depuis 2008 paraît-il.

Vous souvenez-vous de ce que j'ai écrit sur la "crise" de 2008 ? Non, bravo ! J'avais affirmé en m'appuyant sur un certains nombres de faits qu'elle avait été planifiée et déclenchée par l'oligarchie uniquement en vue d'accroître sa fortune et sa puissance. Exactement comme en 1929, à ceci près que cette fois les banquiers de la Fed n'allaient laisser s'effondrer le capitalisme afin de créer les conditions favorables à une nouvelle guerre mondiale, non, ils allaient en profiter pour fabriquer des dizaines de milliers de milliards de dollars qu'ils allaient se distribuer, le bilan 10 ans plus tard le confirme. La question qui tue les naïfs ou ceux qui croient aveuglément leurs dirigeants. Bien sûr que la crise (des subprimes) était bien réelle 2008, même avant et après, s'ils avaient le pouvoir de fabriquer cette gigantesque somme d'argent, pourquoi ne s'en ont-ils pas servi pour fabriquer la toute petite quantité d'argent qui aurait permis de couvrir les positions de Lehman Brothers, qu'est-ce que c'était quelques centaines de milliards de dollars à côté des 25 à 30.000 milliards de dollars qu'ils allaient fabriquer par la suite, même pas 1% ? Parce qu'ils n'y tenaient pas, ils avaient un autre objectif en tête. Eux au moins ils sont capables de faire preuve d'audace et de détermination, ils ont de la suite dans les idées, ils ne sont pas comme nous !

Sérieusement, citez-moi un parti, une formation politique, un dirigeant du mouvement ouvrier qui aurait fourni cette explication, personnellement je n'en connais aucun.

Et je m'étais livré à la même démonstration à propos du 11/9, mais là je n'avais fait que reprendre les arguments et les analyses fournis par des personnes extérieures au mouvement ouvrier, donc je n'ai eu aucun mérite, hormis celui de ne pas avoir imité nos dirigeants qui croient toujours la version de G. W. Bush, tout comme celles qu'on leur a servies en une multitude d'occasions.

L'article de Libération.

Le rapport, intitulé «Services publics ou fortunes privées» et dont Libération a eu la primeur, regorge de chiffres, tous plus frappants les uns que les autres. Chacun rappelle que les inégalités s'exercent à toutes les échelles. Entre Etats d'abord. Les pays de l'OCDE affichent un revenu par habitant 52 fois plus élevé que celui des pays à revenu faible. Entre individus ensuite, en recoupant souvent d'autres inégalités. Aux Etats-Unis, un homme blanc possède ainsi en moyenne un patrimoine 100 fois plus important qu'une femme hispanique. Certains déséquilibres sont si marqués qu'aucune échelle ne semble plus pouvoir les mesurer. Ainsi 1 % seulement de la fortune de Jeff Bezos, patron d'Amazon et homme le plus riche du monde, avoisine le budget de la santé de l'Ethiopie et de ses 105 millions d'habitants. Morts précoces

Aussi abstraites ou vertigineuses qu'elles puissent paraître, ces inégalités ne sont pas que des chiffres. Elles pèsent lourdement sur la vie de millions de personnes. Parfois même, elles tuent. Au Népal, un enfant issu d'une famille pauvre est 3 fois plus susceptible de mourir avant l'âge de 5 ans qu'un enfant d'une famille riche, faute de véritables services publics sanitaires. Un problème de pays en développement ? «Aux Etats-Unis, un enfant noir est 2 fois plus susceptible de mourir avant sa première année qu'un enfant blanc. Les enfants noirs aux Etats-Unis sont plus susceptibles de mourir avant leur premier anniversaire que les enfants en Libye», répond le rapport.

La concentration des richesses entre quelques mains, en hausse depuis 2009, a continué à augmenter l'an passé. Désormais, 26 personnes possèdent autant de richesses que la moitié la plus pauvre de l'humanité, soit 3,8 milliards de personnes. Ils étaient 43 en 2017. La fortune des milliardaires a augmenté de 900 milliards de dollars en 2018, l'équivalent de 2,5 milliards par jour. Un enrichissement qui s'est fait aux dépens des plus pauvres. La réduction de la pauvreté ralentit depuis 2013, et l'extrême pauvreté s'intensifie même en Afrique subsaharienne.

LVOG - Non, les inégalités ne sont pas "le résultat de choix politiques", c'est une nécessité qui remonte aux inégalités entre les classes qui constituent les fondements sur lesquels reposent les rapports sociaux de production du capitalisme ou l'existence du capitalisme. Ces inégalités sociales sont la raison d'être du capitalisme et déterminent la nature oppressive du régime qui en est issu.

Elles s'inscrivent dans le cadre du processus de l'exploitation de l'homme par l'homme qui débuta lorsque les forces productives, la division du travail et le commerce se développèrent, mettant fin à la propriété collective de la terre et à la répartition collective des richesses qui en étaient issues.

Le passage à la propriété privée des moyens de production allait se traduire par la division de la société en classes, et une répartition inégale des richesses produites entre propriétaires et esclaves, puis serfs et enfin salariés, au profit de ceux qui détenaient les moyens de production, les propriétaires d'esclaves, les seigneurs féodaux ou les nobles, les bourgeois ou les capitalistes. Ces différentes classes d'exploiteurs ont toujours constitué une infime minorité par rapport aux exploités. Ils accrurent leur richesse et leur pouvoir en se livrant au brigandage, à la guerre, en se servant de la machine de l'Etat pour asservir et réprimer les masses laborieuses soumises à des conditions d'exploitation implacables qui ne leur laissaient pas d'autre choix que vendre leur force de travail pour survivre ou périr.

Cette concentration des richesses et du pouvoir politique entre les mains des différentes classes exploiteuses était une question de survie liée au développement des forces productives et aux différents modes de production qui allaient se succéder en conséquence. Autrement dit, cette concentration des richesses et du pouvoir politique allait être le produit du développement des forces productives et non son origine, donc quand on nous dit que les inégalités sont "le résultat de choix politiques", l'ensemble du processus historique démontre que c'est faux. Dès lors on comprend pourquoi ils avancent cet argument : Uniquement pour épargner le capitalisme ou le système de l'exploitation de l'homme par l'homme qui est à l'origine des inégalités et dont nous devons nous débarrasser pour mettre un terme à ces inégalités.

Voyons maintenant de plus près comment cela fonctionne, sans entrer dans les détails.

En pratique, ces inégalités et les rapports sociaux de production sont liés entre eux par les lois de la logique, lois auxquelles est soumis le fonctionnement du capitalisme, de telle sorte que chacun des acteurs sociaux, exploités et exploités, ne peuvent se soustraire à ces lois sous peine de disloquer ce système économique.

Or, il se trouve que ces lois renferment des contradictions qui ne peuvent que se renforcer au fur et à mesure que se développent les forces productives, les besoins d'une population toujours plus nombreuse à l'échelle mondiale, la lutte de classe des exploités pour les satisfaire, jusqu'à atteindre un niveau de tension insupportable, un point de rupture qui menace l'existence même de ce système économique, ce qui se traduit par des crises, des guerres et des révolutions, ce qui explique pourquoi il arrive un moment où le mode de production en vigueur doit céder la place à un mode de production supérieur de manière à pouvoir libérer les forces productives du carcan qui les étouffait, et permettre de satisfaire les nouveaux besoins de la population qui sont apparus au cours de la période précédente, dans le cas contraire les forces productives se transformeraient en forces destructives et les masses laborieuses seraient vouées à une précarité généralisée et à une paupérisation croissante.

La concentration des richesses entre les mains d'une poignée d'oligarques à l'échelle mondiale est incompatible avec les besoins grandissant et pressant des 7,6 milliards d'habitants que compte notre planète de nos jours, que 26 d'entre eux possèdent l'équivalent des richesses de la moitié des habitants de la terre est une aberration totale, mais le plus incroyable encore, c'est qu'on ait permis que cette situation se réalise.

J'ai déjà expliqué dans de nombreuses causeries comment on avait pu en arriver là, quelles facteurs ou conditions ont favorisé le développement d'un tel monstrueux parasitisme et totalitarisme. Personne apparemment n'a voulu prendre en compte mes arguments, soit, le déni permanent est devenu le principal principe qui commande à la destinée du mouvement ouvrier, bref, c'est à désespérer qu'on s'en sorte un jour. Je ne vais pas me répéter une énième fois, j'en ai marre, je suis physiquement épuisé.

Vous préférez peut-être le discours d'Oxfam, une officine de l'oligarchie qui vante le modèle social danois. Oxfam financée par Bill Gates et d'autres oligarques, plus de détails notamment dans la causerie du 11 décembre 2018.

Oxfam, auxiliaire de Macron. Son objectif, faire en sorte que Macron soit "*crédible*".

- Tout en saluant un discours "*fort*" (de Macron - ndlr), l'ONG Oxfam a appelé le chef de l'Etat "*à joindre bien davantage le geste à la parole (...) s'il veut être réellement crédible*". AFP 26 septembre 2018

- Contrôle des chômeurs : la face cachée du modèle danois - francetvinfo.fr 14.12.017

Malene Gregaard Wilslys, ancienne cadre au chômage à franceinfo : " Pour la première fois au Danemark, on voit un certain nombre de nouveaux pauvres qui fouillent dans les poubelles pour se nourrir". (Solidarité oblige : les poubelles sont toujours plus pleines ! - LVOG)

- Car être chômeur au Danemark est un parcours du combattant. Il faut envoyer deux lettres de candidature par semaine, se rendre chaque mois à son agence pour l'emploi, être toujours disponible et éviter de partir en vacances. Il est en effet interdit de s'absenter sans autorisation préalable de son agence pour l'emploi. Pour l'exemple, quelques rares chômeurs ont été arrêtés à l'aéroport de Copenhague, au motif qu'ils partaient en vacances sans avoir prévenu.

- Selon Lise Bayer (directrice de l'équivalent d'une agence Pôle Emploi du centre de Copenhague - ndlr), les demandeurs d'emploi retrouvent un travail au bout de quelques mois, mais leur nouveau poste peut être loin de chez eux, ils n'ont pas le droit d'être difficiles.

- Les conseillers du "job center" vérifient que leurs recherches vont dans la bonne direction. Pas question de perdre son temps à trouver une offre qui correspond parfaitement à votre profil. "Vous ne pouvez pas chercher un travail comme un astronaute, de loin", détaille-t-elle, "vous devez coller à la réalité du marché du travail et nous avons un système pour cela".

- Au siège de LO, l'un des principaux syndicats de travailleurs, Mads Busk estime par exemple que les allocations chômage ne sont pas assez élevées. En principe, les chômeurs reçoivent 90% de leur salaire pendant deux ans maximum. Ces allocations ne sont pas dégressives. Mais dans la réalité est un peu différente. "Les chômeurs reçoivent de moins en moins d'argent. En moyenne ils reçoivent 54% de leur précédent salaire, ce n'est pas assez", s'insurge-t-il. francetvinfo.fr 14.12.017

Les Echos - Ce "marché" (la flexisécurité - ndlr) passé entre partenaires sociaux, avec la bénédiction des gouvernements successifs, est entré dans les moeurs des 5,7 millions de Danois.

Au nom de la Banque du Danemark, Per Callesen rappelle qu' " il serait utile d'élargir encore le marché du travail " pour éviter une surchauffe, qui se traduirait par des salaires toujours plus élevés et une baisse de la compétitivité danoise. En outre, plus de salariés signifierait aussi plus de rentrées fiscales pour contribuer à l'Etat providence, à l'éducation gratuite, aux programmes de formation des chômeurs, etc.

Message reçu par les gouvernements successifs. Ils cherchent à puiser dans le réservoir d'adultes sans emploi ne figurant pas dans les statistiques du chômage (étudiants, personnes en congé maladie, en préretraite, recevant des pensions d'invalidité, etc.). Et ils reportent peu à peu l'âge du départ à la retraite. Ainsi le gouvernement actuel vient-il de proposer de le faire passer à 67 ans et demi d'ici à 2025, tout en rognant les possibilités de partir en préretraite. Pour être sûrs de ne pas manquer de main-d'oeuvre, bon nombre d'employeurs, eux, voudraient que le pays ouvre davantage ses portes aux travailleurs hautement qualifiés originaires de pays non membres de l'UE. lesechos.fr 16.11.2016

Libération - «Ces inégalités ne sont pas une fatalité mais le résultat de choix politiques», martèle Oxfam. Une fiscalité progressive, destinée à financer des services publics universels et gratuits serait tout à fait apte à réduire les écarts de richesses et leurs conséquences. «Dans les années 2000, les inégalités de revenus ont connu un recul phénoménal en Amérique latine, grâce à des Etats qui ont augmenté les impôts pour les plus riches, relevé les salaires minimum et investi dans la santé et l'éducation», rappelle le rapport. Aujourd'hui, «le Danemark est le pays qui fait le plus pour réduire les inégalités, avec des

dépenses sociales, une fiscalité progressive, et un droit du travail protecteur», explique Cécile Duflot, directrice d'Oxfam France (Danemark : 11,9 % de la population sous le seuil de pauvreté. En Finlande 11,6 %, en Norvège 12,2 % [inegalites.fr - 13 juin 2018] , quel modèle social !- LVOG). Des services publics universels et de qualité ne sont pour autant pas l'apanage des pays riches. Dès 2002, la Thaïlande a mis en place un système de santé universel. En profitant à tous, mais surtout aux plus pauvres à qui il ouvre l'accès aux soins, il réduit les inégalités. (D'où les coups d'Etat de 2006 et 2014... - LVOG)

«L'éducation publique est essentielle. C'est une première étape, elle permet l'émergence d'une société civile qui va ensuite réclamer d'autres droits, comme celui à la santé», poursuit Cécile Duflot. Les dépenses destinées à l'éducation et à la santé publique sont les plus efficaces pour réduire les inégalités comme la pauvreté. «L'existence même d'écoles ou d'hôpitaux publics ne suffit pas, il faut aussi les rendre accessibles», souligne la directrice d'Oxfam France. Ainsi un raccordement au réseau d'eau courante va bénéficier à tous, mais plus particulièrement aux femmes, à qui incombent les corvées d'eau. Déchargées de ces heures de travail non rémunérées, les filles auront le temps d'aller à l'école, et leurs mères l'opportunité de se consacrer à d'autres tâches qui pourront leur fournir un revenu.

(Quelle "opportunité", elles seront doublement exploitées, quel bonheur ! Ici en Inde, beaucoup de femmes travaillent désormais, car il est devenu impossible de survivre avec un seul salaire. Et ces familles sont tellement pauvres qu'elles n'ont pas les moyens de s'acheter une machine à laver. Chaque matin, entre 5 et 6 heures je suis réveillé, à 50 mètres de chez moi, j'entends le bruit du linge frappé sur un parterre en ciment par des femmes. Ensuite elles vont cuisiner, laver et habiller leurs enfants, prendre leur douche, leur repas, balayer, s'habiller pour aller bosser à l'usine ou ailleurs, une partie d'entre elles se taperont une partie du trajet à pied, ensuite elles prendront le bus. Et elles rentreront chez elles sur les coups de 18 ou 18h30 après avoir fait quelques courses, et elles enchaîneront en préparant le repas, lavant leurs gosses, balayant à nouveau, épuisées elles iront se coucher vers 20 heures, à moins qu'il faille encore emmener un gosse chez le médecin, ce qui arrive très souvent, parfois elles viennent chez et je leur donne des médicaments. J'allais oublier la corvée d'eau, car toutes les maisons ne sont pas raccordées. L'eau n'est disponible que pendant 2 heures le matin et le soir, d'où les femmes qui viennent chercher de l'eau chez moi. Et les hommes, ils n'en foutent pas une ! Il paraît que c'est la coutume et qu'il faut la respecter, ce sont ces femmes qui le disent ! Cela dit les mentalités ont tendance à changer chez les jeunes, quand ils sont plus ou moins amoureux, cela leur passent vite il faut bien dire, et ensuite ils se rangent derrière les coutumes, c'est si pratique ! Cela fait 24 ans que je les observe, donc j'en connais un bout sur leur mode de vie et le reste. Après cela comment voulez-vous que je refuse de leur rendre service ? Ce qu'ont besoin en priorité les travailleurs indiens et bien d'autres pays, c'est deux jours de repos par semaine et une hausse des salaires de 70 à 100%, le droit à la retraite, ce qui ne figure pas dans le rapport de cette saloperie d'ONG, normal. - LVOG)

Une fois posée la question de l'efficacité des services publics dans la réduction des inégalités, reste celle de leur financement. «Les taux maximum d'impôt sur le revenu, les successions et les sociétés ont diminué dans de nombreux pays riches, rappelle le rapport. Si la tendance était inversée, la plupart des Etats auraient des ressources suffisantes pour fournir des services publics universels.» Aux Etats-Unis par exemple, le taux maximum d'impôt sur le revenu des particuliers était de 70 % en 1980, alors qu'il n'est plus aujourd'hui que de 37 %. ISF et taxes sur la consommation

Ce sont les plus riches qui ont bénéficié de ces baisses généralisées. «Pour chaque dollar de recette fiscale, en moyenne seulement 4 [centimes] proviennent de la fiscalité sur la fortune», interpelle le rapport. «L'argument toujours opposé aux hausses de la fiscalité sur les plus riches est le risque d'augmentation de la fraude fiscale. Mais c'est un leurre, assure Cécile Duflot. Les recettes de l'ISF n'ont cessé d'augmenter depuis sa création. Les impôts élevés mènent certes à plus de fraude mais surtout à davantage de recettes. Les exilés fiscaux ne représentent que 0,2 % des assujettis à l'ISF», détaille la directrice d'Oxfam France.

Les impôts tels qu'ils sont répartis aujourd'hui n'épargnent pas seulement les riches. Ils pénalisent aussi les pauvres. «Depuis la crise de 2008, le poids de la fiscalité a été transféré des entreprises vers les ménages, l'augmentation nette des recettes fiscales est attribuable aux impôts sur les salaires et aux taxes sur la consommation comme la TVA», précise Oxfam. Ces taxes sur la consommation, identiques pour tous, aggravent les inégalités puisqu'elles pèsent plus lourdement sur le budget des moins riches. Si on combine les différents impôts, on en arrive dans certains pays, comme au Royaume-Uni, à des déséquilibres tels que les 10 % les plus pauvres paient proportionnellement plus que les 10 % les plus riches. Troisième fortune mondiale, le milliardaire américain Warren Buffet lui-même a souligné que son taux d'imposition reste moins élevé que celui de sa secrétaire. Libération 20 janvier 2019

En France, les oligarchies se gavent avec la complicité de l'Etat.

Libération 20 janvier 2019 -

En 2017, ils (les entreprises du CAC40 - ndr) se sont acquittés d'un peu plus de 30 milliards d'euros de taxes sur les bénéfices dans le monde, soit 6,4 % de moins par rapport à 2010, alors que leurs profits ont augmenté dans le même temps de 9,3 % et les dividendes versés aux actionnaires de 44 %. Avec 57,4 milliards d'euros en 2017, ils ont l'an dernier battu leur précédent record datant de 2007, juste avant la crise financière.

Le fait que l'Etat soit présent au capital de certains de ces géants «n'a malheureusement pas d'effet sur leur comportement», dénonce l'association. Elle cite l'exemple du gazier Engie, dont l'Etat est actionnaire à 24 %, et qui, sur ses 2 300 filiales, en compte 327 basées dans des paradis fiscaux. Les effectifs, eux, ont suivi la pente inverse, chutant de près de 20 %. A l'image

de Michelin, dont le chiffre d'affaires a progressé de 22 % pendant que l'emploi en France a été réduit d'autant.

Une attrition qui contraste avec les rémunérations octroyées aux dirigeants, en hausse de 32 % entre 2010 et 2017 alors que le salaire moyen n'a augmenté que de 22 %.

Selon plusieurs autres études récentes, les inégalités de revenus entre les ménages ont également plutôt tendance à se creuser en France, même si elles restent parmi les plus faibles des pays riches. Comme le souligne en substance James Browne, économiste de l'OCDE, la France est de tous les pays d'Europe celui qui parvient le plus à les contenir grâce à une redistribution après impôts. La part des revenus des 10 % les plus riches (qui représentent en moyenne 22 fois ceux des 10 % les plus pauvres) serait six fois supérieure en l'absence de ces transferts via les prélèvements obligatoires.

Selon Malka Guillot, de l'École d'économie de Paris, si le système fiscal et social français a globalement permis de contrecarrer l'augmentation des inégalités en France depuis trente ans, l'abandon par Macron de l'impôt sur la fortune et la mise en place d'un impôt forfaitaire de 30 % sur les revenus du capital a fait des ultrariches les grands gagnants des dernières réformes fiscales. «Du fait de l'importance historique des cotisations sociales et des impôts indirects dans notre système fiscal, les plus riches dont la part des revenus issus du patrimoine est plus forte sont structurellement avantagés, souligne-t-elle. Avec les mesures mises en place par le gouvernement, cette tendance s'est accentuée, avec un effet redistributif de l'impôt qui décroît lorsque l'on atteint le haut de la pyramide des revenus pour les 1 % et même les 0,1 % les mieux lotis.» Libération 20 janvier 2019

La liste des 26 oligarques milliardaires les plus riches qui concentrent autant de richesses que 3,8 milliards d'habitants.

Jeff Bezos, Bill Gates, Warren Buffett, Bernard Arnault, Mark Zuckerberg, Amancio Ortega, Carlos Slim, Helú Charles Koch, David Koch, Larry Ellison, Michael Bloomberg, Larry Page, Sergey Brin, Jim Walton, S.Robson Walton, Alice Walton, Ma Huateng, Françoise Bettencourt Meyers, Mukesh Ambani, Jack Ma, Sheldon Adelson, Steve Ballmer, Li Ka-shing, Hui Ka Yan, Lee Shau Kee, Wang Jianlin.

Pour en arriver-là, ils ont mis le monde à feu et à sang au quotidien. Un bref échantillon.

- La coalition menée par Ryad dit avoir "détruit" des sites de drones au Yémen - AFP
- Irlande du Nord: Deux arrestations après l'explosion d'une voiture - Reuters
- Nom de la Macédoine: incidents lors d'une manifestation à Athènes - AFP
- Egypte: un an de prison pour un présentateur TV pour avoir interviewé un gay - AFP
- Un raid israélien déjoué dans le sud de la Syrie - Reuters
- Un attentat fait trois morts à Afrin, dans le nord-ouest de la Syrie - Reuters
- La Syrie en guerre secouée par deux attentats, dont un à Damas - AFP
- Sanaa visée par une série de raids aériens de la coalition saoudienne - Reuters
- Plus de 100 morts dans l'attaque d'une base en Afghanistan - Reuters
- Attaque contre l'ONU au Mali : 10 Casques bleus ont été tués - Liberation.fr
- Soudan: nouvelles manifestations, Béchir défend les forces de sécurité - AFP
- Colombie: marche contre le terrorisme après l'attentat de Bogota - AFP
- Dans le nord du Brésil, une vague de violences alimentée par le chaos carcéral - AFP
- Le bilan de l'explosion d'un oléoduc dans le centre du Mexique vendredi s'est alourdi à 89 morts - Liberation.fr

La pauvreté récurrente produit de l'"Europe sociale"...oligarchique!

- La pauvreté en Europe - inegalites.fr 13 juin 2018

17 % des Européens vivent sous le seuil de pauvreté de leur pays. Cette proportion varie du simple au double, de 12 % en Finlande à 25 % en Roumanie.

17,3 % des Européens, soit 87 millions de personnes, vivaient sous le seuil de pauvreté en 2015 selon Eurostat [1], si on prend en compte le seuil à 60 % du revenu médian de chaque pays (voir encadré ci-dessous). La Finlande (11,6 %), le Danemark (11,9 %), la Norvège (12,2 %) et les Pays-Bas (12,7 %) font partie des pays où le taux de pauvreté est le plus faible. Avec un taux à 13,6 %, le niveau de la pauvreté en France se situe également parmi les plus bas d'Europe. Il est même le plus faible des pays les plus peuplés.

À l'opposé, la Roumanie (25,3 %), l'Espagne (22,3 %) et la Grèce (21,2 %) ont les taux de pauvreté les plus élevés. L'Italie et le Portugal ne sont pas loin avec respectivement 20,6 % et 19,0 %. Ces pays sont fortement touchés par la crise économique et ont un taux de chômage très élevé, notamment chez les jeunes. inegalites.fr 13 juin 2018

Le visage hideux du capitalisme.

- Des sacs Dior aux taudis : Hongkong, concentré d'inégalités - Libération 20 janvier 2019

Selon Oxfam, la ville fait partie des endroits du monde où les inégalités sont les plus «extrêmes». Alors que les plus riches se pavent avec leurs chiens manucurés à bord de leurs Tesla, Kelly, 10 ans, ou la famille Wong, qui vit à quatre dans 27m², tentent de survivre tant bien que mal loin des gratte-ciel.

Kelly n'a ni père ni loisirs, et ne mange pas à sa faim. La fillette fluette aux manches trop courtes nourrit pourtant l'ambition de devenir une «femme riche». Et ça la fait rire, car elle sait qu'il lui faudra «étudier et travailler très très dur» pour accomplir son rêve. A 10 ans, elle vit sous le seuil de pauvreté à Hongkong, comme un enfant sur cinq dans cette ville où, selon Oxfam, les inégalités sont «parmi les plus extrêmes» au monde et se creusent depuis quinze ans. Ici, magasins de luxe et magnats milliardaires côtoient sans-abri et vieillards ramasseurs de carton. Inabordables

En 2016, le revenu médian moyen par ménage du plus haut décile (les 10 % les plus riches) était 44 fois plus important que celui du plus bas décile (les 10 % les plus pauvres). En 2006, c'était «seulement» 34 fois plus. A cette date, les plus pauvres devaient travailler pendant près de deux ans et dix mois pour gagner ce que les plus riches engrangeaient en un mois. Il faut désormais trois ans et huit mois.

La richesse est fortement concentrée : les particuliers disposant de plus de 20 millions d'euros possèdent à eux seuls 47 % des richesses. Et elle se montre. Sacs Dior, talons Louboutin et bracelets Love de Cartier font partie intégrante du décor. Les Tesla sont à tous les coins de rue, au point que leur fondateur, Elon Musk, a jusqu'à récemment considéré Hongkong comme «la ville-balise» pour ses produits car elle comptait par habitant le plus grand nombre de ces voitures électriques haut de gamme. Même les chiens mènent ici une vie en or, dorlotés et manucurés par des propriétaires qui n'hésitent pas à payer rubis sur l'ongle pour des toilettes au lait ou des soins à l'oxygénothérapie.

La pauvreté, grandissante, se fait très discrète. Elle touche 1,38 million de personnes, soit 20,1 % de la population hongkongaise. Dont Kelly. Abandonnée à la naissance par son père, la fillette survit dans le quartier saturé de Mongkok (en face de l'île de Hongkong) avec sa mère, Jojo, 40 ans, Chinoise du continent en situation irrégulière.

A Hongkong, le marché immobilier est parmi les plus inabordables au monde. Des places de parking s'arrachent pour 250 000 euros, des appartements sur l'emblématique pic de l'île Victoria pour 14 000 euros le mètre carré. Kelly et sa mère vivent, elles, dans un studio oppressant : 9 m² de boîtes et de sacs amoncelés autour d'un lit et d'une table. Elles disposent de 6 000 dollars hongkongais (660 euros) par mois, donnés par un oncle. Une fois décomptés les 4 200 HKD de loyer, 200 HKD d'électricité et 100 HKD de téléphone, il leur reste 1 500 HKD (soit 166 euros). Pas suffisamment pour trois repas par jour, ni pour l'uniforme de l'école, ni pour l'ordinateur, ni pour une consultation médicale. Il ne leur reste rien, sauf une vie de galère, à grappiller d'ONG en banques alimentaires quelques vêtements et aliments. Indigence

Le plus difficile pour Kelly ? Voir ses camarades acheter des goûters après l'école. Quand ses copines partent suivre des cours de soutien ou des activités extrascolaires à 25 euros la demi-heure, elle rejoint sa paroisse pour faire ses devoirs avec l'aide d'une sœur. Les notes de ses copines grimpent en anglais mais pas les siennes, faute de cours particuliers, explique la fillette discrète dans un anglais mal assuré.

Dans son jean trop grand et ses tongs Peppa Pig, Kelly réussit à se mouvoir dans la minuscule pièce encombrée, fouille sous une pile de feuilles et brandit fièrement des natures mortes au fusain, ses trophées des cours de dessin qu'il a fallu arrêter car trop onéreux, 45 euros par mois. «J'étais déçue, j'aimais beaucoup ça», souffle-t-elle dans une moue. Selon Sze Lai-shan, de l'ONG Hongkong Society for Community Organization, qui s'occupe de la petite fille, en étant privée de ces activités parascolaires bénéfiques pour son bien-être et l'acquisition d'autres compétences, Kelly est lourdement pénalisée et rejetée. Or cet isolement social dès le plus jeune âge est préjudiciable dans une société régie par les réseaux, où la compétition est reine et la réussite une obligation. «Il y a vingt ans, l'école permettait de s'élever dans l'échelle sociale, ce n'est plus le cas. Aujourd'hui les élèves doivent payer pour avoir plus de ressources et d'opportunités. Beaucoup se retrouvent en échec dès la ligne de départ parce que leur famille est pauvre», explique Sze Lai-shan.

Le travail ne permet pas non plus de sortir de l'indigence. Dans ce quartier de Sham Shui Po, une personne sur quatre est pauvre. Beaucoup sont des actifs qui, malgré un emploi voire deux, peinent à se maintenir à flots. Ils vivent entassés dans de vieux immeubles des années 60. Les appartements y sont subdivisés en micros studios ou des «lits-cercueils» où l'on ne tient qu'allongé, des espaces sans intimité, ni lumière, ni air ventilé. Certains de ces locataires espèrent décrocher un logement social, comme l'ont déjà fait 45,6 % des 7,4 millions de résidents de Hongkong. Dans l'attente du Graal, cinq ans et demi en moyenne, ils s'entassent à Sham Shui Po ou s'excentrent vers les zones rurales des Nouveaux Territoires, la partie continentale de Hongkong.

C'est le cas de la famille Wong, venue de Chine il y a moins de dix ans, rencontrée à Long Ping, à plus d'une heure de métro des gratte-ciel rutilants du centre des affaires. Le père, Wong Chi Keung, travaille dans le bâtiment quand sa santé défaillante le

lui permet. Son épouse, Lau Ying Sheung, ne travaille pas, afin de s'occuper de leurs jumelles de 6 ans, scolarisées seulement la moitié de la journée. «On vit dans le stress», raconte-t-elle. Depuis quelques mois, ils sont installés dans un espace de 27 m² construit illégalement sur le toit d'un hôtel de passe. Mégots et préservatifs usagés jonchent les marches de l'immeuble.

Un matin, intriguées par l'odeur, les jumelles, Mei Yin et Shuk Yin, ont découvert un rat en décomposition sur le toit, à côté de leur poupée. Depuis, racontent-elles en secouant la tête, elles n'y laissent plus traîner aucun de leur jouet. Elles restent confinées à l'intérieur de leur logement pour dessiner ou étudier, «parce que ça demande trop d'énergie de descendre les sept étages et le square est trop loin», explique la mère, vite essoufflée par l'effort physique à cause de son diabète.

«Restrictions»

Malgré cet environnement, Lau Ying Sheung se satisfait de son logement, «un luxe comparé au conteneur perdu dans la campagne» que la famille louait pour 3 000 HKD (331 euros). Problème : le propriétaire compte les expulser d'ici quelques semaines. «Aides sociales comprises, nous ne touchons qu'environ 10 000 HKD par mois (1 106 euros). C'est impossible avec ça de payer des frais d'agence pour trouver un autre logement», raconte Lau Ying Sheung, très préoccupée.

Sentiment d'insécurité et angoisse sur l'avenir alimentent son quotidien, comme près de la moitié des foyers défavorisés, selon une étude menée en 2017 par la fondation Caritas. «Le gouvernement n'aide pas correctement les gens et met énormément de restrictions et de conditions pour l'obtention des aides sociales, regrette Kelvin Lee, de Caritas. Les salariés peu qualifiés doivent travailler plus de dix heures par jour, sans pour autant s'en sortir et encore moins économiser. Ils placent donc beaucoup d'espoir dans la réussite de leurs enfants, beaucoup trop.»

Hongkong, un cinquième de la population sous le seuil de pauvreté

«Hongkong est peut-être le seul pays au monde à avoir accentué ses inégalités après qu'il a rejoint un pays communiste.» La boutade de Thomas Piketty lancée lors d'une conférence à Hongkong à l'automne a été confirmée par les dernières statistiques officielles. La pauvreté ne diminue pas en dépit d'une croissance de 3,8 %.

En 2017, un cinquième de la population est passé sous le seuil de pauvreté (calculé à partir des revenus des ménages avant impôts et aides sociales), soit une hausse de 0,2 % et un record depuis 2010. Pourtant près de 79,8 milliards de dollars hongkongais (8,9 milliards d'euros) sont alloués à l'aide sociale, près de deux fois plus qu'en 2009 lorsque le gouvernement a commencé à publier des statistiques sur la pauvreté, ce qui en fait le deuxième poste de dépenses après l'éducation.

Les autorités imputent cette hausse au vieillissement de la population. Les plus de 65 ans représentent 16,6 % de la population totale, et un tiers des indigents. Plus inquiétant, le taux de pauvreté des enfants a grimpé de 0,3 point à 23,1 %, et s'accroît aussi la paupérisation des jeunes diplômés et étudiants qui travaillent pour rembourser leurs études.

On est considéré comme pauvre à Hongkong quand on gagne moins de 4 000 HKD par mois (445 euros) pour une personne seule, 19 900 HKD (2 200 euros) pour une famille de quatre.

Le logement est l'une des racines du problème. Il engloutit plus du tiers du budget des ménages défavorisés. Pour Paul Yip, professeur au département des sciences sociales de l'Université de Hongkong, sont aussi en cause la piètre protection du travail, un salaire minimum dérisoire, à 34,5 HKD de l'heure (3,9 euros), instauré en 2011 seulement, et des syndicats fantoches.

Selon lui, en externalisant ses emplois, le gouvernement a par ailleurs «mené la danse dans cette spirale négative» qui fait que la croissance économique n'aide plus les classes inférieures à participer aux succès économiques. «Plutôt que de créer une dépendance aux allocations sociales, le gouvernement devrait pousser à l'augmentation des salaires.» Libération 20 janvier 2019

Autre monstruosité du capitalisme. En France.

LVOG - Inexplicable, sans cause réelle et sérieuse, une pure coïncidence, la fatalité.

- L'affaire des bébés sans bras relancée par trois nouveaux cas autour de l'étang de Berre - Liberation.fr 21.01

En 2016, dans un espace géographique restreint de 30 kilomètres autour de Vitrolles, trois bébés sont nés sans bras. La pollution, liée à la forte activité industrielle, est pointée comme une cause éventuelle de ces malformations. Liberation.fr 21.01

POLITIQUE

Espagne

- Espagne. Podemos au bord de l'implosion. - LePoint.fr 20 janvier 2019

Le divorce est consommé entre les deux leaders du mouvement espagnol, Pablo Iglesias et Íñigo Errejón. En chute dans les sondages, Podemos risque de se diviser en deux blocs.

Podemos, cette formation qui, il y a tout juste cinq ans, avait bouleversé la politique espagnole, fête cet anniversaire dans la pire situation possible : au bord du gouffre. Longtemps contenue, la guerre entre ses deux leaders et frères ennemis est ouvertement déclarée. Ce qui affaiblit considérablement ce parti de la gauche radicale qui, né en 2014, est la troisième force parlementaire avec 5 millions de suffrages et 67 députés à la chambre basse du Parlement. L'étincelle : l'annonce par l'un des cofondateurs de Podemos, Íñigo Errejón, qu'il ne concourra pas sous les couleurs du parti aux régionales de Madrid en mai prochain, mais qu'il le fera sous la bannière du mouvement plus modéré, plus pragmatique, de la maire de Madrid, Manuela Carmena, Mas Madrid. La réaction du chef de file incontesté de Podemos, Pablo Iglesias, a été immédiate : « Cette décision qui a été prise sans me consulter me rend très triste. »

Ce coup de tonnerre consume une scission, de l'avis général, irréversible. C'est tout à la fois un divorce politique, stratégique et personnel entre les deux personnalités les plus en vue de Podemos depuis son lancement : d'un côté, Pablo Iglesias, le secrétaire général, partisan d'une formation verticale, d'un pouvoir autoritaire, et de positions jusqu'au-boutistes face aux autres forces parlementaires, des socialistes à la droite la plus radicale ; de l'autre, Íñigo Errejón, plus modéré, moins dogmatique, et favorable à une gauche transversale en quête d'une alliance stratégique avec les socialistes. LePoint.fr 20 janvier 2019

SOCIAL ET SOCIÉTÉ

France

- Psychiatrie: une journée d'action contre le manque de moyens - Liberation.fr 21 janvier 2019

Marcher... «pour un printemps de la psychiatrie». Le slogan est audacieux, tant la situation actuelle est hivernale. En tout cas, c'est sur ce thème que vont se rassembler mardi à 11 heures quelques centaines de personnes à l'appel de plusieurs collectifs, dont certains regroupant des patients, mais aussi à l'appel de l'Union syndicale de la psychiatrie (USP) ainsi que des syndicats SUD et CGT, place de la République à Paris.

Une manifestation qui s'inscrit dans le sillage de plusieurs mouvements de grève qui ont eu lieu, ces derniers mois, dans les hôpitaux psychiatriques d'Amiens, de Rouen mais aussi du Havre. Tous pointant un manque cruel de moyens et de personnel, se traduisant par des situations mettant en danger les patients (lire Libération du 9 janvier 2019). Ces grèves, menées non par des médecins mais par le personnel soignant, ont eu des résultats variables.

En finir avec l'isolement et la contention

Si un accord de «sortie de crise» prévoyant l'embauche d'infirmiers et d'aides-soignants a été signé, la semaine dernière, entre la direction de l'hôpital psychiatrique Philippe Pinel à Amiens et les syndicats, en revanche au Havre, les syndicats s'inquiètent du fait que les promesses d'embauche ne sont pas tenues financièrement, et que des patients se retrouvent de nouveau sur des brancards, dans des couloirs, parfois même attachés.

Aujourd'hui, ce sont plus d'une dizaine d'hôpitaux psychiatriques qui connaissent des mouvements suivis de mobilisations. «Plus de 25% des postes de psychiatres dans les hôpitaux ne sont pas pourvus, nous disait le Dr Pascal Boissel, président de l'USP. Les 50 millions d'euros promis par la ministre de la Santé risquent de n'être qu'une paille tant la situation est tendue et dramatique.» «Nous voulons en finir avec l'augmentation continue du recours à l'isolement et à la contention; la contrainte doit cesser d'être la norme», insiste de son côté le Collectif des 39, qui regroupe des patients et des professionnels de santé. Liberation.fr 21 janvier 2019

Haut de page ↗

Le 27 janvier 2019

CAUSERIE ET INFOS

Manifestation mardi 29 janvier à Paris à 18h « pour le retrait du projet de loi « Répression » de Macron-Philippe-Retailleau.

Mardi 29 janvier - 18h - Manifestation - départ 18h fontaine Saint Michel à Paris (pour le début de l'examen du texte en séance à l'assemblée).

« pour le retrait du projet de loi « Répression » de Macron-Philippe-Retailleau contre le droit de manifester ; pour l'abandon des poursuites à l'encontre des victimes de la répression policière et leur indemnisation ; pour l'interdiction des armes mutilantes dites « intermédiaires » (flash-balls, grenades de désencerclement...) ; pour l'arrêt des violences policières et la fin de l'impunité ».

Considérant qu'un tel projet menace les libertés démocratiques et concerne tout le mouvement ouvrier, le Parti ouvrier indépendant démocratique (POID) s'est associé à un appel d'organisations qui se prononce en particulier « pour le retrait du projet de loi « Répression » de Macron-Philippe-Retailleau contre le droit de manifester ; pour l'abandon des poursuites à l'encontre des victimes de la répression policière et leur indemnisation; pour l'interdiction des armes mutilantes dites « intermédiaires » (flash-balls, grenades de désencerclement...) ; pour l'arrêt des violences policières et la fin de l'impunité ».

Premiers signataires :

ACORT, AMDH Paris-IDF, Amélior, ASSO-Solidaires, ATTAC, ATMF, Campagne BDS France, Cedetim-IPAM, CNDF, CNT-FTE, Collectif des Universitaires contre les violences policières, Collectif Faty Koumba, Collectif habitants urgence 31, Comité Adama, Comité Montreuil Palestine, Coordination Pas sans nous, CRLDHT, CVDT, DAL, DIEL, Droits devant !, Emancipation Tendance Intersyndicale, La Fanfare Invisible, Fédération Solidaires Etudiant-e-s, Femmes Egalité, Femmes Plurielles, Fondation Copernic, FTICR, Identité plurielle, Instants Vidéo et Numériques, LDH Paris 18, Marche des Solidarités, UJFP, UTAC, Sud PTT, SNJ, SNJ-CGT, Solidaires, Sud Industrie...

Ainsi que : Alternative Libertaire, Ecolo, EELV, Ensemble!, Gauche Démocratique et Sociale, Coopérative Ecologie Sociale, Décroissance IDF, NPA, Parti de Gauche, PCOF, POID...

Contact: contact@nonetatdurgence.org

● Au format pdf (29 pages)

PREMIERE PARTIE

Quelques réflexions politiques.

Je suis épuisé, donc je vais m'accorder un peu de repos. Si l'on veut. Après avoir déménagé depuis 5 ans déjà, je n'ai pas encore terminé mes travaux... Et puis rien ne presse, si on peut dire, puisqu'aucun changement politique n'est envisageable avant une durée indéterminée dans aucun pays, sauf peut-être au Venezuela dans le mauvais sens, quoique, c'était prévisible, on l'a déjà écrit il y a longtemps, comme en Equateur, en Argentine et au Brésil, aucun de ces régimes dits progressistes ou de gauche n'ayant rompu avec le capitalisme, ils devaient être tous balayés un jour par la réaction. Sur quoi reposaient-ils ? Je vous le donne en mille, l'armée mise en place par leurs prédécesseurs, le reste était à l'avenant.

Ceux qui nous ont vendu ces régimes comme des modèles à suivre ("Le socialisme du XXIe siècle") étaient en réalité des charlatans de la pire espèce pour avoir fait naître des illusions dans la tête de nombreux militants qu'ils ont trompés délibérément. On pouvait apporter notre soutien à ces pays contre leurs agresseurs, à condition de caractériser ces régimes et dénoncer leurs faiblesses...

Quand ils ont des parts dans le marche des sextoys.

- Bienvenue chez les psychopathes. La décadence dans laquelle ils veulent nous entraîner n'a plus de limite dans l'abjection. Ce n'est pas seulement à la place du cerveau qu'ils ont un sexe ! C'est toute trace de sociabilité (et d'évolution culturelle) chez l'homme ou chez la femme, la notion de sentiment amoureux qui doit disparaître au profit de relations sexuelles. Les relations qu'un homme et une femme pourraient tisser ensemble ou l'attirance qu'ils pourraient ressentir réciproquement n'aurait pas plus de valeur qu'un vulgaire objet destiné à procurer un plaisir éphémère que l'on consommerait et que l'on jetterait ensuite. Quel cauchemar !

- Saint-Valentin: troquez les roses pour ces sextoys - Le HuffPost 26.01

Comment ne pas se rendre compte qu'ils tiennent absolument à pourrir, effacer, détruire toutes les relations, tous les liens qui existent au sein de la société ou qui se sont constitués au fil des siècles et même des millénaires entre les hommes et les femmes, notamment.

Quelqu'un de mentalement équilibré peinera à croire qu'une telle intention puisse exister, et pourtant c'est bien la réalité.

On est en présence de monstres et non d'êtres humains, qui ont conçu une idéologie où toute trace d'humanisme serait bannie parce qu'ils considèrent qu'il constituerait une menace pour le modèle de société totalitaire qu'ils envisagent de nous imposer. Les hommes tout comme les femmes doivent être ramenés à une condition primaire, à l'état de primate, où seul demeurerait présent chez eux l'instinct bestial de survie qui s'accompagne de relations sexuelles du même ordre, comparables par exemple à celles des bonobos chez lesquels la notion de transgression sexuelle n'existe pas.

Ne vous êtes-vous jamais demandés pourquoi depuis déjà de nombreuses années, au-delà de la promotion de la pornographie et de la prostitution, ils nous rebattent les oreilles avec leurs histoires d'homosexualité, de pédophilie, d'inceste et de zoophilie, qui ne concernent qu'une infime minorité de la population, mis à part l'homosexualité qui n'a pas à être traité par le législateur et encore moins être évalué comme un délit, quand il s'agit d'un acte consenti entre adultes libres d'adopter cette orientation sexuelle, tout en les condamnant, ils manifestent clairement la volonté de banaliser ces comportements à force d'en entendre parler, les suggérant l'air de rien, les encourageant, les imposant, qu'ils soient légaux ou illégaux selon les pays, peu importe.

On n'est pas jamais au bout de nos surprises. Et dire qu'il y en a encore pour se demander s'il faut ou non "débattre" avec les représentants de cette idéologie, de ce régime, avec Macron et ses ministres, etc. c'est cela le plus stupéfiant en fait. Tous les jours il y en a qui ne manquent pas une occasion pour s'adresser à eux. Quelle en est la signification politique ? Devinez. Si vous en attendez quoi que ce soit, car c'est ce que cela signifie, vous êtes très très mal barrés ! Et nous aussi par voie de conséquence, hélas ! C'est difficile à vivre parfois d'avoir atteint un niveau de conscience que seul une infime minorité partage, si infime qu'on peine à se compter...

"**50% d'un coup**". Quelle générosité, quel bonheur ! Non, trop, c'est trop !

Rendez-vous compte, incroyable, le salaire minimum augmenterait de "50% d'un coup". Où cela, en France, mais non ballot, au Nigéria! France Info ne s'en remet pas, quelle tragédie ! Quand même, "50% d'un coup", c'est super, en partant de 44 euros mensuel, c'est déjà moins génial, cela donne 66 euros, tient un peu plus que le salaire que perçoivent les femmes indiennes de mon village qui travaillent 48 heures par semaine durant 12 mois de l'année, 60 euros, en France environ 1.000 euros, donc les heureux travailleurs nigériens vont percevoir un salaire équivalent à 6% du smic, c'est géant, que réclame le peuple franchement ! De la part de France Info des négriers, pas étonnant !

Cela explique aussi qu'on vive mieux en France qu'au Nigéria, premier producteur de pétrole d'Afrique, donc un pays riche ou plutôt, où les actionnaires des multinationales occidentales sont riches. Ces chers Français si attentionnés au sort des migrants, mais qui se foutent du sort qui leur est réservé quand ils bossent pour un salaire de misère dans leurs pays, c'est beau tout de même la bonne conscience, l'impérialisme a du bon, il faut le reconnaître...

En fait, c'était une information en partie fautive de France Info, car les salariés nigériens des entreprises de moins de 25 salariés ne sont pas concernés par cette mesure, donc les plus nombreux d'entre eux, et pour avoir la paix sociale le gouvernement a accordé 7,33 euros en plus aux fonctionnaires (j'ai fait le calcul!). Dans tous les pays les fonctionnaires sont devenus un des piliers de l'Etat ou de la stabilité du régime, les travailleurs les plus corrompus par le capitalisme en somme, souvent avec un bas salaire, l'un n'empêche pas l'autre, sur lesquels certains comptent pour faire la révolution, si, si, sans plaisanter, ce sont des révolutionnaires, quel délire, quelle dégénérescence de la lutte de classe ! France Info est à l'image de l'AFP, ils ne peuvent pas sortir une info sans y mêler une contrevérité ou un mensonge, c'est plus fort qu'eux !

- Nigeria: le salaire minimum va augmenter de 50% d'un coup - franceinfo 24.01

Le salaire minimum dans le pays le plus peuplé d'Afrique est actuellement de 18 000 nairas (un peu moins de 44 euros) par mois pour les salariés du public comme du privé. En novembre 2018, les gouverneurs des Etats avaient rejeté un accord portant sur un montant de 30 000 nairas. Ils l'avaient alors qualifié d'"impraticable" à moins de réduire drastiquement le nombre de fonctionnaires ou d'augmenter les subventions du budget fédéral qui leur sont allouées. Malgré les allocations mensuelles du gouvernement fédéral, de nombreux Etats n'ont pas payé leurs fonctionnaires depuis des mois, blâmant le ralentissement économique qui a plombé le géant ouest-africain depuis 2016.

Le ministre du Travail a déclaré à la presse que la somme de "27 000 (nairas) mensuels a été approuvée", suite à une réunion du Conseil national des Etats. Le nouvel accord, applicable aux secteurs privé et public, et qui doit encore être ratifié par le Parlement, sera révisable tous les cinq ans. Les entreprises employant moins de 25 personnes sont toutefois exemptées, a ajouté Chris Ngige. Par ailleurs, "les Etats et les organisations capables de payer plus de 27 000 nairas pourront le faire. Cela dépendra de leur capacité financière", a-t-il déclaré. "Par exemple, le gouvernement fédéral a décidé de ne pas payer

les travailleurs moins de 30 000 nairas", a-t-il ajouté. Fronde syndicale

Les syndicats n'ont pas réagi dans l'immédiat. Auparavant, ils avaient menacé à plusieurs reprises de paralyser le pays s'ils n'obtenaient pas un minimum de 30 000 nairas. L'inflation (11,5% actuellement) est devenue un problème majeur au Nigeria. Alors que le pays est le premier producteur de pétrole en Afrique, la majorité de ses 194 millions d'habitants vivent dans la pauvreté. "Le Nigeria est (...) devenu un pays pauvre", déclarait le président Muhammadu Buhari en 2016. La faute à la chute des cours du brut, affirmait-il. "C'est oublier une situation économique et politique locale en grande partie responsable des problèmes", observait alors franceinfo Afrique. A commencer par la baisse de la production d'hydrocarbures, la corruption...
franceinfo 24.01

Il ne fallait pas oublier de le signaler.

Au-delà des critiques que j'ai formulées sur le mouvement ouvrier à propos de son attitude sectaire envers le mouvement populaire initié le 17 novembre 2018, il faut saluer l'engagement du POI, du NPA, de LO, de LFI, du PRCF, du ParDem, des groupes de militants du GMI, de La Commune et bien d'autres, dont les anarchistes et les maöistes, ainsi que l'ensemble des militants de tous les syndicats qui y participent, sans oublier certains militants du POID qui n'ont pas suivi leurs dirigeants.

Tendance Claire du NPA 24 janvier 2019

Enfin, Solidaires a décidé jeudi 24 janvier de s'associer à la grève du 5 février (<https://urlz.fr/8JyS>) en posant la question de la "grève générale reconductible".

Boycott du grand débat pipé de Macron ! Stop au dialogue social avec Macron !
Halte à la répression ! Amnistie des gilets jaunes condamnés !
Grève générale illimitée à partir du 5 février !

Les gilets jaunes. Pas du tout une dynamique de droite.

- Gérard Filoche à Sputnik 23.01 à propos des gilets jaunes.

«Il y a 5% de casseurs, de fachos, de gens très détestables là-dedans. 95% de gens qui sont à gauche et qui cherchent une solution sociale [...] Sur un rond-point où j'étais dans le Vaucluse, où on dit que c'est à droite, pas besoin de discuter longtemps avec les gens pour voir que vous augmentez les retraites, augmentez réellement le SMIC [...] Mettez en cause le partage des richesses et vous faites une réforme fiscale: c'est ça ce que veulent les gens [...] la tonalité, la dynamique, c'est une dynamique sociale. Pas du tout une dynamique de droite.» Sputnik 23.01

- Acte XI: à Lyon et Caen, des gilets jaunes scandent des slogans anti-fachos - HuffPost 26 janvier 2019

À Paris, les choses ont pris une tournure plus violente. Un groupe de manifestants identifiés comme des militants d'extrême droite par un journaliste du Point présent sur les lieux aurait attaqué d'autres citoyens vêtus de gilets jaunes. Selon des témoins, il s'agirait de militants du NPA, un parti classé à l'extrême gauche de l'échiquier politique. HuffPost 26 janvier 2019

Ils osent tout. Fabrique du consentement en mode surchauffe.

- Popularité: Macron (+4) et Philippe (+6) en hausse - AFP 25.01

La popularité d'Emmanuel Macron progresse pour le deuxième mois consécutif (+4) à un niveau cependant toujours limité et celle d'Édouard Philippe gagne 6 points en un mois, selon un sondage BVA diffusé vendredi. AFP 25.01

Il y a huit jours environ, d'autres sondages disaient l'inverse ! Plus personne n'y prête attention...

Vite, vite...

- Ce qui contrarie Macron, c'est qu'il voudrait bien que cette mobilisation populaire cesse le plus rapidement possible pour pouvoir embrayer tranquillement sur la casse des retraites, passons sur le bradage des allocations chômage qui va passer comme une lettre à la poste, les fonctionnaires, donc la majorité des syndiqués ne sont pas concernés, et ceux qui travaillent ne le sont pas davantage, il faut dire les choses telles qu'elles sont, non ? Avoir une conscience de classe commence par regarder la réalité en face, sinon il s'agit d'autre chose, d'intérêts purement corporatistes...

Le problème : C'est qu'elles sont déjà mobilisées !

Un internaute - "*Mr Edward Bernays, neveu de Freud, le modèle de Goebbels.*

Il écrit en 1928 dans Propaganda : Si l'on parvenait à comprendre le mécanisme et les ressorts de la mentalité collective, ne pourrait-on pas contrôler les masses et les mobiliser à volonté sans qu'elle s'en rendent compte ?"

Pour leur vendre n'importe quoi, y compris des idées. Attention, cela ne fonctionne pas indéfiniment, même s'il y a des irréductibles. A trop vouloir en faire, on se trahit aussi...

Défense du marxisme.

Le commentaire que j'ai posté mercredi dans le blog Les Crises.fr.

Un internaute - "*Un des principaux dogmes du communisme et aussi du socialisme, mais dans une un peu moindre mesure, est la suivant : Les humains sont bêtes et méchants par nature et seuls quelques esprits éclairés peuvent les guider vers le bon chemin.*"

Ma réponse - Un déni et un mensonge ou une ignorance.

Le socialisme repose sur le constat que seule une fraction des exploités et des opprimés est capable dans un premier temps d'atteindre un niveau de conscience politique correspondant au processus dialectique matérialiste et historique inconscient à l'œuvre tout au long du développement de la civilisation humaine (ce que vous niez), et de définir dans quelle direction il est susceptible de s'orienter en fonction de l'évolution des rapports (contradictaires) qui existent entre les différents facteurs qui les composent, de sorte qu'en tenant compte et en agissant sur ces facteurs et ces rapports il soit possible d'orienter ce processus historique dans une direction plutôt qu'une autre, autrement dit vers le chaos, la guerre sans fin, la barbarie ou le socialisme et au-delà le communisme ou la liberté.

Et parmi (ce que vous ignorez) les facteurs déterminants sans lesquels il est impossible d'orienter la société dans une autre direction que la barbarie, figure ces éléments les plus conscients de la classe ouvrière et des classes moyennes rassemblés dans un parti politique, ainsi que les dizaines de millions de travailleurs organisés au sein des organismes politiques indépendants qu'ils ont créés (Assemblée populaire ou constituante par exemple), et c'est uniquement la combinaison de ses deux facteurs qui peut permettre à un moment donné de réaliser un changement de régime, autrement dit, de liquider le capitalisme et ses institutions antidémocratiques.

Que vous l'admettiez ou non, c'est ce que nous enseigne la lutte de classe internationale depuis les révolutions du XIXe siècle.

Idée reçue ou formule bâclée ou interprétée à sens unique.

Il est de bon ton ou il est admis que les conditions objectives l'emportent sur les conditions subjectives, argument que l'on emploie pour justifier l'analyse selon laquelle le développement de la crise du capitalisme va conduire inexorablement à une modification des rapports établis entre les classes, et se traduire par un affrontement direct entre les deux principales classes, celle des capitalistes et celle de la classe ouvrière, de sorte que lorsque leurs contradictions seront poussées au paroxysme, tous les obstacles que les représentants de la classe dominante et ses agents au sein du mouvement ouvrier avaient dressés pour empêcher les masses exploitées de surgir sur l'arène politique tomberont les uns après les autres ou seront submergés ou s'avèreront impuissants à contenir la puissante vague destinée à emporter le régime...

C'est exact, et on a pu le vérifier une multitude de fois dans le passé à travers le monde. En revanche, ce qu'on admet moins ou ce qu'on n'arrive pas à comprendre, c'est pourquoi une crise politique puisse durer des décennies sans pour autant se transformer en crise révolutionnaire, ou pourquoi une situation révolutionnaire ne donnera pas lieu à une révolution et débouchera sur une longue période de réaction, à laquelle succédera une nouvelle situation révolutionnaire et ainsi de suite...

Jusqu'à présent on a commis l'erreur de concentrer notre attention uniquement sur le rôle joué par ces agents du capital sévissant au sein du mouvement ouvrier ou s'en réclamant, alors qu'ils pouvaient être amenés à être désavoués ou écartés, à perdre tout crédit auprès des travailleurs, pour aussitôt être remplacés par d'autres imposteurs ou partis acquis au capitalisme, qui reprenaient le flambeau de la social-démocratie, dont on a pu observer à quoi cela menait en Grèce avec Syriza, en Allemagne avec Die Linke, en Espagne avec Podemos, en France avec le PG ou LFI, etc. On a pu observer le même phénomène sur le plan syndical avec Sud ou Solidaire en France par exemple.

Pendant ce temps-là, soit de nombreuses décennies, les travailleurs n'ont cessé d'être sous l'emprise d'un conditionnement bien plus pernicieux et constant, quotidien, et cela depuis leur naissance, ce qu'on a pour ainsi dire totalement négligé ou pire encore, auquel on a attribué des vertus, que ce soit le capitalisme et ses institutions, ou la multiplication des médias, les nouveaux supports de communication, sans parler des ONG et du monde associatif, qui spontanément nous fait penser à l'association capital-travail chère à l'extrême droite.

On a pratiqué sans modération ou aveuglement le culte de la République, de la démocratie, de la liberté d'expression, de la justice, du droit international, des médias, des réseaux sociaux, de l'instruction publique, du mouvement ouvrier, etc. pour finalement s'apercevoir que depuis le début ils étaient rongés par un mal qui allait finir par les emporter : le capitalisme.

On fit passer à la trappe ou au second plan leur nature de classe au profit de formules creuses, de définitions génériques, qui ne profitaient qu'à leurs ennemis ou à ceux qui les manipulaient pour mieux conditionner les masses, au point d'en arriver à déclarer que le combat contre la lutte idéologique et psychologique que menaient les porte-parole et les agents de la classe dominante ne méritait pas d'être mené, affirmant que de toutes manières un jour ou l'autre les conditions objectives finiraient par l'emporter sur les conditions subjectives, ne voulant pas voir que l'extrême hétérogénéité de la classe ouvrière et des classes moyennes n'aboutirait pas à la maturité des conditions objectives, hormis chez certaines couches isolées ou une minorité qui à un moment donné ne supporteraient plus leur condition d'existence et se soulèveraient, tandis que la majorité mieux lotie et conditionnée par la propagande des représentants du régime s'accommoderait de son médiocre destin et déciderait de ne pas se mobiliser, quitte à abandonner ses aspirations à une vie meilleure.

J'allais ajouter, et ne comprenant pas qu'un jour fatalement leur tour viendrait, puis je me suis ravisé, parce qu'en réalité c'est faux, car hormis dans les pays les plus pauvres, nulle part dans le monde la majorité de la population n'est soumise à des conditions matérielles d'existences insupportables ou misérables, à l'indigence, conduite à mendier des aides de l'Etat ou d'organismes privés caritatifs. Or, jusqu'à preuve du contraire, et on est en train d'en faire l'expérience en France, seule cette condition peut conduire les masses à se soulever contre le régime, qui réprimera violemment toute tentative de soulèvement sachant qu'il peut compter sur la passivité et la neutralité de la majorité.

Cette majorité des masses, comme je l'ai expliqué dans des causeries précédentes, d'un côté elle dispose de revenus qui lui permettent de bénéficier d'un mode de vie relativement confortable, et d'un autre côté elle est conditionnée ou influencée par la propagande officielle, du coup la combinaison de ces deux facteurs la conduit à accepter une multitude de frustrations ou à abandonner ses aspirations à vivre dans une société meilleure ou plus juste, car finalement si elle est satisfaite de son sort sur le plan matériel, dans tous les autres domaines elle ne peut pas y prétendre, elle doit se contenter de rapports médiocres ou détestables, elle est contrainte de vivre dans une société où tout idéal a disparu ou ne peut être que teinté d'hypocrisie et de cynisme, pire encore, elle se voit contrainte de renier les valeurs et les principes qui coïncidaient avec ses aspirations les plus profondes, les plus légitimes, elle préfère encore être l'acteur de sa propre déchéance plutôt que prendre le risque de remettre en cause sa condition matérielle d'existence en l'absence de toute issue politique à la crise du capitalisme, qui existe, mais dont elle n'est pas parvenue à prendre conscience, parce que la classe ouvrière (et les masses en générales) n'est pas parvenue à se doter d'une nouvelle direction politique au cours des 80 dernières années malheureusement.

Il ne fait absolument aucun doute que parmi la majorité des masses les mieux loties et les plus évolués des centaines de milliers de travailleurs furent en mesure de s'élever au niveau du socialisme mais en ont été détournés, des dizaines de milliers s'en approchèrent, puis s'en éloignèrent, de sorte que bien que les conditions existaient nous ne pûmes jamais construire le parti ouvrier révolutionnaire qui nous fait tant défaut aujourd'hui.

Ainsi, le problème que nous avons à résoudre, ce ne sont pas les masses, elles sont plutôt la solution, mais celle de la direction de l'avant-garde du mouvement ouvrier, autrement dit, le problème ce sont uniquement nos dirigeants, leurs analyses, leurs stratégies, leurs conceptions de la lutte de classe, les rapports qu'ils entretiennent avec les différentes classes, avec l'Etat.

Nous avons dit précédemment que nous avons commis l'erreur d'avoir accordé beaucoup trop d'importance aux agents du capital sévissant dans le mouvement ouvrier parce que finalement une fois démasqués ou rejetés d'autres viendraient les remplacer et ainsi de suite, de la même manière nous nous sommes épuisés en pure perte à vouloir absolument coller au mouvement spontané des masses qui étaient bourrées d'illusions et qui les conserveraient par la suite, donc là encore, cela ne servit strictement à rien, bref, on oscilla sans cesse entre opportunisme et gauchisme, entre dogmatisme (et sectarisme) forcené et éclectisme débridé, de telle sorte qu'on ne pouvait inspirer confiance à personne, et si on se demandait pourquoi, je répondrais parce que personne n'avait quelque chose à y gagner !

On a pu observer au cours des 8 dernières décennies que des millions et millions de travailleurs avaient participé à la lutte de classes, que des millions s'étaient syndiqués, que plus d'un million avait adhéré un jour à un parti ouvrier, et tout d'un coup on s'aperçoit que c'est comme si rien ne s'était passé, comme si ces expériences n'avaient jamais existé, vous ne trouvez pas cela curieux, vous ne vous êtes jamais posés la question de savoir pourquoi, au-delà des explications foireuses ou intéressées fournies par nos dirigeants, et bien j'ai une autre explication à vous proposer, qui a un lien avec tout ce qui vient d'être exposé dans les paragraphes précédents.

Qu'y a-t-il de commun entre les masses, la totalité des masses et pas seulement la majorité, et tous ces travailleurs qui ont participé un jour à la lutte de classes ou qui se sont engagés dans le mouvement ouvrier ?

Ils partagent tous le même mode de pensée, celui qui leur a été inculqué par une multitude d'intermédiaires au sein de la société agissant pour le compte de la classe dominante, de l'éducation qu'ils ont reçue de leurs parents, de l'instruction qu'ils ont reçue à l'école puis à l'université, des informations qui leur ont été transmises par les médias et les réseaux sociaux de nos jours,

des histoires qu'on leur a contées dans des livres, au cinéma, au théâtre, parfois dans des lieux de culte, etc. Leur mode de pensée a été formaté de telle sorte qu'ils n'interprètent pas la réalité, la situation, leur condition, leurs propres expériences à partir des faits et de leur enchaînement, mais en les traitant comme des abstractions détachées les unes des autres de telle sorte que les liens qui existaient entre eux s'évanouissent ou disparaissent au point de ne laisser aucune trace, hormis des impressions impossibles à relier entre elles ou inutilisables, incompréhensibles une fois la relation dialectique de cause à effet rompue ou obscurcie par l'épais brouillard de la spéculation ou de la confusion à laquelle elles allaient donner lieu par la suite.

Dans ces conditions toute interprétation dialectique, donc correspondant au déroulement des faits ou de la réalité présente ou passée est impossible à saisir, alors de là à imaginer le futur ou comment pourrait évoluer la situation, vaut mieux l'oublier ou ne pas y penser. Quel que soit le sujet que l'on doit aborder, la question à laquelle on doit réfléchir, le problème que l'on a à résoudre, la difficulté que l'on a à traiter, la situation que l'on a à analyser, les faits que l'on doit examiner, donc tout ce qui concerne la vie en général et pas seulement la politique, si en terme de mode de pensée on ne recourt pas au processus qui en est à l'origine, on ne risque pas d'en venir à bout ou d'y comprendre grand chose, et bien c'est à côté de cette logique implacable, qui s'impose à tout et à tous, que nous sommes passés ! En un mot, on a appris à lire et à écrire, à compter, mais pas à penser. Qui dit apprendre à penser n'impose pas davantage de contraintes que savoir lire, écrire ou compter, bien au contraire, c'est une libération.

Il n'y a que les esprits tordus ou malintentionnés pour l'interpréter différemment, parce qu'ils ne savent pas penser ou ne tiennent pas à ce que les masses apprennent à penser par elles-mêmes, librement. C'est tout le contraire de l'endoctrinement ou du conditionnement, du lavage de cerveau, c'est justement se donner les moyens d'y échapper ou de s'en débarrasser. C'est uniquement dans ce sens que nous avons évoqué la tâche d'éduquer les masses, et non pour qu'elles deviennent des masses serviles ou obéissantes. Et évidemment cela a un rapport avec la démocratie, puisque pour pouvoir librement se prononcer sur une mesure, il est préférable au préalable de savoir penser. Et non pas savoir quoi penser, ce qui est du domaine réservé à chacun en fonction de ses intérêts, personne n'a le droit de penser à votre place ou de décider ce que vous devez penser, c'est uniquement à vous de le savoir.

C'est là qu'on s'aperçoit qu'on n'a pas progressé en un siècle, et qu'avec un tel handicap on n'est pas près de s'en sortir, tout du moins on est en droit de le craindre, hélas !

On a parlé à tort et à travers du marxisme et on est passé à côté de sa méthode pour interpréter le monde, après on ne s'étonne plus de rien, ou plus précisément on a pu la maîtriser plus ou moins, mais on a oublié qu'on devait la rendre accessible au plus grand nombre. Ceux qui l'ont diabolisé visaient visiblement la dialectique matérialiste et historique, une arme aussi redoutable que le diamant pour venir à bout du plus dur problème que les hommes aient eu à résoudre, réunir les conditions pour se libérer du règne de la nécessité.

Tenez, il y a une idée qui me vient à l'esprit. Dès notre plus jeune âge en entendant quotidiennement une langue, on apprend spontanément à la parler ou à maîtriser l'expression orale, et on peut la maîtriser sans aller à l'école, ce fut le cas de ma compagne. Mon épouse a appris le français toute seule en vivant en France. Etc. Pourquoi les militants et cadres des partis ouvriers ne maîtrisent-ils pas la dialectique ? Que leur ont-ils appris leurs dirigeants ? Rien ou presque ou en tout cas pas l'essentiel puisqu'ils sont incapables de penser librement par eux-mêmes, même si certains ont réussi à se convaincre du contraire.

Puisque tout est régi par les lois de la dialectique, cette "science des lois générales du mouvement et du développement de la nature, de la société humaine et de la pensée (R. Luxemburg), donc y compris les expériences que nous vivons quotidiennement, pourquoi dès lors qu'on nous aiderait à en prendre conscience, on n'y parviendrait pas ? Comment cela se traduirait-il en pratique ? Par l'observation, l'écoute, l'attention, et toutes les questions qui en découleraient et auxquelles on chercherait des réponses cohérentes, en posant ou en imaginant un tas d'hypothèses qu'on étudierait ou vérifierait une à une pour ne conserver que les plus crédibles ou valables et ainsi de suite. Cela nécessite une certaine discipline ou de faire preuve d'une grande rigueur, car on ne doit se satisfaire d'aucune réponse approximative ou contenant un doute. En cas d'incertitude ou si on tombe en panne d'imagination, on met cette question précieusement de côté et on y repensera plus tard, surtout on ne l'enfouit pas au fond d'un tiroir, à un autre moment on sera mieux inspiré, il ne faut jamais désespérer. Et puis, on apprendrait un tas de choses, on se débarrasserait d'idées fausses et on se forgerait de solides repères ou convictions qui nous serviraient par la suite.

On pourrait dire tout bêtement que faire preuve de logique, c'est refuser de subir le sort qu'on nous a réservé, c'est donc se poser un tas de questions et ne jamais cesser de se les poser tant qu'on n'a pas obtenu de réponses satisfaisantes, on doit être animé par cette détermination absolue pour progresser. Voyez de quelle détermination font preuve nos ennemis, prenez exemple sur eux et nous les terrasserons, parce que nous sommes le nombre, la force, c'est aussi bête que cela ou tout simplement logique, un miracle de la dialectique, quand la quantité se transforme en qualité.

Kant définissait la logique comme « la science des lois nécessaires de l'entendement et de la raison », Hegel comme « la science de l'Idée pure », pour Marx la logique était tout simplement le processus matériel qui se déroulait sous ses yeux. (Causerie du 14 juillet 2018)

Et la conscience de classe est le prolongement ou l'expression de processus matériel, ce qui signifie que si on ne le voit pas ou qu'on a une perception déformée, on ne peut pas acquérir une conscience de classe, plus précisément si on ne saisit pas les lois

qui sont à l'oeuvre dans ce processus matériel, on ne risque pas de le saisir lui-même ou d'agir dessus consciemment. En revanche si on maîtrise ses lois, on ne confondra pas la cause avec ses effets ou ses conséquences, par exemple on ne peut pas aborder la pauvreté sans spécifier que c'est le capitalisme qui en est l'origine, donc on ne supprimera pas la pauvreté tant qu'on n'aura pas éliminé le capitalisme.

Quand on vit une expérience et qu'on n'en tire aucun enseignement, notre niveau de conscience en général ne peut pas progresser, pire, on demeurera la proie d'éléments extérieurs qui pourront influencer notre mode de penser et nous conditionner à notre insu, on pourra même être amené à régresser ou à croire n'importe quoi puisqu'on ne se pose pas de questions. Quand on ne cherche pas à savoir pourquoi les choses se passent ainsi plutôt qu'autrement, on en arrive à se dire qu'elles sont comme elles devaient être et que personne n'y pouvait rien, c'est ainsi que la fatalité permet de justifier l'inaction. C'est un enchaînement logique, qui n'est pas inexorable heureusement, mais qui en l'état demeurera toujours nuisible si on ne le brise pas, hormis les situations désespérées.

Le mode de pensée des travailleurs est le produit de leurs conditions qui ont fait l'objet d'interprétations qu'ils ont adoptées, de telle sorte qu'ils reproduisent inconsciemment ces conditions (ce mode de vie et de pensée) sans en connaître l'origine, et ils auront toute leur existence pour les découvrir ou non, ce qui finalement déterminera l'orientation de la société.

Leur mode de pensée est idéaliste ou teinté d'un matérialisme purement empirique qui justement ne leur permet pas de saisir les lois de la dialectique à l'oeuvre dans chaque expérience vécue ou subie, et par conséquent ils seront influencés ou orientés idéologiquement, d'où la nécessité de partir de leurs expériences, de leurs conditions, pour les aider à comprendre comment fonctionnent ces lois de la dialectique. C'est la raison pour laquelle il faut les laisser parler, les faire parler et avoir la patience de les écouter au lieu de leur débiter un grand discours politique, car quel que soit le bout par lequel ils aborderont la réalité, il sera facile de leur montrer ensuite que chaque expérience qu'ils ont vécue ou la situation sociale et politique sont régis par les mêmes lois, y compris leur mode de pensée.

On ne peut progresser dans aucun domaine, que ce soit en mathématiques ou en linguistique, dans l'étude de n'importe quelle science si on ignore leurs règles, leurs principes, leurs théorèmes, qui en quelque sorte ne font que synthétiser des rapports dialectiques de cause à effet ou conséquence qui existent en dehors de leur volonté ou qui s'imposent à eux...et bien avec la pensée c'est un peu la même chose.

Les hommes sont parvenus à apprendre à lire, à écrire et à compter, pourquoi n'apprendraient-ils pas à penser ? Attention, je ne prétends pas qu'il suffirait que les travailleurs parviennent à adopter un autre mode de pensée pour qu'il soit possible de changer la société, j'affirme que des centaines de milliers de travailleurs, voire davantage parmi les plus évolués et les plus déterminés possèdent les qualités requises qui peuvent leur permettre immédiatement d'adopter le matérialisme dialectique, donc se débarrasser du fatras idéologique qui empoisonne leur mode de pensée de manière à pouvoir agir pour changer la société, les masses évoluant à un rythme plus lent, mais qu'il faut aussi les aider à prendre conscience des lois de la dialectique, car si on ne peut pas changer de société avec des militants, cadres ou dirigeants qui en seraient inconscients, on ne pourrait pas davantage contrecarrer la propagande de nos ennemis qui comptent sur l'ignorance des masses pour mener à bien leur contre-révolution.

Tout cela ne se fait pas en un jour ou ne se décrète pas, et si en participant à un processus révolutionnaire on peut développer un certain niveau de conscience politique, il n'en demeure pas moins qu'il n'atteindra jamais spontanément un niveau suffisant pour en saisir les lois dialectiques, si on n'y a pas été préparé longtemps à l'avance, n'oublions pas qu'il ne s'agit pas seulement de prendre le pouvoir, faut-il encore être capable de le conserver. On a pu voir au cours de chaque révolution à quel point le niveau de conscience des masses pouvait s'élever pour ensuite retomber, parfois à un stade inférieur à celui auquel elles étaient parvenues avant le déclenchement de la révolution, autrement dit elles n'en auront tiré pratiquement aucun enseignement. A suivre.

Parole d'internaute.

1- En effet, le courant dominant est le subjectivisme et seule l'apparence, soit l'écume des choses compte. C'est le triomphe provisoire de l'interprétation sur les faits que l'on tord dans tous les sens pour les faire coller à une réalité totalement construite du dehors.

2- À la différence près qu'Acrimed a soutenu la propagande de guerre lors de la guerre en Syrie dans un article lors de la bataille d'Alep où le site chargeait Mélenchon de soutenir le dictateur Al-Assad puisqu'il ne soutenait pas Al-Qaïda, heu pardon les "rebelles modérés".

Article qui a mystérieusement disparu du site d'Acrimed (je viens d'aller chercher) mais qui reste gravé dans ma mémoire comme l'un des moments les plus orwellien qu'il m'ait été donné de voir dans le journalisme.

Bref, se méfier de tout le monde, notamment des sites d'infos alternatives qui sont d'autant plus puissant pour manipuler qu'ils sont crédibles.

LVOG - "*Se méfier de tout le monde, notamment des sites d'infos alternatives*", vous avez raison, je viens de découvrir que Anticons - Observatoire du néo-conservatisme avait ajouté une carte des NéoCons US dans laquelle figure Léon Trotsky, le principal dirigeant avec Lénine de la révolution russe de 1917, puis à partir de 1924 le plus déterminé des ennemis du stalinisme au sein du mouvement ouvrier international, ce qui lui vaudra d'être assassiné sur ordre de Staline le 20 août 1940.

On doit donc en déduire au regard de cet amalgame scélérat que ce site est animé par des staliniens ou des ignorants qui se font également manipulés.

3- C'est bien possible : d'ailleurs Acrimed n'avait guère critiqué la partialité médiatique lors du coup d'État en Ukraine, en 2014, si mes souvenirs sont bons. On touche là aux limites de la "gauche radicale" française, ou "gauche de gauche".

LVOG - Vous n'êtes pas au bout de vos mauvaises surprises...

4- C'est juste une question de nombre.

La population est désarmée mais elle est nombreuse.

La police et le gouvernement, ils font actuellement les malins, mais uniquement parce que la mobilisation reste assez limitée en nombre, quoiqu'on en dise. Pourtant je suis très enthousiaste car c'est vraiment pas la saison idéale pour sortir (et encore on a évité jusqu'à aujourd'hui le froid). Sur le plan tactique, ne jamais sous-estimer la météo.

La BAC sort uniquement en fin de manif', ils chargent et interpellent quand il ne reste guère quelques dizaine de personne, trop facile pour eux.

Jamais l'appareil policier et judiciaire ne pourra en l'état arrêter (en proportion) autant de personne qu'en décembre si les gens descendent par centaines de milliers dans la rue.

Pour le moment, ce n'est pas le cas. A voir comment évolue la mobilisation.

Je relisais hier un article sur la "révolution des bougies" en Corée du Sud. Ils sont sortis par millions pendant plusieurs weekends. 2 mois plus tard la présidente (élue !) est destituée, et est en tôle à l'heure où l'on parle.

LVOG - Pourquoi n'y a-t-il que 1 ou 2% des travailleurs qui descendent dans la rue pour manifester contre Macron ?

5- Oui, la propagande, ça marche.

Il suffit de discuter autour de soi et de lancer les sujets classiques : Trump, Poutine, Syrie, Russie, Euro, Brexit

Ecoutez les gens parler et vous entendrez immédiatement les éléments de langage habituels :

- Si on sort de l'Euro, ça sera le chaos
- Les Anglais regrettent amèrement le Brexit
- Bachar, le tyran qui empoisonne son propre peuple

Même chez des gens intelligents et cultivés, il est impossible de discuter sérieusement de ces sujets. Il est même impossible de leur faire admettre qu'ils sont victimes de propagande.

LVOG - Méfiez-vous des "gens intelligents et cultivés"... Au fait, n'en feriez-vous pas partie par hasard ?

6- Il semblerait que la propagande marche, tant qu'elle ne vous concerne pas. Je considère qu'elle est annonciatrice d'un déséquilibre et de changements prochains. Normalement, dans un état équilibré, il n'y aurait pas besoin de propagande. Les faits seraient les faits, les forces seraient équilibrées. Mais des qu'un déséquilibre apparaît, la propagande s'installe. Au début, elle paraît toute puissante, mais au fur et à mesure qu'elle concerne de plus en plus de personnes elle perd de sa force. Il n'y a pas de retour en arrière: la succession des crises qui arrivent, va ouvrir obligatoirement les yeux à de plus en plus de personnes car elles seront concernées par les faits. Jusque au point de non retour. Ainsi finissent tous les régimes, c'est à dire qu'ils meurent et disparaissent quand la propagande ne fonctionne plus.

LVOG - Cela peut prendre beaucoup de temps, voyez Franco...

Lorsque les déséquilibres augmentent, la propagande est obligée d'augmenter également, jusqu'au point où elle devient visible

au plus grand nombre. Cela ne veut pas dire que tous ouvrent les yeux, et deviennent contre la propagande. cela veut dire que ceux qui faisaient semblant de ne pas la voir, sont alors obligés de dévoiler leurs positions.

C'est pourquoi la propagande, quand elle arrive au bout de son cycle, conduit souvent à la guerre civile.

LVOG - Nous n'en sommes plus très loin...

7- L'intuition première – sans cesse vérifiée – que l'on peut avoir est celle d'une "soumission" des médias à l'ordre établi. Puis en creusant un peu la question du traitement médiatique de l'actualité, on s'aperçoit que les mécanismes sont assez complexes car l'évolution du champ journalistique est protéiforme :

- la mise sous tutelle financière (banques, industrie de l'armement, ...) des médias favorisant un climat de censure
- précarisation des journalistes favorisant l'autocensure
- poids d'une structuration hyper-concurrentielle du secteur, qui uniformise mécaniquement les contenus
- suprématie de l'image sur le texte favorisant la réaction plutôt que la réflexion
- avènement de supports de diffusion alternatifs, à la fois plus "performants" (instantanéité du web) et démocratique, où chacun peut s'exprimer (avec pour effet pervers d'entretenir le règne de l'opinion ...)
- ... le tout dans une société qui promeut le consommateur plutôt que le citoyen (le fameux temps de cerveau disponible)

8- Par contre les rapports des éditorialistes, des journalistes "stars", directeurs de rédaction, etc... avec l'ordre établi, c'est plus pour moi de la collusion, des affinités. Ces gens font les mêmes écoles, fréquentent (pour certains contractent leur mariage) les mêmes milieux, ont la même vision du monde. Il n'y a pas besoin que les directives soient exprimées, dès qu'elles sont partagées et comprises en amont.

Le documentaire "Les nouveaux chiens de garde" est très instructif sur ce rapport de collusion. Ce sont des gens qui dînent une fois par mois au Siècle par exemple, et ceci n'est pas une idée complotiste ou une fake news.

DEUXIEME PARTIE.

L'acte XI

Censuré la veille par les médias, pas un seul article sur Yahoo.news !

- Acte XI des gilets jaunes: une mobilisation en légère baisse, des heurts partout en France - Le HuffPost 27 janvier 2019

"Y'a aucun intérêt à faire ce grand débat." Plusieurs milliers de gilets jaunes sont (re)descendus dans la rue ce samedi 26 janvier pour leur onzième grosse journée d'action. Le grand débat national a beau battre son plein, ils étaient encore nombreux à crier leur colère face au gouvernement dont la volonté affichée de dialogue ne trouve toujours pas grâce à leurs yeux.

Au total 69.000 gilets jaunes ont défilé dans les plus grandes villes de France selon le ministère de l'Intérieur. Un chiffre en deçà des 84.000 manifestants recensés la semaine dernière, toujours selon la place Beauvau. Et si le comptage provisoire réalisé par la page Facebook "le nombre jaune" fait état quand à lui de 87.700 personnes dans les rues, le chiffre reste en baisse par rapport aux premières estimations livrées le 19 janvier qui évoquaient 109.930 participants.

Une légère érosion de la mobilisation donc, qui n'a pas empêché les heurts pour autant. Partout en France, des manifestants violents s'en sont pris aux forces de l'ordre quand d'autres ont dégradé des bâtiments ou du mobilier urbain. À Paris, la place de la Bastille a été le théâtre des plus violents affrontements. Jérôme Rodrigues, une des figures des gilets jaunes, a même été blessé à l'œil alors qu'il filmait en Facebook Live sans être menaçant pour qui que ce soit. De quoi provoquer la réaction du ministre de l'Intérieur Christophe Castaner qui a réagi aux violences de "manifestants déguisés en gilets jaunes" et aux soupçons de bavures policières.

Les rassemblements des gilets jaunes ont en effet été émaillés de plusieurs incidents. Outre place de la Bastille à Paris, Toulouse, l'un des bastions de la contestation, avec ce samedi encore plusieurs milliers de manifestants, a également connu des heurts et des dégradations en fin de défilé.

Pour la première fois depuis le début du mouvement dans la ville rose, la préfecture n'a pas donné une estimation précise du nombre de manifestants, évoquant le chiffre de "plusieurs milliers" pour samedi. Le 19 janvier, elle avait donné le chiffre de 10.000 personnes, un record national. En revanche, la préfecture fait état de "dégradations de vitrines d'agences bancaires, de mobilier urbain et de chantiers", de "feux de poubelles" et autres barricades. Au total, dix personnes ont été interpellées en centre-ville.

Des heurts se sont également produits à Dijon, Montpellier et en Avignon, ou encore dans l'Ouest, où plusieurs milliers de gilets jaunes ont manifesté. Des échauffourées ont éclaté entre forces de l'ordre et protestataires, notamment à Nantes et Évreux.

"Il y a eu de nombreux jets de projectiles et même un cocktail Molotov" à Nantes a indiqué la préfecture de Loire-Atlantique. "Les forces de l'ordre ont riposté avec des gaz lacrymogènes", a ajouté cette source. En fin d'après-midi, il y avait eu neuf interpellations. Selon un photographe de l'AFP présent, les manifestants étaient environ 2000.

À Évreux, des incidents ont éclaté en marge d'un rassemblement qui a réuni plus de 800 personnes, selon la préfecture. Des dégradations ont été commises devant le siège de la Banque de France et les locaux de la police municipale ont été dégradés, selon les autorités, qui ont également déploré l'incendie de "deux véhicules" aux abords de la mairie. En fin d'après-midi, dans un communiqué particulièrement cinglant, le maire Les Républicains Guy Lefrand a estimé que "la ville a été livrée à elle-même". "Les commerçants, les riverains, les usagers du centre-ville n'ont pas eu le droit à la protection de l'État, en première partie de journée", a-t-il écrit.

Une figure du mouvement blessée

Mais c'est bien à Paris que s'est déroulée la scène qui restera comme celle la plus marquante de la journée. Peu après 17h, une des figures médiatiques du mouvement, Jérôme Rodrigues, a été blessée à l'œil place de la Bastille à Paris. Touché alors qu'il se trouvait face à des forces de l'ordre, il était au même moment en train de filmer en direct sur son compte Facebook l'arrivée du cortège des manifestants sur la place. Munition d'un Lanceur de balles de défense (LBD), éclat de grenade ou autre projectile: l'origine de sa blessure demeurerait inconnue à ce stade.

Une image qui, à l'heure où nous écrivons ses lignes, est en train de faire le tour des réseaux sociaux consacrés aux gilets jaunes, véritable agora du mouvement. Sans surprise, elle provoque l'indignation de l'écrasante majorité des internautes qui dénoncent une nouvelle preuve de violence policière. Dans un contexte où les effectifs de sécurité sont accusés d'utiliser plus de force que nécessaire pour contrôler les manifestants.

Éric Drouet a rapidement publié un communiqué via sa page Facebook la France en colère!!! dans lequel il appelle les Français à "un soulèvement sans précédent par tous les moyens utiles." Proche de Jérôme Rodrigues, avec qui il posait quelques heures avant les faits, le chauffeur-livreur accuse le gouvernement de faire le jeu des casseurs et les autorités d'être "fortes avec les faibles mais lâchement faibles avec les forts".

"Les Black Block étaient présents et avaient annoncé leur présence ce samedi, vous les avez laissé prendre la tête de plusieurs cortèges en attendant naïvement qu'ils passent à l'action. L'inaction des pouvoirs publics est inacceptable", cingle-t-il avant d'ajouter: "il y a du monde pour placer plus de 5000 gilets jaunes en garde à vue et en condamner une centaine à des peines de prison ferme. Mais il n'y a plus personne pour les vrais fauteurs de trouble."

Un sentiment d'injustice qui anime les contestataires depuis le premier jour du mouvement et qui ne cesse de croître au fil des événements. De quoi susciter un nouveau regain de mobilisation pour le douzième samedi de suite? Avant cela, place au premier acte des foulards rouges, ce dimanche 27 janvier à Paris. Une marche pro-Macron muée en rassemblement pour la République qui pourrait donner, elle aussi, des indications sur la suite du mouvement des gilets jaunes. Le HuffPost 27 janvier 2019

A Lille

Liberation - «Le grand débat, on n'en veut pas ! La vraie démocratie, elle est ici !» Ce samedi, à Lille, les gilets jaunes ne défilent pas seuls pour l'acte XI de leur mouvement. Des professeurs «Stylos rouges», des travailleurs sociaux, des infirmières et quelques cégétistes ont rejoint la grande marche régionale. Sous des bannières différentes, près de 1500 personnes réclament ensemble «plus de justice fiscale et sociale».

À l'avant du cortège, un service d'ordre, composé d'hommes coiffés de bérets avec insignes militaires, empêche toutes les tentatives de manifestation sauvage. Les CRS se font discrets. Seuls des agents de la BAC restent au contact des manifestants. Grand débat ou pas, «on va continuer à manifester», annonce Alison, 28 ans, gilet jaune sur le dos. Pour cette professeur des écoles, il faut «revoir les modalités du Grand débat»: «Ça ressemble plus à un questions-réponses qu'à un débat avec les citoyens, dans lequel Macron a répondu à tout. Nos revendications sont connues depuis le 17 novembre: on veut un impôt plus juste.»

«Macron ne change pas ses idées alors la manifestation, c'est pour se faire comprendre», lâche Perrine, 27 ans, salariée dans la grande distribution. «On a déjà fait remonter nos doléances. On a écrit dans les cahiers. On fait des réunions. On participe à des actions humanitaires», témoigne un petit groupe venu du Valenciennois. Liberation.fr 26 janvier 2019

LVOG - On observe au regard de tous ces témoignages, que ce mouvement est en recul puisqu'il ne pose plus aucune

revendication politique ou presque, et il n'arrive pas à faire le lien avec les Assemblées populaires qui se sont réunies dans certaines villes, ni avec le mouvement ouvrier. A suivre.

- Jérôme Rodrigues blessé, Éric Drouet appelle à "un soulèvement sans précédent" - Le HuffPost 27 janvier 2019

"La France en colère" déclare "l'état d'urgence du peuple". Dans un communiqué publié ce samedi 26 janvier en fin de journée, le groupe créé par Éric Drouet, l'une des figures des gilets jaunes, réagit à la blessure d'une autre figure médiatique du mouvement, Jérôme Rodrigues, touché à l'œil plus tôt dans la journée, au moment même où il était en train de filmer le cortège parisien de "l'acte XI" en direct sur son compte Facebook.

"Encore un œil crevé, un de trop", estime le groupe, selon lequel la blessure a été faite "semble-t-il par une grenade, tirée à bout portant". "Il ne peut donc pas s'agir d'une erreur."

"Au moment des faits, il était en train de filmer sans occasionner aucun trouble à l'ordre public, il est d'ailleurs connu par tous pour prôner le pacifisme et ce depuis le début du mouvement", poursuit le groupe dans son communiqué, en demandant "une sanction pénale lourde" à l'encontre des "agents des autorités qui ne respectent pas les conditions d'utilisation de leurs armes et s'en servent avec la volonté de briser des vies".

À leur sujet, le groupe estime qu'ils "ternissent l'image de leurs collègues qui ont encore une conscience et du bon sens, il faut donc briser leur vie en les bannissant du maintien de l'ordre".

Le communiqué sous-entend par ailleurs que le ministre de l'Intérieur aurait laissé faire les casseurs pour ternir l'image du mouvement: "Monsieur Castaner, prenez vos responsabilités, nous ne jouons pas. Les Black block étaient présents et avaient annoncé leur présence ce samedi, vous les avez laissé prendre la tête de plusieurs cortèges en attendant naïvement qu'ils passent à l'action. L'inaction des pouvoirs publics est inacceptable".

Le groupe d'Éric Drouet appelle enfin à un regain de mobilisation "par tous les moyens utiles et nécessaires".

"Nous appelons à un soulèvement sans précédent par tous les moyens utiles et nécessaires pour que plus personne ne soit victime de ces blessures de guerre. Amis gilets jaunes, organisez-vous plus que jamais, laissez vos querelles de côté, un combat ne se joue pas, il se gagne", dit le communiqué. Le HuffPost 27 janvier 2019

LVOG - Ma réflexion précédente est confirmée, il appelle Castaner à prendre "*ses responsabilités*", mais il ne fait que cela ! On aurait pu imaginer qu'il aurait exigé sa démission, même pas, il doit avoir la trouille des représailles...

- "Gilets jaunes" : Jean-Luc Mélenchon soutient l'appel d'Eric Drouet et de la CGT à une "grève générale" le 5 février - Franceinfo 23 janvier 2019

Après Olivier Besancenot, Jean-Luc Mélenchon. Le chef de file de La France insoumise a affirmé, mercredi 23 janvier, qu'il soutenait l'appel à la "grève générale" pour le 5 février, formulé par la CGT et Eric Drouet, l'une des figures des "gilets jaunes".

La CGT a appelé à la grève et à manifester sur tout le territoire, le 5 février, pour répondre à l'"urgence sociale". Le syndicat a réclamé une hausse du smic et une réforme de la fiscalité. Sur Facebook, Eric Drouet a appelé à transformer cette mobilisation en "blocage total".

De son côté, le porte-parole du NPA, Olivier Besancenot, a annoncé se joindre à cette initiative. "Jusqu'à présent, on avait un mouvement social, un mouvement syndical et les 'gilets jaunes' qui se regardaient un peu en chiens de faïence, a-t-il affirmé. Là, il y a un geste qui a été fait du côté des 'gilets jaunes' et je crois que ça doit interpellier les organisations syndicales, c'est peut-être le moment de la convergence." Franceinfo 23 janvier 2019

LVOG - Monsieur Mélenchon, où sont-ils donc passés vos 9 millions d'électeurs ?

"Assemblée des assemblées"

- Dans la Meuse, les "gilets jaunes" à l'épreuve du débat démocratique - AFP 26 janvier 2019

"La démocratie, c'est nous!": des collectifs de "gilets jaunes" venus de toute la France se retrouvent samedi et dimanche à Sorcy-Saint-Martin, près de Commercy (Meuse), pour débattre de sujets selon "un modèle de fonctionnement collectif".

"Gilets jaunes de France et du monde bonjour! Je déclare ouverte la première "Assemblée des assemblées"", lance au micro,

Claude, un quinquagénaire, investi dans la fronde à Commercy et en charge de l'animation.

L'appel des "gilets jaunes" de Commercy pour débattre des revendications, de la poursuite du mouvement, du débat national ou des élections européennes a été entendu par 75 groupes locaux.

Quelques 300 personnes sont venues de Poitiers, Le Vigan (Gard), Paris et sa région, Dijon, Nancy, Nantes ou Sète.

Inscriptions, tampon sur la main, sécurité, repas, hébergement, élaboration d'un livret, retransmission du débat sur un réseau social... l'événement a été soigneusement organisé.

"On teste un modèle de fonctionnement collectif démocratique", explique à l'AFP Joël, 36 ans.

"C'est un processus par le bas, si tout le monde est d'accord", ajoute Claude, après des consignes sur le silence et la brièveté des prises de parole. "Il ne faut pas attendre monts et merveilles de cette assemblée", prévient-il.

Après une présentation des collectifs, l'assistance, aborde les "très nombreuses revendications" collectées et synthétisées dans un document. "Ca rend compte de la diversité des luttes qu'on a à mener. Il y a beaucoup de choses à défendre", explique Jonathan, un trentenaire qui porte une chasuble jaune barrée d'un "rends l'ISF d'abord!".

Beaucoup de participants, des hommes, des femmes, jeunes ou plus âgés, la plupart un gilet fluorescent sur le dos, prennent des notes. Seuls les délégués, ayant un mandat de leurs groupe, sont autorisés à prendre la parole en levant un carton.

Le débat s'échauffe lorsqu'une Strasbourgeoise, Isabelle, souhaite que "l'Assemblée soit légitime à prendre des décisions aujourd'hui et que l'on puisse voter sur des grands thèmes". La majorité refuse, s'estimant pas suffisamment représentative en l'absence de nombreux collectifs.

"Nous prendrons la parole en notre nom, pas au nom de nos collègues qui ne nous ont pas désignés" comme représentants, approuve un jeune homme de Montceau-les-Mines (Saône-et-Loire), très applaudi.

"On est un mouvement qui ne veut pas de récupération politique et syndicale, on ne veut pas de leader, on est apartisan", abonde un Montpelliérain.

Venu de Nemours, un chapeau arc-en-ciel sur la tête, un autre prône "un fonctionnement radicalement démocratique". Une Strasbourgeoise suggère "une démocratie à l'horizontal". "La démocratie, c'est nous", s'enthousiasme une participante.

Les heures passent et "l'Assemblée des assemblées" doit encore aborder les sujets de fond comme la participation aux élections européennes.

"Je ne voterai pas jaune. En tout cas, pas la liste" Rassemblement d'initiative citoyenne, assure Sylvie, une serveuse de 35 ans d'Essey-les-Nancy (Meurthe-et-Moselle).

Ingrid Levavasseur, tête de liste et ses colistiers "n'ont pas de légitimité pour porter une liste "gilets jaunes", personne ne les a réellement élus, ils se sont revendiqués porte-parole", renchérit Anne, une fonctionnaire de 43 ans.

"C'est quelque chose d'autoproclamé", insiste Steven, éducateur spécialisé de 28 ans et porte-parole des "gilets jaunes" de Commercy.

"Si on décide d'aller aux élections européennes ou (à d'autres scrutins), on le fera de la manière la plus légitime. Les groupes locaux devront avoir été consultés et en avoir débattu", ajoute-t-il.

Dimanche, les participants se retrouveront pour des tables rondes et élaborer "une déclaration finale sur les grandes orientations" de "l'Assemblée des assemblées, acte 1". AFP 26 janvier 2019

- A Commercy, le modèle des gilets jaunes meusiens érigé en exemple national - Liberation.fr 27 janvier 2019

Plus de 400 gilets jaunes venus de toute la France ont répondu samedi à l'appel de Commercy, lancé en décembre pour créer une coordination du mouvement au niveau national sur le modèle des Assemblées quotidiennes pratiquées dans la Meuse.

Dans la salle polyvalente de Sorcy-Saint-Martin (Meuse), plus de 250 gilets jaunes de toute la France se passent le micro. En ce

froid samedi de janvier, des porte-parole de groupes bretons, de région parisienne ou encore d'Occitanie ont répondu à «l'appel de Commercy». Dès 13h, ils racontent leur lutte sur les ronds-points, leurs blocages et leurs manifestations. La pièce est bondée. Une centaine de personnes assistent à cette «Assemblée des assemblées» devant un écran installé sous une tonnelle. L'objectif : créer une coordination du mouvement au niveau national.

La déléguée de l'assemblée «Strasbourg République» finit son intervention sous les applaudissements nourris. Pour elle, «le vrai débat national, c'est ici» Ils sont nombreux à prendre la parole pour rejeter la concertation proposée par le gouvernement. Liberation.fr 27 janvier 2019

Le "grand débat national", un exercice d'entre soi.

- «Le grand débat est faussé» : Chantal Jouanno dénonce une opération de com' - LeParisien.fr 25.01

Les masques des imposteurs tombent.

LVOG - Lutte contre la misogynie, l'homophobie, le racisme, la xénophobie, les fake news, le complotisme, le réchauffement climatique, etc. : Une imposture, la preuve.

- Schiappa chez Hanouna : la ministre assume - Le Parisien 22 janvier 2019

La secrétaire d'Etat n'est pas perturbée par le profil de l'animateur télé, régulièrement brocardé pour ses propos sexistes ou homophobes. Elle rappelle en outre que si Hanouna, alias « baba », a été sanctionné par le CSA, c'est aussi parce qu'elle-même l'avait saisi. Une façon pour cette militante féministe d'envoyer sur les roses ceux qui lui intentent un procès en sorcellerie. Le Parisien 22 janvier 2019

- Sur l'ISF, Hanouna et Philippe partagent le même avis - Le HuffPost 26.01

- A Davos, l'élite se préoccupe du climat mais vole en jet privé - AFP 22 janvier 2019

Quand le "grand débat" supplée au "dialogue social"

- "Un débat bien français": Edouard Philippe dans le chaudron d'une réunion citoyenne - AFP 26 janvier 2019

Une réunion citoyenne relayée notamment par la députée LREM de la circonscription, Yaël Braun-Pivet. A Sartrouville (Yvelines). Peu de jeunes, pas mal de retraités. 100 à 150 personnes participaient à une réunion.

"Le RIC, ça me hérise". "Si on fait ça, on rentre dans une mécanique qui est terrible, où on passe son temps à remettre en cause des choses" votées, plaide Edouard Philippe. AFP 26 janvier 2019

Totalitarisme. Une "**expérimentation**".

- Le gouvernement encourage le débat mais supprime les enquêtes publiques environnementales francetvinfo.fr - francetvinfo.fr 22 janvier 2019

En ce moment, le gouvernement n'a qu'un mot à la bouche : le débat. Mais pendant qu'il encourage le grand débat national, il a décidé de supprimer dans certaines régions, une autre forme de consultation : les enquêtes publiques...

Des enquêtes publiques, il y en a eu quelque 7000 en France l'an dernier. C'était le cas à Longueau, dans les Hauts-de-France, où une filiale du groupe Vinci avait prévu de construire une usine de bitume, à 130 mètres des habitations. Une enquête publique a été ouverte, tous les habitants ont pu s'exprimer sur le projet. "S'il n'y avait pas eu d'enquête publique, les tractopelles seraient en route"

Conclusion de l'enquête : avis défavorable. Cette zone est jugée inadaptée pour accueillir une telle usine. L'industriel a abandonné l'idée, à la grande satisfaction des opposants. "S'il n'y avait pas eu d'enquête publique, je pense que les tractopelles seraient déjà en route pour construire l'usine," se félicite Sébastien Galland-Rins, un riverain. "C'est un rouage important de démocratie : face à des grosses industries comme Vinci, Eurovia, on ne fait pas le poids."

Pourtant à quelques mois près, il aurait bien pu ne pas y avoir d'enquête publique pour ce projet d'usine. Dans un décret promulgué fin décembre, le gouvernement impose en effet une expérimentation dans les Hauts de France et en Bretagne : pour les installations présentant un risque environnemental, les enquêtes publiques pourront être remplacées par une consultation sur internet.

Plus d'enquête, et plus de commissaires-enquêteurs... Nous avons rencontré l'un d'eux dans la Somme : François-Charles Grévin y instruit sans doute l'une de ses dernières enquêtes publiques, sur l'implantation de 10 éoliennes. Avant de rendre un avis favorable ou défavorable au projet, il a étudié les 1142 pages du dossier dans le détail, pour le présenter aux riverains. "Il fait 8 kilos : pour le lire j'ai mis 2 journées," relève-t-il. Il n' imagine pas un internaute consacrer autant de temps à étudier un dossier. "A mon avis nous remplissons un rôle qui me semble difficilement remplaçable par une procédure sur internet."

3 avis pour, 2768 avis contre, mais le décret promulgué

Mais pour le gouvernement, ces enquêtes publiques sont trop longues et trop complexes. Au revoir monsieur le commissaire-enquêteur : les Français sont désormais invités à laisser leurs avis directement sur internet. Seront-ils mieux entendus ?

Avant de remplacer la procédure par une consultation en ligne, le gouvernement avait interrogé les citoyens... sur internet justement. Résultat : 3 avis en faveur de la suppression de l'enquête publique, 2768 contre. Cette procédure consultative n'a pas empêché le décret d'être promulgué.

C'est là un avant-goût amer des enquêtes publiques 2.0, selon France Nature Environnement. "On est à des années-lumières des garanties qu'offre une procédure d'enquête publique," estime Florence Denier-Pasquier, secrétaire nationale de l'association. "Ca n'a rien à voir : on nous fait croire que c'est la même chose mais c'est un faux-semblant !" Les députés de la majorité l'assurent, il ne s'agit que d'une expérimentation, dont les leçons seront tirées dans 3 ans. Si l'essai est jugé concluant, l'enquête publique pourrait alors être supprimée partout en France, pour tous les projets touchant à l'environnement. francetvinfo.fr 22 janvier 2019,

- "Paradis fiscaux, dette, hôpitaux, rémunération des politiques"... Les habitants de Saint-Just ouvrent le grand débat dans le Cher - francetvinfo.fr 22.01

Pour organiser la première réunion du grand débat national dans le Cher, lundi 21 janvier, le maire de Saint-Just, Stéphane Garcia, s'est appuyé sur "la charte du grand débat pour que tout ce qui soit exprimé soit républicain". La commune de 650 habitants, au sud de Bourges, a motivé une centaine de personnes.

Les "mots" pour flécher une "sortie de crise"

Dans la toute nouvelle salle des fêtes du village, les participants, installés en arc de cercle, écoutent le maire lancer la soirée. "Je crois profondément que la seule solution pour sortir de cette crise se fera par le verbe, par les mots, par la discussion, par le débat", déclare l'élu, sans étiquette. Un "gilet jaune" venu de Bourges a la primeur de la prise de parole. Bruno, au RSA, s'étonne, dit-il, de "la neutralité d'un débat avec la présence d'un député de la majorité". Il vise Loïc Kervran, député La République en marche (LREM) du Cher, invité par le maire. Le parlementaire tente de rassurer l'assemblée : "Je ne suis pas là pour défendre la politique du gouvernement. Je suis là pour vous écouter." Le député, très sollicité, passe une grande partie de la soirée à répondre aux nombreuses questions des participants.

Des satisfactions et des regrets

Les interrogations et les contributions sont variées, "sur les paradis fiscaux", "le remboursement de la dette", "le maintien des hôpitaux dans le Cher". Au total, plus de trois heures d'échanges et des participants partagés. En fin de débat, certains affiche une grande satisfaction face un exercice inédit, d'autres regrettent "des questions et des réponses un peu techniques". "On oublie l'essentiel, pourquoi des gens sont dans la rue, déplore un participant. Des choses intéressantes ont été évoquées, mais ça ne fait pas avancer le schmilblick. On n'a pas parlé des vrais problèmes."

Stéphane Garcia, lui, est convaincu de l'utilité de la soirée interactive. "Je crois que notre pays a besoin de pédagogie. Il a besoin qu'on se parle et la preuve en est qu'en une semaine, on peut organiser un débat, faire venir du monde et que les choses se passent bien, de façon républicaine, constate l'élu. Le contrat est rempli." Rempli comme le cahier de doléances posé sur une table. Sur une des pages, ces quelques mots : "On veut juste plus de démocratie". francetvinfo.fr 22.01

- Services publics : «Sociabilité, commerces... Chaque fermeture a un effet boule de neige» - Libération 22 janvier 2019

François Taulelle est professeur des universités au centre universitaire Jean-François Champollion, rattaché à l'université de Toulouse. Il a codirigé en 2017 l'ouvrage Services publics et Territoires (Presses universitaires de Rennes).

La révision générale des politiques publiques (RGPP) a été mise en place en 2007. Chaque ministère a alors fait des coupes franches pour réorganiser les services publics. Certaines communes ont perdu, en même temps, des classes dans les écoles, leur tribunal, leur hôpital... Ce pilotage distancié par les chiffres a fortement touché certains lieux. Quand nous avons mené

notre étude en Ariège, dans le Tarn ou le Lot, nous avons constaté ce sentiment de délaissement. L'attachement des Français aux services publics et au modèle redistributif hérité de l'après-guerre est très ancré. La RGPP a cristallisé ce sentiment d'un démantèlement de tout ce qui avait été patiemment construit avant.

Nos travaux montrent qu'entre 1980 et 2013, les équipements et services sur les territoires ont, selon les données de l'Insee, nettement reculé. La baisse a été de 24 % pour les écoles, de 36 % pour les bureaux de poste, de 31 % pour les centres des impôts, ou encore de 41 % pour les maternités. Ces évolutions répondent à des logiques différenciées. Pour les hôpitaux, le discours a été celui du renforcement des établissements des villes moyennes, jugés plus sûrs, ce qui a conduit à laisser tomber les petits hôpitaux de proximité. Dans l'éducation nationale, c'est le nombre d'élèves par classe qui a servi à justifier des fermetures.

Cependant, comme les services publics se sont surtout restructurés en fonction de la fréquentation et de la densité, les territoires les moins denses ont été touchés le plus rapidement. La France rurale, soit 20 à 25 % de la population, a vécu une recomposition majeure, notamment là où la densité est inférieure à 15 habitants au kilomètre carré. Mais des villes moyennes, des quartiers défavorisés ont aussi été touchés.

La fermeture d'un service public, au-delà du lieu, déstabilise l'ensemble de la collectivité locale. L'école, la gendarmerie ou le tribunal constituent l'élément d'un tout. Le service public est également un lieu de sociabilité. C'est aussi pour cela que les gens s'accrochent à un bureau de poste, au maintien d'une classe. De plus, les conséquences sont aussi économiques : quand un service public s'en va, ce sont tous les salaires des fonctionnaires qui partent, avec un effet direct sur l'économie et les commerces locaux.

Il faut désormais s'interroger : tout ne peut pas être monétaire et mesuré par des indicateurs statistiques, et peut-être que les notions de qualité de vie, de cohésion sociale, devraient aussi être prises en compte. Avec une autre logique, celle d'un investissement d'avenir, volontariste, marque de la présence de la République dans les territoires. Libération 22 janvier 2019

- Fermetures en série - Liberation.fr 23 janvier 2019

8414 bureaux de poste étaient ouverts en France en 2017. Un chiffre en baisse de 17 % depuis 2010.

744 kilomètres de «petites lignes» ont été fermés depuis 2011, selon la Fédération nationale des associations d'usagers des transports (Fnaut).

77 boutiques EDF ont fermé ces trois dernières années.

73 services de maternité ont fermé entre 2003 et 2016. Liberation.fr 23 janvier 2019

Propagande des médias. Leur ennemi, le "**malaise**", c'est "**la dépense publique**", autrement dit les services publics.

- Pour notre nation, il y a urgence à sortir du malaise français - Le HuffPost 25 janvier 2019

Sans surprise, les revendications initiales des Gilets Jaunes portaient sur le trop-plein fiscal. Ce n'est d'ailleurs que l'expression de la faillite d'un pays qui se complaît dans l'utilisation abusive de la dépense publique, d'où un déficit devenu abyssal. Les prélèvements obligatoires ne seront réduits que lorsque la réforme de l'État aura été réellement entreprise et que l'Etat lui-même ne monopolisera plus aveuglément tous les pouvoirs. Le HuffPost 25 janvier 2019

Alexia Germont, fondatrice et présidente du think tank de la société civile France Audacieuse, auteure de "Réveillons Notre Europe".

La réflexion dans le temps et autour des ronds-points a évolué vers des revendications plus politiques, allant jusqu'à la remise en cause de la profondeur démocratique de notre République voire au rejet des résultats des élections démocratiques. (Ce que vient de faire Macron avec Maduro ! - LVOG)

Des idées très politisées, en support d'une envie contestataire de faire table rase de nos institutions, sont apparues dans le débat, au premier rang desquelles le référendum d'initiative citoyenne. (La Ve République issue d'un coup d'Etat, déjà, est éternelle! - LVOG)

Les appels de certains responsables politiques à la révolution citoyenne ont tenté de mettre à mal et de fragiliser notre République. (Un Etat policier, la république des oligarques. - LVOG)

L'intérêt d'un pays qui crée de la richesse n'est que peu perçu par certains de nos concitoyens qui s'enferment dans une logique d'affrontement social. (Richesse... "peu perçu(e)", en effet, sauf quand on est actionnaire du CAC40 ! - LVOG)

Macron et l'UE ont leurs listes jaunes. " Voter Gilets jaunes, c'est voter Macron".

- «Gilets jaunes» : Francis Lalanne vante sa liste aux élections européennes - LeFigaro.fr 25 janvier 2019

Retrouvera-t-on deux listes estampillées "gilets jaunes" aux prochaines européennes. «Ce serait une grave erreur qui profiterait au pouvoir que nous combattons», juge Francis Lalanne. S'il regrette la «zizanie» dont «Levasseur et ses amis se font les apôtres», le compositeur appelle à l'unité: «Il faut que nous trouvions un accord». LeFigaro.fr 25 janvier 2019

- Européennes: Retailleau et Jacob (LR) saluent la liste "gilets jaunes" - AFP 24.01

Les chefs de file des sénateurs et députés LR, Bruno Retailleau et Christian Jacob, ont salué jeudi l'intention annoncée de "gilets jaunes" de constituer une liste pour les élections européennes.

Avec les félicitations de Benjamin Griveaux (LREM) et Olivier Faure (PS)... (France Info 24.01)

- Qui est Ingrid Levavasseur, tête de liste des gilets jaunes? - leexpress.fr 24.01

Dès le début du mouvement des gilets jaunes, Ingrid Levavasseur a crevé l'écran. Depuis le 17 novembre, après avoir démarré son action en occupant le péage d'Heudebouville, dans l'Eure, elle enchaîne les plateaux télé et radio.

C'est son passage à l'émission La grande explication, diffusée sur LCI une semaine après le début du mouvement, qui la mettra définitivement sous le feu des projecteurs.

En deux mois, elle aura fait tous les plateaux ou presque : France 2, TF1, CNews face à Morandini, Europe 1, LCI ou encore BFMTV. Sa page facebook regorge de ses interventions médiatiques. Et aujourd'hui, elle veut transformer cette notoriété en vote dans les urnes. Un engagement qu'elle n'a pourtant pas toujours souhaité.

Comme le souligne Le Huffington Post ce jeudi, le 25 novembre 2018, alors qu'elle se trouvait sur le plateau de l'émission C Politique sur France 5, Ingrid Levavasseur se disait défavorable à un prolongement de ce mouvement social dans la sphère politique traditionnelle. Elle assurait vouloir "juste être entendue", et écartait l'idée d'une candidature politique : "C'est pas du tout ce qui est prévu à l'avenir."

Début décembre, changement de discours. Ingrid Levavasseur n'écarte plus l'idée d'une candidature et se projette dans un parti "apolitique des gilets jaunes". Avec une liste pour les Européennes ? "Pourquoi pas" assure-t-elle sur LCI, le 7 décembre.

En janvier, dans les colonnes du quotidien local Paris Normandie, elle retourne de nouveau sa veste et assure ne pas vouloir s'engager en politique. "Pour moi, ce n'est pas envisageable. En revanche, l'associatif, pourquoi pas." Avant de finalement changer à nouveau d'avis, à la fin du mois de janvier.

Figure emblématique du mouvement, Ingrid Levavasseur ne fait pourtant pas l'unanimité dans ce mouvement protéiforme. Sollicitée par la chaîne d'information en continu BFMTV pour devenir chroniqueuse, rémunérée 150 euros bruts par passage, elle a décliné l'offre face à la pression et aux attaques d'autres gilets jaunes.

À l'instar des pros de la politique, le discours de cette novice souffre aussi de contradictions. "Je ne m'affiche pas dans tous les médias", affirmait ainsi Ingrid Levavasseur début décembre... tout en commençant à faire le tour des plateaux de télé et d'accepter finalement la proposition de BFMTV d'intégrer une émission politique en tant que chroniqueuse, avant d'y renoncer sous la pression des gilets jaunes.

"J'ai refusé cette offre ! Vous n'imaginez même pas le mal que vous faites aux gens qui se battent pour vous !! Débrouillez vous entre vous puisque vous avez les solutions...", a-t-elle répondu, amère, dans un message publié sur sa page Facebook.

Sitôt intervenue l'annonce d'une liste gilets jaunes avec Ingrid Levavasseur à sa tête, d'autres figures du mouvement sont montées au créneau pour dénoncer "un coup d'éclat médiatique", comme Benjamin Cauchy, l'un des leaders des gilets jaunes "libres", lors d'une interview sur BFMTV ce mercredi.

"Je ne suis pas sûr que ce soit une bonne idée. Pour l'instant, je la trouve un peu trop proche de Bernard Tapie", mercredi 23 janvier sur franceinfo.

Eric Drouet a lancé un sondage à ce sujet sur la page. "Résultat sans équivoque, 18 000 votes (98%) contre une liste 'gilets jaunes', seulement 400 en sa faveur", annonce-t-il, jugeant cette initiative comme une "trahison" du fait du caractère apolitique du mouvement des "gilets jaunes". Jeudi, il a publié un communiqué au message percutant : "Voter Gilets jaunes, c'est voter Macron".

Matthieu Blavier, "gilet jaune" dans les Bouches-du-Rhône, se dit quant à lui "embêté" par cette initiative. "Le mouvement, pour moi, il est apolitique, explique-t-il à franceinfo. Que certains souhaitent faire de la politique, pourquoi pas, mais n'entrons pas dans le système actuel, changeons-le." Pour lui, ces candidats aux européennes "vont se retrouver seuls". "Les gens n'ont plus confiance dans le système politique actuel. Ils vont se dire que ces 'gilets jaunes' vont se faire acheter", insiste-t-il.

Sur Youtube, Maxime Nicolle, autre figure du mouvement a étrillé l'idée d'une telle liste : "Vous êtes en train de vous foutre de la gueule de je ne sais combien de personne. Des opportunistes [...]"

Sur le plateau de L'Émission politique, Évelyne Liberal, gilet jaune du Nord de la France, a fait savoir clairement que son vote n'irait pas à sa compatriote. "Je voterai pas pour elle, a lancé la militante, et je lui dis carrément, faut qu'elle enlève son gilet jaune".

"Elle a créé un parti politique, c'est fini, on n'en parle plus", a-t-elle tranché. Pour Evelyne Liberal, "c'était pas le moment". Elle a ensuite reproché à la gilet jaune devenue candidate d'avoir voulu "faire le buzz" et d'avoir "caché à tous les gilets jaunes du secteur" le fait qu'elle allait rencontrer la secrétaire d'État à l'égalité entre les hommes et les femmes Marlène Schiappa.

Une rencontre qui a eu lieu le 6 décembre selon le Courrier picard. "Vous pouvez enlever votre gilet, c'est mort", a conclu Évelyne Liberal, avant qu'un dialogue de sourd ne s'engage entre les deux femmes sur le nom de la liste, Ralliement d'initiative citoyenne, soit RIC, la même abréviation que le Référendum d'initiative citoyenne que demandent les gilets jaunes.

Enfin, comme le souligne le journaliste Vincent Glad sur Twitter, la personnalité d'Ingrid Levavasseur et l'idée d'une liste aux Européennes laissent sceptique, y compris sur les groupes Facebook des gilets jaunes. Principal reproche qui leur est fait : celui de contribuer à favoriser La République en marche. Selon un sondage Elabe -portant sur l'hypothèse d'une liste de gilets jaunes en général et non sur celle-ci en particulier- elle est créditée de 13% d'intentions de vote, arrivant ainsi à la 3e place devant LREM et le RN. Principaux partis défavorisés par cette liste : le RN et le parti de Nicolas Dupont-Aignan. HuffPost, l'express.fr et franceinfo.fr 23, 24 et 25.01

Franceinfo.fr - Votre liste a-t-elle une couleur politique ?

Ingrid Levavasseur - Absolument pas. Pas d'extrême droite, pas d'extrême gauche. (Reste l'extrême-centre ! - LVOG)

Franceinfo.fr -Pour qui avez-vous voté à la présidentielle ?

Ingrid Levavasseur - J'ai voté Macron. Je ne regrette pas mon choix.

Qui sont les premiers candidats de cette liste ?

Certains ne sont pas des néophytes en politique. Comme l'a relevé le journaliste Vincent Glad sur Twitter, l'une des membres du Ralliement d'initiative citoyenne, Brigitte Lapeyronie, est conseillère municipale sans étiquette à Nandy (Seine-et-Marne). Elle a néanmoins participé au conseil national du parti de centre-droit Union des démocrates et indépendants (UDI), jusqu'en septembre 2013, précise le journaliste. D'après lui, un autre membre, Marc Doyer, a été "candidat à l'investiture" La République en marche pour les élections législatives en 2017. En novembre, ce dernier était également présenté comme "membre du bureau départemental de La République en marche" dans l'Oise.

Il se disait "candidat à l'investiture" LaRem aux européennes le 13 décembre. Il est finalement investi Gilet jaune le 23 janvier.

Le directeur de campagne de la liste, Hayk Shahinyan, est également un ancien du Mouvement des jeunes socialistes (MJS) de Dieppe (Seine-Maritime), précise le site actu.fr.

Nous, citoyens français, ne voulons plus subir les décisions des instances européennes et les diktats des castes de financiers et de technocrates, qui ont oublié le principal : l'humain, la solidarité et la planète. Franceinfo.fr 24.01

Les plumitifs putassiers de l'UE s'exposent dans Libération.

- «Il y a le feu à la Maison Europe», le manifeste des patriotes européens - Liberation.fr 25.01

Trente écrivains internationaux, dont plusieurs Prix Nobel, ont répondu à l'appel de Bernard-Henri Lévy pour tirer la sonnette d'alarme, en exclusivité dans «Libération», sur la montée des dangers qui menacent l'Europe.

Signataires : Vassilis Alexakis ; Svetlana Alexievitch ; Anne Applebaum ; Jens Christian Grøndahl ; David Grossman ; Ágnes

Heller ; Elfriede Jelinek ; Ismaïl Kadaré ; György Konrád ; Milan Kundera ; Bernard-Henri Lévy ; António Lobo Antunes ; Claudio Magris ; Adam Michnik ; Ian McEwan ; Herta Müller ; Ludmila Oulitskaïa ; Orhan Pamuk ; Rob Riemen ; Salman Rushdie ; Fernando Savater ; Roberto Saviano ; Eugenio Scalfari ; Simon Schama ; Peter Schneider ; Abdulah Sidran ; Leïla Slimani ; Colm Tóibín ; Mario Vargas Llosa ; Adam Zagajewski.

A bas le peuple et la démocratie!

- "La foule est le plus mauvais décideur politique qui soit" - LePoint.fr 24.01

Denys de Béchillon Juriste et professeur de droit à l'université de Pau.

Je trouve trop confortable d'accuser les institutions. Personne n'a la solution magique pour éradiquer le chômage, la pauvreté, la dette, l'insécurité, le déficit éducatif ou les effets toxiques de la mondialisation. La vérité est que nous sommes assez impuissants, et que c'est insupportable. Les acteurs politiques sont donc obligés de dire (et souvent de penser) le contraire. Mais ils sont condamnés à enregistrer des frustrations immenses. La tentation de faire croire qu'il existe des moyens simples et gratuits de fabriquer un monde meilleur est gigantesque, même pour ceux qui se refusent à raconter que tout ira mieux lorsqu'on aura mis les étrangers à la porte, fait payer les riches ou sorti la France de l'Union... LePoint.fr 24.01 LVOG - Pas de "solution magique", un "monde meilleur", n'y comptez pas ! Tant que leur régime n'aura pas été abattu, on leur fait confiance sur ce plan-là ! C'est exactement le procédé inique dénoncé par Orwell dans *1984*.

Vive la démocratie à bas les médias corrompus qui vous désinforment, plus dure sera la "chute"!

Les Français font de moins en moins confiance aux médias d'information - Liberation.fr 24 janvier 2019

Le baromètre annuel de «la Croix» témoigne d'une chute spectaculaire de la crédibilité de la radio, la télévision et la presse auprès du public.

C'est encore pire que prévu. La méfiance des Français envers les médias d'information s'est spectaculairement accrue en 2019, selon le baromètre annuel réalisé par l'institut Kantar pour le quotidien la Croix, et publié ce jeudi. Il ne reste plus que 50% des personnes interrogées – un échantillon de 1 024 individus, représentatifs de la population, sondés début janvier – à penser que «les choses se sont passées comme le raconte» la radio, le support dont la crédibilité dans l'opinion est traditionnellement la plus forte. Avec une chute de 6 points en un an, la radio atteint un point historiquement bas (c'est la 32e édition du baromètre).

A 44% de réponses positives, la presse perd 8 points. Sale année pour la télévision, qui plonge de 10 points, à 38%. C'est là aussi un record à la baisse. Quant à Internet, il ne bouge pas, à 25%. Cette stabilité traduit-elle un renforcement de sa crédibilité ? Ou est-ce qu'il se situe à un niveau si bas qu'il lui est difficile de reculer encore ? «Les usages internet sont devenus tellement forts qu'il y a un certain niveau de confiance qui apparaît», répond Carine Marcé, directrice associée de Kantar.

La détestation des journalistes, illustrée par les violences à leur encontre qui ont émaillé le mouvement des gilets jaunes, est donc confirmée par ce sondage. Parmi les personnes sondées, 23% estiment que l'hostilité récemment manifestée à l'égard des médias est «tout à fait ou plutôt justifiée» et 39%, «pas vraiment justifiée» – ce qui revient à dire un peu, quand même. Un petit tiers des Français seulement condamne cette attitude qui a tourné parfois ces dernières semaines à l'insulte, la menace ou l'agression physique. Les journalistes sont toujours autant soupçonnés d'être serviles : un quart des individus interrogés jugent qu'ils ne résistent pas aux pressions des pouvoirs politiques ou économiques. De quoi inviter la profession à une vaste autocritique.

Le paradoxe observé chaque année dans ce baromètre persiste : la télévision, jugée de moins en moins fiable, reste pourtant la principale source d'information des Français. Elle recueille 46% des faveurs, contre 29% pour Internet, 18% pour la radio et 6% pour la presse écrite. Dans le sous-ensemble Internet, les sites et applications de presse écrite restent les moyens d'information privilégiés (28%), devant les réseaux sociaux (18%).

A part cela, les journalistes sont jugés les mieux placés pour agir contre «la propagation» des fausses informations, aussi appelées «influx». Mais à 36% des réponses seulement, contre 34% pour les «organismes de contrôle» et 31% pour les «citoyens», leur avance est tellement faible qu'on se demande si c'est encore une bonne nouvelle pour la profession. Liberation.fr 24 janvier 2019

LVOG - Il faut harceler les médias, les démasquer, briser leur propagande...

L'extrême-centre, c'est le fascisme !

En Marche vers le totalitarisme.

LVOG - Un faux prétexte, un faux alibi, un exercice de démagogie, inversion de la cause et de l'effet... En vous interdisant de manifester, on vous protège, en supprimant vos libertés, vous vous sentirez plus en sécurité, et en remplaçant les conditions objectives par le "bon sens", on instaure un régime totalitaire en guise de démocratie.

Le problème des travailleurs tout comme des militants, et encore plus leurs dirigeants, c'est qu'ils ont toujours un train de retard sur ce que la réaction est en train de concocter. Ils l'évoquent en passant, puis ils attendent tranquillement qu'elle exécute ses intentions malveillantes pour appeler à la mobilisation, quand il est déjà trop tard parce que les premiers coups ont déjà commencé de tomber, à défaut d'avoir conçu leur ligne politique dans cette perspective.

A quoi se résume leur rôle? A rien ou presque. A dresser des constats, à affirmer que Macron et le gouvernement sont d'épouvantables réactionnaires ou que leur politique est dirigée contre les travailleurs, qui sont tellement abrutis qu'ils n'auraient jamais pu le deviner eux-mêmes ! Et là-dessus ils vont plaquer des mots d'ordre, ensuite ils déclareront mission accomplie ! Les militants tiendront ce discours aux travailleurs, qui entendant le discours qu'ils avaient envie d'entendre les féliciteront, éventuellement achèteront leur journal et leur fileront un peu de fric, tout le monde sera content... sans que cela ne fasse avancer notre cause d'un millième de millimètre ! Stupéfiant de naïveté ou de bêtise !

- Loi «anticasseurs» : le gouvernement fonce tête baissée vers les interdictions de manifestation - Liberation.fr 22.01

Le ministre de l'Intérieur a confirmé la volonté de l'exécutif d'adopter un dispositif d'interdiction administrative de manifestation, sans en préciser les détails.

Resté jusqu'alors dans les tiroirs, le texte a été récupéré précipitamment par un exécutif confronté depuis plusieurs semaines aux manifestations violentes du mouvement des gilets jaunes.

Assurant que ce recyclage d'un texte proposé par Les Républicains ne lui «posait aucun problème», le ministre a d'ailleurs tenté de déminer: «Ce n'est pas une loi anti-gilets jaunes, ni une loi antimanifestation mais une loi anticasseurs.» Christophe Castaner assure d'ailleurs qu'il ne s'agit pas non plus d'«une loi de circonstance mais de bon sens» et pas d'«une loi de répression mais de protection». Liberation.fr 22.01

Davos ou d'un coup d'Etat fasciste à l'autre.

LVOG - Tournant confirmé de la stratégie mondiale de l'oligarchie. L'extrême droite n'est pas l'ennemi, mais l'allié de l'extrême-centre contre la gauche et tous les peuples.

- A Davos, Bolsonaro et Pompeo en porte-parole du camp conservateur mondial - AFP 22 janvier 2019

Le nouveau président brésilien Jair Bolsonaro a mis à profit son passage à Davos mardi pour étriller la gauche, tandis que le secrétaire d'Etat américain Mike Pompeo, s'exprimant par visioconférence, a vu dans la montée des populismes des "chamboulements positifs".

"Le Brésil a besoin de vous et l'inverse est vrai aussi", a lancé le président d'extrême droite lors de son baptême du feu international devant les hauts responsables économiques et politiques réunis comme chaque année dans la station de ski des Alpes suisses.

L'organisateur historique du Forum économique mondial, Klaus Schwab, a lui résumé l'état d'esprit de l'auditoire en souhaitant "le meilleur" au nouveau président brésilien, et en louant les "grandes opportunités" s'ouvrant selon lui dans le pays.

Jair Bolsonaro a aussi mis à profit son passage devant un auditoire acquis au libéralisme économique pour étriller la gauche en Amérique latine, un discours familier aux Brésiliens mais plus inattendu sur la scène internationale. "La gauche ne s'imposera pas dans la région ce qui, de mon point de vue, est une bonne chose", a-t-il assuré, disant refuser que la région devienne "bolivarienne".

Mike Pompeo, que les organisateurs du Forum économique mondial ont convaincu de s'exprimer par visioconférence en l'absence de Donald Trump et de toute sa délégation pour cause de shutdown, y est aussi allé de son commentaire politique.

"Au cours des dernières années, à travers le monde, les électeurs ont renvoyé chez eux des politiques et des alliances politiques

dont ils estimaient qu'ils ne représentaient pas leurs intérêts", a dit le secrétaire d'Etat, parlant de "chamboulements positifs."

Il a cité en exemple de ces "nouvelles directions choisies par les peuples" le Brexit, "la montée du Mouvement 5 Etoiles en Italie", l'élection de Jair Bolsonaro et de Donald Trump.

Mais aussi celle d'Emmanuel Macron. AFP 22 janvier 2019

- Le Venezuela accuse Washington d'avoir ordonné "un coup d'État fasciste" - AFP 23 janvier 2019

Le président vénézuélien Nicolas Maduro a accusé mardi le gouvernement américain d'avoir ordonné "un coup d'État fasciste", au lendemain d'un soulèvement militaire réprimé et à la veille de manifestations pro et anti-gouvernementales.

Au cours d'une allocution radio-télévisée, M. Maduro, dont le deuxième mandat est contesté par l'opposition, a demandé à son ministre des Affaires étrangères Jorge Arreaza d'engager une "révision totale des relations" avec Washington.

Quelques heures plus tôt, le ministre de la Communication du Venezuela, Jorge Rodriguez, avait accusé le vice-président américain Mike Pence d'avoir ordonné à des "terroristes" de provoquer des violences durant la manifestation de l'opposition prévue mercredi afin de déstabiliser le gouvernement socialiste de Nicolas Maduro.

Selon le ministre, les 27 militaires arrêtés lundi après s'être soulevés contre le président vénézuélien ont remis à des militants de l'opposition une partie des armes dérobées "pour que soient perpétrées des violences, qu'il y ait des blessés et des morts pendant la manifestation".

M. Rodriguez a désigné ces militants comme des "civils appartenant à la cellule terroriste Voluntad Popular", le nom du parti de l'opposant emprisonné Leopoldo Lopez et du président du Parlement, Juan Guaido.

D'après le ministre, le plan prévoirait que des individus habillés en uniforme militaire "tirent demain matin (mercredi) contre la manifestation de l'opposition".

"Pourquoi? Pour obéir aux ordres de Mike Pence", a-t-il affirmé, en référence au vice-président américain qui a affiché mardi sa solidarité avec la manifestation organisée à l'appel de l'opposition pour exiger un gouvernement de transition et l'organisation d'élections libres.

Le ministre a précisé que sur les 51 armes dérobées par le groupe de militaires insurgés, 11 n'avaient pas été récupérées et seraient utilisées contre les participants au rassemblement.

La vice-présidente, Delcy Rodriguez, s'en est également prise au vice-président américain qui, selon elle, "prétend venir gouverner le Venezuela en donnant des instructions sur ce qui doit se passer demain au Venezuela, appelant ouvertement à un coup d'État".

"Yankee go home, nous n'allons pas vous permettre de vous immiscer dans les affaires de la patrie", a-t-elle lancé.

Les États-Unis, l'Union européenne et plusieurs pays d'Amérique latine n'ont pas reconnu le deuxième mandat du socialiste Nicolas Maduro, investi le 10 janvier. AFP 23 janvier 2019

Le fascisme, c'est la liberté.

- Crise au Venezuela: Macron soutient les opposants à Maduro - L'Express.fr 24.01

Le chef de l'État a salué ce mercredi "le courage des centaines de milliers de Vénézuéliens qui marchent pour leur liberté". L'Express.fr 24.01

- USA et taliban afghans ont ébauché un projet d'accord - Reuters 26.01

A lire: *L'usage du terrorisme selon John Bolton* par Thierry Meyssan - Réseau Voltaire 22 janvier 2019 (www.voltairenet.org/article204791.html)

- Venezuela: le président du Parlement s'autoproclame "président" par intérim - AFP 24 janvier 2019

Juan Guaido, le président du Parlement vénézuélien contrôlé par l'opposition, s'est autoproclamé mercredi "président" par intérim du pays, et a immédiatement été reconnu par les États-Unis et ses alliés dans la région.

Mais l'armée vénézuélienne, soutien indéfectible du président socialiste Nicolas Maduro, a rejeté l'autoproclamation de Juan Guaido. "L'armée défend notre Constitution et est garante de la souveraineté nationale", a affirmé le ministre de la Défense, Vladimir Padrino.

A la suite de l'annonce, des heurts ont éclaté entre forces de l'ordre et partisans de l'opposition à Caracas, selon des journalistes de l'AFP.

Le président américain Donald Trump a immédiatement annoncé dans un communiqué qu'il reconnaissait officiellement le jeune opposant de 35 ans comme "président par intérim du Venezuela".

En réponse, le président Maduro a annoncé que son pays rompait ses relations diplomatiques avec "le gouvernement impérialiste des États-Unis", donnant 72 heures aux représentants diplomatiques nord-américains pour quitter le pays.

La Colombie et le Brésil, alliés de Washington dans la région, ont emboîté le pas à la Maison Blanche, ainsi que l'Argentine, le Chili, le Paraguay et le secrétaire général de l'Organisation des États américains (OEA), Luis Almagro, qui a assuré à Juan Guaido "sa reconnaissance pour impulser le retour de la démocratie dans ce pays".

En revanche, Cuba a fait part de son "ferme soutien" au président Maduro face à une "tentative de coup d'État". Et le Mexique du président de gauche, Andrés Manuel Lopez Obrador, a indiqué maintenir son soutien au dirigeant socialiste, reconnaissant "les autorités élues selon la Constitution vénézuélienne".

A Bruxelles, l'Union européenne a appelé mercredi soir à écouter la "voix" du peuple du Venezuela et réclamé des élections "libres et crédibles". L'UE espère lancer en février un groupe international de contact pour tenter de trouver une sortie à la crise, selon la chef de la diplomatie européenne, Federica Mogherini.

Peu avant la proclamation de M. Guaido, la Cour suprême vénézuélienne, plus haute juridiction du pays, composée de fidèles au régime, a annoncé avoir ordonné une enquête pénale contre les membres du Parlement, en les accusant d'usurper les prérogatives du président Maduro.

Mardi, le vice-président américain Mike Pence a affiché sa solidarité avec la manifestation de l'opposition. Un appel à "un coup d'État fasciste", a dénoncé Nicolas Maduro.

"Le temps du débat est terminé, le régime de l'ancien président Nicolas Maduro est illégitime. Son régime est moralement en faillite, économiquement incompetent et profondément corrompu. Il est fondamentalement antidémocratique", a expliqué Mike Pompeo, secrétaire d'État américain devant les Nations Unies.

Seuls quelques pays d'Amérique latine, comme le Mexique et l'Uruguay, n'ont pas reconnu Juan Guaido comme président par intérim. La Russie, la Turquie et la Chine ont manifesté leur soutien à Nicolas Maduro.

Dans la foulée du soulèvement des militaires, une trentaine d'émeutes avaient été enregistrées dans des quartiers populaires de la capitale et de sa banlieue. Et dans la nuit de lundi à mardi, des chars anti-émeutes avaient patrouillé dans la capitale. AFP 24 janvier 2019 et euronews 25 janvier 2019

- Moscou: la crise au Venezuela montre ce que le droit international est pour l'Occident - Sputnik 24.01

La situation au Venezuela montre ce que le droit international est pour des pays occidentaux, a indiqué la porte-parole du ministère russe des Affaires étrangères.

On peut juger de l'attitude de l'Occident à l'égard des normes du droit international d'après les événements actuellement en cours au Venezuela, a déclaré la porte-parole du ministère russe des Affaires étrangères Maria Zakharova.

«Les événements qui se déroulent actuellement au Venezuela montrent la vraie attitude de la communauté progressiste occidentale à l'égard des normes du droit international, de la souveraineté et de la non-ingérence dans les affaires intérieures d'autres pays où elle cherche à changer le pouvoir», a indiqué Mme Zakharova sur Facebook. Sputnik 24.01

- Venezuela: à l'ONU, Américains et Européens affichent leur soutien à Guaido - AFP 26 janvier 2019

Les États-Unis et les Européens ont affiché samedi à l'ONU un clair soutien au président autoproclamé vénézuélien Juan Guaido, la Russie, minoritaire, continuant de défendre Nicolas Maduro qui a rejeté tout ultimatum pour convoquer de nouvelles élections.

A New York, la Russie et la Chine bloquaient dans le même temps un projet américain de déclaration du Conseil de sécurité visant à apporter "un plein soutien" à l'Assemblée nationale vénézuélienne dirigée par Juan Guaido, selon le texte auquel a eu accès l'AFP. AFP 26 janvier 2019

- Le retour d'Elliott Abrams - Réseau Voltaire 26 janvier 2019

Le secrétaire d'État Mike Pompeo vient de nommer Elliott Abrams envoyé spécial pour le Venezuela.

Elliott Abrams est un néo-conservateur historique. Il a appartenu à la petite coterie juive entourant le sénateur démocrate Henry Scoop Jackson, avant de rejoindre l'administration Reagan. Il a épousé la belle-fille de Norman Podhoretz, le rédacteur-en-chef de Commentary. C'est un des initiateurs de la théopolitique.

Il supervisa la création de la National Endowment for Democracy, l'agence chargée de poursuivre à découvert les objectifs de la CIA. Il fut un des organisateurs de la guerre contre le Nicaragua et le Salvador, incluant l'affaire Iran-Contras, sous la présidence de Ronald Reagan. Il fut également conseiller pour la « démocratie globale » dans l'administration Bush fils. C'est à ce titre qu'il supervisa la tentative de coup d'État contre le président vénézuélien Hugo Chávez, en 2002.

Durant la campagne électorale présidentielle US, il avait pris position contre Donald Trump. Cependant, une fois celui-ci élu, l'État profond avait tenté de l'imposer comme secrétaire d'État, ce que le président Trump avait refusé.

Sa nomination comme envoyé spécial pour le Venezuela marque un tournant radical de la politique de l'administration Trump. Réseau Voltaire 26 janvier 2019

A lire également : « Les États-Unis créent les conditions de l'invasion du Venezuela », par Thierry Meyssan, Réseau Voltaire, 25 janvier 2019, www.voltairenet.org/article204845.html

- Missiles balistiques: La France menace l'Iran de sanctions - Reuters 25.01

La France se tient prête à imposer des sanctions à Téhéran si aucun progrès n'est enregistré dans les discussions sur le programme balistique iranien, a déclaré vendredi Jean-Yves Le Drian. Reuters 25.01

A lire aussi

- Les tirs balistiques iraniens ne violent pas la résolution 2231 par Eshagh Al Habib - Réseau Voltaire 14 janvier 2019

<https://www.voltairenet.org/article204784.html>

- Pas d'accord entre l'Otan et Moscou sur les missiles russes - Reuters 25.01

La réunion organisée vendredi à Bruxelles entre représentants de l'Otan et de la Russie n'a abouti à aucun compromis sur la question des missiles russes que les Occidentaux perçoivent comme une menace, a annoncé le secrétaire général de l'Alliance atlantique, Jens Stoltenberg. Reuters 25.01

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Mexique

- Mexique : un nombre record d'homicides en 2018 - LeFigaro.fr 23 janvier 2019

Avec 33.341 meurtres en 2018, le Mexique a franchi un nouveau cap dans la violence. LeFigaro.fr 23 janvier 2019

L'esclavisme moderne, le pendant de la survie du capitalisme

- La traite des êtres humains en augmentation dans le monde - Libération 23 janvier 2019

Selon le dernier rapport sur la traite des personnes de l'Office des Nations unies contre la drogue et le crime, hommes, femmes comme mineurs sont concernés par ce trafic.

Dans 142 pays, le nombre de victimes de la traite des êtres humains est en augmentation. Plus de 70% d'entre elles sont des femmes. L'exploitation sexuelle, totalisant près de 60% des causes de trafic, est la première forme de violence subie.

Le phénomène regroupe plusieurs types de réseaux criminels dont les plus courants sont la prostitution, le travail et la mendicité forcés, ou le trafic d'organes. Des textes comme la Convention contre la criminalité transnationale organisée (convention de Palerme), adoptée par les Nations unies en 2000, tentent de combattre ce «marché» humain qui générerait plus de 32 milliards de chiffre d'affaires annuel, ramenant la traite des êtres humains à la troisième forme de trafic la plus lucrative dans le monde – après le trafic de drogues et la contrefaçon.

Hommes, femmes comme mineurs sont concernés par ce trafic, entretenu par les conflits armés, en Afrique subsaharienne et au Moyen-Orient notamment. Selon les données de l'ONUDC, les hommes et les jeunes garçons sont plus souvent soumis au travail forcé dans les industries extractives (même si les garçons mineurs sont près de 30% à être touchés par le trafic sexuel), les femmes et les filles davantage sujettes à l'exploitation sexuelle. Entre 2014 et 2016, la part des mineurs dans l'ensemble des recensés a plus que doublé, passant de 13% à 30%.

Phénomène protéiforme mais aussi transnational, la répartition du profil des victimes par région révèle l'ampleur du trafic. «Pratiquement tous les pays sont touchés par ce crime, que ce soit en tant que pays d'origine, de transit ou de destination des victimes», a déclaré Alena Kupchyna, présidente de la Commission pour la prévention du crime. Au total en 2016, près de 25 000 personnes ont été victimes d'un trafic, dans 97 pays, soit en moyenne 254 par pays. Un chiffre en constante augmentation qui témoigne du plus grand nombre de signalements. Mais il convient de noter que ces statistiques sont dans l'ensemble inférieures à la réalité du trafic – étant donné son caractère clandestin –, et peuvent être largement sous-estimées dans des régions où l'identification et le recensement des populations concernées sont moins évidents. C'est le cas de l'Afrique subsaharienne et de certaines parties de l'Asie par exemple.

Finalement, le rapport pointe une augmentation du nombre de condamnations à l'échelle internationale, tout en déplorant que «les trafiquants ne risquent pratiquement pas d'être traduits en justice». Libération 23 janvier 2019

Tartufferie.

Et de rappeler : «Nul ne sera tenu en esclavage ni en servitude ; l'esclavage et la traite des esclaves sont interdits sous toutes leurs formes», précise l'article 4 de la Déclaration universelle des droits de l'homme.

SOCIAL ET SOCIÉTÉ

Etats-Unis

- À Los Angeles, les enseignants trouvent un accord après une semaine de grève - LeFigaro.fr 23 janvier 2019

Les professeurs de Los Angeles ont repris le chemin des classes mercredi, après avoir obtenu une augmentation de salaires et l'embauche de personnels.

C'est une victoire pour l'enseignement public de Los Angeles. Un accord a été signé mardi entre le district scolaire de la ville californienne, le Los Angeles Unified School District (LAUSD) et le syndicat des enseignants United Teacher. Validé par la majorité du syndicat, ce contrat met fin à la grève des enseignants, qui ont accepté de retrouver leurs classes mercredi, après une semaine de mobilisation.

La revendication des enseignants était simple: avoir plus de moyens pour le système scolaire public. Le 14 janvier, 30 000 enseignants de Los Angeles s'étaient déclarés en grève, perturbant ainsi pendant six jours le fonctionnement de 1 241 établissements et affectant les cours de quelque 500 000 élèves. Il s'agissait d'une situation inédite en Californie depuis 30 ans. Ce mouvement a été soutenu par un grand nombre de parents d'élèves et d'organisations de professeurs dans tout le pays.

Après 5 jours de négociations intenses, le district scolaire a finalement reconnu le sous-financement dont est victime l'éducation publique. Les deux parties ont trouvé un terrain d'entente pour un contrat sur trois ans et demi. Les enseignants se sont résignés à une augmentation immédiate de 6% sur leur salaire. Cette proposition avait déjà été soumise par le district avant la grève, mais les enseignants maintenaient leur souhait à 6,5%.

Appel à la grève à Denver

Concernant l'embauche de personnels, le syndicat a obtenu ce qu'il espérait: 300 infirmiers devraient être employés d'ici à l'année scolaire 2020-2021. Chaque établissement aura donc au moins un infirmier à temps complet. Des bibliothécaires seront aussi recrutés pour les collèges et les lycées, tout comme des conseillers pour aider les élèves du secondaire. La diminution du nombre d'élèves par classe - qui dépasse parfois quarante élèves actuellement - a aussi été acceptée par le LAUSD. Elle se fera progressivement. Selon la porte-parole Barb Jones, le district dépensera 403 millions de dollars pour mener à bien ces deux résolutions.

À la demande du syndicat, la commission scolaire envisage de discuter avec l'État de Californie pour limiter le développement des écoles indépendantes. D'après les enseignants, ces dernières piocheraient dans les ressources destinées à l'enseignement traditionnel. La gestion du budget est le point sensible des deux parties. Le directeur du LAUSD, Austin Beutner, était la cible des protestataires. Le syndicat lui reprochait sa volonté de maintenir les réserves du district à 1,8 milliard de dollars, sans jamais s'en servir pour aider les établissements publics.

Néanmoins, Austin Beutner et le maire - démocrate - de Los Angeles, Eric Garcetti, considèrent cet accord comme «historique». Pour certains enseignants, les décisions prises ne sont pas suffisantes, comme l'exprime une professeure de Marshall High, interrogée par le Los Angeles Times. «Je pense que c'est un peu triste que nous ayons dû passer six jours à obtenir les chiffres que nous avons déjà.» D'autres préfèrent s'en satisfaire. Pour le président du syndicat, Alex Caputo-Pearl, cet accord constitue une victoire majeure. «Il est très rare de se rendre à une table de négociations avec autant de demandes et de gagner presque chacune d'entre elles», a-t-il déclaré à la foule d'enseignants réunis pour célébrer l'accord devant l'Hôtel de ville.

Cet accord doit être examiné par le Bureau de l'éducation du comté de Los Angeles et approuvé officiellement par la commission le 29 janvier avant d'entrer en vigueur. La lutte continue toutefois pour d'autres enseignants dans le reste du pays: à Denver (Colorado), les professeurs ont massivement voté pour une mobilisation en faveur d'une augmentation de salaires et des primes d'incitation. Leur grève devrait débuter lundi prochain. LeFigaro.fr 23 janvier 2019

France

- Près de huit Français sur dix opposés aux suppressions de postes dans l'éducation nationale, selon un sondage - Franceinfo 23 janvier 2019

Selon un sondage Odoxa-Dentsu Consulting, une large majorité de Français est contre une baisse du nombre de postes dans l'Éducation nationale. Près de 6 personnes interrogées sur 10 déclarent également soutenir la grève des enseignants prévue jeudi. Franceinfo 23 janvier 2019

[Haut de page ↗](#)

Le 31 janvier 2019

CAUSERIE ET INFOS

● [Au format pdf \(25 pages\)](#)

Cette causerie a été rédigée sans tenir compte des infos de la veille.

Je ne peux plus visualiser une page Facebook, désormais il faut être abonné, donc créer sa page Facebook. Comme un nombre incalculable d'écervelés ont choisi ce support pour publier des infos, pour y accéder il va falloir que je crée une page qui demeurera vide, hormis le nom du portail et son adresse électronique. Et si je vois que je suis harcelé de pubs ou autres choses, je la fermerai aussitôt.

J'assimile cette méthode à un procédé autoritaire, puisque le contenu des pages Facebook n'appartient pas à Facebook, mais à ceux qui les ont créées. Quelle saloperie ! On est bien les otages des plus attardés.

Je rappelle qu'un simple portail ou blog fait parfaitement l'affaire ou rend exactement les mêmes services, et qu'il est référencé de la même manière par les moteurs de recherche, donc facilement accessible à tous.

[Une contribution politique.](#)

«Pour contrer le chaos créé par l'impérialisme, un leadership honnête et des institutions fortes doivent s'accompagner d'une mobilisation populaire intense et bien organisée»

Par Atilio A. Boron et Mohsen Abdelmoumen - Mondialisation.ca, 27 janvier 2019

Le Professeur Atilio Borón est un sociologue, politologue, professeur et écrivain argentin.

Mohsen Abdelmoumen : Comment expliquez-vous le recul de la gauche et la montée de l'extrême-droite en Amérique Latine, comme on l'a vu au Brésil avec l'élection du fasciste et tortionnaire Jaïr Bolsonaro et celle de Mauricio Macri en Argentine ?

Prof. Atilio Borón : Il existe de nombreuses raisons, que je ne peux que résumer ici. Premièrement, l'intensité de la contre-offensive américaine visant à vaincre les gouvernements progressistes a été impressionnante. Macri était un cadeau inattendu, plus dû aux erreurs du kirchnerisme qu'à autre chose. Mais la victoire était très importante pour les États-Unis. Bolsonaro est le produit de la démobilisation du PT établie par Lula depuis les débuts, de la corruption complète du système judiciaire qui a mis en prison Lula et a permis à Bolsonaro de ne pas être présent dans les débats présidentiels, le soutien constant des médias hégémoniques et, bien sûr, les graves erreurs des gouvernements Lula/Dilma qui croyaient que la politique sociale et l'extraction de millions de personnes de l'extrême pauvreté seraient suffisantes pour changer la conscience populaire et faire de ces personnes les partisans de politiques progressistes. Comme en Argentine, il s'agissait d'une politique de redistribution des revenus sans éducation de masse ni socialisation. En plus de cela, le problème de la violence des gangs dans les favelas était crucial au Brésil, et il n'a pas été bien combattu par les gouvernements PT, ce qui donnait l'impression que la seule politique dont ils disposaient pour faire face à ce grave problème était un programme d'éducation civique à long terme qui, bien sûr, n'a pas réussi à arrêter le progrès fulgurants de la criminalité dans les bidonvilles et les favelas. Une propagande subtile et des métadonnées, plus Cambridge Analytica et l'habileté de Steve Bannon ont fait le reste. Le Brésil a prouvé, comme plus tôt en Amérique, que les « fake news » sont généralement considérées comme des informations fiables. Ainsi, les mensonges et la diffamation de la campagne Bolsonaro ont été extrêmement efficaces.

Dans votre livre très pertinent "Twenty-First Century Socialism : Is There Life After Neo-Liberalism ?", vous démontrez que l'Amérique Latine n'a aucune perspective avec le capitalisme, et vous démentez les thèses néolibérales qui affirment que le capitalisme est le remède à tous les maux. Ne pensez-vous pas que le système capitaliste a tout simplement échoué, que ce soit dans le centre capitaliste comme on le voit avec le mouvement des Gilets Jaunes en France mais aussi à la périphérie ? Ne pensez-vous pas que le système capitaliste n'offre aucune perspective nulle part ?

Le capitalisme a été un immense échec. De nombreuses réalisations technologiques et des hausses très modestes du niveau de vie des majorités sociales se sont combinées à une concentration irrésistible de la richesse et des revenus, aussi bien au centre qu'à la périphérie. Le livre de Thomas Piketty et des milliers d'articles et de livres l'ont prouvé, et la tendance ne peut être inversée. Aujourd'hui, le 1% le plus riche de la population mondiale s'est emparé de plus de richesses que les 99% restants. Cette situation n'a pas de précédent dans l'histoire universelle ! Et c'est politiquement, socialement et économiquement insoutenable. En outre, les récents développements capitalistes ont nui à Mère Nature comme jamais auparavant. Ainsi, la « deuxième contradiction » du capitalisme, telle que posée par Jim O'Connor, est devenue fatale de nos jours. Suffisamment en regardant les catastrophes environnementales du changement climatique pour comprendre l'ampleur de ce problème et l'incapacité totale des sociétés capitalistes de s'en débarrasser.

D'après vous, le capitalisme ne porte-t-il pas en son sein sa propre ruine ?

Oui, c'était la thèse principale de Marx dans ses écrits, mais elle a également été établie, bien que métaphysiquement, par les réflexions pénétrantes de Hegel sur la dialectique des marchés et de la société civile dans le capitalisme. Mais, comme Lénine l'a enseigné, le système capitaliste ne s'effondrera pas à moins que des forces sociales et politiques ne le renversent. Bernstein avait tort à cet égard et Marx et presque tous ses partisans avaient raison de souligner le besoin d'une force révolutionnaire, qu'il s'agisse d'un parti, d'un mouvement ou de toute autre organisation populaire. De lui-même, le capitalisme perdurera malgré ses contradictions et, dans ce processus, la barbarie deviendra son signe distinctif.

À votre avis, le mouvement des Gilets Jaunes qui a vu le jour en France et qui se propage en Europe n'est-il pas un mouvement révolutionnaire et fondamentalement anticapitaliste ?

C'est une révolte populaire, anti-néolibérale mais pas entièrement anticapitaliste. De plus, il s'agit d'une collection extrêmement hétérogène d'acteurs sociaux et je ne suis pas sûr qu'au bout du compte, ils seraient tous prêts à prendre d'assaut la citadelle ou le pouvoir capitaliste. Je ne serais pas surpris si une partie importante d'eux finissait par mettre fin à leur activisme en rejoignant les forces de la droite. Le « poujadisme » a été une expérience très importante dans la France post-seconde guerre mondiale.

Ne pensez-vous pas qu'il y a une nécessité de refondation de la gauche en Amérique Latine et dans le monde ? La classe laborieuse n'a-t-elle pas un besoin impératif d'un encadrement révolutionnaire qui obéit aux exigences du moment ?

Oui, c'est absolument nécessaire. Mais nous sommes confrontés à un problème critique : la division des conditions objectives de la révolution, déjà suffisamment mûres, et le retard dans la constitution d'une conscience révolutionnaire, le retard dans la maturation des conditions subjectives. Malgré le passé, la perspective révolutionnaire est complètement invisible pour les masses, en Amérique Latine comme dans le reste du monde. La formidable efficacité des appareils idéologiques de l'État capitaliste a complètement effacé la révolution du paysage. Par conséquent, l'énorme importance de la bataille idéologique est de convaincre les masses que la révolution est non seulement possible mais nécessaire. Deuxièmement, une fois le premier acquis, nous devrions trouver la forme politique appropriée pour canaliser l'impulsion révolutionnaire renouvelée des masses. Les partis léninistes ou gramsciens traditionnels sont-ils la réponse adéquate à un nouveau prolétariat mondial, immense et très hétérogène, fragmenté en milliers de petits morceaux, comme un miroir brisé ? J'en doute. Le dicton de Mariategui selon lequel « la révolution ne peut être ni une « copie conforme » (calco, »trace »), ni une réplique mais une création héroïque des masses » est plus valable que jamais.

L'ancien conseiller de Trump Steve Bannon est en train de fédérer toute l'extrême-droite en Europe. Sachant qu'en Amérique Latine, les USA ont soutenu des fascistes comme Bolsonaro et Macri, ne pensez-vous pas qu'il y ait un plan piloté par l'administration US d'unir toute l'extrême-droite à travers le monde ?

Oui en effet. Et cela a été explicitement déclaré par Bannon et de nombreuses autres personnes. C'est une aspiration de longue date du gouvernement américain depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale, et le changement rapide du climat politique (dans une direction réactionnaire, commençant en Europe en raison des réfugiés et de la présence croissante de la population musulmane) a fourni à Trump une opportunité en or. Cependant, le résultat est loin d'être ce qu'ils attendent et de nombreux facteurs interviennent dans l'évolution de la situation politique. Les résultats peuvent être très décevants pour le gouvernement américain.

D'après vous, dans certains pays susceptibles de connaître des interventions impérialistes qui visent les richesses de leur sous-sol et par intérêt géopolitique, comme par exemple l'Algérie, n'y a-t-il pas une nécessité d'avoir des dirigeants légitimes et intègres et des institutions fortes pour éviter le chaos ? Ibn Khaldoun a prophétisé que les tyrans ramèneront les envahisseurs ; les véritables alliés de l'impérialisme ne sont-ils pas des dirigeants corrompus et illégitimes ?

Pour contrer le chaos créé par l'impérialisme, un leadership honnête et des institutions fortes doivent s'accompagner d'une mobilisation populaire intense et bien organisée. Il existe de nombreuses histoires en Amérique latine dans lesquelles des gouvernements honnêtes ont été évincés par des coups d'État promus par le gouvernement américain et ses alliés oligarchiques sur le terrain. Prenons le cas de Salvador Allende au Chili en 1973 ou d'Arturo U. Illia en Argentine en 1966, deux exemples éloquentes de ce que je dis. Par contre, les sabotages, la corruption et le despotisme ont été les marques de tout régime établi après une intervention impérialiste en Amérique latine ou dans les Caraïbes. Des cas tels qu'Alfred Stroessner au Paraguay, François Duvalier en Haïti, Rafael L. Trujillo en République dominicaine ou Anastasio Somoza au Nicaragua, sans parler des dictatures les plus récentes en Argentine, au Brésil et au Chili prouvent de manière concluante que les États-Unis et les intérêts locaux bourgeois ne croient pas du tout aux procédures démocratiques. La rhétorique de la droite est absolument fallacieuse. Si, pour faire prévaloir leurs intérêts, ils doivent tuer, incarcérer ou torturer, ils feront tout cela. Prenons le cas de Sukarno en Indonésie et l'assassinat de masse d'un demi-million de personnes afin de nettoyer le pays des « communistes » ; ou les milliers de « desaparecidos » (ndlr : disparus) en Argentine, ou les magnicides perpétrés contre des personnalités exceptionnelles de gauche en Amérique latine comme Joao Goulart, Pablo Neruda, Orlando Letelier (à Dupont Circle, Washington DC !!!), Omar Torrijos de Panamá et Jaime Roldós de l'Équateur, parmi les personnalités les plus connues. L'impérialisme et les gouvernements honnêtes ne vont pas bien ensemble. La lutte pour l'autodétermination nationale, pour une démocratie dynamique et pour une gouvernance honnête est vouée à l'échec sans une forte résistance contre l'impérialisme, véritable factotum des régimes les plus atroces jamais connus dans notre région.

Les acquis de la révolution sandiniste au Nicaragua survivront-ils aux assauts permanents de l'impérialisme US ?

Je pense que oui, mais au prix d'un durcissement du régime politique. Une citadelle assiégée n'offre jamais un terrain propice à la tolérance, au pluralisme, à des libertés débridées. Mais les plans de l'empire sont exactement de faire régresser le sandinisme dans une involution non démocratique menant à une « crise humanitaire » qui pourrait servir de prélude à une « solution libyenne » : invasion, chaos social et économique, troubles et lynchage d'Ortega et de son entourage immédiat.

N'y a-t-il pas un risque d'intervention américaine au Venezuela ?

Il y a des plans. Le Commandement du Sud l'a dit il y a quelques années. Le problème auquel ils sont confrontés est que les forces militaires boliviariennes sont fortes, bien équipées et prêtes à se battre. L'armée brésilienne hésite à participer à une invasion et ses homologues colombiens craignent que la distraction de leurs forces au Venezuela ne crée les conditions d'une croissance rapide de la guérilla dans leur pays. Donc, je n'exclurais pas la possibilité d'une intervention militaire chirurgicale des États-Unis au Venezuela, mais jusqu'à présent, tout n'a été que pourparlers et aucune action. Par ailleurs, de manière non militaire, l'intervention américaine au Venezuela est persistante depuis la montée de Chavez en 1999. Les sanctions économiques, les sabotages, les tentatives de coup d'État, les pressions diplomatiques, le blocus commercial, etc. ont été courants et persistants au cours de toute l'expérience bolivarienne.

Comment analysez-vous la transition politique à Cuba ? Comment expliquez-vous l'acharnement permanent de l'administration US contre Cuba depuis la mise en place de l'embargo en 1962 ?

C'est une longue histoire. Déjà en 1783, John Adams demanda l'incorporation de Cuba sous la juridiction des États-Unis. Cuba a une énorme valeur géopolitique en tant que porte d'entrée principale des Caraïbes, qui est considérée par l'armée et les stratèges américains comme une sorte de « mare nostrum », et ils n'acceptent pas le fait que Cuba agisse en tant que nation souveraine, avec autodétermination et ne veuille pas recevoir humblement les ordres de la Maison-Blanche. Le blocus a échoué parce que le régime révolutionnaire n'est pas tombé, mais les souffrances infligées au peuple cubain sont énormes et criminelles, de même que les obstacles que le blocus a causés au développement économique de Cuba. Pourtant, la Révolution reste en mesure de proposer de meilleures politiques sociales en matière de santé, d'éducation et de sécurité sociale que la plupart des pays du monde, et pour Washington, c'est un « mauvais exemple » intolérable qui devrait être éradiqué à tout prix. Jusqu'à présent, ils n'ont pas été en mesure de le faire et je ne pense pas qu'ils le feront dans un proche avenir.

On voit par exemple le martyr du peuple palestinien par l'entité criminelle d'Israël, ou le massacre du peuple du Yémen par l'Arabie saoudite, alliée des États-Unis. N'y a-t-il pas une nécessité d'avoir un front mondial anti-impérialiste que ce soit en Amérique, en Afrique, en Europe ou en Asie, où les peuples partagent le même combat : résister à l'impérialisme qui dévaste les pays et au capitalisme qui exploite et saigne les peuples ?

Absolument. Chávez voulait créer ce front anti-impérialiste, mais sa demande n'a pas été bien accueillie car beaucoup interprètent mal sa proposition comme étant une renaissance ou la Troisième Internationale sous Staline. C'était stupide, mais malheureusement, de nombreuses organisations populaires ont suivi cette ligne. Samir Amin, François Houtart et moi-même avons proposé la création d'un tel front international au Conseil international du Forum social mondial de Porto Alegre et nous avons été battus, en grande partie à cause de l'opposition de puissantes ONG qui ont totalement rejeté cette idée. Non seulement cela : ces ONG ont également joué un rôle déterminant dans la diffusion d'un fort sentiment « antipolitique » qui méprisait les partis politiques, les dirigeants politiques et les agendas politiques. Au point qu'il était très difficile d'inviter Lula et Chávez aux réunions successives du Forum. Aujourd'hui, cela a changé, bien que je ne sois pas sûr de la profondeur et de la cohérence de ce développement prometteur. Mondialisation.ca, 27 janvier 2019

LVOG - Que faisiez-vous au Forum social mondial de Porto Alegre financé par les multinationales de Wall Street, dites-nous, vous en espériez autres choses, qu'est-ce que cela signifie sur le plan politique ? Les ONG sont des ennemis du mouvement ouvrier et de la classe ouvrière, des officines de la contre-révolution, de la réaction mondiale, comment, vous l'ignoriez monsieur le professeur et vos amis aussi ?

A votre décharge, peut-être que vous auriez été mieux inspirés si la IVe Internationale n'avait pas été liquidée au début des années 50 par les courants révisionnistes lambertiste et pabliste.

Quelques sujets de réflexion politique.

Quand ils disent eux-mêmes que la Ve République est foncièrement antidémocratique et irréformable.

Il est vrai que la concentration du pouvoir a pour effet de concentrer aussi les critiques et les indignations. On le sait, la Ve République confie l'essentiel du pouvoir à un monarque républicain élu par le peuple. Les révisions constitutionnelles n'ont cessé de renforcer le pouvoir du président, de l'élection au suffrage universel direct en 1962 à l'introduction du quinquennat et des élections législatives dans la foulée en 2000, sans oublier les effets de la pratique gouvernementale. En sorte que l'affaiblissement progressif des corps intermédiaires n'est pas seulement dû à la personnalité des présidents ou à leur appétit de pouvoir, mais aux institutions elles-mêmes.

Les institutions politiques n'ont pas changé mais aujourd'hui, le délitement de la société de la démocratie – qu'en empruntant à Montesquieu, j'ai appelée "extrême" – est frappant. Toutes les institutions sont contestées. francetvinfo.fr 29.01

Le reste de l'article faisait l'éloge de Macron... France Info ne peut pas publier un article sans réserver une place à la propagande en faveur du régime, cela vous êtes censés le savoir depuis le temps.

Quelle aberration, quel naufrage !

Extrait. Le néo-conservatisme est une forme du trotskisme, donc idéologiquement d'extrême-gauche, ralliée à l'appareil d'État US lors de l'administration Reagan. Ses partisans n'ont cessé de basculer de gauche à droite et vice-versa à chaque alternance politique. Toutefois, ils se sont opposés à l'élection de Donald Trump qu'ils rejoignent pourtant maintenant. (Donald Trump a-t-il été contraint de renoncer ? par Thierry Meyssan - Réseau Voltaire 29.01

Thierry Meyssan, de tendance radicale de gauche si je ne me trompe pas, a cofondé le Réseau Voltaire avec un chef d'entreprise militant du PCF et cela se voit ou ceci explique en partie cela.

Il lui arrive régulièrement de délirer quand il a été surpris à se fourvoyer gravement, pour un peu il accuserait son chien, le trotskysme d'en être responsable. Après avoir affirmé que Trump incarnait "*le gouvernement du peuple par le peuple pour le peuple*", ce que j'avais dénoncé, voilà qu'il nous dit qu'en réalité ce serait le pire réactionnaire ou la pire ordure qui soit, et au lieu de "*rétablir la République*", de "*rendre l'Amérique aux Américains*", voilà qu'il serait prêt à la vendre à la Fed alliée au Pentagone, sans blague, quelle misère d'aussi énormes contradictions pour un journaliste par ailleurs de grand talent, dommage.

Ce n'est pas la première fois qu'on fait ce constat, je le signale pour ceux qui croiraient que je le découvrirais seulement maintenant, je sais parfaitement à quoi m'en tenir, rassurez-vous.

Le droit international ou la bonne conscience du petit bourgeois.

Le petit bourgeois interprète le monde de préférence en fonction de ses propres besoins, c'est ce qui déterminera également son orientation politique. A proprement parler, c'est un opportuniste, il n'a pas vraiment de conscience politique, pas indépendante en tout cas, elle est dictée uniquement par ses intérêts individuels, c'est d'ailleurs ce qui le caractérise. Etant mieux loti que la moyenne, il soutiendra le régime en place ou le capitalisme dont dépend son statut ou son niveau de vie. Ponctuellement, il lui arrivera de soutenir la classe ouvrière ou de participer à sa mobilisation, s'il estime qu'il pourra en tirer profit à titre individuel.

Les nerfs, l'incohérence, les contradictions des laudateurs du droit international, des traités, conventions, déclarations ou chartes internationales en tous genres, bref, de l'ONU, sont mis à rude épreuve ces derniers temps parce qu'ils volent en éclats, et cela devrait s'amplifier. Ils en attendaient des miracles, oubliant qu'à l'impossible nul n'est tenu, à commencer par les chefs d'Etat des puissances occidentales impérialistes (pas seulement) !

Parce qu'ils continuent d'ignorer le contexte dans lequel ces mesures avaient été adoptées, ils en viennent à livrer des analyses de la situation mondiale qui ne correspondent pas à la réalité, retour à la "guerre froide", retour à "1983", retour "aux années 30", alors qu'il s'agirait plutôt d'un retour au milieu ou à la fin du XIXe siècle selon les nations, quand les différentes puissances coloniales guerroyaient à travers le monde et le prolétariat était faiblement organisé ou le mouvement ouvrier peinait à se constituer, à peine formé était-il presque aussitôt trahi par ses dirigeants, la comparaison s'arrêtera là. On notera au passage qu'à ces spéculations foireuses répondent en échos au sein du mouvement ouvrier les appels des opportunistes au retour aux "années heureuses, à la démocratie...

En réalité, elles furent le produit du rapport de forces établi entre le capitalisme et la classe ouvrière à partir de l'issue de la Première Guerre mondiale impérialiste, qui se traduisit par la montée en puissance du mouvement ouvrier international dont le point culminant fut la révolution russe victorieuse de 1917, période qui s'acheva au cours des décennies qui précédèrent et succédèrent l'implosion de l'URSS et ses satellites.

Le déclenchement de la Seconde Guerre mondiale impérialiste du XXe siècle signifia aux peuples du monde entière qu'ils ne devaient accorder aucun crédit à ces traités, déclarations, chartes, qui avaient été conçus pour mieux les maintenir en servitude, pendant que leurs rédacteurs préparaient les prochaines guerres ou se livraient simultanément à d'autres guerres en Afrique et en Asie...

Les institutions qui constituaient le cadre dans lequel ils avaient été adoptés étant dirigées par les impérialismes les plus puissants de la planète qui se partageaient le marché mondial, Société des Nations (SDN), puis l'Organisation des Nations Unies (ONU), il fallait être aveugle ou de mauvaise foi ou encore d'une naïveté incroyable pour ne pas comprendre que ces accords signés ne serviraient jamais la paix, le progrès social ou le bien-être des peuples, surtout après la proclamation d'Israël, et que les représentants du capitalisme s'emploieraient à les contourner dans un premier temps, pour ensuite les ignorer ou les piétiner littéralement pour peu que le rapport de force entre les classes leur soit plus favorable, sur fond de crise du capitalisme mondial devenue permanente.

La remise en cause de la convertibilité du dollar en or en 1971 par les Américains, fut leur réponse économique aux mouvements populaires qui avaient secoué tous les continents à la fin des années 60, et le néolibéralisme en fut leur réponse politique, avec en perspective la centralisation et la concentration de tous les pouvoirs pour instaurer un nouvel ordre mondial de type totalitaire, dont les régimes de Pinochet, Videla, Thatcher et Reagan ne furent qu'un avant-goût, se caractérisant notamment par une intransigeance totale face au mouvement ouvrier et par sa féroce répression, la poursuite des guerres impérialistes.

La mise en oeuvre de leur stratégie totalitaire s'accéléra dès cette époque pressentant la fin prochaine de l'URSS à laquelle ils allaient contribuer de manière décisive dès les années 70, qui se précisera lors de la chute de la Pologne en 81, dès lors ce n'était plus qu'une question de quelques années, et ils pouvaient préparer l'offensive tout azimut qu'ils allaient livrer contre le prolétariat mondial sans craindre qu'il se soulève puisque le mouvement ouvrier international allait littéralement se disloquer à l'issue de cette expérience, les social-démocrates et les staliniens en profitant pour rallier ouvertement leur camp naturel, celui du capitalisme, donc abandonnant la classe ouvrière totalement désarmée pour résister et affronter cette offensive de la réaction mondiale, puisque durant les cinquante années précédentes elle avait été incapable de se doter d'une nouvelle direction

et d'une nouvelle Internationale.

Il ne leur restait plus qu'à laisser pourrir sur place le mouvement ouvrier, à l'y aider évidemment, en proie à des contradictions dont il n'allait pas parvenir à venir à bout au cours des 3 décennies suivantes, tous ses courants n'ayant jamais cessé d'être à la remorque de la social-démocratie dégénérée et du stalinisme, ce qu'ils justifient ou ce dont ils sont fiers aujourd'hui, ce qui a de quoi rassurer nos ennemis n'en doutons pas.

A l'étape suivante, annoncée ou préparée par l'élection de Sarkozy, puis de Hollande, ils allaient réaliser un véritable coup d'Etat en portant à la présidence la créature monstrueuse qu'ils avaient minutieusement sélectionnée et formée, Macron, pour porter le coup de grâce à ce qui restait de nos droits les plus vitaux, ou engager définitivement la France sur la voie du néolibéralisme totalitaire ou de la gouvernance mondiale.

Ce qu'il faut bien comprendre, c'est qu'en liant le sort de la classe ouvrière et des classes moyennes au respect de ces traités, déclarations ou chartes, à l'ONU principalement, tous ceux qui n'ont cessé de s'en réclamer depuis 1944-45, ont livré pieds et mains liés au capitalisme et à ses représentants, ils leur ont interdit de chercher une issue politique au-delà du capitalisme, hors du carcan institutionnel qui était destiné justement à les étouffer, ils partagent donc l'extraordinaire responsabilité de la situation dramatique actuelle.

Ces philistins, qui eux aussi ne doutent de rien, justifièrent leur orientation politique en expliquant que les concessions qu'elle comportait était un moindre mal ou inévitables et qu'elles servaient les intérêts des peuples, sans se soucier que ceux de l'immense majorité d'entre eux seraient sacrifiés ou continueraient de crouler sous la misère ou les bombes. En fait du moment que la crise du capitalisme mondial pouvait être contenue et que intérêts des classes moyennes ou des couches supérieures de la classe ouvrière dans les pays occidentaux étaient préservées, le reste leur importait peu. On en veut pour preuve qu'ils ne cesseront de s'adresser aux représentants du capitalisme, dans lesquels ils avaient placé leur propre destin ou avec lesquels ils partagent les mêmes intérêts, au lieu de s'adresser à la classe ouvrière qu'ils considèrent comme insignifiante ou qu'ils méprisent, qui en tout cas ne peut pas ou ne doit pas prétendre à gouverner ou doit demeurer soumise indéfiniment au règne impitoyable de l'exploitation de l'homme par l'homme.

Ces petits bourgeois ont mis leurs talents au service des esclavagistes et dictateurs des temps modernes, au nom du progrès social, de la démocratie, de la liberté, autrement dit, ils se sont livrés à une épouvantable escroquerie politique à peine déguisée digne de leurs maîtres à penser.

Leurs masques marqués du sceau de l'infamie tombent les uns après les autres, et on ne peut que s'en réjouir. Ils pleurnichent après leurs premières victimes en attendant angoissés que leur tour vienne, cela ne tardera plus maintenant, du coup certains d'entre eux ou la plupart s'en arrangeront et rejoindront ouvertement les rangs de la pire réaction par crainte de perdre leur statut privilégié, la seule chose qui n'a jamais cessé de compter pour eux. Seuls quelques intellectuels courageux et isolés qu'on comptera sur les doigts d'une main rejoindront le camp de la résistance au totalitarisme, sans qu'on exige d'eux l'impossible ou qu'ils rejoignent spontanément le camp de la révolution socialiste mondiale, puisqu'ils en sont incapables à ce stade. Et ceux qui hésitent préféreront encore se vendre au plus offrant, ce marché est moins prospère qu'autrefois, mais il existe encore, voyez RT ou Spunik par exemple.

De manière générale, il ne faut accorder aucune confiance à un auteur qui se réclame du droit international, de l'ONU ou une de ses officines. Demandez ce qu'il en pense à un Palestinien ou à un de ces peuples qui ont connu depuis 1945 la famine, des guerres civiles, des guerres, des coups d'Etat, des épidémies, etc. tous cautionnés par l'ONU, avec la bénédiction du droit international et celle du Pape qui estime légitime l'existence des riches et des pauvres, l'origine des inégalités ou du capitalisme, de tous ces criminels méfaits.

Pour conclure, la crise du capitalisme a atteint une telle profondeur ou elle a pris une telle ampleur que non seulement aucun retour en arrière n'est possible, mais il est devenu impossible de la stopper, ni même de la ralentir sans affronter directement le prolétariat, d'où les multiples coups d'Etat orchestrés par la branche radicale de l'oligarchie financière internationale en Amérique latine ou le recours au fascisme en Europe, en Italie, en Espagne avec Vox, en France avec Macron, Porochenko en Ukraine, en embuscade aux Etats-Unis où se sont enchaînés ces derniers jours des discours particulièrement belliqueux envers la Syrie, le Venezuela, l'Iran, la Russie et la Chine.

Dans ce contexte politique, comme à la veille des deux guerres mondiales du XXe siècle, tous les traités, conventions, déclarations ou chartes internationales qui n'ont pas servi à protéger des bombardements (ou de l'invasion) de l'Otan ou des puissances occidentales impérialistes la Serbie, la Somalie, l'Afghanistan, l'Irak, la Libye, la Syrie, le Yémen, ne sont plus que destinés à être violés par ceux qui les ont rédigés et signés, et porteur de nouvelles guerres, de déstabilisation ou d'ingérences destructrices d'autres Etats et pays...

[Suite du mouvement populaire du 17 novembre](#)

Appel de la première "**Assemblée des Assemblées**" des Gilets Jaunes

Nous, Gilets Jaunes des ronds-points, des parkings, des places, des assemblées, des manifs, nous sommes réunis ces 26 et 27 janvier 2019 en « Assemblée des assemblées », réunissant une centaine de délégations, répondant à l'appel des Gilets Jaunes de Commercy.

Depuis le 17 novembre, du plus petit village, du monde rural à la plus grande ville, nous nous sommes soulevés contre cette société profondément violente, injuste et insupportable. Nous ne nous laisserons plus faire ! Nous nous révoltons contre la vie chère, la précarité et la misère. Nous voulons, pour nos proches, nos familles et nos enfants, vivre dans la dignité. 26 milliardaires possèdent autant que la moitié de l'humanité, c'est inacceptable. Partageons la richesse et pas la misère ! Finissons-en avec les inégalités sociales ! Nous exigeons l'augmentation immédiate des salaires, des minimas sociaux, des allocations et des pensions, le droit inconditionnel au logement et à la santé, à l'éducation, des services publics gratuits et pour tous.

C'est pour tous ces droits que nous occupons quotidiennement des ronds-points, que nous organisons des actions, des manifestations et que nous débattons partout. Avec nos gilets jaunes, nous reprenons la parole, nous qui ne l'avons jamais.

Et quelle est la réponse du gouvernement ? La répression, le mépris, le dénigrement. Des morts et des milliers de blessés, l'utilisation massive d'armes par tirs tendus qui mutilent, éborgnent, blessent et traumatisent. Plus de 1.000 personnes ont été arbitrairement condamnées et emprisonnées. Et maintenant la nouvelle loi dite « anti-casseur » vise tout simplement à nous empêcher de manifester. Nous condamnons toutes les violences contre les manifestants, qu'elles viennent des forces de l'ordre ou des groupuscules violents. Rien de tout cela ne nous arrêtera ! Manifester est un droit fondamental. Fin de l'impunité pour les forces de l'ordre ! Amnistie pour toutes les victimes de la répression !

Et quelle entourloupe que ce grand débat national qui est en fait une campagne de communication du gouvernement, qui instrumentalise nos volontés de débattre et décider ! La vraie démocratie, nous la pratiquons dans nos assemblées, sur nos ronds-points, elle n'est ni sur les plateaux télé ni dans les pseudos tables rondes organisées par Macron.

Après nous avoir insultés et traités de moins que rien, voilà maintenant qu'il nous présente comme une foule haineuse fascisante et xénophobe. Mais nous, nous sommes tout le contraire : ni racistes, ni sexistes, ni homophobes, nous sommes fiers d'être ensemble avec nos différences pour construire une société solidaire.

Nous sommes forts de la diversité de nos discussions, en ce moment même des centaines d'assemblées élaborent et proposent leurs propres revendications. Elles touchent à la démocratie réelle, à la justice sociale et fiscale, aux conditions de travail, à la justice écologique et climatique, à la fin des discriminations. Parmi les revendications et propositions stratégiques les plus débattues, nous trouvons : l'éradication de la misère sous toutes ses formes, la transformation des institutions (RIC, constituante, fin des privilèges des élus...), la transition écologique (précarité énergétique, pollutions industrielles...), l'égalité et la prise en compte de toutes et tous quelle que soit sa nationalité (personnes en situation de handicap, égalité hommes-femmes, fin de l'abandon des quartiers populaires, du monde rural et des outre-mers...).

Nous, Gilets Jaunes, invitons chacun avec ses moyens, à sa mesure, à nous rejoindre. Nous appelons à poursuivre les actes (acte 12 contre les violences policières devant les commissariats, actes 13, 14...), à continuer les occupations des ronds-points et le blocage de l'économie, à construire une grève massive et reconductible à partir du 5 février. Nous appelons à former des comités sur les lieux de travail, d'études et partout ailleurs pour que cette grève puisse être construite à la base par les grévistes eux-mêmes. Prenons nos affaires en main ! Ne restez pas seuls, rejoignez-nous !

Organisons-nous de façon démocratique, autonome et indépendante ! Cette assemblée des assemblées est une étape importante qui nous permet de discuter de nos revendications et de nos moyens d'actions. Fédérons-nous pour transformer la société !

Nous proposons à l'ensemble des Gilets Jaunes de faire circuler cet appel. Si, en tant que groupe gilets jaunes, il vous convient, envoyez votre signature à Commercy (assembleedesassemblees@gmail.com). N'hésitez pas à discuter et formuler des propositions pour les prochaines « Assemblées des assemblées », que nous préparons d'ores et déjà.

Macron Démission ! Vive le pouvoir au peuple, pour le peuple et par le peuple.

Appel proposé par l'Assemblée des Assemblées de Commercy.

Il sera ensuite proposé pour adoption dans chacune des assemblées locales.

Chacun (...) saura (...) quoi en faire... sauf lui !

Mélenchon - C'est sans doute l'initiative la plus captivante de celles qui se prennent ces temps-ci à l'initiative des gilets jaunes. L'assemblée des assemblées citoyennes de gilets jaunes à Commercy semble prolonger en profondeur le mouvement né sur les ronds-points en lui donnant une expression collective non partisane. Autrefois, dans les luttes étudiantes on aurait appelé

cela une « coordination des AG ». Dans les grèves de salariés, un comité national de grève.

Dans la lutte du peuple, l'assemblée citoyenne est la structure de base du mouvement. L'idée de se fédérer nationalement est ici la vraie nouveauté, le vrai pas en avant. Dans la Révolution de 1789, de tels comités se constituèrent pour organiser l'action locale et notamment l'auto-défense des communautés rurales. C'est de là que partit la Fête de la Fédération qui célébra nationalement le premier anniversaire officiel du 14 juillet. C'est dire si l'initiative de Commercy porte un sens large et profond. J'ai trouvé le texte de l'appel final sur le site de Reporterre. Je crois utile de le faire connaître du mieux que je peux, en utilisant tous mes moyens de communication. Chacun de ceux qui me lisent saura, j'en suis certain, quoi en faire. melenchon.fr 28.01

Il est impayable ! Il est vrai qu'une telle initiative ne lui serait pas venue à l'idée. D'ailleurs, il ne dit pas qu'il va la reprendre à son compte ou on ignore à part débiter son baratin habituel ce qu'il va en faire. Etrange pour le chef d'un parti qui revendiquait des centaines de milliers d'adhérents et qui a eu plus de 9 millions d'électeurs...

Une proposition.

Je propose que tous les partis qui se réclament de la classe ouvrière se rassemblent et appellent ensemble les travailleurs à se réunir en Assemblée populaire dans chaque commune où aucune Assemblée n'existe encore, et s'adressent aux sections syndicales des entreprises présentes sur ces communes pour qu'elles y participent. Et partout où il existe déjà une Assemblée des Gilets Jaunes, ils doivent appeler ensemble à y participer et y participer eux-mêmes évidemment.

Si on rassemble toutes nos forces dispersées et qu'on met toute notre énergie au service de cette cause, Macron et le régime peuvent tomber. Parfois la détermination a force d'argument...

Autre point.

Eric Drouet et Maxime Nicolle, sont des purs produits des réseaux sociaux tels qu'on a pu les voir à l'oeuvre au cours des dernières années en Tunisie, en Egypte, en Irak, en Libye, en Syrie, qui ont donné lieu à toutes sortes de manipulations et d'illusions dont ont dû revenir tous ceux qui les avaient suivis aveuglément avant de quasiment disparaître aussi vite qu'ils étaient apparus opportunément ou que les objectifs de leurs créateurs avaient été atteints. Si les médias institutionnels n'avaient pas relayé en boucle leurs appels parus sur Facebook, il y a fort à parier qu'après avoir séduit à peine quelques milliers de personnes dans toute la France, on n'en aurait plus entendu parler. Alors qu'il est extrêmement difficile à un nouveau parti politique d'émerger, on est en droit de se demander comment deux inconnus sortis de nulle part ont pu pour ainsi dire s'autoproclamer dirigeants des Gilets Jaunes et se voir propulsés du jour au lendemain sur le devant de la scène politique.

On peut tenter une explication, et imaginer que ceux qui ont conçu ce stratagème comptaient se servir de leur inexpérience de la lutte de classe et de leur absence de convictions profondément enracinées pour affaiblir les adversaires et les ennemis de Macron, afin qu'il puisse appliquer tranquillement la suite de son programme politique. Il fallait avant tout créer les conditions pour pouvoir leur infliger une cinglante défaite, et il n'y aurait rien de tel que quelques chose suffisamment spectaculaire pour choquer les esprits, une sorte de soulèvement mal organisé ou sans direction pour y parvenir, ses dirigeants autoproclamés ou inexpérimentés perdraient pieds à un moment donné, multiplieraient les atermoiements ou les indécisions, les erreurs, se décrédibiliseraient eux-mêmes du même coup, ce mouvement se diviserait et commencerait à se disloquer, ce qui permettrait de le réprimer violemment, et tout rentrerait dans l'ordre au bout de quelques mois. Ils n'ont pas eu besoin de faire intervenir leurs propres agents, les réseaux sociaux fourmillent d'éléments pouvant faire parfaitement l'affaire pratiquement sans risque et à leur insu.

Cela, c'est le scénario qu'ils ont dû concevoir. Sauf que la situation a pris une autre tournure, cette fois inattendue, lorsque des centaines de milliers de travailleurs se sont saisis de cette occasion pour surgir à leur tour sur la scène politique et exiger la démission de Macron, manifestant leur détermination à ne rien céder pour n'avoir plus rien à perdre, ce que visiblement les conseillers de Macron n'avaient pas prévu au programme.

Pour tenter de briser la dynamique engagée et éviter que des millions de travailleurs s'y rallient, ils ont décidé de se lancer dans une parodie de démocratie en mettant à contribution les élus et les partisans de Macron dans une mise en scène grotesque destinée à légitimer sa politique et les institutions, le "grand débat national", qui est la réponse politique à la question du pouvoir et de l'Etat que pose directement la constitution des Assemblées populaires ou l'organisation indépendante des masses qui cherchent une issue à la crise du capitalisme et du régime conforme à leurs intérêts de classe, le pire scénario qu'ils pouvaient envisager puisqu'à terme il déboucherait sur une situation de double pouvoir qui ne pourrait être résolu que par une insurrection du peuple ou son écrasement dans un bain de sang.

En guise d'épilogue à ce point. Drouet et Nicolle les girouettes.

Comme je le fais souvent le soir, après manger j'écris un peu, puis si ma connexion Internet le permet, je m'avance pour le lendemain en consultant les articles de presse du jour.

J'avais lu que monsieur Drouet avait appelé samedi 26 janvier dans un communiqué à un "*soulèvement sans précédent*" après la blessure à l'oeil de Jérôme Rodrigues, une figure du mouvement nous dit-on. En revanche, ce que j'ignorais, c'est que peu de temps après il avait retiré ce communiqué de "La France colère !", sa page Internet.

Mieux encore, lundi 28, monsieur Rodrigues annonce que Drouet se joignait à son appel au calme, tandis que le sieur Drouet faisait son mea culpa au ministre de l'Intérieur qui voulait le traîner devant les tribunaux pour avoir appelé à un soulèvement en écrivant dans un Facebook Live. "*J'étais au chevet de Jérôme quand l'équipe d'administrateurs l'a rédigé. (...) Je ne l'ai lu qu'après. Le mot "soulèvement" était de trop*", a-t-il estimé, appelant "*au plus grand pacifisme*" pour la prochaine journée d'action samedi. (source : AFP 29.01) Allez, va te coucher !

En quelques heures mon analyse était confirmée. Et un petit rappel sur la dialectique de la lutte des classes.

Quant aux autres dirigeants autoproclamés qui ont depuis créé un parti (Jacline Mouraud) ou des listes aux élections européennes (Ingrid Levavasseur ou Jean-François Barnaba associé au chanteur Francis Lalanne), ils ont tous été rapidement récupérés par le régime ou ses partis par crainte d'être associés à un affrontement direct avec le régime qu'ils ne souhaitaient pas, ils n'ont pas pu rompre avec l'idéologie dominante.

Avec de tels dirigeants on est sûr d'aller à l'abattoir inutilement, donc la meilleure voie est encore celle des Assemblées populaires qu'il faut essayer de développer dans tout le pays. Et si cela s'avérait impossible ou que ce mouvement finisse par se disloquer ou s'éteindre, il faudrait en chercher la signification, se demander pourquoi les masses n'ont-elles pas profité de cette occasion pour se soulever contre le régime. Si on répondait que c'était parce qu'elles avaient encore les moyens de supporter les coups qui leur sont portés ou les conséquences des contre-réformes successives depuis plus de 30 ans, autant dire qu'on pourrait attendre très longtemps ou indéfiniment avant qu'un soulèvement se produise, mais en toile de fond qu'on l'admette ou non, cela signifierait que l'influence idéologique qu'elles subissent constitue le facteur déterminant qui conditionne leur comportement, et puisqu'on refuse de le reconnaître et de s'y attaquer, et bien il n'y aurait plus qu'à dire adieu à toute issue politique ou attendre des jours meilleurs qui ne viendront finalement jamais.

La dialectique de la lutte des classes, ce n'est pas seulement des rapports entre conditions objectives et subjectives, c'est aussi l'évolution interne de chacune de ses conditions qui va contribuer à renforcer ou atténuer leur rôle au sein des rapports qui les lient. Si maintenant on décrète ou on s'en tient à la formule selon laquelle les conditions objectives l'emportent toujours sur les conditions subjectives, en partant du constat que les conditions objectives seraient encore favorables à la majorité des masses et qu'il risque d'en être encore ainsi pour de longues décennies, logiquement on ne peut être qu'amené à considérer que la révolution doit être envoyée aux calendes grecques ou qu'il est inutile de combattre dans cette perspective politique.

En revanche, si on considère qu'un aspect des conditions objectives est susceptible de se transformer en condition subjective du fait de l'évolution défavorable de la société, de sa décadence, de sa décomposition, des rapports détestables qu'elle a engendrés et auxquels personne ne peut échapper, processus particulièrement lent et laborieux il faut bien l'admettre, les rapports entre conditions objectives et subjectives peuvent s'inverser au profit des conditions subjectives, qui à leur tour si elles se traduisent par une prise de conscience peut déclencher un changement de comportement chez les travailleurs les plus conscients et favoriser leur engagement politique, qui en intervenant dans la lutte des classes deviennent à leur tour un facteur objectif modifiant et rééquilibrant le rapport de forces établis entre conditions objectives et subjectives permettant d'entrevoir à nouveau l'espoir ou la possibilité de changer la société, de renverser le régime en place.

D'autant plus que l'on sait, que seul une minorité participe au début à la révolution, tandis que la majorité des travailleurs affichent une neutralité bienveillante à son égard avant de la rejoindre. Il s'agit donc de se donner les moyens de réunir les conditions subjectives qui permettront de rassembler une minorité de travailleurs conscients dans un parti ouvrier révolutionnaire, qui auront acquis l'expérience et les connaissances indispensables pour guider, orienter et prendre la direction d'un soulèvement des masses minoritaire, pour qu'il soit suffisamment crédible et déterminé et que la majorité des travailleurs s'y engagent.

Ce que nous n'avons pas su faire jusqu'à présent, c'est gagner au socialisme cette minorité de travailleurs les plus critiques envers le capitalisme, ceux auxquels il ne manque pas grand chose pour qu'ils rompent avec le régime et son idéologie. Leurs conditions objectives pour peu qu'elles leur soient favorables, car il peut aussi y avoir des travailleurs conscients parmi les couches les plus défavorisées, servent d'obstacles à leur engagement politique, certes, on le sait, mais ce n'est pas un obstacle insurmontable, sauf évidemment si on décide le contraire, dans ce cas-là autant ne pas s'adresser à eux car cela ne servira à rien. Certes, ils disposent de conditions matérielles qui leur permettent encore de vivre à peu près normalement, par contre ce n'est pas le cas de leurs aspirations les plus profondes qui sont bafouées en permanence.

Que leurs conditions d'existence leur procurent certaines satisfactions, il n'en demeure pas moins qu'ils ont plus ou moins conscience qu'elles sont aléatoires, éphémères, mesquines, futiles ou superficielles, fabriquées, minables ou forcées plus que réelles très souvent, de telle sorte que le reste du temps, soit la majorité de leur existence ce sont des gens profondément frustrés, qui n'ont jamais voulu avoir cette vie-là, qui avaient espéré autre chose, sans parler que ces petits plaisirs s'accompagnent d'une multitude de complications, de difficultés, de déboires, de désillusions, d'angoisses, de souffrances en tout genre qui leur pourrissent littéralement la vie, bref, bien qu'ils fassent partie de la majorité la mieux lotis, il n'empêche qu'ils sont en proie à

tant de contradictions qu'ils ne peuvent pas passer à côté, sans parler des humiliations qu'ils sont contraints de subir, et l'hypocrisie ou le mensonge dans lequel ils sont obligés de se réfugier pour se donner bonne conscience ou pour justifier le traitement privilégié que leur accorde la société, tout cela à un côté insupportable ou détestable quand on se regarde en face, quand on regarde la réalité en face, et personne ne peut y échapper.

Et c'est uniquement parce qu'ils sont sous l'influence idéologique du régime qu'ils peuvent adopter ce comportement, c'est elle qui lui fournit tous les prétextes dont il a besoin pour le justifier, ce qui entre violemment en contradiction avec leurs aspirations comme on vient de le rappeler, et bien c'est cette faille, cette faiblesse qu'il faut exploiter pour qu'ils s'en détachent ou parviennent à la conclusion qu'ils doivent rompre avec le régime, qu'ils ne peuvent rien en espérer de mieux, mais pire s'ils ne le combattent pas.

Qu'on ne viennent pas nous dire que les centaines de milliers de travailleurs sensés ou parmi les plus évolués demeureraient insensibles à cette argumentation, car elle décrit la réalité qu'ils vivent quotidiennement.

Reste à nos dirigeants ou à ceux qui s'autoproclament dirigeants d'apprendre à maîtriser la dialectique, et ensuite nous pourrions peut-être espérer sérieusement nous en sortir, pas avant.

Pour être agréable à ceux parmi mes détracteurs qui sont friands de citations, j'en ai dégotté une par hasard qui devrait leur convenir :

- *"Nous appelons notre dialectique matérialiste, parce que ses racines ne sont ni dans les cieux (ni dans les profondeurs de notre libre esprit)", mais dans la réalité-objective, dans la nature. La conscience est née de l'inconscient, la psychologie de la physiologie, le monde organique de l'inorganique, le système solaire de la nébuleuse. A tous les degrés de cette échelle du développement, les changements quantitatifs sont devenus qualitatifs. Notre pensée, y compris dialectique, n'est qu'une des manifestations de la matière changeante. Il n'y a place, dans cette mécanique ni pour Dieu, ni pour le diable, ni pour l'âme immortelle, ni pour les normes éternelles du droit et de la morale. La dialectique de la pensée, procédant de la dialectique de la nature, a par conséquent un caractère entièrement matérialiste.*" (L'opposition petite-bourgeoise dans le Socialist Workers Party. - L. Trotsky)

Il en va également ainsi des rapports entre les conditions objectives et subjectives. Une pensée ou une idée, une théorie appartiennent aux conditions subjectives jusqu'au moment où elles se traduisent en pratique et en terme d'organisation et se transforment en conditions objectives agissant sur le cours de la société...

C'est ce qu'on devrait enseigner aux enfants dès l'école primaire, non ? Mais comme ce n'est pas le cas, tous leurs rapports au monde extérieur y compris à leur propre nature s'en trouvent faussés, la plupart du temps jusqu'à la fin de leur existence. C'est vraiment un truc auquel chacun devrait profondément réfléchir ou mieux, que chacun devrait étudier sérieusement, si possible jusqu'à fin de son existence puisqu'on n'en viendra jamais à bout, à moins bien sûr de se prendre pour Dieu ou le diable!

S'il y avait dans la vie un seul sujet qui vaudrait la peine d'être étudié, ce serait celui-là. Il permet de prendre conscience de notre inconscience ou de notre ignorance, et il porte à faire preuve de modestie plutôt que de se prendre pour ce qu'on n'est pas.

Dernières infos en guise de confirmation.

- Maxime Nicolle menace de quitter la France - Le HuffPost 30 janvier 2019

Maxime Nicolle, figure du mouvement des gilets jaunes, lance un ultimatum au gouvernement, dans une vidéo, diffusé mardi 29 janvier, sur la page Facebook "Fly rider infos blocage". En l'absence "d'avancée concrète", "dans les deux semaines qui suivent", il indique qu'il quittera l'Hexagone et demandera l'asile politique dans deux semaines si l'exécutif ne répond pas aux attentes des Gilets jaunes. Le HuffPost 30 janvier 2019

- Européennes : après des défections, la liste gilets jaunes dans la tourmente - Liberation.fr 29.01

Marc Doyer et Hayk Shahinyan ont tous les deux quitté la liste gilets jaunes. Ces départs marquent une frontière nette entre deux courants de la mobilisation : les réseaux sociaux et les ronds-points d'un côté, les canaux politiques plus classiques de l'autre. Liberation.fr 29.01

- Gilets jaunes: une seconde liste pour les européennes? - L'Express.fr 30 janvier 2019

Un des meneurs niçois de la contestation a présenté mardi l'ébauche d'une liste "apolitique et asyndicale" qu'il compte présenter aux élections européennes, baptisée "Union Jaune", pour porter des idées notamment en matière d'immigration et de souveraineté.

"Si j'ai cette chance que je suis élu ambassadeur ou député de nos grands coeurs jaunes, je m'engage à percevoir un Smic et à reverser la différence au Restos du Coeur", a proclamé Patrick Cribouw, 64 ans, un récidiviste du vote blanc, épaulé par deux porte-parole tout aussi novices que lui en politique. L'Express.fr 30 janvier 2019

- On a testé la "vraie" plateforme de débat des gilets jaunes - Le HuffPost 30 janvier 2019

Critiques envers le grand débat national mis en place par le gouvernement, des citoyens ont créé une alternative présentée comme neutre et ouverte.

Il était censé être la réponse à la crise qui dure depuis plus de deux mois. Mais le grand débat national voulu par Emmanuel Macron n'en finit pas d'être critiqué de toutes parts. En réponse, des gilets jaunes lancent ce mercredi 30 janvier une plateforme concurrente permettant de débattre en ligne de questions sociétales: "le vrai débat". Le HuffPost 30 janvier 2019

Autre point. Une revendication pour fédérer les classes exploitées.

Annulation de la dette des travailleurs. On a déjà payé avec notre sueur, vous nous avez déjà extorqué une partie de la plus-value que nous avons produite, on ne payera pas, on ne vous engraissera pas toute notre vie !

Les Gilets Jaunes n'ont pas mis en avant cette revendication capitale qui pourrait rallier ou déclencher le soulèvement des plus larges masses, car tous les travailleurs ou presque sont endettés, parfois ou souvent lourdement, y compris ou surtout les membres des classes moyennes, les petits patrons, les artisans, les commerçants, les agriculteurs, tous ceux qui sont au chômage, et qui d'une certaine manière contraints ou forcés se sont lancés dans l'aventure de l'auto-entrepreneuriat, nombreux sont ceux qui ont dû s'endetter sur de nombreuses années pour se loger, là encore contraints ou forcés du fait des loyers prohibitifs ou de la crise du logement, d'autres ou les mêmes ont dû acheter à crédit une voiture par nécessité pour aller travailler ou parce qu'ils sont éloignés de tout commerce ou service.

Je peux me tromper, mais à mon avis, cette revendication est une bombe encore plus efficace que la hausse du smic, des retraites, etc. elle concerne une multitude de travailleurs écrasés par les dettes, qui enchaînent les crédits pour juste essayer de continuer à vivre à peu près normalement, crédit à la consommation qui pousse à vivre au-dessus de ses moyens mais pas forcément, pour atténuer bien des frustrations ou privations, ce qui est somme toute compréhensif aussi, crédit revolving, rechargeable, qui font que vous ne cessez de verser des intérêts aux banquiers qui s'engraissent ainsi en dormant sur votre dos, les bienfaits de la politique d'austérité ou des salaires misérables, de la hausse des prix déguisées, de nouveaux besoins qui se sont transformés en nouvelles charges, etc.

Autre point. Sur le RIC ou RIP.

J'avais indiqué dans une causerie que le RIC ou RIP présentait des avantages et des inconvénients.

L'un des avantages qu'il faut peut-être retenir ou qui est déterminant, c'est qu'il est incompatible avec la Constitution de la Ve République et le régime, l'UE également, puisqu'il remettrait en cause l'hégémonie politique de la classe des capitalistes ainsi que ses besoins, qui privée de son pouvoir politique ne pourrait plus défendre son pouvoir économique, ce qui pour eux et ses représentants est inconcevable évidemment.

Présenté de cette manière-là, c'est une véritable bombe politique destinée à faire sauter la banque et le régime si les masses s'en emparaient.

Dernier point. Solidarité !

Je ne suis pas le mieux placé pour en parler de mon trou en Inde, mais bon, cela m'est venu à l'esprit à plusieurs reprises donc je vous le soumets. Il faut assurer le soutien financier et juridique à tous les manifestants qui ont fait l'objet de la répression policière. Je crois avoir lu quelque part que quelque chose avait été fait dans ce sens, mais j'ignore si cela a été généralisé sur le plan national.

[D'autres arguments.](#)

Le travail constituant (deuxième partie) Par Jean-Yves Jézéquel - Mondialisation.ca, 27 janvier 2019

Extrait. A la suite du « Grand Débat » citoyen qui doit se terminer le 15 mars prochain, il faudra que cette demande essentielle remonte au « sommet ». Nous savons déjà qu'elle sera niée, critiquée, condamnée, rejetée par la macronie au pouvoir. Voilà pourquoi, la suite des événements sera très vraisemblablement la grève générale et le blocage économique radical du pays obligeant Macron à démissionner. Dès que ce préalable sera obtenu, alors il sera possible d'envisager cette réforme exigée par le peuple. (...)

On peut ainsi comprendre très clairement que le sujet majeur actuel, pour le peuple Français, c'est de passer à la démocratie véritable : une démocratie directe participative, incluant en soi l'abolition de la 5ème République et de tous les pouvoirs donnés au Président de la République. La France ne peut plus être une monarchie républicaine, elle doit devenir

une démocratie; les Français veulent être directement responsables de la vie politique du pays et de la communauté de destin qui les réunit. Le régime parlementaire représentatif ne représentant absolument plus les désirs, la volonté, la conscience et la souveraineté du peuple, le temps est venu de reprendre en mains cette souveraineté.

Les « représentants » étaient légitimes à l'époque où le peuple était majoritairement analphabète. Aujourd'hui, le peuple est constitué de personnes qui sont bien mieux informées et bien plus compétentes que la plupart de ses représentants. Le régime parlementaire représentatif est aujourd'hui caduc et ses défenseurs sont manifestement de mauvaise foi, car tout le monde sait pertinemment que l'Assemblée Nationale n'est, en aucun cas, représentative du peuple français!

Cette réforme implique également que le pouvoir supra national donné arbitrairement à l'Union Européenne, contre la volonté du peuple exprimée le 29 mai 2005 par le référendum, soit aboli. (...) (Mais pas l'UE, puisque plus loin il parle de "réaménagement de l'Union Européenne", ce qui est incohérent ou une contradiction qui n'effleure pas l'esprit de son auteur. - LVOG)

Le pacte d'Aix-la-Chapelle entre Merkel et Macron, écrit et signé en catimini, sans l'avis du peuple, va à l'encontre de cet objectif souhaitable. Macron et Merkel sont entrain de concocter un système de verrouillage qui rendra encore plus compliqué ce réaménagement de l'Union Européenne. Il est clair que dans ces conditions, la lutte sera beaucoup plus violente, puisque les prédateurs du système ultra libéral veulent l'abolition des Etats Nations, alors que les peuples révoltés veulent qu'on reconnaisse leur souveraineté. Il y a là deux logiques diamétralement opposées et dont l'incompatibilité s'accroît chaque jour un peu plus, grâce aux manigances et aux trahisons des oligarques placés illégitimement au pouvoir. Rappelons que la présence de Macron à l'Élysée n'est pas légitime, compte tenu du nombre de voix qui l'a placé à ce poste usurpé par la manipulation électorale avec l'aide des médias aux mains des milliardaires et de la banque. (...)

Le Référendum d'Initiative Citoyenne (RIC) est une procédure législative dont l'initiative appartient exclusivement aux citoyens et qui leur permet — si les conditions prévues par la loi sont remplies — d'imposer un référendum pour prendre une décision concernant la Constitution, les traités, les lois, les règlements...

C'est cette procédure qui fait du peuple le législateur en dernier ressort. Dans le régime politique « représentatif », avec son règlement électoral très injuste, les citoyens sont réduits au silence pendant toute la durée du mandat des élus. A partir du moment où ils ont voté, tout leur échappe ensuite et ils ne décident plus de rien pendant des années! Mondialisation.ca, 27 janvier 2019

Je n'ai pas reproduit tous les passages qui colportaient un tas d'illusions ou de contradictions, voire des aberrations ou absurdités genre tirage au sort des élus, qui auraient été trop longues à commenter et que nous n'avons cessé de combattre dans ce portail.

On ne trouve guère d'auteurs qui ne soit pas en proie à une profonde confusion dès qu'ils abordent le développement de la situation social et politique, parce qu'ils veulent régler un tas de problèmes sans rompre avec le capitalisme et l'ensemble de ses institutions économiques ou politiques nationales, européennes et internationales, ils en restent prisonniers.

Nous sommes lundi 28, il est 21h55, je reprends après avoir lu cinq articles publiés par le Saker francophone.

C'est fantastiques tous présentent de graves lacunes, et ils partent dans des analyses qui sont évidemment faussées à la base. En gros, ne comprenant pas que ce qui se déroule sous leurs yeux est la cause et non la conséquence d'une décision politique ou d'un développement, ils vont attribuer des intentions ou événements à des acteurs ou à des institutions qui ne les ont jamais eu ou qui n'en ont jamais été à l'origine.

Au-delà du fait qu'ici ou là on peut glaner quelques données intéressantes, les lire est un véritable supplice qui induira en erreur un lecteur mal informé, toutefois ce qui est intéressant aussi, c'est que leur démonstration inclut à leur insu apparemment ou le plus souvent des éléments de la propagande officielle, de sorte qu'on peut examiner les ravages qu'ils produisent sur le cerveau d'intellectuels généralement bien intentionnés ou qui se définissent comme des démocrates ou des progressistes, qu'ils partagent avec la plupart des gens, ce qui permet de mieux comprendre ce qu'ils pensent et pourquoi ils le pensent, ce qui permet une fois qu'on l'a discerné d'y répondre avec des arguments appropriés, au lieu de se livrer à un grand discours théorique qui sera déplacé ou incompréhensible.

Ce que nous savons ou ce que nous avons compris est une chose, et dans bien des cas cela importe peu ou doit passer au second plan quand on discute avec quelqu'un ou quand on lit un article écrit par un auteur qu'on ne connaît ou qu'on ne rencontrera sûrement jamais, il faut saisir le cheminement de sa pensée pour comprendre pourquoi il ne parvient pas à saisir la situation ou pourquoi il la saisit d'une manière plutôt qu'une autre, cela peut nous aider également à déceler des failles ou des erreurs dans notre propre argumentation, donc à l'améliorer.

Si on ne discute qu'avec des gens qui partagent nos idées ou qu'on ne lit que des articles qu'on aurait pu signer, c'est comme si on se parlait devant une glace ou qu'on lisait notre propre prose, ce qui ne nous avancerait pas à grand chose ! D'où l'intérêt de donner la parole à d'autres acteurs.

Pourquoi la "loi anticasseurs" est liberticide - Le HuffPost 29.01

Vincent Brengarth, avocat au Barreau de Paris.

Aujourd'hui mardi 29 janvier 2019, est prévu l'examen en séance de la controversée proposition de loi visant à prévenir les violences lors des manifestations, et à sanctionner leurs auteurs. D'aucuns ont pu voir dans ce texte, non sans raison, la résurgence de la "loi anticasseurs" du 8 juin 1970 qui punissait de deux ans d'emprisonnement toute personne ayant continué à participer volontairement à un rassemblement illicite ou interdit, alors que des violences ou des voies de fait contre des personnes, ou des dégradations causées aux biens, avaient été commises du fait de ce rassemblement. Le législateur avait donc institué une responsabilité collective, rappelant également les propos tenus en mai 2018 par Gérard Collomb, alors ministre de l'intérieur, "Il faut que les personnes qui veulent exprimer leur opinion puissent s'opposer aux casseurs" et appelant les manifestants "à ne pas être complices de ce qui se passe par leur passivité".

Les gouvernements successifs ont toujours su tirer profit des violences commises pour discréditer les manifestations. Au prétexte de protéger le droit de manifester, la proposition de loi cherche notamment à accroître les pouvoirs de l'administration, comme ce fut le cas pendant l'état d'urgence.

Le texte est articulé autour d'un premier volet préventif et d'un second volet répressif. Le premier volet, relevant de la police administrative, offrirait ainsi la possibilité de créer des périmètres de sécurité autour de manifestations (contrôle visuel, ouverture des sacs et palpations de sécurité), mais également celle d'interdire à toute personne susceptible de se livrer à des violences de participer à une manifestation. Le second volet, judiciaire, prévoit, d'une part, la création d'un délit consistant dans le fait de punir la dissimulation de son visage lors de manifestations et de rassemblements et, d'autre part, une responsabilité civile collective des personnes coupables d'actes délictueux qui ont participé à une manifestation ou à un rassemblement ayant entraîné des dommages. Les nouvelles mesures sont déclinées dans sept articles.

L'article 1 de la proposition de loi concerne les périmètres de contrôle. Le législateur revient à la charge après que le Conseil constitutionnel a censuré, dans une décision de janvier 2018, le dispositif comparable que prévoyait la loi sur l'Etat d'urgence, compte tenu de l'atteinte portée à la liberté d'aller et venir. La commission des lois de l'Assemblée nationale n'a pas été dupe du risque d'inconstitutionnalité, puisqu'elle a supprimé l'article prévoyant la création des périmètres de sécurité.

Cependant, l'intention demeure et elle est d'autant plus préoccupante qu'elle est calquée sur un régime prévu pour lutter contre la menace terroriste. C'est compte tenu de cette menace qu'on admet généralement que le droit puisse être exceptionnellement altéré par une entrave aux libertés, avec les risques que cela engendre. L'hypothèse n'est donc aucunement celle de violences qui interviendraient en marge d'un mouvement social. La création de tels périmètres revient à créer un environnement criminalisant pour le manifestant, auquel il est attribué la volonté de participer à un mouvement suspect alors qu'il ne souhaite qu'exercer ses droits d'aller et venir et de manifester. De plus, les mesures prévues sont particulièrement intrusives même si, malheureusement, la menace terroriste nous y a accoutumés.

Le périmètre de protection n'est cependant pas le seul emprunt fait à la loi sur l'état d'urgence. En effet, l'article 2 de la proposition de loi duplique également l'interdiction de séjourner dans un périmètre défini (article 5 de la loi de 1955 sur l'état d'urgence) pour permettre au préfet ou, à Paris, au préfet de police, la possibilité de prononcer à l'encontre de toute personne, par arrêté motivé, une interdiction de prendre part à une manifestation, et ce particulièrement s'il existe des raisons sérieuses de soupçonner que son comportement puisse constituer une menace d'une particulière gravité pour l'ordre public. De plus, la personne peut être astreinte à une obligation de "pointage".

Il s'agit ainsi de créer un nouvel outil de police administrative. Le justiciable n'aura qu'un temps extrêmement réduit pour pouvoir saisir le juge administratif en référé afin de contester le bien-fondé de la mesure. De plus, c'est à l'administration, bien souvent visée par les manifestations, et donc juge et partie, qu'il incombera de définir la menace contre l'ordre public. En temps normal, l'interdiction de manifester peut être prononcée par le juge judiciaire, gardien institutionnel des libertés. Ce monopole lui serait donc retiré, au profit d'une administration dont les pouvoirs sont déjà extrêmement étendus.

L'appréciation de l'existence d'une menace, justifiant l'interdiction de la manifestation, se fera à travers une présomption qui va à l'encontre de la philosophie de notre droit réprimant des agissements et des actes positifs.

Par l'article 3 de la proposition, le législateur souhaite par ailleurs l'inscription, au sein de fichiers créés par les préfets de département et, à Paris, par le préfet de police, de toutes les interdictions de manifester.

Cet article rejoint l'accroissement toujours plus important des fichiers individuels, au mépris de la vie privée. De plus, la loi du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés interdit de traiter des données à caractère personnel qui révèlent les opinions politiques. Il est impossible de garantir que la constitution d'un fichier pour les interdictions de manifester ne permettra pas aux pouvoirs publics de fichier des opposants politiques. De plus, et pour ne citer que ce dernier, il existe déjà le fichier de prévention des atteintes à la sécurité publique, qui est de nature à atteindre les objectifs qui sont poursuivis par le législateur.

Ensuite, l'article 4 de la proposition prévoit un nouveau délit de dissimulation du visage, au sein ou aux abords immédiats d'une manifestation. Il faut préciser qu'une contravention est déjà prévue pour réprimer de tels faits (article R. 645-14 du code pénal), et qu'il ne s'agirait donc que d'accroître la sanction.

A titre de rappel, les contraventions étaient rarement appliquées, ce qui illustre déjà la difficulté à manier un tel outil. Le principal écueil d'un tel délit, qui peut se comprendre dans son principe, résulte de la difficulté à sonder l'intention des personnes, qui ne cherchent pas nécessairement à échapper à la police dans le but de troubler impunément l'ordre public. Un certain nombre de manifestants ont été blessés au visage et peuvent en toute logique vouloir se protéger des armes utilisées par les forces de l'ordre, dont l'intense utilisation semble disproportionnée depuis ces dernières semaines. La blessure infligée à Jérôme Rodrigues en constitue la dernière et triste illustration. De plus, compte tenu de l'appétence de l'administration pour les fichiers et du peu de contrôle sur ces derniers, l'on peut légitimement comprendre la volonté de ne pas montrer son visage dans des manifestations où les policiers et les médias sont omniprésents, sans que ce choix trahisse une volonté de troubler l'ordre public.

L'article 6 de la proposition de loi ambitionne d'étendre le champ d'application de l'incrimination relative au port d'arme lors d'une manifestation pour, schématiquement, y ajouter les «armes par destination» (dont les fusées et artifices).

Un tel article paraît assez redondant avec l'appréciation qui était déjà faite par les juridictions, outre qu'il alimente la conception particulièrement culpabilisante des manifestations. Le moindre objet, tel un masque pour se protéger du gaz lacrymogène, devient suspect et permet de criminaliser le manifestant.

Le même article prévoit également de généraliser l'interdiction de manifester, susceptible d'être prononcée par le juge comme peine complémentaire.

Enfin, l'article 7 de la proposition de loi consacre une présomption de responsabilité civile collective des personnes condamnées pénalement pour des infractions commises à l'occasion d'une manifestation, et spécifiques à celles-ci.

Cet article ignore la conception classique de la responsabilité civile, qui exige la démonstration d'une faute, d'un préjudice et d'un lien de causalité. Il vient instituer une forme de responsabilité civile collective pour des infractions commises à l'occasion d'une manifestation. Le risque de jugement arbitraire est d'autant plus fort que les délits qui concernent les manifestations, dont la participation délictueuse à un attroupement, sont des infractions dont il faut comprendre qu'elles peuvent être largement interprétées. La proposition d'amnistie des manifestants condamnés, faite par le député André Chassaigne, rappelle également que les condamnations s'inscrivent dans un contexte très particulier de revendication sociale, et qu'elles ne résultent pas mécaniquement d'atteintes délibérées aux biens et aux personnes. Il faut encore souligner que le climat de tension n'est pas le fait exclusif des manifestants, mais aussi du déploiement très lourd de la force publique.

Paradoxalement, les manifestations, qui sont censées veiller au respect des droits, aboutissent à leur restriction. Le gouvernement tire avantage des violences qui nuisent aux manifestations pour augmenter son autorité. Il s'arroge une capacité grandissante à définir les contours des troubles à l'ordre public afin de mieux contrôler le droit de manifester pour, à terme, le rendre politiquement inoffensif. Un droit de manifester dont on abandonnerait la définition aux pouvoirs politiques est profondément anti-démocratique.

Le gouvernement avait déjà accru ses prérogatives en intégrant certains des outils de l'état d'urgence dans le droit commun, il va désormais plus loin. Il n'est plus question de lutter contre la menace terroriste, mais de protéger le droit de manifester en le restreignant et en faisant peser des présomptions de culpabilité.

Le contrat passé avec l'Etat est d'autant plus biaisé que lui-même ne se justifie pas lorsque la violence qu'il utilise est illégitime. Les violences policières se multiplient sans qu'on cherche à les sanctionner avec le même empressement que celles des manifestants. Le législateur augmente le recours au fichage, sans faciliter la possibilité d'en sortir pour le justiciable. Tout cela s'opère dans le cadre d'une présomption de bonne foi, qui voudrait que la violence soit l'apanage des manifestants. Un piège se tend peu à peu. Il ne pourra plus être question de protéger nos droits lorsque nous aurons abandonné à l'Etat la possibilité d'en contrôler l'expression. Le HuffPost 29.01

[Le parti de l'extrême-centre ou pour un peu, la droite bascule à l'extrême droite !](#)

- Européennes: "LR a confié sa liste à (son) extrême droite", accuse Lagarde (UDI) - AFP 29.01

Le président de l'UDI Jean-Christophe Lagarde, qui doit prendre la tête d'une liste centriste pour les Européennes, a estimé mardi que le choix du conservateur François-Xavier Bellamy par LR pour conduire leur liste revenait à confier celle-ci "à l'extrême droite". AFP 29.01

L'extrême-centre fasciste a un autre parti de gauche.

LVOG - Pour rappel, Raphaël Glucksmann fut au côté de BHL l'un des porte-parole hystérique du coup d'Etat de l'Otan réalisé par des partis néonazis à Kiev (place Maidan), en Ukraine.

- Européennes: Place publique donne à voir un début de convergence à gauche - AFP 30 janvier 2019

Des socialistes, des membres de Générations, des écologistes... mais pas de représentants du PCF ou d'EELV: Place publique a tenu mardi à Paris un meeting qui a pour la première fois donné à voir l'esquisse d'une réconciliation des formations des gauches, que le mouvement lancé par Raphaël Glucksmann appelle de ses vœux en vue des européennes.

Membre de Générations, l'ancienne députée Barbara Romagnan a jugé qu'il serait "irresponsable" que l'unité ne se fasse pas, alors que les uns et les autres "sont d'accord sur l'essentiel".

La numéro deux du PS Corinne Narassiguin s'est mise à l'unisson, soulignant que le PS avait rapidement "répondu présent" à l'invitation de Place publique, et participé "activement" à la rédaction des dix combats communs.

Présente dans le public, la maire PS de Paris Anne Hidalgo a salué devant la presse une "belle aventure". "Ca crée beaucoup d'espoir dans toute une population qui se sent écolo, de gauche, sociale-démocrate, européenne, et qui a envie d'autre chose", a-t-elle relevé.

"Est-ce qu'on peut parler de sauver l'Europe, de sauver le climat plutôt que de sauver le Parti socialiste ?", a ironisé le de file des écologistes, Yannick Jadot.

Au sein de Générations, tous ne sont pas prêts à rendre les armes. "L'appel à l'union c'est intéressant (...) Mais comment a-t-on la garantie que le PS est sincère lorsqu'il dit qu'il va rompre avec le libéralisme, quand en même temps il reste au PSE ?", a réagi auprès de l'AFP le bras droit de Benoît Hamon, Guillaume Balas.

"L'idée est de donner sa chance au produit, le rassemblement", a expliqué le député PS du Val-de-Marne, Luc Carvounas. AFP 30 janvier 2019

Tous les jours l'AFP lui consacre au moins un article, ceci explique cela.

[Non, ce n'est pas "la nouvelle 'gôche'", mais la gauche qui est liée au capitalisme depuis plus d'un siècle.](#)

Extrait. Ainsi, une majorité de Français a voulu tourner le dos à l'extrême-droite, votant pour un candidat issu du PS – et des milieux financiers... non, il n'y a pas d'oxymore, c'est la nouvelle 'gôche' paraît-il – mais se déclarant « ni de gauche ni de droite »... et elle a eu un président dont les déclarations, actions et manœuvres depuis son accession à la fonction, ainsi que celles de son équipe, sont plus répressives les unes que les autres, ne laissant planer aucun doute quant à l'inclinaison pour une droite... extrême. Quand il est dit qu'il faut préférer l'original à la copie, cherchez l'erreur ! (Les 'Gilets Jaunes': proposition pour aller plus loin par Daniel Vanhove Mondialisation.ca, 16 janvier 2019)

Du PS à RN en passant par LREM, LR, l'UDI, le MoDem, le PR, le MRC, le PCF, tous ont finalement la même nature sociale pour être tous liés au régime capitalisme. Le jour où on l'aura admis, le mouvement ouvrier et l'humanité feront un pas de géant en avant vers le socialisme et la liberté, pas avant.

La preuve :

Daniel Vanhove - Et il faut espérer que le mouvement (des gilets jaunes - ndlr) continuera, allant même en amplification tant que le changement en profondeur d'une structure d'Etat obsolète et du 'système' ne seront pas envisagés.

LVOG - Il évoque la nécessité d'un "changement en profondeur d'une structure d'Etat obsolète et du 'système', mais pas le renversement des rapports sociaux de production qui constituent les fondements de l'Etat et du régime capitaliste, autrement dit on ne change rien !

Maintenant il faut le justifier, voyons comment il s'y prend.

Daniel Vanhove - Les 'GJ' de tous pays n'obtiendront rien de substantiel en se cantonnant à manifester dans leurs villes et pays. Ils devront intégrer cette notion et se rendre à l'évidence : leurs gouvernements nationaux sont pieds et poings liés par les Traités signés.

LVOG - Ah ben voilà, il est inutile pour les travailleurs de "manifester dans leurs villes et pays" puisqu'ils "n'obtiendront rien" ! Et comme ils ne feront jamais le déplacement jusqu'à Bruxelles, messieurs les capitalistes vous pouvez dormir tranquille.

Mais il existe bien une raison à cela, en effet, il va s'employer à la fabriquer.

Daniel Vanhove - Les pouvoirs nationaux ont été lentement mais assurément transférés à l'Europe. Et c'est donc bien contre cette Europe inéquitable qu'il faut concentrer les efforts de contestation et d'opposition. C'est-là que se situe le pouvoir. Et c'est ce dernier qu'il convient de renverser.

LVOG - En réalité, il n'a l'intention de rien "renverser" du tout. Sa démonstration va juste consister à faire croire que cette "Europe" pourrait devenir moins "inéquitable".

Pour commencer, il va donc jusqu'à nier que la France demeure un Etat libre et souverain, et surtout que son peuple peut décider souverainement, librement son destin ou l'orientation de la société y compris en se débarrassant du capitalisme et de l'UE. Mais pourquoi le nie-t-il ? Parce qu'il ne faudrait pas qu'il s'engage dans cette perspective politique, il doit rester pieds et mains liés au capitalisme et à l'UE, il ne doit pas envisager son avenir autrement.

Sur quoi fait-il sciemment l'impasse ? Sur le fait que ce n'est pas l'UE qui a adopté la Constitution de la Ve République ou les Constitutions nationales de chaque pays, mais le peuple souverain, et que ce qu'il a adopté un jour, il détient toujours le pouvoir de l'abolir ou à aucun moment il n'a abdicé ce pouvoir, que cela plaise ou non à l'UE.

Une fois posée la nécessité de conserver le capitalisme après l'avoir critiqué en empruntant un discours radical de façade, au stade suivante il ne peut pas non plus envisager de rompre avec l'UE qui tout comme le capitalisme doit seulement être réformée.

Daniel Vanhove - Dans la foulée, quand les citoyens auront compris et intégré cette notion et qu'ils voudront pousser plus loin la réforme indispensable du système actuel tant décrié pour ses injustices, c'est au niveau des alliances qu'il faudra repenser les choses.

LVOG - La panacée ou la solution pour sortir le capitalisme français et l'UE de la crise qui les ravage, serait que l'impérialisme français se tourne de préférence vers les impérialismes russe et chinois au lieu de demeurer fidèle à l'impérialisme américain qui dans son sillage les conduit à leur perte.

Daniel Vanhove - Comme je le dis souvent, à terme la géographie a toujours le dernier mot sur l'Histoire, et nous indique que nous devons absolument nous tourner vers la Russie, porte d'accès vers l'Asie dont le continent auquel nous appartenons nous lie.

Nous avons donc toutes les possibilités de créer une autre Europe que celle improbable, que nous voyons se déliter sous nos yeux. Il est urgent d'y réfléchir, de défaire la construction européenne existante et ses alliances mortifères au profit de nouveaux choix dans le sens du continent Eurasiatique dont nous sommes citoyens.

LVOG - De fil en aiguille ce philistin a rabaisé ses ambitions, l'UE qu'il fallait "renverser" regagne du galon pour redevenir seulement "improbable", qui sait, à défaut de mieux, ce serait toujours mieux que rien. En fait, il regrette qu'elle se délite ou il ne supporte pas que ces illusions de petits bourgeois désabusés apparaissent au grand jour et soient si mal menées, trahissent ses intentions qui ne pouvaient conduire qu'à une impasse politique, alors en désespoir de cause, à défaut de se tourner vers la classe ouvrière, il se tourne vers la Russie et la Chine.

Depuis des années les médias dits alternatifs publient à la pelle ce genre d'articles qui présentent la particularité de partager la même orientation politique opportuniste. Ces intellectuels n'ont décidément rien à envier à la social-démocratie, ils en ont pris le relais en quelque sorte, et ils distillent le même poison.

Au fait, c'était le dernier paragraphe de son article intitulé *Les 'Gilets Jaunes': proposition pour aller plus loin*, autrement dit, il n'avait absolument rien à leur proposer "pour aller plus loin", mais plus sûrement pour les tirer en arrière ou les mener dans une impasse politique qui leur serait fatale.

[Le grand débat nationale : Circulez, il n'y a rien à voir, rien à gratter !](#)

0% de matière grasse, non, pas chez les actionnaires du CAC40 !

- TVA à 0% sur certains produits: une fausse bonne idée? - L'Express.fr 28.01

Le gouvernement est ouvert à cette proposition prônée par les gilets jaunes, qui se relève presque impossible à appliquer. L'Express.fr 28.01

On vous pourrira la vie à petit feu s'il le faut.

- Le bilan de la mortalité routière conforte le 80km/h - LeFigaro.fr 28.01

Édouard Philippe a réaffirmé son intention de maintenir cette mesure contestée sur le réseau secondaire, mais laisse entrevoir un assouplissement. LeFigaro.fr 28.01

" **Une banalisation de la situation serait irresponsable**", c'est vrai : Macron dégage !

- Syrie: Une banalisation de la situation serait irresponsable, dit Macron - Reuters 28.01

Une "normalisation ou banalisation" de la situation en Syrie, où le régime de Bachar al Assad ne donne "aucune indication" de vouloir engager une discussion en vue d'une transition politique, serait "irresponsable", a déclaré Emmanuel Macron lundi. Reuters 28.01

[L'extrême-centre, c'est le fascisme. Et ils ne manquent pas d'alliés.](#)

D'un coup d'Etat à l'autre, la nouvelle gouvernance mondiale.

- Venezuela : Guaido remercie Macron "pour sa prise de position forte" - LePoint.fr 27.01

Dans une interview exclusive accordée au "Figaro", le chef de l'opposition confirme vouloir organiser une élection présidentielle le plus rapidement possible. LePoint.fr 27.01

Nous n'avons pas mérité Macron !

- Macron : "le peuple italien mérite des dirigeants à la hauteur de son histoire" - euronews 27.01

Le président français Emmanuel Macron a jugé " insignifiantes " les récentes attaques verbales des deux vice-premiers ministres italiens, affirmant que son seul homologue était le Premier ministre Giuseppe Conte.

Les barbares "**en grâce**".

- Le taliban Baradar converti en négociateur pour la paix - Liberation.fr 27.01

Cofondateur du mouvement fondamentaliste afghan, le mollah avait été arrêté en 2010 par la CIA avant de revenir en grâce pour diriger les discussions avec les Etats-Unis. Infructueuses depuis 2012, elles pourraient avancer pour la première fois.

Ils savent tout juste compter jusqu'à16 (Ce n'est pas de moi, mais de Prévert.)

- Foulards rouges : à Paris, les slogans contre les Gilets jaunes ont fusé - LeParisien.fr 27.01

Une grosse dizaine de parlementaires LREM, en rang derrière une cordelette verte, scande : « On a voté ! On a voté ! » Ou encore : « Liberté ! Egalité ! Fraternité ! » Jean-Michel Fauvergue défile, gros cigare à la bouche.

"La Marche républicaine des Libertés" qui a réuni, dimanche 27 novembre, 10 500 personnes, selon la préfecture de police de Paris.

Marie-Line Houard, 62 ans, adhérente de LREM, est « là parce qu'il y a trop d'exactions contre notre démocratie, nos élus, nos forces de l'ordre ». Ingrid, retraitée, peste contre les « Gilets jaunes » : « On peut leur proposer n'importe quoi, ils ne veulent rien entendre. C'est abominable ! »

Tous clament, parlementaires compris, à intervalles réguliers, « Vive nos policiers ! Vive nos gendarmes ! » « Nous aussi, on est le peuple », prône cette foule...

« Toute l'énergie de LREM doit se concentrer sur la réussite du Grand débat pour qu'il permette, je l'espère, d'apaiser et de rassembler. Il faut prendre garde au risque de la perception du camp contre camp », commente ainsi Philippe Grangeon, dirigeant de LREM, très proche du président.

Un vœu pieux ? Dimanche, place de la Bastille, une trentaine de « Gilets jaunes » avaient déployé une banderole « Macron Destitution » pour accueillir les « Foulards rouges ». Huées et invectives de part et d'autre. LeParisien.fr 27.01

Précision.

A 14h (heure de départ de la manifestation), il y avait quelques centaines de manifestants. A 14h15, LCI, officine pro-Macron annonçait le chiffre le plus haut, à savoir entre 1.500 et 2.000.

Certes, des manifestants ont rejoint la manifestation en cours de route, mais la vidéo de Russia Today (qui a filmé toute la manif en direct) montre qu'on était très loin des 10.000 manifestants. Russia Today annonce 1.500 manifestants. C'est visiblement sous-estimé, mais on peut estimer à environ 3.000 le nombre de manifestants. Cette manifestation est un échec pour Macron. 3.000 manifestants environ pour une "montée nationale" à Paris de tous ses soutiens, c'est ridicule. tendanceclaire.org 27.01

Les Orléanistes ont leur parti.

- "Gilets jaunes": le parti "Les Émergents" de Jacline Mouraud fondé à Orléans - AFP 27.01

Jacline Mouraud, figure des "gilets jaunes", a annoncé dimanche à Orléans la fondation du parti "Les Emergents". AFP 27.01

Jaune tout court.

- "Gilets jaunes": Ingrid Levavasseur réclame l'arrêt de "toutes les violences" - AFP 27.01

Toutes les occasions sont bonnes pour collaborer avec leur monarque, sinon ils les créent.

- Agora à Paris : les écolos profitent du climat pour s'inviter dans le grand débat - Liberation.fr 27.01

Quelques centaines de personnes ont répondu dimanche à l'appel des ONG environnementales. Rassemblées place de la République, elles ont réfléchi, le temps d'un après-midi, à la meilleure façon d'alerter les pouvoirs publics. Liberation.fr 27.01

Enfin ! Je propose à Macron de le nationaliser pour le sauver.

- "C'est un journal qu'on n'a pas le droit de laisser mourir" : les salariés de "l'Huma" se battent pour sauver le quotidien de Jaurès - Franceinfo 30 janvier 2019

La semaine dernière le quotidien a été contraint de se déclarer en cessation de paiements, comme l'a révélé l'hebdomadaire Marianne, auprès du tribunal de commerce de Bobigny. Une audience s'y déroule mercredi 30 janvier afin de décider du sort du journal. Lundi, celui-ci a lancé un appel à la mobilisation générale à destination de ses lecteurs afin de l'aider à surmonter ses difficultés financières. "On ne s'est jamais retrouvé dans une situation pareille mais on est prêt à relever le défi", assure Pierre Barbancey, grand reporter à l'Huma.

"Pour la France, la disparition de l'Huma, ce serait un appauvrissement du débat démocratique. On apporte dans le pot commun des idées pour aider à la réflexion et même si ces idées-là sont affaiblies, elles n'ont pas disparu", renchérit-il.

Mais la crise que traverse l'Huma pourrait avoir raison de cette "formidable rédaction". Tiré à près de 50 000 exemplaires, le quotidien a vu ses ventes chuter en France de 6% en 2017-2018, à 32 700 exemplaires en moyenne. Franceinfo 30 janvier 2019

[Dans quel monde vivons-nous ?](#)

Royaume-Uni : des enfants mal nourris... Par Eleanor Busby - Le 11 janvier 2019 - Source The Independant - Publié par le Saker francophone 21.01.2019

Siobhan Collingwood, directrice de l'école primaire de Morecambe Bay, dans le comté de Lancashire, a déclaré qu'un élève sur dix venait de familles qui ont recours aux banques alimentaires.

« Lorsque les enfants sont affamés, cela altère leur comportement et les rend complètement obsédés par la nourriture, ainsi nous avons des enfants qui vont voler des noyaux de fruits dans les poubelles », a déclaré la directrice.

S'exprimant à l'émission BBC-Breakfast, Siobhan Collingwood a déclaré : « Nous avons des enfants qui n'ont rien dans leur gamelle du déjeuner et qui font une fixation sur la nourriture ».

La directrice a ajouté qu'il y avait actuellement 35 enfants dans son école dont les familles sont aidées par des banques

alimentaires, en ajoutant : « Le nombre est probablement plus élevé, mais nous ne connaissons que ceux-là. »

En début de semaine, le Comité d'audit environnemental a présenté les chiffres de 2017 de l'UNICEF selon lesquels 19% des enfants britanniques de moins de 15 ans vivent avec des adultes qui ont du mal à se procurer de la nourriture.

Siobhan Collingwood a déclaré que la faim à laquelle sont confrontés les élèves « brisait le cœur » et ajouté qu'elle avait vu des parents arriver à l'école et fondre en larmes, affirmant qu'ils n'avaient pas les moyens de nourrir leurs enfants.

« Des familles me disent qu'elles se prêtent régulièrement de la nourriture, et mon expérience quotidienne me dit que c'est un problème qui s'aggrave de plus en plus », a-t-elle déclaré.

Siobhan Collingwood a affirmé qu'elle avait constaté davantage de problèmes depuis l'introduction du Crédit universel, [un système d'indemnisation unique qui regroupe et remplace une série d'indemnités sociales qui existaient auparavant – NdT].

Ses commentaires ont eu lieu après qu'un groupe de députés représentant plusieurs partis a appelé le gouvernement à nommer un « ministre de la faim » pour lutter contre « l'insécurité alimentaire » – en particulier parmi les jeunes enfants. (Publié par le Saker francophone 21.01.2019)

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Venezuela

- Venezuela : face au duel entre Maduro et Guaido, la communauté internationale divisée - Le Figaro 29.01

À l'égard du Venezuela, le monde est coupé en deux parts de taille inégale. Depuis que Juan Guaido, le président du Parlement vénézuélien, tenu par l'opposition, s'est autoproclamé «président par intérim», seulement treize États, menés par les États-Unis, lui ont reconnu ce titre. Le Canada ainsi que onze des douze membres du Club de Lima (Brésil, Argentine, Canada, Chili, Colombie, Costa Rica, Guatemala, Honduras, Panama, Paraguay, Pérou) puis l'Australie ont rapidement suivi Washington.

Certains États européens soutiennent par ailleurs Guaido sans le reconnaître formellement. Ainsi, la France, l'Espagne, le Portugal, la Belgique, l'Allemagne, la Grande-Bretagne ont lancé un ultimatum au président élu mais contesté, Nicolas Maduro, que celui-ci a d'ores et déjà rejeté: s'il n'annonce pas dans les jours qui viennent l'organisation d'élections anticipées, ceux-là reconnaîtront à leur tour le «président par intérim». L'Union européenne elle-même, plus frileuse, s'est aussi prononcée en faveur de Guaido, mais, là encore, sans reconnaissance officielle.

D'ici à quelques jours, une vingtaine voire, au maximum, une trentaine d'États occidentaux, dont trois des cinq membres permanents du Conseil de sécurité de l'ONU (Washington, Paris, Londres), feront ainsi face à l'écrasante majorité des 193 États membres de l'ONU qui reconnaissent, implicitement ou explicitement, le président en exercice, héritier et successeur de Hugo Chavez depuis 2013. La Russie et la Chine, membres du Conseil de Sécurité de l'ONU, ont pris la tête de ce mouvement, soutenues à haute voix par la Bolivie, Cuba, le Mexique, la Turquie, l'Iran et d'autres États qui dénoncent une tentative d'«ingérence» et craignent une tentative de «changement de régime». Mais il faut ajouter à cette liste les États qui ne se sont pas prononcés depuis le déclenchement de la crise et qui, par continuité et en l'absence de déclaration opposée, continuent de facto de reconnaître Maduro.

«Ce clivage recoupe celui qui existe lors des interventions militaires, comme en Libye en 2011. On retrouve à chaque fois cette même opposition entre un monde occidental prompt à l'interventionnisme et un monde composite formé des anciennes puissances de l'Est, des États émergents et des pays issus de la décolonisation qui craignent de voir leur souveraineté remise en cause», analyse Bertrand Badie, professeur des Universités à Sciences Po Paris et spécialiste des relations internationales.

Les États qui reconnaissent Guaido s'appuient sur l'analyse de l'opposition vénézuélienne selon laquelle l'élection présidentielle de décembre 2018, lors de laquelle Maduro a été réélu à 68% des voix, était irrégulière. Il y aurait donc une vacance du pouvoir dans la mesure où celui-là serait illégitime. Les États qui restent fidèles à Maduro en appellent a contrario au droit international et à la souveraineté des États: selon eux, les relations internationales ne doivent pas interférer avec les affaires intérieures d'un pays. Quoi que l'on penserait de l'élection qui a conduit à la victoire de Maduro, ce dernier serait bien celui qui occupe la tête de l'État vénézuélien. (...)

Juan Guaido a lui-même reconnu avoir rencontré il y a plusieurs semaines le conseiller à la sécurité nationale, John Bolton,

partisan de longue date des «changements de régime».

Au-delà de la lettre du droit, Bertrand Badie note que «la décision occidentale» de reconnaître Guaidó est absolument «inédite». «Pour la première fois, la réalité du pouvoir est complètement mise de côté dans le processus de reconnaissance internationale d'un État. (...)

Qu'on le veuille ou non, Maduro dispose du pouvoir. Le plus probable, c'est que tout cela conduira à une radicalisation des deux camps car internationaliser un conflit conduit quasiment toujours à le rendre plus aigu encore». En une semaine, les violences entre manifestants et forces de l'ordre auraient fait au moins 40 morts, selon le haut-commissaire de l'ONU aux droits de l'homme. Le Figaro 29.01

- Venezuela: l'opposition dans la rue, Maduro prêt à des législatives anticipées - AFP 30 janvier 2019

La pression diplomatique des Etats-Unis se fait aussi chaque jour plus insistante: premiers à accepter Juan Guaidó comme président, ils viennent de prononcer de nouvelles sanctions contre l'entreprise pétrolière PDVSA, source de 96% des revenus du Venezuela.

"La stratégie des Etats-Unis est de provoquer l'effondrement du système économique du Venezuela pour forcer la sortie" du président, explique l'économiste Luis Vicente Leon.

"Mais s'ils échouent, comme à Cuba, en Syrie ou en Iran, ce sera le peuple qui en sera le plus affecté". AFP 30 janvier 2019

SOCIAL ET SOCIÉTÉ

France

- Usine Arjo : «C'est les gendarmes qui nous ont appris la fermeture» - Libération 29 janvier 2019

En bordure de départementale, des palettes en bois font office de panneaux de signalisation. Les salariés d'Arjowiggins Security, entreprise vendue il y a huit mois par le groupe français Sequana à un fonds d'investissement suisse, Blue Motion Technologies Holding, y ont écrit en lettres noires : «Arjo 240 morts. Merci patron.» Jusqu'au 16 janvier, ils étaient 199 à faire tourner ce site, situé à Jouy-sur-Morin (Seine-et-Marne), le reste des troupes se trouvant au siège du groupe et dans un bureau d'études. Niché en contrebas, au milieu des arbres, on y fabriquait alors du papier sécurisé, celui qui sert pour les billets, les cartes grises ou les passeports.

Barnum. Mais en plein cœur de l'hiver, les «formes rondes», petit nom des machines, se sont arrêtées. Ce jour-là, le verdict est tombé au tribunal de commerce de Nanterre : liquidation judiciaire, avec fermeture des portes ce mercredi. Karine, 50 ans, dont vingt de boîte, se souvient: «On était quelques-uns à attendre devant l'usine. Les gendarmes sont passés et c'est eux qui nous ont appris la nouvelle. Quand le directeur est revenu, il n'a pas eu un mot pour nous.» Depuis, plus de nouvelle de la direction. «Ils ont quitté le navire et nous, souffle un autre employé. Ils s'en foutent de notre gueule.» Passé le «coup de massue», les salariés ont lâché leur besogne et décidé d'occuper l'usine. Sur les tôles, deux banderoles ont été tendues : «Encore une fermeture», et «La guerre civile approche sans réponse», comprendre sans réponse de l'Etat. Un gilet jaune pendouille au-dessus de l'entrée.

Nuit et jour, ils se relaient sous un barnum ou autour d'un feu de camp. Dans les braises, des planches, des pneus, et leurs stocks de papier spécial carte grise. «C'est notre monnaie d'échange», explique Patrice Schaafs, le délégué syndical central CGT. Toutes les douze heures, ils jettent une bobine de 200 kilos aux flammes. De quoi sonner l'alarme auprès de l'Etat français, leur client. «On a un an de stock et on est les seuls en France à pouvoir fabriquer ce type de papier», précise le cégétiste.

Depuis, les journalistes ont accouru, prophétisant la pénurie de cette matière première vitale pour l'administration. Dans la foulée, un rendez-vous a été organisé lundi avec la préfète du département. Le lendemain, un autre a eu lieu avec un représentant du ministère du Travail. Des rencontres qui n'ont rien donné de concret, râlent les «Arjo». Ne croyant guère à une reprise, ils réclament avant tout de pouvoir «partir dignement, explique l' élu syndical. Pour cela il faut que l'Etat injecte de l'argent pour qu'on ait droit à un plan social digne de ce nom». Ce qui, pour l'heure est loin d'être garanti, les caisses de l'entreprise étant, précise-t-il, vides. Dans ce cas, l'Association pour la gestion du régime d'assurance des créances des salaires (AGS) est appelée au renfort. Mais les enveloppes risquent d'être bien maigres, s'inquiètent les futurs licenciés.

Perfusion. «Les repreneurs ont tout pillé. Ce sont des escrocs. On est livrés à nous-mêmes, on n'a même pas notre lettre de licenciement. On sait même pas si on va être payés», fustige l'un d'eux. «On n'a même plus de mutuelle. Ils n'ont pas

payé l'organisme. Plus le droit d'être malade», ajoute Yohan, automaticien, 43 ans, en poste depuis ses 16 ans. Plus que de la colère, lui parle de «haine» : «Nous on a gratté comme des cons pendant des années et, eux, ils ont bien dû avoir du fric; ils ont dû faire de beaux voyages. C'est insupportable. Il est où, le pognon ?» D'autant plus difficile à encaisser pour lui que la boîte a été sous perfusion de l'Etat, via la Banque publique d'investissement. «Autant d'argent injecté pour ce résultat. Quel scandale», s'insurge Yohan.

Pour Ivan, 61 ans, filigraniste, le plus dur est ailleurs : la disparition du savoir-faire de cette usine jadis «familiale» qui existe depuis quatre cents ans : «On faisait des billets pour 150 pays. Il y a peu, on a reçu les félicitations de la banque de Hongkong.» Il raconte le «filigrane moulé dans le papier», la «toile», les «paillettes» fixées sur le papier. «Ici, poursuit-il, on aime nos métiers. Même les simples colleurs y mettent tout leur cœur.» Des boulots bien payés, pour la région : de 1 600 à 2 000 euros pour un ouvrier, 2 500 pour un conducteur. Avec possibilité d'évoluer. «Un mousse pouvait devenir amiral», ajoute Ivan.

Autour du feu, la liste des griefs s'allonge. Bernard, 53 ans, du service logistique, n'en revient pas que ce site, «avec tous les produits chimiques qu'il y a dedans», ait été abandonné depuis le 16 janvier. «C'est nous, les salariés, qui sécurisons. Si ça gèle, que les tuyaux explosent, on refait AZF», assure-t-il. La CGT, elle, pointe la responsabilité du Comité interministériel de restructuration industrielle (Ciri), organisme interministériel chargé d'aider les entreprises en difficultés, «qui a participé au choix du repreneur». Mauvaise pioche. «Il y a eu des engagements, et en fin de compte, pas un euro pour nous», résume Karine, une des rares femmes du site.

Anthony, 23 ans et déjà quatre licenciements économiques à son actif, n'est pas trop inquiet. Pour lui, ce sera l'intérim, quitte à partir bosser à cent kilomètres de chez lui comme il l'a déjà fait. «Mais pour les autres?», questionne-il. «Dans le coin, y a plus rien, dit son voisin. C'est le désert complet.» Libération 29 janvier 2019

Espagne

- La police espagnole déloge les taxis qui poursuivent leur grève - AFP 28 janvier 2019

La police anti-émeute espagnole a délogé lundi de l'une des principales artères de Madrid les chauffeurs de taxis qui poursuivaient leur grève "illimitée" contre les VTC pour le huitième jour consécutif.

Des dizaines de policiers casqués et armés et des véhicules de fourrière ont été déployés sur le Paseo de la Castellana, un axe nord-sud de la capitale, pour obliger les taxis à dégager les véhicules qui bloquaient le trafic.

Malgré la tension entre grévistes et policiers, aucune violence n'a été signalée.

Après que les premiers véhicules des grévistes eurent été emportés, les chauffeurs de taxis en tête de colonne se sont mis en marche lentement en klaxonnant pour protester, a constaté l'AFP.

Les grévistes avaient annoncé leur intention de paralyser le trafic à Madrid, avec l'appui de confrères attendus de plusieurs autres villes d'Espagne.

"Le droit de grève, légitime, n'inclut pas le droit de paralyser la ville", a fait savoir le préfet de Madrid, José Manuel Rodriguez Uribes, dans un message sur Twitter annonçant l'intervention des policiers.

Les chauffeurs de taxis en grève sont ensuite allés manifester devant le siège du Parti populaire (PP) qui dirige la région de Madrid ayant compétence sur les taxis, avant de se rendre à l'aéroport.

Vers 17h00 (16h00 GMT), ils avaient commencé à se rassembler sur la Puerta del Sol, place centrale de Madrid, devant le siège de la région.

Le mouvement durera "aussi longtemps qu'il le faudra", a lancé Angel Vallejo, l'un des chauffeurs en grève.

"Nous n'avons rien à perdre, nous sommes perdus, nous sommes déjà perdus. Ça ne peut pas empirer, alors on va se battre jusqu'à ce qu'on soit épuisés. Cette grève n'a pas de fin", a-t-il ajouté.

Les taxis exigent une réglementation qui limite la concurrence des véhicules de transport avec chauffeur (VTC), essentiellement, en Espagne, ceux d'Uber et sa concurrente Cabify.

Les taxis de Barcelone ont mis fin jeudi dernier à une grève de plusieurs jours après avoir obtenu une modification de la réglementation en Catalogne qui permettra d'exiger des usagers une réservation d'un VTC au moins une heure à l'avance.

Une mesure dénoncée vertement par les VTC. "La nouvelle réglementation que veut mettre en place le gouvernement régional catalan signifie notre expulsion de Barcelone pour satisfaire la frange la plus radicale des taxis en provoquant plus de chômage et moins de liberté", a lancé Cabify. AFP 28 janvier 2019

[Haut de page ↗](#)